

3_c – ANNEXES : pièces jointes aux contributions (via registre dématérialisé)

Permis de construire un stade de football, dénommé ARKEA PARK, et mise en compatibilité du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Brest Métropole



Enquête publique 250012/35

28 avril-28 mai 2025

Commission d'enquête :

Présidente : Sylvie COULOIGNER

Membres : Jean Luc PIROT

Elyane TORRENT

Le Samedi 29 Mars 2025

Ma contribution à l'enquête publique sur l'Arkea Park

Je demeure en périphérie de Brest, suis supporter du Stade Brestois 29 et me rends régulièrement au stade actuel pour supporter cette équipe. Vous pouvez donc comprendre que je souhaite m'exprimer sur ce sujet.

J'ai pu suivre l'évolution de ce dossier via les organes de presse locaux. J'ai été un peu surpris de son évolution et des retours de la presse locale, j'ai donc été tenté de m'informer en utilisant différentes sources. Le résultat de cette réflexion est ci-dessous. J'ai repris et développé, dans les différents paragraphes suivants, les sujets qui ont guidé mon avis ; ceci avant d'exprimer, pour chaque paragraphe, ma position.

1. Aspect écologique

Même si, au fil des évolutions, les surfaces artificialisées ont été réduites on parle quand même de dix-huit hectares de terres agricoles et naturelles qui vont disparaître au Frouvent.

Ce projet est donc destructeur de ces terres agricoles, de la faune et de la flore locales. Certains rétorqueront que cette zone est déjà fortement urbanisée mais ceci, au contraire, devrait rendre la préservation du peu d'espaces sauvages restants primordiale.

On parle beaucoup actuellement de transition écologique, et cela fait sourire, voire bondir certains (notamment des amis fervents supporters !). Ici on fait exactement l'inverse, on consomme des terres agricoles, on artificialise...

Les sourires et les bonds disparaissent généralement lors des 1^{ers} problèmes comme inondation et pollution, et là je pense qu'à terme on y va tout droit. Artificialisation, bétonnage, goudronnage voudra dire, à terme, ruissellement...

Également qu'elles seront les conséquences si le projet pollue la zone humide voisine dans la vallée du Costour et son réservoir artificiel, au milieu du bois, qui fournit une part conséquente de l'eau potable de l'agglomération brestoise ?

➔ Cette question est à ce jour restée sans réponse...

On peut aussi noter la pauvreté de réflexion quant à la prise en compte des enjeux climatiques, énergétiques et de préservation des ressources naturelles. La sobriété n'est pas le plus fort de ce nouveau stade. En effet, je cite « L'étude d'impact ne propose aucune analyse qualitative ou quantitative relative à la consommation énergétique du projet, à la consommation de ressources et à l'émission de gaz à effet de serre. »

Point négatif

2. Aspect Economique

Arkéa Park se voulait un projet 100% privé et c'était un argument fort & fréquemment martelé par ses initiateurs. Cet argument initial privilégiait la construction d'un nouveau stade plutôt que la rénovation de l'existant.

Au fil du temps le budget prévisionnel est passé de 85 M€, réévalué à 106,5 M€ et serait aujourd'hui estimé à 130 M€. Les plans ont aujourd'hui « un peu » évolué. On peut, bien sûr évoquer l'inflation, la hausse du coût des matériaux, le conflit en Ukraine, mais cela ne fait pas très sérieux. On ne peut que craindre l'addition finale.

Je pense que cela a servi à créer un « écran de fumée », et ainsi à perdre un petit plus les habitants dans un dédale de budget et de chiffres.

En complément, on nous indique maintenant que la participation des collectivités publiques au projet sera nécessaire ! tiens, tiens on ne serait plus 100 % privé ! Cette participation serait donc de 25 ou 30 millions d'euros (subventions promises par la Région Bretagne, le conseil départemental du Finistère et Brest Métropole).

A ces sommes, il faut aussi ajouter d'autres dépenses prévisibles pour Brest Métropole, soit 15 M€ minimum pour les aménagements extérieurs et 600 000€ d'acquisitions foncières au titre de la compensation environnementale.

On arrive donc à des sommes conséquentes, éloignées du budget initial, à une injection nécessaire et non initialement prévu d'argent public. Le déficit actuel de notre pays, sa situation économique doit nous pousser à ne pas gaspiller l'argent public, à faire des économies. Et ici c'est exactement l'inverse qui se prépare !

Point négatif

Ce projet serait pensé pour être très lucratif. Il comprendrait des loges VIP, une « halle gourmande » avec des restaurants et des bars, 2 000 m² dédiés aux loisirs, une crèche, un musée du club, et même une tyrolienne et un escape game, pour faire du stade une industrie fonctionnant « 365 jours par an ».

Ca me paraît être un leurre.

Il y a un nouvel espace jeu existant à Kergaradec (le SpeedPark), soit à 10 minutes en voiture. 2 espaces jeux dans la Métropole ne seront pas viables.

Je suis surpris d'apprendre que l'on manque de restaurant & bars à Brest. Le Télégramme n'arrête pas de commenter les fermetures de bars... l'offre de restauration locale est conséquente. Et un concept similaire vient d'être créé à Kergaradec (le What, il me semble). Ici encore la viabilité ne semble pas garantie.

Quant à la crèche... si le besoin de crèche dans ce secteur est réel, il doit être couvert par Brest Métropole dans un espace dédié, et non dans un stade de football.

Point négatif

3. Transport

A part le tramway, il y a une absence de transport en commun dans cette zone. Et le tramway actuel ne pourra jamais transporter les 15 000 spectateurs.

De nombreux supporters habitant dans le Finistère, en périphérie, ou même dans (surtout dans) Brest vont donc devoir utiliser leurs voitures particulières.

Direction le tout voiture, avec au final un congestionnement du trafic, une circulation et des stationnements compliqués (cf paragraphes suivants)

Point négatif

4. Parking

La capacité de l'enceinte serait de l'ordre de 15 000 places, dont 4 200 sièges VIP

Il est prévu, à ce jour, 1500 places de parking ; donc surement majoritairement réservées aux 4 200 sièges VIP.

De plus, il n'y aurait, actuellement, aucun accord avec Leroy Merlin, Ikéa, Boulanger ou Décathlon pour utilisation / mutualisation de leurs parkings. Ces grandes enseignes semblent rester logiquement attachées à leurs places de stationnement, destinées à leur clients.

De toute façon le calendrier de la Ligue 1 (match en soirée du vendredi, le samedi en fin d'après-midi) rendra :

- la mutualisation impossible ;
- les accès à des parkings non dimensionnés pour cet afflux supplémentaire compliqués ;
- la cohabitation consommateurs / supporters délicate.

Même en cas de match le dimanche, le stationnement serait compliqué (ouverture Leroy Merlin le dimanche, ouverture autorisée des autres enseignes en période de fêtes).

La possibilité d'utiliser les Parking de l'aéroport et la création de navettes auraient été envisagées. Trajet de l'ordre de 10 minutes en temps normal, hors embouteillage. Ca me paraît peu pratique et bien compliqué ! de plus ces parkings me semblent déjà bien remplis, et j'ai du mal à imaginer une cohabitation harmonieuse voyageurs / supporters

Point négatif

5. Circulation rocade

Pour accéder au stade, la majorité des supporters (qu'ils arrivent en tramway ou voiture) vont devoir traverser la RN265 (route nationale à 2 fois 2 voies, rocade de Brest, supportant la circulation en provenance ou vers Quimper).

L'absence d'une passerelle, pour des raisons budgétaires (il faut présenter un coût réduit...), au-dessus de cette voie rendra la traversée extrêmement dangereuse.

Aujourd'hui la rue de Quimper est fermée lors des matchs à Le Blé. Il y a une vraie différence à fermer la rue de Quimper et la rocade RN265. J'imagine qu'il sera impossible de stopper toute circulation dans ce secteur routier et commercial.

Point négatif

6. Le club actuel « Stade Brestois 29 »

Comme déjà indiqué je suis un supporter du « Stade Brestois 29 », suis ravi des exploits actuels. Je suis également heureux d'évoquer les belles aventures passées et les joueurs célèbres qui ont porté ce maillot.

Mais je me souviens aussi des rétrogradations, et des périodes de « vache maigre ».

Honnêtement ,le club ne pourra pas surperformer de cette façon, dans un environnement si compétitif, longtemps. Et ce projet nous engage pour des décennies.

Que fera-t-on de ce stade quand le club connaîtra de nouvelles années de vache maigre ou lorsque la transition écologique nous obligera à réduire la voiture et les transports dans nos vies ?

Point négatif

7. Autres exemples

Ce qui se passe aujourd'hui à Brest, ce projet me fait penser à la MMArena au Mans. Inauguré en 2011, pour un cout global de 100 M€. Il s'est rapidement transformé en fardeau, après la déconfiture du Mans FC.

Même résultat à Grenoble, un budget de 88 M€ suivi par la chute du GF38

A chaque fois des projets trop ambitieux, coûteux... et au final un contribuable mis à contribution.

On peut aussi évoquer le cas d'Amiens, Sedan, Bordeaux...

Je ne souhaite pas combler les futures déboires financiers qui seront, comme à chaque fois, couverts par la collectivité.

Point négatif

8. Que proposer ? rénovation Stade Francis Le Blé ?

Critiquer une solution, sans proposer une solution alternative, n'est pas, selon moi, envisageable. Je ne sais pas si s'exprimer sur une solution alternative est « hors sujet », mais je souhaite le faire.

J'ai le sentiment que les résultats de la pré-étude de faisabilité, commandée par la ville de Brest en 2023, ont été bien peu diffusés et bien peu analysés (par les élus, la presse locale..)

La conclusion de cette étude était que la rénovation était possible, et même supportée par 2 scénarios.

Il a été, rapidement, dit que cette rénovation se heurtait à des contraintes d'urbanisme pour les différentes parcelles impactées. C'est un faux problème ! Les élus ont tout à fait la possibilité d'amender et de voter le PLUi concerné. Pour cette rénovation, comme pour de nombreux de projet de Brest Métropole, les contraintes peuvent être modifiées, voire levées aisément. Donc, pour des élus qui maitrisent le PLUi, rien d'impossible de ce côté-là.

Il faut également noter une très bonne desserte du stade actuel en terme de moyens de transport en commun. Tramway, depuis Plouzané, Gouesnou et Guipavas. Mais aussi existence d'un fort maillage de bus passant par la place de Strasbourg.

Cette forte disponibilité des transports en commun, capable de supporter l'afflux des usagers du stade sur pratiquement tout le périmètre de Brest (et proche banlieue) en fait un sérieux argument en terme de capacité de stationnement, de non congestionnement du trafic, pour le grand public venant de l'extérieur de Brest.

Bien sûr, certains rétorqueront « ou va-t-on jouer durant cette rénovation ? ». Allons Lens a bien joué à Amiens lors de la rénovation de Bollaert (120 km, 1h25 de route) ! on verra les vrais supporters si le Stade Brestois joue à Guingamp, Concarneau, Lorient ! la Champion League s'est bien tenu à Guingamp !

Enfin, il évite toute artificialisation !

Et surtout le cout de cette rénovation est estimé à 60 M€ pour le 1^{er} scénario et à 50 M€ pour le 2nd. Soit un cout largement inférieur à cette nouvelle construction.

Point positif

Conclusion

Comme vous l'aurez compris au travers de mes arguments, je m'oppose à ce projet d'un autre temp, qui ne respecte pas la transition écologique, qui réclame l'injection d'argent public, qui n'est pas correctement abouti. De plus, il y a dans ce dossier, en fonction de ce que je peux lire un manque de transparence démocratique sur ce projet qui dérapera sans doute à 150 millions. Montant à comparer aux estimations de la rénovation du stade actuel, même si cette estimation risque d'augmenter...

Cette rénovation permettrait de redonner ses lettres de noblesse à un des plus vieux édifices de Brest, chargé d'une histoire sportive intense dans le cœur de nombreux Brestois.

Merci de prendre en compte cette position.

Histoire [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Projet [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

À partir de 2006 et la remontée du [Valenciennes Football Club](#) en [Ligue 1](#), et alors que le club semblait s'inscrire durablement dans l'élite du football français, l'enceinte du [Stade Nungesser](#) est apparue comme un frein à la croissance du club nordiste. La construction d'un nouveau stade est alors envisagée et un appel à projets est lancé.

La proposition imaginée par les architectes [Michel Marcary](#) & [Aymeric Zublena](#) du cabinet [SCAU](#) a été retenue et présentée le 21 septembre 2006. Cette nouvelle enceinte de 25 000 places s'insère au sein d'un quartier résidentiel de Valenciennes. Destiné en principe à la pratique du football, le stade devait également accueillir des concerts ou de grandes rencontres de rugby. Le recours des habitants voisins du stades a finalement pris la décision d'interdire des concerts dans l'enceinte afin d'éviter le bruit.

Le cabinet Mariotti (auteur du [Stade de l'Épopée](#)) a également participé au concours d'architectes. Si l'on peut rapprocher le style extérieur du projet SCAU de l'[Allianz Arena](#), le projet Mariotti ressemblait davantage à l'[Estádio da Luz](#)².

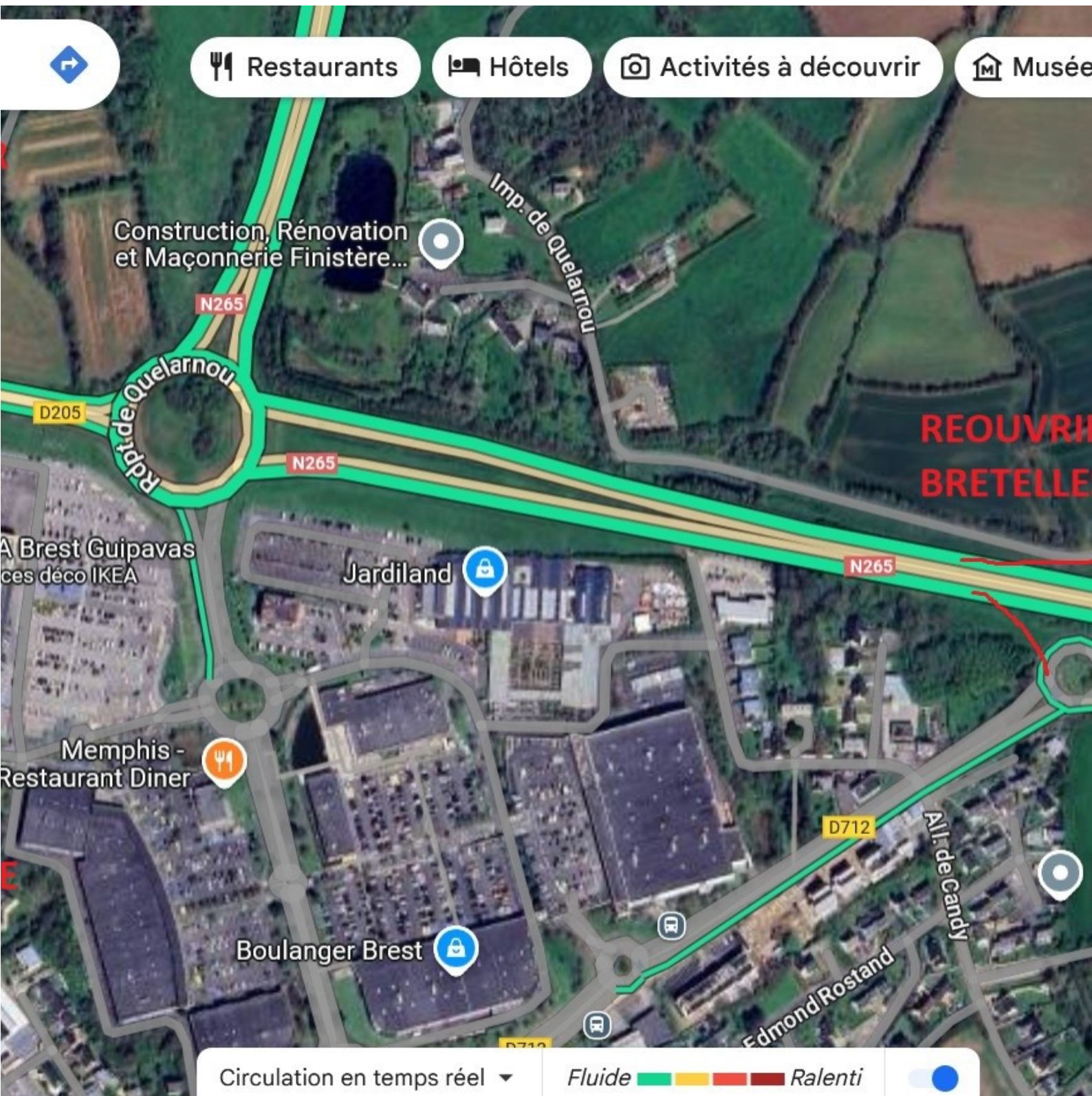
ement [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

ident et locataire du Stade du Hainaut.

itation du Stade du Hainaut était assurée par la société **Vert Marine**, qui opérait dans le ca
).

vel appel d'offres lancé en début d'année 2017, Vert Marine et Vega étaient concurrentes,
été écartée par **Valenciennes Métropole**⁶. En mai 2017, faute d'offre satisfaisante⁷, l'aggl
gie autonome⁸. Durant le même mois, la société AirFibr est choisie pour installer une pelon

Affluences moyennes
15 373
15 468
14 354
8 127
8 805
7 905
8 279
8 393



Ou plutôt nous faire payer avec de l'argent public, alors qu'il était proposé par des investisseurs publics !

Brest et son public sont populaires et ils ont prévu plus de 4000 vip dans ce stade qui porte le nom d'une banque !

Alors qu'il est tout à fait possible pour la moitié du budget de rénover le Vieux Stade, et ceci avec de l'argent "" d'investisseurs "" s'ils le souhaitent.

Avec cet investissement de 120 140 millions d'euros, ça court à la catastrophe dans quelques 10 ans ! Avec le SB29 en D2 AVEC 5 à 7 000 spectateurs dans une zone commerciale sans âme.

Non, non et non à ce stade ! Assez de fric mal utilisé !

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

**relative au projet Arkéa Park à Guipavas et à la mise en compatibilité
du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest métropole**

28 mars 2025 - 28 avril 2025

Par arrêté du 6 mars 2025, le Président de Brest métropole a décidé de l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet de construction d'un nouveau stade de football, dénommé Arkea Park, déposé par la SAS Holdisport sur le secteur du Froustven à Guipavas, ainsi que sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest métropole.

Le projet de l'Arkéa Park consiste en la création d'un nouveau stade de football d'une capacité d'environ 15 000 places, incluant 4 tribunes et les espaces sportifs dédiés dans un ensemble immobilier de 39 000 m² de surface de plancher environ. L'autorité responsable du projet Arkéa Park est la SAS Holdisport.

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU consiste d'une part à la déclaration d'intérêt général du projet Arkéa Park en application de l'article L300-6 du code de l'urbanisme et d'autre part à faire évoluer le PLU de Brest métropole en procédant à l'ouverture à l'urbanisation du terrain d'assiette du projet (passage de zone 2AU en 1AU), et à la mise en cohérence du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation du secteur, nécessaires pour la mise en œuvre opérationnelle du projet. L'autorité responsable de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est Brest métropole.

L'enquête publique se déroulera du vendredi 28 mars 2025 à 9h30, heure d'ouverture de l'enquête, au lundi 28 avril 2025 à 18h00, heure de clôture de l'enquête.

Une commission d'enquête chargée de conduire l'enquête publique a été constituée par décision du 3 février 2025 de la conseillère déléguée auprès du tribunal administratif de Rennes. La commission est composée de madame Sylvie Couloigner, en qualité de Présidente, de monsieur Jean-Luc Pirot et de madame Elyane Torrent, en qualité de membres titulaires.

Le dossier d'enquête publique pourra être consulté pendant toute la durée de l'enquête :

- à l'Hôtel de métropole, siège de l'enquête publique, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- en Mairie de Guipavas, place Saint-Eloi, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6071>.

Le dossier tenu à disposition du public sera constitué notamment du dossier de demande de permis de construire déposé par la SAS Holdisport pour le projet Arkéa Park, et du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Brest métropole. Il est précisé que le projet Arkéa Park a fait l'objet d'une étude d'impact tenant lieu de rapport environnemental de la mise en compatibilité du PLU de Brest métropole. L'étude d'impact, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne, ainsi que les avis exprimés par les collectivités intéressées et leurs groupements, seront consultables avec l'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique pendant toute la durée de celle-ci.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations :

- sur les registres d'enquête tenus à disposition du public à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, et en Mairie de Guipavas, Place Saint-Eloi ;
- sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6071> ;
- par messagerie électronique, à l'adresse suivante : enquete-publique-6071@registre-dematerialise.fr
- par courrier postal adressé à Madame la Présidente de la commission d'enquête, Hôtel de métropole, Direction des dynamiques urbaines, 24, rue Coat-ar-Guéven – CS 73826, 29238 BREST CEDEX 2,

Un poste informatique sera tenu à la disposition à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, afin de permettre au public de consulter le dossier en version dématérialisé et de contribuer sur le registre numérique. Le poste informatique sera accessible pendant toute la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture de l'Hôtel de métropole.

Le public pourra également rencontrer les membres de la commission d'enquête et faire part de ses observations durant les permanences qui se tiendront :

- le vendredi 28 mars 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi, et à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest ;
- le jeudi 3 avril 2025, de 14h00 à 17h30, en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le samedi 12 avril 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le mercredi 16 avril 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le jeudi 24 avril 2024, de 18h00 à 21h00, en Mairie de Brest, 2 rue Frezier ;
- le lundi 28 avril 2024, de 14h00 à 18h00, à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest.

Au terme de l'enquête publique, les décisions pouvant être adoptées sont les suivantes :

- approbation par le Conseil de la métropole de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Brest métropole ;
- délivrance par le Maire de Guipavas du permis de construire pour le projet Arkéa Park, au bénéfice de la SAS Holdisport.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête resteront consultables pendant un an à l'Hôtel de métropole, en Mairie de Guipavas et sur la plateforme dématérialisée d'enquête publique dédiée <https://www.registre-dematerialise.fr/6071>.

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

relative au projet Arkéa Park à Guipavas et à la mise en compatibilité
du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest métropole

28 mars 2025 - 28 avril 2025

Par arrêté du 6 mars 2025, le Président de Brest métropole a décidé de l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet de construction d'un nouveau stade de football, dénommé Arkea Park, déposé par la SAS Holdisport sur le secteur du Froustven à Guipavas, ainsi que sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest métropole.

Le projet de l'Arkéa Park consiste en la création d'un nouveau stade de football d'une capacité d'environ 15 000 places, incluant 4 tribunes et les espaces sportifs dédiés dans un ensemble immobilier de 39 000 m² de surface de plancher environ. L'autorité responsable du projet Arkéa Park est la SAS Holdisport.

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU consiste d'une part à la déclaration d'intérêt général du projet Arkéa Park en application de l'article L300-6 du code de l'urbanisme et d'autre part à faire évoluer le PLU de Brest métropole en procédant à l'ouverture à l'urbanisation du terrain d'assiette du projet (passage de zone 2AU en 1AU), et à la mise en cohérence du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation du secteur, nécessaires pour la mise en œuvre opérationnelle du projet. L'autorité responsable de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est Brest métropole.

L'enquête publique se déroulera du vendredi 28 mars 2025 à 9h30, heure d'ouverture de l'enquête, au lundi 28 avril 2025 à 18h00, heure de clôture de l'enquête.

Une commission d'enquête chargée de conduire l'enquête publique a été constituée par décision du 3 février 2025 de la conseillère déléguée auprès du tribunal administratif de Rennes. La commission est composée de madame Sylvie Couloigner, en qualité de Présidente, de monsieur Jean-Luc Pirot et de madame Elyane Torrent, en qualité de membres titulaires.

Le dossier d'enquête publique pourra être consulté pendant toute la durée de l'enquête :

- à l'Hôtel de métropole, siège de l'enquête publique, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- en Mairie de Guipavas, place Saint-Eloi, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6071>.

Le dossier tenu à disposition du public sera constitué notamment du dossier de demande de permis de construire déposé par la SAS Holdisport pour le projet Arkéa Park, et du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Brest métropole. Il est précisé que le projet Arkéa Park a fait l'objet d'une étude d'impact tenant lieu de rapport environnemental de la mise en compatibilité du PLU de Brest métropole. L'étude d'impact, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne, ainsi que les avis exprimés par les collectivités intéressées et leurs groupements, seront consultables avec l'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique pendant toute la durée de celle-ci.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations :

- sur les registres d'enquête tenus à disposition du public à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, et en Mairie de Guipavas, Place Saint-Eloi ;
- sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6071> ;
- par messagerie électronique, à l'adresse suivante : enquete-publique-6071@registre-dematerialise.fr
- par courrier postal adressé à Madame la Présidente de la commission d'enquête, Hôtel de métropole, Direction des dynamiques urbaines, 24, rue Coat-ar-Guéven – CS 73826, 29238 BREST CEDEX 2,

Un poste informatique sera tenu à la disposition à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, afin de permettre au public de consulter le dossier en version dématérialisé et de contribuer sur le registre numérique. Le poste informatique sera accessible pendant toute la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture de l'Hôtel de métropole.

Le public pourra également rencontrer les membres de la commission d'enquête et faire part de ses observations durant les permanences qui se tiendront :

- le vendredi 28 mars 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi, et à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest ;
- le jeudi 3 avril 2025, de 14h00 à 17h30, en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le samedi 12 avril 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le mercredi 16 avril 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le jeudi 24 avril 2024, de 18h00 à 21h00, en Mairie de Brest, 2 rue Frezier ;
- le lundi 28 avril 2024, de 14h00 à 18h00, à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest.

Au terme de l'enquête publique, les décisions pouvant être adoptées sont les suivantes :

- approbation par le Conseil de la métropole de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Brest métropole ;
- délivrance par le Maire de Guipavas du permis de construire pour le projet Arkéa Park, au bénéfice de la SAS Holdisport.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête resteront consultables pendant un an à l'Hôtel de métropole, en Mairie de Guipavas et sur la plateforme dématérialisée d'enquête publique dédiée <https://www.registre-dematerialise.fr/6071>.

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

relative au projet Arkéa Park à Guipavas et à la mise en compatibilité
du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest métropole

28 mars 2025 - 28 avril 2025

Par arrêté du 6 mars 2025, le Président de Brest métropole a décidé de l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet de construction d'un nouveau stade de football, dénommé Arkea Park, déposé par la SAS Holdisport sur le secteur du Froustven à Guipavas, ainsi que sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest métropole.

Le projet de l'Arkéa Park consiste en la création d'un nouveau stade de football d'une capacité d'environ 15 000 places, incluant 4 tribunes et les espaces sportifs dédiés dans un ensemble immobilier de 39 000 m² de surface de plancher environ. L'autorité responsable du projet Arkéa Park est la SAS Holdisport.

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU consiste d'une part à la déclaration d'intérêt général du projet Arkéa Park en application de l'article L300-6 du code de l'urbanisme et d'autre part à faire évoluer le PLU de Brest métropole en procédant à l'ouverture à l'urbanisation du terrain d'assiette du projet (passage de zone 2AU en 1AU), et à la mise en cohérence du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation du secteur, nécessaires pour la mise en œuvre opérationnelle du projet. L'autorité responsable de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est Brest métropole.

L'enquête publique se déroulera du vendredi 28 mars 2025 à 9h30, heure d'ouverture de l'enquête, au lundi 28 avril 2025 à 18h00, heure de clôture de l'enquête.

Une commission d'enquête chargée de conduire l'enquête publique a été constituée par décision du 3 février 2025 de la conseillère déléguée auprès du tribunal administratif de Rennes. La commission est composée de madame Sylvie Couloigner, en qualité de Présidente, de monsieur Jean-Luc Pirot et de madame Elyane Torrent, en qualité de membres titulaires.

Le dossier d'enquête publique pourra être consulté pendant toute la durée de l'enquête :

- à l'Hôtel de métropole, siège de l'enquête publique, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- en Mairie de Guipavas, place Saint-Eloi, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6071>.

Le dossier tenu à disposition du public sera constitué notamment du dossier de demande de permis de construire déposé par la SAS Holdisport pour le projet Arkéa Park, et du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Brest métropole. Il est précisé que le projet Arkéa Park a fait l'objet d'une étude d'impact tenant lieu de rapport environnemental de la mise en compatibilité du PLU de Brest métropole. L'étude d'impact, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne, ainsi que les avis exprimés par les collectivités intéressées et leurs groupements, seront consultables avec l'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique pendant toute la durée de celle-ci.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations :

- sur les registres d'enquête tenus à disposition du public à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, et en Mairie de Guipavas, Place Saint-Eloi ;
- sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6071> ;
- par messagerie électronique, à l'adresse suivante : enquete-publique-6071@registre-dematerialise.fr
- par courrier postal adressé à Madame la Présidente de la commission d'enquête, Hôtel de métropole, Direction des dynamiques urbaines, 24, rue Coat-ar-Guéven – CS 73826, 29238 BREST CEDEX 2,

Un poste informatique sera tenu à la disposition à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, afin de permettre au public de consulter le dossier en version dématérialisé et de contribuer sur le registre numérique. Le poste informatique sera accessible pendant toute la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture de l'Hôtel de métropole.

Le public pourra également rencontrer les membres de la commission d'enquête et faire part de ses observations durant les permanences qui se tiendront :

- le vendredi 28 mars 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi, et à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest ;
- le jeudi 3 avril 2025, de 14h00 à 17h30, en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le samedi 12 avril 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le mercredi 16 avril 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le jeudi 24 avril 2024, de 18h00 à 21h00, en Mairie de Brest, 2 rue Frezier ;
- le lundi 28 avril 2024, de 14h00 à 18h00, à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest.

Au terme de l'enquête publique, les décisions pouvant être adoptées sont les suivantes :

- approbation par le Conseil de la métropole de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Brest métropole ;
- délivrance par le Maire de Guipavas du permis de construire pour le projet Arkéa Park, au bénéfice de la SAS Holdisport.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête resteront consultables pendant un an à l'Hôtel de métropole, en Mairie de Guipavas et sur la plateforme dématérialisée d'enquête publique dédiée <https://www.registre-dematerialise.fr/6071>.

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

relative au projet Arkéa Park à Guipavas et à la mise en compatibilité
du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest métropole

28 mars 2025 - 28 avril 2025

Par arrêté du 6 mars 2025, le Président de Brest métropole a décidé de l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet de construction d'un nouveau stade de football, dénommé Arkea Park, déposé par la SAS Holdisport sur le secteur du Froustven à Guipavas, ainsi que sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest métropole.

Le projet de l'Arkéa Park consiste en la création d'un nouveau stade de football d'une capacité d'environ 15 000 places, incluant 4 tribunes et les espaces sportifs dédiés dans un ensemble immobilier de 39 000 m² de surface de plancher environ. L'autorité responsable du projet Arkéa Park est la SAS Holdisport.

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU consiste d'une part à la déclaration d'intérêt général du projet Arkéa Park en application de l'article L300-6 du code de l'urbanisme et d'autre part à faire évoluer le PLU de Brest métropole en procédant à l'ouverture à l'urbanisation du terrain d'assiette du projet (passage de zone 2AU en 1AU), et à la mise en cohérence du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation du secteur, nécessaires pour la mise en œuvre opérationnelle du projet. L'autorité responsable de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est Brest métropole.

L'enquête publique se déroulera du vendredi 28 mars 2025 à 9h30, heure d'ouverture de l'enquête, au lundi 28 avril 2025 à 18h00, heure de clôture de l'enquête.

Une commission d'enquête chargée de conduire l'enquête publique a été constituée par décision du 3 février 2025 de la conseillère déléguée auprès du tribunal administratif de Rennes. La commission est composée de madame Sylvie Couloigner, en qualité de Présidente, de monsieur Jean-Luc Pirot et de madame Elyane Torrent, en qualité de membres titulaires.

Le dossier d'enquête publique pourra être consulté pendant toute la durée de l'enquête :

- à l'Hôtel de métropole, siège de l'enquête publique, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- en Mairie de Guipavas, place Saint-Eloi, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6071>.

Le dossier tenu à disposition du public sera constitué notamment du dossier de demande de permis de construire déposé par la SAS Holdisport pour le projet Arkéa Park, et du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Brest métropole. Il est précisé que le projet Arkéa Park a fait l'objet d'une étude d'impact tenant lieu de rapport environnemental de la mise en compatibilité du PLU de Brest métropole. L'étude d'impact, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne, ainsi que les avis exprimés par les collectivités intéressées et leurs groupements, seront consultables avec l'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique pendant toute la durée de celle-ci.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations :

- sur les registres d'enquête tenus à disposition du public à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, et en Mairie de Guipavas, Place Saint-Eloi ;
- sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6071> ;
- par messagerie électronique, à l'adresse suivante : enquete-publique-6071@registre-dematerialise.fr
- par courrier postal adressé à Madame la Présidente de la commission d'enquête, Hôtel de métropole, Direction des dynamiques urbaines, 24, rue Coat-ar-Guéven – CS 73826, 29238 BREST CEDEX 2,

Un poste informatique sera tenu à la disposition à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest, afin de permettre au public de consulter le dossier en version dématérialisé et de contribuer sur le registre numérique. Le poste informatique sera accessible pendant toute la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture de l'Hôtel de métropole.

Le public pourra également rencontrer les membres de la commission d'enquête et faire part de ses observations durant les permanences qui se tiendront :

- le vendredi 28 mars 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi, et à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest ;
- le jeudi 3 avril 2025, de 14h00 à 17h30, en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le samedi 12 avril 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le mercredi 16 avril 2025, de 9h30 à 12h30 en Mairie de Guipavas, Place Saint-Éloi ;
- le jeudi 24 avril 2024, de 18h00 à 21h00, en Mairie de Brest, 2 rue Frezier ;
- le lundi 28 avril 2024, de 14h00 à 18h00, à l'Hôtel de métropole, 24 rue Coat-ar-Guéven à Brest.

Au terme de l'enquête publique, les décisions pouvant être adoptées sont les suivantes :

- approbation par le Conseil de la métropole de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Brest métropole ;
- délivrance par le Maire de Guipavas du permis de construire pour le projet Arkéa Park, au bénéfice de la SAS Holdisport.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête resteront consultables pendant un an à l'Hôtel de métropole, en Mairie de Guipavas et sur la plateforme dématérialisée d'enquête publique dédiée <https://www.registre-dematerialise.fr/6071>.





**INVESTIR EN
FINISTÈRE**

**Mme la Présidente
Commission d'enquête Arkéa Park**

**Nos réf : PR/FH/2025011
Objet : Soutien à l'Arkéa Park**

Brest, le 10 avril 2025

Madame la Présidente,

Investir en Finistère souhaite apporter son plein soutien à la réalisation du projet de construction d'un nouveau stade à Brest, une infrastructure qui s'avère indispensable à plusieurs égards.

En premier lieu, les performances remarquables de l'équipe du Stade Brestois, qui évolue désormais au niveau européen, nécessitent une enceinte conforme aux standards internationaux. Ce nouveau stade permettra à notre équipe de jouer ses matchs européens à domicile, renforçant ainsi l'engouement des supporters et l'identité sportive de notre territoire.

Au-delà du football, cet équipement moderne sera conçu pour accueillir une diversité de manifestations, qu'elles soient sportives, culturelles ou événementielles. Concerts, compétitions multisports, sports adaptés, grands rassemblements : ce stade deviendra un lieu de vie dynamique, fédérateur et ouvert à tous. Les petits ne seront pas oubliés avec une crèche ouverte tous les jours.

De plus, le projet tient compte des justes préoccupations environnementales en proposant des parkings perméables, un système de gestion des eaux pluviales et d'importants espaces végétalisés. Il veille également à préserver une zone naturelle de 4 hectares favorisant la biodiversité.

Enfin, ce projet contribuera au rayonnement de Brest et de la pointe Bretagne en affirmant notre position sur la carte européenne, tout en stimulant l'économie locale grâce à l'accueil de visiteurs, l'offre touristique et la création d'emplois.

Nous croyons fermement que ce nouveau stade représente bien plus qu'un investissement ; il est une opportunité pour notre ville et notre territoire. Nous encourageons à poursuivre cette vision ambitieuse et à mobiliser les moyens nécessaires pour donner vie à cet équipement indispensable.

Dans l'attente sa concrétisation, nous réaffirmons notre entier soutien à ce projet.
Respectueusement,

Philippe Rouxel
Président



Mission régionale d'autorité environnementale

Bretagne

**Avis délibéré de la mission régionale d'autorité
environnementale de Bretagne
sur le projet de nouveau stade Arkéa Park à Guipavas (29)
et de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme
intercommunal de Brest Métropole**

n° MRAe : 2024-011764

Avis délibéré n°2024APB86 et 2024AB74 du 21 novembre 2024

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne s'est réunie le 21 novembre 2024 à Rennes. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur le projet du nouveau stade Arkéa Park à Guipavas et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Brest Métropole (29).

Étaient présents et ont délibéré collégalement : Françoise Burel, Alain Even, Isabelle Griffe, Laurence Hubert-Moy, Jean-Pierre Guellec, Audrey Joly, Sylvie Pastol.

En application du règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne adopté le 24 septembre 2020, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

* *

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne a été saisie par Brest Métropole pour avis de la MRAe dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale commune du permis de construire et de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçu le 04 septembre 2024.

Cette saisine étant conforme aux dispositions des articles R. 122-26 et R. 122-27 du code de l'environnement, il en a été accusé réception. Selon ces articles, l'avis doit être fourni dans un délai de trois mois.

La MRAe a pris connaissance de l'avis des services consultés conformément aux dispositions de l'article R. 122-26 du code de l'environnement, dont celui de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 4 octobre 2024.

Sur la base des travaux préparatoires de la DREAL Bretagne, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Pour chaque plan ou document soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne publique responsable et du public.

Cet avis porte sur la qualité du rapport de présentation restituant l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer la conception de celui-ci, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré au dossier soumis à la consultation du public.

Synthèse de l'avis

Le projet porté par Brest Métropole et la SAS Holdisports consiste en la création d'un stade sur la commune de Guipavas à destination du club de football Stade Brestois 29, en remplacement du stade existant (Francis Le Blé) situé dans le quartier Saint-Marc à Brest, qui présente selon le dossier plusieurs dysfonctionnements en termes de capacité et de confort d'accueil, d'accessibilité et de stationnement entre autres. Le futur stade, d'une capacité équivalente au stade actuel (15 000 personnes) sera dédié au fonctionnement du club (réception des matches, boutique, espaces entreprises) et également aux loisirs à l'échelle de la métropole (accueil pour le sport adapté, espace de loisirs en intérieur, concerts...). Le projet s'accompagne d'une extension du terminus de la ligne de tramway par la création d'une avant gare permettant le stockage de rames supplémentaires. Ce projet nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Brest Métropole. Le zonage 1AUS permettant l'ouverture à l'urbanisation est ainsi unifié sur l'ensemble de l'emprise du projet, et l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) est actualisée. Le projet s'implante sur des terres agricoles enclavées au sein de l'aire urbaine et immédiatement voisines de zones industrielles et commerciales d'envergure. Il s'intègre également à la trame écologique préservée dans la métropole. Le site est desservi par un ensemble d'infrastructures de transport structurantes à l'échelle locale et régionale.

Les principaux enjeux retenus par l'Ae dans ce contexte sont la modification du paysage, la préservation du cadre de vie incluant la qualité de l'air et la gestion des nuisances (pour les riverains, les usagers du stade et des zones commerciales) en lien avec l'augmentation du trafic routier et des niveaux sonores générés lors des événements, la préservation de la biodiversité et des continuités écologiques, la gestion des eaux pluviales du site, le maintien de la qualité et de la sécurité des déplacements aux abords du stade, la contribution du projet à la préservation des ressources naturelles, énergétiques et du climat, la gestion des déchets issus de l'exploitation des aménagements.

La présentation de scénarios alternatifs au projet et de l'évolution vers le scénario final démontre la réflexion qui a été menée pour rechercher la solution présentant les moindres incidences et pour intégrer des aménagements de cette envergure au sein de l'environnement local.

Plusieurs mesures d'évitement, réduction ou compensation sont mises en œuvre pour limiter l'imperméabilisation des sols, contribuer à la préservation de la ressource en eau, maintenir une trame écologique sur le site, limiter l'usage de la voiture individuelle et ses conséquences en termes de bruit et de qualité de l'air ou encore préserver l'identité paysagère.

Pour autant, cela n'exclut pas les incidences effectives du projet qu'il conviendrait d'énoncer et de caractériser beaucoup plus explicitement au sein de l'étude d'impact et de son résumé non technique. L'étude se limite trop souvent à qualifier les incidences de « non notables » au regard des incidences d'une configuration proposée antérieurement ou des incidences du stade actuel.

En l'occurrence, les consommations (eau, énergie, ressources naturelles, déchets, emprises au sol), les destructions (bâtiments, haies) occasionnées sont peu voire pas du tout caractérisées, que ce soit dans la présentation du projet ou dans l'analyse des incidences. Les incidences résiduelles ne sont pas quantifiées ou illustrées (le cas échéant) de manière précise et suffisante pour définir convenablement les gênes sonores et visuelles potentiellement ressenties par les riverains et pour pouvoir les pallier.

Le dossier ne démontre pas que l'ensemble des situations susceptibles de générer des incidences sur les milieux et pour les riverains a bien été pris en compte (périmètre des aires d'étude, hypothèses de bruit, insertions paysagères, effets de cumul avec le projet de quartier mixte voisin).

Des mesures de suivi de la gêne sonore, de l'efficacité de l'accessibilité multimodale, de la gestion des déchets devraient être définies dès à présent ainsi que les mesures d'adaptation nécessaires le cas échéant.

Enfin, **la réflexion relative à la prise en compte des enjeux climatiques et énergétiques et de préservation des ressources naturelles est quasiment absente de l'étude d'impact** au-delà de la pose des panneaux photovoltaïques. Les incidences du projet sur ces thématiques ne sont pas quantifiées et l'étude d'impact doit être complétée.

D'un point de vue formel, le nombre et la qualité des illustrations doivent être améliorés et les facilités de lecture de l'état initial et des annexes doivent être revues.

L'ensemble des observations et recommandations de l'autorité environnementale est présenté dans l'avis détaillé ci-après.

Sommaire

1. Présentation du projet et de son contexte.....	5
1.1. Présentation du projet.....	5
1.2. Contexte environnemental.....	7
1.3. Procédures et documents de cadrage.....	8
1.4. Principaux enjeux identifiés par l'Ae.....	8
2. Qualité de l'évaluation environnementale.....	8
2.1. Observations générales.....	8
2.2. État initial de l'environnement.....	9
2.3. Justification environnementale des choix.....	9
2.4. Analyse des incidences et définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation associées.....	10
2.5. Mesures de suivi.....	10
3. Prise en compte de l'environnement.....	11
3.1. Consommation d'espaces et de sols.....	11
3.2. Qualité des milieux aquatiques et ressource en eau.....	11
3.3. Paysage et cadre de vie.....	12
3.4. Habitats naturels, biodiversité, continuités écologiques.....	13
3.5. Énergie, ressources naturelles, climat.....	14
3.6. Mobilité.....	14
3.7. Qualité de vie.....	15
3.7.1. Qualité de l'air.....	15
3.7.2. Nuisances sonores.....	16
3.8. Déchets.....	17

Avis détaillé

L'évaluation environnementale des projets de documents d'urbanisme est une démarche d'aide à la décision qui contribue au développement durable des territoires. Elle est diligentée au stade de la planification, en amont des projets opérationnels, et vise à repérer de façon préventive les impacts potentiels des orientations et des règles du document d'urbanisme sur l'environnement, à un moment où les infléchissements sont plus aisés à mettre en œuvre. Elle doit contribuer à une bonne prise en compte et à une vision partagée des enjeux environnementaux et permettre de rendre plus lisibles pour le public les choix opérés au regard de leurs éventuels impacts sur l'environnement. Le rapport de présentation rend compte de cette démarche.

1. Présentation du projet et de son contexte

1.1. Présentation du projet

Le projet porté par la SAS Holdisports et Brest Métropole consiste en la construction d'un stade sur la commune de Guipavas (29) et en des aménagements urbains nécessaires à sa desserte. Ce nouveau stade remplacera l'actuel stade Francis Le Blé, situé dans le quartier Saint-Marc de Brest, dont les équipements deviennent vétustes et inadaptés, et dont l'accessibilité et les nuisances deviennent problématiques.

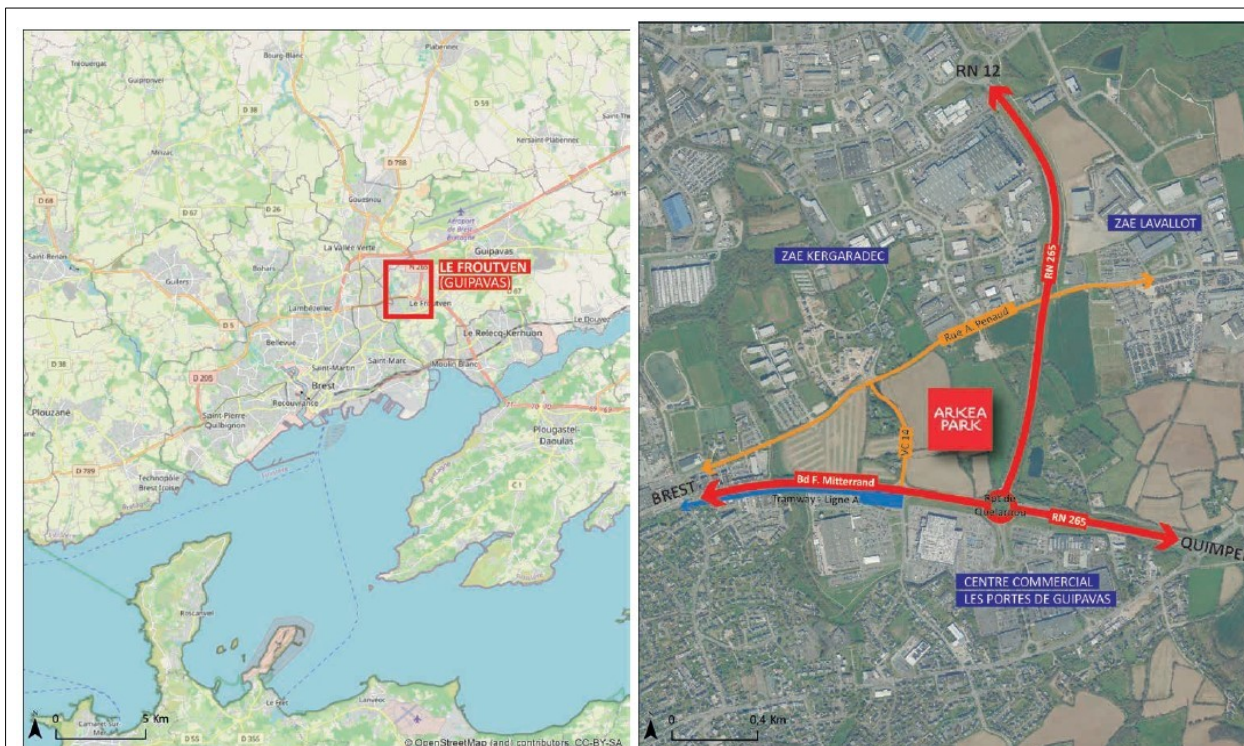


Figure 1 : Localisation du projet (extrait du dossier)

Le futur stade, d'une capacité de 15 000 places, constitue en premier lieu un grand équipement sportif et de loisirs destiné à recevoir les matches du club de football Stade Brestois 29 (SB29). En dehors de ces événements, l'enceinte aura également vocation à accueillir un club multisport de sport adapté¹ ainsi que des compétitions sportives, des salons professionnels, des expositions ou des concerts. Il disposera également d'un espace de loisirs en intérieur sur 2 000 m² (*escape game*, loisirs à sensation), d'une boutique pour le SB29, d'espaces de restauration (bar, brasserie, restaurant haut de gamme) et d'espaces dédiés au club et à ses entreprises partenaires (auditorium, loges, salles de séminaire, bureaux).

1 Ensemble de pratiques physiques et sportives à destination des personnes en situation de handicap mental ou psychique.

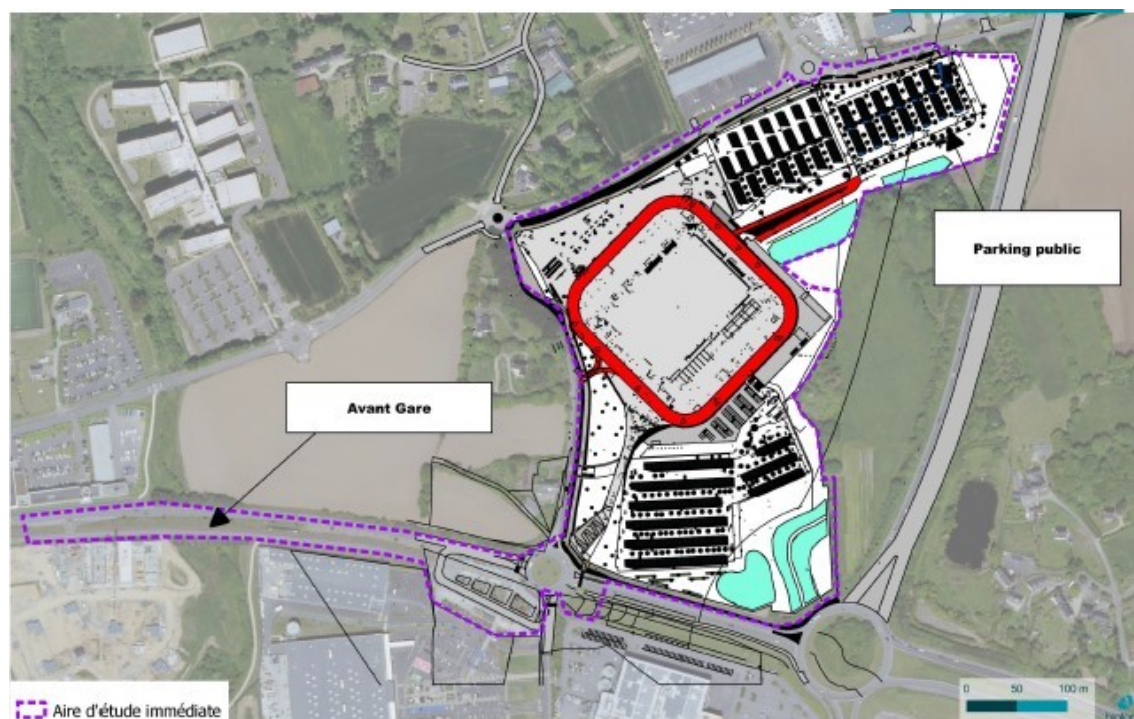


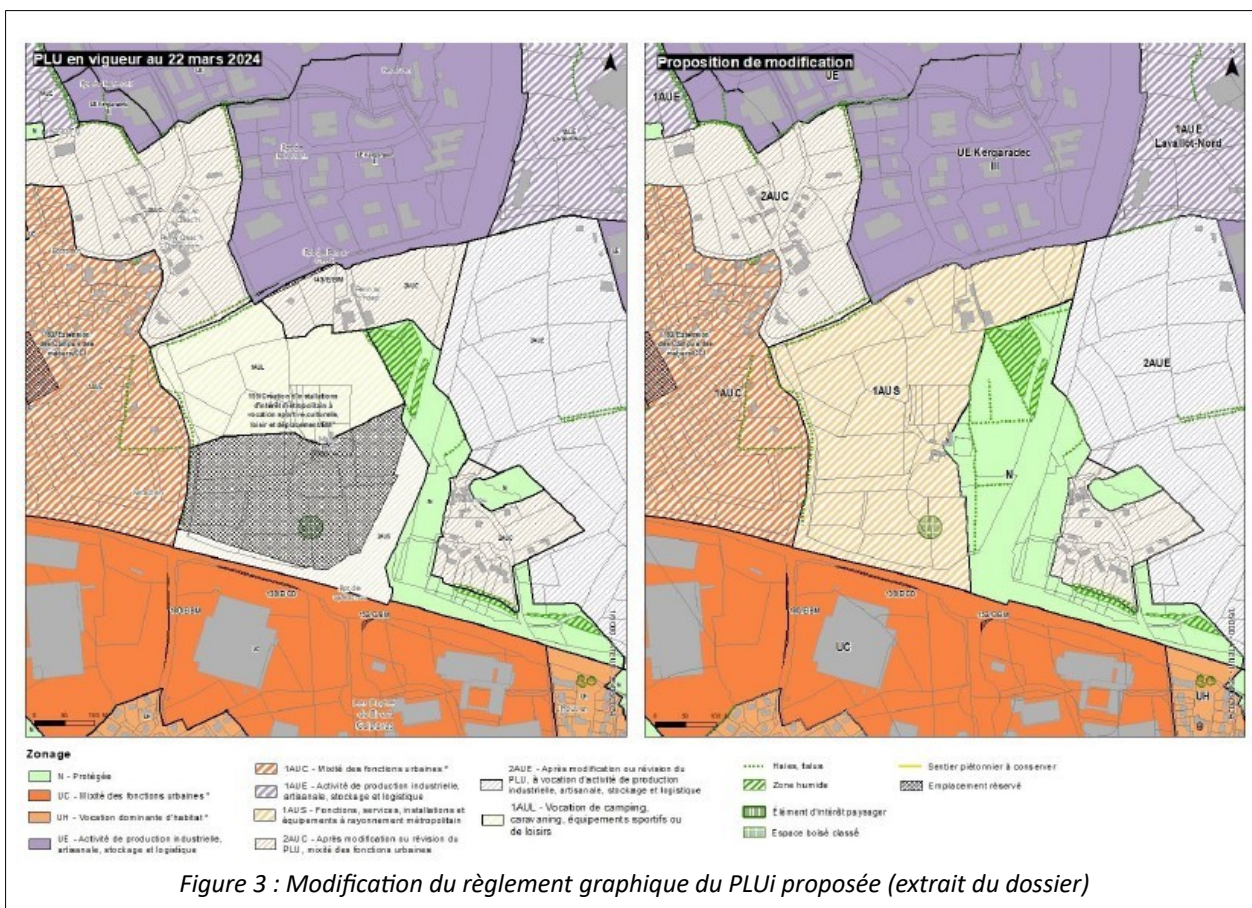
Figure 2 : Plan de masse des aménagements (extrait du dossier)

L'emprise du projet s'étend sur plus de 20 ha, avec une surface de plancher créée pour le stade représentant près de 39 000 m² répartis sur 7 niveaux. 1 350 places de stationnement (dont 300 places de parking public), équipées d'ombrières photovoltaïques, seront aménagées au travers de plusieurs parkings au sud et au nord-est du stade. Un parvis piéton de 8 900 m² reliant l'ensemble des dessertes (transport en commun, voiture, cyclable) aux entrées du stade sera construit autour du stade.

Une avant-gare de 187 m de longueur sera construite au niveau de la station de tramway « Porte de Guipavas » afin de permettre le stockage de rames de tramway supplémentaires qui seront mises à disposition pour le transport des spectateurs lors des événements générant une fréquentation importante.

La création du stade engendre une demande de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Brest Métropole portant sur :

- l'ouverture à l'urbanisation du secteur par unification du zonage 1AUS (secteur ouvert à l'urbanisation pour l'implantation d'équipements participant au fonctionnement ou au rayonnement métropolitain de l'agglomération) sur l'emprise du projet de stade ;
- l'extension du zonage N, zone naturelle protégée, en bordure du site dans une optique d'application de mesures compensatoires pour la biodiversité sur cette zone ;
- l'actualisation de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) définie sur ce même secteur, en adéquation avec les zonages modifiés, avec notamment un renforcement de la trame verte et bleue et une définition des tracés de principe des cheminements doux.



1.2. Contexte environnemental

Le projet s'implante sur la partie ouest de la commune de Guipavas, qui accueille une zone commerciale d'envergure majeure à l'échelle de Brest Métropole (zone d'activités de Froustven) s'étendant sur plus de 30 ha. Au nord et à l'ouest du site du projet se trouve la zone d'aménagement concertée (ZAC) de Kergaradec accueillant des commerces, des activités industrielles et de services sur près de 170 ha.

Ce secteur, à l'entrée est de la métropole brestoise, est depuis une quinzaine d'années un secteur en urbanisation croissante : développement des zones commerciales, ligne de tramway et son terminus, création de nouveaux logements. Il est desservi par plusieurs axes routiers structurants : la route nationale (RN) 265 reliant au nord la RN12 (axe Brest-Rennes) et au sud la RN165 (axe Brest – Quimper) ainsi que le boulevard de l'Europe, route départementale pénétrant dans Brest et permettant notamment de desservir l'ouest du nord-Finistère jusqu'au Conquet. A l'intersection de ces axes, le rond-point de Quelarnou constitue un carrefour majeur de l'agglomération. L'aéroport de Brest-Guipavas est également distant de 5 km du site par la route.

Le secteur essentiellement commercial et industriel accueille néanmoins un lotissement d'habitation (Botsper) juste au nord-ouest du futur stade ainsi que des habitations isolées (Keradrien à l'ouest, rue Alphonse Penaud au nord-est) à moins d'une centaine de mètres du futur stade. Un nouveau quartier mixte (bureaux, activités et habitat) est également projeté sur la parcelle immédiatement à l'ouest du projet. Les grands quartiers résidentiels brestois les plus proches se trouvent à 500 m environ.

Le projet s'installe sur un ensemble de plus de 20 ha d'espaces agricoles (cultivés en maïs, blé et prairies²) et naturels, enclavés au sein des zones d'activités et de la ceinture formée par les axes routiers autour de Brest. Cet espace actuellement préservé de constructions constitue au sein de la ville un corridor écologique potentiel entre la vallée du Stang Alar et celle du Costour, présentes à 400 m respectivement à

2 Selon le règlement parcellaire graphique 2023.

l'ouest et à l'est du site. Toutes deux sont identifiées comme réservoirs de biodiversité à conforter à l'échelle locale. Le Costour, dont le projet occupe la tête de bassin versant, est un ruisseau dont la morphologie, l'hydrologie et la qualité sont fortement impactées par l'urbanisation du secteur. Il est très artificialisé (buses, fossé, bassin de rétention) et ses nombreuses sections busées sont susceptibles de limiter le débit d'évacuation des crues.

Les parcelles s'intègrent dans un maillage bocager, plus dense au centre avec la présence d'un bosquet et de fourrés favorables à une faune diversifiée. Quelques bâtiments agricoles constituent des gîtes pour les chauves-souris. Une zone humide, attenante au Costour, se trouve en partie est de la parcelle du projet.

1.3. Procédures et documents de cadrage

Le projet de création du nouveau stade et la mise en compatibilité induite du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest Métropole font l'objet d'une procédure d'évaluation environnementale commune, ce qui mérite d'être souligné.

1.4. Principaux enjeux identifiés par l'Ae

Au regard de la nature et de la localisation du projet, l'Ae identifie les principaux enjeux suivants :

- **la consommation d'espaces naturels et agricoles ;**
- **la préservation de la ressource en eau**, en lien avec la qualité de la gestion des eaux pluviales du site et la consommation d'eau liée à l'exploitation des aménagements ;
- **la transformation du paysage** par la création d'un aménagement de taille imposante en entrée de ville ;
- **le maintien de continuités écologiques fonctionnelles et de la biodiversité** au sein de l'aire urbaine ;
- **la qualité de la contribution du projet aux enjeux énergétiques et climatiques**, en phase de travaux comme en phase d'exploitation des aménagements ;
- **la qualité et la sécurité de la mobilité** lors d'événements générant des déplacements importants de personnes et de véhicules ;
- **la préservation de la qualité de vie des riverains** du stade en termes de qualité de l'air et en lien avec les nuisances sonores générées par l'accueil d'événements bruyants à une fréquence mensuelle à hebdomadaire ;
- **la gestion des déchets** produits par l'exploitation du stade.

2. Qualité de l'évaluation environnementale

2.1. Observations générales

Le dossier étudié par l'Ae est la version numérique datée de juillet 2024.

Le dossier comporte l'étude d'impact du projet, l'étude d'impact associée à la mise en compatibilité du PLUi (MEC PLUi) de Brest Métropole, les annexes et le résumé non technique.

Les éléments de présentation des projets, qu'il s'agisse du nouveau stade ou de la MEC PLUi, doivent être davantage clarifiés et détaillés : dimensions, schémas, capacités prévues, destination des espaces pour les entreprises, données de fréquentation, occurrence des événements, emprise des équipements, superficie du site et de ses aménagements. **Ces données sont indispensables pour appréhender les incidences du projet sur l'environnement. L'étude d'impact et son résumé non technique doivent être complétés pour combler ces lacunes.**

L'Ae recommande de compléter l'étude d'impact et son résumé non technique par l'ajout et la mise en valeur des informations relatives à la présentation du projet, notamment en ce qui concerne les différentes emprises aux sols et les modalités d'exploitation du stade.

L'Ae recommande de préciser le devenir du stade actuel dans la mesure où il fait partie intégrante du périmètre du projet.

La lisibilité et la qualité des illustrations doivent être améliorées : en l'état, plusieurs cartes ont une résolution insuffisante, une légende ou une numérotation inadaptée (notamment pour les illustrations reprises des annexes). Davantage d'illustrations doivent en outre appuyer la présentation du projet. Des photomontages de l'extérieur et l'intérieur du stade ainsi que des aménagements afférents (parvis, parkings, dessertes, bassins...) méritent d'être ajoutés à l'étude d'impact.

Le sommaire de l'étude d'impact dispose de liens internes vers le contenu de l'étude, qui sont cependant en nombre insuffisant pour pouvoir parcourir aisément le document, notamment au sein de l'état initial.

L'ensemble des annexes doit également pouvoir être facilement parcouru. Plusieurs d'entre elles sont des documents scannés qui doivent être remplacées par leur fichier original.

Enfin le choix des gammes de couleurs (de jaune à vert) pour identifier les niveaux d'enjeu et d'incidences rend difficile la compréhension de l'étude : d'une part les couleurs ont tendance à se confondre avec le fond de carte (végétation) et d'autre part les couleurs ne sont pas très intuitives corrélativement au niveau concerné, ajoutant de la confusion à la lecture.

L'Ae recommande d'améliorer l'étude d'impact et ses annexes en retravaillant la lisibilité des illustrations et la qualité du sommaire.

2.2. État initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement présente un défaut d'organisation qui nuit à son appropriation. L'organisation du contenu est peu intuitive et assez hétérogène suivant les thématiques abordées. Les sous-parties, parfois très nombreuses, ne sont pas toujours pertinentes et sont visuellement peu lisibles (alignement des niveaux de titres sur la page qui dessert la lecture).

Le contenu de l'état initial est raisonnablement exhaustif sur les thématiques relevant des milieux naturels et aquatiques mais les environnements paysagers et sonores actuels doivent être étoffés.

La présentation des enjeux relatifs aux aspects climatiques, énergétiques, aux émissions des gaz à effet de serre et à la préservation des ressources naturelles est quasi inexistante et doit être ajoutée.

L'Ae recommande de reprendre le contenu de l'état initial de l'environnement dans l'optique de mieux contextualiser le projet et de faciliter l'évaluation des modifications futures de cet environnement :

- en ajoutant une partie relative aux enjeux climatiques, énergétiques et de préservation des ressources naturelles, en lien avec le contexte territorial, la construction et l'exploitation d'équipements sportifs ;***
- en renforçant la description et la visualisation du paysage actuel ;***
- en complétant le contexte acoustique par un état actuel de la gêne sonore ressentie par les riverains du secteur de projet.***

2.3. Justification environnementale des choix

En alternative au projet présenté, les possibilités de réhabilitation du stade actuel et d'implantation sur trois autres secteurs urbanisables (Lavallot Nord, Quelarnou et Coataudon), proches du secteur du Froutven, ont été évaluées. Les sites ont été comparés au regard des enjeux paysagers, de l'accessibilité par les transports en commun, des nuisances, des enjeux liés aux milieux aquatiques, de la biodiversité. **Les grandes lignes du comparatif environnemental sont présentées sans entrer dans une qualification précise des incidences liées à chaque projet, mais qui suffisent en première approche à faire ressortir la pertinence du choix du secteur du Froutven, en particulier au regard de la possibilité de desserte en transports en commun.**

En revanche, les arguments appuyant la création d'un nouveau stade au détriment de la réhabilitation du stade actuel ne sont pas suffisamment chiffrés, et justifiés d'un point de vue environnemental, notamment au regard de la consommation importante de sols que cette construction engendre. Les aspects relatifs à l'accessibilité, à la mobilité et aux nuisances sonores du projet de réhabilitation d'une part, et du projet de construction neuve d'autre part, méritent d'être quantifiés et comparés.

2.4. Analyse des incidences et définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation associées

Les critères ayant permis de délimiter le périmètre des différentes aires d'études devraient être davantage étayés dans le dossier. Les incidences d'un projet ne sont pas limitées à la stricte emprise du chantier, notamment au regard des enjeux de biodiversité, de continuités écologiques, de paysage ou de nuisances.

L'Ae recommande d'étayer les arguments ayant permis de délimiter le périmètre des différentes aires d'étude des incidences, au regard de chaque composante environnementale analysée.

L'évitement des incidences sur le secteur a été correctement pris en compte, avec une recherche de réduction des surfaces imperméabilisées, de minimisation de besoins nouveaux en stationnement, de préservation d'un maximum d'espaces naturels et de haies existants.

Néanmoins, l'étude d'impact a globalement tendance à minimiser les incidences du projet ou à avancer des arguments qui ne sont pas toujours adéquats pour en tempérer les incidences. **Si les incidences du projet ont pu être réduites au cours de sa conception, cela ne dispense pas pour autant d'exposer et qualifier concrètement la nature des incidences environnementales. La caractérisation des niveaux d'incidence n'est en général pas expliquée dans le dossier.** Les incidences résiduelles du projet restent trop faiblement quantifiées pour pouvoir être qualifiées de non notables dans la majeure partie des cas (paysage, bruit). Par ailleurs l'évaluation environnementale ne doit pas se restreindre à une simple analyse de conformité réglementaire et doit davantage chercher à qualifier les incidences du projet sur les milieux et les populations et à démontrer que les mesures ont été mises en œuvre pour maîtriser ces incidences environnementales.

L'étude d'impact s'appuie sur plusieurs études thématiques pertinentes (notamment hydraulique, acoustique, qualité de l'air, trafic). Les hypothèses de réalisation de ces études mériteraient d'être discutées au sein de l'étude d'impact. Les résultats des différentes simulations ne sont pas suffisamment utilisés pour initier la réflexion autour de la mise en œuvre de mesures de réduction des incidences (notamment sur les enjeux acoustiques et de qualité de l'air).

Le projet s'intègre dans un environnement fortement anthropisé et en cours d'urbanisation. En conséquence, **les incidences du projet doivent être analysées au regard des effets cumulés avec l'existant mais aussi avec des aménagements à venir, en particulier les futurs logements à l'ouest du site (Botspern, Keradrien).** Si ces projets sont bien identifiés dans le dossier, l'analyse des effets cumulés reste en revanche partielle (paysage, acoustique, continuités écologiques...).

L'Ae recommande de qualifier et justifier plus précisément les niveaux d'incidences résiduelles du projet, en prenant également en compte les effets cumulés avec les projets d'aménagement voisins.

Des mesures de compensation des incidences sur le milieu naturel sont définies sur le site même du projet et sur les parcelles voisines. La protection de cette zone est prise en compte par la mise en compatibilité du PLUi. Un plan de gestion du site de compensation est également présenté.

2.5. Mesures de suivi

Des mesures de suivi sont définies pour le milieu naturel dans le cadre de la mise en place des mesures compensatoires. Pour les autres types d'incidences, **il serait nécessaire que l'efficacité des mesures soit suivie par un protocole au contenu bien défini, notamment en ce qui concerne les gênes sonores et visuelles pour les riverains, l'accessibilité multimodale (piétons, vélos, tramway, stationnements déportés) ainsi que pour la gestion des déchets.** Des mesures d'adaptation à mettre en œuvre le cas échéant doivent être envisagées dès à présent afin de réduire les incidences notables pouvant persister.

3. Prise en compte de l'environnement

3.1. Consommation d'espaces et de sols

Le projet engendre la consommation de plus d'une vingtaine d'hectares d'espaces naturels et agricoles. La localisation au sein de l'aire urbaine évite une extension sur des milieux plus préservés, en revanche elle accroît la pression sur les milieux susceptibles de garantir la qualité de l'environnement en milieu urbain, au travers de leurs fonctions écosystémiques.

Si la localisation du site semble pertinente en termes de maîtrise de l'étalement urbain, et même si une limitation de l'emprise des aménagements a bien été recherchée, l'artificialisation d'une telle superficie de sols n'apparaît pas suffisamment justifiée dans le dossier au regard des possibilités de rénovation du stade existant.

3.2. Qualité des milieux aquatiques et ressource en eau

Le projet s'étend sur plus de 20 ha et engendre l'imperméabilisation de plus de 7 ha de sols naturels et agricoles (comptés en surfaces actives). L'étude d'impact met difficilement en valeur la superficie réellement imperméabilisée par le projet, se contenant d'insister sur la forte diminution de l'emprise depuis la variante initiale. Au-delà de la démarche d'évitement qui peut être soulignée, **un chiffrage plus explicite des emprises occupées et imperméabilisées est attendu.**

L'incidence des aménagements du projet sur l'intensification du ruissellement des eaux pluviales et les conséquences en aval sur la saturation du réseau pluvial, le risque d'inondation du rond-point de Quelarnou et de la route départementale 265 en aval, le risque de débordement du ruisseau du Costour (vallée) sont identifiés. L'exutoire des eaux de ruissellement n'est pas précisé.

Les eaux pluviales et de ruissellement seront gérées par la mise en place de cinq bassins végétalisés permettant le stockage, la régulation et l'infiltration des volumes avant leur rejet à débit régulé vers le réseau pluvial. Le dimensionnement des ouvrages est réalisé en prenant en compte différents événements pluvieux de période de retour décennale et centennale. Le système est complété par un talus de rétention en partie basse ainsi que par un séparateur à hydrocarbures. Les caractéristiques du site (capacité d'infiltration, topographie) ont bien été intégrées dans le dimensionnement.

Plus de la moitié des stationnements seront réalisés en revêtement perméable. Le dossier ne précise pas si les places de stationnement permettront une infiltration directe vers le milieu ou si les eaux seront stockées sous les stationnements avant leur rejet. Le choix de ne pas rendre l'ensemble des stationnements perméables doit être expliqué. Au regard de sa superficie, **une solution de revêtement perméable mériterait d'être étudiée pour la réalisation du parvis, dans l'optique de limiter encore davantage les ruissellements.**

Enfin, une cuve de 80 m³ permettra la récupération d'une partie des eaux de toiture pour leur réutilisation pour les besoins de fonctionnement du stade.

Globalement, les mesures mises en œuvre apparaissent adaptées pour réguler les débits et volumes d'eau vers l'exutoire et limiter à la fois les risques de débordement du cours d'eau à l'aval et les risques de pollution du milieu récepteur, dans le cadre d'un projet de cette envergure.

Des mesures de suivi de la qualité du rejet pourraient être envisagées afin de garantir complètement la qualité du milieu récepteur.

Par ailleurs, il serait pertinent que le porteur de projet précise ses engagements en matière d'usage de pesticides pour l'entretien de la pelouse et des espaces extérieurs.

Enfin, la consommation d'eau liée au fonctionnement des équipements n'est pas évoquée et devrait d'être ajoutée au dossier, ainsi que les mesures visant à réduire cette consommation (en complément de la récupération des eaux pluviales).

3.3. Paysage et cadre de vie

Le contexte paysager du projet est décrit dans le dossier, aux échelles éloignée comme rapprochée. L'environnement urbain, industriel et commercial est illustré, tout comme la présence immédiate d'axes routiers de forte circulation (RN 265, boulevard de l'Europe). Les sensibilités liées à la proximité de plusieurs habitations isolées mais également de quartiers d'habitations récents sur le boulevard de l'Europe sont mentionnées.

L'état initial du paysage est cependant difficilement lisible. Les visibilitées sur le site et à partir du site, ainsi qu'aux différentes échelles, devraient être mieux organisées pour en faciliter la compréhension. En outre, le rappel de la localisation de la prise de vue en cartouche de l'image fait défaut pour faciliter la perception du paysage. Enfin une harmonisation des dimensions et qualité des photographies serait appréciable.

L'Ae recommande de revoir le nombre et la qualité des illustrations appuyant la présentation de l'état initial du paysage, afin de permettre au public une meilleure appréciation des enjeux et sensibilités du paysage initial.

Les incidences paysagères potentiellement créées par le projet sont identifiées : modification de la topographie locale, suppression de la végétation, visibilitées depuis les axes routiers immédiats, depuis les habitations riveraines. Toutefois ces incidences, ou l'absence d'incidence, doivent être davantage illustrées dans le dossier pour apprécier l'intégration paysagère du projet. C'est le cas notamment pour les visibilitées depuis les habitations riveraines existantes mais également depuis les futurs logements créés à l'ouest (Hauts de Botspern, Keradrien). **Pour ces logements récents et à venir, l'incidence sur le cadre paysager ou la luminosité n'est pas évaluée et l'absence d'incidence notable ne peut être exclue en l'état.**

Les visibilitées depuis la sortie ouest du rond-point de Quelarnou, depuis le boulevard François Mitterrand (RD 205) et depuis le boulevard de l'Europe au sud-ouest font également défaut alors qu'elles sont susceptibles de présenter des vues importantes sur le stade. Ce sont essentiellement des vues aériennes qui sont présentées. Davantage d'illustrations des façades du stade seraient nécessaires dans l'étude d'impact, tant pour la présentation du projet que pour l'appréciation de son intégration paysagère.

L'empreinte paysagère du futur stade dans le paysage est assumée par le porteur de projet qui ambitionne de créer un nouveau repère urbain selon une conception architecturale guidée par l'identité locale et régionale. Le choix des matériaux, des motifs, des dimensions permet de limiter une trop grande prégnance visuelle du futur stade et ne semble pas de nature à dégrader la qualité du paysage urbain, ou à alourdir l'ambiance locale fortement marquée par les bâtiments industriels et les enseignes commerciales depuis le sud.

Les visibilitées depuis le nord sont plus imposantes. Le bon respect des rapports d'échelle verticaux (cyclistes/ lampadaires/stade) peut être interrogé sur les photomontages et semble minimiser l'ampleur du bâtiment. Ce point doit être vérifié .

Le maintien des haies existantes et la plantation de plusieurs haies paysagères, tels qu'illustrés sur les photomontages, doivent être confirmés et clarifiés dans le dossier par la présentation d'un schéma des plantations.

A l'échelle plus éloignée, les visibilitées sur les aménagements et la modification du paysage restent a priori restreintes, compte tenu de la topographie des lieux et de la densité de végétation en bordure de route, mais à nouveau, les illustrations et photomontages adéquats font défaut pour pouvoir l'apprécier pleinement (vues depuis Kermeur Coataudon). Une carte des perceptions potentielles sur le stade serait nécessaire pour définir les limites et les masques de visibilité.

L'analyse de l'impact paysager du projet nécessite que l'ensemble de ses composantes soit pris en compte, à savoir le stade en lui-même mais également ses abords (parvis, espaces végétalisés, bassins de rétention), les espaces de stationnement et l'aménagement de l'avant-gare du tramway. Le dossier se limite à une étude de l'impact paysager de l'enceinte du stade et doit donc être complété.

L'Ae recommande de revoir l'évaluation des incidences paysagères générées pour les riverains immédiats du stade et de prendre également en compte les incidences des aménagements afférents à la création du stade.

3.4. Habitats naturels, biodiversité, continuités écologiques

Le projet s'implante sur un ensemble de cultures et prairies. Le site présente également plusieurs zones de fourrés et bosquets, favorables à la présence de plusieurs espèces animales. Les enjeux relatifs aux différents milieux sont identifiés et hiérarchisés, mettant en valeur des enjeux prépondérants au centre de la zone d'étude du fait de la présence de fourrés et de bosquets, à l'est avec la présence d'une zone humide et à plusieurs endroits du site au niveau des haies et de leurs lisières. Quelques gîtes bâtis ou arboricoles favorables aux chiroptères (chauve-souris) sont également recensés.

Le site d'implantation constitue un des derniers espaces naturels de l'aire urbanisée autour de la ville de Brest. Il est susceptible d'assurer une connexion entre les deux vallées du Stang Alar et du Costour, identifiées comme cœurs de biodiversité à conforter à l'échelle locale, et constitue en l'état un espace de déplacement potentiellement favorable pour la faune. Cependant, à une échelle élargie, les habitats naturels restants sont relativement fragmentés et isolés.

L'état initial de la faune a été réalisé à partir de données bibliographiques récentes et d'inventaires naturalistes sur le terrain, prenant en compte les spécificités biologiques des espèces. Les modalités et limites sont bien expliquées dans le dossier.

L'étude décrit correctement la nature et le niveau des impacts pour la faune, bien que celui-ci mérite d'être davantage justifié. Plusieurs types d'espèces sont susceptibles d'être touchés par la destruction d'habitats favorables à leur déplacement : chiroptères, avifaune, reptiles, amphibiens et petits mammifères.

L'étude d'impact doit mettre beaucoup mieux en évidence les milieux qui seront directement impactés par le projet, tant d'un point de vue graphique que dans le corps du texte. Les nombres d'arbres ou les longueurs de haies détruites doivent être clarifiés. **En l'état, il est peu évident d'appréhender et de localiser les impacts des futurs équipements sur les milieux. L'analyse et la présentation des incidences brutes sur les habitats naturels et la flore doivent être étoffées.**

Le porteur de projet prévoit de limiter les incidences sur le milieu naturel par un choix adapté des essences replantées en accompagnement, par la gestion des espèces exotiques envahissantes et par la gestion raisonnée des espaces verts (limitation des arrosages, paillage, espacement des tontes). Le plan de plantation doit être précisé.

Les incidences sur la faune et leurs habitats sont essentiellement limitées par l'adaptation du calendrier de travaux aux périodes biologiquement les plus sensibles. En revanche, la perte d'habitat et le dérangement restent insuffisamment évalués. Le dossier affirme que le projet n'affectera qu'une faible portion d'habitats naturels, ce qui doit être mieux argumenté.

Les enjeux, incidences et mesures sont souvent comparés à des références réglementaires, au détriment d'une évaluation des incidences sur les populations animales locales et la biodiversité qualifiée d'ordinaire. Des mesures de compensation des incidences sont proposées pour certaines espèces et justifiées au titre de contraintes réglementaires ; c'est le cas pour la vipère péliade, plusieurs espèces de chiroptères ou encore l'hirondelle rustique. En revanche pour d'autres espèces, une demande de dérogation « espèces protégées » est réalisée sans qu'un besoin de compensation soit identifié.

Le besoin de compensation évalué prévoit la création de fourrés et de friches, de haies multistrates³ et arbustives, de milieux herbacés, de lisières ainsi que de gîtes à chiroptères. La compensation sera réalisée sur le site même du projet au sein des espaces évités par l'emprise des équipements, et un plan de gestion de ces espaces sera mis en œuvre (conversion de cultures en prairies, création de fourrés arbustifs, renforcement du bocage, création d'habitats terrestres et hibernaculum⁴). Cette mesure est confortée par l'inscription d'un zonage naturel N sur le site de compensation, permettant un maintien minimal de continuités écologiques sur le site. Les modalités de suivi consisteront en un suivi d'effectifs et de la diversité spécifique 2 fois par an.

3 Haie composée d'une strate herbacée, d'une strate arbustive et d'une strate arborée. Cette composition confère à ce type de haie un fort potentiel de services écosystémiques, notamment en faveur de la biodiversité.

4 Endroit où les animaux de petite taille passent l'hiver et hibernent, dont la forme et la nature varient selon les espèces. Il est souvent créé artificiellement dans le cadre de mesures compensatoires, notamment pour les amphibiens ou les reptiles.

Les incidences sur la biodiversité sont dans l'ensemble correctement évitées, réduites et compensées à l'échelle locale bien que des précisions pourraient être apportées sur la définition du périmètre d'étude ainsi que sur la localisation et la qualification des incidences résiduelles.

L'incidence sur la zone humide de près d'un hectare n'est pas analysée en raison, selon le dossier, de l'évitement de la zone et de son exclusion de l'aire d'étude immédiate. L'argument n'est pas suffisant car, au-delà de l'intégrité physique de la zone humide effectivement préservée, son accessibilité par les espèces mérite une attention particulière. En outre **le maintien de l'alimentation de la zone humide, en lien avec l'imperméabilisation immédiate et le rejet de l'ensemble des eaux en aval de cette zone, doit être étudié.**

3.5. Énergie, ressources naturelles, climat

L'étude d'impact ne propose aucune analyse qualitative ou quantitative relative à la consommation énergétique du projet, à la consommation de ressources et à l'émission de gaz à effet de serre. En l'état aucune information n'est fournie à l'attention du public sur l'impact énergétique et climatique d'un tel projet que ce soit en phase de construction ou en phase d'exploitation des équipements.

Des mesures de réduction de la consommation d'énergie fossile sont intégrées au projet (orientation du stade, pose de panneaux et d'ombrières photovoltaïques) ; toutefois, aucune explication n'est disponible sur cette contribution à l'ensemble de la consommation du stade.

L'étude d'impact doit être complétée par une analyse des incidences énergétiques, climatiques (émission carbonées) et de la consommation des ressources naturelles sur l'ensemble de la durée de vie des aménagements, en phase de chantier comme en phase d'exploitation.

L'Ae recommande d'intégrer à l'étude d'impact l'analyse qualitative et quantitative des émissions carbonées, des consommations énergétiques et de la consommation de ressources naturelles relatives aux travaux et à l'exploitation des futurs aménagements, et d'évaluer l'adéquation et la durabilité du projet au regard des enjeux climatiques (préservation du climat et adaptation à son évolution).

3.6. Mobilité

Le projet est susceptible de modifier de diverses manières la mobilité et les déplacements aux abords du stade lors des manifestations importantes : augmentation de la circulation, engorgement de certains carrefours, partage des voiries par différents modes de transport, apparition de conflits d'usages, sécurité des déplacements, disponibilité et accessibilité des stationnements, stationnements illicites.

L'analyse des incidences du projet en termes de mobilité s'appuie sur trois études de trafic et d'accessibilité disponibles en annexe du dossier. Ces trois études ont pour objectif d'évaluer l'impact du nouveau stade sur le trafic routier à proximité, d'identifier les mesures permettant d'en limiter les incidences et de proposer des scénarios d'accessibilité multimodale au stade.

Ces enjeux et incidences, bien identifiés dans les études annexées au dossier, doivent apparaître plus lisiblement dans l'étude d'impact (et son résumé non technique). L'étude d'impact ne reprend pas clairement les éléments de ces études. Elle doit insister sur les incidences générées et les mesures prises pour y remédier.

Le projet propose des solutions de limitation de la circulation aux abords du stade en organisant un stationnement des véhicules sur des parkings déportés puis un transport des passagers par navettes, ainsi que des itinéraires de déviation évitant les abords du stade et la piétonisation du boulevard François Mitterrand les soirs de match. Des solutions permettant de fluidifier le trafic au niveau des carrefours semblent également envisagées mais doivent être clarifiées. L'accessibilité du stade en vélo doit également être analysée au regard des pistes cyclables existantes ou à venir et des stationnements possibles. L'OAP du secteur ne s'engage pas suffisamment sur cet aspect. Les incidences du stationnement illicite et les moyens de le limiter ne sont pas présentés.

Enfin, la modélisation du trafic se concentre sur les scénarios dimensionnants les plus probables. Les scénarios plus exceptionnels mais susceptibles de dégrader plus sérieusement l'environnement et la

qualité de vie ne sont pas étudiés (matches en semaine et en soirée notamment). Il est nécessaire que l'étude d'impact remette en perspective les hypothèses prises pour les simulations et les questionne au regard des incidences sur l'environnement et la population.

Il est difficile à la lecture de l'étude d'impact d'apprécier pleinement les incidences du projet sur les déplacements et la mobilité. Si des mesures sont effectivement mises en place (itinéraires de substitution, piétonisation du boulevard Mitterrand, parking déportés), le dossier ne quantifie pas la réduction des incidences (évolution des temps de parcours, de la congestion), n'évalue pas les incidences résiduelles et n'apporte pas les garanties que l'ensemble des situations susceptibles d'altérer la qualité des déplacements ait correctement été pris en compte.

L'Ae recommande :

- **de prendre en compte des scénarios supplémentaires de fréquentation du stade afin d'apprécier correctement l'ensemble des incidences possibles sur la mobilité et les déplacements aux alentours du stade ;**
- **d'évaluer par des indicateurs adaptés les incidences résiduelles sur l'ensemble des déplacements (piétonniers, cyclistes, routiers), de mettre en œuvre un protocole de suivi de ces incidences et d'envisager dès à présent les mesures d'adaptation nécessaires.**

3.7. Qualité de vie

3.7.1. Qualité de l'air

L'état initial de la qualité de l'air met en évidence une sensibilité particulière de la zone à la pollution au dioxyde d'azote (NO₂) et aux particules fines, en lien avec le trafic routier existant, ce qui crée des risques de dépassement de valeurs guides préconisées par l'organisation mondiale de la santé (OMS)⁵.

Une modélisation de la qualité de l'air, annexée au dossier, prenant en compte l'augmentation du trafic routier aux abords du stade, a été effectuée, s'appuyant notamment sur les facteurs d'émission de polluants des véhicules et sur des hypothèses de trafic sur le réseau routier étendu.

Le contenu de l'étude de qualité de l'air est repris de façon incomplète dans l'étude d'impact et ne permet pas d'appréhender correctement les incidences. Chaque étape de la méthodologie concernant la modélisation du dioxyde d'azote doit être présentée au sein du corps de l'étude d'impact : définition de l'état initial, de l'état de projet, définition et justification du bruit de fond horaire, clarification du rôle, du choix et de la localisation des récepteurs, clarification des valeurs réglementaires et seuils recommandés par l'OMS, localisation des points de mesures Air Breizh⁶. Les hypothèses de modélisation et leur limites (notamment les hypothèses de trafic, ainsi que la taille de la zone d'étude) doivent être exposées plus clairement. L'absence de récepteur à proximité du rond-point de Quelarnou, le long du boulevard François Mitterrand ou encore sur le parvis du stade doit être expliquée. L'exposition des personnes fréquentant le stade à un air de qualité potentiellement dégradé (enceinte et abords du stade) n'a pas fait l'objet d'une attention particulière. Enfin, **l'absence de modélisation des particules fines, au regard de sensibilités identifiées doit être justifiée.**

Les mesures prises pour limiter l'impact du projet sont essentiellement celles relatives à l'accessibilité du stade par des modes alternatifs à la voiture individuelle (navette, vélos) et en particulier la mise à disposition de rames de tramway supplémentaires desservant la zone lors des matches. Ce type de mesures paraît adapté dans ce contexte mais son efficacité n'est ni évaluée ni suivie.

Le projet contribue par effet de cumul à l'émission de polluants sur le secteur. Les hypothèses de quantification de cette contribution doivent être étayées. En l'état, les résultats proposés ne permettent pas

5 L'OMS préconise des valeurs guides de qualité de l'air ambiant pour différents polluants visant à protéger la santé des populations. Ces valeurs ont été réactualisées en 2021. Les valeurs guides de concentration en moyenne journalière sont de 25 µg/m³ pour le NO₂ et 45 µg/m³ pour les PM₁₀. ([https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/ambient-\(outdoor\)-air-quality-and-health](https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/ambient-(outdoor)-air-quality-and-health)).

6 Association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air en Bretagne.

réellement d'apprécier les incidences du projet sur la qualité de l'air et sur la santé des riverains proches et des usagers du futur stade. La contribution du projet mérite d'être davantage précisée. Les incidences du projet sur la qualité de l'air ne sont pas explicitement formulées au sein de l'étude d'impact. Les valeurs de concentration journalière ne sont pas calculées, alors qu'au regard des valeurs modélisées le respect du seuil de l'OMS n'est pas garanti.

L'analyse conclut à une faible proportion, sur la commune, des émissions annuelles liées à l'exploitation du stade. Néanmoins il conviendrait que cette contribution soit évaluée au regard de la durée effective de l'événement considéré (durée des déplacements aux abords du stade) et pas uniquement leur fréquence. L'échelle de la seule commune semble assez restrictive pour analyser ce type de données et mériterait d'être revue.

3.7.2. Nuisances sonores

Le futur stade est susceptible d'engendrer des nuisances lors d'événements fréquentés (matches, concerts) et avec le trafic routier qu'il occasionne aux abords plus ou moins éloignés du stade.

Les incidences sonores liées aux travaux, évoquées dans le dossier, restent limitées par la durée des travaux (30 mois), pour autant les mesures mises en œuvre pour limiter les incidences ne sont pas assez précises et des engagements doivent être pris.

L'état initial de l'environnement sonore est uniquement caractérisé en termes de niveaux acoustiques issus du trafic sur les axes routiers. Les bruits provenant des activités industrielles et commerciales ne sont pas pris en compte pour définir cet état initial. **Le dossier ne contient pas d'information sur les éventuelles gênes actuellement ressenties par les riverains du site. L'état initial de l'environnement sonore doit ainsi être complété.**

L'évaluation de l'impact acoustique du projet s'appuie séparément sur les modélisations des niveaux sonores liés d'une part à l'évolution du trafic routier aux abords immédiats du stade et d'autre part au bruit en provenance du stade lors de l'événement. **Seules deux configurations sont analysées, celle d'un match le vendredi soir et celle d'un match le samedi après-midi. Si ces deux configurations sont susceptibles d'être les plus fréquentes, elles ne sont pas nécessairement les plus bruyantes. L'impact acoustique d'un événement type concert n'est pas évalué en dépit des niveaux sonores élevés qu'il est susceptible d'engendrer.** L'occurrence de tels événements n'est en outre pas précisée.

Les modélisations mettent en évidence des émergences sonores assez importantes liées au bruit du stade (de 15 à 19,5 dB), en particulier lors de matches en soirée, au droit des habitations (qu'elles soient existantes ou à venir). Le trafic routier augmente sensiblement les niveaux sonores, de l'ordre de la dizaine de décibels au minimum, sur les axes routiers secondaires permettant d'accéder au stade (rue Alphonse Penaud, rue Kerlaurent, VC14) en période diurne. L'augmentation est d'autant plus importante, sur l'ensemble des axes routiers, lors des sorties de matches en soirée. Le dossier ne précise pas si les bruits liés à d'éventuelles animations aux abords du stade ou aux déplacements des spectateurs lors des entrées et sorties du stade sont pris en compte.

L'analyse insiste sur la conformité réglementaire des niveaux sonores et sur la diminution des émergences en comparaison à l'exposition des riverains du stade Francis Le Blé. Les riverains pourront toutefois être exposés pendant une moyenne de quatre heures environ à des émergences prévisibles potentiellement élevées et à des niveaux sonores de l'ordre de 50 à 60 dB. L'analyse se réfère à une isolation de façade minimale des habitations qui devrait permettre une incidence faible pour les riverains, fenêtres fermées. Pour autant, ce niveau sonore n'est pas quantifié. En l'état, l'incidence acoustique du projet n'est pas suffisamment évaluée et l'absence de gêne sonore notable pour les riverains les plus proches ne peut être garantie.

L'Ae recommande de réévaluer les conditions d'exploitation du stade susceptibles d'engendrer des nuisances pour les riverains et de mettre en œuvre des mesures adaptées de réduction de la gêne sonore.

3.8. Déchets

Les enjeux liés à la pollution et aux nuisances (olfactives) susceptibles d'être engendrées par les déchets sont identifiés dans l'étude d'impact.

Le projet prévoit la mise en place d'un tri des déchets à la source, ainsi qu'une adaptation du stockage et de la collecte des déchets.

Un état initial de la production de déchets et de l'efficacité de leur collecte sur le stade doit être ajouté à l'étude d'impact. Le dossier ne précise pas la localisation des différents points de collecte des déchets, ce qui ne permet pas d'évaluer si ces points seront en nombre suffisant. Il est nécessaire qu'un suivi de l'efficacité de ces points de collecte soit mis en place ainsi que des mesures d'adaptation le cas échéant.

Au-delà de la collecte des déchets, une organisation pourrait être mise en œuvre pour limiter la production de déchets liés à l'exploitation du stade (notamment par la réduction des produits à usage unique, en particulier pour les offres de restauration).

Pour la MRAe de Bretagne,
le président,

Signé

Jean-Pierre GUELLEC





UN EMPLACEMENT STRATÉGIQUE

ZONE DU FROUTVEN

Situé dans la zone du Frouitven à Guipavas, ce terrain de 18 ha réunit de nombreux atouts :

Adapté

depuis 2010, ce terrain est identifié comme un site d'accueil de fonctions et d'équipements métropolitains.

Accessible

desservi par le tramway (18 minutes du centre-ville - station Liberté), par le bus (30 minutes du centre-ville), il est au carrefour des voies express vers Morlaix (RN12) et Quimper (RN165) et peut ainsi s'inscrire dans une démarche de développement durable.

Sécurisé

une passerelle enjambant la RD205 serait créée depuis le terminus du Tramway et la zone commerciale.

Attractif

à l'entrée Est de la ville de Brest et de la métropole, le site vient dynamiser la zone commerciale « les portes de Guipavas » et les activités voisines : Campus des métiers, zones d'activités (17 000 salariés), logements...

Respectueux

un site adapté pour assurer un projet paysagé et une urbanisation respectueuse de l'environnement, en maîtrisant la consommation des emprises foncières, les nuisances et l'impact sur le voisinage.

Adapté

pour créer des cheminements piétons, des jeux en extérieur...

Ambitieux

à 15 minutes de la gare SNCF et à 12 minutes de l'aéroport en voiture, le site permet au futur projet de rayonner sur le plan national.

Pratique

un emplacement proche du centre d'entraînement Sica - Prince de Bretagne de Kerlaurent.

Fonctionnel

pour valoriser les mobilités actives : renforcement du terminus de tramway, création de 1 450 places de parkings extérieurs, de parkings relais & navettes, de pistes cyclables, de parkings 2 roues, mutualisation de parkings avoisinants, facilité pour le jalonnement des départs et des arrivées.



DOSSIER DE CONCERTATION

10 OCTOBRE ➤ 20 NOVEMBRE 2022



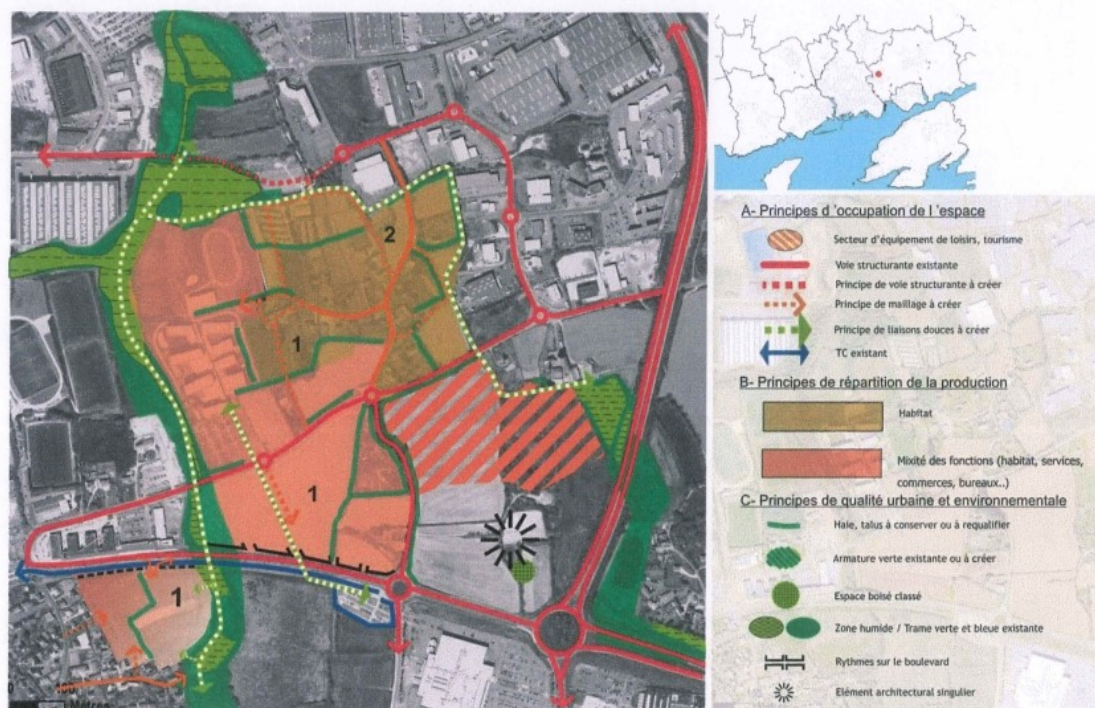
Brest
MÉTROPOLE



Le secteur du Froutvén, un espace adapté et identifié de longue date par Brest Métropole

Situé dans la zone du Froutvén à Guipavas, le projet s'inscrit sur un terrain d'environ 20 hectares, réunissant de nombreux atouts. Il s'agit en effet d'un site :

- **ADAPTÉ** : depuis 2010, ce terrain, par sa situation, sa dimension et sa desserte, est identifié comme un site d'accueil de fonctions et d'équipements métropolitains ;
- **ACCESSIBLE** : desservi par le tramway, il est au carrefour des voies express vers Morlaix (RN12) et Quimper (RN165) permettant d'assurer son accessibilité sans congestionner le centre de la métropole ;
- **SÉCURISÉ** : une passerelle enjambant la RD 205 serait créée depuis le terminus du tramway et la zone commerciale « les portes de Guipavas » ;
- **ATTRACTIF** : à l'entrée Est de la ville de Brest et de la métropole, le site vient dynamiser la zone commerciale et les activités voisines : Campus métiers, activités tertiaires (Eau du Ponant, Naval Group...), logements... ;
- **RESPECTUEUX** : un site adapté pour assurer une urbanisation respectueuse de l'environnement, en maîtrisant la consommation des emprises foncières, les nuisances et l'impact sur le voisinage ;
- **FONCTIONNEL** : par sa situation proche du centre d'entraînement du Stade Brestois 29 à Kerlaurent.



▲ OAP actuelle du secteur Froutvén/Botspern

En complément et en amont du projet de stade, Brest Métropole porte la réalisation de travaux d'accessibilité du secteur pour offrir une desserte adaptée au projet et aux autres développements urbains en cours.

Ces travaux d'accessibilité, en plus de ceux qui seront réalisés dans le cadre du projet de stade (passerelle, avant-gare de tramway, et parking public), servent principalement à renforcer les voies



LA PARK



outeillages

lés de stationnement

ait actuellement à Francis

Park offrira un accès plus

uide à tous les supporters

ils viennent de Brest ou

munes du département.

Lambézellec, 14 avril 2025

Mesdames et Monsieur de la commission d'enquête publique,

Depuis des années je trouve choquant d'être matraqué par la presse locale avec des images représentant ce projet suggérant un large cadre, presque intact, entouré de nature et de champs agricoles qui, en réalité, n'existent déjà plus - remplacés (ou en travaux de remplacement) par des récentes zones d'habitations (Botspern) et d'usage mixte habitation/entreprises (Keradrien). La page internet "présentation" de cette enquête reprend cette même image trompeuse - tout comme les divers dossiers émis par les porteurs de projet et joints à l'enquête - images répétées "ad nauseam" ... ce qui finit par faire son œuvre en mettant dans la tête de pratiquement tout le monde cette image - et pas celle, plus réaliste, d'un urbanisme avançant inexorablement, parcelle après parcelle, talus après talus, pour finir d'étouffer les dernières zones refuges du vivant avant de les avaler.

Sur la base de ces fausses représentations, les supporters - faisant confiance à ce qui leur est dit et montré - ne comprennent souvent pas l'insistance des personnes soucieuses des questions environnementales en taxant ces derniers de "contre-tout" qui exagéraient - tandis que rien n'est moins sûr !

Dans beaucoup de contributions on lit que ce projet est « absolument nécessaire » pour l'évolution future du club brestois – assez ne sera donc jamais suffisant et je crains fort que cela ne cache une visée pour le "coup d'après" – ou du moins une forte tentation : qui garantit qu'il n'y aura pas une demande de PC modificatif pour augmenter la jauge ou ajouter une annexe ? – Le PLU modifié certes, mais pour combien de temps ?

L'étranglement écologique du tout petit restant "naturel", coincé entre ce projet et la RN265, procède-t-il de la stratégie des petits pas consistant à bousiller, par étapes, un bocage par-ci ou un biotope par-là pour ensuite pouvoir constater qu'il ne reste finalement pas grand chose de remarquable et qui n'a plus de grande valeur (considéré "compensable" pour utiliser ce terme mensonger par définition) ?

A noter que pratiquement tous les contributeurs "pour" disent que 15000 places leur semblent déjà trop peu (s'il ne vont pas jusqu'à réclamer 25000 « sinon rien ») et certains contributeurs demandent carrément de garder une possibilité d'extension !

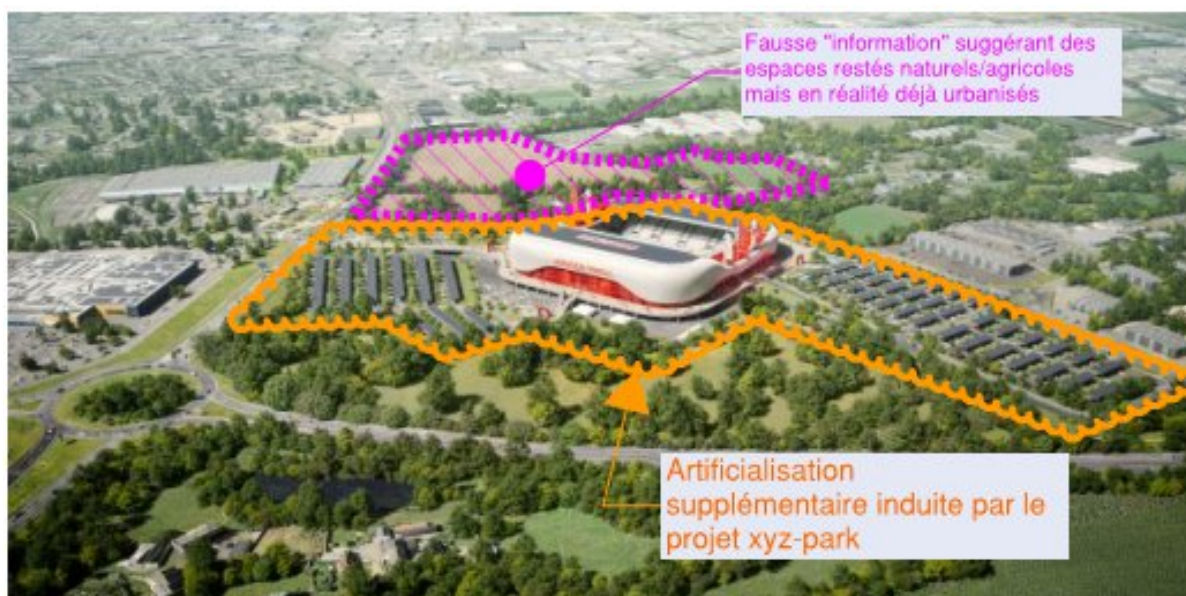


Image de présentation + annotations

Ce discours « d'évolution future des besoins » pointe dans le document « 3-1-B-4-annexes-février-2025 ». En page 475 on lit : « ... **si ce schéma de stationnement impacte trop fortement le réseau viaire des abords du stade, des marges de manœuvre devront être mobilisées pour réaménager les accès au stade** ... » - Ce qui pourrait se traduire un jour peut-être pas si lointain par « ... le chaos des embouteillages et des incivilités sur les parkings et abords de la zone commerciale, sur le

Pire, l'image affichée par SB29 sur des demi-pages couleur de la presse locale ainsi que sur des panneaux d'affichages de publicité pour appeler à la participation à cette enquête sont carrément fausses et peuvent être, sans exagération être considérées comme publicité mensongère :



Dans la réalité, là où l'image montre des champs et du bocage en avant-plan, se trouvent déjà aujourd'hui des maisons d'habitation - et non pas des champs cultivés !

Du côté Keradrien, d'autres vont suivre.

C'est malhonnête de faire croire à une telle image apaisante et qui falsifie la réalité !

Les habitations dont les premières se trouvent donc à peine à 100m du bâtiment et à 10m des flux de voitures et de supporters, subiront de plein fouet l'impact visuel, lumineux et acoustique et autres nuisances – naïf qui croira à une « insertion paysagère de qualité ».

Ce ne sont que des slogans promotionnels jetés sans rougir à la figure des riverains historiques comme de ceux qui croyaient investir dans un bien « en bordure de ville » proche de verdure et qui se trouvent estomaqués à en pleurer.

Flore et faune de la zone de projet, jusque là 100% productifs de bien-être et de bien commun métropolitain seront écrasées, chassées de LEUR territoire vital.

Je crains - également en raison des risques encourus pour l'eau du Costour et son indispensable apport en eau potable de toute la métropole - pour notre plus grand malheur.

Ainsi, ces images officielles, faussement plausibles, orientent l'opinion publique et je pense qu'il est légitime et nécessaire de dénoncer leur rôle manipulateur.

Concernant le constat de vétusté de Francis Le Blé, à peu près tout le monde devrait être d'accord ... sauf pour les solutions éventuelles.

Mais là – pas d'images attirantes ni même d'études préliminaires portées à la connaissance du public et encore moins de débat public possible car obstrué par l'action conjointe des parties prenantes ayant droit au chapitre, directement ou indirectement, au Bureau de Métropole.

Aussi vrai que le constat de vétusté du stade actuel, il est vrai que depuis juin 2023, une étude de faisabilité de rénovation existe, concluante, réalisée par des spécialistes de ce type d'équipements et genre d'opérations.

Cette étude de faisabilité technique ne portait et ne pouvait porter que sur les aspects concernant le bâti dans son foncier actuel – non pas sur des options structurantes de l'ensemble Est de la Métropole.

Son existence a finalement été « concédée » à travers les références faites dans la réponse à MRAe. Elle propose deux scénarii techniquement faisables ce qui, logiquement, aurait pu conduire à une étude d'urbanistes-architectes et d'équipes pluridisciplinaires pour révéler des opportunités dans une vision plus large sur l'ensemble du haut-Jaurès, Petit Paris et St. Marc (quartiers en besoin de rénovations urbaines) et dégager des opportunités au bénéfice de Francis Le Blé.

Mais là, il n'y a pas eu de compétition – en d'autres circonstances si chère aux business-sportifs et fans – entre plusieurs grandes options, opposant le site actuel au site de Maner C'hoz/Froutven – voire d'autres sites moins critiques. Pour 30M€ de subventions publiques, « Que le meilleur gagne » aurait été une bonne devise ...

Par conséquent, il n'y a pas eu de recherche d'une rénovation urbaine réellement tournée vers l'avenir, sans effacer l'histoire, en la valorisant intelligemment – dans l'idée de ce qui avait été fait pour les « Capucins » et comme cela semble être en bonne voie pour « Pontaniou » : exemples d'espaces voués d'abord à la démolition mais sauvés pour devenir des points forts, durablement ancrés dans la vie des gens de l'ensemble du territoire – une identité.

Francis Le Blé aussi, témoin d'une époque et d'un esprit pourrait être révélé-revu-complété par des architectes-urbanistes inspirés pour devenir un stade « lieu culte » réellement unique et digne des autres emblèmes de la région.

Il y aurait peut-être des places en moins – qu'importe ou tant mieux : sous réserve de créer un symbole fort et une vraie identité, pour les VIP, la valeur d'y être vu augmente – et le plaisir de n'importe qui d'y aller également. Les VIP voudraient « en être » même en payant plus cher.

Pas non plus besoin d'augmenter leur quota de places – bien au contraire. N'est-ce pas la rareté qui fait la valeur ?

Un « Francis Le Blé II » pourrait devenir un endroit dont les Nord-Finistériens de toute « confession » seraient fiers en le faisant vivre au sein d'une zone déjà urbanisée mais redessinée, aérée et végétalisée – à la hauteur des ambitions d'une Métropole qui, semble-t-il, se voit « résiliente et tournée vers l'avenir » (Projet stratégique urbain 2040).

Le site historique aura l'immense atout d'être déjà desservi par de multiples transports en commun (TEC) existants et par de nombreux accès en mobilité active ou à pied, donc facilement et rapidement accessible de toutes les directions par un grand nombre d'usagers simultanément - contrairement au projet à Guipavas en bout de ligne de tram, sans beaucoup d'autres TEC ... et qui serait, par conséquent, encore plus axé sur l'usage de la voiture. Le prétexte est que « la part majoritaire des supporters du SB 29 habitent hors de la ville de Brest et » n'auraient « pas le choix que de venir au stade en véhicules motorisés individuels » (Mémoire réponse 3-1-B-1 p.49) - Ce qui est aussi faux que l'image fausse critiquée plus haut – car correspondant à un schéma aujourd'hui obsolète du « tout voiture » et en gravant ce paradigme du siècle dernier à nouveau dans notre programme collectif en nous faisant prendre, pour plusieurs décennies, la mauvaise direction face aux défis qui se dressent devant nous.

Le Mémoire 3-1-B-1 réponse à MRAe, dans son chapitre 2.3 « Comparaison des incidences climatiques de la rénovation et du nouveau stade », indique que « l'essentiel des émissions dues à l'exploitation le sont du fait des déplacements (67%) » – nous sommes d'accord !

Mais, alors qu'il est vrai qu'un trajet allant du siège de l'entreprise « Le Saint » au Froutven divise par deux la distance la séparant du site historique à St. Marc – ce qui est très bien pour Messieurs les porteurs de projet ainsi que pour leurs invités de marque. Dire la même chose des distances parcourues par la « part majoritaire des supporters » revient à faire mentir la géographie et les mathématiques !

Les émissions nocives ne disparaîtront pas comme les pavillons disparus de la présentation trompeuse car en plus des distances pratiquement identiques pour les supporters, le blocage de l'axe principal Est-Ouest passant par le boulevard François Mitterrand créera des embouteillages, perturbations et pollutions nouvelles, sources de nuisances supplémentaires incomparables à la neutralisation de la rue de Quimper.

Juste pour donner une image (fidèle celle-ci) de la logique objective et implacable régissant le projet à Guipavas : le « Mémoire réponse 3-1-B-1 p.49 » dit que ce projet aurait « la capacité à limiter les congestions routières au regard des infrastructures existantes et du caractère d'entrée de ville » ... Ce qui semble être envisagé par la déviation de cet axe à travers les parkings des grandes surfaces du Frouven et la piétonisation dudit boulevard avant, pendant et après les matches et autres gros événements ! Doit-on prendre cela réellement au sérieux ?

Il y a là comme une tromperie sur la marchandise, une tentative d'enfumage des consciences, plusieurs erreurs logiques du même acabit, une tendance à la disparition des facteurs gênants et un retournement de vérité.

Avec 2.5 personnes par véhicule se rendant aux matches et autres « animations 7 jours sur 7 », que ce soit à Francis Le Blé ou à Maner C'hoz/Frouven ce sera la même pollution induite si nous ne prenons pas pour nécessité absolue dès maintenant, pour limiter les dégâts et pour un avenir plus serein, de reporter les transports en urgence et au maximum vers les mobilités actives et les transports en commun (TC).

Lesquels sont mis à contribution en argumentation détournée de la réalité : « Mémoire réponse 3-1-B-1 p.49 » : « un report modal (sic) important pour les supporters habitant Brest, par la présence du tramway » fait croire à un avantage qu'aurait le projet à Guipavas contrairement au site historique - qui est en réalité beaucoup mieux desservi :

Primo, la citation ci-dessus fait croire à une exclusivité de desserte en tramway – assertion que l'on peut qualifier de manipulation par omission, même exprimée dans des termes technocratiques. Francis Le Blé est bel et bien desservi – même mieux que le terminus « projet ».

Deuzio, la proximité immédiate du stade historique avec l'arrêt « place de Strasbourg » permet avec deux lignes dans les deux sens une desserte quatre fois supérieure par rapport au projet à Guipavas où il n'y a qu'une seule ligne et un seul sens.

Tertio, cette desserte quatre fois supérieure en rames par unité de temps, de par la position de la station « Place de Strasbourg » en section centrale des lignes et opérant sur plusieurs vecteurs globalement en sens opposés, permet une vitesse de concentration et de diffusion théoriquement quatre fois supérieure à celle du projet à Guipavas.

Quarto, en plus du tram, la place de Strasbourg et le stade historique sont desservis par plusieurs lignes de bus – contrairement au projet à Guipavas.

Quinto, la possibilité de mobilités actives à 360° s'ajoutant au schéma TC

Sexto, les supporters venant de L'Ouest et devant se rendre au terminus du tram au Frouven choisiront à coup sûr la liaison Ouest-Est-Ouest en voiture individuelle pour s'y rendre, plutôt que de prendre un TEC. Pas seulement ce trajet serait plus long mais ils encombreront davantage la déjà « zone de mort » du boulevard de l'Europe à travers Lambézellec.

L'absence de ces comparaisons dans le dossier officiel, pourtant exigé dans l'avis de la MRAe, est regrettable car d'emblée, le challenge n'a pas été relevé.

Mais, il n'y a jamais eu de concours d'architectes-urbanistes et donc, nous contribuables et population consultée ici, ainsi que les élu.e.s, nous n'avons jamais pu nous projeter dans autre chose que ce qui nous est présenté ici. C'est un autre point très regrettable.

D'autant plus regrettable que 30 M€ de subventions directes sont apportés pour aider ces « porteurs de projet » et autres investisseurs privés qui, ensemble, mettent entre 15.5 et 18M€ selon ce que l'on compte. Mais ils prétendent sans sourciller d'en être pour environ 75% (se gardant de préciser qu'ils parlent de 75% de la société de projet mais pas des sommes globalement mobilisées et dont Brest-Métropole, en plus des subventions données, garantit un prêt de 39M€ à hauteur de 50%, soit un risque de devoir assumer 19.5 M€ de plus en cas de pépin dans « l'évolution future » du club).

On devrait, avec 15.5 M€ pour les frères Le Saint et 106.5M€ d'investissements pour le seul stade, plutôt parler d'environ 15% d'apport privé – et, concernant l'apport en argent public, de plus du double du privé voire de 38%, en comptant les infrastructures de la zone qui portent la somme globale mobilisée à 123 M€ (sans passerelle !).

Il semblerait, qu'en cas de dérapage des coûts, les deux investisseurs principaux donneraient jusqu'à 10 M€ en plus mais on ne sait pas si ce serait l'ensemble des dix premiers millions de dépassement ou si ce serait au prorata des engagements initiaux (en quel cas, un dépassement de 10 M€ par exemple, ne serait réglé par les investisseurs porteurs de projet qu'à hauteur de $14.5\% \times 10\text{M€} = 1.45\text{M€}$). Autrement dit, si le coût devait s'envoler de 20, voire 40 ou 50 M€, nous ne savons pas à quel degré nous allons devoir contribuer *in fine*.

Édifiant aussi de voir que les chiffres clefs du projet dans le dossier se résument à 5 (cinq) lignes - ou 6 (six) lignes si on compte le « total » de 106.5 M€ ... (page 8 du document « 3-1-B-1-mémoire-réponse » dans le sous-dossier « MRAe ») ... somme qui ne prend pas en compte le total global de 123 M€ incluant les investissements en infrastructures « Voiries-Réseaux-Divers », entièrement à la charge de Brest Métropole.

De concours d'architecture pour le stade à proprement parler, il n'y jamais eu non plus - et pour cause : l'architecte est simplement resté celui choisi par les frères Le Saint du temps où le projet était encore entièrement privé.

C'est donc « un » architecte quelconque et non pas celui qui aurait remporté une compétition à chances égales – ce n'est pas très « sport » ...

En analogie avec une célèbre règle issue du sport préféré de ces Messieurs, on dirait qu'il y a comme un « hors jeu » en ce qui concerne ce non-choix imposé.

Même si, par le truchement d'une « société de projet » à majorité privée, le montage était légal, je trouve ce procédé très contestable, au moins moralement, au vu du poids des subventions données, « sous la contrainte » – soit la menace d'abandon du club brestois par les frères Le Saint en 2023. Par le passé, il y a eu des lois concernant les « PPP » (Partenariat Public-Privé), amendées plusieurs fois par le Conseil d'État pour empêcher, pour le futur, des affaires néfastes car déséquilibrées à l'avantage du privé (avec pour résultat des profits pour le privé mais risques et pertes pour le public). Ici, la nature prédatrice et aliénante du business-sport revient au galop ...

Un habitant opposé à ce projet

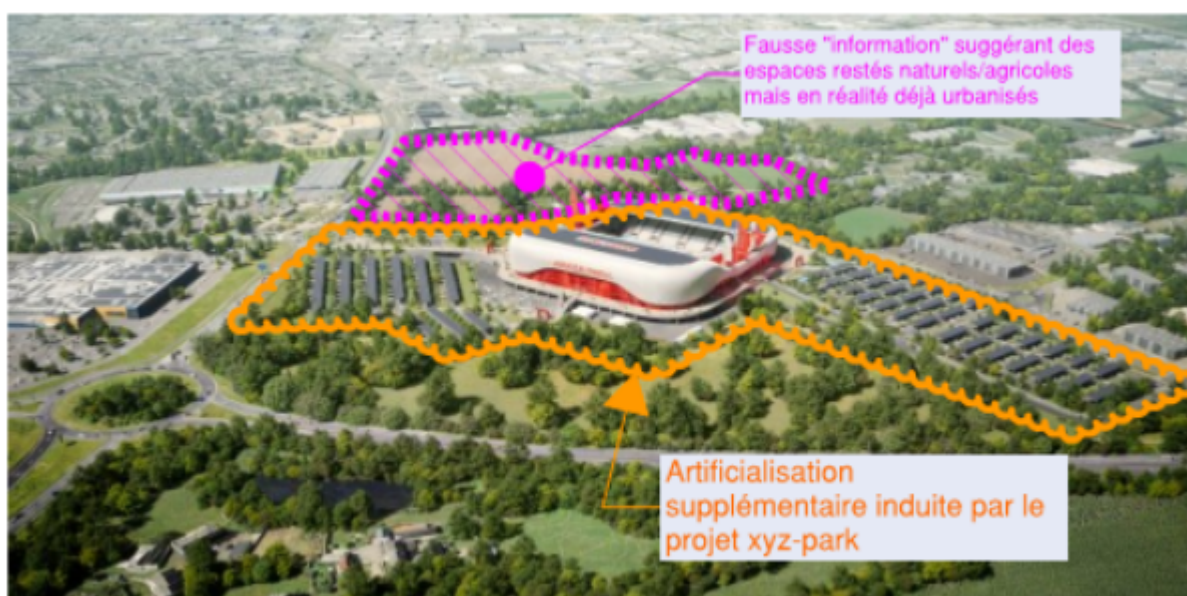


Image de présentation + annotations



Même vue mais angle élargi + annotations

- le stade et son parvis
 - principe de liaison douce à créer
 - voie verte
 - zone de stationnement des véhicules
 - aménagements complémentaires :
régulation des EP
 - rives paysagères (et fermées le long RN265)
 - paysagement
 - principes d'accès
 - zone naturelle
 - périmètre de projet du Grand Stade
- page 10 de
"3-1-b-2-resume-non-technique-février-2025
+ annotations



Fausse "information" suggérant des espaces restés naturels/agricoles mais en réalité déjà urbanisés

Artificialisation supplémentaire induite par le projet xyz-park

FAUX !



**VOTRE AVIS
COMPTE**

ENQUÊTE PUBLIQUE

DU 28 MARS AU 28 AVRIL 2025

CONTRIBUEZ



 www.registre-dematerialise.fr/6071

 enquete-publique-6071@registre-dematerialise.fr

 Madame la présidente de la commission d'enquête, Hôtel de métropole,
Direction des dynamiques urbaines, 24, rue Coat-ar-Guéven CS 73826,
29238 BREST CEDEX 2

 Régions d'enquête à disposition
à l'Hôtel de métropole et en
Mairie de Ploëvez

*Retrouvez les dates et les permanences des
membres de la commission d'enquête sur
www.registre-dematerialise.fr/6071*

**ARKEA
PARK**
arkeapark.com

Projets participatifs

Les plus récents

Filtres

Rechercher



Participation ouverte

Rejoignez l'équipe du comité de suivi du budget participatif #5

6 6



Bulletin de vote

Le gymnase de Bellevue va être rénové
Je vote pour une des 2 couleurs de façade proposée
du 24 mars au 6 avril 2025 inclus,



Choix 1



Terminé

Rénovation du gymnase de Bellevue - Je vote pour une des 2 couleurs de façade proposée

89 89



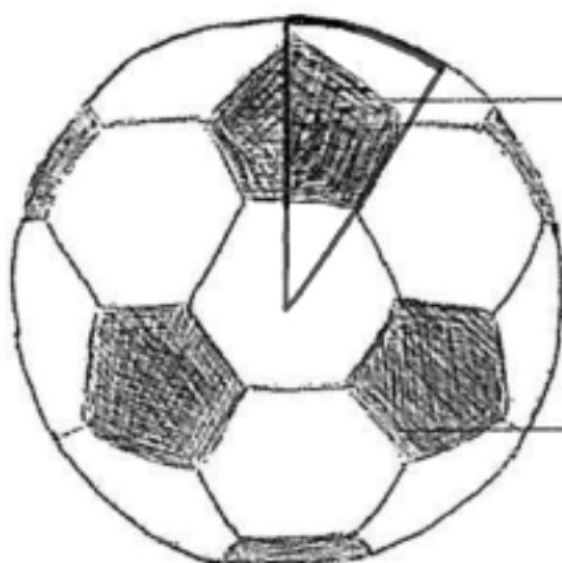
Terminé

Projet de construction de l'Arkéa Park à Guipavas et mise en compatibilité du PLU de Brest métropole

Enquête publique Urbanisme

Le nouveau stade, ça serait surtout plus de place pour les VIP ...

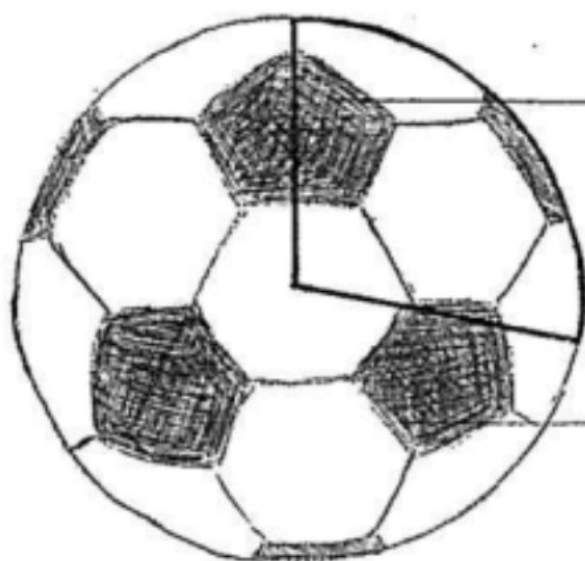
Francis le Blé



1652 VIP

14 828
grand public

Arkéa Park



4200 VIP

40 fois le
minimum
demandé

10 800
grand public



André SMOLARZ
aujourd'hui à 08:37



31 sur 32

Le Télégramme Jeudi 17 avril 2025

6 ARKEA PARK

Conforme aux standards des instances internationales, plus moderne, plus fonctionnel... on a beaucoup insisté sur les différences entre Arkéa Park et le stade Francis-Le Blé. Mais les porteurs de projet ont souhaité que certaines choses demeurent les mêmes dans la nouvelle enceinte : l'état d'esprit, l'ambiance, les valeurs populaires qui entourent le Stade Brestois 29. Au cœur de cet ADN, la jauge « à taille humaine » et le nombre de places dédiées au grand public resteront identiques.

1. LA MÊME JAUGE

15 200 places, c'est le juste dimensionnement pour le futur stade :

-> Pour s'adapter à toutes les situations sportives du club – Ligue 1, Ligue 2, Coupe d'Europe – tout en garantissant des tribunes toujours pleines pour une ambiance « Tonnerre de Brest ».

PAS DE FOLIE DES GRANDEURS

Les porteurs de projet n'ont pas voulu reproduire les erreurs des précédents « nouveaux » stades de Ligue 1, surdimensionnés, affichant des capacités d'accueil d'environ 40 000 places mais des taux de remplissage régulièrement inférieurs à 60% (Nice, Bordeaux...).

-> Un gage de sobriété écologique :

- Une jauge maîtrisée pour une enceinte plus compacte, réduisant l'emprise au sol et donc les impacts sur la biodiversité.
- Une jauge réduite pour maîtriser le bilan carbone : le premier poste d'émissions de Co2 d'un équipement sportif, c'est le déplacement des spectateurs, étroitement lié au nombre de places.

ARKEA PARK / LE BLÉ : CE QUI NE VA PAS CHANGER



11 000 PLACES GRAND PUBLIC
FRANCIS-LE BLÉ = ARKÉA PARK

2. LE MÊME NOMBRE DE PLACES POUR LE GRAND PUBLIC

Il y avait 11 000 places pour le grand public à Le Blé, il y aura 11 000 places pour le grand public à Arkéa Park.

PLACES ENTREPRISES : il s'agit de places acquises par une entreprise, qu'elles soient sèches ou à prestations, qui les met à disposition de ses collaborateurs, de ses clients, de ses prestataires.

3. LE MÊME SYSTÈME DE TARIFICATION

La tarification « ascenseur », dans l'ADN du club, sera conservée : les tarifs les plus hauts sont proposés lors de la mise en vente, puis baissent progressivement jusqu'à des tarifs très bas la semaine avant le match. Rien ne changera : voir certains matchs pour 5 ou 10 euros, ce sera possible aussi à l'Arkéa Park !

« L'engagement que nous prenons auprès de tous les supporters, spectateurs, et de l'ensemble des Brestoises et des Brestois, c'est de conserver l'ambiance populaire, familiale et festive que l'on aime tant à Le Blé. L'Arkéa Park sera un stade à taille humaine, accessible, accueillant et c'est la raison pour laquelle nous ne changeons rien à ces trois paramètres fondamentaux que sont la jauge, le nombre de places dédiées au grand public et le système de tarification. »

Gérard Le Saint, co-porteur du projet Arkéa Park

Précisions sur la présentation des projets

2.5.2 Les jours d'événements

Les jours d'événements IARKEA se muent dans sa configuration événementielle. Cette configuration porte à la fois sur le fonctionnement du secteur élargi du Frouvien que sur le fonctionnement de l'ARKEA PARK.

Le fonctionnement du secteur du Frouvien

De 2h à 4h avant l'événement le dispositif d'accessibilité et de sécurité est installé. En effet, un périmètre de sécurité est mis en place permettant d'empêcher les accès des différents périmètres aux personnes n'ayant pas l'autorisation d'y pénétrer. Comme le schématise la cartographie ci-dessous.



Carte 6 : Sécurisation des accès en période de match (Holdsports, 2025)

- L'ensemble des voiries indiquées en rouge ci-dessous sont fermées à la circulation du grand public. Seules les personnes ayant des accès réservés pourront y circuler :
- **Accès 1, 2, 3, 10 (rouge) :** ce sont les accès réservés aux services de sécurité et de secours. Des aménagements durables de sécurité sont installés, permettant de les actionner rapidement les jours d'événements. Des agents de sécurité sont également présents. Ces 4 points sécurisent une zone pour la circulation piétonne des spectateurs provenant de la gare de tramway le long du boulevard F. Mitterrand ou de la zone commerciale ;
 - **Accès 4, 5, 8 (orange) :** ce sont les accès réservés aux VIP qui ont des places de parkings au sein de la zone réservée. Le filtrage est effectué à l'aide de barrières et d'agents de sécurité. Un dispositif d'accréditation est mis en place pour passer ces points. Les riverains situés à l'intérieur de la zone pourront naturellement accéder à leur habitation ou entreprise. Un contrôle d'accès aux parkings à l'intérieur de cette zone est également effectué.
 - **Accès 6, 6', 7, 9, 9' (vert) :** ce sont les accès aux logements d'habitation. Le dispositif se décline suivant deux modalités. Les accès 9, 7 et 6 sont dotés de barrières pérennes fermées les jours de match empêchant les sorties des logements par ces points. Les accès 6' et 9' permettent la sortie des logements. Des barrières amovibles sont installées et un agent de sécurité est présent. Ce dernier permet l'accès aux logements aux habitants.
- Afin de permettre le fonctionnement optimal du dispositif, ce dernier sera accompagné de la mise en place de potelets anti-stationnement sauvage le long du boulevard F. Mitterrand et de la rue Alphonse Penaud en amont

des points de contrôle 8 et 1. Une information préalable et une signalisation seront mises en place aux abords du secteur, permettant aux riverains et usagers du secteur d'anticiper et d'organiser leurs déplacements.

Les accès à l'ARKEA PARK

La plupart des employés qui vont rendre possible la tenue des matchs dans les meilleures conditions arrivent environ 3h avant le coup d'envoi.

Les jours de matchs, seules les catégories de personnes suivantes ont accès à l'ARKEA PARK :

- Les acteurs du jeu,
- Les médias,
- Les supporters (locaux et visiteurs) munis d'un billet,
- Le personnel (accueil, sécurité, etc.).

Les supporters accèdent au stade, par l'intermédiaire des 4 portes d'entrée du parvis. Ces 4 portes sont les lieux de palpation et de contrôle des billets. Ainsi, une personne non-détentrice d'un billet ne peut accéder au parvis. Une fois sur le parvis les spectateurs peuvent se rendre dans les tribunes selon leur billet ainsi qu'à la Halle Gourmande.

B

Le magazine des Bretonnes et des Bretons

Magazin ar Breizhadezed hag ar Vreizhiz

La gazette des Bertones e des Bertons

LE DOSSIER
Numérique : l'affaire
de toutes et tous

INSTANTANÉS
La criée de Lorient

LA NOUVELLE VAGUE
Déter, bien plus
qu'une série télé



SOMMAIRE



4

LA TRIBUNE
**« La sobriété foncière est
une contrainte ; je veux
en faire une force »**



6

VU D'ICI
**Énergie :
passons au vert !**



8

LE DOSSIER
**Numérique :
l'affaire de
toutes et tous**



29

L'EXPÉRIENCE
**Sur les traces
de l'industrie bretonne**



32

LE BAZAR BRETON
S'amuser de tout bois



34

TELLEMENT CLICHÉ !
**Le Gwenn-ha-Du est
un drapeau traditionnel**

B Le magazine des Bretonnes et des Bretons, publication de la Région Bretagne, 283 avenue du Général Patton, CS 21101, 35711 Rennes cedex 7
Bmagazine@bretagne.bzh. Directeur de la publication : Loïc Chesnais-Girard. Direction éditoriale : Emmanuel Sergent, Christelle Bayon,
Elsa Gueguen. Rédactrice en chef : Anne Cacquevel. Conception-réalisation : Citizen Press. Rédaction : Gaël Bocandé, Stéphane Boumendil,
Olivier Constant, Régis Delanoë, Hortense Lasbleis, Anna Quéré, Aurore Toulon, Séverine Vallat. Direction artistique : David Corvaisier.
Secrétariat de rédaction : Marie Roos. Cheffe de fabrication : Sylvie Esquer. Traduction breton : Office public de la langue bretonne. Traduction gallo :
Institut de la langue gallèse. Dépôt légal : juillet 2023. ISSN : 2999-8913. Imprimeur : Agir Graphic - 96 boulevard Henri Becquerel, 53 000 Laval.
Tirage : 1760 000 d'exemplaires. Photo de couverture : Les jeunes comédiens de la série Déter © Estelle CHAIGNE - FTV

Vous n'avez pas reçu votre B ?

Pour le signaler, merci de contacter les services de La Poste
au 02 98 11 79 41 du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h
à 17 h ou par mail : lpsb-deploiement.dve-bretagne@laposte.fr

Retrouvez le B sur bretagne.bzh/Bmagazine
ainsi que toute l'actualité de la Région



Ce magazine a fait l'objet d'une attention particulière
en matière d'éco-conception.

Pour en savoir + : bretagne.bzh/Bmagazine

**Aidez-nous à limiter l'impact de cet exemplaire
sur l'environnement, jetez-le dans un bac
de tri dédié au papier.**



LE TRI
+ FACILE





15

EN IMMERSION
Pour une rentrée
qui roule



19

PASSIONNÉE
Gaële Le Noane
« Je voulais créer une
entreprise qui regroupe
tous mes engagements »



23

INSTANTANÉS
La criée de Lorient



36

LE DESSIN
Les éoliennes de la baie
de Saint-Brieuc



38

LA BRETAGNE DE...
Mona Ozouf



42

LA NOUVELLE VAGUE
Déter, bien plus
qu'une série télé

à bord



© Patrick Gaillardin
/hanslucas

CHRISTIAN CÉVAËR – p.14
Expert en cybersécurité.
Originaire du Finistère, il lui a
semblé naturel de rejoindre, début
2019, l'ANSSI en tant que délégué
régional pour la région Bretagne,
afin de participer au renforcement
de la sécurité numérique.



© Juliette Pavy /
Collectif Hors Format

JULIETTE PAVY – p.23
Photographe. Collaboratrice
régulière de la presse, elle
s'intéresse tout particulièrement
aux sujets environnementaux et
sociétaux. Lauréate de plusieurs
prix, elle a cofondé le collectif
Hors Format.



© Picasa

YANN LESACHER – p.36
Illustrateur. Il est diplômé de l'école
des Gobelins. On retrouve sa pratique
du croquis, de l'aquarelle, de la
gouache et du dessin sous toutes
ses formes à travers une collection
d'ouvrages intitulé : *Une Bretagne
par les contours* (éd. de Dahouët).

La Région s'engage pour valoriser, transmettre et développer
le breton et le gallo, reconnus comme langues de Bretagne depuis 2004.
Dans ce numéro, vous trouverez plusieurs articles trilingues.
Un code couleur vous aidera dans leur lecture.

bzh Texte en breton

galo Texte en gallo

La tribune

LOÏG CHESNAIS-GIRARD,
PRÉSIDENT DE LA RÉGION BRETAGNE

© Franck Betermin



“ **La sobriété foncière est une contrainte ; je veux en faire une force** ”

Alors que le Zéro artificialisation net (ZAN) va entrer en application, la Bretagne est l'une des toutes premières régions à s'être engagée dans une démarche de sobriété foncière. Pourquoi cette mobilisation ?

Le Zéro artificialisation net (ZAN) fait partie des mesures de la loi Climat et Résilience votée en 2021. Il vise à réduire progressivement la consommation des terres agricoles et des espaces naturels. Chaque année, nous consommons, en moyenne, 2 000 hectares de terres. Nous devons réduire ce chiffre de moitié. Mais notre responsabilité, c'est aussi de faire en sorte que, demain, les Bretonnes et les Bretons puissent se loger partout en Bretagne, que nous restions une région de polyculture-élevage et une terre d'accueil pour les entreprises. La Région travaille ainsi depuis plusieurs mois avec les élus, afin de débattre des modalités d'application de cette sobriété foncière dans leurs territoires respectifs et de faire émerger des solutions ciblées. Anticiper pour ne pas subir les conséquences de la loi : c'est tout l'intérêt de cette méthode fondée sur le dialogue. Elle nous permettra, j'en suis sûr, de trouver un nouveau modèle de développement breton. La sobriété foncière est une contrainte ; je veux en faire une force.

“Notre responsabilité, c’est de faire en sorte que, demain, les Bretonnes et les Bretons puissent se loger partout dans la région.”

Le ZAN vise clairement à lutter contre l'étalement urbain. Est-ce la fin des maisons individuelles en Bretagne ?

Pour avoir grandi dans un lotissement, je sais combien la maison individuelle répond aux aspirations de beaucoup de familles ! Au-delà, le logement reste un sujet de préoccupation central pour les Bretonnes et les Bretons.

Il n'est pas question, avec le ZAN, de mettre la Bretagne sous cloche en arrêtant de produire des habitations. Pour répondre aux besoins de toutes et tous, nous devons réinventer les modes de construction, qui ne seront plus ceux des années 80. Là où c'est possible, on peut envisager de réduire l'emprise des maisons individuelles. Nous avons aussi à reconquérir nos cœurs de ville et nos centre-bourg. La Région peut aider à réhabiliter des logements anciens, pour faciliter l'implantation de commerces, voire, dans certains cas, pour reconstruire des quartiers entiers. Mener la bataille des centres-villes, c'est aussi concevoir une offre de logements diversifiée et adaptée à tous les âges de la vie, pour les retraités comme les actifs.

À l'avenir, la Région restera-t-elle aussi attractive qu'aujourd'hui pour les entreprises ?

Comme tous les citoyens, les entrepreneurs ont conscience de l'urgence climatique et de la nécessité de consommer moins d'espace. Cet enjeu impose de revoir les règles d'urbanisme des zones d'activités. Il faut aussi « compacter » les sites de production, ce qui suppose de repenser les process industriels. Pour autant, dans certains cas, il y a besoin d'espaces pour accueillir de nouvelles usines. Là encore, je crois à l'efficacité de la méthode bretonne : mettre les élus autour de la table pour trouver, à l'échelle d'un territoire, les lieux propices à ces implantations.

La Bretagne est une terre agricole. En réduisant l'artificialisation des espaces naturels, la région va-t-elle conserver cette vocation ?

Oui, c'est notre objectif. Les espaces naturels, et notamment les prairies, sont indispensables



© Franck Betermin

à la préservation de nos écosystèmes et de nos paysages. Si nous perdons ces terres, nous mettons en péril notre capacité à subvenir à un besoin essentiel, celui de se nourrir. Avec la désertification de certaines régions agricoles, en Europe du Sud notamment, les terres fertiles doivent plus que jamais être préservées. Il en va de notre souveraineté alimentaire. Et puis on ne peut pas, en même temps, faire disparaître les terres agricoles et encourager notre jeunesse à s'engager dans les métiers de l'agriculture !

Comment, concrètement, comptez-vous mobiliser les citoyens autour des enjeux de la sobriété foncière ?

Je voudrais d'abord leur dire que des solutions sont actuellement débattues avec tous les élus, urbains comme ruraux. Des actions concrètes se mettent en œuvre. Ces stratégies locales doivent s'articuler pour que la sobriété foncière soit un facteur de réussite pour la région. Ce travail collectif, chacun et chacune doit y prendre sa part. L'enjeu est de taille : permettre à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent de rester au pays et de bien vivre partout en Bretagne.



ÉNERGIE : PASSONS AU VERT !

—
À l'approche de l'hiver, la question énergétique devient plus prégnante, cette saison étant particulièrement gourmande en électricité et en gaz. La Région accompagne les Bretonnes et les Bretons vers une consommation plus sobre et plus verte.

Opter pour les bons gestes avec Ecowatt

Vous utilisez certainement les applications météo. Mais savez-vous qu'il en existe une qui donne la météo... de l'électricité ? Portée par RTE (Réseau de transport d'électricité), en partenariat avec l'Ademe et la Région Bretagne, l'application Ecowatt vous informe en temps réel de l'état du système électrique, grâce à un code couleur simple : vert, orange et rouge. Vous pourrez ainsi adapter votre propre consommation. Comment ? En appliquant les écogestes décrits dans l'appli, en particulier lors des périodes tendues. Le plus efficace est d'agir sur le chauffage, l'éclairage ou l'utilisation des appareils électroménagers.



monecowatt.fr



Miser sur la qualité avec France Bois Bûche

Sélectionner un fournisseur de bois de chauffage peut s'avérer compliqué, car la qualité n'est pas toujours au rendez-vous. La marque France Bois

Bûche Bretagne vous guide dans votre choix.

Les fournisseurs bretons qui en bénéficient ont signé une charte de qualité, élaborée par l'association Fibois Bretagne et ses partenaires, dont la Région Bretagne. Sur le site de la marque, vous trouverez également des conseils et informations pratiques pour le stockage du bois, l'entretien de son appareil de chauffage... Un outil vous permettra également d'estimer votre consommation au plus juste.



franceboisbuche.fr/fournisseurs-de-bois-de-chauffage/bretagne

Consommer moins et plus propre

La Région s'engage pour la transition énergétique, y compris celle de son patrimoine bâti. Sur les 116 lycées publics dont elle a la charge, 25 sont désormais équipés de panneaux photovoltaïques. L'objectif : à terme, faire en sorte que la consommation électrique de tous ces bâtiments soit couverte par une énergie plus propre, grâce à un investissement de 40 millions d'euros. En parallèle, la collectivité a engagé d'importants travaux d'isolation thermique de son parc immobilier.



bretagne.bzh/energie-lycees



Améliorer la performance de son logement

Fort de 90 conseillères et conseillers, le réseau Renov' Habitat Bretagne informe et accompagne les Bretonnes

et les Bretons dans la rénovation de leur logement. Les spécialistes guident les ménages, étape par étape, de l'évaluation de leurs besoins à la réalisation des travaux, en passant par l'organisation du chantier. Financé notamment par la Région, ce dispositif est totalement gratuit.



renov-habitat.bretagne.bzh

NUMÉRIQUE : L'AFFAIRE DE TOUTES ET TOUS

La Région a pour ambition de faire du numérique, toujours plus présent dans nos vies, une chance pour l'ensemble des Bretonnes et des Bretons.

Grâce à la richesse de son écosystème, la Bretagne a tous les atouts en main pour évoluer vers un numérique responsable et porteur d'avenir.

Une transition dans laquelle nous avons toutes et tous un rôle à jouer, individuellement et collectivement.



© Jérôme Sevrette

Plus de 350 000 foyers, entreprises et organismes publics bretons peuvent à ce jour être raccordés à la fibre.

De Lanloup à Belle-Île, de Crozon à Erbrée... Tous les foyers bretons seront, en 2026, éligibles à la fibre, avec un débit minimal de 400 mégabits par seconde. Ce haut niveau de connexion est indispensable pour les entreprises, les institutions, les associations, mais aussi les particuliers et les salariés en télétravail. De nombreux actes de notre vie quotidienne passent désormais par le numérique. Être gêné pour

les accomplir peut faire perdre beaucoup de temps, d'énergie et d'opportunités, personnelles ou professionnelles.

Jusqu'au bout de ses objectifs

Partout où les opérateurs privés ont fait le choix de ne pas se déployer, la Bretagne a entrepris de construire son propre réseau. Un chantier titanesque de 1,7 milliard d'euros, porté par la Région, les Départements, les intercommunalités de Bretagne et soutenu par l'État et l'Europe. Devant initialement se terminer en 2030, le projet lancé en 2014 aboutira finalement fin 2026, avec 50 000 kilomètres de câbles optiques prêts à alimenter 1,5 million de prises. « En choisissant de ne pas déléguer cette lourde tâche à un concessionnaire, contrairement à beaucoup de régions, la Bretagne s'est assurée d'aller au bout de ses objectifs, estime Patrick Malfait, directeur de Megalis, syndicat mixte qui assure la construction et l'exploitation de ce réseau public régional de fibre optique. La dernière maison, au bout de la dernière route de campagne, sera fibrée aussi bien qu'une adresse en ville. » Le chantier a été pensé avec une dimension inclusive. « Quelque



PAROLES D'ÉLU

« Le numérique n'est qu'un outil au service des grandes transitions : environnementale, sociale ou encore économique. La Bretagne, de par son histoire, notamment dans les télécoms, a de nombreux atouts à faire valoir pour saisir les opportunités, mais également relever les défis que le numérique porte en son sein : la fracture numérique, l'impact écologique de son usage, les risques cyber, les questions de souveraineté... Aujourd'hui, la Région s'en empare concrètement, car nous voulons offrir aux citoyennes et citoyens un avenir serein, et porteur de bien-être. »



© EP Images

Jérôme Tré-Hardy
Conseiller régional délégué
au numérique

© Gettyimages

26,7 % des Bretonnes et des Bretons

sont potentiellement en difficulté
face au numérique.

Source : Portrea - portrea.fr



© Franck Betermin

550 000 heures de travail ont été réservées à des personnes éloignées de l'emploi, précise Patrick Malfait. Elles sont à l'heure actuelle plus de 200 et acquièrent des compétences qui demeureront très recherchées pour exploiter et entretenir ce nouveau réseau. » L'inclusion sociale a été placée au cœur du projet numérique breton dès l'origine. Cela fait plus de 10 ans que la Région soutient financièrement les associations et les structures publiques qui aident les personnes en difficulté avec cette nouvelle technologie.

Pas seulement les seniors

Être connecté, c'est bien. Savoir utiliser pleinement son ordinateur ou son smartphone, c'est mieux ! Dans la région, des marges de progression existent pour améliorer l'usage du numérique. « Plus d'un quart des Bretonnes et des Bretons sont potentiellement en difficulté face au numérique, rappelle Antoine Potier, en charge de ces problématiques à la Fédération des centres sociaux de Bretagne. Nous utilisons la notion "d'éloignement numérique". Certains se rassurent en prétendant qu'il frappe uniquement les seniors, car ils ont vu apparaître cette technologie trop tard dans leur vie. Le niveau de diplôme, le milieu social ou encore le genre sont tout aussi déterminants que l'âge. Les centres sociaux accompagnent ainsi de nombreux jeunes. Ce n'est pas parce que l'on regarde des vidéos sur son smartphone que l'on est capable d'écrire

« Ce n'est pas parce que l'on
regarde des vidéos sur son
smartphone que l'on est capable
de rédiger un e-mail ou de
rechercher une offre d'emploi. »

un e-mail ou de rechercher une offre d'emploi. À chaque service qui se dématérialise, ce sont des milliers de vies qui se compliquent. » Sur le terrain, des centaines de médiateurs spécialisés sur ces questions, professionnels ou bénévoles, s'emploient à rendre le « pouvoir d'agir » à ces laissés-pour-compte du numérique. Pour démultiplier leur action, un vaste chantier de deux ans a été initié par l'État et financé par la Banque des Territoires, relayée par la Région. Nommé le « Hub Bretagne pour un numérique inclusif », il dresse une carte précise des besoins et des ressources. Ce faisant, il a jeté les bases d'un réseau étendu d'échanges et

Donner accès au numérique à toutes et tous, notamment pour faire ses démarches en ligne, est un enjeu essentiel en matière d'égalité des chances.

de coopérations. La Région étudie la mise en place d'un soutien pérenne à son fonctionnement.

De l'inclusion à l'emploi

Récemment installée à Lorient, Défis est l'une des dizaines d'associations qui, jour après jour, luttent depuis plusieurs années contre la fracture numérique en Bretagne. Pour prêter gratuitement ou vendre à tout petit prix des ordinateurs et des tablettes, elle s'intéresse depuis longtemps à la réparation et au réemploi. Avec 14 autres acteurs bretons de la médiation et du recyclage, elle porte le projet OGO, pour Ordi Grand Ouest. Son objectif ? Faire émerger une filière de collecte structurée capable de recevoir les dons des entreprises ou des administrations. Depuis la passation d'un marché public inédit associant don de matériel, insertion sociale et professionnelle et prestations, la Région lui cède la totalité du matériel informatique qu'elle remplace au sein de son administration. « À la différence des éco-organismes, qui détruisent pour recycler, nous remettons dans le circuit chaque machine qui conserve un potentiel, explique Mickaël Leblond, directeur de Défis et représentant d'OGO. Celui-ci est apprécié en fonction des besoins souvent très simples des personnes que nous accompagnons. Nous leur apprenons d'ailleurs à utiliser des logiciels libres. Nous faisons la même chose dans nos formations

→

Une filière se structure actuellement en Bretagne pour donner une seconde vie au matériel informatique.





Face aux cybermalveillances, il est important d'adopter certains réflexes pour protéger ses données personnelles.

MON-COMPTE.BZH : INCLUSIF, SOBRE ET SÛR

Particuliers, professionnels, entreprises, associations... Le service mon-compte.bzh vient d'être lancé par la Région et est déployé progressivement par les collectivités bretonnes. Il facilite l'accès aux services publics dématérialisés sans multiplier à l'infini identifiants, mots de passe et formulaires de renseignement. Un soin tout particulier a été apporté à son accessibilité, et son empreinte environnementale, certifiée par la société Greenspector, est ultralégère. Côté sécurité, mon-compte.bzh s'applique à lui-même les protocoles les plus stricts, pour protéger les données de ses utilisateurs. Il permettra également de vérifier que son mot de passe favori ne figure pas dans l'une des fuites de données répertoriées internationalement, grâce à un partenariat avec la start-up rennaise Anozr Way, spécialisée dans la cyberprotection. Ce projet est cofinancé par l'Union européenne dans le cadre du fonds FEDER REACT-EU.



PAROLES D'ÉLUE

« En Bretagne, les opérateurs privés ont décidé de fibrer 10 % du territoire, c'est-à-dire seulement les deux métropoles et les zones urbaines denses. La Région Bretagne et les collectivités partenaires ont alors pris une initiative publique extrêmement ambitieuse : couvrir les 90 % restants avec un principe de base : une prise en ville = une prise dans la campagne. Ce chantier titanesque se terminera avec quatre ans d'avance. Chaque maison, même celle tout au bout du chemin, sera fibrée. C'est une question d'égalité à laquelle nous sommes attachés. »

© EP Images

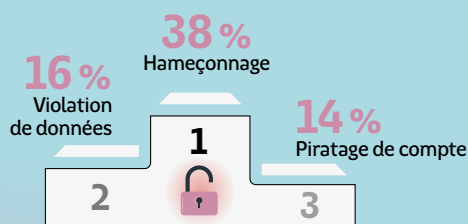
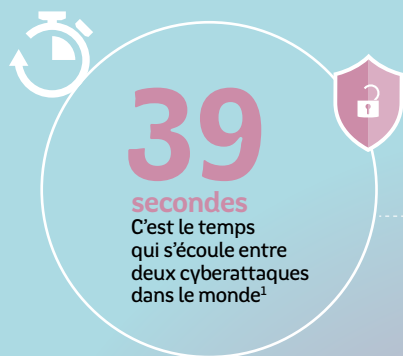


Laurence Fortin
Vice-présidente de la Région
Bretagne - Territoires,
économie et habitat

préprofessionnalisantes aux métiers du numérique. Il est possible de créer un cercle vertueux liant réemploi, inclusion citoyenne et insertion professionnelle. Des milliers d'emplois seront à pourvoir dans les prochaines années, et pas seulement pour des bacs + 5. »

Optez pour la cybervigilance

Parmi les domaines qui attendent le renfort de professionnels compétents, la cybersécurité figure en bonne place, alors que les méfaits de cybercriminels ne cessent de défrayer l'actualité. S'il n'y a pas de frontières à leurs agissements, s'en prémunir collectivement nécessite d'adapter nos comportements quotidiens, du choix d'un mot de passe plus sûr à une plus grande vigilance lors de la navigation. Il y a là un vaste chantier de sensibilisation et de pédagogie à l'attention de tous les publics, encore trop peu investi. Il n'y aura pas de numérique durable sans pratique responsable.



La cybersécurité en Bretagne

Les bonnes pratiques

- Installer un antivirus
- Utiliser des mots de passe différents et solides (au moins 12 signes, mélangeant majuscules, minuscules, chiffres, caractères spéciaux, que l'on ne peut pas deviner...)
- Faire toutes les mises à jour dès qu'elles sont proposées

Mais aussi...

- Bien configurer les paramètres de sécurité et de confidentialité sur les outils numériques (réseaux sociaux, applications bancaires, etc.)
- Télécharger les applications depuis les sites officiels
- Éviter les sites suspects ou frauduleux (ex. : streaming gratuit, avec de trop grosses démarques)
- Ne pas donner trop d'informations personnelles sur les réseaux sociaux

Retrouvez toutes les bonnes pratiques sur cybermalveillance.gouv.fr/bonnes-pratiques

36 %
des organisations ont déjà subi un incident de sécurité²



→ **24 %** étaient des incidents majeurs

45 %
des attaques ont été menées avec un rançongiciel²



La Bretagne

2^e région cyber française

160 entreprises travaillent dans le secteur

→ **8 000 emplois**

→ **1 milliard d'euros** de chiffre d'affaires

200 chercheurs
3 500 étudiants formés chaque année

Sources : ONU, Baromètre Cyber mars-mai 2023 – Panel interrogé : 50 % d'entreprises, 45 % de collectivités locales, 5 % d'associations



© Carole Wilmet / Patrick Gaillardin

Christian Cevaër

Délégué régional de l'ANSSI, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, représentant de l'autorité nationale auprès des services de l'État, collectivités territoriales, entreprises et enseignements supérieurs.

LA BRETAGNE DOIT-ELLE CRAINDRE LA CYBERCRIMINALITÉ ?

Nul n'est à l'abri de l'imagination débridée des cybercriminels, dont la planète est le terrain de jeu. La Bretagne a la chance de disposer d'un écosystème particulièrement riche d'entreprises et d'écoles compétentes, héritage de sa longue histoire dans les télécommunications et de sa place stratégique dans la défense nationale. Il ne cesse d'attirer de nouveaux talents et de susciter des initiatives originales. Je pense à l'association France Cyber Maritime, créée à Brest pour répondre aux incidents de la filière, ou au diagnostic cybersécurité développé par le groupement départemental de gendarmerie du Morbihan dans leurs missions de prévention auprès des collectivités et des petites et moyennes entreprises victimes de cybercriminalité repris par la suite au niveau national.

“En matière de cybercriminalité, mieux vaut prévenir que guérir.”

QUE DOIT-ON FAIRE QUAND ON EN EST VICTIME ?

D'abord le signaler sur la plateforme cybermalveillance.gouv.fr, qui assiste toutes les victimes qui ne sont pas outillées pour se défendre elles-mêmes (particuliers, TPE, petites collectivités...). Précisons que le cyberharcèlement fait partie de son champ d'action. Dans quelques semaines, les entreprises et les collectivités de taille moyenne et intermédiaire disposeront d'un centre de réponse aux incidents dédié : le CSIRT*, un projet porté par la Région et soutenu par l'ANSSI dans le cadre du plan de relance France 2030. Si l'on y ajoute le CERT-FR, centre national de l'ANSSI réservé en priorité aux activités sensibles et vitales (santé, finance, défense...), la Bretagne apparaît comme particulièrement armée contre la cybercriminalité.

EST-CE SUFFISANT POUR ASSURER NOTRE SÉCURITÉ NUMÉRIQUE ?

Aujourd'hui, la police et la justice disposent d'un bon arsenal technique et juridique pour traquer et punir les agissements criminels... pourvu que les victimes se fassent connaître, ce qui est malheureusement loin d'être toujours le cas. Les enquêtes s'inscrivent cependant souvent dans un temps long. Mieux vaut prévenir que guérir, notamment en abandonnant les comportements à risque. Il y a de nombreux conseils à ce sujet sur cybermalveillance.gouv.fr et sur le site de l'ANSSI. La lutte contre la cybercriminalité est l'affaire de toutes et tous !

* Computer Security Incident Response Team (Centre de réponse aux incidents cyber)



ssi.gouv.fr

Transport scolaire

POUR UNE RENTRÉE QUI ROULE EVIT UN DISTRO-SKOL HAG A YAY PLAEN POUR ENE ENRETOURNÉE QI ROUELLE D'ENE BRAVE SORTE

bzh Texte en breton

gallo Texte en gallo



100 000

C'est le nombre d'élèves transportés chaque jour sur le réseau BreizhGo, partout en Bretagne.

100000

Setu aze niver ar skolidi a vez kaset ha degaset war ar rouedad BreizhGo e pep lec'h e Breizh.

100000

Vaila comben qe n-i a d'ebluons chàrayès chaque jou su la rézille BreizhGo, partout en Bertègn.



© Fanch Galivel

P

our l'équipe de l'antenne des transports de Vannes, l'été n'est pas synonyme de farniente ! C'est entre la fin mai et la mi-août que se déroule l'inscription des 26 000 élèves du Morbihan qui emprunteront, dès la rentrée, les transports scolaires régionaux. Le défi :

affecter chacun d'entre eux au bon horaire, sur le bon circuit, avec des arrêts qui correspondent à leur trajet. Un exercice d'équilibriste où il faut prendre en compte les demandes des familles, les horaires des établissements et les contraintes liées à la voirie, car toutes les routes ne peuvent pas être empruntées par des autocars... « C'est beaucoup de bon sens », estime Nicolas Thétiot, adjoint à la cheffe du service, Carole Corbel.

La sécurité avant tout

Les équipes techniques travaillent à la création des nouveaux arrêts. Chaque demande est scrutée en détail. Avec une préoccupation constante : la sécurité. Les consignes sont répétées tout au long de l'année : attendre que le car soit parti pour traverser, porter un gilet jaune, et ne surtout pas traverser ni

Pour la mise en place des circuits, la proximité est privilégiée pour les élèves de collège ; pour les lycéennes et lycéens, c'est le temps de transport.

Evit kempenn an troiadoù e vez klasket ar pep tostañ evit ar skollajidi ; evit al liseadezed hag al liseidi e soñjer da gentañ en amzer a lakaer evit mont ha dont.

Pour amarer les chemineries, la permiereté pour les colaijiens ét d'étr perchains de lou colaije tant qe pour les liceyenes e liceyens, ét le temp de chàrayaije.

Evit skipailh an treuzdouden e skourr Gwened n'eo ket an hañv ar mare evit feneantal !

Etre fin miz Mae hag hanter-Eost e vez lakaet o anv gant ar 26 000 a skolidi eus ar Mor-Bihan a implijo an treuzdouden rannvroel d'ar skolioù adalek an distro-skol. Hor c'hlaoustre eo lakaat pep hini anezho war an eurioù, an droiad ha gant an arsavioù a glot gant an hent a rankint ober.

N'eo ket ul labour aes kavout ar c'hempouez pa ranker delc'her kont eus ar pezh a c'houlenn ar familhoù, eurioù ar c'hentelioù er skolioù ha stumm an hentoù, rak ne c'hall ket ar c'hirri-boutin mont war an holl hentoù... « Dav eo ober an traoù a skiant-vat », a soñj Nicolas Thétiot, eilpenn ar servij emañ Carole Corbel en e benn.

Ar surentez da gentañ-penn

Emañ ar skipailhoù teknikel o labourat evit krouiñ arsavioù nevez. Sellet e vez a-dost ouzh kement goulenn a vez. En ur soñjal en un dra atav : ar surentez. Adlavaret e vez an alioù fur a-hed ar bloaz : gortoz ma vo aet ar c'harr-boutin kuit a-raok treuziñ an hent, gwiskañ ur jiletenn velen, ha dreist-holl chom hep treuziñ dirak pe a-dreñv ar c'harr-boutin. Aon en dez ar skipailh a-bezh rak ar gwallzarvoudoù atav.



© Fanch Galivet

Lieux-dits, hameaux, petites routes... Les équipes connaissent la géographie du département par cœur.

Kêriadennoù, hentoù bihan... anavezet mat eo tres an departamant eus an eil penn d'egile gant ar skipailhoù.

Leûs, vilaijes, petites routes... les équipes connaissent la géographie du département comme leur poche.



© Fanch Galivet

Pour chaque arrêt, une fiche décrit précisément, photos à l'appui, où le conducteur devra stationner.

Evit kement arsav a zo ez eus ur fichenn ma teskriver dre ar munud, gant ul luc'hskeudenn da-heul, pelec'h e ranko ar bleiner chom a-sav.

Pour chaque arrêt, une planche bien percée, o des codes, montre eyou qe le menou de chartè ara de s'arrêter.

La Région est responsable du transport scolaire, hors agglomérations et métropoles.

Pour assurer cette mission, elle fait appel à une soixantaine de transporteurs par le biais de marchés publics ou de délégations de service public. En moyenne, la collectivité consacre l'équivalent de 1 000 euros par élève, là où le service est facturé 120 euros aux familles pour une année.

Karget eo ar Rannvro eus an treuzdougen d'ar skolioù e-maez ar c'hêrioù hag ar meurgêrioù.

Evit kas ar geфриd-se da benn e vez fiziet al labour en un tri-ugent bennak a staloù treuzdougen hervez marc'hadoù publik pe dileuriezherz servij publik. Lakaet e vez 1 000 euro evit pep skoliad well-wazh gant ar Rannvro, ha pa vez goulennet digant ar familhoù paeañ 120 euro ar bloaz evit ar servij.

La Région est encherjée des chârais ecolièrs, pàssè yeùs des vilotées e des metropoles.

Pour mener la bezaigne-la, la Région tarvaille o ene souëssantaine d'enterprizes de chârayerie a travès des marchiès publics ou des encherjézoù de service public. De greùs, la Région met 1000 euros pour chaqe ebluçon tant qe le service-la ét pouaye ren qe 120 euros par les familles pour ene anée d'école.



breizhgo.bzh/transports-scolaires

Pour l'équipe de l'empla des chârais de Vane, l'été ça q'êt pouint le moment d'êtr adlaizi come un chain en carême !

Ét entr le bout du maez de mai e la mē-d'oût qe les 26 000 ebluçons du Morbihan qi seront chârayès o les chartès ecolièrs rejionaos dés aossitôt l'enretournée, sont a s'enlister. Le defi : pllacer chaqe les ebluçons su la bone oure, su la bone cheminerie, o des arêtàs qi lous avienent ben.

De la secousse, les ajissant sont terjou su le balant, o les demandes des familles, les oures d'ouvraije des aletements e le deu qe n-i a o la vouerie a caoze qe les chartès ne peuvent pouint cheminer su toutes les routes... « Faot n-n'avair de l'aobiche ! » qe dit Nicolas Thétiot, deûzain a la menouere de l'ourée, Carole Corbel.

Premier, la sûretè !

Les équipes techniques sont a runjer su des nouviao arêtàs. Chaqe demande d'ebluçons ou de souétons d'ebluçons ét ergardée ben ergardée. O la sûretè tenant ao runje. Les ghiderèles sont repaissées long l'année : esperer qe le chartè seje parti a se n-n'aler



L'accompagnement des familles et des collectivités est l'une des missions des antennes transports de la Région.

Sikour ar familhoù hag ar strollegezhioù zo unan eus kefridioù ar skourroù treuzdougen er Rannvro.

Yeune des cherjes des emplas chârais de la Rejion ét de doner la main és familles e és aguerouées de payiz.



© Fanch Galivel

devant ni derrière le car. Les accidents restent la crainte de toute l'équipe.

Sur le terrain

Chacun des 5 000 à 6 000 arrêts du département est étudié sous cet angle. Ce matin de juin, une partie de l'équipe part sur le terrain pour contrôler le circuit qui dessert le collège de Saint-Jean-Brévelay. Un nouvel arrêt a été demandé pour cet établissement situé entre Vannes et Locminé. Le car devra stationner sur une départementale très passante. En quelques minutes, la démonstration est faite : c'est trop dangereux. Le car s'arrêtera quelques mètres plus loin sur une route secondaire.

Les vérifications continuent : à quel niveau exactement arrêter le véhicule pour qu'il soit visible des deux côtés ? Peut-on passer par cette petite route repérée sur la carte ? Des informations qui auront leur importance au quotidien. D'autant que les transporteurs comme les techniciens anticipent l'hiver. Rapidement après la rentrée, les circuits se font de nuit, les intempéries s'invitent fréquemment. C'est à ce moment-là que l'équipe de l'antenne des transports intervient auprès des classes de 6^e. Pour rappeler, une fois encore, les règles de sécurité.

War an dachenn

Studiet e vez ar 5 000 pe 6 000 arsav a zo en departamant, an eil war-lerc'h egile, er c'heñver-se. Ar beurevezh-se e miz Mezheven ez eus aet ul lodenn eus ar skipailh war an dachenn evit kontrolliñ an hentad da vont betek skolaj Sant-Yann-Brevele. Goulennet ez eus bet krouiñ un arsav nevez evit ar skolaj-se a zo etre Gwened ha Logunec'h. Ret e vo d'ar c'harr-boutin chom a-sav war un hent-departamant lec'h m'eo stank an dremeniri. En ur ober un toullad munutennoù e teu splann an traoù : re zañjerus eo. Chom a ray ar c'harr-boutin a-sav un toullad metroù pelloc'h, war un hent bihanoc'h.

Delc'her a reont da gontrolliñ : pelec'h resis lakaat ar c'harr-boutin da chom a-sav abalamour dezhañ da vezañ gwelet eus an daou du ? Daoust ha gallout a reer tremen dre an hent bihan a zo bet gwelet war ar gartenn ? Talvoudus e vo an titouroù-se evit ar mont en-dro pemdez. Seul vui ma vez ar stalioù treuzdougen hag an deknikourien oc'h en em brientiñ en a-raok evit ar goañv. Nebeut amzer goude an distro-skol e vezont war an hentoù da noz ha dindan amzer fall alies. Da neuze ez a skipailh skourr an treuzdougen da welet ar c'hlasadoù er 6^{vet}. Evit degas da soñj dezho, ur wech ouzhpenn, eus ar reolennoù surentez.

pour tracer la route, avoir un jilet jaone su le côrp, e permier ne pount pàsser par devant ou par derre le chartè. Les atouts, toute l'eqhipe a grand poûr de ça.

Su pllace

Châqhun des 5000 a 6000 arêtâs du departement sont ergardès o tout le cai-la ao runje. Le matin-la du maez de jin, qheques uns de l'eqhipe vont su pllace pour contrôler qhi q'avivande le colaije de Saint-Jean-Brévelay. Un nouviao arêtâ a tē demandē pour l'enretournée de setembr ao colaije-la q'êt entr Vane e Lominē. Le chartè ara de s'arêter su ene rote departementale eyou qe n-i a hardi de roulaije. Ben vitement nen s'avize ben qe l'enret-la ét ben trop ben gandillouz. Le chartè s'arêtera don qheques metrs pus lein su ene rote segondère.

E ça ressiout core les contrôles : mézē c'êt de terouer le chieu pour arêter le chartè a sour fin q'i seje vû d'un bord e de l'aotr ? Je pouons-ti pàsser par la petite rote-la merqée su la carte ? Des ghiments vras conseqents pour le tous les jous raport qe, ao par-su, les chârayous parai come les teciciens sont déjà a sonjer den l'ivē a viendr. Ben vitement après l'enretournée, les chartès cheminent de net e ça q'êt pount râle les monvézes berouées de temp a la bâsse-sézon. C'êt l'arivâ pour l'eqhipe de l'emplla des chârais d'aler vaer les cllâsses de 6^e e de lou conter ene fai de pus des réles de sûretē.



**Gaële
Le Noane**

ENTREPRENEUSE MILITANTE

© Marguerite & Cie

“
***Je voulais créer
une entreprise
qui regroupe tous
mes engagements***
”

Avec sa start-up Marguerite & Cie, Gaële Le Noane veut proposer et rendre accessibles à toutes les femmes des tampons et des serviettes qui respectent la santé et l'environnement. Ou comment combiner entrepreneuriat et engagement.

PARCOURS

2005

Installation comme orthophoniste dans le Pays basque

2009

Retour à Quimper

2018

Création de Marguerite & Cie

2019

Première commercialisation des distributeurs

2021

Lancement des distributeurs dans les entreprises

2023

Aboutissement de la première tranche de la levée de fonds

PASSIONNÉE



© Marguerite & Cie



© Marguerite & Cie

Gaëlle Le Noane, dans les locaux de son entreprise, reconnue ESUS : entreprise solidaire d'utilité sociale.

La fondatrice de Marguerite & Cie n'hésite pas à mettre la main à la pâte pour vérifier que les distributeurs sont bien installés !

D'un geste, elle montre la fenêtre derrière elle. Un carré ouvert sur le petit port bigouden de Lesconil (Finistère) baigné de soleil. « Voilà pourquoi j'ai tenu à développer mon entreprise ici », sourit Gaëlle Le Noane. Elle a installé les locaux de Marguerite & Cie dans l'ancien Hôtel du port. « Il n'est pas rare que l'équipe fasse une pause baignade le midi. » Tous les matins, la cheffe d'entreprise fait 45 minutes de marche pour venir travailler. Passionnée de plongée, elle garde toujours à portée de main un sac avec palmes, masque et tuba. L'entrepreneuse, qui avait quitté la Bretagne pour faire ses études à Strasbourg, est attachée à sa région. « Quand j'en étais loin, la Bretagne me manquait. La côte, surtout. » Lorsqu'elle crée Marguerite & Cie, on lui conseille de s'installer à Quimper, Brest ou même Rennes, mais elle insiste pour rester à Lesconil : « Je ne voyais pas pourquoi je n'aurais pas pu monter une start-up dans un village du Pays bigouden. »

Prendre soin de la santé des femmes

Tout commence en 2012, avec la mode des box. « On pouvait s'abonner pour recevoir des vêtements, des produits de beauté... Je me suis dit que s'il y a bien quelque chose qu'on devrait recevoir chaque mois dans sa boîte aux lettres, ce sont des tampons et

“ Pourquoi n'aurais-je pas pu monter une start-up dans un village du Pays bigouden ? ”



© Simon Cohen

Le système de recharge des distributeurs imaginés par Marguerite & Cie a reçu la médaille d'argent au concours Lépine, en 2021.

REPÈRES

Lutter contre la précarité menstruelle

Impliquée dès 2020 dans la lutte contre la précarité menstruelle, la Région Bretagne a fait appel à Marguerite & Cie. Grâce à ce partenariat, elle a pu équiper les 116 lycées publics dont elle a la responsabilité, et 93 lycées privés, de 440 distributeurs de protections périodiques. Cette initiative a été



encouragée par le Conseil régional des jeunes, très engagé sur les questions d'égalité.

des serviettes. » Mais à cette époque, Gaële Le Noane travaille comme orthophoniste en libéral et reste dans cette voie. En 2017, elle lit un article dans la presse sur la composition des protections menstruelles. « J'étais effarée. Je me suis sentie trahie par la marque que j'utilisais depuis l'adolescence. Entre les composants chimiques, les perturbateurs endocriniens et le plastique, c'était catastrophique. Et plus je faisais des recherches, pire c'était. » Ce constat conforte Gaële le Noane dans l'idée que « la santé des femmes, c'est un peu la dixième roue du carrosse : tout le monde s'en fiche ». Elle poursuit ses recherches et découvre Natracare, une société britannique fondée par une ancienne militante de Greenpeace, qui commercialise des tampons et des serviettes naturels et respectueux de l'environnement, distribués notamment dans le réseau Biocoop.

« Je me suis dit : les magasins bio, c'est bien, mais toutes les femmes n'y ont pas accès. L'idée de la box est revenue. J'ai écrit à Natracare qui a répondu favorablement et m'a envoyé ses produits. » Gaële Le Noane commence à envoyer des box de tampons et de serviettes bio un peu partout en France. Début 2018, elle arrête son activité d'orthophoniste pour se consacrer complètement à son projet. C'est la naissance de Marguerite & Cie. Si aujourd'hui elle a le sourire, Gaële Le Noane a dû se battre pour faire vivre son projet. « Ça n'est pas simple de porter un projet d'entreprise quand on est une femme. Et quand ça touche à un sujet comme les règles, c'est encore plus compliqué. » Car c'est encore un tabou : « Les

préjugés, les mauvaises blagues, les situations délicates à gérer au travail font encore partie de notre quotidien. »

Contre la précarité menstruelle

Les commandes commencent à affluer de la France entière. Mais Gaële Le Noane veut aller plus loin et s'attaquer à la précarité menstruelle. « Quand on y pense, n'est-ce pas scandaleux de devoir payer pour quelque chose que l'on n'a pas choisi ? Les hommes ne payent pas leur papier-toilette quand ils vont au WC dans les lieux publics ou sur leur lieu de travail, pourquoi les femmes devraient payer leurs serviettes et leurs tampons ? »



© L'œil de Paco

Loin d'estimer que sa tâche est accomplie, Gaële Le Noane continue à développer son entreprise.

L'entrepreneuse veut commercialiser des distributeurs. Elle conçoit un prototype en bois et fait breveter un système de recharge qui permet d'éviter la manipulation des produits menstruels, pour plus d'hygiène. En septembre 2019, les premières commandes arrivent, pour les Crous de Bretagne et l'université Rennes 2. Les premiers articles dans la presse aussi. « À partir de ce moment-là, le téléphone n'a pas arrêté de sonner. » En 2020, Gaële Le Noane arrête l'envoi des box et mise tout sur les distributeurs, qu'elle veut faire rentrer dans les entreprises. Un pari réussi en 2021. Cette même année, elle reçoit le prix ÉcoVisionnaires du réseau Femmes de Bretagne.

Des valeurs respectées

Cinq ans après son lancement, Marguerite & Cie emploie 13 personnes et a une clientèle nationale et européenne. L'entreprise reverse une partie de ses bénéfices à l'association ADSF – Agir pour la santé des femmes. Elle propose également des temps d'échange et d'information sur les menstruations dans les établissements scolaires et les entreprises.

Pour le conditionnement et l'expédition des commandes,



© Martin-Boudier

Depuis 2022, des distributeurs de Marguerite & Cie sont disponibles dans les lycées.

1232

structures en France et à l'étranger ont adopté les distributeurs de Marguerite & Cie.

l'entreprise fait appel au réseau APF Entreprises, qui aide à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap partout sur le territoire français. « Produire en Bretagne, c'est bien mais produire en Bretagne pour expédier dans le sud de la France ou en Europe, ce n'est pas écologique et ça ne correspond pas à mon état d'esprit. L'idée, c'est de pouvoir dupliquer localement le modèle d'insertion et de circuit court. »

Celle qui, enfant, se rêvait architecte a fini par bâtir quelque chose à son image. « Je voulais créer une entreprise qui regroupe tous mes engagements : le féminisme, la préservation de l'environnement, la lutte contre la précarité et l'insertion professionnelle. » Au moment de notre rencontre, sa première levée de

fonds lui permet de respirer un peu. « C'est rare que ce soit un produit qui lance un marché. C'était culotté. Et ça a été long parce que je voulais des financements à impact, respectueux des transitions. » Marguerite & Cie a d'ailleurs été soutenue par la Région Bretagne à travers une aide à l'innovation sociale.

Aujourd'hui, la start-up a installé 5 500 distributeurs, en France et en Europe, et a permis à plus d'un million de femmes d'avoir accès à des produits bio et sans plastique. « Nous venons de lancer des kits avec tampons et serviettes pour les hôtels. Je veux aussi poursuivre le volet sensibilisation, et ancrer Marguerite & Cie à l'international. » Autant dire que Gaële Le Noane n'a pas fini d'appliquer le slogan de son entreprise : « Changeons les règles ».



LA CRIÉE DE LORIENT

KOC'HU- PESKED AN ORIENT

LA HUCHÉE D'AN ORIENT

La Région est propriétaire de nombreux ports de Bretagne dont le port de Lorient et la criée de Keroman où se déroule la vente de produits de la mer aux professionnels. Il s'agit de la plus importante criée de Bretagne.

Perc'henn eo Rannvro Breizh war un toullad porzhioù e Breizh, en o zouez porzh an Orient hag ar c'hoc'hu-pesked e Kerroman lec'h ma vez gwerzhet produioù ar mor d'an dud a vicher. Ar c'hoc'hu-pesked brasañ eo e Breizh.

Puzieus ports de mè de Bertègn sont su la Rejion, come le port d'An Orient e la huchée de Keroman eyou q'ët menée la venderie des amares de mè és siens de métier. La huchée-la ét la pus grande de Bertègn.

Juliette Pavy / Hors Format







1. Du ligneur au chalutier, le port accueille une dizaine de types de bateaux différents.

Eus al linennerioù d'ar chalutierioù ez eus un dek bennak a seurtoù bigi disheñvel er porzh.

Du lignou diq'ao courier, le port de mè-la accueille ene dizaine de menieres de batiaos.

2. Environ 3 000 emplois directs dépendent de l'activité du port.

E-tro 3 000 a dud zo stag war-eeun o labour ouzh ar porzh.

De greûs, ét 3000 empllais en dret q'ont a-revaer o le port-la.

3. À Lorient, les plus grosses ventes concernent la langoustine : 8,8 millions d'euros en 2022.

Gwerzh ar grilhed-traezh eo a zegas ar muiañ a arc'hant en Orient : 8,8 milion a euroioù e 2022.

A An Orient, ét les venderies de qheriettes q'i sont les pus greûsses du port o 8,8 milions de nuros en 2022.

4. La Région accompagne financièrement les criées bretonnes dans leur modernisation.

Ar Rannvro a laka arc'hant evit sikour ar c'hoc'huioù-pesked e Breizh da vodernaat.

La Rejion done des elijes és huchées bertones pour se mettr d'oure e de temp.

INSTANTANÉS



5





6



7

5. Si elle n'est plus animée par un crieur (à l'origine de son nom), la vente se fait toujours aux enchères.

Diouzh ar c'hresk e vez gwerzhet ar boued-mor hiziv c'hoazh ; hogen n'eus krier ebet ken evit kas anezhi en-dro (ar vicher-se zo kaoz d'an anv *criée* e galleg).

Si qe n-i a pus de huchou (ét la l'orine du nom) a mener les venderies, yelles-ci sont terjou des venderies a la poussée.

6. Après avoir été glacés à bord des bateaux, les produits sont mis en caisse pour être vendus.

Skornet e vez ar produioù e bourzh ar bigi, ha lakaet goude-se e kefioù evit ar werzh.

Après qe d'avoir tè minz den la grôe su les batiaos, les marchanderies sont minzes den des qhêsses pour étr vendues.

7. Les différents lots sont regroupés par acheteur et identifiés par un relevé. Strollet e vez al lodoù diouzh o frener, ha tikedennet gant pep a zaveenn.

Les loties sont ramoucelées par ajetou e s'erqeneüssent o un renabl.



8

8. Une partie de la pêche est préparée par les mareyeurs et mareyeuses pour la grande distribution, les poissonneries et les restaurants.

Un darn eus ar besketaerezh a vez difastet gant ar vareourien hag ar mareourezed evit ar stalioù bras, ar stalioù pesked hag ar pretioù.

Ene ourée de la paiche ét aféçonnée par les marayous e les marayoueres pour les supermarchiës, les poissonneries e les ôtelles.

9. Après l'achat, les produits sont expédiés un peu partout, en France et en Europe.

Ur wech gwerzhzet ar produioù e vezont kaset un tamm da bep lec'h, e Frañs hag en Europa.

Après q'il ont tè ajetès, les marchanderries sont envoyées un petit partout, en France e en Urope.



9



© Benjamin Deroche

Sur les **traces** de l'industrie bretonne

Et si vous alliez vous promener hors des sentiers battus (et côtiers) pour découvrir une autre facette de la Bretagne ? Celle d'anciens sites de production, réhabilités en musées ou lieux de vie.



Parler du patrimoine breton évoque immédiatement des images telles que les petits villages de pierre et d'ardoise, les mégalithes ou les paysages de landes. Pourtant, la Bretagne garde aussi les traces d'une histoire industrielle très riche, principalement marquée par la petite production et les entreprises familiales. Comme dans le reste de la France,

de nombreux lieux ont changé de vocation, passant du statut de sites de production à celui d'espaces culturels. C'est parti pour la visite ?

Du couvent à l'espace ouvert

Si le quartier des Capucins, à Brest, tire son nom des moines installés sur cette ancienne lande au XVII^e siècle, la mé-



L'EXPÉRIENCE

moire du lieu reste associée à l'arsenal et à 400 ans d'évolution de l'industrie navale au service de la Marine. Pendant plus de 150 ans, des pièces nécessaires à la réparation et à la fabrication des navires ont été usinées dans ces ateliers reconvertis en un immense tiers-lieu. Bouquiner à la médiathèque, assister à une représentation de théâtre, découvrir la galerie des océans ou le Canot de l'Empereur, prendre de la hauteur à la salle d'escalade... Il y en a pour tous les goûts ! Y compris pour celles et ceux qui veulent simplement se retrouver et manger un morceau tout en profitant de l'ambiance.

La « Manu », très prisée

La Manufacture des tabacs, à Morlaix, est aussi à son apogée à la fin du XIX^e siècle avant de connaître un déclin progressif jusqu'à un grave incendie en 1995. Dès 2001, on imagine comment réinvestir ce lieu. Aujourd'hui, le siège du *Télégramme*, installé dans l'ancienne maison du directeur, jouxte l'IUT (Institut universitaire de technologie) et le SEW – vous pouvez prononcer « sioux ». Un cinéma, un théâtre et un producteur de spectacles se sont associés pour faire vivre ce lieu culturel, enrichi d'une librairie, d'un bar et d'un restaurant. Sans oublier les autres associations culturelles, artistes et petits créateurs.



Toujours active !

Pas besoin d'être un site désaffecté pour être visité. Dans l'estuaire de la Rance, l'usine marémotrice du même nom produit de l'électricité renouvelable depuis près de 60 ans. Elle accueille aussi 200 000 curieux par an, ce qui en fait l'un des sites industriels touristiques les plus fréquentés de France. C'est aussi un véritable lieu de passage, qui relie Dinard et Saint-Malo, et dont l'écluse voit circuler 16 000 bateaux par an.

1800

C'est le nombre d'ouvriers travaillant quotidiennement aux ateliers de la Marine, à Brest, au plus fort de leur activité, en 1878. C'est aussi le nombre de personnes employées par la Manufacture des tabacs à Morlaix, à peu près au même moment.



© Simon Guyomard

En 2021, les élèves de la section mode du lycée Jean-Moulin de Saint-Brieuc ont tourné un clip au sein du Petit Écho de la Mode.

À la mode de Bretagne

C'est aussi la culture qui a pris ses quartiers dans l'ancienne imprimerie du *Petit Écho de la Mode*, à Châtelaudren-Plouagat. L'hebdomadaire féminin lancé en 1879, célèbre pour ses patrons en papier de soie prédécoupés, n'est plus distribué depuis 1983, mais l'ancienne papeterie-imprimerie et son étang, eux, sont toujours là. En son sein, une salle de spectacle propose une programmation mêlant théâtre, danse, spectacles pour enfants, concerts... Pour les artistes en devenir, des cours sont dispensés pendant l'année scolaire. Des expositions sont organisées tout au long de l'année, également rythmée par trois principaux festivals : la Fête de la science en octobre, Leff Dance en mars, et l'Effet Mode en mai.



Organisé par Wart, le festival Panomaras se tient tous les ans à la « Manu ».

© Mathieu Le Gall

5 anciens sites de production à visiter



1



Le musée de la conserverie Le Gall

Ouvert en 2021, le musée est installé dans l'ancienne usine de la conserverie Le Gall, à Locudy, et la maison de maître attenante. Il propose de « transmettre la mémoire des activités de conserves de poisson de la première moitié du ^{xx}e siècle en Bretagne ». L'usine a été construite en 1901 avant d'être revendue près de 20 ans plus tard à Alexis Le Gall, qui la modernise et la dirige jusqu'en 1955. Bâtiments et machines d'origine, encore en place, sont protégés au titre des Monuments historiques depuis 2016.

2



Les forges de Paimpont

Servant de cadre à une chanson populaire, les forges de Paimpont se distinguent surtout par leur ancienneté. Créées dès 1656, elles sont modernisées au début du ^{xix}e siècle, pour ne cesser leur activité qu'en 1954. Elles ont donc connu deux révolutions industrielles. Abîmés par le temps depuis qu'ils n'étaient plus utilisés, les bâtiments sont réhabilités progressivement, et des visites et événements y sont organisés d'avril à novembre.

3



Les mines de la Brutz

Saviez-vous que le sous-sol de la Bretagne était riche en minerais ? Les premières traces de mines remontent à l'Antiquité. Celles de la Brutz, à la frontière de la Loire-Atlantique, ouvrent dans la première partie du ^{xx}e siècle. Consacrées à l'extraction du fer, elles emploient jusqu'à 300 personnes avant de fermer définitivement dans les années 1950. Un travail de restauration permet aujourd'hui de découvrir une partie de ce patrimoine.

5



La minoterie du Beauchet (photo)

Les minoteries sont nombreuses en Bretagne. Parmi ces grands établissements qui transforment les céréales en farine, celle de Beauchet, au sud de Saint-Malo, se démarque. D'abord parce que c'est un ancien moulin à marée qui utilisait la force marémotrice pour faire tourner les meules et parce qu'elle était la dernière à être en activité sur la Rance, lorsqu'elle a fermé ses portes en 1980. Ensuite, parce qu'elle a conservé toutes ses machines, ce qui est rare.

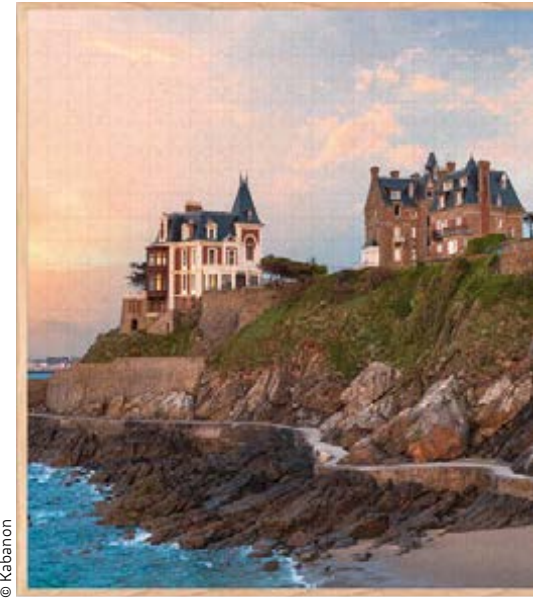
S'amuser de tout bois

—
Et si on misait sur le bois pour lutter
contre le blues de l'automne en s'amusant ?
Voici quelques idées ludiques et durables
qui séduiront les plus petits comme
les plus grands.

Maison Tirot, il était des petits navires

Prévus pour voguer sur les flots d'un bassin ou d'une baignoire, les bateaux jouets de la Maison Tirot sont fabriqués avec des hêtres issus de forêts proches de cette société installée à Romagné en Ile-et-Vilaine depuis 1946. Les 15 000 bateaux (environ) produits chaque année sont confectionnés et peints à la main, et respectent les normes françaises et européennes de sécurité.

Bâchi/Voilier Saint-Germain Maison Tirot
maison-tirot.fr



© Kabanon



© David Jeux





Kabanon, local jusque dans l'emballage

Tout commence dans une boutique de jeu rennaise. Les membres de Kabanon cherchent des puzzles représentant leur ville, mais n'en trouvent pas. Alors, ils en ont fabriqué ! Les pièces sont usinées à Rennes et conditionnées dans une bourriche, ces cagettes servant initialement à transporter des produits de la mer, notamment les huîtres.

Puzzle Dinard Kabanon

kabanon.fr



David Jeux, les rois de la planche

L'histoire de l'entreprise est intimement liée à celle du palet breton, qu'elle a commencé à commercialiser dans les années 1980. Un temps réalisée à l'étranger, la fabrication se fait désormais en Ille-et-Vilaine. La production se diversifie avec, par exemple, le cornhole. Ce jeu venu des États-Unis consiste à essayer de lancer un sac de maïs dans le trou d'une planche.

Cornhole Calavera David Jeux

www.david-jeux.fr/



© Frédéric Leschallier de Lisle

La Cabanerie, un refuge sur mesure

Une cabane en forme de bateau, un avion ou simplement une maisonnette perchée en haut d'un arbre... il y en a pour tous les goûts ! Implantée à Acigné, à l'est de Rennes, La Cabanerie propose des structures en bois, résistantes et sur mesure. Uniques, elles sont imaginées pour s'insérer au mieux dans leur environnement.

Structure avion La Cabanerie

lacabanerie.fr



Koad, glisser écoresponsable

Des skates et des surfs sur mesure, de qualité et écologiquement responsables : c'est le pari de Koad – « bois » en breton. Cyril Pontieux, le shaper (fabricants de planches de glisse) de l'entreprise choisit une matière première issue de forêts gérées durablement. Koad privilégie également autant que possible des matériaux locaux, et provenant de circuits courts.

Skates Koad

wood.surf/atelier/

LE GWENN-HA-DU EST UN DRAPEAU TRADITIONNEL



© Vincent Michel

—
Repérable à ses bandes noires et blanches et ses hermines, le drapeau breton est tellement célèbre et populaire que beaucoup s'imaginent que c'est un drapeau traditionnel. Sauf que... c'est en réalité un jeune centenaire qui date du début du xx^e siècle.

On le nomme « Gwenn-ha-Du » en breton, « Bllan e Nair » en gallo (soit « blanc et noir » en français). Certains imaginent qu'il a été arboré lors de batailles victorieuses contre le roi de France. Au risque de décevoir les âmes romantiques, il faut se rendre à l'évidence : le Gwenn-ha-Du n'a rien d'un emblème traditionnel. C'est même un drapeau plutôt récent, puisqu'il a été créé entre 1923 et 1925. Son inventeur ? Un jeune architecte originaire de Vitry, Morvan (Maurice) Marchal. Le jeune homme milite alors au sein de l'Emsav (prononcez « Emzao »), le mouvement breton qui revendique une plus grande autonomie de la région, voire son indépendance. Morvan Marchal est très engagé : il rejoint les Seiz Breur, un groupe de jeunes artistes, dont beaucoup étudient à Paris, guidés par la volonté de donner une image moderniste de la Bretagne, tout en

“
C’est peut-être
au ballon rond
que ce drapeau
doit son salut.
”

puissant dans la tradition. Le militant est également le cofondateur du Groupe régionaliste breton. Ce mouvement politique se dote d’un journal, *Breiz Atao !* (« La Bretagne toujours ! »), qui se dit voué au « relèvement de la Patrie bretonne ». Dans le même élan, Morvan Marchal souhaite donner un emblème moderne à la Bretagne, à l’instar de la Finlande, la Catalogne ou l’Irlande, dans une Europe où la montée des nationalismes s’intensifie dans l’entre-deux-guerres.

Un drapeau inspiré des États-Unis

Si Morvan Marchal utilise des emblèmes caractéristiques de la Bretagne du Moyen Âge – le noir et blanc, l’hermine ducale –, il s’inspire, pour la composition, du drapeau des États-Unis. À gauche, à la place des étoiles : 11 mouchetures d’hermines. Les quatre bandes blanches représentent les quatre évêchés de Basse-Bretagne : le Léon, la Cornouaille, le Vannetais et le Trégor. Les cinq bandes noires représentent les cinq évêchés de Haute-Bretagne : Saint-Brieuc, Dol, Rennes, Saint-Malo et Nantes. En 1937, le Gwenn-ha-Du est choisi pour représenter la Bretagne au pavillon breton de l’Exposition universelle de Paris. Cependant, la montée du fascisme en Europe n’épargne pas la région. Des mouvements bretons proches du nazisme, comme le Parti national breton, utilisent le Gwenn-ha-Du. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il est devenu le symbole honni de la collaboration.

REPÈRES

BRETAGNE CULTURE DIVERSITÉ : DES CLÉS POUR MIEUX CONNAÎTRE LA BRETAGNE

Cet article a été réalisé en partenariat avec Bretagne Culture Diversité. Cette association régionale facilite l’accès de toutes et tous aux ressources et aux connaissances sur la Bretagne, et à la diversité de ses cultures. Avec des articles, des podcasts ou des vidéos, le site de ressources Bécédia répond à toutes les questions que vous vous posez sur la Bretagne.



Pour en savoir plus,
rendez-vous sur bcd.bzh/becedia



Au stade !

Il faut attendre les années 1960 pour que ce drapeau retrouve une nouvelle vie. Et c’est peut-être au ballon rond qu’il doit son salut. Le 26 mai 1965, les joueurs du Stade Rennais affrontent l’équipe de Sedan pour la Coupe de France, à Paris. Les Rennais l’emportent : c’est la liesse en Bretagne, mais aussi dans les avenues de la capitale, où les supporters victorieux déploient leurs drapeaux. Désormais, le Gwenn-ha-Du ne quittera plus les stades ni les rues. En 1972, lors de la célèbre grève du Joint français, à Saint-Brieuc, il flotte aux côtés des drapeaux rouges. Il est ensuite de toutes les manifestations sociales et culturelles. Diwan, l’Amoco Cadiz, Plogoff... pas une mobilisation sans la bannière noir et blanc. Dans les années 1990, un syndicat étudiant, implanté dans les universités bretonnes, le transforme en un drapeau multicolore, le bien nommé « RaggaBreizh ». Certains supporters nantais le réinventent même en jaune et vert pour soutenir leur club. Aujourd’hui, le drapeau breton est sur toutes les plaques d’immatriculation. Encore tout jeune, mais avec de beaux jours devant lui.



bcd.bzh/becedia/fr/gwenn-ha-du



LES ÉOLIENNES de la baie de Saint-Brieuc

Illustration : Yann Lesacher

Composée d'un mât de 90 mètres de hauteur et d'un rotor de 167 mètres de diamètre, la première éolienne en mer bretonne a été installée en mai 2023. Acheminée par le *Brave Tern*, un navire plateforme spécialisé dans ce genre d'opérations, elle est l'une des 62 éoliennes du futur parc de la baie de Saint-Brieuc. Construits au Havre et à Brest, ces équipements sont conçus pour s'adapter à la spécificité du régime des vents dans cette zone.

Le parc, qui s'étend sur 75 km², devrait être complètement opérationnel d'ici fin 2023 et couvrir la consommation de 835 000 habitants, chauffage compris. La Région, qui soutient le projet depuis son origine, mise en effet sur les énergies renouvelables pour réduire sa dépendance énergétique sans malmener la planète. Le projet est d'ailleurs accompagné de mesures d'impacts sur la flore et la faune, en particulier sur l'écosystème marin, et a été pensé afin de garantir le maintien de l'activité de pêche.



bretagne.bzh/EMR

Le parc assurera
25% de la production
électrique bretonne.



MONZA



—
Historienne et philosophe française, spécialiste de l'éducation et de la Révolution française, Mona Ozouf a grandi en Bretagne. Une région à laquelle elle est très attachée... et réciproquement. Le nouveau lycée de Ploërmel qui a ouvert ses portes en septembre porte d'ailleurs son nom.

“
**Kerfissien
 est un lieu
 très minéral,
 qui allie âpreté
 et douceur.**
 ”

© L'œil de Paco - Côtes d'Armor Destination



Plouha

Commune des Côtes d'Armor, Plouha accueille les plus hautes falaises de Bretagne. La pointe de Plouha culmine, en effet, à 104 mètres. On peut aussi visiter à l'ouest du village la chapelle de Kermaria-an-Iskuit, célèbre pour sa fresque représentant la danse macabre.

plouha.fr

M

on prénom, Mona, est typiquement breton, et mon nom marital, typiquement normand ! Contrairement aux origines libanaises que l'on me prête

parfois, je suis bien bretonne. Depuis mon enfance, je suis imprégnée par des sentiments de mémoire et de devoir associés à cette origine. Mon père, Jean Sohier, était un ardent défenseur de la culture et de la langue bretonnes. Il a notamment fondé le journal *Ar Falz*.

Je l'ai peu connu, car il est mort quand j'avais 4 ans, mais son souvenir a marqué mon enfance. Si mon père était originaire de Haute-Bretagne, ma mère était née en Basse-Bretagne, à Lannilis, tout comme moi. Un lieu emblématique de notre histoire familiale mais sur lequel je reviendrai plus tard, tant il revêt aujourd'hui une tournure nouvelle.

Mes paysages originels

Au décès de mon père, nous nous sommes installées avec ma grand-mère maternelle à **Plouha**, où ma mère est devenue directrice de l'école maternelle. La cour de l'école devient alors mon premier paysage originel. Je passais mes jeudis et dimanches le front contre la vitre, à regarder ce désert de béton que ma mère humanisera par quelques plantations. Je vivais dans l'attente de retrouver mes camarades. J'ai eu, en effet, une enfance solitaire et recluse. C'est pour cela que j'attendais aussi chaque année les vacances pour retourner à **Kerfissien** (que nous prononçons « Kerfichen », en breton) mon second paysage originel. Là encore, un lieu très minéral, comme je les aime, mais qui allie âpreté et douceur – à l'image, finalement, de ce qu'est la Bretagne. Surtout, je retrouvais là-bas une dizaine d'enfants, ceux des maisons voisines. Il n'y avait plus de contraintes, je pouvais jouer avec mes camarades dans des lieux où l'imagination peut facilement se loger. Tous les rochers avaient des noms : la brioche, le chemin de fer, la fontaine.... Les escalader pour atteindre leur sommet était un véritable rite d'initiation ! Et c'est malheureusement aussi sur la plage de Kerfissien que j'ai appris la déclaration de la guerre, en 1939.

Kerfissien

Situé entre Plouescat et Cléder (Finistère), Kerfichen (Kerfissien) est une anse à mouillage dotée d'une belle plage de sable blanc qui fait le bonheur des plaisanciers. Fêtes, animations et marché dominical estival complètent les joies du bord de mer. Et la maison d'enfance de Mona Ozouf est toujours là.

roscoff-tourisme.com/fr/decouvrir/6-destinations/cleder



© Alexandre Lamoureux



© Donatienne Guillaudeau - Coeur de Bretagne

Forêt de Huelgoat

Surnommée le « Fontainebleau breton », la forêt de Huelgoat est surtout connue pour la curiosité et la beauté de ses rochers, sources de nombreux récits, et pour la rivière d'Argent, domaine des fées. De juillet à septembre, l'ancienne école des filles se transforme en espace d'art et accueille notamment l'Été des 13 dimanches.

francoiselivinec.com/fr/ecoledesfilles/presentationecoledesfilles/0/ecole-des-filles

La rencontre de la Bretagne ancienne et moderne

Autre moment fort de mon enfance : les promenades dans **la forêt de Huelgoat**. J'attendais avec impatience ces sorties, que nous faisions grâce à un ami médecin de ma mère qui avait une voiture, chose exceptionnelle sous l'Occupation. Cette forêt sublime, granitique – encore cet attrait pour le minéral –, est un haut lieu de la Bretagne, aussi bien par sa verticalité (Huelgoat signifie « le bois haut ») que par sa dimension culturelle, car elle est le berceau de l'Histoire et de la légende. Enfant, je l'ai toujours vue sous la pluie ! Heureusement, depuis, je l'ai visitée sous le soleil, grâce à Françoise Livinec qui a créé en 2011, dans l'ancienne école des filles, un centre culturel où elle organise un festival littéraire, « L'Été des 13 dimanches ». Elle m'y invite chaque année et je participe volontiers à ces rencontres dans ce lieu qui allie la Bretagne ancienne et la Bretagne moderne.

La boucle est bouclée

Je passe aujourd'hui les étés en Normandie, dans la Manche, région de mon mari. Je reviens régulièrement en Bretagne et je vois à chaque fois combien évolue mon pays d'origine. Les Bretons sont désormais fiers de leur appartenance. Pour mon père, il fallait faire la guerre à la honte d'être breton et j'ai le sentiment que cette guerre a été gagnée. Parmi les lieux dans lesquels je suis revenue, il y a donc Lannilis. Je garde le souvenir des visites que je faisais à ma grand-mère. Après les vêpres, nous allions au cimetière où elle se recueillait sur les tombes des proches et des jeunes enfants. Mais ce n'était pas triste ! C'est là que j'ai compris que la conversation avec les morts ne s'éteint jamais. Je n'y étais pas retournée depuis, et il y a peu de temps la municipalité m'a contactée : elle souhaitait donner mon nom à l'école communale publique, l'école où ma mère estimait avoir tout appris ! En sa mémoire, j'ai demandé qu'on conserve son nom, Kergroas, et qu'on y accole le mien. Et ça n'est pas tout, cette école est en partie bilingue français-breton ! La boucle est bouclée. Un bel hommage à mes parents.



© Ecole des filles

**Haut lieu
de Bretagne,
la forêt de
Huelgoat
est sublime,
granitique.**

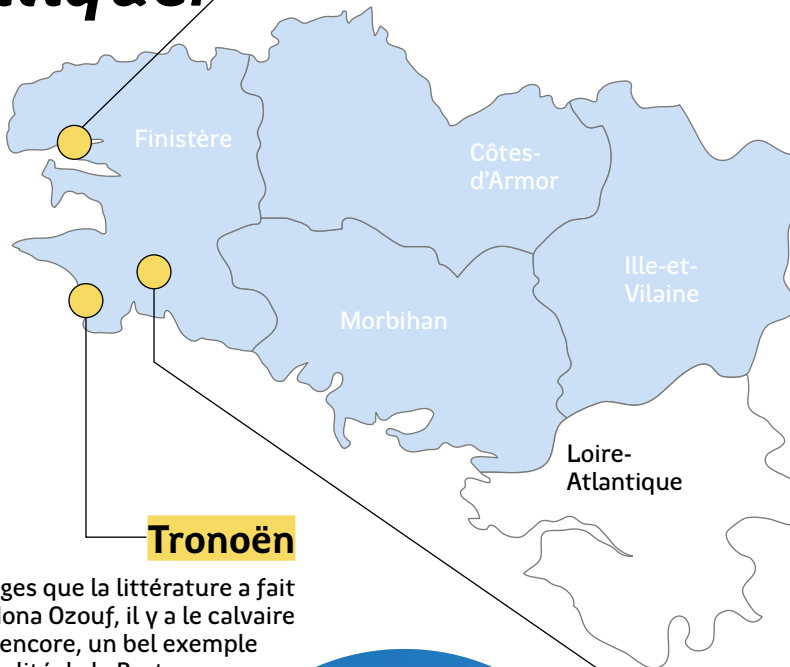
© Simon Cohen



Librairie Dialogues (Brest)

Mona Ozouf a beaucoup fréquenté cette librairie, notamment dans le cadre de rencontres. « C'est un lieu formidable où j'ai toujours reçu un accueil chaleureux de lecteurs avertis. Je garde un souvenir ému de la haute silhouette de mon cousin brestois, m'attendant à la gare où le vent d'ouest vous souffle en pleine figure ! »

librairiedialogues.fr



Tronoën

Parmi les paysages que la littérature a fait découvrir à Mona Ozouf, il y a le calvaire de Tronoën. Là encore, un bel exemple de la minéralité de la Bretagne.

Ce magnifique statuaire est le plus ancien des grands calvaires bretons. Il date du ^{xv}^e siècle, comme la chapelle qu'il jouxte, et son socle représente de nombreuses scènes de la vie de Jésus.

tronoen.net



© Région Bretagne

Quimper

Proche de l'Atlantique, ville ancienne posée le long de l'Odet, dominée par le mont Frugy, Quimper est à la fois monumentale et très paisible. Cité par Mona Ozouf, Julien Gracq, qui y enseigna avant la Seconde Guerre mondiale, disait de Quimper que c'était une ville « particulièrement aimable ».

jose-corti.fr/titres/carnets-grand-chemin.html



© Thibaut Poriel - Tourisme Bretagne

DÉTER, BIEN PLUS QU'UNE SÉRIE TÉLÉ

Pensée pour séduire les jeunes, la nouvelle fiction quotidienne de France TV a pris ses quartiers en Bretagne. Si elle valorise de manière originale et innovante les formations agricoles, la série se démarque aussi par son engagement pour réduire son impact écologique.

Les comédiens débutants de *Déter* ont entre 19 et 23 ans.



S

ilence demandé, ça tourne ! » Depuis le 17 avril dernier, l'ancien lycée agricole d'Étrelles, en Ille-et-Vilaine, est le lieu de tournage de Déter, la nouvelle fiction quotidienne de France Télévision. Diffusée depuis ce mois-ci sur

France-tv Slash, Déter ne fait pas mystère de sa volonté de revaloriser l'image de la filière agricole auprès des jeunes pour leur donner envie de s'y engager. Une véritable mission de service public.

« Un grand feuilleton populaire »

Déter, c'est l'histoire d'un groupe d'élèves d'un vrai-faux lycée agricole qui rêvent de travailler au contact des animaux, au grand air et de s'occuper d'une exploitation. Ils et elles apprennent les maths, le français, mais aussi à conduire un tracteur ou à biberonner les veaux. Le soir, comme tous les jeunes, ils et elles scrollent sur leurs téléphones depuis leur chambre à l'internat. Bref, des ados comme les autres, un pied dans l'enfance, l'autre dans l'âge adulte, mais avec comme projet un parcours original. Au total, 200 épisodes de 7 minutes seront réalisés jusqu'en novembre. Diffusés en streaming, ils seront compilés en format hebdomadaire de 35 minutes pour la télé.

« On espère que cette première saison trouvera son public et aura une suite, souhaite Sened Dhab, directeur de la fiction numérique de France Télévisions. Quand le projet m'a été présenté, j'ai tout de suite senti le potentiel et les enjeux d'un grand feuilleton populaire. »



© Jean-Philippe Baitel - FTV

“
La thématique même de Déter nous connecte à la nature.
”

SENE D HAB, DIRECTEUR DE LA FICTION NUMÉRIQUE DE FRANCE TÉLÉVISIONS

Séduire les jeunes, sans leur mentir

En Bretagne, la série mobilise beaucoup. Et pour cause ! Trente rôles ont été confiés à des Bretonnes et des Bretons, et 82 % de l'équipe technique est également bretonne. Mais les retombées concernent aussi les entreprises puisque 37 prestataires locaux ont été sollicités, pour le transport, la restauration, l'hébergement... Convaincue de l'intérêt de Déter, la Région s'est beaucoup impliquée dans ce projet aux 10 millions d'euros de budget. Outre l'accompagnement de Bretagne Cinéma



pour la préparation matérielle et humaine du tournage, la collectivité a apporté 600 000 euros. Vitré Communauté a, de son côté, contribué à hauteur de 200 000 euros.

Ce qui a séduit, c'est aussi l'approche innovante de la série. Cette production vise les jeunes, dans la veine de la fiction télévisée *Skam*.

La Région, qui finance par ailleurs des formations pour les demandeurs d'emploi vers les métiers de l'agriculture, y a vu l'opportunité de convaincre ce public de prendre la relève des 1600 agriculteurs et agricultrices qui partent chaque année à la retraite. Une relève essentielle : représentant 10 % des personnes en activité en Bretagne, l'agriculture est un secteur clé de l'économie de la région. Malgré ces besoins, le nombre d'élèves dans l'enseignement agricole chute depuis plusieurs années – on en compte environ 15 000 en 2020, soit 2 000 de moins qu'il y a 20 ans. Sans doute par méconnaissance de ces parcours de formation et de leurs perspectives. Avec *Déter*, l'idée est bien de revaloriser les professions agricoles, sans pour autant occulter leurs contraintes. *« C'est une série qui se veut au plus près de la réalité du métier, en prenant en compte sa diversité – la culture comme l'élevage, explique le producteur exécutif Jean-Christophe Rouot. Rien n'est occulté de la difficulté du terrain, mais c'est abordé avec un état d'esprit*

“
C'est une série qui se veut au plus près de la réalité du métier.
”

JEAN-CHRISTOPHE ROUOT, PRODUCTEUR EXÉCUTIF DE *DÉTÉR*



© Jean-Philippe Baltet - FTV

Auréliet et Guillaume, eux, ont vraiment fait de l'agriculture leur métier. Le couple prête son exploitation aux équipes de tournage.

Chaque jour, au total, entre 60 et 100 personnes sont présentes sur le tournage. Une très grande partie de l'équipe technique est bretonne.



© Estelle Chaigne - FTV



© Jean-Philippe Balte-LFTV

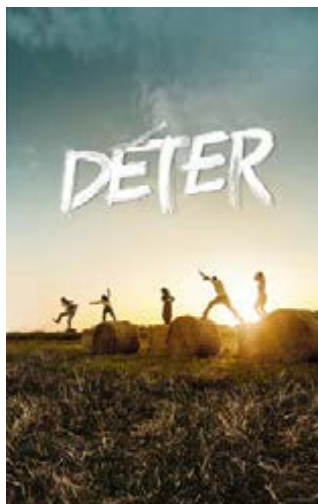
Le tracker solaire (panneau qui suit les mouvements du soleil) vient d'une société d'Ille-et-Vilaine.

positif. » La série met en lumière la complexité des enjeux du monde rural, avec humour et loin des clichés. « Sans dramatiser ni enjoliver, l'agriculture est présentée dans une réalité qui se veut documentaire », ajoute le coproducteur Augustin Bernard.

Un label environnemental

Originale dans sa manière de parler du monde agricole, *Déter* se veut aussi novatrice sur le plan environnemental. Le tournage bénéficie ainsi du label Ecoprod, né fin 2022 de la volonté du monde de l'audiovisuel de s'améliorer en la matière. « L'empreinte annuelle du secteur en France est de 1,7 million de tonnes équivalent carbone, comme une ville de 130 000 habitants. Il faut la réduire ! » souligne Mado Le Fur. L'écomanageuse de *Déter* poursuit une double mission : calculer, sur la durée, l'empreinte carbone du tournage et recommander des améliorations. « Un tracker solaire – un panneau solaire mobile – nous permet d'être quasi autonomes en énergie, explique-t-elle. Nous disposons aussi de récupérateurs d'eau. Pour les décors, nous travaillons avec des recycleries, tout en utilisant des peintures et des produits de maquillage les moins polluants possible. » Une réflexion qui, il y a peu, n'allait pas de soi

sur les plateaux. « La thématique même de *Déter* nous connecte à la nature, souligne Sened Dhab. Cela nous pousse forcément à avoir l'impact écologique le plus minime possible. »



france.tv/slash/deter

Un lycée breton plus vrai que nature

Pas de doute, la série *Déter* sera bien identifiée comme bretonne. Les personnages évolueront dans un établissement portant le nom de « lycée public Anjela-Duval », en référence à la poétesse bretonne de la paysannerie. Les panneaux d'information, eux, sont en trois langues : français, breton et gallo.

EXPRESSIONS POLITIQUES

Comme en dispose la loi du 27 février 2002, un espace de libre expression est réservé dans ce magazine aux groupes politiques constitués au sein de l'Assemblée régionale de Bretagne, au prorata du nombre de leurs élus et élus.

GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE DE BRETAGNE – MAJORITÉ RÉGIONALE

La cybersécurité, une ambition

Nul n'est à l'abri du risque cyber, qui peut affecter tant les particuliers que les collectivités, les entreprises que les associations. La récente attaque informatique subie par le CHU de Rennes démontre combien nous sommes fragiles face à la multiplication d'actes malveillants. En dernier ressort, la cybersécurité constitue un enjeu majeur de souveraineté, de démocratie et de libertés individuelles.

Voici une dizaine d'années que la Région a impulsé une dynamique afin de faire de notre territoire un acteur majeur à l'échelle nationale dans ce champ d'activité. Y ont en particulier concouru le Pacte d'avenir pour la Bretagne, la création du Pôle d'excellence cyber en vue de faire converger les enjeux civils et militaires, enfin la stratégie cyber qui, initiée par notre collectivité, s'est traduite par des engagements forts sur la formation, la recherche et le développement du tissu industriel.

Les résultats sont au rendez-vous. En Bretagne aujourd'hui, la filière cyber représente plus de 8 000 emplois (hors activités militaires) dans 160 entreprises et génère 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Incontestablement, notre région s'est imposée en France comme une place forte dans ce secteur à très forte valeur ajoutée.

Pour autant, il ne s'agit pas de se reposer sur ses lauriers. En juillet dernier, le président Loïc Chesnais-Girard a fixé le cap d'ériger notre région en leader européen dans ce domaine. Ce qui implique un doublement du nombre d'emplois, et, partant, un effort conséquent pour faire mieux connaître les métiers du cyber, notamment auprès des femmes. Les outils qui permettront cette montée en puissance sont désormais connus. D'abord, le CSIRT (Centre de réponse à incidents cyber) va très vite voir le jour, avec l'ambition de s'imposer, en quelque sorte, comme le SAMU du monde cyber breton. Il viendra en appui des collectivités et PME bretonnes victimes de cyberattaques, qui pourront faire appel à lui gratuitement. Ensuite, nous allons nous attacher au développement du Campus Cyber afin de répondre aux besoins croissants de formation. Au-delà, le but est aussi, souligne Jérôme Tré-Hardy, conseiller régional délégué à la cybersécurité, que « chacun se sente concerné » alors que 100 % des entreprises et acteurs publics devront être aux standards de la sécurité numérique en 2030.

Enfin, nous avons la volonté de renforcer encore notre soutien, déjà conséquent, aux acteurs économiques. À noter à ce propos l'entrée en vigueur de l'EDIH (European Digital Innovation Hub) – le nouveau guichet régional destiné à accélérer la transformation numérique des PME, ETI et collectivités bretonnes en les accompagnant sur les volets cybersécurité et intelligence artificielle.

Au final, il faut se réjouir de la grande cohérence de ce plan de développement ambitieux, qui vise à créer les conditions d'une consécration bretonne à l'échelle européenne dans un secteur d'activité hautement stratégique.

socialdemocrate.bzh@gmail.com

GROUPE HISSONS HAUT LA BRETAGNE – DROITE, CENTRE ET RÉGIONALISTES

La Bretagne est historiquement dépendante en énergie. Par l'adoption du Pacte électrique breton en 2010, elle a initié une volonté d'augmenter sa production. L'Exécutif souhaite désormais atteindre l'autonomie énergétique. Ceci nécessite d'abord de bien évaluer les besoins (hypothèses hautes et basses). Cet objectif risque en outre de se heurter au fait que la Bretagne compte l'atteindre grâce à un effort massif de production d'énergie renouvelable (multiplié par 7 à effectuer d'ici 2040 par rapport à 2012). Ces énergies étant dépendantes des conditions météorologiques, elles sont produites de façon intermittente et ne permettent donc pas une réelle autonomie énergétique. Concrètement, la Région a planifié une augmentation de production d'énergie provenant de l'éolien terrestre (× 3 à l'horizon 2050 par rapport à cette année) et pour l'éolien en mer par 5. Il en va de même pour le photovoltaïque – elle devrait aussi selon nous soutenir la méthanisation à la ferme qui favorise l'autonomie énergétique des exploitations et améliore le revenu des agriculteurs. Le développement de ces énergies renouvelables va nécessairement exiger de nombreuses zones d'implantation qui vont impacter nos territoires.

Plus que jamais, ne reproduisons pas les erreurs du passé et n'imposons pas « d'en haut » des projets qui ne sont pas acceptés localement.

En matière d'énergie, il est plus que temps pour la Région Bretagne de se doter d'une politique globale ambitieuse, réaliste et partagée.

02 99 20 52 45

X/Twitter : @Hissonshautbzh / Facebook : HissonshautLaBretagne

GROUPE NOUS LA BRETAGNE – NI BREIZHIZ – CENTRISTES, DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET EUROPÉENS

Le bilan touristique apparaît très positif pour cet été avec aussi un réel succès des nombreux festivals bretons. La Bretagne sait être accueillante et ouverte. Nous faisons confiance aux élus locaux pour que le tourisme source d'activité importante soit maîtrisé et adapté, sans nuire à l'accueil des habitants permanents. Il nous faut collectivement travailler à un équilibre de vie permettant à chacun d'y trouver travail, logement et bien-être. La Bretagne avec son climat, son patrimoine naturel et historique dispose de tous les atouts pour bâtir un tourisme respectueux des femmes, des hommes et de leur environnement.

Nos lycéens, apprentis et étudiants ont repris le chemin des formations dans une académie où les taux de réussite aux examens font honneur tant aux élèves qu'à toutes les communautés éducatives. Nous souhaitons à notre jeunesse, succès et épanouissement avec un prolongement professionnel dans notre région.

groupe.nouslabretagne@gmail.com

06 33 82 36 45

X/Twitter : @NousLaBzh/Facebook : NousLaBzh

GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL

Depuis 2021, le Conseil régional de Bretagne est pollué par les discours toxiques d'élus prétendant « écolos ». Adeptes de l'écologie punitive, ils s'érigent au rang de juges et lancent des fatwas permanentes. Ils ne se contentent pas de combattre le sapin de Noël, le Tour de France, le Salon de l'élevage (SPACE), la Patrouille de France ou la pêche dans les étangs de Rennes, ils s'en prennent systématiquement à nos activités créatrices de richesses, celles qui permettent aux Bretons de vivre et de travailler chez eux, comme on l'a vu avec Bridor à Liffré. Le Président de Région L. Chesnais-Girard relaie maladroitement leur discours mais il ne courra jamais assez vite derrière ces ayatollahs de la verdure ! Rappelons-le sans cesse : la Bretagne est forte de son agriculture, de sa pêche, de son attractivité touristique et de son industrie !

groupernbretagne@gmail.com - Retrouvez-nous sur Facebook et X/Twitter: @GillesPennelle/@RNBretagne

GROUPE BREIZH A-GLEIZ – AUTONOMIE, ÉCOLOGIE, TERRITOIRES

Qu'est-ce qu'être Bretonne ou Breton ? Le parcours de vie et la pensée lumineuse de l'historienne et philosophe Mona Ozouf, fille d'un pionnier de l'enseignement du breton dans les écoles publiques, apportent une réponse limpide. Être Bretonne ou Breton, c'est concilier l'enracinement et l'ouverture, c'est vouloir connaître, partager et transmettre une identité originale qui s'est construite sur une période très longue, plus d'un millénaire, dans un dialogue constant avec le monde. Cette identité bretonne, à quoi sert-elle ? À être soi-même parmi les autres. N'est-ce pas là le sens même de l'existence ?

breizhagleiz@bretagne.fr

X/Twitter : @Breizhagleiz / Facebook : Breizh a-gleiz

GROUPE BRETAGNE MA VIE

Le droit au logement doit être une réalité. La loi Kasbarian est la honte de la République. Elle favorise le fait de remettre à la rue des femmes et hommes qui peuvent squatter des espaces complètement vides tels des hangars inoccupés, sans contrôle du juge. La sacralisation absolue du droit de propriété contre le droit d'avoir un toit va à contre-sens de l'histoire, à l'heure où plus de 3,1 millions de logements sont vacants, et où le nombre de sans-logis et de demandes HLM n'a jamais été aussi important depuis cinquante ans.

bretagnemavie@gmail.com

bretagne-ma-vie.bzh

GROUPE COMMUNISTES ET PROGRESSISTES

Nous considérons que la voie professionnelle est une chance pour les jeunes, les territoires et notre économie, et c'est à ce titre que

la Région Bretagne se mobilise pour garantir le droit à l'éducation et à la formation dans nos lycées professionnels. En cela, la réforme de la voie professionnelle engagée par le gouvernement n'est pas à la hauteur pour garantir un enseignement professionnel public émancipateur.

maud.jan@bretagne.bzh

X/Twitter : @PC_ProgressBZH / Youtube :

@eluescommunistesetprogress6133

GROUPE AUTONOMIE ET RÉGIONALISME

L'investissement dans les TPE bretonnes repart à la hausse depuis le début de l'année. C'est un bon signe pour la vitalité de nos bourgs. La Région Bretagne est au rendez-vous pour les accompagner jusqu'à 40 000 € lorsque l'investissement est générateur de créations d'emplois.

P. Molac, K. Hulaud, Ch. Troadec

paul.molac@bretagne.bzh

02 99 20 52 38

GROUPE LES ÉCOLOGISTES DE BRETAGNE – ÉKOLOGOURIEN BREIZH

Pour relever le défi de la transition écologique, le numérique peut être un levier puissant mais pas à n'importe quelle condition. Pour que la dématérialisation reste une solution et non un problème, agissons en priorité sur la lutte contre l'obsolescence programmée, l'illectronisme, et la surconsommation énergétique.

06 76 88 24 27

GROUPE ÉCOLOGISTES

Énergie : comment passer au vert ? Il est urgent d'accompagner des projets respectueux de l'environnement dans leur globalité. L'énergie est un sujet prioritaire mais il ne s'agit pas simplement de repeindre des projets en vert... Pensons de manière globale et démocratique. Pour le respect du vivant, pour notre avenir.

lucie.montier@bretagne.bzh

Adresse postale des groupes politiques
du Conseil régional de Bretagne :

283, avenue du Général Patton

CS 21101

35711 Rennes cedex 7

Le Président

Avis n° 20241445 du 18 avril 2024

Monsieur [REDACTED] pour l'association « Costour Poumon Vert en Finistère », a saisi la Commission d'accès aux documents administratifs, par courrier enregistré à son secrétariat le 16 février 2024, à la suite du refus opposé par le président de Brest métropole à sa demande de communication de l'audit de la rénovation du stade actuel Francis Le Blé dans le cadre du projet de construction du nouveau stade au Frouvien.

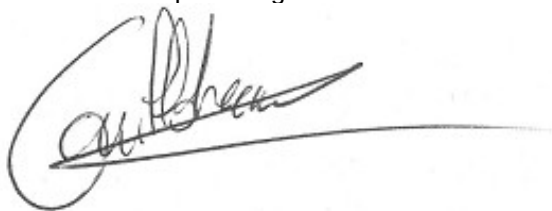
En l'absence de réponse de l'administration à la date de sa séance, la commission rappelle que les rapports d'inspection, d'audit et autres diagnostics demandés par une personne publique ou une personne privée chargée d'une mission de service public, dans le cadre de l'exercice de cette mission, revêtent le caractère de documents administratifs communicables à toute personne qui en fait la demande, en application de l'article L311-1 du code des relations entre le public et l'administration, sous réserve, d'une part, qu'ils soient achevés, c'est-à-dire qu'ils aient été remis à leur commanditaire et, d'autre part, qu'ils soient dépourvus de caractère préparatoire.

Elle précise que de tels rapports ne peuvent revêtir un caractère préparatoire, au sens des dispositions du livre III du code précité, que lorsqu'ils sont destinés à éclairer l'autorité administrative en vue de prendre une décision administrative déterminée et que cette décision n'est pas encore intervenue, ou que l'autorité administrative n'a pas manifestement renoncé à la prendre. Dans un tel cas, le caractère préparatoire d'un rapport s'oppose en principe à la communication immédiate de l'ensemble de son contenu, à moins, toutefois, que les éléments de ce rapport préparant une décision ultérieure ne soient divisibles de ses autres développements. En outre, lorsqu'un projet comporte des phases distinctes donnant lieu à l'édiction de plusieurs décisions successives, il importe d'identifier la nature des pièces dont le caractère préparatoire est levé par l'intervention de chacune de ces décisions.

Cette communication ne peut, par ailleurs, intervenir que sous réserve de l'occultation ou de la disjonction des passages qui porteraient atteinte à l'un des intérêts protégés par les articles L311-5 et L311-6 du code des relations entre le public et l'administration, en particulier le secret des affaires protégé par l'article L311-6 du code précité.

En l'espèce, la commission, qui n'a pas pu prendre connaissance du rapport sollicité, émet, un avis favorable à sa communication, sous ces réserves.

Pour le Président
et par délégation

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Laëtitia Guilloteau', is written over a faint, horizontal line. The signature is fluid and cursive.

Laëtitia GUILLOTEAU
Rapporteure générale adjointe

Oui, le stade Francis le Blé est **centenaire** et ses aménagements ne sont plus suffisants. Il doit **évoluer, comme il l'a toujours fait**. Pour accueillir des rencontres européennes, **il faut qu'il passe d'une catégorie 2 à 4**.

Deux scénarios de rénovation sont possibles, l'un avec une restructuration complète, et l'autre avec la rénovation de trois tribunes sur quatre, dite «Fer à Cheval »



image : atelier Xavier Lauzeral



2 453 m2	1 700 €	4 170 000 €
195 m2	2 200 €	430 000 €
3 883 m2	2 200 €	8 540 000 €
1 216 m2	1 800 €	2 190 000 €
187 m2	1 200 €	220 000 €
7 934 m²	1 960 €	15 550 000 €
4 525	3 436 €	

image : atelier Xavier Lauzeral

Budget

Les scénarios sont **entièrement chiffrés et détaillés**, et la démolition des tribunes actuelles est prise en compte. On a un coût total estimé à **50 ou 60 millions d'euros** selon le scénario choisi, c'est à dire **deux fois moins** que la construction de l'Arkéa Park

	Scénario 1 Restructuration complète			Scénario 2 Fer à Cheval		
	SDO (m2)	Ratio €/m2	Montant € HT	SDO (m2)	Ratio €/m2	Montant € HT
BATIMENT						
Restructuration tribune FOUCAULD						
RDC / vestiaires			- €			- €
R+1			- €			- €
Provision pour réaménagements divers et structurels	1	forfait	3 000 000 €	1	forfait	3 000 000 €
Sous total FOUCAULD			3 000 000 €			3 000 000 €
<i>nb places</i>	-			-		
Construction tribune Arkea (hors mobiliers et équipements)						
Gradins couverts	2 453 m2	1 700 €	4 170 000 €	2 053 m2	1 700 €	3 490 000 €
Annexes sportives	195 m2	2 200 €	430 000 €	195 m2	2 200 €	430 000 €
Annexes VIP	3 883 m2	2 200 €	8 540 000 €	2 425 m2	2 200 €	5 330 000 €
Annexes spectateurs	1 216 m2	1 800 €	2 190 000 €	1 137 m2	1 800 €	2 050 000 €
Annexes d'exploitation et locaux techniques	187 m2	1 200 €	220 000 €	187 m2	1 200 €	220 000 €
Sous total ARKEA	7 934 m²	1 960 €	15 550 000 €	5 996 m²	1 921 €	11 520 000 €
<i>nb places</i>	4 525	3 436 €		3 825	3 012 €	
Construction tribune Quimper (hors mobiliers et équipements)						
Gradins couverts	1 221 m2	1 700 €	2 080 000 €	1 221 m2	1 700 €	2 080 000 €
Annexes VIP	1 800 m2	2 200 €	3 960 000 €	2 500 m2	2 200 €	5 500 000 €
Annexes spectateurs	1 200 m2	1 800 €	2 160 000 €	1 200 m2	1 800 €	2 160 000 €
Annexes service et sécurité (PC sécurité)	436 m2	2 000 €	870 000 €	0 m2	2 000 €	- €
Sous total QUIMPER	4 657 m²	1 948 €	9 070 000 €	4 921 m²	1 979 €	9 740 000 €
<i>nb places</i>	2 270	3 996 €		2 270	4 291 €	

Construction tribune PLEIN CIEL						
déambulatoire R +1	210 m²	1 000 €	210 000 €	0 m²	1 000 €	- €
Gradins couverts	1 066 m²	1 700 €	1 810 000 €	0 m²	1 700 €	- €
Annexes spectateurs	436 m²	1 800 €	780 000 €	0 m²	1 800 €	- €
Sous total PLEIN CIEL	1 712 m²	1 636 €	2 800 000 €	0 m²		- €
<i>nb places</i>	2 100	1 333 €		-		
TOTAL BATIMENT	14 302 m²	2 127 €	30 420 000 €	10 917 m²	2 222 €	24 260 000 €
AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS						
Parvis	4 570 m²	150 €	685 500 €	4 570 m²	150 €	685 500 €
voirie	3 200 m²	300 €	960 000 €	3 200 m²	300 €	960 000 €
cheminements piétons		40 €	- €		40 €	- €
autres espaces		40 €			40 €	
TOTAL AMENAGEMENTS EXTERIEURS	7 770 m²	212 €	1 645 500 €	7 770 m²	212 €	1 645 500 €
MOBILIERS ET EQUIPEMENTS						
Mobilier locaux (salon, loges, ...)	1	forfait	400 000 €	1	forfait	400 000 €
Equipements des offices	1	forfait	800 000 €	1	forfait	1 000 000 €
Eclairage aire de jeux	1	forfait	1 400 000 €	1	forfait	1 400 000 €
Vidéosurveillance et contrôle d'accès	1	forfait	300 000 €	1	forfait	300 000 €
Sonorisation	1	forfait	350 000 €	1	forfait	350 000 €
Ecran géant	1	forfait	300 000 €	1	forfait	300 000 €
Sièges grand public	10 033,00	50 €	500 000 €	10 450,00	50 €	520 000 €
Sièges VIP	3 862	110 €	420 000 €	3 362	110 €	370 000 €
Pupitres presse		200 €	- €		200 €	- €
Ascenseur	6	60 000	360 000 €	6	60 000	360 000 €
TOTAL MOBILIERS ET EQUIPEMENTS			4 830 000 €			5 000 000 €
SUJETIONS SPECIALES						
Démolition tribune	1	forfait	1 200 000 €	1	forfait	1 200 000 €
Désamiantage (provision en attendant les diagnostics)	1	forfait	550 000 €	1	forfait	550 000 €
Fondations spéciales	14 302	80 €	1 144 182 €	10 917	80 €	873 372 €
Développement énergies renouvelables	1	forfait	3 000 000 €	1	forfait	3 000 000 €
TOTAL SUJETIONS SPECIALES			5 894 182 €			5 623 372 €
TOTAL TRAVAUX BATIMENT + AMENAGEMENTS EXTÉRIEURS + MOBILIERS + SUJETIONS SPECIALES		2 992 €	42 789 682,40		3 346 €	36 528 872,00
HONORAIRES DIVERS						
Honoraires de maîtrise d'œuvre + SSI + HQE	42 789 682 €	12,5%	5 350 000 €	36 528 872 €	12,5%	4 570 000 €
Missions complémentaires (EXE, VISA, OPC...)	42 789 682 €	2,0%	860 000 €	36 528 872 €	2,0%	730 000 €
Contrôle Technique	42 789 682 €	0,6%	260 000 €	36 528 872 €	0,6%	220 000 €
Mission SPS	42 789 682 €	0,4%	170 000 €	36 528 872 €	0,4%	150 000 €
TOTAL HONORAIRES DIVERS		15,5%	6 640 000 €		15,5%	5 670 000 €
FRAIS DE MAITRISE D'OUVRAGE						
MOA déléguée		2,0%	860 000 €		2,0%	730 000 €
AMO programmation		Forfait	300 000 €		Forfait	300 000 €
Indemnités de concours (3 concurrents - niveau esquisse)		Forfait	340 000 €		Forfait	290 000 €
Frais de reprographie et de publicité		Forfait	20 000 €		Forfait	20 000 €
Frais de raccordement		Forfait	30 000 €		Forfait	30 000 €
Mesures acoustiques		Forfait	5 000 €		Forfait	5 000 €
Sondages et relevés		Forfait	30 000 €		Forfait	30 000 €
Assurances		1,5%	640 000 €		1,5%	550 000 €
TOTAL FRAIS DE MAITRISE D'OUVRAGE		5,2%	2 225 000 €		5,4%	1 955 000 €
ALEAS SUR TRAVAUX		10,0%	4 278 968 €		10,0%	3 652 887 €
ALEAS LIES A LA CONTINUITE D'EXPLOITATION		8,0%	3 423 175 €		8,0%	2 922 310 €
Dépense €HT Constant (valeur 12/2022)			59 356 825 €			50 729 069 €
Total Dépense €TTC Constant (valeur 12/2022)			71 228 190 €			60 874 883 €

Capacité

La capacité du stade se maintient avec un total de **plus de 14 000 places**. Et surtout, on améliorerait le **confort d'observation**.



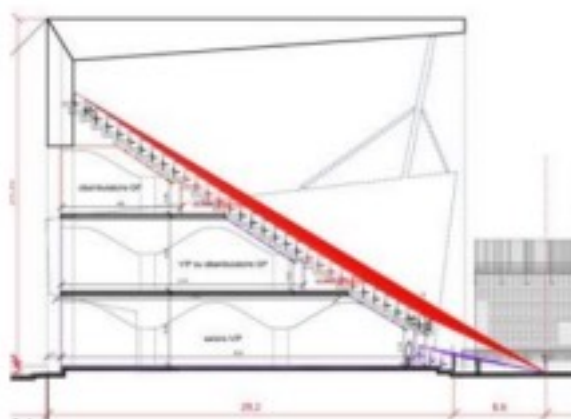
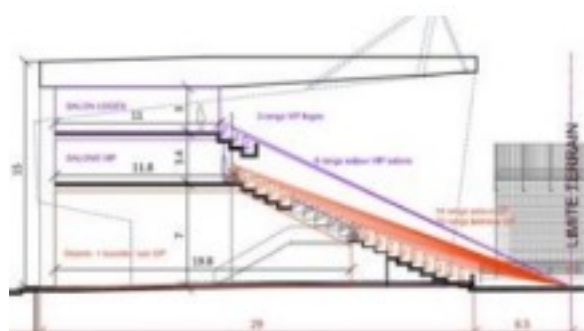
image : atelier Xavier Lauzeral

COMPARAISON DES JAUGES

Tribunes	actuel	Scénario 1	Scénario 2
tribune Foucauld	5328	5328	5328
loges	192	192	192
officiel	36	36	36
honneur	1424	1424	1424
grand public	3348	3348	3348
debout	250	250	250
presse écrite	41	41	41
radio	17	17	17
régie TV	17	17	17
panneau led	3	3	3
tribune Arkea	6554	4 525	3 825
loges		690	490
salons		810	510
grand public	6554	3 025	2 825
tribune plein ciel	2717	2 100	2 717
public	2021	1 650	2 021
visiteurs	696	450	696
tribune Quimper	1105	2 270	2 270
public	1105	1 560	1 560
salons		710	710
total places assises	15704	14 223	14 140
Personnel			
TOTAL	15704	14223	14140

COMPARAISON DES ESPACES RECEPTIFS

Tribunes	actuel	Scénario 1	Scénario 2
total VIP	1 652	3 862	3 362
tribune Foucauld	1652	1652	1652
tribune Arkea		1 500	1 000
tribune Quimper		710	710
total grand public	13 724	10 033	10 450
total pesage	250	250	250
presse	78	78	78
	15 704	14 223	14 140
espaces réceptifs			
tribune Foucauld			
grand salon	780	780	780
loges	162	162	162
salon R+1	120	120	120
tribune Arkea			
loges			1 176
salon			1 275
salon vue terrain et rue		2177	
salon vue rue		1065	
tribune Quimper			
salons vue rue et terrain		1800	1800
salon niveau 3			700
Total m2 de salons	1062	6104	6013



Responsabilité

L'étude a réfléchi aux **contraintes** liées à l'emplacement du stade et conclut qu'elles sont **surmontables**. Ainsi le stade rénové pourra **respecter la réglementation** et accueillir des **rencontres européennes**.



image : Atelier Xavier Lauzeral

Les risques à l'échelle de la commune et du site sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

Risques	Commune	Site
Risques naturels		
Feu de forêt	NON	NON
Inondation	OUI	(Pas de données carto)
Rupture de barrage	NON	NON
Submersion marine	OUI	NON
Avalanche	NON	NON
Volcanique	NON	NON
Retrait gonflement d'argile	OUI (faible)	NON
Cavités souterraines	OUI	NON
Éboulement, chutes de pierres et de blocs	OUI	NON
Mouvement de terrain	OUI	NON
Sismique	OUI (Modéré)	OUI (Modéré)
Radon	OUI (Important)	OUI (Important)
Risques technologiques		
Transport de marchandises dangereuses	OUI	NON
Activités industrielles	OUI (important)	OUI
Nucléaire	NON	NON
Minier	NON	NON
Pollution des sols	OUI	OUI

Objet	Importance	Suite à donner
Distances zone de sécurité pas conformes	majeur	Recul Pas de solution dans l'emprise actuelle. Solutions à long terme sur les tribunes modulaires, mais pas sur la tribune Foucauld. A noter que pour la tribune Quimper le règlement fédéral a évolué après le dépôt du Permis de Construire : passage d'une exigence de 6,50 m à 7 m
Objets publicitaires dans zones de sécurité	majeur	Traité en 2023, la dérogation est écartée
Distance non conforme de la zone VIP et pas complètement close	majeur	Pas de solution dans l'emprise actuelle.
Contrôle éclairage (vertical et alimentation de substitution --> EDF ?) + formation électricien aux opérations de By-pass de l'ondulateur	majeur	Sujet traité pour la partie contrôle des éclairages. Formation by-pass programmée en septembre 2023
Dégagements en synthétique alors que le règlement 2021 impose 1,5 m avec le même revêtement	mineur	Estimation de l'investissement nécessaire : 150 000 €
Surface 2ème vestiaire arbitre insuffisante (9 m² au lieu de 12 m²)	mineur	Solution si réaménagement des espaces sous tribune Foucauld
PV d'essai de la pelouse	mineur	Réalisé

Récapitulatif des reculs par rapport aux lignes de touche/corner

Fosse pied Foucauld 4,20m au lieu de 5m
Plein Ciel 4m40 au lieu de 7m
Tribune Quimper 6m50 au lieu de 7m

Principaux axes pourvoyeurs de points pour la licence club

Mise en conformité éclairage	Majeur = 400 points	Travaux sur l'axe des éclairages horizontaux. Estimation 120 K€. En accord avec le club cette opération n'est pas priorisée
Surface des vestiaires visiteurs insuffisante	Mineur (50)	Possible si réaménagement complet des espaces sous la tribune
Espace presse sous la tribune Foucauld (à passer de 25 à 46 places)	Mineur (50)	Optimiser l'espace actuel dans la largeur. Non programmée
Espace presse en haut de Foucauld (enclaves consultants à passer de 2 places à 3 places)	Mineur (50)	Réalisable en régie

Bref, **la rénovation, c'est possible**, sans détruire d'école ou de terres agricoles, pour **continuer à faire vivre Francis Le Blé** !

Essai de voir les chiffres en face :

en incluant une passerelle qui sera probablement indispensable quand tout sera construit et que l'on constatera que cela ne fonctionne pas comme voulu (dossier 3-1-B-4-annexes-février 2025" p.475 :

«... si ce schéma de stationnement impacte trop fortement le réseau viaire des abords du stade, des marges de manœuvre devront être mobilisées pour réaménager les accès au stade ... ».

Donc pour résoudre les problèmes de circulation et les dangers induits (conflits d'usage, accident, blocage ou allongement secours en transit etc.) par la piétonisation prévue du Bd. FanchMitt devant Ikea-LeroyMerlin (et donc base des chiffrages et pourcentages SANS cette passerelle).

Les problèmes de circulation vers et autour de FLB + stationnements ne seront pas seulement simplement reportés vers tout Coataudon-Keradrien-Botsporn-Kerlaurent++ mais étendus-cumulés-aggravés du fait de la superposition des trafics sur des axes et noeuds de circulations sensibles de la zone (et que tout le monde "déguste" déjà) par **l'incitation faite à utiliser la VOITURE INDIVIDUELLE** (même à 2,5 p./véhicule) en la constatant **"OBLIGÉE D'UTILISATION"** pour la major part des abonnées (Mémoire réponse p.49/283). Cela est donc un postulat de base de la pensée des initiateurs, omniprésent et "justifié" dans ce dossier à de multiples reprises. Ce qui disqualifie à mes yeux ce volet de l'étude.

Provenance d'argent mobilisé

par importance décroissante :

% du total "global" 141 M€

1) Prêt sur 50ans garanti à 50% par BM	39,0 M€	
2) Subventions (argent public)	30,2 M€	
3) Holdisports (majorité LE SAINT)	15,5 M€	10,6%
4) Avance loyer 20ans	15,0 M€	
5) SEMs (majorité publique)	3,8 M€	
6) Financement participatif	1,5 M€	
7) Autres actionnaires potentiels	1,0 M€	0,7%
8) CCI	0,5 M€	
Sous-total "... park"	106,5 M€	
_ 9) Infrastructures minimales (argent public)	16,5 M€	
10) Passerelle (argent public) (selon estim)	18,0 M€	
Sous-total "aménagements publics"	34,5 M€	
Total "global"	141,0 M€	100,0 %
dont capitaux privés	19,8 M€	14,4%
dont argent public (hors CCI et 51% des SEM	51,9 M€	36,8%
Argent public + garantie appelée		
en cas de défaillance sur rbt. prêt		
50% de 39M€	(jusqu'à) 71,4 M€	72.1%

Est-ce que cet "investissement" majoritairement public est réellement justifié ?

Pour moi, la prudence commande de demander une analyse indépendante de la cour des comptes régionale sans parti pris pour permettre au public de se prononcer en connaissance de cause AVANT de commencer les travaux.

Surtout aussi pour réellement comparer entre réhabilitation de Francis Le Blé AVEC opportunités pour le reste des quartiers autour et - en face - le projet ...-park.

Il faut que la MRAe et le SAGE soient re-consultés sur la base des "compléments apportés" pour vérifier en toute impartialité et dans l'intérêt public la pertinence de ces compléments fournis – qui pour moi apparaissent apaisant sur le papier mais pas tant que cela quand on commence à gratter un peu.

Je souhaite la tenue de réunions publiques dans un format démocratique où des personnes compétentes et respectueuses débattent avec des arguments étayés car il s'agit ici d'un projet autre que purement sportif et qui, de ce fait, est largement politique.

N'oublions pas qu'ici, en 2022 ou 2023, il y a eu une MENACE de la part des "preneurs de subventions publiques" de se retirer des clubs s'ils n'obtenaient pas gain de cause - est-ce d'intérêt public de céder à ce genre de procédé ?

Moi, j'appelle ça plutôt un Hold-up "sport" - ou un piratage sur le bien commun.

Le danger est de valider, à travers ce projet, une prise de pouvoir bien plus vaste qu'il n'y paraît - je donne cet exemple d'actualité : pas plus tard qu'hier, 17 avril 2025, le PDG de Safran (en parlant de Rennes) a annoncé qu'il n'implantera plus de nouvelles usines dans des villes où "les écologistes" détiendraient la mairie : 2026, je t'entends venir.

Cela veut dire que l'argent impose, par le biais des emplois, sa volonté aux populations avec une violence non-dissimulée.

1789, les lumières et l'idée de progrès véritable (social, humain, sciences du vivant et non du prochain I-phone) sont déjà loin ...

Le business "couleur sport" est érigé en une véritable religion qui prétend soumettre quiconque à son projet de "société" et demande à ce que l'on érige une 'cathédrale' à la gloire du "progrès" (celui de l'I-phone, des SUV etc.) - sinon nous allons souffrir toutes les souffrances promises dans " l'enfer écologiste ".

Le sport et le dépassement de soi sont de belles valeurs ... non boursières et qu'il faut soutenir mais pas non plus se soumettre à elles seules en oubliant toute mesure et proportionnalité, de raison et de prudence.

Il faut au moins une prolongation de l'enquête pour permettre aux citoyens de réellement lire une partie des plus de mille pages

Un habitant de Lambézellec-les-plages (de goudron)

Nouveau stade au Frotven: pourquoi c'est non

De quoi parle-t-on ?

Une zone de dix-huit hectares constituée de terres agricoles et naturelles située au Frotven, sur la commune de Guipavas, est concernée par ce projet de nouveau stade.

Il s'agit en réalité d'un projet privé de création d'un **complexe de loisirs** fonctionnant 365 jours par an. Il doit comprendre 3500 places en loges VIP (3000 de plus que dans le stade actuel) mais aussi une « halle gourmande » avec un restaurant panoramique, une brasserie, une cave et des bars, 2000m² dédiés aux loisirs, une crèche, un musée du club, et même une tyrolienne et un escape game...

Il doit prendre le nom de l'Arkéa Park, du nom de son « sponsor » principal (Arkéa Banque Entreprises & Institutionnels, filiale du Crédit Mutuel Arkéa).

Qui en est propriétaire ?

Nommée "Frotven Park", la société privée de projet (une SAS) a été constituée le 17 décembre 2024 par Holdisports, la holding de Denis et Gérard Le Saint qui possède déjà la SASP Stade Brestois 29.

De l'argent public dans un projet privé

Au capital de départ (6,5 millions d'euros) ont été versés : 500.000 euros par la CCI Finistère et 2 millions d'euros par trois sociétés d'économie mixte dont la métropole est actionnaire : Brest'Aim, Brest Métropole Aménagement (BMA) et la SEMPI. Le montage comprend aujourd'hui au moins 30 millions d'euros de subventions publiques, sans compter les plus de 10 millions d'euros d'aménagement nécessaires autour du stade.

Impact environnemental trop important

- L'eau

Les 18 hectares concernées sont autant de terres d'infiltrations naturelles. Le projet présente 5 hectares de sols complètement imperméabilisés (parkings..) qui alimente 15 à 20% de Brest". Il y a un risque de pollution chronique et accidentelle par cette imperméabilisation des sols d'autant que se situe à proximité, au cœur de la vallée du Costour, un large réservoir artificiel au milieu du bois fournit une part conséquente de l'eau potable de Brest (20 %).

Trame verte

La zone est déjà fortement urbanisée mais est ce une raison pour y construire toujours plus ? Préserver le peu d'espaces naturels restants, les espèces végétales et animales présentes, y est d'autant plus primordial.

Le risque est grand de fragiliser encore davantage la connexion entre le vallon de Stang Alar et la vallée du Costour, deux espaces naturels de grande

qualité en bordure de l'agglomération. Les animaux sauvages ont pourtant besoin d'une « trame verte », une continuité de lieux refuges leur permettant de circuler.

Voitures : engorgement et stationnement

Avec ce projet, on repart vers le « tout voiture », avec de grands parkings et un congestionnement du trafic le soir et les week-ends dans une zone déjà chargée. En mai 2024, une étude sur la fréquentation du stade Francis-Le Blé et les projections de part modale de la voiture dans le schéma d'accessibilité au futur « Arkéa Park » du Frotven ont montré que les besoins en places de stationnement sont estimés à 4 980 places pour les 15 000 spectateurs car le tramway seul ne pourra les transporter tous. Seules 1 350 places de stationnement seront prévues autour du stade. Ou iront stationner les autres voitures ?

Rénovation du stade actuel Francis Le Blé possible

Une pré-étude de faisabilité, commandé par la ville de Brest en 2023 a démontré que la mise en conformité du stade avec les exigences des institutions du football est possible, moyennant, selon les scénarios, un investissement de 50 à 60 millions d'euros.

Mais comme le stade Francis Le Blé est communal, les dirigeants du Stade Brestois refusent de payer « un centime » pour sa rénovation.

Un stade Francis Le Blé, rénové en centre-ville, permettrait pourtant de développer encore plus une vraie vision d'avenir du territoire moins liée à l'usage de la voiture. Un stade en ville, on y vient à pied, en transports en commun, en vélo...

Rénover le stade Francis-Le Blé reste la solution, car elle est moins coûteuse, et elle correspond à l'histoire et l'identité sportives brestoises.

Dialogue territorial non abouti

Le débat démocratique démocratique avec les Brestoises et les Brestois et tous les habitants de la métropole autour des questions essentielles autour de ce projet de nouveau complexe au Frotven :

- Est il vraiment de l'intérêt général ?
- Est vraiment un besoin pour le territoire ?

À l'heure où les collectivités locales font face à de grands problèmes budgétaires, l'intérêt général c'est de sauver les services publics (ex: rénover les équipements sportifs : gymnases, stades et piscines), pas de financer des projets privés.

L'urgence sociale et climatique nous oblige aussi à investir pour y faire face. Le projet qui nous est présenté, imaginé il y a plus de 20 ans, est un projet climaticide... Alors que chacun.e est amené à faire des efforts, à changer ses habitudes, à limiter son empreinte carbone. Alors que la collectivité elle-même se dote d'un budget carbone qui mesure son impact climatique, quel exemple donne la métropole ? A-t-elle bien mesuré sa responsabilité face aux futures générations ?

6 ARKEA PARK

Conforme aux standards des instances internationales, plus moderne, plus fonctionnel... on a beaucoup insisté sur les différences entre Arkea Park et le stade Francis-Le Blé. Mais les porteurs de projet ont souhaité que certaines choses demeurent les mêmes dans la nouvelle enceinte : l'état d'esprit, l'ambiance, les valeurs populaires qui entourent le Stade Brestois 29. Au cœur de cet ADN, la jauge « à taille humaine » et le nombre de places dédiées au grand public resteront identiques.

1. LA MÊME JAUGE

15 200 places, c'est le juste dimensionnement pour le futur stade :

→ Pour s'adapter à toutes les situations sportives du club - Ligue 1, Ligue 2, Coupe d'Europe - tout en garantissant des tribunes toujours pleines pour une ambiance « Tonnerre de Brest ».

PAS DE FOLIE DES GRANDEURS

Les porteurs de projet n'ont pas voulu reproduire les erreurs des précédents : nouveaux « stades de Ligue 1, surdimensionnés, affichant des capacités d'accueil d'environ 40 000 places mais des taux de remplissage régulièrement inférieurs à 60% (Nice, Bordeaux...) ».

→ Un gage de sobriété écologique :

- Une jauge maîtrisée pour une enceinte plus compacte, réduisant l'empreinte au sol et donc les impacts sur la biodiversité.
- Une jauge réduite pour maîtriser le bilan carbone : le premier poste d'émissions de CO2 d'un équipement sportif, c'est le déplacement des spectateurs, étroitement lié au nombre de places.



2. LE MÊME NOMBRE DE PLACES POUR LE GRAND PUBLIC

Il y avait 11 000 places pour le grand public à Le Blé, il y aura 11 000 places pour le grand public à Arkea Park.

PLACES ENTREPRISES : Il s'agit de places acquises par une entreprise, qu'elles soient sèches ou à prestations, qui les met à disposition de ses collaborateurs, de ses clients, de ses prestataires.

3. LE MÊME SYSTÈME DE TARIFICATION

La tarification « ascenseur », dans l'ADN du club, sera conservée : les tarifs les plus hauts sont proposés lors de la mise en vente, puis baissent progressivement jusqu'à des tarifs très bas la semaine avant le match. Rien ne changera : voir certains matchs pour 5 ou 10 euros, ce sera possible aussi à l'Arkea Park !

« L'engagement que nous prenons auprès de tous les supporters, spectateurs, et de l'ensemble des Brestois et des Brestoises, c'est de conserver l'ambiance populaire, familiale et festive que l'on aime tant à Le Blé. L'Arkea Park sera un stade à taille humaine, accessible, accueillant et c'est la raison pour laquelle nous ne changeons rien à ces trois paramètres fondamentaux que sont la jauge, le nombre de places dédiées au grand public et le système de tarification. »

Gérard Le Saint, co-porteur du projet Arkea Park



Chaque année, pendant la trêve de la Ligue 1, Arkea Park accueillera une compétition de Sport Adapté nationale ou régionale

L'INCLUSION AU CŒUR D'ARKEA PARK

100% accessible

Au-delà des obligations réglementaires, tout sera mis en œuvre pour offrir une expérience fluide, confortable et de qualité à tous les visiteurs et spectateurs en situation de handicap.

Quelques exemples :

- Le parvis permettra d'accéder à l'ensemble des tribunes de plain-pied, sans aucune marche.
- Les personnes en fauteuil roulant auront des places réservées offrant confort et visibilité dans toutes les tribunes. Les personnes accompagnantes pourront être assises à leurs côtés - ce qui n'est pas le cas aujourd'hui à Francis-Le Blé.
- Une salle « Snoezelen » sera dédiée aux personnes atteintes de troubles psychiques qui souhaitent assister au match dans une ambiance calme (lumière tamisée, bruits atténués).

UNE COMMISSION « HANDICAP » composée d'experts et d'acteurs locaux travaille depuis près d'un an pour élaborer un plan d'actions accessible.

Développer et diversifier l'offre de Sport Adapté

En France, 1 million de personnes souffrent de handicap mental. Mais faute d'équipements adaptés et d'éducateurs formés à leurs besoins, ces personnes ont trop peu accès à la pratique sportive en club, pourtant source d'épanouissement et de lien social.

Gérard et Denis Le Saint souhaitent accueillir au sein de l'enceinte, un club multisports dédié au

ARKEA PARK

Un stade et plus encore ! Un équipement doté d'une utilité sociale, porteur de sens et engagé pour une cause. Dans la continuité des projets soutenus par le Fonds Le Saint, l'inclusion des personnes en situation de handicap sera au cœur d'Arkea Park. Une initiative totalement inédite pour un stade de Ligue 1.

« Le handicap est une cause qui nous tient profondément à cœur depuis toujours. Un stade « nouvelle génération », c'est d'abord un stade ouvert à tous et à toutes, qui permet de vivre ensemble ! »

Gérard Le Saint, co-porteur du projet Arkea Park

Favoriser l'insertion professionnelle

La société d'exploitation d'Arkea Park embauchera en priorité des travailleurs en situation de handicap, et fera appel à des structures spécialisées de types ESAT pour ses prestations extérieures. Chaque année, un job dating dédié aux candidats en situation de handicap sera organisé dans l'enceinte.

CHANGER LES REGARDS

Arkea Park s'inspirera des principes du Design actif pour sensibiliser les visiteurs aux problématiques d'accessibilité et d'inclusion, et changer les regards sur le handicap.



Camille Rissinaux, responsable des sections Sport Adapté et Handisport au Stade Brestois 29

6 ARKEA PARK

Conforme aux standards des instances internationales, plus moderne, plus fonctionnel... on a beaucoup insisté sur les différences entre Arkéa Park et le stade Francis-Le Blé. Mais les porteurs de projet ont souhaité que certaines choses demeurent les mêmes dans la nouvelle enceinte : l'état d'esprit, l'ambiance, les valeurs populaires qui entourent le Stade Brestois 29. Au cœur de cet ADN, la jauge « à taille humaine » et le nombre de places dédiées au grand public resteront identiques.

1. LA MÊME JAUGE

15 200 places, c'est le juste dimensionnement pour le futur stade :

-> Pour s'adapter à toutes les situations sportives du club – Ligue 1, Ligue 2, Coupe d'Europe – tout en garantissant des tribunes toujours pleines pour une ambiance « Tonnerre de Brest ».

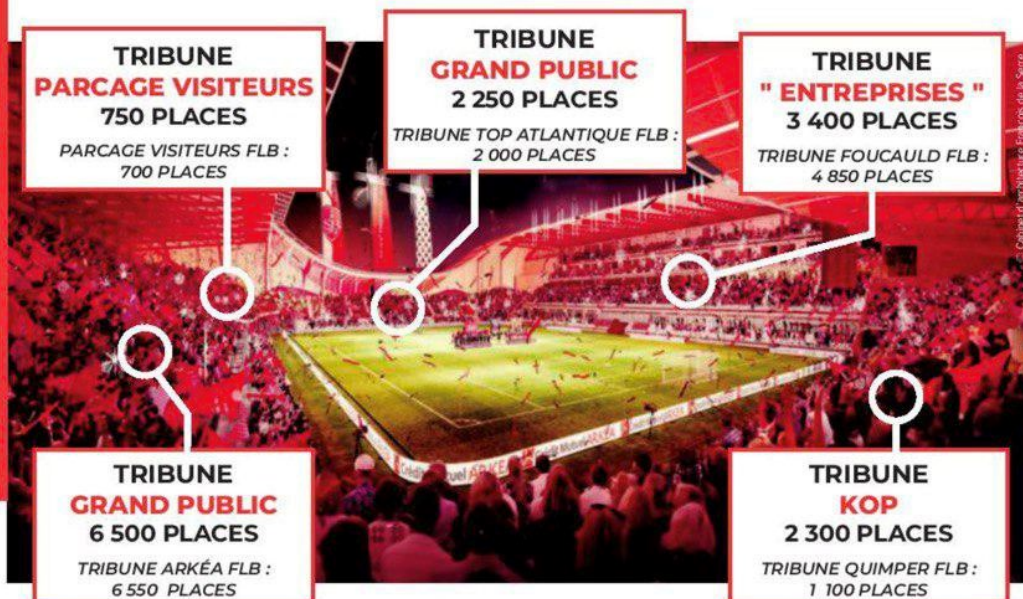
PAS DE FOLIE DES GRANDEURS

Les porteurs de projet n'ont pas voulu reproduire les erreurs des précédents « nouveaux » stades de Ligue 1, surdimensionnés, affichant des capacités d'accueil d'environ 40 000 places mais des taux de remplissage régulièrement inférieurs à 60% (Nice, Bordeaux...).

-> Un gage de sobriété écologique :

- Une jauge maîtrisée pour une enceinte plus compacte, réduisant l'emprise au sol et donc les impacts sur la biodiversité.
- Une jauge réduite pour maîtriser le bilan carbone : le premier poste d'émissions de Co2 d'un équipement sportif, c'est le déplacement des spectateurs, étroitement lié au nombre de places.

ARKEA PARK / LE BLÉ : CE QUI NE VA PAS CHANGER



11 000 PLACES GRAND PUBLIC
FRANCIS-LE BLÉ = ARKÉA PARK

2. LE MÊME NOMBRE DE PLACES POUR LE GRAND PUBLIC

Il y avait 11 000 places pour le grand public à Le Blé, il y aura 11 000 places pour le grand public à Arkéa Park.

PLACES ENTREPRISES : il s'agit de places acquises par une entreprise, qu'elles soient sèches ou à prestations, qui les met à disposition de ses collaborateurs, de ses clients, de ses prestataires.

3. LE MÊME SYSTÈME DE TARIFICATION

La tarification « ascenseur », dans l'ADN du club, sera conservée : les tarifs les plus hauts sont proposés lors de la mise en vente, puis baissent progressivement jusqu'à des tarifs très bas la semaine avant le match. Rien ne changera : voir certains matchs pour 5 ou 10 euros, ce sera possible aussi à l'Arkéa Park !

« L'engagement que nous prenons auprès de tous les supporters, spectateurs, et de l'ensemble des Brestoises et des Brestois, c'est de conserver l'ambiance populaire, familiale et festive que l'on aime tant à Le Blé. L'Arkéa Park sera un stade à taille humaine, accessible, accueillant et c'est la raison pour laquelle nous ne changeons rien à ces trois paramètres fondamentaux que sont la jauge, le nombre de places dédiées au grand public et le système de tarification. »

Gérard Le Saint, co-porteur du projet Arkéa Park

Prise en compte de l'évolution des mobilités

2.1.4.3 Périmètre de l'enquête d'occupation :

Une enquête a été réalisée le **vendredi 15** et **samedi 16 novembre 2024** sur le périmètre ci-contre visible sur la carte ci-après. Ces enquêtes ont été réalisées par Mobilis services, spécialisée dans les comptages de trafic et stationnement.

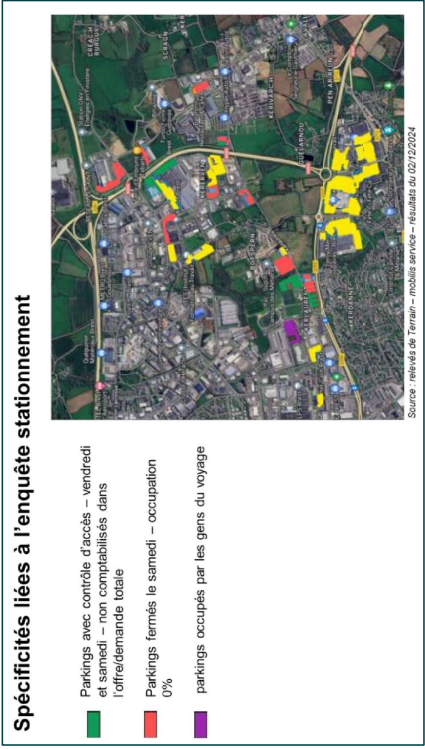
La capacité totale de l'offre relevée est de **5 557** places sur site,

Les comptages d'occupation ont eu lieu le **vendredi** sur **4 passages** entre 17h et 21 h et le **samedi** sur **9 passages** de 12h à 21h :

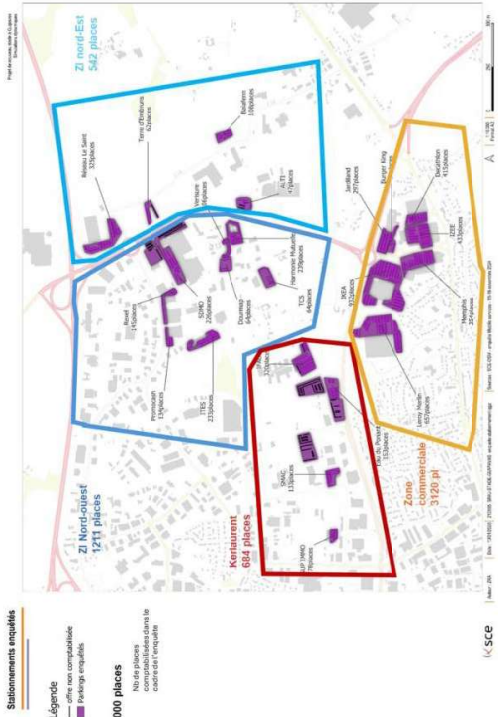
- **Vendredi, 4 passages :**
 - 17h-18h
 - 18h-19h
 - 19h-20h
 - 20h-21h
- **Samedi, 9 passages :**
 - 12h-13
 - 13h-14h
 - 14h-15h
 - 15h-16h
 - 16h-17h
 - 17h-18h
 - 18h-19h
 - 19h-20h
 - 20h-21h

Spécificités liées à l'enquête de stationnement :

- Une partie de l'offre dans les parkings repérés comme présentant un potentiel intéressant dans le périmètre du projet n'a pas pu être relevée (contrôle d'accès au niveau des parkings) – cette offre/occupation n'est pas comptabilisée dans les résultats présentés ci-après ;
- Une partie des parkings restant fermés les week-ends, ces derniers présentaient une occupation <10% ou étaient vides ;
- Un parking enquêté dans la zone était actuellement occupé par les gens du voyage, l'offre liée à ce parking n'est pas comptabilisée dans l'étude.



Carte 18 : Spécificités liées à l'enquête stationnement



Carte 19 : Périmètre de l'enquête d'occupation

2.1.4.4 Résultats de l'enquête :

2.1.4.4.1 Occupation le vendredi de 17h à 18h

Occupation totale du stationnement à proximité immédiate du périmètre du projet (<5min à pied – secteur Kerlaurent)

- **Offre totale** : 684 places (hors 1300 places projetées)
- **Occupation** : 237 places – 35% de l'offre
- **Places disponibles** : 469 places 65% de l'offre existante

Occupation totale du stationnement relevé dans la zone commerciale de Coataudon et au sein des parkings de la ZI nord (>5min à pied)

- **Offre existante** : 4 873 places
- **Occupation** : 1360 pl – 30% de l'offre
- **Places disponibles** : 3 512 - 70% de l'offre

Prise en compte de l'évolution des mobilités

2.1.9.1.2 Principes d'accès "tous modes" :

- Le fonctionnement du stade présente la particularité de générer des flux importants sur des jours déterminés (quelques fois par mois en saison) et sur une période courte de la journée. Ainsi le fonctionnement suivant a été retenu pour les principes d'accès :
- L'accessibilité routière représente près de 83 % des accès.
 - Le taux de remplissage des véhicules en lien avec le stade considéré est de 2.5 personnes/voliture. ;
 - Une majorité des accès se fait par le réseau routier structurant ;
 - Près de 16% des spectateurs se rendent au stade par des modes actifs dont principalement le tramway (~1400 spectateurs dans l'heure avant le match – soit près de 2400 piétons en accès/sortie). Les arrivées du qual tramway se positionnent en face au site du stade, de l'autre côté du Bd. Mitterrand. La piétonnisation de la section concernée par les traversées piétones permet de sécuriser ces flux.
 - La piétonnisation partielle du Bd. Mitterrand en configuration de match ne permet plus les liaisons routières Est-ouest au sud du stade, mais les accès/sorties en lien avec la zone commerciale sont maintenues via un shunt créé au sud de l'arrêt du tramway empruntant la zone liée à la dépose des bus (shunt en service uniquement lors de la configuration de match).

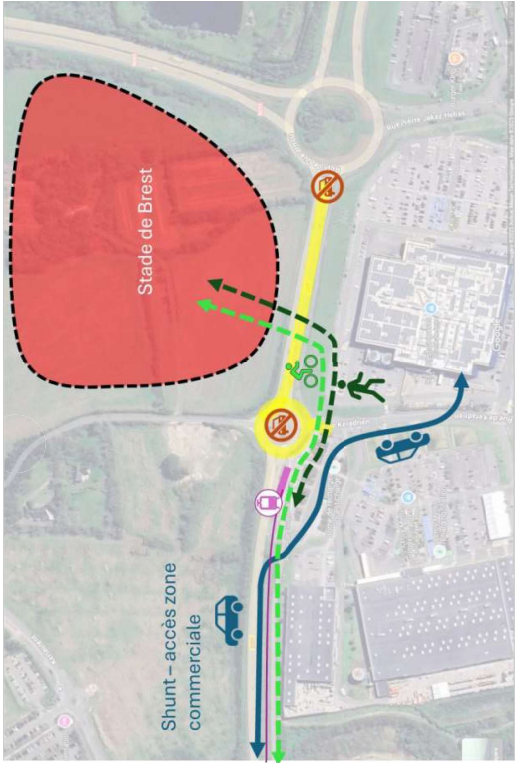
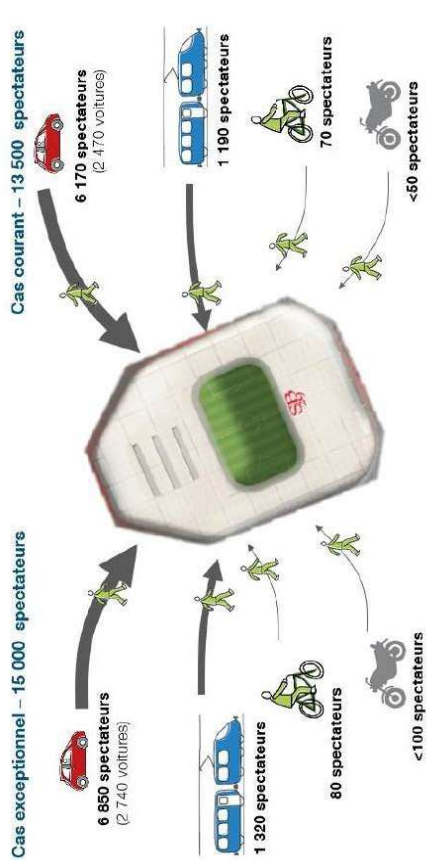


Figure 107 : Principes d'accès - cheminements modes actifs et shunt VP

La part modale en configuration de match attribuée aux accès à vélo est de 1% (~150 spectateurs) ;

La synthèse de cette répartition est présentée ci-après :



Répartition modale en accès au stade (55% des arrivées l'heure avant match) – Source : Transitec

Figure 108 : Principes d'accès retenus permettant d'estimer les impacts du projet – source étude de programmation Transitec 2024

2.1.9.1.3 Itinéraires d'accès en voiture

L'accessibilité en lien avec le réseau routier projeté est la suivante :

Au nord : l'ensemble des accès vers le parking VIP et les parkings réservés au niveau de la zone d'activité se font par Keradrien, Lavalot et Kergaradec ;
Des contrôles d'accès positionnés au sein du réseau de desserte locale permettent de distinguer les itinéraires en lien avec les flux VIP et les flux visiteurs non-VIP ;

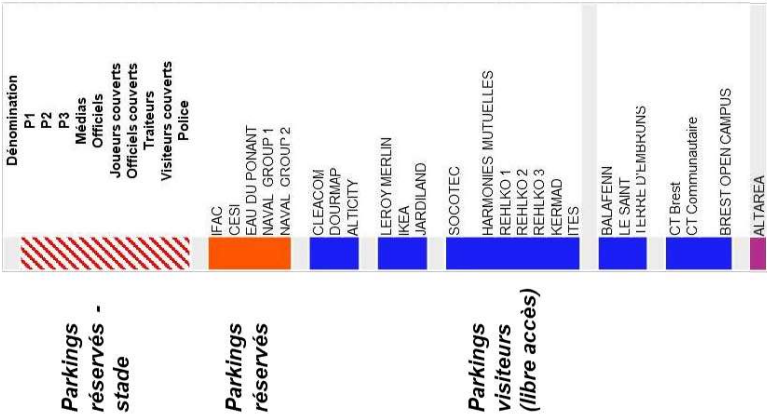
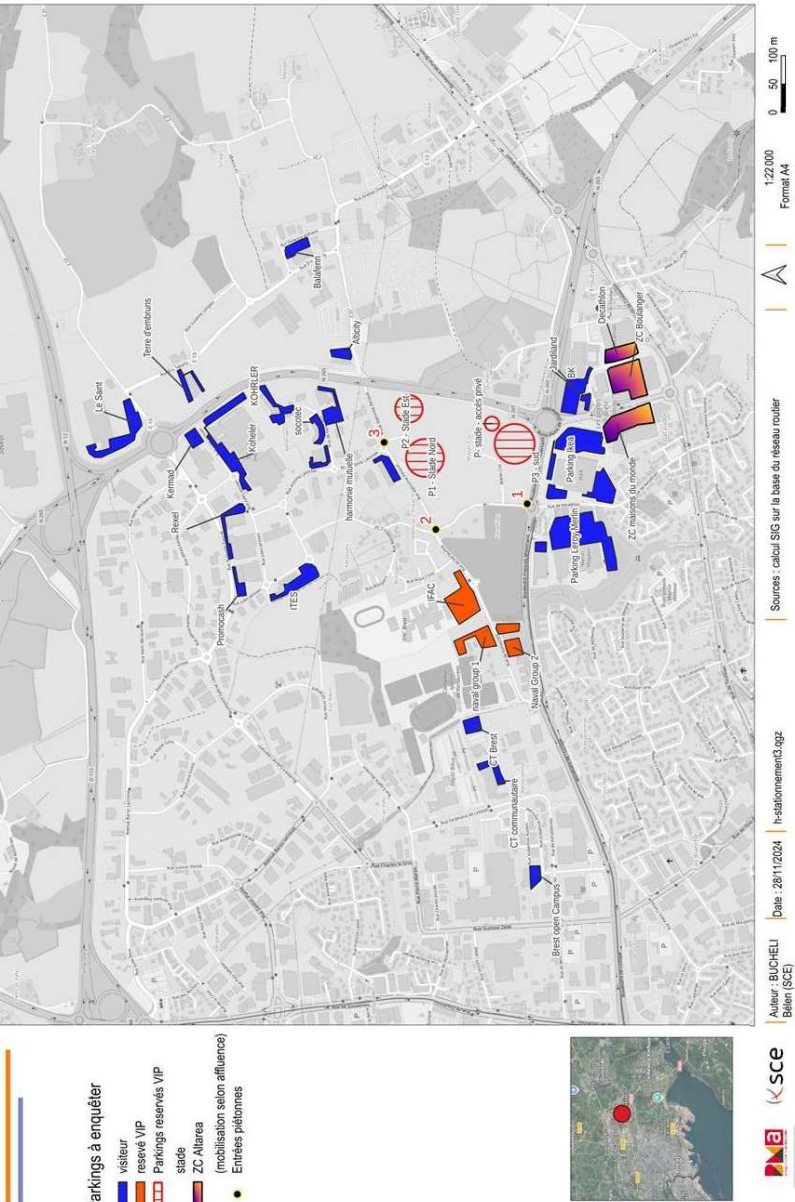


Figure 112 - Répartition des zones pré-fléchées pour accueillir les flux en lien avec le stade.

Parkings mobilisés en lien avec l'activité du futur stade de Brest



Génération de trafic - stade de Brest				
	situation exceptionnelle		situation moyenne	
	Entrée de Match	Sortie Match	Entrée de Match	Sortie Match
nombre de spectateurs	15000	15000	13500	13500
part modale VP	83%	83%	83%	83%
nb de personnes par véhicule	2,5	2,5	2,5	2,5
Flux VP attirés par le stade	4980	4980	4480	4480
nombre de PL-bus	15	15	15	15
Part des accès/sortie l'heure avant/après le match	55%	100%	55%	100%
trafic total en accès/sortie l'heure avant/après le match	2739	4980	2464	4480
total trafic généré par jour (UVP)	10020		9020	

source - étude de programmation stade - 2024

Ces flux sont issus d'une hypothèse de fréquentation maximaliste du stade.

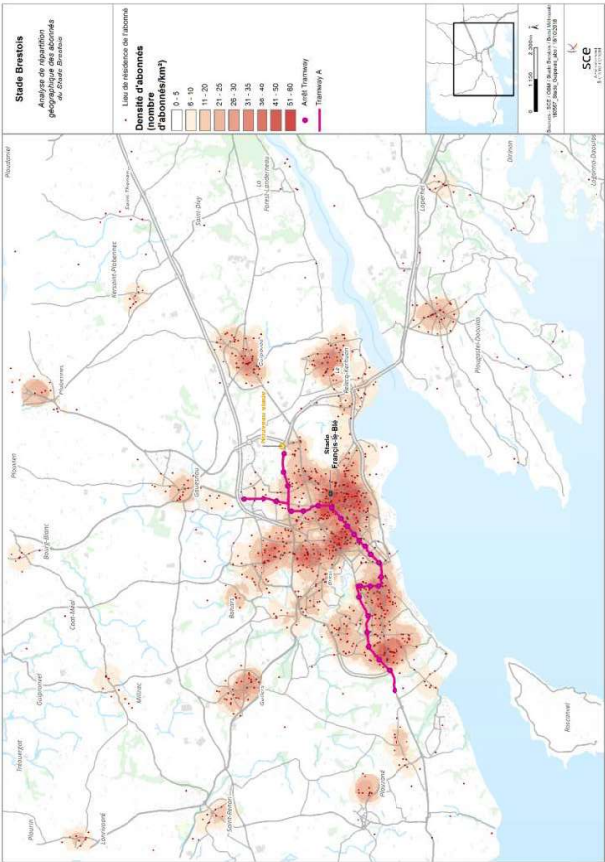
2.1.9.3.2 Hypothèse d'errance des véhicules ne trouvant pas de place sur les parkings à proximité immédiate

- Il est considéré qu'une partie de ces flux en lien avec la zone commerciale et arrivant sur la demi-heure avant le début des événements vont essayer de se stationner dans les parkings les plus proches.
- Ne trouvant plus de place, une partie des véhicules se redirige vers les parkings plus éloignés (zones orange et rouge).

Ce flux supplémentaire représente près de 300 véhicules en errance entre les parkings de la zone commerciale.

2.1.9.3.3 Affectation des flux sur le réseau routier (affectation des itinéraires)

- La répartition des flux routiers au niveau du réseau routier s'est faite à partir du fichier de résidence des abonnés du stade.
- Ainsi la localisation des abonnés est la suivante.



L'affectation des flux « visiteurs » au niveau du réseau routier tient également compte de la localisation des parkings prévus pour l'usage du stade.

2.1.10 Synthèse des impacts du projet de l'Arkéa Park sur la circulation

Contrairement à la plupart des projets urbains, les impacts en lien avec le stade concernent une temporalité restreinte du fait du caractère ponctuel des événements ayant lieu sur le site.

Ainsi les impacts se concentrent autour des périodes jugées « critiques » avant et après les matchs.

Ces périodes sont :

- Les vendredis en soirée sur des horaires pouvant se chevaucher avec les horaires de sortie des zones d'emploi et les horaires de fermeture de commerce ;
 - Les samedis après-midi ; avec des flux s'ajoutant aux flux déjà présents en lien avec les activités commerciales.
- Il est important de noter que l'occurrence des événements attirant une fréquentation maximale, telle que présentée dans les hypothèses de l'étude d'impact est estimée à moins de 5 fois par an ;

Les principaux impacts estimés en lien avec le fonctionnement du stade sont les suivants :

- Une situation globalement fonctionnelle sur l'ensemble du réseau routier étudié ;
- Mais un succès qui repose sur :
 - Le report d'une partie des flux visiteurs en accès/sortie par Kergaradec (25%) ;
 - La pré-réservation des parkings dès l'achat des billets : des visiteurs sachant en amont où ils seront stationnés (peu de flux parasites en lien avec la recherche de stationnement sont considérés dans le modèle) – cf se référer au schéma d'accessibilité du stade en annexe 1 du rapport.
 - Une mise en confort des cheminements piétons entre les parkings visiteurs et le stade (éclairage, sécurité, trottoir, poubelles, jalonnement...) pour maintenir l'attractivité de l'initiative et minimiser les nuisances pour les riverains.

Un point de vigilance est apporté concernant le contrôle d'accès au site. Ce dernier ne doit pas être trop long (5s en moyenne d'arrêt des véhicules) pour éviter toute réaction en chaîne.

Persistance de points durs ponctuels sur l'heure concernée par les accès/sorties :

- En sortie de match, en sortie de la zone d'activité de Lavallois
- Sur la RN 265 sud-nord et en sortie au niveau du giratoire Kervao
- Au niveau de la zone commerciale en lien avec les nombreux conflits issus des entrées/sorties des parkings.

Ainsi, les principaux enjeux en lien avec l'impact du stade sur le trafic routier concernent la capacité à sécuriser les flux très denses concentrés sur une courte période. Ainsi les conflits au niveau des sorties des parkings, des intersections et les conflits avec les autres modes devront être gérés.

La situation avec piétonnisation du boulevard François Mitterrand présente des résultats acceptables dus à un report important de véhicules en dehors du secteur :

- 510 véhicules le vendredi soir ;
- 470 véhicules le samedi après-midi .

Ces reports sont principalement liés aux itinéraires est-ouest passant par la RD205 et à des sorties depuis la zone d'activités de Kerven vers Kergaradec;

Une véritable stratégie de réduction du trafic de fond sur les périodes critiques est à adopter pour minimiser les risques de dysfonctionnements de trafic (informations permettant l'anticipation des trajets des usagers de la zone).

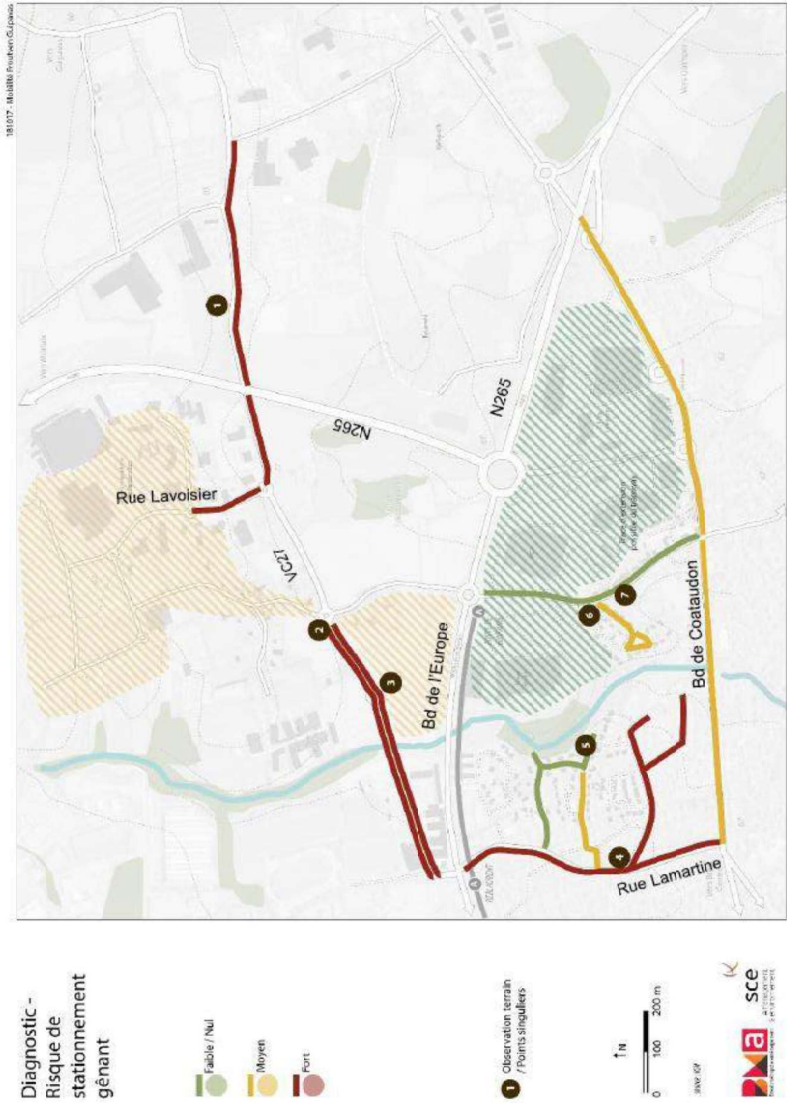
En effet, le bon fonctionnement du secteur aux moments les plus critiques (vendredi soir et samedi après-midi lors des sorties) dépend d'une réduction globale du trafic dans le secteur en lien avec les reports de trafic issus de la piétonnisation.

Des points d'alerte en lien avec la vie locale sont également à noter :

- Le samedi, la situation congestionnée au niveau des parkings peut impacter l'attractivité de la zone commerciale, mais peut aussi favoriser sa fréquentation par la mise en place d'une stratégie de foisonnement.
- Une stratégie de priorisation des zones de stationnement réservées aux visiteurs de la zone commerciale pourra atténuer les dysfonctionnements.
- La zone résidentielle de Coataudon est fortement exposée au risque de stationnement sauvage, pouvant nuire aux riverains. Une stratégie de contrôle des accès et du stationnement sauvage sur les heures avant le match est prévue afin d'éviter ces dysfonctionnements. . Le système de fermeture des voiries de 2h à 4h avant l'évènement permettra de limiter fortement ce risque. Dans ces heures, seuls les véhicules autorisés pouvant emprunter les voiries d'accès. Par ailleurs des barrières pérennes seront installées aux entrées du lotissement.

Maitrise du stationnement sauvage

- **Un risque élevé de stationnement sauvage aux abords du stade, préjudiciable à la circulation des piétons mais aussi celle des voitures.** On notera qu'un impact sur la circulation des piétons mettrait à mal l'ensemble de la stratégie de stationnement de proximité.
- **Ce risque est à réduire autant que possible à travers :**
 - **Une stratégie de stationnement robuste** en termes de service, communication et contrôle de l'irrespect.
 - **Une stratégie de prévention efficace**, c'est-à-dire la protection des secteurs à risque (mobilier urbain ponctuel / permanent, barriérage, agents...), en particulier :
 - La VC27 et la rue Lavoisier (voie verte et trottoirs) : cheminements piétons stratégiques pour le stationnement de proximité ainsi que des enjeux circulatoires pour les navettes et les voitures.
 - La zone commerciale qui accueillera des circulations piétonnes importantes.



Source : étude SCE 2024

2 Etude d'impact du projet de l'Arkéa Park

SCE a également réalisé une enquête sur l'occupation de l'offre en stationnement aux abords du site de projet (zones commerciales au Sud) sur 2 jours : le vendredi (14/09/18) et le samedi (15/09/18).

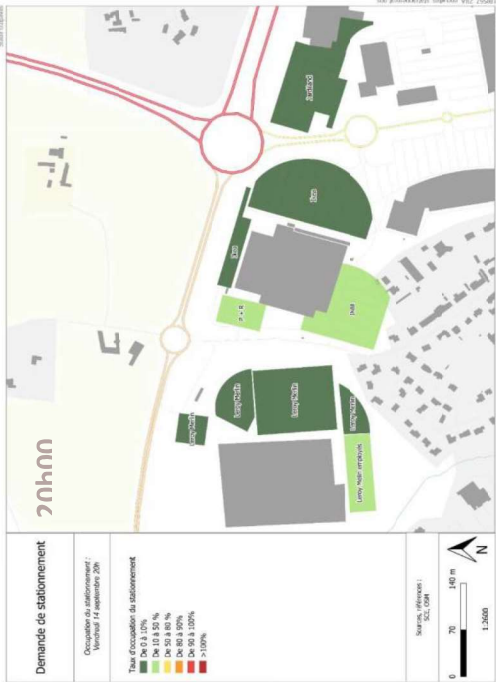


Figure 80 : Taux d'occupation des stationnements - vendredi 20h(SCE, 2024)

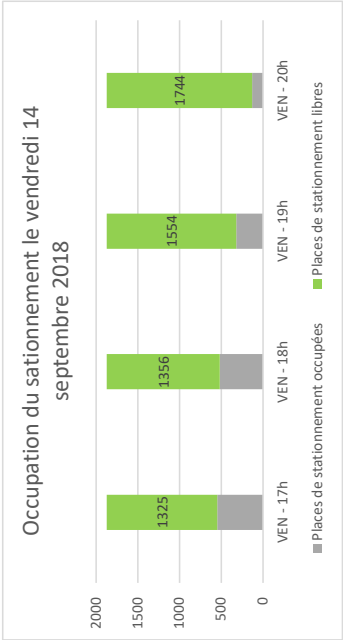


Figure 81 : Occupation du stationnement le vendredi entre 17h et 20 h (SCE, 2024)

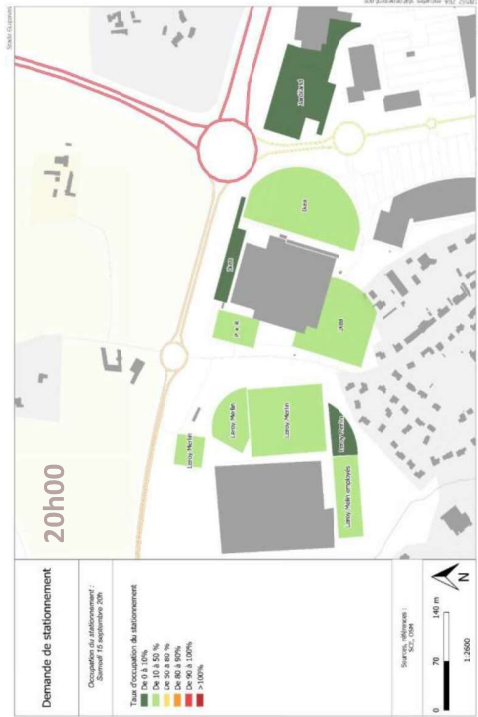


Figure 82 : Taux d'occupation des stationnements - vendredi 20h(SCE, 2024)

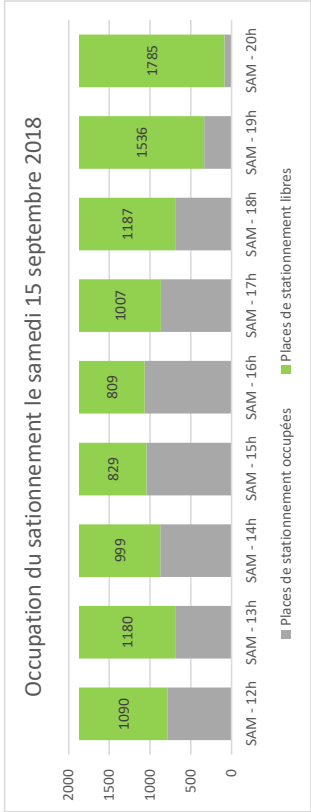


Figure 83 : Occupation du stationnement le vendredi entre 17h et 20 h (SCE, 2024)

2 Etude d'impact du projet de l'Arkéa Park

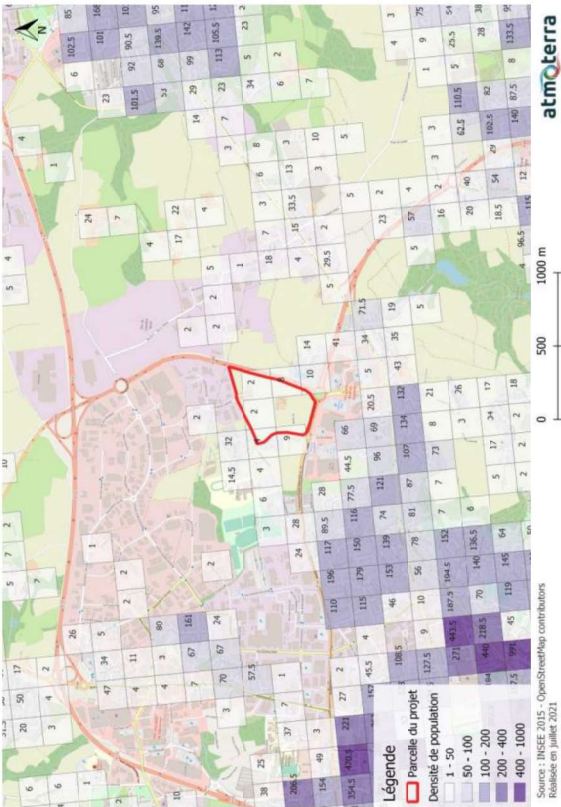


Figure 4 : Densité de population à proximité du projet

Source : INSEE, 2015

Il y a peu de population au nord du projet, en lien avec la présence d'une zone industrielle/tertiaire. La plus grande densité de population se situe au sud-ouest du site.

Plusieurs sites sensibles sont identifiés à proximité du projet (en 0 et 3 km du projet), localisés dans la carte suivante et listés dans le tableau. Ils accueillent les personnes dites « vulnérables », regroupant notamment les crèches, les écoles maternelles et élémentaires, les hôpitaux, les maisons de retraite.

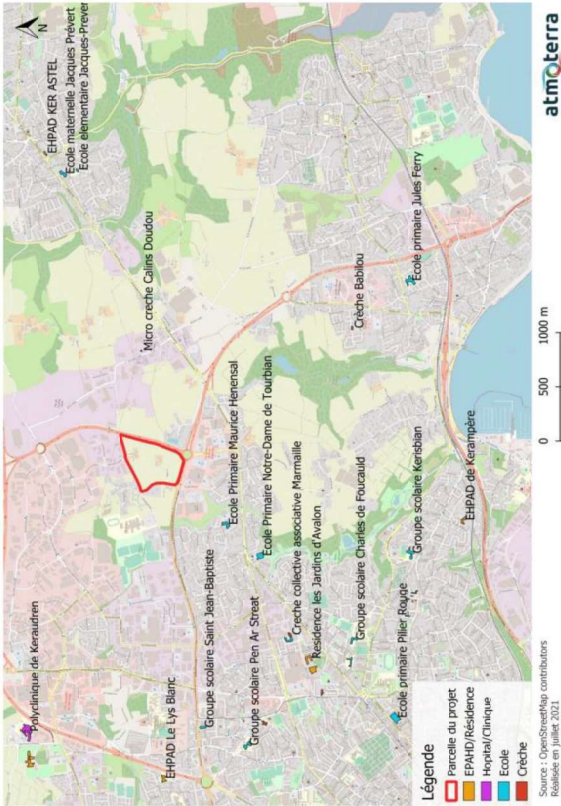


Figure 5 : Localisation des établissements sensibles d'en un périmètre de 3 km autour du projet

Décision n° 22000012735 en date du 5
février 2025 - Tribunal Administratif de
RENNES

Président(e) de la commission d'enquête

Madame Sylvie COULOIGNER

Membres titulaires de la commission d'enquête

Monsieur Jean-Luc PIROT

Madame Elyane TORRENT

Information du public

Utilisez le ou les boutons ci-dessous
pour télécharger les documents

Avis d'enquête publique

Arrêté d'enquête publique

Apportez votre contribution

Déposer un avis sur le registre
dématérialisé de cette enquête
publique est simple, sécurisé et si
vous le souhaitez anonyme.

Il vous reste encore 8 jours.

Déposer une contribution

1 Avis de la MRAe (chapitre 3.5)

L'étude d'impact doit être complétée par une analyse des incidences énergétiques, climatiques (émission carbonées) et de la consommation des ressources naturelles sur l'ensemble de la durée de vie des aménagements, en phase de chantier comme en phase d'exploitation.

L'Ae recommande d'intégrer à l'étude d'impact l'analyse qualitative et quantitative des émissions carbonées, des consommations énergétiques et de la consommation de ressources naturelles relatives aux travaux et à l'exploitation des futurs aménagements et d'évaluer l'adéquation et la durabilité du projet au regard des enjeux climatiques (préservation du climat et adaptation à son évolution).

2 Compléments apportés

2.1 Etudes des émissions de Gaz à effet de Serre (GES)

2.1.1 Données territoriales

SOURCE : PCAET BREST METROPOLE, 2025

Sur la métropole :

891 622 teq CO2 sont émises par an par le territoire de Brest métropole, soit 4,3 teq CO2 par habitant et par an.

Ces émissions n'intègrent pas les émissions indirectes, générées par la fabrication et le transport des biens importés sur le territoire. En réalité, l'empreinte carbone moyenne globale d'un français est estimée à 11,5 teq CO2 par an.

- 28% résidentiel
- 22% transports de voyageurs
- 17% agriculture
- 15% tertiaire
- 8% fret
- 8% industrie
- 2% déchets

2.1.2 Etude des émissions de GES du projet

SOURCE : ARKEA PARK ETUDE EMISSION DE GES, 2025

L'étude des émissions du projet a été réalisée en janvier 2025. L'étude dans sa complétude est portée en Annexe 2 page 199

L'étude porte sur les émissions générées par le projet durant son cycle de vie (100 ans).

Les émissions se décomposent ainsi :

En phase de construction les émissions totales sont estimées à 56 309 tCO2e, répartis ainsi :

- Fondation (23%),
- Charpente (13%),
- CVCeCs (10%),
- Corps d'état secondaire (10%).

En phase d'exploitation les émissions annuelles seront de l'ordre de 10 614 tCO2e par an, réparties ainsi :

- Déplacements (67%),
- Intrants - biens et matières (29%).

Les travaux et immobilisations en phase exploitation émettront 174 674 tCO2e sur l'ensemble de son cycle de vie dont :

- Corps d'état secondaire (33%),
- Vidéo-Son-Intrusion (19%),
- Équipement IT (13%).

En phase de démantèlement les émissions totales sont estimées à 1 786 tCO2e

- VRD (30%),
- Fondation (14%),
- Charpente (13%).

Ainsi sur l'ensemble du cycle de vie :

- Émissions totales : 1 294 142 tCO2e
- Répartition : Construction (4%), Exploitation (82%), Travaux et immobilisations (14%), Démantèlement (<1%).

i Ce chapitre vient compléter les incidences sur le climat et t l'énergie (chapitre 2.5.2 de l'étude d'impact)

2 Etude d'impact du projet de l'Arkéa Park

5.2 Effets prévisibles sur le milieu physique

5.2.1 Impact sur le climat

5.2.1.1 Rappel du diagnostic

La zone d'étude bénéficie d'un climat de type océanique tempéré qui est caractérisé des températures douces, de fortes précipitations l'hiver et une durée d'ensoleillement moyenne. Les vents d'ouest et sud-ouest sont dominants. On compte 84,5 jours de vents forts et 2,4 jours de tempête (vents >100km/h) en moyenne par an.

5.2.1.2 En phase chantier

La phase de construction implique l'usage de différents engins et le trafic de véhicules émetteurs de gaz à effets de serres, agissant sur le climat. Au regard de la durée et de la dimension du chantier, cet impact restera cependant peu significatif.

Impact brut direct, négatif, négligeable et se produisant à court terme

L'impact étant jugé négligeable, aucune mesure n'est préconisée.

5.2.1.3 Émissions de gaz à effet de serre en phase exploitation

Le projet va directement induire une augmentation de la consommation en énergie sur le territoire (chauffage et climatisation des locaux, eau chaude sanitaire, éclairage, ...) et impact sur le trafic les jours de matchs et pendant une plage horaire limitée. Cette consommation est émettrice de CO₂ et participe à la production de gaz à effet de serre. De plus, la construction des bâtiments induit l'émission de gaz à effet de serre, notamment dû à la fabrication des matériaux (béton notamment).

Toutefois, la conception du stade a été réfléchi pour minimiser leur impact sur l'environnement, autant en termes de performances énergétiques et techniques, que sur le choix des matériaux de construction.

Le stade, conçu selon des principes bioclimatiques. De plus, la toiture du stade sera recouverte de 3 900 m² de panneaux photovoltaïques. Par ailleurs, des ombrières photovoltaïques sont prévues au-dessus de l'aire de stationnement voiture, sur une surface de 11 163 m².

Les systèmes d'éclairage choisis pour les aires de stationnement et les cheminements seront basse consommation et avec un système de mise en service programmable et modulable selon les périodes d'utilisation, réduisant la consommation énergétique sur ces espaces.

Impact brut direct, pérenne, négatif, négligeable et se produisant à moyen et long terme

L'impact étant jugé négligeable, aucune mesure n'est préconisée.

5.2.1.4 Modification des conditions climatiques locales

L'influence d'un projet urbain sur le climat est toujours difficile à quantifier. Elle est principalement liée à la modification du microclimat local du fait de la présence de bâtiments (obstacles à la circulation des vents, formation d'îlot de chaleur urbain).

Dans le cas présent :

- Le projet n'induit pas de modifications significatives du relief local et les bâtiments auront une hauteur maximale de 29,88 mètres. De ce fait les bâtiments n'induiront pas de modification significative des modalités d'écoulement des masses d'air ;
- Le projet prévoit la création de 5 bassins d'infiltration / rétention, la préservation de la zone humide existante, la végétalisation des surfaces de stationnement. Ces surfaces ont un impact thermique positif, car elles peuvent jouer le rôle de réservoir thermique et constituer des zones de fraîcheur ;
- La construction de nouveaux bâtiments peut conduire à restituer de la chaleur via les systèmes de chauffage/climatisation, ou par la captation de la chaleur solaire via les matériaux. Ici la couleur blanche de la vêture (notamment) limite le phénomène en reflétant davantage le rayonnement solaire.

Impact brut direct, pérenne, négatif, négligeable et se produisant à moyen et long terme

L'impact étant jugé négligeable, aucune mesure n'est préconisée.

5.2.2 Impacts sur la topographie et les sols

5.2.2.1 Rappel du diagnostic

L'altimétrie de la zone d'étude est comprise entre environ 80 m au nord-ouest, et 63 m au Sud-Est. Les terrains présentent une pente relativement homogène comprise entre 3 et 5%, orientée vers le Sud-Est.

La zone d'étude est concernée par des roches métamorphiques principalement constituées par des gneiss et des micaschistes.

Les sols sont « bruns », à tendance acide favorables à l'infiltration.

5.2.2.2 En phase chantier

Compte-tenu de la topographie relativement marquée du site et du fait que la construction comporte 1 niveau enterré (-5m maximum sous le niveau du terrain naturel). Le parvis servant de socle et se situant au niveau zéro du terrain naturel.

Les terrassements en phase travaux seront relativement importants. Ceux-ci se limiteront à la mise à niveau des plateformes de terrassement et à la réalisation tranchées de fondation.

Une partie de ces matériaux pourra être recyclée sur place comme matériau de construction ou de remblai, diminuant d'autant les volumes à transporter. Les volumes utilisés sur place seront définis après études de détail et en fonction de la qualité des matériaux déblayés. Les matériaux non réutilisés sur place seront évacués du chantier par transport routier vers les filières adaptées.

Il sera peut-être nécessaire d'acheminer des matériaux sur site pour stabiliser les fondations des ouvrages et réaliser les sous-couches de voiries.

Les opérations de création de voirie (terrassement et nivellement, réalisation du tapis, application des équipements...) entraîneront un compactage des horizons superficiels du sol. Elles nécessiteront des décaissements et remblaiements.

Ici c'est pas Brest !



**Mise en compatibilité du PLU de Brest métropole avec le projet
de construction d'un stade au Froutven à Guipavas**

Recueil des contributions du public dans le cadre la concertation préalable
qui s'est déroulée du 10 octobre au 14 novembre 2022

Contribution de DEJA DEMAIN 29

Cette proposition de modification du PLU va à l'encontre des enjeux environnementaux actuels.

Il est urgent d'arrêter l'artificialisation de nos terres et il est fondamental d'avoir comme pour priorité politique dès à présent d'arrêter, tant que cela s'avère encore possible, les nouveaux projets écocides.

Cette modification du PLU est un permis de tuer tous les vivants qui peuplent ces hectares de terre. C'est insupportable car inconséquent !

Abandonner ce projet, c'est préserver les alentours du Costour et reconnaître la valeur de sa faune et sa flore, c'est préserver la zone humide à proximité et la réserve d'eau de nouvelles pollutions.

C'est aussi, en maintenant le stade en centre-ville, faire en sorte que le foot reste, à Brest, un sport populaire où les habitants peuvent se rendre comme supporters et comme non clients.

Par conséquent, l'association « Déjà Demain », dont le Siège social se trouve au Relecq-Kerhuon, émet un avis défavorable au projet de modification du PLU visant à permettre l'édification d'un nouveau stade de football privé.

Contribution de EAU & RIVIERES

S'il est tout à fait understandable que l'actuel stade Francis le Blé n'est plus adapté aux exigences actuels du stade brestois, de ses supporters ou partenaires et des riverains, il manque au public un certain nombre d'éléments d'analyse pour se positionner sur la mise en compatibilité du PLU pour un projet de stade au Froustven.

Nécessité d'un nouveau stade

Aucune étude complète sur des scénarios de rénovation de Francis Le Blé n'a été présentée au public en amont de toute décision d'artificialisation nouvelle du territoire dans le contexte bien connu artificialisation (zero artificialisation nette), de dérèglement climatique (et l'été 2022 doit être éclairant à ce titre), et de biodiversité.

Ne sont évoqués que des manques à gagner supposés pour l'entreprise SB29, des coûts supposés pour la collectivité qui porterait à sa seule charge des travaux de rénovation, des difficultés de stationnement. Il serait utile pour une vision complète d'évoquer les retombées matérielles et immatérielles d'un stade en ville, les modalités envisageables pour une participation privée aux coûts de rénovation, celles permettant de développer l'usage des transports en commun avant et après les matches (gratuité ou dédommagement de l'opérateur de transport public par le SB29) ou encore la participation financière de la collectivité à ce nouvel équipement « 365 jours par an » (tramway, passerelle, parking et voiries).

Sans nier les retombées financières et d'image que peut revêtir un club de football de premier plan, l'argument intérêt général apparaît tout de même relativement faible eu égard à la vingtaine de matchs par an pour un équipement affiché « 365 jours par an ».

Emplacement

Ceci étant précisé, l'emplacement retenu est déjà identifié comme un site stratégique d'accueil de fonctions et d'équipements métropolitains et apparaît plutôt pertinent en entrée d'agglomération et desservi par la première ligne de tramway, avec une possibilité de mutualisation des stationnements.

Les terrains s'inscrivent dans un contexte agricole voué essentiellement à la grande culture en contexte péri-urbain, marqué par un réseau de haies présent au Sud et Sud-Est, un hêtre remarquable identifié au titre des espaces boisés classés au sud et une zone humide à l'Est. Nous notons qu'il ne sera apporté aucune modification aux limites de la zone naturelle et forestière (zone N) et à la zone humide qu'elle abrite.

Les modifications du projet depuis sa première version (nombre de places limité, stationnement ajusté, évitement des zones de biodiversité à forts enjeux, en particulier la zone humide et les haies existantes) démontrent une volonté de limiter l'impact sur site, qui mérite toutefois d'être mieux expertisée du point de vue de la ressource en eau notamment.

Eau et Rivières de Bretagne est attachée à ce que la mise en compatibilité du PLU qui fera l'objet d'une enquête publique préalablement à son adoption définitive par le Conseil de métropole, de même que le projet de stade qui en découlera, intègrent la séquence ERC : priorité à l'évitement + réduction des impacts (qui auront été correctement évalués) + le cas échéant compensation.

Contribution de LASTRO

Le sachiez-vous?

Les stades construits au Qatar pour le Moundial d'hiver sont des stades démontables!

Donc il suffirait d'en acheter un et de le démonter là-bas et de le remonter au Froustven !

Le transport se ferait par voie maritime : Qatar Guipavas(moulin blanc), un jeu d'enfant pour les frères Le Saint!

Et voilà le tour est joué !

Vous avez MIEUX ?

Ha ils sont forts les frères Le Saint!

Ils sont tellement forts qu'ils sont capables d'être, chacun, président d'un club de sport de haut niveau à Brest !

Il faut juste attendre que le Moundial d'hiver soit fini, sous vos applaudissements !!!!

Contribution de CHAMAILLARD

Initialement, le stade était prévu plus au Sud que l'emplacement aujourd'hui retenu.

Les riverains du côté Nord, dont je fais partie, verront donc une masse imposante comme horizon. Cette question abordée le 12/10 lors de la réunion publique n'a pas eu de réponse mise à part que des arbres seraient plantés devant le stade et cacheraient l'architecture pour les riverains; la croissance des arbres étant nettement plus lente que la montée de murs en béton. De surcroit, un déplacement plus au sud que la situation retenue, aurait pour avantage

de diminuer la longueur de la passerelle prévue pour accéder au stade et donc de diminuer le coût pour les contribuables puisque cette passerelle est à la charge de la collectivité.

Ou sera le parking de 350 places financé par la collectivité au titre des travaux connexes au projet (contenu dans l'enveloppe des 15 millions), il n'y a pas d'information à ce sujet ?

En ce qui concerne le volet « nuisances sonores », une des raisons pour la création d'un nouveau stade, les personnes habitant à côté du stade Francis LE BLE savaient à quoi s'attendre, le stade étant centenaire. Ce problème va être déplacé vers des riverains qui subissent déjà des nuisances (y compris les problèmes de circulation) liées aux entreprises qui se sont installées lors de la création des zones industrielles Kergaradec II et III. Le volume sonore émis sera vraisemblablement supérieur à ce qu'il aurait du être dans le cadre d'un projet plus au sud, et pas seulement dans le cadre de son utilisation opérationnelle mais lors de la phase chantier avec la mise en œuvre d'engins pour le tassement du terrain par exemple.

Si l'option de rénovation du stade LE BLE était retenue, car cette piste a été évoquée en réunion publique par le maire de Brest, qu'adviendrait-il de tous les terrains réservés pour la construction du stade ?

Contribution de LEROUX

Les raisons qui font que ce n'est pas une bonne idée de construire un stade et ce pourquoi nous sommes contre, sont nombreuses. La modification du PLU ne doit aller que dans le sens de la protection des terres agricoles.

- La destination des terres prévues pour la construction du stade doivent restées à vocation agricole. Elles ne doivent pas non plus être des réserves foncières en vue d'une extension de la ville. La destruction de la faune et de la flore ne pourront pas restées impunie éternellement. Déjà de jeunes ingénieurs sortis de grandes écoles (HEC, Ecole vétérinaire, Polytechnique) et de très nombreux citoyens ont exprimés leur désaccord sur notre modèle économique.
- Le projet n'est en définitive pas comme annoncé précédemment un projet privé puisque 15 M€ seront demandé pour sa construction à la collectivité, c'est-à-dire les habitants de Brest et de la communauté urbaine. Nous ne voulons pas une augmentation de la taxe foncière pour financer le stade à une période où notre pouvoir d'achat diminue compte tenu de l'inflation.
- Pour l'aménagement des routes, d'une passerelle qui enjambrera la D205, il est prévu un enveloppe de 15 autre M€. C'est aussi en partie pour l'aménagement du quartier oui mais sans stade, cela ne se justifie pas.
- C'est aussi aux Brestois et à BM de payer pour un stade qui recevra des personnes qui viennent d'au-delà de Brest métropole. Combien de Brestois viennent au match ? La capacité du stade ne permet pas au dixième de la population de Brest d'y venir et tout le monde doit payer.
- Est-ce que les leçons du dérèglement climatique et du déclin de la biodiversité sont prises en compte. Certainement pas. Nous avons vécu une canicule en juillet et août avec un arrêté de la préfecture pour limiter l'usage de l'eau, il y a eu 3,5° degré Celsius supplémentaires en octobre 2022 sur la région brestoise par rapport aux normales de saison, les incendies sont devenus une calamité dans les monts d'Arrée et dans le sud de la

France , il y a maintenant des épisodes d'inondation un peu partout et en parallèle de nombreux départements qui sont toujours en seuil de sécheresse. Il est temps d'arrêter de penser que tout va bien et d'agir avec bon sens et discernement et non pas sur la base d'égos mal dimensionnés.

- Ce n'est pas aux « vieux » qui ont de l'argent de décider de l'avenir de la jeunesse. Laissons-les décider par eux même. Ils ont une conscience écologique bien plus exacerbé que les promoteurs de ce projet et des maires qui les accompagnent. Quel héritage laisserons-nous aux générations futures ? Tout ceci pour que des inconscients laisse leur trace sur terre ? Il faut proposer un référendum à Brestois pour qu'ils votent oui ou non au stade.
- C'est un moratoire qu'il faut mettre en place contre l'artificialisation des terres agricoles. Le rythme d'artificialisation des terres agricoles est supérieur à l'accroissement de la population sur les communes de Brest, Guipavas. Nous et nos enfants ne mangeons pas du béton.
- Le stade n'est pas un bâtiment dans lequel d'autres sports peuvent être pratiqués, ni pouvant servir à des activités de concert ou à des évènements culturels. Il n'a vocation qu'à service pour le foot.
- Nous avons des exemples comme pour les villes du Mans, Bordeaux qui possèdent des infrastructures surdimensionnées et donc très coûteuses pour la ville et donc pour les habitants. Brest en ligue 1 pourrait assurer le remplissage d'un stade de 13 000 places mais en ligue 2, comme semble le promettre les résultats actuels ce n'est plus que 6 ou 7 000 places.
- Ce stade n'est qu'un projet financier, c'est le foot business. Pour rentabiliser le stade, il faut assurer des revenus par tous les moyens, la mise en place d'une restauration sur 3 500 m2 avec les différentes cuisines du monde. Assurer une activité permanente, tel que l'objectif.
- Que deviennent les commerçants du centre villes ? Une nouvelle offre va provoquer une vidange, une perte du chiffre d'affaire de certains commerçants de la ville. Ce sera la fermeture de commerce et une nouvelle désertification. L'objectif d'une mairie n'est-elle pas de garder le dynamisme au sein de la ville et non en périphérie. La fermeture de commerces de proximité, n'est-elle pas catastrophique pour les personnes âgées ?
- Du 17 au 19 octobre avait lieu à Brest le REFMAR 2022 un colloque sur l'observation du niveau marin au profit des politiques publiques et de la recherche. A cette occasion Mme Véronique Masson-Delmotte a fait une présentation du 6 ième rapport du GIEC, elle décrit la situation actuelle et ce vers quoi nous nous orientons, si rien n'est fait, en termes d'augmentation de la température et du niveau de l'eau. Elle écrit chaque tonne de CO2 compte ou plus exactement chaque tonne de CO2 non produite compte. Il faut donc restreinte nos activités émettrices de CO2 et sauvegarder les ressources eau, terre agricoles pour que nos enfants et petits-enfants puissent vivre décemment.
- Un arrêté du préfet a été émis en date du 02 février, 29-2022-02-11-0001 portent dérogation aux lois 411-1 et 411-2 ne constitue qu'une litanie d'autorisation de destruction d'espèce protégées
- L'eau des Brestois et les Relecquois provient de l'eau de la vallée du Costour à hauteur de 15 à 18%. Le stade et les parkings attenants seront construits à proximité immédiate de la source de la vallée du Costour. Ceci signifie que notre eau sera irrémédiablement polluée par l'huile des moteurs de voiture alors qu'actuellement nous avons une terre agricole.

- Ou faudra-t-il prendre l'eau pendant les travaux et après ? L'eau c'est la vie; donc il faut arrêter tout de suite et protéger les bassins versants de la rivière du Costour.
- Nous demandons que les citoyens se prononcent sur ce projet par un referendum. Voulez-vous oui ou non la construction d'un stade au Frouven ?

Contribution de JAGAILLE

Je m'oppose à cette modification du PLU et au projet de stade tel que proposé pour plusieurs raisons environnementales / sociales / de cohérence :

(1) Quelle cohérence avec un objectif zéro artificialisation, pourquoi une telle exception ?

(2) Sortir un équipement du centre-ville, déjà desservi par les transports en commun, c'est :

- s'assurer plus de déplacements du public en véhicule personnel, et prôner ce modèle obsolète
- opérer une exclusion sociale des populations les plus défavorisées, qui sont aussi moins mobiles

(3) Je suis contre le fait de subventionner (30 millions d'euros !) un tel projet qui doit demeurer privé, puisque non porteur de renouvellement urbain ni d'attractivité du centre urbain

Je précise que je ne suis pas opposée à un projet de stade, mais pas sous cette forme. Un équipement urbain subventionné se doit d'être exemplaire et de répondre à des critères tels que : la mixité sociale de ses utilisateurs, le renouvellement urbain et l'attractivité du centre-ville, la cohérence avec un projet de territoire durable, la réflexion autour de l'accessibilité, ne pas consommer de terres agricoles.

A titre personnel, l'esthétique du projet ne me plaît pas. Loin d'être superficiel, cet aspect esthétique est aussi porteur de message, et celui de l'image du stade me semble en adéquation avec ce projet qui n'est pas de son temps et en total inadéquation avec les enjeux urbain / périphérie ou plus largement environnementaux que ne nous pouvons plus feindre d'ignorer.

Contribution de BYTOU

Après avoir consulté le dossier de présentation de mise en compatibilité du PLU, mon avis pour ce projet est très défavorable pour les raisons suivantes :

- l'heure où l'autonomie alimentaire et la recherche de circuits courts deviennent une priorité (cf les actions des villes d'Albi et de Rennes en faveur d'une autonomie alimentaire de leurs territoires), il me semble tout à fait dommageable de faire disparaître 320ha de zone agricole au bénéfice d'un stade de football.
- De manière plus globale, avant de juger l'intérêt général de la construction d'un stade de football, il serait intéressant de savoir quelles sont les véritables retombées pour le territoire d'avoir une équipe de football professionnelle à Brest ? Ces retombées sont-elles suffisantes, pour justifier l'investissement public de la collectivité dans :
 - la construction d'un stade ;
 - l'aménagement des espaces publics attenants ;
 - l'entretien et la gestion de ces espaces.

- Au delà des considérations précédentes, le lieu retenu pour ce nouveau stade me semble être de nature à diminuer l'attractivité du centre-ville de la Ville de Brest au détriment de sa périphérie. Ceci risque d'entraîner un modèle de développement favorisant les déplacements vers la périphérie au détriment du centre ville.
- Enfin, à l'heure où l'Etat va imposer une politique de Zéro Artificialisation Nette à l'échelle des territoires, qui va limiter la capacité des collectivités à artificialiser les zones non urbanisées, je me pose la question de savoir si la construction d'un stade ne va pas se faire au détriment d'autres usages (industries/logements/services médicaux...) qui pourraient être plus utiles au territoire.

Pour conclure, étant fan de sport et de sa glorieuse incertitude, il me paraît peu opportun d'investir de l'argent public au bénéfice d'une équipe de football qui peut, au détour d'un carton rouge ou d'un penalty accordé, perdre de sa superbe et mettre en péril tout l'équilibre d'un projet en étant rétrogradé dans des divisions inférieures. Le peu glorieux précédent du stade du Mans (MMArena) est là pour nous le rappeler.

Contribution de GUEZENNEC

Ayant assisté à la réunion de présentation du projet ce mois-ci à Guipavas, j'ai été effarée par cette véritable opération de « greenwashing » masquant mal une totale indifférence à la crise environnementale et sociale en cours, et surtout à l'avenir des jeunes.

Les arguments contre la construction d'un nouveau stade sont nombreux et variés, je ne ferai donc que les énumérer brièvement :

- le non-sens écologique que représente le saccage d'une zone naturelle et agricole.
- la dégradation du cadre de vie des habitants dans une commune déjà largement défigurée par la circulation automobile et les activités commerciales..
- l'argent public investi dans un projet privé dont la rentabilité bénéficiera aux investisseurs privés et l'entretien à long terme reviendra, comme d'habitude, à la collectivité ; malgré leurs déclarations d'amour à Brest et au Stade Brestois, j'ai en effet du mal à croire à la philanthropie de messieurs Le Saint.
- l'encouragement à la surconsommation que représenterait ce complexe de loisirs, alors que nous devons désormais entrer dans l'ère de la décroissance pour limiter autant que possible le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité et la pollution de l'environnement.
- le caractère pour le moins moralement discutable d'un football professionnel de plus en plus entaché de scandales financiers et humains.

Et que l'on ne dégaîne pas le sacro-saint argument de l'emploi en faveur de de stade : il faut créer des emplois UTILES dans l'agriculture, l'artisanat, la culture, les services publics, pas des emplois destructeurs de l'environnement. Un emploi n'égale pas un emploi à mes yeux, certaines activités doivent disparaître.

Alors oui à l'installation d'agriculteurs bio, oui au sport amateur convivial et respectueux de tous et toutes, oui à la préservation de la qualité de vie des habitants de la Métropole, mais NON à un projet représentatif de cet esprit de compétition mortifère qui caractérise notre société de consommation et dont les conséquences sont catastrophiques à toutes les échelles.

En espérant que la majorité SOCIALISTE, COMMUNISTE et ÉCOLOGISTE (oui ?) de la municipalité brestoise s'opposera fermement à un projet résolument CAPITALISTE.

Contribution de TONIAZZI

Je m'oppose à cette modification du PLU, intégralement dédiée à la mise en place d'un projet d'intérêt privé. Elle va permettre la bétonnisation d'une part non négligeable de cette parcelle de 18 Ha, pour un stade de football privé dont l'intérêt n'est pas absolument pas démontré, faute d'avoir étudié sérieusement la rénovation du stade actuel.

La photo d'illustration retenue pour le registre numérique rappelle la nature agricole de cette surface et jamais Brest Métropole n'a jugé utile de lancer un appel à projet pour laisser une chance à des projets concurrents portés par les habitants, plutôt que par les intérêts financiers d'un club de football privé.

Cette ouverture à l'urbanisation est également en opposition totale avec l'objectif Zéro Artificialisation Nette, contribue à accentuer l'étalement urbain des commerces et des loisirs, alors que l'été 2022 nous a cruellement rappelé, s'il en était encore besoin, à quel point nous devons protéger nos espaces naturels, nos zones humides, notre biodiversité en chute libre du fait de la disparition des habitats au profit du béton.

Cette modification est motivée exclusivement par des intérêts économiques bancaux qui ne tiennent aucunement compte de la nécessaire adaptation au changement climatique, de l'augmentation des coûts des matières premières et de l'énergie, et du bilan environnemental catastrophique et non compensé de la construction d'un stade en béton et de son utilisation en pointillé.

Il serait bon, par souci d'égalité des chances, d'ouvrir la porte à d'autres projets plus respectueux du vivant, des habitants, et des deniers publics.



Avis sur la « mise en compatibilité du PLU de Brest métropole avec le projet de stade au Frountven à Guipavas »

A Brest, le 13 novembre 2022

L'association

1

Brest à Pied et à Vélo ([BaPaV](#)) est une association sans but lucratif dont l'objet social est « d'encourager les déplacements actifs, notamment à pied et à vélo, favoriser l'intermodalité, lutter contre l'exclusion liée aux transports, prévenir la sédentarité, inciter à réduire l'usage de l'automobile et veiller au bon usage de l'argent public dans le domaine des transports et des déplacements à Brest, sa métropole et plus largement le pays de Brest » (extrait de l'article 2 des statuts). Elle est connue pour les services de vélo-école, d'atelier coopératif d'auto-réparation, d'animations dans les écoles et entreprises et pour l'organisation ou la participation à différentes animations publiques.

BAPAV a été reconnue d'intérêt général en 2020.

Synthèse de l'avis

L'association Brest à pied et à vélo s'oppose fermement à ce projet de mise en compatibilité du PLU permettant la réalisation du projet de nouveau stade de football privé.

En effet cette modification est prévue sans prise en compte des enjeux environnementaux actuels, et des adaptations urbaines nécessaires pour protéger la population de Brest métropole du changement climatique et de ses conséquences. Il ne répond par ailleurs à aucun objectif de développement durable tel que [définis par les Nations Unies](#), s'il fallait rappeler le besoin de pertinence des investissements publics, par ailleurs à peine chiffrés dans le cadre de l'étude actuelle.

De par son implantation, il est également compris par BAPAV que l'essentiel des 15 000 spectateurs s'y rendront en automobile, la desserte en transports en commun et la distance des centre-villes rendant peu probable un remplissage du stade par la seule ligne de tram, la piste cyclable de la zone commerciale, ou les piétons habitant à distance raisonnable, quand le stade Francis le Blé bénéficie d'une desserte particulièrement dense et d'une localisation en plein centre-ville favorisant intrinsèquement les déplacements doux et les transports en commun. Ce projet viendra donc clairement renforcer la part modale de la voiture individuelle dans les transports, en contradiction avec [le PCAET de Brest métropole](#) et les objectifs nationaux de baisse du trafic automobile dans le cadre de la mise en place de la [stratégie nationale bas carbone](#) appliquée au transport.

Brest à pied et à vélo
19 rue Bruat
29200 Brest
Bureau ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h
05 81 62 70 20
contact@bapav.org



En outre, le projet est déclaré d'intérêt général sans mention d'une délibération de Brest métropole ni arrêté préfectoral décidant du caractère d'intérêt général dudit projet, en précisant les critères retenus pour aboutir à cette qualification. En cela, la concertation publique trompe le public en parlant d'intérêt général sans en fournir la preuve légale : cette décision n'est pas de la compétence de Brest Métropole.

D'un point de vue économique, on se mélange clairement les pinceaux avec une analyse superficielle, non chiffrée, et basée sur un raisonnement périmé « commerces = emplois = croissance = richesse », en vantant les retombées économiques du projet, sans mentionner le coût public des aménagements nécessaires à son implantation ; en oubliant de comparer ce coût avec le coût public d'une rénovation ambitieuse de Francis le Blé ; en niant ouvertement la menace que font peser le changement climatique et le contexte géopolitique mondial sur l'économie telle qu'on la conçoit aujourd'hui (c'est-à-dire première responsable du changement climatique) ; en bref, en ouvrant la voie à un projet totalement déconnecté de la réalité. Il n'est donc jamais porté à la connaissance du public une réelle étude comparative entre rénovation du stade actuel et construction d'un nouveau stade, tenant compte de ces paramètres qui ont pourtant une influence décisive sur la viabilité économique du projet, et qui permettrait au public de juger factuellement de l'intérêt du projet.

Enfin, parce que ce projet doit s'inscrire en cohérence avec les différents plans et schémas directeurs établis par et pour la métropole :

- Il est contraire à l'objectif national « zéro artificialisation nette » pour 2023, le projet présenté ici faisant littéralement abstraction du sujet ;
- Il n'est nulle part fait mention des objectifs du plan climat de Brest métropole ;
- On parle de desserte par piste cyclable mais le schéma directeur vélo n'est pas mentionné, schéma directeur visant 4% de part modale du vélo en 2030, déjà sous-dimensionné par rapport à l'objectif national de 9% à la même échéance, lui-même insuffisant pour permettre au secteur du transport de respecter les Accords de Paris.

A rebours de tous les enjeux actuels pour l'avenir de la métropole brestoise, actant une décision en amont de toutes les études & chiffrages permettant de l'éclairer, éludant la question des piétons et des cyclistes, et dans le déni le plus flagrant de sa contribution néfaste au changement climatique, aux pollutions, et à la biodiversité, ce projet ne peut recevoir d'avis favorable de notre association.

2

Brest à pied et à vélo
19 rue Bruet
29200 Brest
Bureau ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h
05 81 62 70 20
contact@bapav.org



Détail des remarques

Page 6 : « la nécessité d'un nouveau stade »

3

Il serait utile de préciser que les « normes » citées ici ne sont pas des normes réglementaires de sécurité, mais bien des normes de la ligue professionnelle de football. Il est donc tout à fait envisageable de continuer à fonctionner par des dérogations successives sans remettre en cause l'activité du club dans ce stade.

Sur la rénovation du stade Francis Le Blé :

- « l'ampleur des travaux » : le manque à gagner mentionné est comparé aux « exigences du football professionnel contemporain » mais pas à la trésorerie du club. On peut donc en conclure qu'une rénovation ne mettrait pas à mal les finances du club et qu'il y survivra sans problème par anticipation du projet ;
- Le coût pour la collectivité : cité ici comme un argument contre, il est curieusement oublié pour le projet de nouveau stade malgré l'ampleur des travaux publics envisagés. Le public est donc incapable de juger de la pertinence de l'argument, faute d'éléments de comparaison ;
- « un bénéfice jugé insuffisant » : sans argument présenté ici, cette ligne n'apporte rien à la réflexion : quel est le bénéfice attendu ? Financier, artistique, sportif, culturel, écologique ?
- Les nuisances sonores : de la même manière, pas de comparaison avec le projet de nouveau stade, qui sera encadré par des voies à forte circulation ;
- Les stationnements sauvages : il revient à la ville, par son devoir de police et sa volonté de l'appliquer, de faire respecter la loi et d'aménager la voirie afin de limiter ce phénomène, qui n'a néanmoins lieu que lors des matches, soit maximum 10 fois par an, à comparer au stationnement sauvage quotidien dans toute la métropole, rendant difficile la circulation des piétons, des PMR et des cyclistes toute l'année.
- La création d'emploi : argument parfaitement subjectif sans étude sérieuse sur la désertification des commerces de centre-ville en conséquence de la délocalisation du stade et ses services en périphérie de la ville. En outre, de combien d'emplois parle-t-on ? Est-ce suffisant pour justifier d'artificialiser 4 hectares (minimum) de terres agricoles ?
- « c'est pourquoi la société Holdisports » n'est pas un argument à ajouter à la liste, c'est une conclusion du porteur privé du projet, conclusion a priori différente de celle de la métropole.

Le texte de cette page est extrait de la déclaration d'intention. La subjectivité du ton employé, clairement en faveur d'un projet d'intérêt privé, dénote dans une consultation publique portant sur la modification du PLU.

Brest à pied et à vélo
19 rue Bruet
29200 Brest
Bureau ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h
05 81 62 70 20
contact@bapav.org



Pages 7 et 8

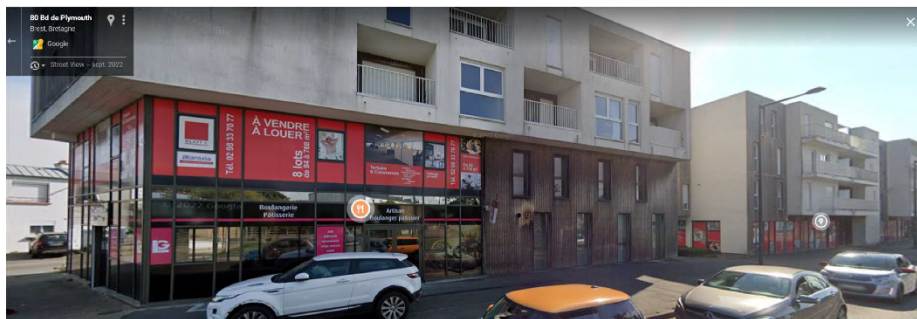
Contenu extrait de la déclaration d'intérêt des porteurs du projet, sans valeur ajoutée. On peut néanmoins produire quelques remarques :

- « permettant d'améliorer et sécuriser sa rentabilité financière » : la modification du PLU a donc pour seul but d'assurer la rentabilité financière d'une entreprise privée, en privatisant 17 hectares de terres agricoles ?
- « 1300 places de stationnement » et « un parking public de 350 places » : il faut préciser que ces 1650 places sont des places de stationnement automobile. On s'assoit ici sur toutes les obligations légales de création de stationnements pour vélo et on continue de créer du stationnement pour automobile, quand bien même la ville s'est fixé pour objectif de réduire la part modale de l'automobile de 1,5% par an (Cf plan climat). C'est incohérent et également contraire aux objectifs nationaux de réduction de la part modale de la voiture dans les transports.
- « l'art-de-vivre à la brestoïse », dans une consultation publique il serait bon de ne pas pré-supposer que l'art de vivre local consiste à aller se restaurer dans l'enceinte bétonnée d'un stade de football situé en pleine zone commerciale. C'est extrêmement dévalorisant pour la population.
- « des espaces événementiels », des « espaces de bureau et de co-working » : à mettre en regard du taux d'occupation des locaux commerciaux de rez-de-chaussée qui ont fleuri le long du boulevard François Mitterrand mais aussi du boulevard de Plymouth, du haut de la rue Jean Jaurès, du plateau des Capucins... ils sont tous vides mais on veut ici persister à en construire de nouveaux : dans la logique d'un projet, on répond à un besoin existant. Là, pas de besoin, la spéculation immobilière est devenue le besoin générateur et remplit les artères principales de la ville de locaux neufs mais vides.

4



Figure 1 : locaux commerciaux à l'arrêt de tram Coat Tan, boulevard de Plymouth, vides depuis leur commercialisation en 2021, construits hors réglementation thermique



5

Figure 2 : locaux commerciaux du boulevard de Plymouth, vacants depuis leur commercialisation il y a 10 ans !

Page 10 sur l'intérêt général

- Préciser qu'il s'agit d'un équipement exclusivement dédié au football, donc ne ciblant qu'une partie restreinte de la population brestoise intéressée par ce sport en tant que spectateur. « Conforter le football brestois au premier rang des clubs sportifs nationaux » ne présente pas un caractère d'intérêt général et **il n'est nul part établi de lien entre le confort de l'enceinte sportive, et les résultats sportifs.**
- « devrait [...] créer une dynamique économique génératrice d'emplois » puis « permettra de créer de nouveaux emplois pérennes » : contradiction entre une première phrase au conditionnel et une seconde au futur de l'indicatif, quelle étude comparative entre le stade actuel et ses retombées économiques pour la métropole, et le projet futur (qui va donc laisser un nouveau vide en centre-ville) et ses retombées supposées ? En quoi la création d'emplois est un indicateur de dynamique économique ? Quelle étude démontre que ce projet va créer plus d'emplois qu'il ne pas en supprimer autour du stade actuel ?
- Le « marqueur territorial » n'est pas un critère de qualification d'intérêt général au sens du code de l'urbanisme, c'est un terme flou et subjectif ;
- Ce projet ne coche aucune autre case du code de l'urbanisme s'agissant d'une qualification d'intérêt général, à savoir : « Être destiné à la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'équipement, au fonctionnement d'un service public, à l'accueil et au logement des personnes défavorisées ou de ressources modestes, à la protection du patrimoine naturel ou culturel, à la prévention des risques, à la mise en valeur des ressources naturelles, à l'aménagement agricole et rural ou à la préservation ou remise en bon état des continuités écologiques ».
- Enfin, **il n'est pas de la compétence de la métropole de qualifier ce projet d'intérêt général.** En effet selon le code de l'urbanisme « Les projets et mesures mentionnés respectivement aux articles [L. 102-1](#) et [L. 102-2](#) sont qualifiés de projet d'intérêt général par arrêté préfectoral ». C'est donc un abus de pouvoir de Brest métropole de déclarer dans cette consultation que ce projet de stade privé est d'intérêt général.

Brest à pied et à vélo
19 rue Bruet
29200 Brest
Bureau ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h
05 81 62 70 20
contact@bapav.org



Page 14 : pourquoi une concertation ?

- « il est rappelé que la présente concertation préalable porte exclusivement sur les adaptations du PLU nécessaires pour la réalisation du projet de stade. Elle ne porte pas sur l'opportunité et les caractéristiques du projet privé de stade » : pourtant l'opportunité de ce projet est défendue en préambule de la concertation. Il n'est pas cohérent de la justifier avec les mêmes termes que les porteurs du projet pour *a contrario* préciser au public que son avis ne doit pas la remettre en cause. C'est une question de méthode : soit on laisse la possibilité de remettre le projet en question, et on argumente le « pour » en justifiant le pourquoi, soit il n'y a pas de débat possible et dans ce cas, pourquoi prendre la peine de le justifier ?

6

Page 17

- « Les terrains s'inscrivent dans un contexte agricole voué essentiellement à la grande culture en contexte péri-urbain. Ils sont occupés par de grandes cultures et d'anciennes serres démolies après 2015. » : comment Brest métropole justifie de changer la destination de ces terres, face aux objectifs nationaux de préservation des terres agricoles et de l'objectif ZAN ?

Page 20

- Sur le document graphique n°2, la réduction du recul de 100 à 20 mètres en bordure de la 4 voies n'est nulle part justifiée, ni par les besoins du projet, ni par le document de concertation. Pourquoi remettre en question le code de l'urbanisme qui continue pourtant de s'appliquer ? On apprend page 22 « qu'une étude est en cours ». Il est souhaitable d'attendre le résultat de cette étude **avant** de modifier le PLU. Sinon, à quoi sert l'étude ? On met la charrue avant les bœufs.
- Sur le document graphique n°3, il est envisagé de supprimer l'interdiction d'implantation de commerces, mise en place pour maîtriser le trafic automobile, parce que le projet de stade intègre des commerces. Quelle valeur peut bien avoir un PLU si n'importe quel projet d'intérêt privé le remet en cause ? « Pour autant, le classement en zone AUS continuera de garantir les objectifs du PLU en matière d'implantation commerciale, puisque seules les activités marchandes liées au stade seront autorisées. » C'est-à-dire des restaurants, une salle de jeux virtuels, des locaux commerciaux... bref exactement le type d'activités qui sont aujourd'hui interdites dans une logique de captage de flux. Le message est particulièrement obscur.

Page 22 :

- Le projet transforme 17 Ha de terres agricoles en zone à industrialiser. On apprend que cela représente 0,7% de la somme des surfaces agricoles de Guipavas et Gouesnou, c'est considérable dans un contexte de baisse des rendements agricoles, de contraction des ressources alimentaires, et plus globalement, de crise alimentaire au niveau mondial. Le document ne présente aucune analyse de cet impact, juste un calcul chiffré qui n'appelle

Brest à pied et à vélo
19 rue Bruat
29200 Brest
Bureau ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h
06 81 52 70 20
contact@brpav.org



aucune conclusion : que faut-il en penser ? Quelle métrique peut bien représenter la surface agricole ouverte à l'urbanisation ?

- La première cause de l'effondrement massif des populations d'insectes et d'animaux, à Brest comme partout dans le monde (-70% depuis 1970, et en accélération exponentielle), n'est pas l'augmentation des températures ou l'activité humaine en tant que telle, mais la perte d'habitat, donc ce projet en l'état actuel propose de supprimer 4 Ha d'habitat naturel. Est-ce acceptable parce que le vivant ne coûte rien ? A-t-on pris la mesure de cette décision ?
- Aucune mention de la surface artificialisée, de la préservation des continuités & couloirs écologiques, du bilan carbone de la construction (et du cycle de vie complet du stade), de l'utilisation des matières premières (dont l'extraction est elle-même source de pollution), de l'augmentation prévisible du trafic automobile et donc de la pollution... si ces données seront (mais sans aucune certitude) établies par les porteurs du projet, est-ce à dire qu'à ce jour, la modification du PLU est un blanc-seing à une construction probablement très néfaste pour l'environnement, puisque faite traditionnellement à base de béton, sans aucune étude d'éco-conception ?
 - Les porteurs ne proposent pas un projet à l'état de l'art en matière d'éco-construction,
 - l'avis qui sera rendu par l'autorité environnementale n'est pas suspensif,
 - Brest métropole oublie de mettre le projet en regard de ses propres objectifs du plan climat.

7

La faiblesse manifeste du chapitre « environnement » illustre l'incapacité de Brest métropole, et des porteurs du projet, à se saisir de la question climatique. La proposition de modification de PLU ici présentée n'envisage rien de moins que continuer à urbaniser comme au siècle dernier, sans aucune prise en compte des alertes répétées de l'ONU, de la communauté scientifique mondiale représentée par le GIEC, et des évolutions des coûts des matières premières et de l'énergie dans la très superficielle analyse économique.

Page 23

La zone est considérée comme bien desservie par le réseau viaire (automobile donc) existant, ainsi que la voie de tramway. A titre de comparaison avec le stade actuel, elle est pourtant considérablement moins bien desservie (voir le nombre de lignes de bus et le tram qui desservent la place de Strasbourg) et suppose donc que les spectateurs viendront sur place en voiture, faute d'une desserte en tram suffisante pour remplir les 15 000 places. On envisage donc ouvertement une régression par rapport à la situation actuelle en termes de part modale des déplacements doux.

La prise en compte des piétons est symptomatique d'un projet anachronique qui propose de continuer à décentraliser un service de centre-ville à la périphérie de la métropole : aujourd'hui, le stade Francis le Blé est à 20 min de marche d'une part non négligeable des habitants de Brest, avec une rosace isochrone très bien distribuée autour de son accès principal, qui touche une dizaine d'IRIS (source : [Géoportail](#)).

Brest à pied et à vélo
19 rue Bruet
29200 Brest
Bureau ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h
05 81 62 70 20
contact@bapav.org

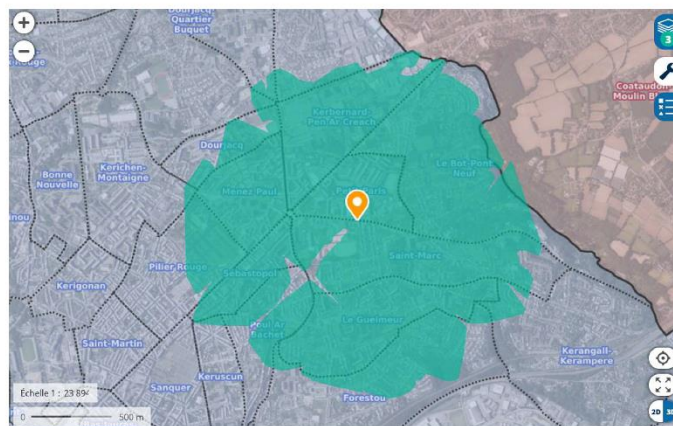


Figure 1 : rosace isochrone 20 min à pied du stade actuel

Le potentiel futur stade du Frouven quant à lui n'est accessible à 20 min à pied que par une part extrêmement faible de la population, du fait de son implantation dans une zone commerciale de périphérie peu dense en habitations (entre 5 et 10 fois moins, en ordre de grandeur) : la rosace isochrone ne touche 2 IRIS que de manière superficielle.

Dans la modification du PLU présentée, les piétons ne sont mentionnés qu'à travers la passerelle qui enjambera le boulevard François Mitterrand pour relier le parking d'Ikea au stade. Ces piétons seront donc soit des passagers du tram, soit des automobilistes garés sur les parkings privés des commerces alentours (Ikea, Leroy Merlin, Jardiland, etc), aucunement des spectateurs se rendant à pied au stade.

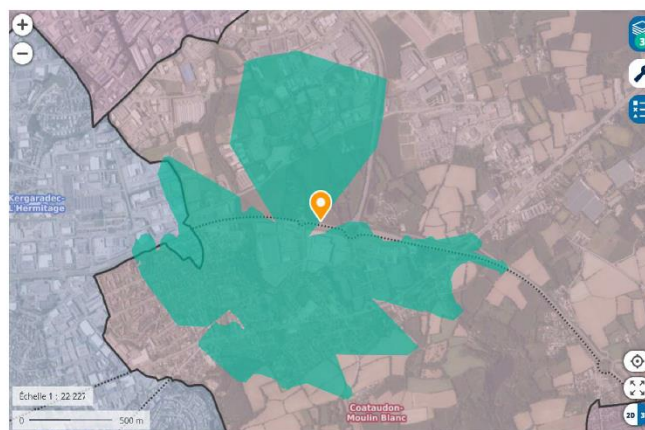


Figure 2 : rosace isochrone 20 min à pied du futur stade

Fin du document.



Dimanche 06 novembre 2022

Manifeste contre la construction du stade du Froutven

Les raisons qui font que ce n'est pas une bonne idée de construire un stade et ce pourquoi nous sommes contre, sont nombreuses. La modification du PLU ne doit aller que dans le sens de la protection des terres agricoles.

- La destination des terres prévues pour la construction du stade doit rester à vocation agricole. Elles ne doivent pas non plus être des réserves foncières en vue d'une extension de la ville. La destruction de la faune et de la flore ne pourra pas restées impunie éternellement. Déjà de jeunes ingénieurs sortis de grandes écoles (HEC, Ecole vétérinaire, Polytechnique) et de très nombreux citoyens ont exprimés leur désaccord sur notre modèle économique.
- Le projet n'est en définitive pas comme annoncé précédemment un projet privé puisque 15 M€ seront demandé pour sa construction à la collectivité, c'est-à-dire les habitants de Brest et de la communauté urbaine. Nous ne voulons pas une augmentation de la taxe foncière pour financer le stade à une période où notre pouvoir d'achat diminue compte tenu de l'inflation.
- Pour l'aménagement des routes, d'une passerelle qui enjambera la D205, il est prévu une enveloppe de 15 autre M€. C'est aussi en partie pour l'aménagement du quartier oui mais sans stade, cela ne se justifie pas.
- C'est aussi aux Brestois et à BM de payer pour un stade qui recevra des personnes qui viennent d'au-delà de Brest métropole. Combien de Brestois viennent au match ? La capacité du stade ne permet pas au dixième de la population de Brest d'y venir et tout le monde doit payer.
- Est-ce que les leçons du dérèglement climatique et du déclin de la biodiversité sont prises en compte. Certainement pas. Nous avons vécu une canicule en juillet et août avec un arrêté de la préfecture pour limiter l'usage de l'eau, il y a eu 3,5° degré Celsius supplémentaires en octobre 2022 sur la région brestoise par rapport aux normales de saison, les incendies sont devenus une calamité dans les monts d'Arrée et dans le sud de la France, il y a maintenant des épisodes d'inondation un peu partout et en parallèle de nombreux départements qui sont toujours en seuil de sécheresse. Il est temps d'arrêter de penser que tout va bien et d'agir avec bon sens et discernement et non pas sur la base d'égos mal dimensionnés.
- Ce n'est pas aux « vieux » qui ont de l'argent de décider de l'avenir de la jeunesse. Laissons-les décider par eux même. Ils ont une conscience écologique bien plus exacerbé que les promoteurs de ce projet et des maires qui les accompagnent. Quel héritage laisserons-nous aux générations futures ? Tout ceci pour que des inconscients laisse leur trace sur terre ? Il faut proposer un référendum à Brestois pour qu'ils votent oui ou non au stade.
- C'est un moratoire qu'il faut mettre en place contre l'artificialisation des terres agricoles. Le rythme d'artificialisation des terres agricoles est supérieur à l'accroissement de la population sur les communes de Brest, Guipavas. Nous et nos enfants ne mangeons pas du béton.
- Le stade n'est pas un bâtiment dans lequel d'autres sports peuvent être pratiqués, ni pouvant servir à des activités de concert ou à des événements culturels. Il n'a vocation qu'à service pour le foot.

- Nous avons des exemples comme pour les villes du Mans, Bordeaux qui possèdent des infrastructures surdimensionnées et donc très coûteuses pour la ville et donc pour les habitants. Brest en ligue 1 pourrait assurer le remplissage d'un stade de 13 000 places mais en ligue 2, comme semble le promettre les résultats actuels ce n'est plus que 6 ou 7 000 places.
- Ce stade n'est qu'un projet financier, c'est le foot business. Pour rentabiliser le stade, il faut assurer des revenus par tous les moyens, la mise en place d'une restauration sur 3 500 m2 avec les différentes cuisines du monde. Assurer une activité permanente, tel que l'objectif.
- Que deviennent les commerçants du centre villes ? Une nouvelle offre va provoquer une vidange, une perte du chiffre d'affaires de certains commerçants de la ville. Ce sera la fermeture de commerce et une nouvelle désertification. L'objectif d'une mairie n'est-elle pas de garder le dynamisme au sein de la ville et non en périphérie. La fermeture de commerces de proximité, n'est-elle pas catastrophique pour les personnes âgées ?
- Du 17 au 19 octobre avait lieu à Brest le REFMAR 2022 un colloque sur l'observation du niveau marin au profit des politiques publiques et de la recherche. A cette occasion Mme Véronique Masson-Delmotte a fait une présentation du 6 ième rapport du GIEC, elle décrit la situation actuelle et ce vers quoi nous nous orientons, si rien n'est fait, en termes d'augmentation de la température et du niveau de l'eau. Elle écrit chaque tonne de CO2 compte ou plus exactement chaque tonne de CO2 non produite compte. Il faut donc restreindre nos activités émettrices de CO2 et sauvegarder les ressources eau, terres agricoles pour que nos enfants et petits-enfants puissent vivre décemment.
- Un arrêté du préfet a été émis en date du 02 février, 29-2022-02-11-0001 portent dérogation aux lois 411-1 et 411-2 ne constitue qu'une litanie d'autorisation de destruction d'espèce protégées
- L'eau des Brestois et les Relecquois provient de l'eau de la vallée du Costour à hauteur de 15 à 18%. Le stade et les parkings attenants seront construits à proximité immédiate de la source de la vallée du Costour. Ceci signifie que notre eau sera irrémédiablement polluée par l'huile des moteurs de voiture alors qu'actuellement nous avons une terre agricole.
- Ou faudra-t-il prendre l'eau pendant les travaux et après ? L'eau c'est la vie ; donc il faut arrêter tout de suite et protéger les bassins versants de la rivière du Costour.
- Nous demandons que les citoyens se prononcent sur ce projet par un referendum. Voulez-vous oui ou non la construction d'un stade au Frotven ?
- L'association Costour Poumon Vert en Finistère.



**Contributions recueillies sur le registre tenu à disposition du public
à l'hôtel de métropole**

DATE	CONTRIBUTEUR	OBSERVATIONS
03/11/2022	J.B. habitant de Brest	<p>Habitant de Brest et d'un profil "sportif" je m'étonne de ce projet. En effet, il apparaît que l'intérêt général d'un tel projet ne serait démontré que par la défense de l'intérêt du football professionnel... Quel intérêt général cela recouvre-t-il ? Quel est l'intérêt pour les habitants de Brest qui ne s'intéressent pas au club de football professionnel brestois ? Quel intérêt pour tous les pratiquants d'activités nautiques ? Il me semble que Brest est bien positionné géographiquement pour développer et favoriser en priorité le nautisme ?</p> <p>Par ailleurs, le dossier n'indique pas précisément les coûts financiers de rénovation du Stade Francis Le Blé, ni encore moins le coût financier de ce projet de construction d'un stade à Guipavas ?</p> <p>A-t-on mesuré réellement l'impact en terme d'emplois ?</p> <p>A-t-on effectué des études comparatives de tel projet en lien avec d'autres collectivités ?</p> <p>En outre, à l'heure de la sobriété énergétique, de la préservation de la "nature y compris en ville", de la nécessité de préserver le foncier de haute urbanisation... peu réfléchi, ce projet m'interpelle. La lecture du dossier de mise en compatibilité du PLU n'a pas répondu à mes interrogations.</p>

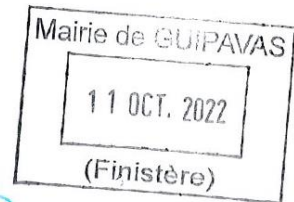
**Contributions recueillies sur le registre tenu à disposition du public
en mairie de Guipavas**

DATE	CONTRIBUTEUR	OBSERVATIONS
16/11/22	M. PERROT	<p>les habitants de Botpau et de Pouébois à Guipavas s'interrogent sur la dernière implantation du stade. En effet le nouveau projet tise du projet qui nous laisse penser à quel point le stade ven- drait s'échouer sur les qua- tiers.</p> <p>Le terrain peut constituer une mise demantelle de 100 mètres de long par une hauteur de 20 mètres de haut, les présentations nous en choc pour et accentuer bien évidemment des nuisances sonores in- supportables.</p> <p>En conclusion l'ensemble des habitants a signé une pétition transmise à M. THOS maire de Guipavas et à M. HALLER de la maison de la ville de Guipavas de la dernière implantation = fin de mise 2013, qui d'été prochain et de parois grader en leur possible</p> <p align="right">Pour les habitants des hameaux M. PERROT</p>

Les habitants de botspern et de pen-ar-creach à Guipavas

Donnez votre avis sur le nouveau projet du stade brestoïse 29.

Monsieur Le Maire de Guipavas
M. Fabrice JACOB



Le 8 octobre 2022

L'architecture de ce projet peut nous laisser penser à une coque de bateau renversée, mais aujourd'hui cette dernière vient s'échouer sur les quartiers de botspern et de pen-ar-creach. En effet la nouvelle implantation n'est plus la même qu'à l'origine, et si elle était à plus de 200 mètres de la voie communale n° 27, elle se trouve aujourd'hui à une cinquantaine de mètres.

La tribune nord constituant une masse démentielle de 200 mètres de long sur 20 mètres de haut présentera un choc visuel à nos yeux et accentuera bien évidemment des nuisances sonores insupportables aux résidents des hameaux et aux nouveaux arrivants. (plus de soixante maisons en construction, habitables dans six mois.)

En conclusion pour donner notre avis comme vous nous le demandez, nous sommes opposés à ce projet trop proche de nos maisons et nous vous demandons de revenir sur la première implantation (plan de masse 2019) afin de mieux nous préserver et de pouvoir garder un lieu de vie paisible.

Tous nous nous posons la question des phénomènes de violence qui se proposent de plus en plus autour des stades, entre supporters adoués. Encore un facteur qui conforte notre demande d'abandonner le stade.

Les habitants de botspern et de pen-ar-creach à Guipavas

Donnez votre avis sur le nouveau projet du stade brestois 29.

Le 8 octobre 2022

L'architecture de ce projet peut nous laisser penser à une coque de bateau renversée, mais aujourd'hui cette dernière vient s'échouer sur les quartiers de botspern et de pen-ar-creach. En effet la nouvelle implantation n'est plus la même qu'à l'origine, et si elle était à plus de 200 mètres de la voie communale n° 27, elle se trouve aujourd'hui à une cinquantaine de mètres.

La tribune nord constituant une masse démentielle de 200 mètres de long sur 20 mètres de haut présentera un choc visuel à nos yeux et accentuera bien évidemment des nuisances sonores insupportables aux résidents des hameaux et aux nouveaux arrivants. (plus de soixante maisons en construction, habitables dans six mois.)

En conclusion pour donner notre avis comme vous nous le demandez, nous sommes opposés à ce projet trop proche de nos maisons et nous vous demandons de revenir sur la première implantation (plan de masse 2019) afin de mieux nous préserver et de pouvoir garder un lieu de vie paisible.

SIGNATAIRES :

NOM	Prénoms	Quartier	Signature
DANICA	Tatien	[REDACTED]	[Signature]
PERROT	Marion	[REDACTED]	[Signature]
Hol Roue	Sorathian	[REDACTED]	[Signature]
Perrot	Cathy	Gujanvès	[Signature]
Perrot	Alcide	Gujanvès	[Signature]
PERROT	Aymara	Gujanvès	[Signature]
PERROT	Jo	[REDACTED]	[Signature]
		[REDACTED]	[Signature]
GOLHEN	Pascal Veronique	[REDACTED]	[Signature]
Perrot	Quenée	Pen Ar Greadh Gujanvès	[Signature]
LANDRÉ	Jean-Christophe	Pen Ar Greadh	[Signature]
LANDRÉ	Yvann	Pen Ar Greadh	[Signature]
LANDRÉ	Rose	Pen Ar Greadh	[Signature]
LA			

SIGNATAIRES :

NOM	Prénoms	Quartier	Signature
DANIEL	Tatien	[REDACTED] Au Créach	[Signature]
PERROT	Marion	[REDACTED]	[Signature]
HOUPPÉE	Sonathan	[REDACTED] Au Créach	[Signature]
PERROT	Cathy	Gujan	[Signature]
PERROT	Wendy	Gujan	[Signature]
PERROT	Aymara	Gujan	[Signature]
PERROT	[REDACTED]	[REDACTED]	[Signature]
GOLHEN	Pascal Véronique	[REDACTED] Au Créach	[Signature]
PERROT	Openée	Pau Au Créach Gujan	[Signature]
LANDRÉ	Jean-Christophe	Pau Au Créach	[Signature]
LANDRÉ	Yann	Pau Au Créach	[Signature]
LANDRÉ	Rose	Pau Au Créach	[Signature]
LA			


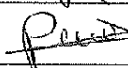



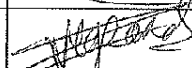

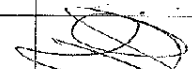

SIGNATAIRES :

NOM	Prénoms	Quartier	Signature
MENEL	JS	BOTSPIER	
DEFEVER	Valérie	" "	
De Fever	Eric	Botsperu	
Bauwens	Edith	Botsperu	
PERARUCHON	Bea Alice	Botsperu	
TERRASSON	Stéphane	Botsperu	
TERRASSON	J. Marie	Botsperu	
TERRASSON	Mourigane	Botsperu	
Terrasson	Korydwan	Botsperu	
THOMAS	Judy	Pen An erouch	
THOMAS	Annie	Pen An erouch	
PORS	J. François	Pen an erouch	
PORS	Helene	Pen An Chrouch	
MEVIZ	J. F.	Botsperu	
MENEZ	M. T.	Botsperu	
NIVEZ	CAO	Botsperu	
NIVEZ	YAN	Botsperu	
MENEZ	Annie	Botsperu	
HUGUET	GLY	Kensouric	
CORNEC	S	Kensouric	
BARDINET	Margoli	Botsperu	

SIGNATAIRES :

[illegible]

SIGNATAIRES :

NOM	Prénoms	Quartier	Signature
PERROT	Jean Noël	Quartier	
PERROT	CHANTAL	Quartier	
KIRCHER	J-F		
Kircher	Edouard		
Kircher	Charles		
KIRCHER	Victor		
KIRCHER	Gustave		
LEGRAND	Nathalie		
Legrand	Pauline		
LEGRAND	Amélie		
LEGRAND	Nicolas		
KIRCHER	Louison		
KIRCHER	Delphine		
PERROT	Laurent		

STADE ARKÉA PARK

UNE AFFAIRE DE POGNON

ON NOUS CACHE TOUT, ON NOUS DIT RIEN !

UN FINANCEMENT BANCAL !

> En 2023, le chiffrage du projet montait à 106,5 millions d'euros, dont 30 millions d'argent public (nos impôts).

> En 2025, rien n'a changé !

Où est passée l'inflation ?

Où sont chiffrés les investissements publics nécessaires ? (acquisition du terrain, nouvelle gare de tram au Frotven, parking...).

DES TRANSPORTS MAL GÉRÉS !

> Il y aura beaucoup plus de voitures à circuler dans Brest et autour : merci pour les nuisances et la pollution !

> L'avenue François Mitterrand sera bloquée à chaque match et à chaque événement, créant d'énormes bouchons.

> 1350 places, le stationnement est insuffisant : les parkings d'Ikea et de Leroy Merlin seront accessibles en fin de semaine.

ADIEU LE FOOT POPULAIRE ? ADIEU LE FOOT

700 VIP sur 15 000 places, où sera l'esprit des Ty-zefs ?
On ne veut pas du champagne pour le beau monde, on veut des places pas chères pour tout le monde !

Qu'est-ce qui empêchera les frères Le Saint de vendre le SB29 ? Et pourquoi pas également Arkéa Park, dont ces hommes d'affaires seront propriétaires avec un bail de 70 ans ?

Enquête publique concernant projet Arkéa Park

Objet : Contribution, observations et objections dans le cadre de l'enquête publique sur le projet de stade Public/Privé au Frotven, Arkéa Park

J'interviens en tant qu'habitant de Brest, spectateur occasionnel de matchs du Stade Brestois à Francis Le Blé, mais aussi et surtout ancien élu de Brest de 2002 à 2020.

Durant cette période, je fus notamment vice-président à l'Urbanisme (2014-2018), adjoint et vice-président aux Finances à la ville et à la métropole de Brest (2018-2020), et enfin premier adjoint de la ville de Brest. De plus, j'ai occupé les responsabilités de président de la SEM et de la SPL Brest métropole aménagement et je fus ancien administrateur de la SEM Brest'aim.

Au regard de ces diverses expériences aux responsabilités des deux collectivités brestoises et au sein d'EPL liés à ce projet, j'en connais bien la genèse et les enjeux en matière d'urbanisme et de finances. Par ailleurs, ces 18 années au pilotage de plusieurs projets d'envergure m'ont permis de très bien connaître le fonctionnement des collectivités territoriales et les différentes parties prenantes de ce dossier qui dévia très significativement de sa trajectoire initiale sous l'impulsion du maire de Brest, après les municipales de 2020.

-

Deux niveaux de questionnement interpellent lourdement la nécessité de ce projet de nouveau stade au Frotven.

- Le premier est sur l'opportunité du projet au regard d'une rénovation de l'enceinte actuelle, l'information préalable sur le projet, la gouvernance future et le montage financier opéré pour financer l'Arkéa Park.
- Le second est sur la perspective réelle de recette de fonctionnement venant financer les importantes dettes de ce projet, dans un contexte de financement du football français très dégradé et par ailleurs dans un monde qui, inévitablement, se transformera dans les années à venir avec pour objectif la réduction des empreintes écologiques, individuelles comme collectives.

Avant de commencer, je me permets de rappeler la conclusion du rapport que la Chambre Régionale des Comptes Bretagne a publié en 2022 sur l'analyse des exercices 2016 à 2021 de la S.A. *Stade Brestois* 29. Il s'agit d'un document très éclairant sur le fonctionnement du Club, les participations publiques et les risques associés.

À la fin de cette analyse très riche datant de 2021, il était écrit sous le paragraphe : « *Projet de nouveau stade* » :

« Bien que ce projet de nouveau stade n'en soit qu'au niveau des discussions, la chambre attire l'attention de la SA Stade Brestois sur les coûts envisagés au regard de sa situation financière fragile. Un équilibre entre les ambitions du club et ses capacités réelles de financement doit être trouvé. »

Malgré un heureux passage lucratif en ligue européenne cette année, qui a une probabilité très faible de se représenter lors des 10 à 20 prochaines années, je ne crois pas que cet avertissement soit passé de raison.

Première partie

Alternatives, financement, information, concertation et règles d'urbanisme

Sur les aspects financiers, la gouvernance et l'opportunité d'un projet nouveau au regard d'une rénovation bien moins chère, voici les principaux éléments de ce projet qui me paraissent inquiétants, voire opposés à l'intérêt public de nos deux collectivités territoriales.

1. Montant de l'investissement public disproportionné.

Bien que le stade ait été initialement annoncé avant les élections de 2020 comme entièrement financé par des fonds privés, le financement public sollicité se situe aujourd'hui à 30 millions d'euros, au travers de subventions directes de la métropole de Brest, du département du Finistère (pourtant financièrement exsangue dans la période sur ses compétences sociales propres), de la région Bretagne, de communautés de communes et de communes. Viennent se rajouter d'autres financements publics au travers de participations de SEM de la métropole brestoise. En outre, la métropole a accepté de se porter garante pour la moitié des deux prêts de 39 millions d'euros, soit une garantie de 19,5 millions d'euros, pour un projet financé sur une durée très longue (annoncée à 50 ans). Il est préoccupant de constater que cette garantie pourrait peser lourdement sur les finances publiques, déjà très endettées par le projet de tramway brestois, sans qu'il y ait de précisions suffisantes sur les bénéfices futurs pour la collectivité au regard d'autres alternatives possibles.

À ces subventions conséquentes des collectivités territoriales s'ajoutent les coûts d'aménagement conséquents de la zone qui seront, là encore, portés par la métropole de Brest et qui peuvent être estimés entre 15 et 25 millions d'euros. Tous les aménagements ne semblent pas être annoncés aujourd'hui. La passerelle, considérée initialement comme essentielle à la sécurité du projet, a ainsi été supprimée. Nul doute qu'elle paraîtra obligatoire après quelques années d'usage, en espérant que cela ne soit pas du fait d'accidents graves.

Le cout de construction du stade, annoncé dans la presse à 106,5 millions d'euros, plus les couts d'aménagement financés par la métropole, annoncés entre 15 et 25 millions d'euros, donne un cout consolidé du projet entre 120 et 130 millions d'euros. Comme sur tout projet d'envergure, des dépassements sont à prévoir, et l'acteur privé a déjà plafonné sa capacité à soutenir des couts supplémentaires à 10 millions d'euros. La collectivité devra-t-elle assumer ces dépassements d'un porteur de projet privé ? Personne ne le dit aujourd'hui.

A minima, la participation publique sera donc d'environ 50 millions d'euros, auxquels viendra se rajouter une garantie d'emprunt de près de 20 millions d'euros sur 50 ans. Nous ne sommes plus du tout sur la copie initiale d'un projet financé à 100 % par le privé, comme annoncé en 2018 par les décideurs locaux (privé comme public).

Cette copie purement privée était aussi celle validée par le maire actuel lors des municipales de 2020. Le projet d'envergure actuel ne porte donc aucune légitimité démocratique issue d'un programme électoral soumis aux citoyens de Brest métropole.

2. Absence de débat public et d'évaluation des conditions d'occupation foncière

Le projet prévoit que la métropole de Brest mette en location un terrain de sa réserve foncière pour le stade (acquis à la suite d'un long contentieux dont j'avais moi-même suivi les derniers rebondissements en tant que vice-président à l'Urbanisme), sous la forme d'un bail à construction, sur lequel très peu d'information a été fournie publiquement.

Il n'a existé aucun débat public ni sur les modalités, ni sur les conditions de retour de cet équipement dans le domaine public, ni sur la durée d'occupation, annoncée à 60 ans et plus, alors que ces informations engageront les finances publiques de Brest sur le long terme. C'est une grosse lacune qui pourrait couter très cher aux générations de Brestois dans 50 ans, sans que nous sachions aujourd'hui qui dirigera cette société de projet, pour peu qu'elle existe encore.

Il nous a été dit aujourd'hui qu'une rénovation du stade actuel (Le Blé) coûterait trop chère, qu'en sera-t-il de cette future enceinte dans 50 ou 60 ans lors de son retour dans le domaine public ?

3. Étude non rendue publique concernant la rénovation du stade actuel

Une étude, financée par la ville de Brest à la demande d'élus brestois opposés au projet au Frotven, démontre qu'une rénovation du stade actuel (Francis Le Blé) est non seulement possible, mais coûterait environ deux fois moins cher que le projet de nouveau stade (entre 50 et 60 millions d'euros, aménagements extérieurs compris). L'étude met aussi en exergue que les normes des fédérations peuvent parfaitement être respectées après une rénovation, comme c'est le cas lors des rénovations faites par d'autres grandes villes.

Malgré son importance pour éclairer les citoyens, cette étude publique, finalisée en juin 2023, a été gardée confidentielle par la mairie de Brest, bien qu'il y ait eu des demandes répétées d'associations de la porter à la connaissance du public.

Il n'y a eu aucune présentation publique, par voie de presse, de cette étude par la collectivité qui en portait la responsabilité. Une omerta volontaire des décideurs de cette ville semble s'être installée sur l'alternative au projet que l'on nous présente. Seules des associations opposées au projet en ont fait la diffusion, après qu'une fuite du document ait eu lieu.

Aucun débat public n'a été organisé sur le sujet, alors que c'est une demande répétée de plusieurs collectifs de citoyens de Brest et de la métropole. Comment peut-on mener aujourd'hui une concertation publique sincère, si les éléments concernant une alternative plus économe et plus écologique sont gardés secrets par les dirigeants élus de la collectivité brestoise ?

4. Opacité dans la gestion et répartition des fonds publics et privés

Selon mes estimations, l'apport de fonds propres privés (à terminaison) dans le projet global du nouveau stade s'élèverait à 16 millions d'euros, soit moins de 15 % du coût total de la construction et 12 % du coût global (hors intérêt d'emprunts). Côté collectivités territoriales, les contributions publiques (subventions publiques, coûts d'aménagements et d'investissements de la métropole et des SEM brestoises) dépasseront 50 millions d'euros.

Toutefois, le montage prévoit la création d'une société de projet (SPV), dont le pacte actionnarial, et donc la gouvernance, sera très favorable aux acteurs privés (estimation de 75 % des actions contrôlées par le privé). Cette société sera donc dirigée par un ou des actionnaires privés majoritaires. La gouvernance des décisions sur ce futur stade et les bénéfices reviendront donc très majoritairement à des acteurs privés, ce qui pose de nombreuses questions au vu des apports publics engagés et d'un retour final dans le domaine public.

Plus largement, cette société de projet, ayant pour finalité annoncée de durer plus de 50 ans, a une probabilité très faible de rester sous le contrôle d'un même actionnaire sur cette durée. Aujourd'hui, il s'agit des dirigeants du Groupe Le Saint, via leur société Holdisports, actionnaire quasi unique de la SA Stade Brestois 29. Qu'en sera-t-il dans 10, 20 ou 30 ans ? Les dirigeants du Groupe Le Saint envisagent-ils une dynastie de plus de 50 ans dans la gestion du Stade Brestois et de son stade ? Il est possible d'en douter. En juin 2023, conscient du rapport de force qu'ils exerçaient déjà sur les élus politiques, ils menaçaient déjà dans la presse de revendre leurs deux Clubs (de foot et de handball féminin) si les collectivités locales n'adhéraient pas à leur projet de nouveau stade. Quid de la bonne gestion des futurs dirigeants successifs du Club sur cette même durée et de leur capacité à assumer leur part de financement ?

Du fait de ce montage hasardeux, toutes ces incertitudes font peser de nombreux risques pour la métropole qui sera pour sa part engagée sur la durée dans ce projet, tant par les garanties d'emprunts que par l'équipement en lui-même, occupant une parcelle publique. Une mauvaise gestion future risque de coûter très cher à notre collectivité et à ses contribuables dans l'avenir. Au-delà de la pertinence même de l'enceinte, il eut été beaucoup plus approprié de la part des responsables politiques de prévoir une gestion publique de l'enceinte au travers d'une SEM, par exemple.

La vision publique comme privée du projet semble s'inscrire dans des échéances à court terme : électorales pour le politique et un maintien en Ligue 1 pour les propriétaires du Club. Il ne semble pas y avoir de préoccupation sur les impacts financiers de futurs scénarios à risque qui ne manqueront pas d'arriver dans les 20 à 30 prochaines années, où d'importants changements impacteront la société et le sport professionnel (lire ci-après). Au-delà de ces enjeux futurs, de nombreuses collectivités françaises se mordent déjà aujourd'hui les doigts de ces ambitieux projets de stades, décidés dans l'euphorie du jeu, mais liés à la volatilité des résultats et des recettes des clubs.

5. Manque de concertation, de transparence et diffusion de contrevérités

Une concertation a bien été menée par les porteurs privés du projet en 2022, puis rendue publique. Toutefois, cette concertation a sollicité l'avis de citoyens alors que le financement du projet n'était pas encore connu (il ne l'est d'ailleurs toujours pas très officiellement, aucune présentation d'un budget consolidé n'a été faite dans la presse).

Le bilan de la concertation mentionnait d'ailleurs bien (p. 27) : « *Le maître d'ouvrage a expliqué que le projet serait financé majoritairement par les porteurs du projet, avec une contribution minoritaire des collectivités* », ce qui n'est plus vrai aujourd'hui, comme cela vient d'être écrit ci-avant.

Dans ce même bilan de cette concertation, il y avait déjà un constat d'opacité et un engagement sur les enjeux financiers (p. 44) : « *La maîtrise d'ouvrage est consciente du manque d'informations concernant le montage financier du projet. Elle s'engage à partager ces éléments, au plus tôt, dès qu'ils seront consolidés entre les différents partenaires financiers.* » Aujourd'hui, sur le site internet de la concertation, qui s'est transformé en tribune marketing pour le projet renommé : « Arkéa Park », il n'y a aucun élément détaillé sur le montage financier du projet, alors que ces documents existent et sont partagés entre décideurs. De leur côté, bien que prenant des engagements au nom des citoyens, les maires/présidents des collectivités ne communiquent pas sur les détails de ces engagements. Tout cela est en contradiction avec les engagements pris en 2022, ainsi qu'avec le devoir de transparence de la décision publique, alors que le projet n'a aucun enjeu de confidentialité en soi.

De plus, le bilan de cette précédente concertation montre une volonté de désinformation sur la possible rénovation du stade actuel, scénario alternatif crédible au projet. Depuis le départ, cet argument est le fil rouge du discours des promoteurs du nouveau stade, plaçant le projet du Frouven comme seule alternative possible pour Brest. Cependant, nous savons qu'il ne l'est plus depuis l'étude validant la faisabilité d'une rénovation du stade Francis Le Blé à des coûts deux fois inférieurs.

Ainsi, page 29 du bilan, est écrit : « *Centenaire, le stade Francis Le Blé n'est plus aujourd'hui à la hauteur d'un club de l'élite. Depuis 2010, il ne répond plus aux normes imposées par la Ligue et fait l'objet de dérogations sur certains points.* » Affirmation largement démentie par l'étude de faisabilité financée par la ville de Brest et volontairement non rendue publique par la collectivité brestoise depuis 2023.

Sur les coûts d'une rénovation, il est écrit : « *Il a rappelé également que la rénovation du stade Francis Le Blé serait plus onéreuse pour les contribuables, car celle-ci serait 100 % à la charge des contribuables sur fonds publics.* » C'est un postulat tout à fait contestable. Un projet de rénovation pourrait parfaitement se concevoir aussi avec des partenariats publics/privés. Les loyers du stade demandés au Club peuvent ensuite venir en remboursement de l'emprunt public. Enfin et de façon assez paradoxale, ils oublient de dire que la totalité du coût de la rénovation du stade actuel est de l'ordre de grandeur du montant des aides publiques sollicitées auprès des collectivités territoriales dans le projet au Frouven.

Le projet de stade au Frouven apparaît donc plutôt comme une opportunité de financement public sur un projet dont les bénéfices seront très privés, un gouffre financier pour les collectivités par rapport à une rénovation et un gros risque sur le long terme assuré en totalité par l'argent des contribuables.

Enfin, bien que de nombreuses voix se soient exprimées lors de cette première concertation sur le caractère peu écologique d'un projet de nouveau stade sur une zone non artificialisée, ces arguments ont été balayés par les porteurs du projet au profit d'actions visant à verdir une nouvelle construction, par nature, contraire au bon sens environnemental face à une rénovation raisonnée.

Bien que le projet revendique une concertation préalable, une grande opacité entoure encore ce projet de stade, notamment en ce qui concerne les conditions de financement et la communication des documents clés éclairant des alternatives possibles. De plus, trop de contre-vérités ont été dites et répétées publiquement. Seuls les éléments marketing ont été rendus publics afin de favoriser une adhésion au projet. Malgré des sollicitations auprès d'élus, d'associations et de citoyens pour davantage de transparence, de nombreuses informations demeurent inaccessibles au public.

Au-delà de l'instruction du permis de construire au regard des règles d'urbanisme, cette absence de transparence est aujourd'hui une entrave à une concertation publique éclairée.

6. Contournement des règles du PLUi qui s'imposent sur la zone du Froutvén, juste de l'autre côté de la rue

En tant qu'ancien vice-président à l'urbanisme de la métropole, je connais bien la zone du Froutvén et les appétits des promoteurs qu'elle a suscités par le passé. La parcelle du futur stade fut une des plus convoitées, et c'est pour cette raison que la collectivité l'a rapidement bloquée dans son PLUi, comme dédiée à des activités sportives de rayonnement métropolitain (i.e. un stade). C'est aussi cette parcelle qui fit l'objet d'un long contentieux entre la métropole et ses anciens propriétaires trop gourmands, par suite de la préemption publique, bien avant ce projet de stade.

Cette parcelle est à très forts enjeux, car elle est au croisement des voies de circulation rapides à l'ouest de la métropole, tant vers Rennes et l'aéroport que vers Quimper et Nantes. Elle est donc très bien desservie en termes de flux routiers, sur tout l'ouest de la métropole. Les fonctions économiques placées sur la zone du Froutvén ont un avantage concurrentiel très significatif sur la question de l'emplacement.

C'est la raison pour laquelle toutes les activités de la zone du Froutvén sont verrouillées comme étant des *Pôles commerciaux de périphérie* dans le règlement du PLUi. Elles ne peuvent pas accueillir des activités économiques de petite taille, des commerces alimentaires, des magasins multi-commerces, des grandes surfaces ou même toutes les activités de loisir, par exemple. La liste de tout ce qui y est interdit ou contraint est longue dans le règlement du PLUi sur la zone du Froutvén.

À l'opposé, la zone où prévoit de s'implanter le projet de grand stade, bien que juste sur l'autre trottoir du boulevard François Mitterrand, n'est assujettie à presque aucune règle aujourd'hui dans le PLUi. Dans la documentation graphique, elle est juste classée 1AUL avec un Secteur urbain faisant l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (Froutvén - Botspern) qui ne traite pas vraiment du stade, voire 2AUS où les prescriptions sont quasi inexistantes. Pour leur projet, les Frères Le Saint semblent disposer d'un emplacement à très haute valeur ajoutée, sans restriction. Une belle entorse aux règles d'urbanisme commercial de la métropole brestoise qui apparaît comme un joli cadeau intéressé de la métropole aux promoteurs de ce projet.

Nul doute que ce trou dans la raquette du PLUi sera utilisé à ses pleines capacités. Dans le projet, il n'est nul fait mystère que le dessous des tribunes abritera des petits commerces, de la restauration et des loisirs *indoor* (même au-dessus des tribunes), sept jours sur sept ! La *Rue des Pirates* porte bien son nom dans le projet, c'est un véritable hold-up sur les règles commerciales du PLUi qui est en train de se préparer, sous la raison de la passion pour le ballon rond ! Les boutiques de l'Arkéa Park n'auront très certainement pas la même réglementation que celles de l'autre côté du boulevard François Mitterrand.

Les grands gagnants de l'affaire seront les propriétaires de ces surfaces à très forte visibilité. En l'occurrence, la société de portage du projet, sous contrôle actionnarial

du privé et dont les frères Le Saint devraient porter la majeure partie de l'actionnariat les premières années au moins.

Certes, ce seul équipement ne va pas vider le centre-ville de Brest, mais il contribuera assurément à son affaiblissement continu, en opposition avec toutes les politiques publiques menées depuis 30 ans par les vice-présidents de François Cuillandre.

De même, du fait de ses espaces VIP et de sa restauration, ce projet de stade viendra en concurrence directe des équipements d'agglomération plus vieillissants portés par la SEM Brest'aim. Ce sont les habitants de la métropole qui payent déjà la facture des déficits publics de ces équipements (via des subventions d'équilibre à Brest'aim) qui ne vont pas aller en diminuant, pendant que les actionnaires majoritairement privés de l'Arkéa Park rempliront leurs caisses. Une opération dans l'intérêt public ? Je me permets d'en douter fortement.

La raison d'être de l'Arkéa Park, c'est moins le foot que le business. Ce projet est conçu comme une « *machine à cash* », dont la partie liée aux matchs (hospitalités) ira dans le financement du Club, mais une autre dans la poche des promoteurs du projet, devenus les bailleurs d'espaces commerciaux à très haute valeur ajoutée, au regard du reste du territoire.

On notera qu'à ce jour la Société Anonyme (qui est réellement le Club Stade Brestois) et la Société de projet du stade sont détenues de façon très majoritaire par les mêmes personnes : les frères Le Saint. L'argent public doit-il financer ces projets-là à coup de dizaines de millions d'euros, avec une prise de risque forte et un intéressement minime aux bénéfices ? La question n'est pas triviale, elle mériterait d'être posée. Un débat éclairé devrait être engagé avec les citoyens/contribuables sur cette question au lieu d'une opacité entretenue par les promoteurs (publics et privés) du projet.

Ce projet soulève donc des préoccupations majeures quant à la bonne utilisation des fonds publics ainsi que sur la décision publique en matière de droit d'urbanisme, dans un contexte où les citoyens demandent plus de transparence et de rigueur dans la gestion des projets d'envergure. Ce projet arrive dans une période de tension forte sur le financement des collectivités territoriales et avec une collectivité déjà très endettée pour les années à venir. De son côté, l'acteur privé, intéressé de façon multiple au projet, n'hésite pas à prendre en otage les élus dans la presse en cas de choix alternatif, questionnant la sincérité des décisions publiques prises sous la menace. Enfin, la primauté de l'actionnariat privé dans le pacte d'actionnaires de la société de gestion du futur stade pose question au regard de la contribution financière publique très majoritaire. Un EPL (SEM ou SPL) semblerait le meilleur véhicule pour porter un équipement de cette ampleur. C'est d'ailleurs ce qui fut historiquement fait sur tous les grands équipements d'envergure métropolitaine à Brest, notamment via la SEM Brest'aim.

Comme bien souvent dans les projets en lien avec le football professionnel, les oppositions au projet ne sont pas entendues. Rappelons que Brest a déjà connu une funeste période dans les années 90, ayant conduit à la condamnation du maire de l'époque.

Seconde partie

Perspectives du projet dans un futur plutôt prévisible

Au-delà des coûts financiers et des aspects de gouvernance, il me semble essentiel d'examiner le contexte dans lequel s'inscrit ce projet. Implanter un projet d'envergure tel qu'un nouveau stade à Brest en 2025 diffère considérablement de ce que cela aurait été en 2005 ou en 2015. En 2025, le contexte général a évolué, et il est nécessaire de reconsidérer les priorités d'hier à la lumière de la vision actuelle de l'avenir.

Il me semble indispensable de prendre du recul à l'heure où environ 50 millions d'euros d'argent public vont être engagés pour au moins un demi-siècle, sans oublier les coûts de fonctionnement futurs que nous devons assumer. En tant qu'ancien adjoint et vice-président aux Finances, je tiens à rappeler que 50 millions d'euros représentent le coût de construction de cinq groupes scolaires neufs, trois Fourneau (au Capucins), deux fois et demie la rénovation du Quartz ou 40 % de plus que le projet Métamorphose (rénovation complète d'Océanopolis, défini sur le site de la métropole comme un « *chantier pharaonique* »). Nous ne parlons pas ici de simples détails, mais de choix politiques concrets qui engageront l'avenir de notre territoire.

Sur le plan écologique, il est évident que la construction d'un nouveau stade sur des terrains actuellement non artificialisés constitue un préjudice environnemental significatif. Ce préjudice se manifeste d'abord par la perte de biodiversité due à l'artificialisation des sols pour un équipement qui, en réalité, sera peu utilisé si l'on considère sa fonction initiale : accueillir quelques matchs de football par an.

Ensuite, l'empreinte écologique de la construction est un autre facteur à prendre en compte. Il est désormais établi que le bilan carbone d'un projet immobilier est généralement proportionnel à son coût. Ainsi, une construction neuve deux fois plus coûteuse qu'une rénovation aura une empreinte écologique deux fois plus importante.

De plus, le nouveau stade, prévu pour être majoritairement accessible en voiture, contrairement au stade actuel situé près de la place de Strasbourg et de son réseau dense de transports en commun, entraînera une augmentation des déplacements des supporters en voiture.

Enfin, le projet prévoit de tripler les prestations VIP, souvent associées à des activités à forte empreinte environnementale. Il est difficile d'imaginer que ces espaces VIP soient conçus dans une optique de sobriété écologique.

Malgré les discours des promoteurs de ce projet, qu'ils soient privés ou publics, ces préjudices ne visent pas à offrir un nouveau stade pour permettre aux supporters d'assister à des matchs. Une simple rénovation du stade existant, Francis Le Blé, serait amplement suffisante pour cela. En réalité, ils répondent au modèle économique du football français, où le maintien en Ligue 1 dépend des capacités financières des clubs à mobiliser d'importantes sommes d'argent.

Ce modèle contraint chaque club, à l'exception de ceux détenus par des milliardaires, à concevoir des « machines à cash » pour alimenter un « foot business » aux rémunérations démesurées. Ce système aujourd'hui à bout de souffle et en fin de cycle condamne les équipes comme celle de Brest (sauf rachat par un Groupe milliardaire) à un avenir très sombre.

Chaque mois, des articles de presse abondent pour décrire l'effondrement du modèle économique du football français, qui s'est égaré dans des contrats initialement prometteurs mais finalement bien en deçà des objectifs financiers annoncés. La raison de cette faillite nationale des modèles successifs, tels que Mediapro et aujourd'hui DAZN, est bien connue : c'est le piratage des matchs par les supporters, en raison des coûts exigés trop élevés.

Cela soulève des questions très concrètes sur la volonté des passionnés de football à soutenir un modèle économique basé sur des salaires et des coûts de fonctionnement exorbitants, transformant ce sport en un business de multimillionnaires ou de milliardaires. La réponse actuelle est pourtant claire : le piratage. Les supporters ne soutiennent pas ce modèle que l'on semble vouloir mettre en œuvre à Brest avec ce projet.

Aujourd'hui, le projet de stade au Frotven, qui engage nos collectivités sur plusieurs décennies, ne tient absolument pas compte de cet effondrement. Pourtant, son financement repose sur la promesse de la pérennité d'un modèle déjà obsolète. Comme le soulignent de nombreux articles, l'avenir du football français en Ligue 1 semble désormais reposer principalement sur des clubs soutenus par des milliardaires, capables de financer personnellement les coûts et les aléas du jeu. Les petits clubs, comme Brest qui était encore il y a deux ans le club le moins doté de la Ligue 1, font faillite les uns après les autres, faute d'avoir pu atteindre leurs objectifs.

Ce projet propose donc de financer un nouvel équipement métropolitain en mobilisant une importante quantité de fonds et de garanties publics. Cependant, cette initiative intervient dans un contexte marqué par une incertitude grandissante quant à la viabilité du modèle économique de ce sport en France, surtout pour un club de taille modeste comme Brest.

Le montant excessif des sommes engagées dans ce projet est donc une posture très irresponsable. Les fonds publics ne devraient pas être engagés dans ce qui ressemble de plus en plus à un jeu de capitaux, où les clubs les plus riches détiennent un avantage concurrentiel significatif sur ceux du milieu et bas de tableau. Le football s'est transformé en un jeu de milliardaires dans lequel les petits clubs sont malmenés et finissent par

payer un lourd tribut, entraînant avec eux les collectivités qui les ont soutenus, à fond perdu.

Les politiques publiques qui manquent de moyens sont suffisamment nombreuses pour ne pas dilapider des millions non nécessaires sur un jeu à l'avenir risqué.

Extrait d'articles récents du quotidien Le Monde, en appui des arguments développés.

28 mars 2025 : L'équation ardue du modèle économique du football français : gagner moins et dépenser moins

https://www.lemonde.fr/sport/article/2025/03/28/gagner-moins-et-depenser-moins-l-equation-ardue-du-modele-economique-du-football-francais_6586956_3242.html

« Les clubs du championnat de France, qui retrouvent les terrains vendredi après la trêve internationale, traversent une crise économique qui incite les instances du football à réfléchir à un nouveau modèle. [...] »

*Philippe Diallo [président de la FFF] et la ministre des sports, Marie Barsacq, ont déjà esquissé les contours de ce chantier d'ampleur, visant à remédier à « un problème structurel » : les graves difficultés financières des clubs professionnels. **Dans leur esprit, les formations de Ligue 1 et de Ligue 2 – dont plusieurs sont « menacées dans leur existence », selon les termes du président de la FFF – doivent bâtir un nouveau modèle.** [...] »*

*Un constat partagé par le président de la FFF. « **Le modèle économique sur lequel nous reposons depuis plusieurs décennies**, avec les deux piliers des droits audiovisuels et du système des transferts, **est questionné**. Il faut que nos clubs puissent intégrer cette donnée pour que nous adaptions notre modèle » [...] »*

« Le risque, c'est de tomber dans un cercle vicieux avec un déclassement de la Ligue 1, qui comptera moins de joueurs de haut niveau, analyse Jean-Pascal Gayant, économiste du sport et directeur de l'IUT de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Cela peut aboutir à un championnat moins attractif, avec un produit dévalué, qui générera donc moins de recettes sur les droits télévisés. » [...] »

*« Dans le football d'aujourd'hui, **il faut des investisseurs puissants qui se mettent au niveau des autres championnats européens**. Ce qui fait un club, c'est aussi la surface financière de son actionnaire », déclare Vincent Labrune au Monde. Constat froid d'un dirigeant de l'élite : « Les clubs qui vont mourir sont ceux qui n'auront pas moyen de remettre au pot en cas de coup dur. » **Alors que cinq à sept clubs professionnels sont menacés de dépôt de bilan, le football français semble plus que jamais réservé aux plus fortunés. Quitte à laisser les plus faibles sur le côté.** »*

11 avril 2025 : La fin annoncée des clubs de football professionnels français « à l'ancienne »

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/11/la-fin-annoncee-des-clubs-de-football-professionnels-francais-a-l-ancienne_6594260_3232.html

*« Confrontées à de graves difficultés financières, **plusieurs institutions détenues par des chefs d'entreprise locaux luttent pour leur survie**. Difficile, pour eux, de concurrencer les grands groupes et les fonds étrangers qui contrôlent déjà deux tiers des meilleures formations tricolores. [...] »*

En Ligue 1, seule une poignée de présidents incarnent encore ce type de gestion, plus ancré localement que tourné vers l'international. On retrouve dans cette catégorie [...] celui de Brest,

Denis Le Saint, à la tête d'une firme de distribution en fruits et légumes. [...] **Ces « dinosaures » tentent de maintenir leur club sous perfusion en investissant une bonne part de leur fortune personnelle.** [...] A part le Stade brestois [en 2025], ces clubs bataillent pour leur survie en queue de peloton du championnat de France. Tout sauf un hasard tant leurs difficultés sportives sont corrélées à leur fragilité financière. [...]

Un mouvement qui s'est accéléré avec le rachat du Paris Saint-Germain par le fonds souverain Qatar Sports Investments (QSI), en 2011. Une date synonyme de **nouvelle ère pour le football français**, passé peu à peu sous pavillon américain (Marseille, Lyon, Toulouse, Le Havre), luxembourgeois (Lens et Lille), chinois (Auxerre), russe (Monaco), britannique (Nice) ou canadien (Saint-Etienne). Avec **une progression fulgurante : alors qu'en 2019, seuls six clubs de Ligue 1 étaient majoritairement détenus par des propriétaires étrangers, ils sont aujourd'hui douze sur dix-huit.** [...]

Pour l'instant, en France, l'attitude dominante est plutôt d'accepter toute arrivée massive d'argent, quelle que soit sa provenance. **Et peu importe si cela revient à condamner progressivement des clubs historiques, habitués à la traditionnelle gestion dite en « père de famille ».**

14 avril 2025 : « **L'ampleur du piratage de la Ligue 1 démontre l'intérêt du public pour celle-ci, mais pas à n'importe quel prix** »

https://www.lemonde.fr/sport/article/2025/04/14/l-ampleur-du-piratage-de-la-ligue-1-demonstre-l-interet-du-public-pour-celle-ci-mais-pas-a-n-importe-quel-prix_6595906_3242.html

« Du point de vue de DAZN, qui, selon le médiateur, enregistre déjà 200 millions à 250 millions d'euros de pertes sur cette saison, régler la somme de 400 millions d'euros annuels en moyenne sur la durée du contrat (2024-2029) n'est pas tenable. **La société pèse sur les négociations en réclamant 573 millions à la Ligue de football professionnel (LFP)** » pour manquement observé » et « tromperie sur la marchandise ».

15 avril 2025 : **Crise des droits TV de la Ligue 1 : une dernière journée de médiation à rebondissements confirme le flou total dans lequel plonge le football français**

https://www.lemonde.fr/sport/article/2025/04/15/crise-des-droits-tv-de-la-ligue-1-une-derniere-journee-de-mediation-a-rebondissements-acte-le-flou-total-dans-lequel-plonge-le-football-francais_6596355_3242.html

« Les discussions entre la Ligue de football professionnel et le service de streaming DAZN, entamées au début de mars, ont échoué mardi. Les clubs français ne sont pas plus avancés qu'il y a un mois et demi quant à l'avenir de leur collaboration avec leur principal diffuseur. [...] A cette heure, difficile pour toutes les parties prenantes de savoir comment va s'achever ce dossier. Une option reste sur la table : la possibilité pour la LFP ou DAZN d'activer une clause de leur contrat, en décembre 2025, **si le diffuseur n'a toujours pas atteint 1,5 million d'abonnés (ils sont environ 500 000 aujourd'hui).** Ce qui acterait définitivement la fin de leur collaboration à l'issue de la saison 2025-2026. « **On ne sait pas ce qui va se passer** », regrette un président de club, qui tire un constat amer de cette journée : « **On était déjà faibles. Maintenant, on est archifaibles.** »

Cette revue de presse des articles des deux derniers mois révèle beaucoup sur l'état et les dynamiques du football français. L'épisode réjouissant mais temporaire du Stade Brestois en *Ligue des champions* éclipse localement la réalité de la restructuration financière en cours. Les certitudes d'aujourd'hui ne seront pas celles de demain pour le Club Brestois.

Un dernier point de perspective incontournable est l'évolution prévisible des pratiques collectives dans les années à venir. Sommes-nous, à Brest comme à Washington, en train de nier les enjeux climatiques et nos responsabilités en matière de pratiques humaines, voire de vouloir dénoncer les accords de Paris sur le climat ? Ce projet semble ignorer totalement les enjeux climatiques ainsi que les changements de pratiques nécessaires à moyen et long terme.

À l'horizon 2050, soit les vingt premières années de fonctionnement de ce nouvel équipement, la France s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre par six, soit de plus de 80 %, pour atteindre la neutralité carbone. Cet objectif est inscrit dans la Stratégie nationale bas-carbone (voir ci-dessous). Pense-t-on sincèrement que la réalisation de ce projet, potentiellement deux fois plus émetteur que la rénovation du stade Francis-Le Blé, répond aux exigences de cette stratégie nationale ? Au-delà de l'impact négatif de cette construction, croit-on qu'à cet horizon de vingt ans, nous continuerons à remplir des stades de 15 000 personnes à chaque match, tout en visant une réduction de nos émissions de 80 % ? Pour ma part, je ne le pense pas.

Ce projet est non seulement antinomique aux objectifs de la SNBC, mais il ignore l'évolution des comportements et des pratiques qui se produiront inévitablement au cours des deux prochaines décennies et au-delà. C'est un modèle dépassé, conçu par des acteurs politiques et privés vieillissants, qui continuent de penser « *business as usual* », comme si rien ne devait changer. Mais tout doit et va changer !

Site ministère de l'Écologie : Stratégie nationale bas-carbone (SNBC)

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/strategie-nationale-bas-carbone-snbc>

« En France, atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 implique une division par 6 des émissions de gaz à effet de serre sur son territoire par rapport à 1990. Concrètement, cela suppose de réduire les émissions de la France à 80 MtCO₂e contre 458 MtCO₂e en 2015 et 445 en 2018. »

L'avenir ne s'écrit jamais à l'avance, mais les grandes tendances peuvent être anticipées (ce qui est censé être le rôle des politiques, d'ailleurs). Il est évident que les déplacements individuels, un poste très important dans les émissions de gaz à effet de serre, vont progressivement se limiter aux fonctions les plus essentielles. Remplir des stades de 15 000 personnes tous les quinze jours ne sera ni la priorité des décideurs de demain, ni celle des supporters, qui pourront suivre les matchs via divers médias. L'accès aux tribunes des matchs deviendra de plus en plus une activité réservée à un faible nombre de privilégiés, ceux qui auront grandi dans ce modèle. Les autres suivront les matchs d'une autre façon, que l'avenir s'occupera de définir (média, fan zone locale, bar, etc.).

Les jeux de ballon tels que le foot ne sont certainement pas près de disparaître, mais il est très probable qu'ils évolueront vers d'autres formats, mieux adaptés à l'époque dans laquelle nous vivrons. Déjà, de nouvelles formes de jeux émergent rapidement en Europe. La *Kings League* par exemple (lire ci-après), encore méconnue en France, commence à rencontrer un succès notable dans plusieurs autres pays européens. Ce format de

football, soutenu par des joueurs renommés, est beaucoup mieux adapté aux formats numériques et aux jeunes générations ayant grandi avec la culture des jeux vidéo. Il ne manquera pas de séduire la génération montante.

Le Monde du 6 avril 2025 : **Kings League : la nouvelle compétition de foot aux règles originales et au succès fou**

https://www.lemonde.fr/sport/video/2025/04/06/kings-league-quand-le-football-devient-un-show_6592110_3242.html

*« Dimanche 6 avril commence un tout nouveau championnat de football en France : la Kings League. Créée par l'ex-footballeur Gerard Piqué, et portée par le streamer AmineMaTue en France, la Kings League est un tournoi de football à sept aux règles innovantes [...] Chaque équipe est dirigée par des capitaines très connus, comme les footballeurs Aurélien Tchouaméni, Jules Koundé et Adil Rami [...] **Diffusée gratuitement sur Internet, notamment sur Twitch et YouTube, elle séduit un public jeune, friand de contenu interactif. En Espagne, son succès est tel qu'il inquiète la Liga, le championnat traditionnel.** »*

Nous sommes à un tournant, et faire semblant de ne pas le voir pour continuer à faire perdurer un modèle en déclin constitue une faute lourde politique. Les acteurs publics risqueraient d'investir à perte des dizaines de millions d'euros dans un nouvel équipement, alors qu'il existe une alternative tout à fait viable, mais volontairement négligée.

Cependant, ne pensons pas que ce projet est une erreur pour tout le monde. Il génère évidemment des bénéficiaires qui semblent en avoir bien conscience. Pour les acteurs privés, ce projet de nouveau stade, largement subventionné par des fonds publics, représente une opportunité unique. En effet, les acteurs privés évaluent leurs profits sur un horizon de 5 à 10 ans. Il ne fait aucun doute que ce stade, avec sa « *Rue des pirates* » portant si bien son nom, sera un succès commercial à cet horizon. Probablement au détriment d'autres initiatives économiques en cœur de Brest, mais ce n'est pas le sujet. Pendant 8 ans, la société de projet bénéficiera de la fraîcheur de l'équipement et d'un soutien financier important grâce au *naming* Arkéa Park.

La question que pose ce projet sera pour l'après-2040, lors de la deuxième décennie de cet équipement métropolitain, lorsque la nouveauté aura disparu, que des frais de gros entretiens et de renouvellement des équipements seront nécessaires (comme la collectivité en a l'habitude pour tous ses équipements métropolitains), que le *naming* se sera envolé faute de n'être plus dans l'air du temps et que le Club ne fera plus la une des journaux. Lorsque les promoteurs de ce projet, après avoir empoché les bénéfices des premières années, céderont le Club et la gestion du stade. Lorsque la métropole de Brest se retrouvera finalement seule à devoir éponger les dettes et éviter le naufrage du « *bateau pirate* », abandonné par ses capitaines, partis vers d'autres aventures économiques plus profitables.

L'incapacité de nos collectivités locales à maintenir le stade Francis Le Blé à flot au cours des deux dernières décennies laisse peu de doute sur ce qui se passera ensuite dans les 20 ou 30 prochaines années pour ce nouvel équipement, qui aura perdu la rentabilité due à sa nouveauté. Soyons-sûrs que la question du classement du Club brestois sera alors devenue une question très secondaire, pour de nombreuses années.

Je conclus ici cette analyse prospective concernant un potentiel équipement métropolitain à 130 millions d'euros, qui risque fort de devenir un fardeau pour le football brestois dix ou quinze ans après sa construction, lorsque le remboursement des dettes alourdira les coûts de fonctionnement croissants du Club pour encore quarante ans. À ce moment-là, il sera trop tard pour faire marche arrière. Des tours auront déjà poussé sur la parcelle de Le Blé, laissée à la gourmandise des promoteurs immobiliers. Tout le monde se souviendra de l'éclat des années Le Saint et accusera leurs successeurs, tant publics que privés, mais ce sera tout à fait injuste. Dès aujourd'hui, tous les problèmes futurs sont clairement visibles et prévisibles. C'est pourquoi, en toute responsabilité, je tenais à les exposer ici.

Sur la question du football professionnel à Brest, en 2025, la seule option raisonnable et durable est une rénovation du stade existant. Les contraintes d'une rénovation réussie, qu'il ne faut pas nier, sont tout à fait à la portée d'architectes et de maîtres d'œuvre imaginatifs et compétents. La majorité des autres villes se lancent dans des rénovations de leur stade, pourquoi pas nous, puisqu'*ici c'est Brest* ? Par ailleurs, n'a-t-on pas fait une superbe rénovation aux Capucins ? Pour y avoir participé, c'était loin d'être gagné d'avance, et quelques voix préconisaient alors de raser les ateliers. Tout est possible, pour peu qu'une vision et de l'ambition soient portées.

Pour résumer mon propos, je suis évidemment contre ce projet de nouveau stade au Frotven pour les raisons suivantes :

- Opportunité réelle non travaillée volontairement par les dirigeants (mais actée par une préétude) d'un projet alternatif de rénovation du stade Francis-Le Blé, à un coût deux fois moindre et une empreinte écologique environ deux fois meilleure.
- Depuis 2020, absence de transparence des promoteurs du projet sur le financement, alors que les subventions publiques dépassent aujourd'hui très largement les fonds propres apportés par les acteurs privés (sans compter les garanties d'emprunt à parité).
- Gouvernance à terminaison de l'enceinte complètement biaisée et ne prenant pas en compte les apports financiers des collectivités, alors qu'une gestion par un EPL à majorité publique serait de raison, à l'instar de tous les équipements métropolitains brestois.
- Absence de garanties (connues) sur les modalités de retour dans le domaine public de l'équipement et, dans tous les cas, quasi-obligation pour la collectivité de reprise de l'enceinte et de la moitié des dettes garanties, en cas de faillite de société de projet.
- Décalage complet du projet vis-à-vis de toutes les préconisations de la Stratégie nationale bas-carbone qui engage à penser les évolutions que nous allons devoir mettre en œuvre pour tenir les objectifs de neutralité carbone à l'horizon 2050.

- Positionnement du projet en bout de ligne de tramways et loin des autres réseaux de transports publics, qui conduira les usagers du stade à venir en voiture, d'où l'enjeu de la mobilisation des stationnements attenants au stade, les parkings prévus dans le projet étant très majoritairement dimensionnés pour la seule « classe VIP ».
- Concurrence déloyale par l'absence de contrainte réglementaire en matière d'urbanisme commercial sur la parcelle de l'équipement, alors que tous les acteurs économiques de la zone du Froustven attenante ont été fortement contraints pour éviter la fragilisation du centre-ville de Brest et des communes de la métropole.
- Projet qui ne se situe pas dans la perspective de l'évolution plus que probable du foot professionnel français dans les années à venir, tant du fait des enjeux de financement de la Ligue 1 et 2 que du fait des changements de pratiques en termes de mobilité liés à la montée des contraintes pour contenir le dérèglement climatique.

Pour toutes ces raisons objectives, ce projet de nouveau stade au Froustven, sous le contrôle d'acteurs privés ne portant que des objectifs à court et moyen terme, m'apparaît comme un très mauvais projet, dans une mauvaise période de fort endettement de notre collectivité métropolitaine.

Nota : De nombreux promoteurs ou partisans de ce projet ne manqueront pas de qualifier mes propos d'expression d'une simple opposition politique. Je tiens donc à préciser que je ne suis affilié à aucun parti politique, ni à aucune association brestoise, qu'elle soit en faveur ou contre ce projet. De plus, je n'ai pas l'intention de me présenter aux prochaines élections municipales à Brest. Je ne pense pas avoir de conflit d'intérêt particulier concernant ce projet, que j'ai pris le temps d'analyser en profondeur sur mon blog depuis 2023, à la suite de l'annonce de l'abandon d'un projet 100 % privé. Dès cet instant, ce projet m'a semblé en décalage avec les intérêts de notre collectivité et, de surcroît, entaché de nombreux non-dits et (cela va souvent avec) de risques évidents de conflits d'intérêts.

Dossier sur mon blog : Le Blé contre Le Saint - Mes notes sur l'avenir du stade de football de Brest

<https://thierry-fayret.typepad.fr/accueil/notes-sur-lavenir-stade-le-bl%C3%A9-contre-le-saint.html>

Je vous remercie de m'avoir lu jusque-là, mais aussi de prendre en considérations mes objections et mes remarques dans le cadre de cette concertation.

Veuillez agréer l'expression de ma considération distinguée.



Thierry Fayret

Madame la présidente, Mesdames et Monsieur les commissaires d'enquête,
Je souhaite demander une prolongation de l'enquête publique afin de donner aux personnes à l'initiative du projet le temps nécessaire de prendre connaissance de faits qu'ils semblent ignorer mais qui sont parfaitement documentées dans (entre autres) le résumé non-technique (pièce « 3-1-B-2-résumé-non-technique-février-2025 ; 44 pages) ou « 3-2-C-SAGE-ELORN » (avis du « syndicat de l'Eau » du 19 février 2025 ; 4 pages) ou encore dans « 3-1-B-4-annexes-février-2025 » (559 pages). Ce sont des documents accessibles via la présente enquête et donc supposés maîtrisés par les acteurs responsables.

Je ne voudrais pas reprocher à MM. Le Saint, « preneurs de subventions publiques » - pardon - « porteurs de projet » de proférer sciemment des contrevérités, je me tiens donc pour le moment à supposer des erreurs de compréhension, des malentendus ou éventuellement l'ignorance de certains passages de ces documents et des nombreuses annexes.

Néanmoins, leurs affirmations dans les médias et sur de grands panneaux publicitaires, du fait de leur nombreux supporters inconditionnels leur faisant entièrement confiance et sincèrement persuadés qu'il s'agit d'un projet parfaitement « vertueux » pose problème quand les dires de ces responsables ne correspondent pas à la réalité : certains supporters fervents, ne comprenant pas pourquoi autant de personnes se prononcent fermement contre ce projet, commencent à exprimer non pas des arguments mais des dénigrements à l'attention de ceux qui ne sont pas d'accord avec ou critiquent le projet.

C'est d'autant plus problématique quand on se souvient des paroles tenues par M. Denis Le Saint, à l'occasion d'une interview publiée le 13 mai 2024 à 17h11 dans « l'Équipe » :

« L'ÉQUIPE : Quels sont les freins qui pourraient encore ralentir le projet, sachant qu'Europe Écologie-Les Verts s'y oppose toujours ? – D. LE SAINT : ... Il faut que chacun mesure complètement la responsabilité de ses actes et de ses dires. Il n'y a pas de craintes particulières, mais ne retardons pas le projet. Ce serait dommage que, dans trois ou quatre ans, parce que certaines personnes ont voulu le retarder, on passe à côté d'une autre compétition européenne. Je n'aimerais pas être à leur place. »

Concrètement, dans un récent article du site FR3, MM. Le Saint sont cités en disant :

"le ruisseau du Costour prend sa source au nord du site, dans la zone d'activités de Kergaradec III. Le projet arkéa park n'impacte donc pas l'écoulement souterrain"

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/finistere/brest/arkea-park-de-brest-projet-inacceptable-impatient-d-y-etre-le-futur-stade-divise-les-supporters-les-ecologistes-et-habitants-3139931.html>

Ce qui n'est peut-être pas faux dans le sens où les eaux souterraines n'affecteront pas notablement les puits présents dans la zone.

En revanche, cette affirmation détourne insidieusement le sens des critiques émises dans l'avis de la MRAe en novembre 2024 et du SAGE le 19 février 2025, reprises par des personnes soucieuses des impacts environnementaux et sociétaux. Elles portent en réalité sur d'autres risques qui ne trouvent pas, dans le « mémoire réponse à MRAe », de réponse adéquate et rassurante pour les risques de pollution accidentelle ou chronique de la ressource 'eau' et pas de réponse tout court en ce qui concerne ceux de tarissements-tensions sur cette même ressource.

Ce dernier risque, introduit par l'imperméabilisation de 5 des 18ha de terres agricoles et naturelles, pourvoyeuses d'eaux d'infiltration - bien que clairement pointé par les organismes consultés pour avis sur l'aspect environnemental du projet - est complètement absent du tableau 1 « Scénario de référence et évolution probable du site en l'absence et en cas de mise en œuvre du projet » du résumé non-technique de février 2025.

Selon ce document et ce tableau, il y a un « accroissement des risques de pollution accidentelle » comme indiqué dans la première ligne à droite de la p.18, colonne « évolution probable en cas de mise en œuvre du projet » du 'Résumé non-technique' et sous le thème « Compartiment Eau (Hydrogéologie, eaux superficielles, zones humides) ».

Dans le même paragraphe, ce risque est minimisé par l'affirmation, vague, qu'il « reste cependant très mineur » et à laquelle on voudrait bien croire si, en même temps et juste à côté en colonne « Évolution probable en l'absence de mise en œuvre du projet », elle ne se contredisait pas en incriminant l'activité agricole (actuellement toujours pratiquée sur cette zone) qui, si elle était intense (beaucoup d'intrants chimiques), « ... pourrait avoir un impact sur la qualité des eaux souterraine (sic) (pollution de la nappe phréatique) ».

Sachant que « Annexe 4, Etude hydraulique (Egeo, 2024) » précise en page 30/61 que : « Une nappe souterraine est d'autant plus vulnérable aux pollutions qu'elle se situe dans un contexte hydrogéologique défavorable (à faible profondeur ...) – ce qui est le cas sur le site du projet - et que « l'indice de vulnérabilité obtenu (Di) pour le projet est de 185, caractéristique d'une vulnérabilité 'forte' ... des eaux souterraines des terrains concernés par le projet », on comprend qu'il faut, pour ainsi dire comme avant la signature d'un contrat d'assurance, « lire les lignes imprimées en tout petit » ainsi que les lignes d'exclusion de responsabilité des bureau d'études émettrices de ces études en annexe.

On sent ici des incohérences propres à semer la confusion et le doute quant à la fiabilité des écrits, censés, selon le paragraphe « 4 Démarche suivie par l'étude d'impact » (p.17 du résumé non-technique) être « un outil d'information du public et des services de l'État délivrant les autorisations administratives. Elle est la pièce maîtresse de la demande d'autorisation et doit contribuer à éclairer le public et l'autorité administrative compétente sur la prose (re-sic) en compte de l'environnement dans la conception du projet proposé ».

Toujours concernant le risque de pollution de la nappe phréatique, ce tableau 1/ p.18 du « résumé non-technique » se veut rassurant d'une « Emprise du projet [qui] n'intersecte pas la nappe », mais le SAGE, dans son avis du 19 février 2025 rappelle en page 3 que « le projet se situe dans le périmètre de protection éloigné de la retenue de goarem vors » – fait certain qui est carrément nié par la phrase précédente de ce tableau affirmant « site non concerné par des périmètres de protection des captages d'eau potable ».

Je constate donc une désinformation propre à induire les destinataires en erreur.

Pire, en se penchant à nouveau sur le document « 3-1-B-4-annexes-février-2025 » et la partie « Annexe 4, Etude hydraulique (EGEO, 2024) », on lit en page 34/61 :

« L'aménagement prévoit à terme une modification importante des premiers horizons du sol et du sous-sol. L'imperméabilisation diminuera notamment fortement les capacités originelles du sol à infiltrer les eaux de pluie en conduisant les ruissellements hors des parcelles.

Cela se traduira par :

- une diminution des capacités de recharge des nappes,
- une diminution de la résilience des eaux souterraines (capacités des eaux à retrouver ses qualités initiales après une pollution) par :
- une concentration progressive des différents polluants,
- une diminution des circulations d'eaux souterraines. »

Donc l'exact contraire des affirmations publiques des MM. Le Saint auprès de FR3.

La tendance à minimiser les impacts environnementaux dans les écrits généraux, lus et pris pour 'argent comptant' par tout le monde mais contredits dans les annexes (les études remises par les bureau d'études aux maîtres d'ouvrage) - que peu de personnes ont le temps et la volonté d'approfondir - n'est peut-être qu'un hasard ... mais que je trouve très gênant pour un projet vendu comme « respectueux de l'environnement ».

Personnellement, je ne me sens pas en confiance avec ce qui est présenté. J'ai malheureusement le soupçon que les intérêts économiques l'emportent ici sur l'intérêt général qui est, s'agissant de santé publique et de sécurité alimentaire, d'appliquer d'abord le principe de précaution avant toute autre chose.

Sachant qu'il y a des biais similaires sur les volets « circulation/gestion des flux » - « transports/GES » - « trames vertes-brunes-bleues-noires-blanches » - « économie » - « sociétal et sociologie » - « transparence politique/démocratie locale » - « riverains/nuisances 'troubles anormaux de voisinage', induites et indues »

... je me sens encore moins rassuré

Un habitant de Brest

5 Le site et son environnement

5.1 Evolution probable de l'environnement sans mise en œuvre du projet

Le tableau suivant permet d'identifier les compartiments de l'environnement susceptibles d'évoluer selon l'usage du site et de déterminer leur évolution en absence.

Tableau 1 : Scénario de référence et évolution probable du site en l'absence et en cas de mise en œuvre du projet

Thème environnemental		Etat actuel – Scénario de référence	Evolution probable en l'absence de mise en œuvre du projet	Evolution probable en cas de mise en œuvre du projet
Milieu physique	Contexte climatique	Climat océanique, de type océanique tempéré de la façade atlantique de l'Europe, caractérisé par des températures douces, une pluviométrie abondante et la présence de vent. Secteur exposé à phénomènes naturels extrêmes (orages, rafales de vents parfois violentes...).	A court terme (moins de 5 ans), le climat restera globalement le même. Il pourra ponctuellement être bouleversé par d'éventuels événements climatiques causés et/ou amplifiés par le changement climatique. A moyen et long terme, le climat subira une augmentation de la moyenne des températures et une augmentation des probabilités et la sévérité des phénomènes extrêmes cause du dérèglement. Scénario précis encore incertain du au dérèglement climatique.	Au niveau local, l'urbanisation des sols cause une augmentation de l'albedo (pourcentage d'absorptions des rayonnements solaires d'un territoire dû à la couleur du sol), et la création de micro-climat en modifiant l'anémométrie, l'incidence du rayonnement solaire qui augmentent la température et le risque d'îlots de chaleurs urbains. De plus, l'artificialisation des sols réduit le potentiel de refroidissement des espaces naturels. Prise en compte des problématiques dans la conception du projet : <ul style="list-style-type: none">- Choix de l'emprise la moins imperméabilisante- Surfaces de stationnement perméables et végétalisés Prise en compte des événements climatiques extrêmes dans la conception du projet (vent dominant,) et production d'énergies renouvelables intégrée au projet (panneaux solaires en toiture et sur les places de stationnement...), contribuant à réduire les émissions de CO ₂ en se substituant aux énergies fossiles, et donc à limiter les effets du changement climatique.
	Compartiment Sol (Topographie, géologie)	Relief relativement plat. Par des roches métamorphiques principalement constituées par des gneiss et des micaschistes. L'étude de Calligée a permis de montrer la présence d'une nappe au sein des formations altérées du socle gneissique.	Seules des opérations d'envergure pourraient avoir des impacts notables sur les sols et sous-sols en présence, voire la topographie locale, notamment en cas de mouvements de terrain importants.	Evolutions très localisées de la topographie liées aux travaux de terrassement nécessaires à l'implantation des bâtiments, des aménagements hydrauliques, de voirie et paysagers. La balance déblais / remblais sera à l'équilibre

Thème environnemental	Etat actuel – Scénario de référence	Evolution probable en l'absence de mise en œuvre du projet	Evolution probable en cas de mise en œuvre du projet
Compartiment Eau (Hydrogéologie, eaux superficielles, zones humides)	<p>Site localisé au niveau d'une masse d'eau souterraine. Site non concerné par des périmètres de protection des captages d'eau potable.</p> <p>Emprise du projet n'intersecte pas la nappe.</p> <p>Absence de cours d'eau traversant l'aire d'étude une zone humide identifiée en périphérie du site</p>	<p>Le maintien d'une activité agricole n'aurait pas d'impact sur les écoulements superficiels et souterrains actuels. Toutefois, une activité agricole intensive pourrait avoir un impact sur la qualité des eaux souterraine (pollution de la nappe phréatique).</p>	<p>Accroissement d'un risque de pollution potentielle, en particulier lors de la phase travaux (mais mise en place de prescriptions particulières afin de limiter toutes incidences vis-à-vis de la ressource en eau), qui reste cependant très mineur.</p> <p>Complexification des écoulements superficiels mais pas de modification des ruissellements en sortie de BV à l'échelle du projet.</p>
Milieu humain	Contexte socio-économique	<p>Le site est localisé dans un secteur à proximité de nombreuses zones d'activités</p>	<p>A court terme, le contexte socio-économique communal tend à évoluer (nombreux projet en cours sur le secteur Frouvten)</p> <p>L'implantation d'un nouveau stade à Guipavas renforcera la position structurante de la commune au sein du maillage métropolitain.</p> <p>Grâce à l'activité générée par les événements sur le site de l'Arkéa park, et l'attractivité nouvelle des activités de loisirs attenantes, le pôle constituera également un moteur de développement induisant une activité touristique pourvoyeuse de nuitées pour l'offre hôtelière, de consommation pour la restauration et les commerces, et ainsi d'emplois indirects. En effet, sont attendus sur le projet plus de 1,5 millions de visiteurs par an.</p>
	Usages et cadre de vie	<p>Aire d'étude immédiate principalement occupée par d'anciennes parcelles agricoles actuellement.</p> <p>Plusieurs zones d'activités et commerciales sont localisées au à proximité. Des zones à usage d'habitation sont présentes à proximité.</p>	<p>Sans mise en place du projet, l'organisation et les usages du site seront sensiblement similaires à ceux actuels.</p> <p>Perte de l'activité agricole du site.</p> <p>Renforcement du pôle d'équipement avec mutualisation des structures.</p> <p>Potentielle influence sur le cadre de vie des riverains à proximité du site.</p>
	Déplacements, accessibilité et transport	<p>Les abords immédiats sont constitués de zones économiques et commerciales qui se sont structurées récemment au sein desquelles quelques espaces naturels et agricoles subsistent.</p> <p>La zone de projet est encadrée par des axes structurants du réseau routier, notamment avec la présence de la RN 265 qui longe le site à l'est et la RD 205 au sud.</p> <p>Le site d'étude est desservi par la ligne A du tramway, en provenance du centre-ville et dont le terminus « Porte de</p>	<p>Restructuration en cours (VC14 et VC 27).</p> <p>Un renforcement des liaisons cyclables concernant est projeté à horizon 2025 sur les voies entourant le site d'étude : notamment la VC14 et la VC 27 (rue Alfonse Penaud) permettant de compléter le maillage existant en lien avec les usages en mutation du site.</p> <p>Adaptation et sécurisation autour de du boulevard François Mitterrand de sa traversée à proximité du projet.</p> <p>Création d'une avant-gare et d'un parking public.</p>



**Le Président de la Commission Locale
de l'Eau du SAGE de l'Elorn**

à

Monsieur le maire de Guipavas
Place Saint Eloi
29 490 GUIPAVAS

Objet : Etude d'impact Arkea Park Consultation des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés.

Vos refs. Affaire suivie par Nolwen DELERUE

Daoulas, le 19 février 2025

Monsieur le maire,

Vous avez sollicité l'avis du SAGE de l'Elorn, concernant l'étude d'impact du projet de construction d'un nouveau stade pour le Stade Brestois 29 sur le secteur du Froutven à Guipavas.

Le délai d'étude des documents ne nous a pas permis de solliciter les membres de la Commission Locale de l'Eau du SAGE de l'Elorn, ni de solliciter le comité syndical du Syndicat de Bassin de l'Elorn. Cependant, les agents du SBE ont pris connaissance de l'étude d'impact et vous rendent l'avis détaillé ci-après.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur Le maire, en l'assurance de ma considération distinguée.

le Président de la Commission Locale de l'Eau

Laurent PERON



AVIS DU SYNDICAT DE BASSIN DE L'ELORN SUR LE PROJET ARKEA PARK

Le projet est situé sur le bassin versant du ruisseau du Costour dans sa partie amont sur la commune de Guipavas. Ce ruisseau fait partie du territoire du SAGE de l'Elorn. **Les 3 enjeux du SAGE sont la qualité des eaux et la satisfaction des usages tributaires, la qualité des milieux et l'aménagement du territoire et enfin la disponibilité de la ressource et les inondations.**

Le projet d'Arkéa Park doit donc être à même de répondre à ces enjeux, en effet, différents usages existent au niveau du ruisseau du Costour : l'usage « eau potable » avec la présence de la prise d'eau de l'usine du Moulin Blanc au niveau de la retenue de Goarem Vors et l'usage « baignade » avec l'exutoire du Costour au niveau de la plage du Moulin Blanc. **De plus, en terme d'aménagement du territoire, le SAGE règlemente les zones humides avec l'interdiction de destruction dès le 1^{er} m². Et enfin, en lien avec l'urbanisation et le dérèglement climatique, la disponibilité de la ressource et les inondations sont des sujets d'importance sur notre territoire.**

Le projet prévoit la création d'un stade, d'espaces de stationnement, des espaces verts associés et des bassins d'infiltration/rétention des eaux pluviales. Une partie de l'emprise foncière sera préservée et utilisée pour les mesures compensatoires.

Concernant la qualité des eaux et la satisfaction des usages tributaires, nous notons que des mesures seront prises en phase travaux et en phase de fonctionnement : création de 5 bassins d'infiltration/rétention des eaux pluviales, avec mise en place d'un séparateur à hydrocarbures au niveau de la voirie lourde. Cette disposition permettra, moyennant un entretien régulier des ouvrages, de limiter le départ de matières en suspension et d'hydrocarbures et de réduire l'impact de pollutions accidentelles. De plus, en phase travaux, des gabions disposés en partie basse permettront de retenir les eaux du site si besoin afin de ne pas impacter la partie préservée pour la biodiversité.

Concernant la qualité des milieux et l'aménagement du territoire, l'évitement de la zone humide permet le maintien des habitats pour les espèces protégées comme le triton palmé, le crapaud commun et la salamandre tacheté. En ce sens, le projet est conforme au règlement du SAGE de l'Elorn. **Plusieurs espèces protégées ont été recensées avec, pour certaines, des pertes**

d'habitats et des pertes nettes de biodiversité. Des demandes de dérogation avec mesures compensatoires ont été accordées et en partie déjà réalisées. Ces compensations se font soit sur la zone protégée, soit sur une parcelle située à proximité immédiate. De fait, le PLU sera revu afin que ces zones soient classées en zone naturelle protégée (N). Le repositionnement de l'implantation du stade vers le Nord-Ouest permet, de plus, la préservation d'un hêtre classé (EBC) et de certains linéaires de haies. A noter que le coût des mesures compensatoires reste très faible (134 000 €) au regard du coût global du projet. Pour l'éclairage, il est prévu des LED de couleur chaude avec diffusion de la lumière vers le bas ainsi que la programmation des éclairages (extinction nocturne), cela afin de diminuer l'impact sur la biodiversité. Des espèces exotiques envahissantes sont présentes sur le site et les foyers seront évacués vers des centres de traitement adaptés.

Concernant la disponibilité de la ressource et les inondations, la mise en place de 5 bassins d'infiltration/rétention des eaux pluviales en cascade permettra de réguler les débits en sortie de la parcelle (avec la prise en compte d'une pluie décennale) et d'infiltrer au maximum les eaux pluviales. Cela devrait permettre de limiter le ruissellement de surface. De plus, l'infiltration des eaux pluviales dans les bassins mais également sur certaines places de stationnement entrainera une recharge des eaux de nappe en période hivernale et, en conséquence, un meilleur soutien d'étiage. Cette disposition assurera l'infiltration au plus près des impluviums. A noter tout de même que la surface imperméabilisée totale représente près de 5 ha. Le site est situé sur des gneiss relativement fissurés avec la présence d'une nappe assez haute. Il est dommage qu'aucun suivi des niveaux piézométriques n'ait pu être réalisé en période de hautes eaux afin de déterminer plus précisément le risque d'interception de la nappe. En effet, ce risque ne doit pas être négligé du fait de l'usage eau potable sur le bassin du ruisseau du Costour. Il s'agit ici d'un risque de pollution accidentelle de la nappe et d'un risque de diminution de l'infiltration des eaux pluviales donc une moindre recharge de la nappe (pour rappel, le projet se situe dans le périmètre de protection éloigné de la retenue de Goarem Vors).

Le Syndicat de Bassin de l'Elorn prend note de l'évolution positive du projet depuis 2018 et de la meilleure prise en compte des problématiques liées à la biodiversité et à la gestion des eaux de ruissellement. Cependant il n'en demeure pas moins que l'emprise est importante avec près de 5 ha imperméabilisés, que le risque d'interception de la nappe aurait pu être mieux étudié, que la recherche de certaines espèces type escargots de Quimper aurait pu être plus poussée (un seul suivi effectué) mais que les mesures compensatoires semblent satisfaisantes. De plus, un bassin de collecte des eaux pluviales d'une partie de la toiture permettra un usage pour certains sanitaires mais la provenance des eaux pluviales pour l'arrosage de la pelouse n'est pas détaillée, ni les volumes nécessaires.

D'autre part, il est important que le projet prenne en compte la collecte des déchets (recyclables, biodéchets...) mais il n'est pas fait mention de la collecte des mégots de cigarette qui sont source de pollution chimique et microplastique.

Le Syndicat de Bassin de l'Elorn considère que le risque de pollution des eaux a été pris en compte dans l'étude d'impact, que l'atteinte sur la biodiversité est réelle et que le risque et l'impact quantitatif ont bien été pris en compte dans le projet, sur un bassin versant déjà très urbanisé. Les mesures Evitement/Réduction/Compensation, ainsi que leur suivi régulier dans le temps, devraient permettre de réduire l'impact sur le milieu.

3 LES EAUX SOUTERRAINES

3.1 ASPECTS QUANTITATIFS

La structure géologique du Massif Armoricaïn ne permet pas la mise en place de grandes nappes souterraines. L'eau libre est contenue dans les différents interstices (perméabilité de pores ou de fracturation) du soubassement géologique superficiel fracturé. Cet horizon, alimenté par l'eau de pluie qui s'infiltre, est généralement compris entre 1 à une dizaine de mètres, jusqu'à 250m de profondeur. Associée à un climat océanique, cette configuration hydrogéologique assure à l'ensemble du Massif Armoricaïn de très bonne capacité de recharge des nappes.

3.2 INDICE DE VULNERABILITE (PAR METHODE « D.R.A.S.T.I.C. »)

Cependant, cette même configuration hydrogéologique conduit à accentuer la vulnérabilité des eaux souterraines. Une nappe souterraine est d'autant plus vulnérable aux pollutions qu'elle se situe dans un contexte hydrogéologique défavorable (à faible profondeur, sous des horizons trop perméables, sol sans pouvoir épurateur,...) et que sa résilience (capacités des eaux à retrouver ses qualités initiales après une pollution) est faible.

L'objectif de la méthode « D.R.A.S.T.I.C. » est de quantifier les risques de pollution des eaux souterraines à partir des éléments qualitatifs reconnus lors de l'étude de terrain. Cette méthode est particulièrement bien adaptée pour la cartographie à petite échelle.

Elle est basée sur la compilation de critères pondérés caractérisant les différents horizons du sol et du sous-sol, séparant la ressource en eau des sources potentielles de pollution.

Généralement les critères choisis sont la nature lithologique des zones saturée et non saturée, la recharge, la perméabilité, la texture du sol et la topographie.

L'index de vulnérabilité intrinsèque (**Di**) est la somme pondérée de sept paramètres selon la formule suivante :

$$Di = DnDp + RnRp + AnAp + SnSp + TnTp + InIp + CnCp$$

Les données relevées sur le terrain donnent les paramètres suivants :

Dn	distance estimée à la nappe (épaisseur de la ZNS)	1,5-4,5m
Rn	recharge (pluie efficace)	>25,5mm/an
An	nature de la zone saturée	Formation gneiss fracturé
Sn	nature du sol	Limono – sableux
Tn	topographies, pentes	2-6%
In	nature de la ZNS	Sable, gravier, silt et argile
Cn	perméabilité mesurée de la ZNS	$2.1 \cdot 10^{-5}$ m/s

Dp, Rp, Ap, Sp, Tp, Ip et Cp : pondération de type sol « naturel » au regard de l'ensemble des parcelles du secteur.

L'indice de vulnérabilité obtenu (**Di**) pour le projet est de 185, caractéristique d'une vulnérabilité « forte » (d'après la classification de l'indice vulnérabilité (Engel et al., 1996)¹) des eaux souterraines des terrains concernés par le projet.

¹ B. A. Engel, K. C. S. Navulur, B. S. Cooper and L. Hahn, (1996): Estimating groundwater vulnerability to non point source pollution from nitrates and pesticides on a regional scale, *Int. Assoc. Hydrol. Sci. Publi.* 235, pp. 521-526.



Une métropole à taille humaine et agréable à vivre

Urbanisme Mobilités Équipements

Brest métropole, avec l'élaboration de son projet stratégique urbain, poursuit le développement d'un territoire agréable à vivre où les habitantes et habitants et les usagères et usagers pourront profiter d'une ville où se mêlent différentes fonctions (habitat, loisirs, emploi) et où le végétal prend toute sa part.

Les dynamiques en cours sur le territoire

Brest métropole bénéficie d'un cadre naturel exceptionnel, avec des paysages variés (vallons, bocages, mer) qui constituent un atout pour l'attractivité du territoire et la qualité de vie de la population.

2/3
d'espaces naturels,
agricoles ou forestiers
en 2021 sur la métropole.

1 emploi sur 10
c'est la part du commerce
dans l'emploi de la métropole.

La métropole est dotée de nombreuses centralités, offrant aux habitantes et habitants des commerces, services et équipements qui animent le territoire et favorisent la santé et le bien-être.

La métropole est dotée d'infrastructures en transports collectifs (nouvelles lignes de tramway et de BHNS en 2026) et pistes cyclables pour connecter le territoire et faciliter les déplacements de proximité.

3 fois plus
de déplacements à vélo
depuis 2018. La part
de déplacement à vélo est passée
de 1,5% en 2018 à 4% estimés
aujourd'hui. Le chiffre a bondi
depuis la crise sanitaire portée
par l'essor des vélos
à assistance électrique.



Projections et tendances à anticiper

Et vous, comment
vivez-vous votre
territoire dans
ses différentes
dimensions ?

Limiter l'artificialisation des sols

La métropole doit se développer en respectant l'objectif fixé pour 2050 « Zéro Artificialisation Nette » (ZAN) en maîtrisant sa consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

— Cela implique de poursuivre les efforts déjà entrepris pour développer de nouveaux quartiers qualitatifs et intervenir dans des zones urbaines déjà existantes.

Des territoires de proximité

Demain, les territoires devront renforcer la proximité, où chaque service, commerce et équipement sera facilement accessible. Cela veut dire poursuivre le développement de rues apaisées et partagées entre tous les modes de déplacement. C'est aussi aménager des espaces publics inclusifs, laissant place à différents usages et sources de vivre ensemble.

Imaginer
et façonner
nos espaces de vie



Une métropole dynamique, ouverte à toutes et tous

Économie Habitat Solidarité

Brest métropole est un territoire dynamique et accueillant, attirant de nouvelles entreprises et de nouvelles populations. L'élaboration du projet urbain vise à renforcer le développement économique et à favoriser l'accès à un logement pour toutes et tous quel que soit l'âge, la composition familiale et les capacités financières.

Les dynamiques en cours sur le territoire

Brest métropole se distingue comme un **acteur économique clé en Bretagne** avec des secteurs porteurs que sont le maritime, la défense, le numérique, l'agri-agro, la banque-assurance ou encore la santé.

Avec plus de **210 000 habitantes et habitants**, Brest métropole accueille en moyenne 750 ménages supplémentaires par an. La production de logements y est dynamique, avec 1 254 nouveaux logements autorisés chaque année en moyenne entre 2014 et 2023.

Le territoire connaît une **attractivité touristique croissante** : en 2022, 342 000 visiteurs, dont 25 % de touristes internationaux, ont visité le territoire.

65%

c'est la part de l'emploi de Brest métropole dans le Pays de Brest. 165 000 emplois sont occupés par des habitantes et habitants de la métropole.

700

nouvelles étudiantes et nouveaux étudiants rejoignent chaque année les 30 000 déjà présents, ce qui fait de Brest métropole un territoire jeune dans l'Ouest Breton.

75%

de la production de logements depuis 2014 provient du renouvellement urbain à l'échelle de la métropole.

45%

des habitantes et habitants de la métropole résident dans un quartier mixte socialement (soit près de la moitié), présentant un équilibre entre revenus modestes, intermédiaires et aisés (contre 38% dans les autres métropoles).

2/3

des logements construits ont principalement servi à répondre aux besoins des ménages habitants déjà sur la métropole et aux évolutions de la société qui influent notre manière d'habiter (colocation, séparation, décohabitation...).

2,4M

de voyages en gare de Brest en 2022. L'objectif est d'atteindre une augmentation de 50% d'ici 2035.

Projections et tendances à anticiper

Et pour vous, qu'est-ce qui fait l'identité et l'attractivité de la métropole brestoise ?

Imaginer
et façonner
nos espaces de vie

La population française vieillit, et Brest métropole ne fait pas exception.

Ce vieillissement entraînera un **besoin croissant en logements adaptés, en mobilités accessibles et en services spécifiques** pour accompagner la perte d'autonomie.

— Le ralentissement démographique national ajoutera des défis en matière de recrutement de nouveaux actifs.

— La métropole reste un îlot de jeunesse et devra s'adapter aux besoins des jeunes, des étudiantes et étudiants mais aussi des enfants à travers la « Ville à hauteur d'enfants » qui reste à imaginer.

13%

prévision de la part des plus de 75 ans de la métropole d'ici 2040 contre 9% aujourd'hui.



Une métropole résiliente et tournée vers l'avenir

Climat **Énergie** **Environnement**

Face aux défis du changement climatique, de la préservation des habitats naturels et des ressources, l'élaboration du projet urbain vise à renforcer l'action locale pour un développement durable et à préparer le territoire dès maintenant, tout en améliorant le quotidien et la santé des habitantes et habitants et des usagers et usagers.

Les dynamiques en cours sur le territoire

Brest métropole bénéficie d'une **biodiversité exceptionnelle**, notamment dans la rade de Brest, et d'un patrimoine naturel varié. Les grands réservoirs de biodiversité sont protégés mais restent impactés par le changement climatique et la fragmentation urbaine. L'année 2022 a battu des records climatiques en Bretagne (fortes chaleurs, sécheresse).

Le territoire est engagé dans une démarche de transition énergétique. Une baisse des émissions de gaz à effet de serre, régulière mais insuffisante, est observée depuis 2010 sur le territoire.

725

installations photovoltaïques et plusieurs réseaux de chaleur produisent de l'énergie renouvelable locale.

84%

des km effectués par les habitantes et habitants de la métropole sont parcourus en voiture.

60%

des logements ont été construits avant les premières réglementations thermiques.



Projections et tendances à anticiper

Comme ailleurs, Brest métropole devra s'adapter aux effets du changement climatique, tels que les îlots de chaleur urbains, les risques d'inondations et de submersion marine.

Assurer la résilience du territoire passe aussi par la **protection et la restauration des espaces naturels**, qui participent à la qualité de vie des habitantes et habitants, aujourd'hui et demain.

Viser la neutralité carbone

Pour réduire les émissions de CO₂, la métropole doit diviser par deux la quantité d'énergie consommée et remplacer les énergies fossiles par des énergies renouvelables. Cela nécessite une **implication collective de toutes et tous, acteurs économiques et agricoles**.

Cette transformation des modes de vie concerne notre quotidien et repose sur une part de sobriété (énergie, eau, ressources...).

Et pour vous, à quoi ressemblera la métropole à l'horizon 2040 ?

Imaginer et façonner nos espaces de vie



Vous avez dit « élaboration du projet urbain de Brest métropole » ?

Le projet stratégique urbain de la métropole et des 8 communes qui la composent, est une démarche globale qui donne une direction pour le développement urbain de la métropole à horizon 2040 à partir de 3 grands caps politiques fixés par les élus :

Une métropole à taille humaine et agréable à vivre.

Une métropole dynamique et ouverte à toutes et tous.

Une métropole résiliente et tournée vers l'avenir.

Une vision pour les 15 prochaines années



Cette vision à long terme donne l'occasion d'adapter nos infrastructures, nos espaces publics, nos politiques d'habitat et de mobilité, d'organiser l'aménagement du territoire métropolitain en répondant aux besoins de toutes et tous. Elle s'appuie sur les forces du territoire – son dynamisme et attractivité, son cadre paysager exceptionnel et sa cohésion sociale – pour renforcer sa capacité à répondre aux défis des transitions démographiques, économiques, sociales et climatiques.

Un plan d'actions et un cadre réglementaire renouvelés

Le projet stratégique urbain est l'occasion de réviser les documents réglementaires métropolitains afin qu'ils soient en phase avec ces évolutions et répondent aux besoins émergents. Ces documents réglementaires concernent toute la population, actrices et acteurs et usagères et usagers de la métropole car ils fixent les règles concrètes qui composent la vie du quotidien.

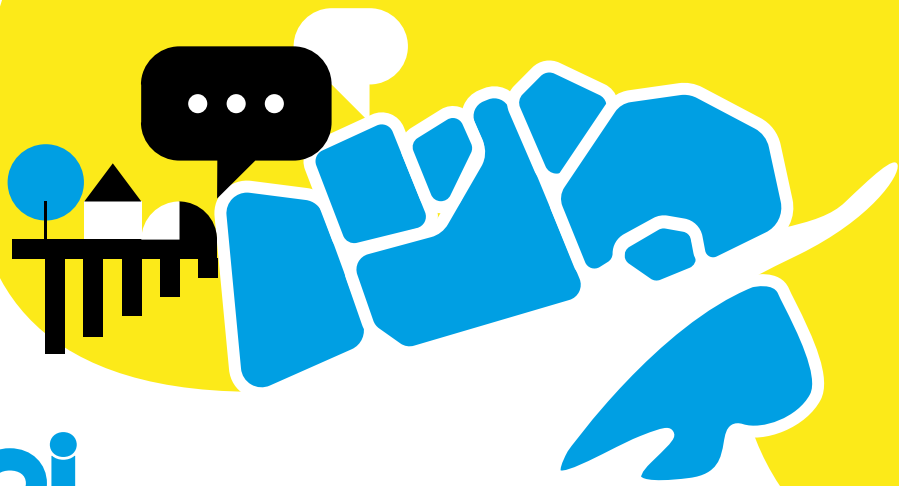


Le plan local d'urbanisme valant programme local de l'habitat et plan de mobilité (PLU-HM).
Adopté pour 10 à 15 ans.



Le plan climat-air-énergie territorial (PCAET).
Adopté pour 6 ans.

Imaginer
et façonner
nos espaces de vie



Pourquoi et comment participer à l'élaboration du projet urbain ?

Au-delà du cadre réglementaire, les élus de la métropole et de ses 8 communes proposent une concertation afin de partager le projet avec les habitantes et habitants, les usagères et usagers et les acteurs et actrices qui font vivre le territoire autour de deux grandes questions :

Comment faire de nos valeurs de solidarité et de cohésion sociale, une force pour relever les défis qui se jouent dès aujourd'hui et s'accroîtront demain ?

Comment conserver et améliorer la qualité de vie et l'attractivité de notre territoire, face aux transitions démographiques, économiques, sociales et climatiques ?

La concertation abordera ainsi toutes les thématiques qui façonnent le territoire : l'aménagement urbain, l'habitat, l'économie, les mobilités, l'environnement, les équipements, le social, l'énergie...

Toutes les contributions sont analysées au fur et à mesure de l'avancement de la démarche afin d'enrichir, nourrir et consolider le projet stratégique urbain travaillé par les élus.

Partagez votre vécu, prenez la parole :

Chaque jour, vous vivez, vous travaillez, vous vous déplacez, et participez à la vie de votre territoire. Vous êtes donc très bien placés pour partager vos ressentis et vos attentes. Habitantes et habitants, usagères et usagers, entreprises, associations... tout le monde peut s'exprimer !

Retrouvez les modalités de participation, les dates des événements et toutes les informations sur le projet et la concertation sur le site jeparticipe.brest.fr

Retrouvez également un registre papier dans votre mairie et à l'hôtel de la métropole.

Imaginer
et façonner
nos espaces de vie

Les étapes du projet et de la concertation

Temps politiques

Temps participatifs

Lancement

Hiver 2024
Temps 1

On se rencontre

Partage des premiers éléments du diagnostic et des vécus du territoire. Venez partager vos questionnements et vos attentes.

Printemps 2025
Temps 2

On en discute

Échange autour des enjeux et orientations pour le territoire. Venez échanger autour des conditions de réussites pour répondre aux enjeux posés par les élus.

Automne 2025

Débat en conseil de métropole et dans les 8 conseils municipaux

Les élus débattent des grandes orientations générales.

Automne 2026
Temps 3

Traduction réglementaire

Échanges autour des évolutions de réglementations et plans d'actions envisagés pour mettre en œuvre les orientations générales validées par les élus.

Arrêt et bilan de la concertation

Bilan de la concertation et arrêt du PLU-HM et du PCAET.

2027

Enquête publique

Recueil des observations du public par une commission d'enquête indépendante avant l'approbation définitive du PLU-HM et du PCAET de Brest métropole par le conseil de métropole.

2028

Approbation définitive

Finalisation du projet stratégique urbain et entrée en vigueur du PLU-HM et du PCAET.

**ASSOCIATION COSTOUR POU MON VERT
EN FINISTÈRE
MONSIEUR HUBERT PERSON
3 PLACE DE KER ROZ
29490 GUIPAVAS**

**Direction de l'Aménagement et des Équipements
Métropolitains
Service Équipements Métropolitains
N/Réf : RG/ED-DAEM-2024_005
equipements-metropolitains@brest-metropole.fr**

Le

13 FEV. 2024

Objet : Projet stade Frotven – Demande de
communication d'une étude


Monsieur,

Par message du 7 janvier dernier, vous nous précisiez le nom et la qualité de la personne à l'origine de la demande de communication de l'étude de faisabilité réalisée par la ville sur le stade Francis Le Blé dans le cadre du projet du nouveau stade au Frotven.

J'attire votre attention sur le fait que cette étude a aujourd'hui un statut de document préparatoire aux prochaines étapes relatives aux procédures d'autorisations administratives.

Cependant, je vous informe qu'une communication publique est envisagée courant mars 2024 pour présenter le contenu et les conclusions de l'étude dans le cadre d'une conférence de presse. A l'issue de cette présentation, nous pourrions transmettre les éléments de l'étude réalisée par les sociétés ISC – Ingénierie Sportive et Culturelle – et AXL – Atelier Xavier LAUZERAL architectes urbanistes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.


Pour le Maire,
L'adjoint délégué,
Patrick Appéré

Nouveau dépôt d'avis, apuré des supposés « propos non publiables » du n° 1074, et amendé à cette occasion.

Est-ce que la commission pourrait retourner la contribution « prise en compte mais non publiable » avec mention des passages à l'origine du refus de publication ?

Madame la présidente, Mesdames et Monsieur les commissaires d'enquête,
Je souhaite demander une prolongation de l'enquête publique afin de donner aux personnes à l'initiative du projet « -park » ainsi que celui de « Mise en compatibilité du PLU » le temps nécessaire de prendre connaissance de faits qu'ils semblent ignorer mais qui sont parfaitement documentées dans (entre autres) le résumé non-technique (pièce **3-1-B-2-Résumé-non-technique-février-2025** ; 44 pages) ou **3-2-C-SAGE-ELORN** (avis du 'syndicat de l'Eau' du 19 février 2025 ; 4 pages) ou encore dans **3-1-B-4-annexes-février-2025** (559 pages). Ce sont des documents accessibles via la présente enquête et donc supposés maîtrisés par les acteurs responsables.

[Passage supprimé supposé perçu comme « non publiable »]

Concrètement, dans un récent article du site FR3, MM. Le Saint sont cités en réfutant les arguments d'impact avancés par des citoyens à sensibilité écologiste :

"Le ruisseau du Costour prend sa source au nord du site, dans la zone d'activités de Kergaradec III.

Le projet Arkéa Park n'impacte donc pas l'écoulement souterrain" à la page :

[france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/finistere/brest/arkea-park-de-brest-projet-inacceptable-](http://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/finistere/brest/arkea-park-de-brest-projet-inacceptable-impatient-d-y-etre-le-futur-stade-divise-les-supporters-les-ecologistes-et-habitants-3139931(point)fr)

[impatient-d-y-etre-le-futur-stade-divise-les-supporters-les-ecologistes-et-habitants-3139931\(point\)fr](http://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/finistere/brest/arkea-park-de-brest-projet-inacceptable-impatient-d-y-etre-le-futur-stade-divise-les-supporters-les-ecologistes-et-habitants-3139931(point)fr)

Ce qui n'est peut-être pas faux dans le sens où les eaux souterraines n'affecteront pas notablement, selon les résultats de « **Annexe 4, Etude hydraulique (Egeo, 2024) » p.30/61** les puits présents dans la zone (extrait ci-joint).

En revanche, cette affirmation détourne considérablement le sens des critiques émises dans l'avis de la MRAe en novembre 2024 et du SAGE le 19 février 2025, bases des avis émis par des personnes soucieuses des impacts environnementaux et sociétaux. Elles portent en réalité sur d'autres risques qui ne trouvent pas, dans le « mémoire réponse à MRAe », de réponse adéquate et rassurante pour les risques de pollution accidentelle ou chronique de la ressource 'eau' et pas de réponse tout court en ce qui concerne ceux de tarissements-tensions sur cette même ressource.

Ce dernier risque, introduit par l'imperméabilisation de 5 des 18ha de terres agricoles et naturelles, pourvoyeuses d'eaux d'infiltration - bien que clairement pointé par les organismes consultés pour avis sur l'aspect environnemental du projet - est complètement absent du **tableau 1 « Scénario de référence et évolution probable du site en l'absence et en cas de mise en œuvre du projet »** p.18 du résumé non-technique de février 2025. (extrait ci-joint)

Selon ce document et ce tableau, il y a un « **accroissement des risques de pollution accidentelle** » comme indiqué dans la première ligne à droite de la p.18, colonne « évolution probable en cas de mise en œuvre du projet » de ce résumé concernant le thème « Compartiment Eau (Hydrogéologie, eaux superficielles, zones humides) ».

Dans le même paragraphe, ce risque est minimisé par l'affirmation, vague, qu'il « reste cependant très mineur » et à laquelle on voudrait bien croire si, en même temps et juste à côté en colonne « Évolution probable en l'absence de mise en œuvre du projet », elle ne se contredisait pas en incriminant l'activité agricole (actuellement toujours pratiquée sur cette zone) qui, si elle était intense (beaucoup d'intrants chimiques), « ... **pourrait avoir un impact sur la qualité des eaux souterraine (sic) (pollution de la nappe phréatique) »**.

Sachant qu'en « Annexe 4, Etude hydraulique (Egeo, 2024) » précise en page 28/61 que : « **Une nappe souterraine est d'autant plus vulnérable aux pollutions qu'elle se situe dans un contexte hydrogéologique défavorable (à faible profondeur ...)** » – ce qui est le cas sur le site du projet - et que « **l'indice de vulnérabilité obtenu (Di) pour le projet est de 185, caractéristique d'une vulnérabilité 'forte' ... des eaux souterraines des terrains concernés par le projet** », on comprend qu'il faut, pour ainsi dire comme avant la signature d'un contrat d'assurance, « lire les lignes imprimées en tout petit » et les lignes d'exclusion de responsabilité des bureaux d'études auteurs de ces études en annexe.

On sent ici des incohérences propres à semer la confusion et le doute quant à la fiabilité des écrits censés résumer les informations clés et censés, selon le paragraphe « 4 Démarche suivie par l'étude d'impact » (p.17 du résumé non-technique) être « un **outil d'information** du public et des services de l'État délivrant les autorisations administratives. Elle est la pièce maîtresse de la demande d'autorisation et doit **contribuer à éclairer le public et l'autorité administrative compétente** sur la prose (re-sic) en compte de l'environnement dans la conception du projet proposé ».

Toujours concernant le risque de pollution de la nappe phréatique, ce tableau 1/ p.18 du résumé non-technique se veut rassurant d'une « **Emprise du projet [qui] n'intersecte pas la nappe** », mais le SAGE, dans son avis du 19 février 2025 rappelle en page 3 (ci-joint) que « **le projet se situe dans le périmètre de protection éloigné de la retenue de Goarem Vors** » – c'est donc un fait certain qui est carrément nié par la phrase précédente de ce tableau affirmant « **Site non concerné par des périmètres de protection** des captages d'eau potable ».

Je constate donc une désinformation propre à induire les destinataires en erreur.

Pire, en se penchant à nouveau sur le document « 3-1-B-4-annexes-février-2025 » et la partie « Annexe 4, Etude hydraulique (EGEO, 2024) », on lit en page 34/61 (ci-joint) :

« **L'aménagement prévoit à terme une modification importante des premiers horizons du sol et du sous-sol. L'imperméabilisation diminuera notamment fortement les capacités originelles du sol à infiltrer les eaux de pluie en conduisant les ruissellements hors des parcelles.**

Cela se traduira par :

- une **diminution des capacités de recharge des nappes**,
- une **diminution de la résilience des eaux souterraines** (capacités des eaux à retrouver ses qualités initiales après une pollution) par :
 - une concentration progressive des différents polluants,
 - une diminution des circulations d'eaux souterraines. »

Donc l'exact contraire des affirmations publiques des MM. Le Saint auprès de FR3.

La tendance à minimiser les impacts environnementaux dans les écrits généraux, lus et pris pour 'argent comptant' par tout le monde – y compris décideurs politiques et techniques et supporters du projet mais contredits dans les annexes (les études remises par les bureaux d'études aux maîtres d'ouvrage) - que peu de personnes ont le temps et la volonté d'approfondir - n'est peut-être qu'un hasard ... mais que je trouve très gênant pour un projet vendu comme « respectueux de l'environnement ».

Personnellement, je ne me sens pas en confiance avec ce qui est présenté. J'ai malheureusement le soupçon que les intérêts économiques et de pouvoir l'emportent ici sur l'intérêt général qui, s'agissant de santé publique et de sécurité alimentaire, est d'appliquer d'abord le principe de précaution et de vigilance avant toute autre chose.

Sachant qu'il y a des biais et similitudes sur les volets « circulation/gestion des flux automobiles et piétons » - « transports/GES » - « trames vertes-brunes-bleues-noires-blanches » - « destruction

d'habitats notamment de chiroptères » - « économie » - « sociétal et sociologie » - « transparence politique/démocratie locale » - « riverains/nuisances 'troubles anormaux de voisinage', induites et indues » - « avenir du stade actuel et utilisation ultérieure de son foncier » - « insertion paysagère/architecture »
... je me sens encore moins rassuré

Je demande à ce que soit inscrit dans le dossier, en cas de réalisation, des garanties réelles et personnelles des responsabilités des porteurs de projet et pourquoi pas aussi de responsables de premier rang (maires et président de Brest-Métropole, directeurs de services techniques etc.) pour assumer les responsabilités et conséquences financières des réparations et remises en état consécutives à des dégâts qui seraient issues d'un manque de précautions prises pour les éviter dès l'énoncé des risques potentiels du projet.

Je demande aussi pour le cas de la réalisation, la protection qui me paraît maximale pour la zone naturelle « épargnée », coincée entre le périmètre du projet et la RN265 à l'est et qui, à ma connaissance, ne le sont pas tant que ça par la modification du PLU.

Une ORE (Obligation Réelle Environnementale) sur 99 ans, signé entre Brest Métropole et une ou plusieurs organismes reconnus de protection environnementale pourrait peut-être apporter plus de garanties pour empêcher toute tentation ultérieure et à moyen terme de recourir à cette 'réserve foncière' pour réaliser par exemple des bretelles d'entrée-sortie de la RN265.

Ces flux de voitures et de cars/bus seront particulièrement importants en sortie de match ou d'événements selon le schéma « **Hypothèses ... déplacement en sortie** » avec « 100% des sorties dans l'heure après match » (10460 spectateurs soit 4180 voitures pour les cas courants et 11700 spectateurs/4680 voitures pour les cas exceptionnels) - extrait ci-joint 'page 13 depuis 3-1-b-2-resume-non-technique-fevrier-2025'. (Ces hypothèses n'intègrent pas les flux voitures-bus/cars-PLs de circulation normale et qui viendront se cumuler avec l'activité du projet).

Des bretelles pourraient devenir 'nécessaires' par la situation ubuesque et impraticable à long terme par la piétonisation du boulevard F. Mitterrand pour des événements en raison de constatation de flux trop importants de voitures, incompatibles avec les voies de classe 'desserte' actuellement encore plus ou moins apaisées des quartiers Keradrien-Kerlaurent-Botspenn, et déclassées de fait en voies de transit. Ces phénomènes décrits ici sont parfaitement observables dans certains quartiers de Brest, touchés par les travaux du tram/BHNS.

J'attire, dans ce contexte aussi l'attention sur le fait que transformer les voies de desserte de ces quartiers à l'occasion de matchs ou événements en voies de transit amènera la découverte par un grand nombre d'automobilistes de ces trajets et qui auront tendance à les utiliser ensuite par habitude pour les transits quotidiens, évidemment notamment les usagers de ce projet immobilier et commercial 365j par an, espérés nombreux par les promoteurs.

Un habitant de Brest

3.4.1 CAPTAGES ET FORAGES

Référence	Nature	Profondeur	Point d'eau	Usage
BSS000SXWS	Forage	40m	Oui	Eau aspersion
BSS000SYGN	Piézomètre	55m	Oui	Piézomètre
BSS000SYBN	Forage	15m	Oui	Piézomètre
BSS000VFPF	Forage	80m	Non	Eau industrielle
BSS000VFMQ	Forage	20m	Non	Eau cheptel
BSS000VGMT	Forage	20m	Non	Non renseigné
BSS000VFPM	Forage	15m	Non	Suivi de qualité des eaux
BSS000SYAQ	Forage	15m	Non	Suivi de qualité des eaux
BSS000SYAL	Forage	15m	Non	Suivi de qualité des eaux
BSS003HEXI	Forage	91m	Non	Non renseigné
BSS004BLPF	Forage	200m	Non	Géothermie
BSS000SYBL	Forage	30m	Non	Geothermie
BSS004CESH	Puits	/	Non	Piézomètre
BSS003IPHM	Forage	31m	Non	Non renseigné

Les aménagements projetés ne sont pas susceptibles d'affecter notablement l'usage de ces forages.

3.4.2 PRISE D'EAU DE GOAREM VORS

Le projet se situe dans le périmètre de protection éloignée de la prise d'eau de Goarem Vors.

La prise d'eau de Goarem Vors alimente l'usine de production d'eau potable du Moulin Blanc à Guipavas. Son périmètre de protection comporte trois niveaux définis à partir d'études réalisées par un hydrogéologue agréé.

- Le périmètre de protection immédiate acquis par Brest métropole, titulaire de l'autorisation de pompage.
- Le périmètre de protection rapprochée P1 : secteur plus vaste à l'intérieur duquel toute activité susceptible de provoquer une pollution y est interdite ou soumise à des prescriptions particulières. Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers le captage.
- Le périmètre de protection éloignée correspondant à la totalité du bassin versant amont de la prise d'eau.

Les aménagements devront être conformes avec les prescriptions en vigueur. A savoir que les eaux de surface étant par définition vulnérables, le périmètre éloigné constitue un périmètre de vigilance qui englobe les bassins versants des 2 prises d'eau de l'usine du Moulin Blanc.

A l'intérieur de ces périmètres éloignés, il sera nécessaire de conduire des opérations de protection de la ressource en eau, tant pour les collectivités, les activités agricoles, artisanales et industrielles que pour les particuliers, en application de la réglementation générale et dans le cadre d'un programme d'actions volontaristes.

En outre, l'inventaire des risques de pollution accidentels sera tenu à jour et il sera procédé à des visites régulières des installations. Il serait en outre utile de rédiger un document guide à l'intention des entreprises sur les mesures à prendre pour éviter les pollutions des eaux et sur la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

- Protection des espaces naturels,
- Prise en compte des risques de pollution dans les documents et projets d'urbanisme, dans les projets et les autorisations d'activité,
- Suivi et surveillance des activités et leur impact,
- Vigilance sur le respect de la réglementation générale et la conformité aux réglementations spécifiques,
- Mise en place de programmes d'actions volontaristes.

3 LES EAUX SOUTERRAINES

3.1 ASPECTS QUANTITATIFS

La structure géologique du Massif Armoricaïn ne permet pas la mise en place de grandes nappes souterraines. L'eau libre est contenue dans les différents interstices (perméabilité de pores ou de fracturation) du soubassement géologique superficiel fracturé. Cet horizon, alimenté par l'eau de pluie qui s'infiltre, est généralement compris entre 1 à une dizaine de mètres, jusqu'à 250m de profondeur. Associée à un climat océanique, cette configuration hydrogéologique assure à l'ensemble du Massif Armoricaïn de très bonne capacité de recharge des nappes.

3.2 INDICE DE VULNERABILITE (PAR METHODE « D.R.A.S.T.I.C. »)

Cependant, cette même configuration hydrogéologique conduit à accentuer la vulnérabilité des eaux souterraines. Une nappe souterraine est d'autant plus vulnérable aux pollutions qu'elle se situe dans un contexte hydrogéologique défavorable (à faible profondeur, sous des horizons trop perméables, sol sans pouvoir épurateur,...) et que sa résilience (capacités des eaux à retrouver ses qualités initiales après une pollution) est faible.

L'objectif de la méthode « D.R.A.S.T.I.C. » est de quantifier les risques de pollution des eaux souterraines à partir des éléments qualitatifs reconnus lors de l'étude de terrain. Cette méthode est particulièrement bien adaptée pour la cartographie à petite échelle.

Elle est basée sur la compilation de critères pondérés caractérisant les différents horizons du sol et du sous-sol, séparant la ressource en eau des sources potentielles de pollution.

Généralement les critères choisis sont la nature lithologique des zones saturée et non saturée, la recharge, la perméabilité, la texture du sol et la topographie.

L'index de vulnérabilité intrinsèque (**Di**) est la somme pondérée de sept paramètres selon la formule suivante :

$$Di = DnDp + RnRp + AnAp + SnSp + TnTp + InIp + CnCp$$

Les données relevées sur le terrain donnent les paramètres suivants :

Dn	distance estimée à la nappe (épaisseur de la ZNS)	1,5-4,5m
Rn	recharge (pluie efficace)	>25,5mm/an
An	nature de la zone saturée	Formation gneiss fracturé
Sn	nature du sol	Limono – sableux
Tn	topographies, pentes	2-6%
In	nature de la ZNS	Sable, gravier, silt et argile
Cn	perméabilité mesurée de la ZNS	$2.1 \cdot 10^{-5}$ m/s

Dp, Rp, Ap, Sp, Tp, Ip et Cp : pondération de type sol « naturel » au regard de l'ensemble des parcelles du secteur.

L'indice de vulnérabilité obtenu (**Di**) pour le projet est de 185, caractéristique d'une vulnérabilité « forte » (d'après la classification de l'indice vulnérabilité (Engel et al., 1996)¹) des eaux souterraines des terrains concernés par le projet.

¹ B. A. Engel, K. C. S. Navulur, B. S. Cooper and L. Hahn, (1996): Estimating groundwater vulnerability to non point source pollution from nitrates and pesticides on a regional scale, *Int. Assoc. Hydrol. Sci. Publi.* 235, pp. 521-526.

5 Le site et son environnement

5.1 Evolution probable de l'environnement sans mise en œuvre du projet

Le tableau suivant permet d'identifier les compartiments de l'environnement susceptibles d'évoluer selon l'usage du site et de déterminer leur évolution en absence.

Tableau 1 : Scénario de référence et évolution probable du site en l'absence et en cas de mise en œuvre du projet

Thème environnemental		Etat actuel – Scénario de référence	Evolution probable en l'absence de mise en œuvre du projet	Evolution probable en cas de mise en œuvre du projet
Milieu physique	Contexte climatique	<p>Climat océanique, de type océanique tempéré de la façade atlantique de l'Europe, caractérisé par des températures douces, une pluviométrie abondante et la présence de vent.</p> <p>Secteur exposé à phénomènes naturels extrêmes (orages, rafales de vents parfois violentes...).</p>	<p>A court terme (moins de 5 ans), le climat restera globalement le même. Il pourra ponctuellement être bouleversé par d'éventuels événements climatiques causés et/ou amplifiés par le changement climatique.</p> <p>A moyen et long terme, le climat subira une augmentation de la moyenne des températures et une augmentation des probabilités et la sévérité des phénomènes extrêmes cause du dérèglement. Scénario précis encore incertain du au dérèglement climatique.</p>	<p>Au niveau local, l'urbanisation des sols cause une augmentation de l'albedo (pourcentage d'absorptions des rayonnements solaires d'un territoire dû à la couleur du sol), et la création de micro-climat en modifiant l'anémométrie, l'incidence du rayonnement solaire qui augmentent la température et le risque d'îlots de chaleurs urbains. De plus, l'artificialisation des sols réduit le potentiel de refroidissement des espaces naturels.</p> <p>Prise en compte des problématiques dans la conception du projet :</p> <ul style="list-style-type: none">- Choix de l'emprise la moins imperméabilisante- Surfaces de stationnement perméables et végétalisés <p>Prise en compte des événements climatiques extrêmes dans la conception du projet (vent dominant,) et production d'énergies renouvelables intégrée au projet (panneaux solaires en toiture et sur les places de stationnement...), contribuant à réduire les émissions de CO₂ en se substituant aux énergies fossiles, et donc à limiter les effets du changement climatique.</p>
	Compartiment Sol (Topographie, géologie)	<p>Relief relativement plat.</p> <p>Par des roches métamorphiques principalement constituées par des gneiss et des micaschistes. L'étude de Calligée a permis de montrer la présence d'une nappe au sein des formations altérées du socle gneissique.</p>	<p>Seules des opérations d'envergure pourraient avoir des impacts notables sur les sols et sous-sols en présence, voire la topographie locale, notamment en cas de mouvements de terrain importants.</p>	<p>Evolutions très localisées de la topographie liées aux travaux de terrassement nécessaires à l'implantation des bâtiments, des aménagements hydrauliques, de voirie et paysagers.</p> <p>La balance déblais / remblais sera à l'équilibre</p>

Thème environnemental	Etat actuel – Scénario de référence	Evolution probable en l'absence de mise en œuvre du projet	Evolution probable en cas de mise en œuvre du projet
Milieu humain	Compartiment Eau (Hydrogéologie, eaux superficielles, zones humides)	<p>Site localisé au niveau d'une masse d'eau souterraine. Site non concerné par des périmètres de protection des captages d'eau potable.</p> <p>Emprise du projet n'intersecte pas la nappe.</p> <p>Absence de cours d'eau traversant l'aire d'étude une zone humide identifiée en périphérie du site</p>	<p>Le maintien d'une activité agricole n'aurait pas d'impact sur les écoulements superficiels et souterrains actuels. Toutefois, une activité agricole intensive pourrait avoir un impact sur la qualité des eaux souterraine (pollution de la nappe phréatique).</p> <p>Accroissement d'un risque de pollution potentielle, en particulier lors de la phase travaux (mais mise en place de prescriptions particulières afin de limiter toutes incidences vis-à-vis de la ressource en eau), qui reste cependant très mineur.</p> <p>Complexification des écoulements superficiels mais pas de modification des ruissellements en sortie de BV à l'échelle du projet.</p>
	Contexte socio-économique	<p>Le site est localisé dans un secteur à proximité de nombreuses zones d'activités</p>	<p>A court terme, le contexte socio-économique communal tend à évoluer (nombreux projet en cours sur le secteur Frouvten)</p> <p>L'implantation d'un nouveau stade à Guipavas renforcera la position structurante de la commune au sein du maillage métropolitain.</p> <p>Grâce à l'activité générée par les événements sur le site de l'Arkéa park, et l'attractivité nouvelle des activités de loisirs attenantes, le pôle constituera également un moteur de développement induisant une activité touristique pourvoyeuse de nuitées pour l'offre hôtelière, de consommation pour la restauration et les commerces, et ainsi d'emplois indirects. En effet, sont attendus sur le projet plus de 1,5 millions de visiteurs par an.</p>
	Usages et cadre de vie	<p>Aire d'étude immédiate principalement occupée par d'anciennes parcelles agricoles actuellement.</p> <p>Plusieurs zones d'activités et commerciales sont localisées au à proximité. Des zones à usage d'habitation sont présentes à proximité.</p>	<p>Sans mise en place du projet, l'organisation et les usages du site seront sensiblement similaires à ceux actuels.</p> <p>Perte de l'activité agricole du site.</p> <p>Renforcement du pôle d'équipement avec mutualisation des structures.</p> <p>Potentielle influence sur le cadre de vie des riverains à proximité du site.</p>
	Déplacements, accessibilité et transport	<p>Les abords immédiats sont constitués de zones économiques et commerciales qui se sont structurées récemment au sein desquelles quelques espaces naturels et agricoles subsistent.</p> <p>La zone de projet est encadrée par des axes structurants du réseau routier, notamment avec la présence de la RN 265 qui longe le site à l'est et la RD 205 au sud.</p> <p>Le site d'étude est desservi par la ligne A du tramway, en provenance du centre-ville et dont le terminus « Porte de</p>	<p>Restructuration en cours (VC14 et VC 27).</p> <p>Un renforcement des liaisons cyclables concernant est projeté à horizon 2025 sur les voies entourant le site d'étude : notamment la VC14 et la VC 27 (rue Alfonse Penaud) permettant de compléter le maillage existant en lien avec les usages en mutation du site.</p> <p>Adaptation et sécurisation autour de du boulevard François Mitterrand de sa traversée à proximité du projet.</p> <p>Création d'une avant-gare et d'un parking public.</p>

d'habitats et des pertes nettes de biodiversité. Des demandes de dérogation avec mesures compensatoires ont été accordées et en partie déjà réalisées. Ces compensations se font soit sur la zone protégée, soit sur une parcelle située à proximité immédiate. De fait, le PLU sera revu afin que ces zones soient classées en zone naturelle protégée (N). Le repositionnement de l'implantation du stade vers le Nord-Ouest permet, de plus, la préservation d'un hêtre classé (EBC) et de certains linéaires de haies. A noter que le coût des mesures compensatoires reste très faible (134 000 €) au regard du coût global du projet. Pour l'éclairage, il est prévu des LED de couleur chaude avec diffusion de la lumière vers le bas ainsi que la programmation des éclairages (extinction nocturne), cela afin de diminuer l'impact sur la biodiversité. Des espèces exotiques envahissantes sont présentes sur le site et les foyers seront évacués vers des centres de traitement adaptés.

Concernant la disponibilité de la ressource et les inondations, la mise en place de 5 bassins d'infiltration/rétention des eaux pluviales en cascade permettra de réguler les débits en sortie de la parcelle (avec la prise en compte d'une pluie décennale) et d'infiltrer au maximum les eaux pluviales. Cela devrait permettre de limiter le ruissellement de surface. De plus, l'infiltration des eaux pluviales dans les bassins mais également sur certaines places de stationnement entrainera une recharge des eaux de nappe en période hivernale et, en conséquence, un meilleur soutien d'étiage. Cette disposition assurera l'infiltration au plus près des impluviums. A noter tout de même que la surface imperméabilisée totale représente près de 5 ha. Le site est situé sur des gneiss relativement fissurés avec la présence d'une nappe assez haute. Il est dommage qu'aucun suivi des niveaux piézométriques n'ait pu être réalisé en période de hautes eaux afin de déterminer plus précisément le risque d'interception de la nappe. En effet, ce risque ne doit pas être négligé du fait de l'usage eau potable sur le bassin du ruisseau du Costour. Il s'agit ici d'un risque de pollution accidentelle de la nappe et d'un risque de diminution de l'infiltration des eaux pluviales donc une moindre recharge de la nappe (pour rappel, le projet se situe dans le périmètre de protection éloigné de la retenue de Goarem Vors).

Le Syndicat de Bassin de l'Elorn prend note de l'évolution positive du projet depuis 2018 et de la meilleure prise en compte des problématiques liées à la biodiversité et à la gestion des eaux de ruissellement. Cependant il n'en demeure pas moins que l'emprise est importante avec près de 5 ha imperméabilisés, que le risque d'interception de la nappe aurait pu être mieux étudié, que la recherche de certaines espèces type escargots de Quimper aurait pu être plus poussée (un seul suivi effectué) mais que les mesures compensatoires semblent satisfaisantes. De plus, un bassin de collecte des eaux pluviales d'une partie de la toiture permettra un usage pour certains sanitaires mais la provenance des eaux pluviales pour l'arrosage de la pelouse n'est pas détaillée, ni les volumes nécessaires.

Caractéristiques du projet		
Surfaces imperméabilisées	7.42 ha	
Surfaces drainées	9.13 ha	
Hauteur de précipitation d'une pluie annuelle	17.4 mm en 2H (IT 77)	
Paramètres de pollution	Concentration moyenne de polluants rejetés dans les eaux de ruissellement	Objectifs de qualité
Matières en suspension MES	304 mg/L	30 mg/L
Demande chimique en oxygène DCO	187 mg/L	30 mg/L
Demande biologique en oxygène DBO5	30 mg/L	6 mg/L
Hydrocarbures	3.3 mg/L	5 mg/L
Plomb	0.19 mg/L	0.21 mg/L

2 IMPACT SUR LES EAUX SOUTERRAINES

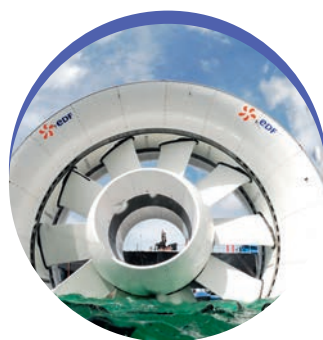
L'aménagement prévoit à terme une modification importante des premiers horizons du sol et du sous-sol. L'imperméabilisation diminuera notamment fortement les capacités originelles du sol à infiltrer les eaux de pluie en conduisant les ruissellements hors des parcelles.

Cela se traduira par :

- une diminution des capacités de recharge des nappes,
- une diminution de la résilience des eaux souterraines (capacités des eaux à retrouver ses qualités initiales après une pollution) par :
 - une concentration progressive des différents polluants,
 - une diminution des circulations d'eaux souterraines.

PLU FACTEUR 4

Pour une métropole plus durable



PLAN LOCAL D'URBANISME DE BREST MÉTROPOLE OCÉANE

UN PROJET POUR LES 8 COMMUNES :
Bohars, Brest, Gouesnou, Guilers, Guipavas,
Le Relecq-Kerhuon, Plougastel - Daoulas, Plouzané.

LE PLU FACTEUR 4

PLU Facteur 4 : une démarche innovante

En s'engageant dans la production de son « PLU facteur 4 », Brest métropole océane innove. La communauté urbaine est la première, au niveau national, à produire un plan local d'urbanisme intercommunal, tenant lieu de programme local de l'habitat et de plan de déplacements urbains, comme prévu depuis le Grenelle de l'environnement. Elle va plus loin, en articulant explicitement cette démarche avec la production de son plan climat-énergie territorial.

L'intitulé de la démarche « PLU facteur 4 » souligne ainsi la nouveauté que constituent à la fois l'articulation de quatre outils réglementaires de planification :

- le plan local d'urbanisme (PLU),
- le programme local de l'habitat (PLH),
- le plan de déplacements urbains (PDU),
- le plan climat-énergie territorial (PCET),

et l'engagement qui consiste à diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Les objectifs de la révision du PLU

- prendre en compte les évolutions liées au Grenelle de l'environnement, notamment en confortant la trame verte et bleue et en modérant la consommation d'espace liée à l'urbanisation
- garantir la compatibilité du PLU facteur 4 avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT) du pays de Brest
- assurer un renouvellement urbain et des formes urbaines de qualité (hauteur, implantation du bâti...)
- intégrer les nouvelles orientations du PLH, du PDU et de la troisième phase de déploiement de transport en commun en site propre
- articuler le PLU avec le programme d'action du plan climat-énergie territorial

Les documents du PLU facteur 4

- le rapport de présentation
- le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
- les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) thématiques (habitat, déplacements, environnement) et sectorielles (portant sur certains secteurs de l'agglomération)
- le règlement (écrit et zonage)
- les annexes

La gouvernance

Le PLU facteur 4 a été élaboré par Brest métropole océane en lien étroit avec les communes et l'agence d'urbanisme Adeupa dans un cadre faisant une large place à la concertation. Les partenaires institutionnels ont pu s'exprimer au travers de six groupes de travail thématiques. Le grand public a, quant à lui, été informé de l'avancée des travaux au cours de trois séries de réunions publiques dans chacune des huit communes de l'agglomération.

À chaque étape les éléments présentés ont été mis à disposition sur le site internet

<http://plu.brest.fr>

LE PADD

Les orientations générales

Les orientations générales pour l'évolution du territoire sont définies dans le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD).



Pour une métropole attractive, durable et solidaire au service d'un territoire de 400 000 habitants

équipements de proximité, le maillage commercial, l'offre de transport en commun, le renforcement de la nature en ville...

Conforter l'organisation multipolaire de l'agglomération

Le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) souligne l'enjeu qu'il y a à mieux articuler trois échelles :

- **l'échelle du voisinage**, à laquelle on peut accéder aux commerces et services de proximité par les modes actifs (à pied, en vélo) ;
- **l'échelle des communes et des quartiers brestois**, à laquelle on trouve des équipements de niveau plus important : mairie, collège, supermarché, le plus souvent accessibles en transport en commun ;
- **l'échelle de la métropole**, avec ses équipements spécifiques (université, hôpital, scène nationale...) desservis par les transports en commun en site propre.

Le Projet d'aménagement et de développement durables souligne aussi

l'intérêt d'élargir le cœur de la ville de Brest pour en faire le réel cœur d'une métropole pour 400 000 habitants : c'est le projet de rééquilibrer le cœur d'agglomération entre rive gauche et rive droite de la Penfeld notamment par l'aménagement du plateau des Capucins et la liaison vers la rue de Siam par un téléphérique.

Associer logements, bureaux et commerces à proximité des transports en commun

Pour lutter contre l'étalement urbain, le PLU facteur 4 met en évidence l'importance à accorder au renouvellement urbain. Ce renouvellement urbain doit permettre de densifier la ville prioritairement à proximité des réseaux structurants de transport, d'énergie, de télécommunication. En veillant à la mixité des fonctions urbaines (habitat, commerce, activités, équipements publics...) dans ces zones centrales, le PLU facteur 4 doit contribuer à réduire les besoins de déplacements et par conséquent les émissions de gaz à effet de serre associées aux transports.

Les principes d'action



Les principes d'action pour développer l'offre de logements, gérer les déplacements et préserver la biodiversité sont explicités dans trois Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) complétées par des OAP sectorielles.

L'Habitat

Développer l'offre de logements pour répondre à tous les publics et accueillir davantage de familles

- En maintenant un niveau élevé de production de logements dans l'agglomération :
 - produire 1300 logements neufs par an,
 - privilégier le renouvellement urbain,
 - assurer la production de logements locaux publics en adéquation avec les besoins.

- En constituant une offre complète, diversifiée et attractive de logements neufs pour répondre à tous les publics :
 - proposer une alternative satisfaisante aux ménages les plus enclins à quitter l'agglomération,
 - poursuivre la diversification de l'offre sociale publique,
 - renforcer encore la solidarité à travers le logement et l'hébergement pour des publics spécifiques.

- En intensifiant les efforts de réhabilitation du parc existant :
 - améliorer la qualité résidentielle du parc existant,
 - renforcer les interventions en copropriété,
 - préserver la diversité sociale et générationnelle du parc privé existant.

L'orientation d'aménagement et de programmation Habitat tient lieu de programme d'actions du Plan local de l'habitat (PLH).

Les Déplacements

Développer des offres alternatives à la voiture individuelle

- Par une nouvelle hiérarchisation du réseau de voiries, visant à :
 - faciliter les accès à l'agglomération et fluidifier le trafic de contournement,
 - harmoniser les aménagements des voiries urbaines pour faciliter l'orientation dans l'agglomération,
 - apaiser la cohabitation entre les

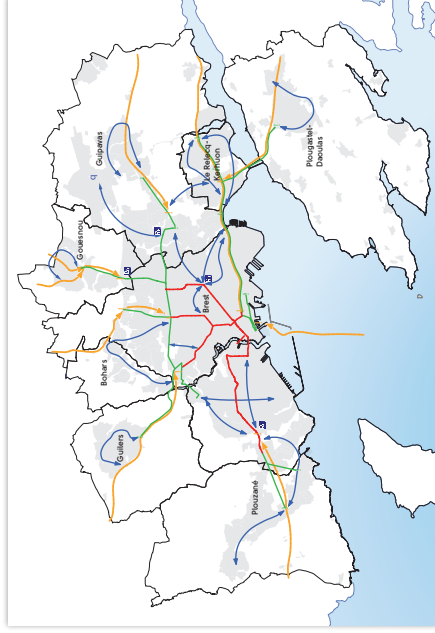
différents modes de déplacements et réduire les nuisances (bruit, pollution).

- Par un schéma à long terme pour les transports en commun qui permette de :
 - compléter l'armature du réseau de transport en commun en site propre,
 - assurer une qualité de services vers chacune des communes,
 - assurer l'articulation avec les transports à l'échelle du pays,
 - permettre des liaisons directes entre les communes de l'Est de l'agglomération.

- Par l'évolution des modes de déplacements, qui nécessite de :
 - gérer l'intermodalité (liaisons entre les différents transports, etc.),
 - mieux prendre en compte les piétons et les deux roues,
 - faciliter le co-voiturage, l'autopartage, l'utilisation des véhicules électriques...

L'orientation d'aménagement et de programmation Déplacements tient lieu de programmes d'actions du Plan de déplacements urbains (PDU).

Réseau structurant de transport collectif à long terme



L'Environnement

Le PLU facteur 4 vise à réduire la consommation de ressources naturelles due au développement urbain en favorisant une urbanisation économe en espace, en énergie, et respectueuse des espaces naturels. Le PLU facteur 4 innove particulièrement en proposant

de mieux mettre en réseau les espaces naturels avec les espaces verts urbains.

Mettre en valeur les espaces naturels et renforcer leur articulation avec les espaces verts urbains

Il s'agit de préserver et mieux mettre en valeur les grands espaces naturels de l'agglomération en améliorant leur lisibilité et leur accessibilité

La trame verte et bleue et l'armature verte urbaine



- Réseau armature
- Extension du réseau armature
- Axes structurants bus
- Articulation avec le Pays de Brest

- Cœurs de biodiversité à préserver et conforter
- Principe de connexion à assurer
- Principe d'armature verte urbaine
- Milieux marins
- Espace urbain et à vocation urbaine

Des règles écrites et des documents graphiques



Le règlement détermine les droits à construire sur les terrains. Il est composé d'un règlement écrit et de documents graphiques (plan de zonage, plan des formes urbaines,...).

Des règles plus simples qui facilitent l'innovation

Le règlement du PLU facteur 4 répond à un triple objectif :

- simplifier les règles pour une meilleure lisibilité,
- prendre en compte les enjeux de la qualité urbaine et de la préservation de l'environnement,
- permettre l'innovation.

Il se veut plus prospectif pour permettre l'évolution de la ville sur elle-même et donner plus de place aux initiatives.

Répondant à ces objectifs, le PLU facteur 4 comporte un nouveau zonage du territoire, en distinguant dans la zone urbaine :

- une zone urbaine centrale rassemblant l'ensemble des fonctions urbaines : habitat, commerce, services et activités tertiaires, équipements publics. C'est la ville des courtes distances. C'est le lieu privilégié du renouvellement urbain, de la recherche de densité, ce qui ne peut être acceptable qu'en travaillant sur le volet cadre de vie, d'où notamment un travail sur les formes urbaines et la nature en ville ;
- une zone préférentiellement dédiée à l'habitat, avec un cas particulier pour les hameaux ;

- une zone urbaine correspondant aux services métropolitains (technopôle, hôpital, université, gare, aéroport,...). Compte tenu du rayonnement de ces espaces, l'innovation architecturale et urbaine y sera particulièrement facilitée ;
- des zones spécialisées dédiées à l'économie (activités de production, stockage, logistique) et à la défense.

Le plan de zonage identifie également les zones à urbaniser, la zone agricole, et la zone naturelle. Les dispositions du règlement s'appliquent en complément des principes d'aménagement énoncés dans les OAP thématiques et sectorielles.

ZOOM SUR



Conforter le développement économique

90 % des créations d'emplois dans l'agglomération sont liées à la croissance des entreprises locales. Pour permettre ce développement le PLU facteur 4 privilégie l'installation des surfaces tertiaires dans la zone urbaine centrale et ouvre de nouveaux espaces dédiés aux activités de production, stockage et logistique. Il conforte l'excellence métropolitaine dans le domaine des sciences et technologies de la mer en identifiant des capacités de développement notamment au technopôle et sur le port de commerce.



Lutter contre le changement climatique

Pour lutter contre le changement climatique, Brest métropole océane s'est dotée d'un Plan climat énergie territorial (PCET). Le PLU facteur 4 intègre les orientations qui en découlent :

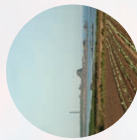
- configurer des quartiers durables,
- développer et renouveler la ville autour des axes de transport et d'énergie,
- préparer l'agglomération au changement climatique
- valoriser et conforter « l'armature verte » du territoire,
- poursuivre la mise en cohérence des déplacements multimodaux à l'échelle du Pays de Brest,
- accélérer la rénovation du bâti résidentiel,
- renforcer la lutte contre la précarité énergétique.



Développer le commerce

Le PLU facteur 4 promeut un développement commercial équilibré entre les centres-villes et les pôles spécialisés.

Le règlement distingue différents secteurs de l'agglomération dans lesquels le commerce est autorisé ou interdit. Il réglemente également l'implantation des commerces selon leur taille et le type d'activité.



Préserver l'agriculture

Un diagnostic mené avec la Chambre d'Agriculture a permis d'évaluer la vulnérabilité des exploitations agricoles face au développement urbain.

Brest métropole océane s'est engagée à partager avec la profession agricole le calendrier d'aménagement des nouvelles zones à urbaniser pour donner de la visibilité aux exploitants. Une cellule foncière a également été mise en place pour étudier les modalités d'accompagnement des exploitants concernés par ces aménagements.



Limiter l'étalement urbain

L'urbanisation a engendré la consommation de 489 ha de terres agricoles, naturelles ou boisées sur la période 2000-2010, principalement du fait du développement de l'habitat individuel. En mettant davantage l'accent sur le renouvellement urbain et la densité des futurs aménagements, Brest métropole océane se donne pour objectif de produire davantage de logements et de locaux d'activité tout en réduisant de 10 % sa consommation de terres agricoles et d'espaces naturels.

CALENDRIER

FÉVRIER-MARS 2013

Troisième phase de réunions publiques

■
AVRIL 2013

Arrêt du projet par le conseil de communauté

■
SEPTEMBRE-OCTOBRE 2013

Enquête publique

■
DÉCEMBRE 2013

Approbation du PLU facteur 4

POUR PLUS D'INFORMATIONS

<http://plu.brest.fr>

CONTACT

Brest métropole océane
Direction des dynamiques urbaines

■
02 98 33 55 47

plan-local-urbanisme@brest-metropole-oceane.fr

C'est un projet qui artificialise le sol.

Qui en s'éloignant du centre-ville va empêcher plusieurs dizaines de milliers de brestois habitants la ville de se rendre à pied au stade.

Qui va diminuer l'attractivité d'un quartier déjà peu en forme (haut Jaurès, place de Strasbourg).

Qui va renforcer le sport agro business.

Qui menace la qualité de l'eau et le risque d'inondation en étant à la tête d'un bassin versant.

Qui coûte de l'argent public.

Ce n'est plus possible de continuer à ignorer à ce point les questions d'écologie.

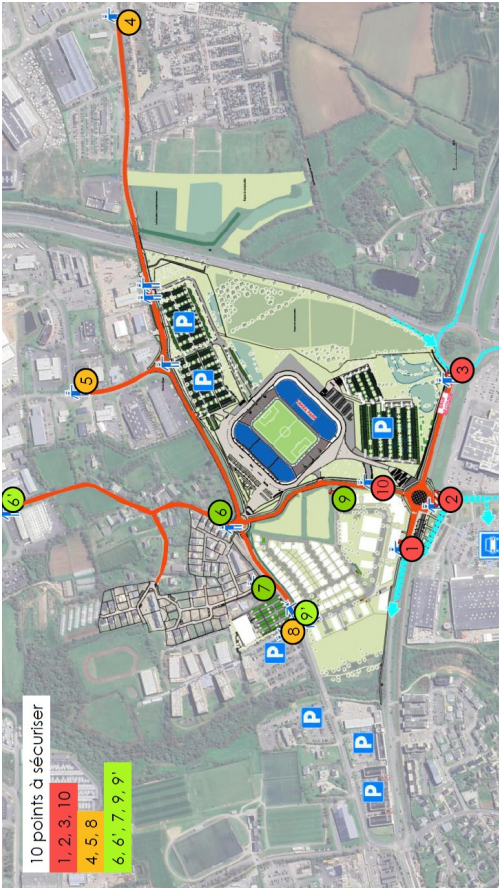
Précisions sur la présentation des projets

2.5.2 Les jours d'événements

Les jours d'événements l'ARKEA se mue dans sa configuration événementielle. Cette configuration porte à la fois sur le fonctionnement du secteur élargi du Frouthen que sur le fonctionnement de l'ARKEA PARK.

Le fonctionnement du secteur du Frouthen

De 2h à 4h avant l'évènement le dispositif d'accessibilité et de sécurité est installé. En effet, un périmètre de sécurité est mis en place permettant d'empêcher les accès des différents périmètres aux personnes n'ayant pas l'autorisation d'y pénétrer. Comme le schématise la cartographie ci-dessous.



Carte 6 : Sécurisation des accès en période de match (Holidisports, 2025)

L'ensemble des voiries indiquées en rouge ci-dessous sont fermées à la circulation du grand public. Seules les personnes ayant des accès réservés pourront y circuler :

- **Accès 1, 2, 3, 10 (rouge) : ce sont les accès réservés aux services de sécurité et de secours.** Des aménagements durables de sécurité sont installés, permettant de les actionner rapidement les jours d'événements. Des agents de sécurité sont également présents. Ces 4 points sécurisent une zone pour la circulation piétonne des spectateurs provenant de la gare de tramway le long du boulevard F. Mitterrand ou de la zone commerciale ;
- **Accès 4, 5, 8 (orange) : ce sont les accès réservés aux VIP** qui ont des places de parkings au sein de la zone réservée. Le filtrage est effectué à l'aide de barrières et d'agents de sécurité. Un dispositif d'accréditation est mis en place pour passer ces points. Les riverains situés à l'intérieur de la zone pourront naturellement accéder à leur habitation ou entreprise. Un contrôle d'accès aux parkings à l'intérieur de cette zone est également effectué.
- **Accès 6, 6', 7, 9, 9' (vert) : ce sont les accès aux lotissements d'habitation.** Le dispositif se décline suivant deux modalités. Les accès 9, 7 et 6 sont dotés de barrières pérennes fermées les jours de match empêchant les sorties des lotissements par ces points. Les accès 6' et 9' permettent la sortie des lotissements. Des barrières amovibles sont installées et un agent de sécurité est présent. Ce dernier permet l'accès aux lotissements aux habitants. Afin de permettre le fonctionnement optimal du dispositif, ce dernier sera accompagné de la mise en place de potelets anti-stationnement sauvage le long du boulevard F. Mitterrand et de la rue Alphonse Penaud en amont

des points de contrôle 8 et 1. Une information préalable et une signalisation seront mises en place aux abords du secteur, permettant aux riverains et usagers du secteur d'anticiper et d'organiser leurs déplacements.

Les accès à l'ARKEA PARK

La plupart des employés qui vont rendre possible la tenue des matchs dans les meilleures conditions arrivent environ 3h avant le coup d'envoi.

Les jours de matchs, seules les catégories de personnes suivantes ont accès à l'ARKEA PARK :

- Les acteurs du jeu,
- Les médias,
- Les supporters (locaux et visiteurs) munis d'un billet,
- Le personnel (accueil, sécurité, etc.).

Les supporters accèdent au stade, par l'intermédiaire des 4 portes d'entrée du parvis. Ces 4 portes sont les lieux de palpation et de contrôle des billets. Ainsi, une personne non-détentric d'un billet ne peut accéder au parvis. Une fois sur le parvis les spectateurs peuvent se rendre dans les tribunes selon leur billet ainsi qu'à la Halle Gourmande.

RÉNOVATION = EUROPE A GUINGAMP

ARKEA PARK

27 M€ d'argent public

Aux normes UEFA



RENOVATION

60M€ d'argent public

Pas aux normes UEFA



UNE RENOVATION TRÈS VIP

ARKEA PARK

15 000 places

4200 places VIP

27,9% de Places VIP

RENOVATION

SCENARIO 1

14 223 places

3862 places VIP

27,1% Places VIP

SCENARIO 2

14 140 places

3362 places VIP

23,7% Places VIP

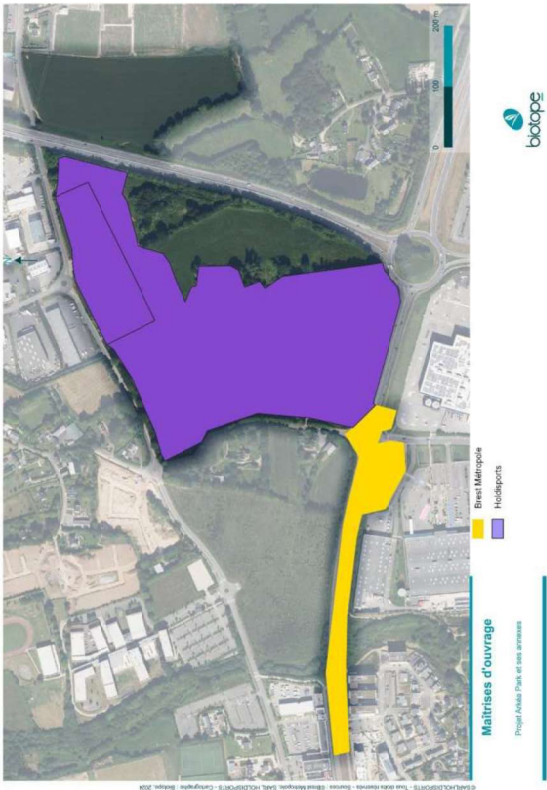
Tribune supporters sans salons VIP : OUI

Tribune supporters sans salons VIP : NON





2 Etude d'impact du projet de l'Arkéa Park



Carte 2 : Mairises d'œuvre

1.3 Contexte général du projet de création du Stade Brestois

Le club de football du Stade Brestois 29 (SB29) évolue au stade Francis Le Blé, propriété de la ville de Brest. Inauguré en 1922, ce stade situé en centre-ville a connu plusieurs étapes d'agrandissements et de modernisations notamment en 1982, puis en 2010. Brest Métropole envisage sur le site de Frouven la réalisation d'un grand équipement sportif et de loisir. 1er stade du Finistère avec environ 15 000 places, celui-ci est structurellement obsolète. Il ne répond plus aux normes imposées par la Fédération Française de Football et par la Ligue de Football Professionnel. Il se voit délivrer de nombreuses dérogations au cahier des charges de ces dernières. De plus, il est impossible d'obtenir la License Club UEFA, contraignant le club, pour les matchs européens, à jouer dans un stade homologué d'une autre ville située à 100km environ de Brest.

Cette situation fragilise le positionnement du SB29 et interroge quant à la pérennité de l'exploitation de l'enceinte Francis Le Blé. La tribune Foucauld date du début des années 1980, la tribune Arkéa ainsi que la tribune Quimper, construites en tubulaire n'ont été conçues que comme tribunes provisoires. La tribune Top Atlantique ne peut être ni agrandie ni couverte, en raison d'une contrainte de voisinage.

Par ailleurs, la situation en cœur de ville, dans le quartier de Saint-Marc, engendre de nombreux désagréments et contraintes :

- Un manque de places de stationnement pour les supporters, les partenaires, les médias, les prestataires...
- Ce manque de places génère la mobilisation des groupes scolaires Charles de Foucauld et de l'Esiran, mitoyen au stade Francis Le Blé à chaque match, imposant des contraintes organisationnelles lourdes (parkings écartés et répartis entre les différents cours (maternelle, élémentaire, collège...), difficultés logistiques pour les médias, difficultés d'accès aux camions et véhicules de service).

- Des nuisances sonores pour les riverains.
- Des troubles de la circulation, mobilisant de manière accrue les forces de l'ordre.
- Des contraintes foncières empêchant tout projet de mise à niveau aux standards d'une enceinte de Ligue 1 et Ligue 2, et de niveau européen.
- Un manque patent d'espaces d'accueil, de services, de commerces, de restauration et d'animation pour le public d'un club de Ligue 1 et de Ligue 2.
- Des équipements sportifs (vestiaires, locaux sportifs...) exigus et restreints, à l'extension impossible, tant pour l'équipe résidente que l'équipe visiteurs.
- L'absence de capacité de développement d'espaces de réception et d'affaires pour les partenaires financeurs du club.

Sur le plan urbain, l'emplacement du stade sur un foncier étrié du centre-ville engendre des vis-à-vis directs pour les riverains qui font face à des murs de clôtures aux hauteurs élevées et surplombées par des façades arrière de tribune sans aucune qualité urbaine et architecturale

Dans ce cadre, les propriétaires du club, Gérard et Denis LE SAINT portent, à travers la société Holidisports dont ils sont les actionnaires uniques, un projet de création d'une nouvelle infrastructure. Celle-ci, située sur le secteur du Frouven sur la commune de Guipavas, et appelée à ce jour l'« Arkéa park et ses annexes » regroupe un nouveau stade, et des infrastructures publiques permettant l'intégration urbaine du projet.

En accompagnement de ce projet, Brest métropole assure la maîtrise d'ouvrage des aménagements publics de desserte du secteur. Ces travaux consistent notamment en :

- L'aménagement d'une avant-gare à la station de tramway « Porte de Guipavas »
- L'aménagement d'un parking public
- L'aménagement du boulevard F. Mitterrand

Ces aménagements visent à permettre une accessibilité renforcée au secteur et à accompagner, plus largement, le développement des divers projets en cours dans le secteur du Frouven.

Le projet « Arkéa Park et ses annexes » et les travaux d'aménagements publics constituent un projet d'ensemble soumis à évaluation environnementale.



Figure 1 : Arkéa Park Vue du parvis avant

réellement d'apprécier les incidences du projet sur la qualité de l'air et sur la santé des riverains proches et des usagers du futur stade. La contribution du projet mérite d'être davantage précisée. Les incidences du projet sur la qualité de l'air ne sont pas explicitement formulées au sein de l'étude d'impact. Les valeurs de concentration journalière ne sont pas calculées, alors qu'au regard des valeurs modélisées le respect du seuil de l'OMS n'est pas garanti.

L'analyse conclut à une faible proportion, sur la commune, des émissions annuelles liées à l'exploitation du stade. Néanmoins il conviendrait que cette contribution soit évaluée au regard de la durée effective de l'événement considéré (durée des déplacements aux abords du stade) et pas uniquement leur fréquence. L'échelle de la seule commune semble assez restrictive pour analyser ce type de données et mériterait d'être revue.

3.7.2. Nuisances sonores

Le futur stade est susceptible d'engendrer des nuisances lors d'événements fréquentés (matches, concerts) et avec le trafic routier qu'il occasionne aux abords plus ou moins éloignés du stade.

Les incidences sonores liées aux travaux, évoquées dans le dossier, restent limitées par la durée des travaux (30 mois), pour autant les mesures mises en œuvre pour limiter les incidences ne sont pas assez précises et des engagements doivent être pris.


L'état initial de l'environnement sonore est uniquement caractérisé en termes de niveaux acoustiques issus du trafic sur les axes routiers. Les bruits provenant des activités industrielles et commerciales ne sont pas pris en compte pour définir cet état initial. **Le dossier ne contient pas d'information sur les éventuelles gênes actuellement ressenties par les riverains du site. L'état initial de l'environnement sonore doit ainsi être complété.**

L'évaluation de l'impact acoustique du projet s'appuie séparément sur les modélisations des niveaux sonores liés d'une part à l'évolution du trafic routier aux abords immédiats du stade et d'autre part au bruit en provenance du stade lors de l'événement. **Seules deux configurations sont analysées, celle d'un match le vendredi soir et celle d'un match le samedi après-midi. Si ces deux configurations sont susceptibles d'être les plus fréquentes, elles ne sont pas nécessairement les plus bruyantes. L'impact acoustique d'un événement type concert n'est pas évalué en dépit des niveaux sonores élevés qu'il est susceptible d'engendrer.** L'occurrence de tels événements n'est en outre pas précisée.

Les modélisations mettent en évidence des émergences sonores assez importantes liées au bruit du stade (de 15 à 19,5 dB), en particulier lors de matches en soirée, au droit des habitations (qu'elles soient existantes ou à venir). Le trafic routier augmente sensiblement les niveaux sonores, de l'ordre de la dizaine de décibels au minimum, sur les axes routiers secondaires permettant d'accéder au stade (rue Alphonse Penaud, rue Kerlaurent, VC14) en période diurne. L'augmentation est d'autant plus importante, sur l'ensemble des axes routiers, lors des sorties de matches en soirée. Le dossier ne précise pas si les bruits liés à d'éventuelles animations aux abords du stade ou aux déplacements des spectateurs lors des entrées et sorties du stade sont pris en compte.

L'analyse insiste sur la conformité réglementaire des niveaux sonores et sur la diminution des émergences en comparaison à l'exposition des riverains du stade Francis Le Blé. Les riverains pourront toutefois être exposés pendant une moyenne de quatre heures environ à des émergences prévisibles potentiellement élevées et à des niveaux sonores de l'ordre de 50 à 60 dB. L'analyse se réfère à une isolation de façade minimale des habitations qui devrait permettre une incidence faible pour les riverains, fenêtres fermées. Pour autant, ce niveau sonore n'est pas quantifié. En l'état, l'incidence acoustique du projet n'est pas suffisamment évaluée et l'absence de gêne sonore notable pour les riverains les plus proches ne peut être garantie.

L'Ae recommande de réévaluer les conditions d'exploitation du stade susceptibles d'engendrer des nuisances pour les riverains et de mettre en œuvre des mesures adaptées de réduction de la gêne sonore.

 Mission régionale d'aide à l'environnement Bretagne	Avis n° 2024-011764 / n°2024APB86 et 2024AB74 du 21 novembre 2024 Nouveau stade Arkea Park à Guipavas (29)	16/17
---	---	-------

2 Etude d'impact du projet de l'Arkéa Park

5.4.4.3.2.1 Modélisation acoustique - bruit du stade

L'impact acoustique d'un match sur l'environnement proche a été estimée. La vue ci-dessous représente la modélisation 3D réalisée sous le logiciel CADNAA du projet et de ses environs.

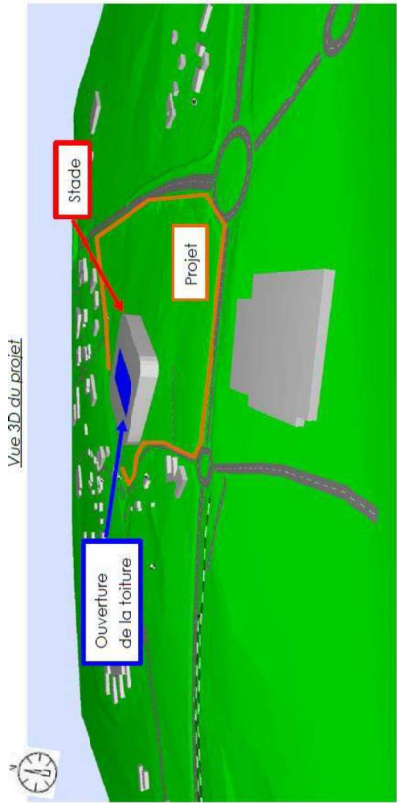


Figure 138 : Modélisation acoustique – ACTIVITE DU STADE- maquette (vue 3D du projet) - source Alhyange
Données et hypothèses

Les paramètres de calculs de la situation initiale sont conservés. Afin de caractériser l'ambiance sonore générée pendant un match, un diagnostic acoustique a été réalisé le 20 octobre 2018, lors de la rencontre Brest-Lorient dans le cadre du championnat de ligue 2, qui s'est jouée au stade Francis Le Blé à Brest (13 000 spectateurs présents lors de la rencontre).

Le détail de ce diagnostic et les résultats de ces mesures figurent dans le rapport d'ALHYANGE AL_18_2137_DIAG MATCH_CD_ind0 pdf transmis le 26/10/2018.

L'activité lors d'un match est modélisée par :

- Une source de bruit surfacique en toiture du stade dont la surface correspond à l'ouverture de la toiture sur l'extérieur.
 - La source de bruit est caractérisée par une puissance acoustique de :
- | Fréquence | 125 Hz | 250 Hz | 500 Hz | 1000 Hz | 2000 Hz | 4000 Hz | 8000 Hz |
|-----------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|
| Lw dB | 81 | 82 | 83 | 82,5 | 77,0 | 69,0 | 58,4 |

Ces niveaux de puissance acoustique ont été calculés en fonction des niveaux sonores mesurés lors de la rencontre Brest-Lorient le 20 octobre 2018 (en champ proche, et en 1 point éloigné en toiture d'un immeuble).

L'impact des voies routières autour du projet n'est pas pris en compte dans cette modélisation, seule l'activité du stade est étudiée.

La carte de bruit suivante représente l'impact acoustique d'un match sur son environnement proche.

Figure 159 : Surface isophones des niveaux sonores LAeq calculés en dB(A) lors d'un Match (à 4m de hauteur)

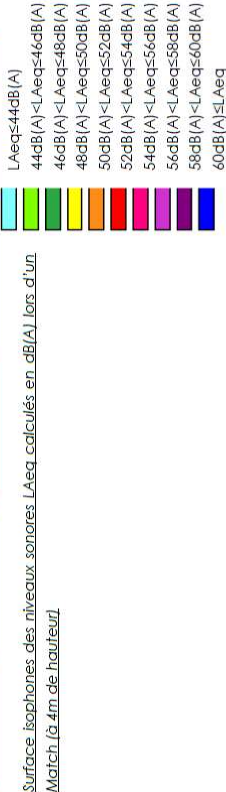
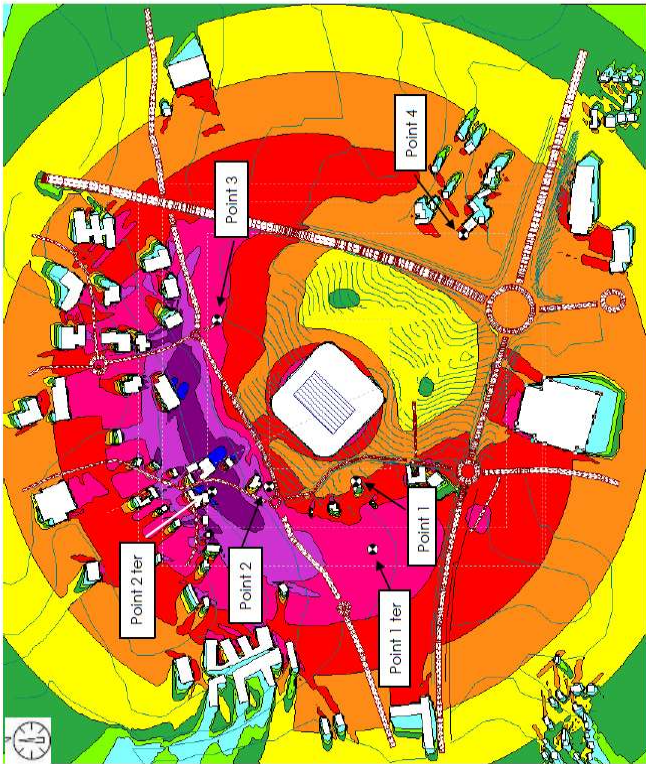


Figure 160 : Surface isophones des niveaux sonores lors d'un match (Alhyange, 2024)

2 Etude d'impact du projet de l'Arkéa Park

2 nouveaux points de référence sont ajoutés pour affiner les résultats :

- Point 1 Ter : positionné à l'Ouest, au niveau du projet logements de la future ZAC ;
- Point 2 Ter : positionné au Nord, au niveau d'un quartier d'habitation existant.

Calcul des émergences :

L'émergence est la différence entre le niveau de bruit ambiant calculé et le niveau de bruit résiduel mesuré :

- Les niveaux de bruit particulier calculés sont issus de la modélisation présentée ci-dessus ;
- Les niveaux de bruit ambiant sont la somme (logarithmique) des niveaux de bruit particulier calculés et des niveaux bruit résiduel mesurés ;
- Les niveaux bruit résiduel autour du futur stade sont ceux caractérisés lors de la campagne de mesure de diagnostic acoustique réalisée du 17 au 24 septembre 2018 (rapport d'ALHYANGE AL_18_2137_DIAG_LB_ind0.pdf transmis le 26/10/2018.)

Les niveaux sonores résiduels mesurés et les niveaux sonores ambiants calculés aux points de référence autour du stade, pendant un match très « animé » (stade plein) sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Niveau sonore	Zone Ouest		Zone Nord		Zone Nord-Est		Zone Est	
	Point 1	Point 1 Ter	Point 2	Point 2 Ter	Point 3	Point 3	Point 4	Point 4
Résiduel mesuré								
Dans l'après-midi	48 dB(A)		50 dB(A)		50.5 dB(A)		55 dB(A)	
Ambiant calculé	54.5 dB(A)	56 dB(A)	55.5 dB(A)	59.0 dB(A)	55.5 dB(A)		57.0dB(A)	
Emergence calculée	4,5 dB(A)	8 dB(A)	5,5 dB(A)	9,0 dB(A)	5 dB(A)		2 dB(A)	
Dans l'après-midi								

Niveau sonore	Zone Ouest		Zone Nord		Zone Nord-Est		Zone Est	
	Point 1	Point 1 Ter	Point 2	Point 2 Ter	Point 3	Point 3	Point 4	Point 4
Résiduel mesuré								
En soirée	38 dB(A)		39 dB(A)		38.5 dB(A)		46 dB(A)	
Ambiant calculé	53.5 dB(A)	55 dB(A)	54 dB(A)	58.5 dB(A)	53.5 dB(A)		53.5dB(A)	
Emergence calculée	15.5 dB(A)	17 dB(A)	15 dB(A)	19.5 dB(A)	15 dB(A)		7.5 dB(A)	
En soirée								

Figure 161 : Niveaux sonores résiduels mesurés et les niveaux sonores ambiants calculés aux points de référence (Alhyange, 2024)

Ainsi, cette augmentation du maximum journalier n'est pas susceptible d'être significative au regard des niveaux de pollution déjà présents dans l'agglomération, d'autant qu'il est peu probable que les jours de matchs coïncident avec des périodes de pics de pollution. Comme énoncé précédemment, ces dépassements potentiels avec le projet, seraient principalement dus à l'intensité du trafic routier dans l'agglomération de Brest et autour du site, et constituent un problème structurel lié au transport routier global.

Le porteur de projet a identifié et continue de travailler sur différentes mesures permettant de réduire le trafic des véhicules légers des usagers pour le projet de Stade. Au-delà des schémas de circulation et de l'optimisation des parkings, une piste d'amélioration en cours d'étude est l'amélioration du taux de remplissage des véhicules par le covoiturage au travers des politiques du club (actuellement le taux de remplissage estimé est de 2,5 passagers/véhicule avec un objectif de passer à 2,8-2,9, ce qui permettrait de réduire le trafic d'environ 600-700 véhicules).

2.2 Nuisances sonores

2.2.1 Précision sur les hypothèses de modélisation du scénario match

SOURCE : ALHYANGE, 2018

Concernant le scénario match, les données prises en compte dans la modélisation proviennent du diagnostic acoustique réalisé le samedi 20 octobre 2018 lors d'une rencontre de championnat (Brest – Lorient), qui s'est jouée à la capacité maximale (13 000 spectateurs) du stade François Le Blé à Brest.

Le match était très animé (victoire de Brest à domicile par 3 buts à 2), le niveau sonore moyen dans les tribunes sur toute la période du match était de l'ordre de 85 dB(A). Le niveau sonore pendant le ¼ d'heure le plus bruyant été de l'ordre de 88 à 87,5 dB(A) (gain de +1 à 2,5 dB(A) sur le niveau sonore moyen sur toute la durée du match).

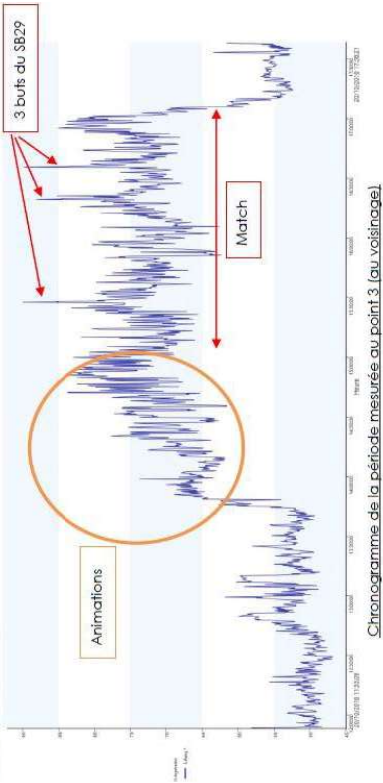
Le tableau suivant présente les résultats des mesures.
Le niveau sonore moyen LAeq en dB(A).

Période	Point 1 – Tribune Nord en dB(A)	Point 2 – Tribune Sud en dB(A)	Point 3 – Voisinage en dB(A)
« bruit de fond » (pause déjeuner)	58,0	47,5	50,0
Match	85,0	85,5	76,5
¼ d'heure le plus bruyant	86,0	87,5	77,5

Un pic de niveau sonore très bref lors des buts est observé sur le chronogramme (évolution du niveau sonore dans le temps) du match (ci-dessous).

Réaliser 2 calculs en séparant le déroulé du match et les pics sonores des buts n'est pas pertinent d'un point de vue acoustique, car la réglementation s'applique sur toute la durée de l'évènement ou potentiellement sur la 12h la plus bruyante, les pics sonores des buts se retrouveront donc moyennés sur ces périodes.

Pour exemple, nous présentons ci-dessous l'évolution du niveau sonore mesuré au voisinage (point 3 surplombant le stade):



i Ce chapitre vient préciser les incidences sur l'ambiance sonore (chapitre 2.5.4.4.3.2.1 de l'étude d'impact

2.2.1 Modélisation d'un concert

Il n'est prévu que 2 ou 3 évènements de type concerts maximum par an. La modélisation acoustique n'a pas été faite pour ce type d'évènement.

2.2.2 Précisions sur les mesures prises en phase chantier

SOURCE : DE LA SERRRE, 2025

En complément des mesures détaillées dans l'étude d'impact (chapitre 5.4.4.2.2 de l'étude d'impact), il est précisé que :

La phase de terrassement sera une étape de nuisances sonores qui seront limitées en réalisant :

- Dès le début un merlon de terre côté zone pavillonnaire
- En réalisant ces phases pendant des horaires adaptés afin de minimiser les nuisances à caler avec le voisinage et avec un acousticien (ces phases de chantier bruyante sont bien connues comme les terrassements, les pieux, le coulage du béton avec vibreur)
- En installant des balises de mesures du bruit gérés par un acousticien et l'entreprise avec comme référence le niveau ambiant
- En privilégiant le dialogue et l'information des riverains via des réunions et des visites de chantier.

CONSEIL MUNICIPAL
PROCÈS-VERBAL
SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-huit décembre, à quatorze heures, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Fabrice JACOB, Maire.

Date de convocation : 12 décembre 2024

Date d'affichage : 12 décembre 2024

En exercice : 33
Présents : 30
Votants : 33

Étaient présents : Fabrice JACOB, Christian PETITFRERE, Anne DELAROCHE, Jacques GOSSELIN, Monique BRONEC, Joël TRANVOUEZ, Ingrid MORVAN, Philippe JAFFRES, Céline SENECHAL, Nicolas CANN, Pierre GRANDJEAN, Danièle LE CALVEZ, Catherine ANDRIEUX, Yannick CADIOU, Maire Françoise VOXEUR, Claude SEGALIN, Gisèle LE DALL, Patrice SIDOINE, Eliane PICART, Simon DE MEYER, Marie FOURN, Daniel LE ROUX, Jean-Yvon BOUCHEVARO, Claire LE ROY, Pierre BODART, Alain LAMOUR, Isabelle BALEM, Régine SAINT JAL, Jean-Yves CAM, Emmanuel MORUCCI conseillers municipaux.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Procurations :

Morgane LOAEC à Ingrid MORVAN
Aurélié MESLET à Anne DELAROCHE
Catherine GUYADER à Claire LE ROY
Simon DE MEYER à Monique BRONEC (provisoire jusqu'à 16h10)
Jean-Yves CAM à Isabelle BALEM (provisoire jusqu'à 14h15)

Madame Danièle LE CALVEZ a été nommée secrétaire de séance.

SOMMAIRE

N° délibération	Objet
DEL 2024-12-74	Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 25 septembre 2024
DEL 2024-12-75	Décisions du maire en vertu de la délégation générale du Conseil municipal – information au conseil
DEL 2024-12-76	Brest métropole – rapport d'activité 2023
DEL 2024-12-77	Construction d'un stade de football dans le secteur du Frouven - Avis de la commune sur la demande de déclaration d'intérêt général d'enceinte sportive du projet « Arkéa Park »
DEL 2024-12-78	Cession d'une portion de chemin rural au lieu-dit Kerdilichant
DEL 2024-12-79	Cession d'une parcelle communale G2736 omise lors de la cession des parcelles adjacentes en 2014
DEL 2024-12-80	Demande de subvention exceptionnelle – Marins Mers El Kebir

DEL 2024-12-81	Subventions scolaires 2025
DEL 2024-12-82	Adhésion au programme CHIFOUMI du CAUE du Finistère
DEL 2024-12-83	Subvention exceptionnelle à l'association les blouses roses
DEL 2024-12-84	Rapatriement des enfants lors du séjour juillet 2024 : Remboursement des frais kilométriques
DEL 2024-12-85	Subvention de la Région dans le cadre d'une classe de mer : versement à l'école Maurice Hénensal
DEL 2024-12-86	Convention relative à l'intervention d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (A.E.S.H.) sur le temps de pause méridienne dans le premier degré
DEL 2024-12-87	Demandes de subventions exceptionnelles
DEL 2024-12-88	Demande de subvention exceptionnelle - Comité de jumelage
DEL 2024-12-89	Mégalis Bretagne - Renouvellement de l'adhésion
DEL 2024-12-90	Tarifs publics 2025
DEL 2024-12-91	Dérogation au repos dominical pour l'année 2025
DEL 2024-12-92	Autorisation pour l'engagement des dépenses en section d'investissement avant le vote du budget
DEL 2024-12-93	Débat d'orientations budgétaires 2025
DEL 2024-12-94	Admissions en non-valeur
DEL 2024-12-95	Budget principal 2024 – Décision modificative n°5
DEL 2024-12-96	Mise en place du Compte Financier Unique (CFU) pour l'exercice 2024 et modification du Règlement budgétaire et financier
DEL 2024-12-97	Adhésion à la convention de participation « Prévoyance » proposée par le Centre de Gestion du Finistère et mise en place de la participation employeur
DEL 2024-12-98	Mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement des agents de la filière police municipale
DEL 2024-12-99	Rapport social unique 2023
DEL 2024-12-100	Motion relative à la protection des élus locaux dans l'exercice de leurs fonctions

La séance est ouverte à 14h

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 SEPTEMBRE 2024**

Monsieur le Maire invite l'assemblée à adopter le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 25 septembre 2024.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ADOPTER le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 25 septembre 2024.

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des questions, des interventions ? Oui Isabelle BALEM. »

Madame Isabelle BALEM : « Merci, Monsieur le Maire. Alors, habituellement, on nous transmet, bien en amont du Conseil municipal, le PV du précédent Conseil, de manière à ce que nous puissions y jeter un œil et ça n'a pas été fait cette fois-ci. Enfin, pour ma part, moi, je ne l'ai pas reçu, cette fois-ci. Et pour l'avoir parcouru, lu, en haut de la page 28, il y aura certainement un rectificatif à apporter, puisque visiblement ce sont des propos que j'aurais tenus, que je ne peux pas avoir tenus. Donc en haut de la page 28, la première ligne sera certainement à corriger. »

Monsieur le Maire : « OK. Eh bien, on réécouterà la bande. En haut de la page 28, les propos de Madame BALEM. Et qu'est-ce qui n'était pas bon ? »

Madame Isabelle BALEM : « Eh bien, je vais vous lire. Ça ne paraît pas très cohérent. Monsieur Le Maire donne la parole à Madame Isabelle BALEM. Entre guillemets : « Très bien. Écoutez, je vous propose d'adopter cette délibération. Est-ce que quelqu'un est contre ? ». Je n'ai pas pu tenir ces propos-là. »

Monsieur le Maire : « Effectivement, eh bien écoutez, on va rectifier. Il y a un problème de personne oui. »

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

Abstentions : Mesdames et Messieurs Isabelle BALEM, Régine SAINT JAL, Jean-Yves CAM et Emmanuel MORUCCI

**DÉCISIONS DU MAIRE EN VERTU DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU CONSEIL MUNICIPAL –
INFORMATION AU CONSEIL**

Le Conseil municipal est informé des décisions prises dans le cadre de la délégation générale du Conseil municipal au Maire (article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales – délibération n° 2020-06-36 du 10 juin 2020) à savoir :

N° décision	Intitulé	Date
82	Contrat entretien des toilettes automatiques de la place Saint-Herbot : Société MPS Montant : 1 104 € HT annuel	26/09/2024
83	Mission SPS (Santé et Protection Santé) réalisation préau école primaire Louis Pergaud : Société SOCOTEC Montant : 875 € HT	26/09/2024

84	Contrôle technique pour les travaux de réalisation d'un préau à l'école primaire Louis Pergaud : Société Apave Infrastructures et Construction Montant : 900 € HT	26/09/2024
85	Société Dekra Industrial - Contrat pour les contrôles périodiques - Avenant n° 2 Montant : 190 € HT	27/09/2024
86	Attribution du marché de travaux de rénovation de la salle de sport de combat : - SAS Le Granit Breton pour le terrassement-VRD : 22 200 € TTC ; - Constructions Bois EMG pour le renfort de la charpente bois : 88 800 € TTC ; - SAS Bihannic pour la couverture et le bardage : 243 600 € TTC ; - SARL Charles Lapous pour les plafonds, faux plafonds, menuiseries intérieures : 18 359,88 € TTC ; - SARL Décors et Techniques pour la peinture-nettoyage : 19 800 € TTC ; - SNEF pour l'électricité : 25 345,75 € TTC ; - SAS Le Bohec pour la plomberie sanitaire pour 6 288 € TTC.	02/10/2024
87	Construction de l'espace Yves Kerjean – 11 ^{ème} modification de marché : - SAS Le Bohec pour l'électricité : - 4 931,36 € TTC - AXIMA CONCEPT pour la plomberie-VMC : - 840,83 € TTC	02/10/2024
88	Travaux d'aménagement de deux salles au sous-sol de la médiathèque Awena : 1ère modification de marché - SARL Charles Lapous pour les cloisons sèches – isolation : 294,72 € TTC - PLAQUE ISOL MENUIS pour la menuiserie intérieure – agencement : 6 640,50 € TTC	02/10/2024
89	Avenant n° 2 : Contrat de maîtrise d'œuvre : Restructuration de l'espace culturel l'Alizé Mission complémentaire d'étude sur l'ergonomie des postes de travail et l'aménagement des espaces d'accueil et de bureau : 6 500 € HT	02/10/2024
90	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des bâtiments municipaux : 5e modification de marché ATALIAN PROPRETE pour l'aménagement du sous-sol de l'AWENA : 552,32 € TTC	02/10/2024
91	Régie « frais de transport et de livraison de marchandises et frais de missions du personnel et des élus » - nomination d'un mandataire	03/10/2024
92	Société Dekra Industrial - Contrat pour les contrôles périodiques - Avenant n° 3 Montant : 150 € HT annuel	09/10/2024
93	Mandats spéciaux cérémonie de remise des Lauriers dans la catégorie « Ville Active et Sportive » le 10-10-2024 à Rouen	10/10/2024
94	Contrat de maîtrise d'œuvre pour les travaux de remplacement de la chaufferie existante de l'espace culturel l'Alizé : société Techniconsult Montant : 3 800 € HT	10/10/2024
95	Budget principal - virement de crédits n° 4	11/10/2024
96	Contrat pour la détection de gaz sur les chaudières des bâtiments communaux Société OLDHAL SIMTRONICS - Montant annuel : 558,48 € HT	23/10/2024
97	Avenant n° 1 au contrat avec la société Top Services pour l'entretien des sanitaires publics de Pen An Traon Montant annuel : 190 € HT	24/10/2024
98	Contrôle technique pour le remplacement de la chaudière de l'Alizé Montant : 648 € HT	4/11/2024
99	SSI du sous-sol de la médiathèque AWENA Montant : 2 946 € HT	12/11/2024
100	Contrat de prestation information avec la Gescime Montant annuel : 1 376,08 € TTC	12/11/2024
101	Fixation des tarifs des objets réalisés par le Conseil Municipal des Jeunes pour le marché de Noël.	15/11/2024
102	Modalités de vente et d'encaissement pour le marché de Noël	15/11/2024
103	Nomination d'un mandataire suppléant pour le marché de Noël	15/11/2024

104	Régie d'avances frais de transport, de livraison de marchandises et de taxes : augmentation approvisionnement du compte DFT	15/11/2024
105	Régie recettes manifestations diverses - marché de Noël/modificatif des tarifs	29/11/2024
106	Société Elis - contrat prestation service fontaine à eau Alizé	29/11/2024
107	<p>Attribution marché alimentaire avec une limite annuelle de 317 000 € HT</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot n° 1 : Transgourmet - Épicerie - Lot n° 2 : Pomona Episaveurs – Épicerie Siqu ou bio - Lot n° 3 : Top Atlantique – Poissons frais pêche durable ou MSC - Lot n° 4 : Le Saint – Fruits et légumes conventionnels Loi Egalim hors Siqu et Bio + 4^{ème} et 5^{ème} gamme - Lot n° 5 : Le Saint - Fruits et légumes Siqu et Bio + 4^{ème} et 5^{ème} gamme - Lot n° 6 : Morvan viandes – Viandes fraîches conventionnelles - Lot n° 7 : Morvan viandes – Viande fraîche bœuf, veau, agneau, porc Siqu Bio ou Loi Egalim - Lot n° 8 : Terres et plumes – Viande fraîche de volaille traditionnelle - Lot n° 9 : Terres et plumes - Viande fraîche de volaille Siqu Bio ou Loi Egalim - Lot n° 10 : So Breizh – Charcuterie et saucisserie - Lot n° 11 : Pomona Passion Froid – Produits surgelés - Lot n° 12 : Pomona Passion Froid – Légumes surgelés Bio ou Siqu - Lot n° 13 : Pomona Passion Froid – Viandes surgelés Bio ou Siqu - Lot n° 14 : Pomona Passion Froid – Poissons surgelés - Lot n° 15 : Le Saint – Plats cuisinés et préparés frais sous vide - Lot n° 16 : Pro à Pro – produits laitiers B.O.F - Lot n° 17 : La Ferme de Ker Ar Beleg – Produits laitiers Bio - Lot n° 18 : Boulangers bretons – Pain circuit court 	3/12/2024
108	<p>Attribution du marché transport de personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transport le Bris – Labat – Bihan 	3/12/2024
109	<p>Attribution du marché d'entretien</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot n° 1 : CEDRUS ENVIRONNEMENT – Bâtiments scolaires pour 298 231,20 € TTC de l'offre sur 12 mois - Lot n° 2 : NET PLUS – Bâtiments culturels pour 107 840,61 € TTC de l'offre sur 12 mois - Lot n° 3 : ATALIAN PROPLETE – Autres bâtiments (Salle Jean Monnet et MQC) pour 54 788,19 € TTC de l'offre sur 12 mois - Lot n° 4 : ASSAUT PROPRETÉ – Équipements sportifs pour 59 816,30 € TTC de l'offre sur 12 mois - Lot n° 5 : ASSAUT PROPRETÉ – Vestiaires de foot de Kerlaurent pour 14 662,37 € TTC de l'offre sur 12 mois - Lot n° 6 : SEVEL SERVICES – Équipements sportifs : complexe de Kercoco pour 57 176,50 € TTC de l'offre sur 12 mois - Lot n° 7 : SEVEL SERVICES – Autres équipements sportifs pour 16 437,02 € TTC de l'offre sur 12 mois - Lot n° 8 : ASSAUT PROPRETÉ – ALSH Bourg pour 17 358,34 € TTC de l'offre sur 12 mois - Lot n° 9 : CEDRUS ENVIRONNEMENT – Espace Simone Veil pour 28 684,51 € TTC de l'offre sur 12 mois - Lot n° 10 : NET PLUS – Maison de l'enfance pour 50 101,20 € TTC de l'offre sur 12 mois 	3/12/2024
110	<p>Avenant n° 4 : Construction de l'école maternelle Louis Pergaud</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot n° 2 : MARC SA – Gros œuvres pour – 4 867,08 € HT - Lot n° 3 : MCA SCOP – Charpentes – Façades et cloisons bois pour – 6 501,06 € HT - Lot n° 4 : SARL TREBAUL COUVERTURE – Couverture, bardage pour – 7 022,22 € HT - Lot n° 5 : SAS ABERS étanchéité : Étanchéité pour 1 310,30 € HT - Lot n° 8 : SA BATIROISE – Menuiseries intérieures pour 2 752,72 € HT - Lot n° 9 : GRPT PLACOUEST/HABASQUE L'HER – Cloisons, doublages, plafonds plâtres pour 32 061,43 € HT 	3/12/2024
111	<p>Avenant n° 12 : Construction de l'espace Yves Kerjean</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot n° 2 : SAS KERLEROUX – Terrassement VRD pour 5 148 € TTC 	3/12/2024
112	<p>Contrat de prestation de service pour l'utilisation de la machine et de la balance à affranchir – Société QUADIENT</p> <p>Montant annuel : 375 € HT révisable annuellement</p>	10/12/2024

113	Contrat de location d'une machine de mise sous pli – Société QUADIENT Montant annuel : 1 414 € HT révisable annuellement	10/12/2024
-----	---	------------

Le Conseil municipal prend acte.

BREST MÉTROPOLE – RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

Monsieur Alain LAMOUR prend place au sein du Conseil municipal à 14 h 05 et Monsieur Jean-Yves CAM à 14 h 16.

L'article L5211-39 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année au Maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune.

Ce rapport fait ensuite l'objet d'une communication par le Maire au Conseil municipal en séance publique.

Ce document comme chaque année se structure autour de plusieurs chapitres concernant des données générales, la direction générale des services et la présentation des différents pôles fonctionnels.

P.J. : Rapport d'activité 2023

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Valérie DAVID de Brest métropole qui va présenter le rapport d'activité 2023.

Madame Valérie DAVID : « Bonjour. D'abord, je vous prie d'excuser Jean-Michel LE LORC'H, qui devait être présent parmi nous, mais qui a des soucis de santé. Donc, je ne le remplacerai pas, bien évidemment, mais j'essayerai de vous apporter tous les éléments utiles à la compréhension de ce rapport d'activité. La présentation est structurée comme d'habitude, mais vous verrez dès la première slide qu'il y a quelques différences. Des différences en matière de chiffres que je vais tenter de vous commenter. Donc, s'agissant de la situation générale, cette première slide laisse apparaître des évolutions relativement sensibles, s'agissant de la situation générale que je vais vous commenter un petit peu. Donc, en ayant d'ailleurs le souci d'être prudente sur l'interprétation économique d'éléments financiers, parce que c'est un bel exemple pour les étudiants en sciences économiques, de la prudence qu'il faut avoir dans l'interprétation. Donc en fait, on a des évolutions fortes qu'il s'agisse des dépenses ou des recettes, et ceci pour deux types de facteurs. Des facteurs qui correspondent véritablement à une évolution de l'activité, dans un cycle de mandat, ou à un moment donné, les projets viennent à maturité. Et il y a toute une série de facteurs qui sont liés plutôt à des éléments autour de l'inflation ou des indexations corrélées à l'inflation. Bien évidemment, ça n'a pas du tout la même signification. Donc si je prends les dépenses de fonctionnement, vous verrez quelques-unes augmentent de 6 % par rapport à l'année dernière, ce qui est plutôt important. Donc dans ces éléments-là, vous avez effectivement des éléments qui sont des éléments structurels, mais pas sans lien avec l'inflation. Je pense à quelques éléments autour de la masse salariale. Mais pour l'essentiel, c'est lié à l'indexation des DSP, des Délégations de Service Public qui ont des clauses d'indexation et les indices étant à la hausse, on retrouve cette évolution. On peut éventuellement avoir d'autres éléments qui ont à voir, là encore, avec l'inflation sur certaines dépenses de fonctionnement, où certains marchés, en 2023, ont été plus hauts que ce qu'ils étaient habituellement, en fait. Donc on a ces éléments-là autour des dépenses. Et s'agissant des recettes, vous avez une forme de parallèle, c'est-à-dire que pour partie, ces recettes sont également liées à l'inflation, puisqu'un certain nombre de bases fiscales sont indexées et suivent ou sont impactées par l'inflation. Toutefois, vous pouvez avoir quelques autres éléments, s'agissant des recettes, on ne va pas rentrer dans le détail, mais un jour, peut-être que ça vaudrait le coup d'y venir. L'année 2023 aussi 2024 et 2025, est plutôt dynamique en matière de dotations. C'est-à-dire que nous avons réussi à obtenir un certain nombre de dotations, qu'il s'agisse de l'éclairage, qu'il s'agisse de la propreté déchets, qu'il s'agisse de l'Agence de l'eau. Donc, dans tous les cas, mon pôle, on est extrêmement actifs pour aller chercher des sous, tout simplement. Et ça produit ses fruits. Par contre, on peut avoir des variations, s'agissant des recettes, par exemple, de ventes de matière, puisque là, on est totalement dépendant des marchés et par exemple ce qui est collecté, selon les prix matières, on va avoir des variations. Donc vous avez comme ça des éléments qui sont de type

inflationniste et puis vous avez des éléments qui sont plus résultant de l'action de la métropole. Donc ça, c'est l'investissement. Si on prend maintenant... le fonctionnement pardon... si on prend l'investissement, vous avez également des évolutions de part et d'autre. S'agissant de l'investissement, l'essentiel de l'évolution relève de la thématique « mobilité », avec l'arrivée à maturité d'un certain nombre d'actions au titre du projet « Mon réseau grandit », au sens large du terme et les relations s'agissant de DSP et s'agissant, par contre des recettes, nous avons là l'effet aussi de l'emprunt, puisqu'il y a une augmentation d'emprunt, le projet arrivant à maturité. Ceci fait donc une évolution relativement sensible, mais dont vous voyez qu'elle ne correspond pas forcément à des éléments majeurs sur le plan économique. C'est plus tard des effets de contexte, même s'il y a un effet « Mon réseau grandit » qui est très sensible. Je ne sais pas, je prolonge. Et puis s'il y a d'autres questions... voilà. Si on prend la deuxième slide, elle, elle est beaucoup plus classique. Vous retrouvez la structuration habituelle. Juste, et ça peut expliquer, ça peut venir éclairer ce que je disais tout à l'heure. Vous voyez bien que les dépenses de la masse salariale, sont l'équivalent d'à peu près un tiers des dépenses de fonctionnement. Donc par rapport à ce que j'évoquais tout à l'heure, vous voyez bien que même si elles ont un peu augmenté et pour l'essentiel, ce que vous avez connu dans toutes les communes, c'est-à-dire les effets de point d'indice. Ce n'est pas ça qui explique l'essentiel de l'augmentation des dépenses de fonctionnement. Peu de choses à dire pour le reste, qui est relativement classique. Si je prends la suite, là encore, on est plutôt, s'agissant de la section d'investissement, sur des proportions qui sont stables. Relativement peu de choses à dire. On peut avoir effectivement quelques éléments supplémentaires, bien évidemment, s'agissant de tout ce qui est mobilité en général, puisque c'est le point fort de l'évolution sur 2023. Et probablement, ce sera pareil sur 2024. Si je prends maintenant la typologie des dépenses communautaires, on a là encore une évolution, mais qui est à corréliser avec ce que j'ai indiqué tout à l'heure. Ceci étant, vous voyez qu'elle reste relativement stable, s'agissant des dépenses communautaires strictes. On a l'effet de la dette, et pour le reste, on est dans une progression qui est à peu près équivalente à ce qu'il se faisait jusqu'à présent. Si je prends, pardon, voilà, je vais y arriver. La slide suivante, vous le savez, il y a trois types de dépenses. Attendez, je vais trop vite, voilà c'est la deuxième, 140. S'agissant de ce qu'il en est du rayonnement, on a plutôt quelque chose de stable. C'est assez logique, parce que l'année dernière, l'année d'avant il y avait d'autres éléments plus impactants. Et là, ce que je vous ai dit, c'est que ce sont les placements qui ont été le point fort de l'année 2023. Et donc, on va le retrouver sur la typologie de la troisième slide sur le type de dépenses, puisque dans cette slide, il est indiqué « transports urbains ». Donc c'est une slide au sens des services habituels vis-à-vis de l'utilisateur, mais ça intègre les transports, d'où cet élément important qui comprend notamment l'endettement. Ça, ce sont les approches globales. Si on prend maintenant, s'agissant de façon plus précise, les dépenses de proximité, s'agissant de Guipavas, vous avez un tableau avec quelques actions significatives, dont vous avez eu l'occasion de discuter en GEP, avec des éléments plutôt sur la voirie et puis des éléments relatifs à l'utilisation du budget participatif, qui est une politique qui est de plus en plus dynamique sur les territoires de la collectivité, avec très souvent des projets autour des aires de jeux, des aires plutôt végétalisées, etc. Donc qui est une demande plutôt d'usage et d'équipements de proximité pour ce type d'usage par la population. Peut-être redire l'importance qu'il y a dans ces éléments-là, des choses qui sont à la fois de l'entretien courant et puis des éléments qui sont des éléments qui sont un petit peu plus de projets. On retrouvera dans la slide suivante l'évolution des coûts par collectivité. Et on a rajouté une slide après, qui est un tout petit peu différente. C'est-à-dire qu'on vous a remis trois communes en comparaison, pas simplement la plus grande et la plus petite, mais trois communes Guipavas, Plougastel et Plouzané pour avoir d'autres approches en matière de comparaison. Vous remarquez de manière assez classique que s'agissant des déchets, c'est relativement stable, tout simplement parce que c'est quelque chose qui est vraiment de la gestion, c'est-à-dire que grosso modo, quand on est sur une collectivité qui est moins dense, c'est un peu plus cher tout simplement parce qu'il faut un peu plus de passage. Inversement, sur la voirie, sur l'éclairage et sur les espaces verts, c'est un peu plus sensible, s'agissant des projets. C'est-à-dire que par exemple, sur l'éclairage, vous pouvez avoir une commune qui, une année, à une action importante, et puis une année ça sera sur une autre quand on va remplacer des LED ou des choses comme ça. Vous voyez, c'est un petit peu moins... donc là c'est un peu le principe, ça peut expliquer aussi des variations d'une année sur l'autre. S'agissant de l'évolution du coût par habitant, on est plutôt sur une baisse sur l'ensemble des communes. J'avoue que je n'ai pas toutes les explications, je suis en train de me la faire expliquer, parce que grosso modo les budgets ont été votés donc et sont réalisés dans mon pôle à près de 99 %. Nous sommes le pôle qui réalise le plus. Donc il n'y a pas d'économies. Je vérifierai quand même, parce que nous avons eu un événement spécifique l'année dernière, je ne sais pas si vous vous en souvenez. C'était à la Toussaint, enfin, au 1^{er} novembre, nous avions la tempête. Et donc les deux mois qui ont suivi ont été un peu perturbés. Ce n'est pas que les services ont manqué de travail, mais ce n'était pas exactement

le travail qu'ils avaient programmé initialement. Et donc ça a fortement impacté les espaces verts, la voirie, un peu moins la propreté « déchets », néanmoins un peu et même l'écologie urbaine au titre des questions d'eau. Voilà ce que je peux en dire. Vous avez donc les évolutions. Si j'en viens maintenant sur la Maison Commune, c'est une slide qu'on vous met systématiquement, il n'y a pas d'évolution structurelle en 2023. Il y en aura une, je pense, sur 2025. Mais sur 2023, il n'y en a pas. Et la situation financière des opérateurs est bonne. C'est-à-dire que, heureusement, il n'y a pas de problématique de résultats. Donc, on vous a remis les chiffres, mais aujourd'hui, la santé économique de tous les opérateurs est bonne. Pour quelques faits saillants, là, ce sont plutôt quelques réalisations, quelques illustrations, si le sujet peut permettre de donner quelques éléments un petit peu plus concrets. Là, on retrouve quelques éléments autour des éléments de réalisation à partir des directions de proximité. On retrouve les quelques éléments qu'on a situés tout à l'heure. S'agissant de propreté « déchets », là, il est expliqué quelques containers supplémentaires à l'occasion de projets neufs. C'est toujours, de toute façon, quelque chose qui est connexe et en portée. S'agissant de l'écologie urbaine, nous avons un sujet, je crois que sur Guipavas, c'est un sujet, c'est l'eau, tout ce qui est pluvial. Donc il y a eu des choses en 2003, mais on sait qu'on a des choses à faire chez vous encore. C'était, je crois, l'objet des précédentes GEP. Donc c'est un sujet, ici d'ailleurs un peu comme ailleurs. Sur les espaces verts, il y a eu des projets d'aménagement qui ont été réalisés. Et puis à titre d'illustration, je vous ai mis également quelques éléments concernant le développement économique et plus exactement les actions de rayonnement. Il y a trois slides autour de ces éléments-là. L'essentiel, ce sont quand même des actions récurrentes, le forum, l'économie, etc. On a néanmoins, s'agissant de la première slide, évidemment un dispositif d'aide pour les commerçants qui sont impactés, puisque bien évidemment le tram peut générer une baisse de chiffre d'affaires et donc il importe de faire le nécessaire pour accompagner les acteurs économiques. Je signifierai plutôt la troisième slide. Il y a quelque chose qui a caractérisé l'année 2023. C'est plutôt l'aide au monde universitaire et au monde étudiant. C'est quelque chose qui continue, mais vous savez qu'il y a une progression de la population étudiante et nous avons l'effet Covid qui fait qu'un certain nombre de personnes qui avant, accueillaient des étudiants les accueillent moins. Donc on sent de manière plus forte la sensibilité à ce qu'il en est du logement des étudiants, ceci corrélé à l'augmentation de l'effectif global. Voilà très rapidement décrits les quelques éléments. Je suis à votre disposition. Je vais toujours très vite. Mais vous me direz s'il faut apporter d'autres éléments. »

Monsieur le Maire : « Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui Isabelle BALEM ».

Madame Isabelle BALEM : « Merci, Monsieur le Maire. Alors, la lecture de ce rapport, je le dis tous les ans, est extrêmement intéressante, même si la présentation et ça, je le dis aussi tous les ans, est tardive, puisque nous parlons là, à quelques jours de 2025, de faits et de réalisations 2023. Mais on comprend bien la complexité pour représenter l'ensemble de ces faits. Alors, se pose quand même une question qui revient assez souvent dans la bouche des Guipavasiens, en tout cas. À savoir qui décide ? Parce que très souvent, nous entendons dire, c'est la métropole qui a décidé. Alors, j'ai un exemple récent, la dernière commission « Finances » au sujet de la mise en place de containers pour ordures ménagères et cartons, dans le cadre d'un point d'apport volontaire rue des Camélias. Et vous avez dit, Monsieur le Maire, ne pas avoir été informé des emplacements où seraient implantés les points d'apport volontaire, pour pallier la diminution de fréquence de ramassage en porte à porte. Je vous ai répondu que ce n'était pas entendable et que personne n'est mieux placé qu'un élu de Guipavas pour savoir où il est judicieux d'implanter ces bacs. Pour des raisons de sécurité évidente, l'implantation rue des Camélias est incompréhensible et des habitants vous ont sollicité pour que les bacs soient enlevés et positionnés ailleurs. Je dois avouer que lundi soir, ce sujet a à nouveau été évoqué en assemblée de quartier, et ça a été un grand moment. Je vous avais suggéré précédemment de mettre les deux bacs près des stades de Pontanné, mais en fait, c'est à Keranna, selon l'appellation de la métropole. Pour la ville de Guipavas, les terrains de foot de la rue Anne de Bretagne, constituent le complexe de Pontanné. C'est en tout cas ce que l'on peut lire sur le site de la Ville. Et sur la carte des points d'apport volontaire de déchets du site de la métropole, le bac à verres, à l'entrée du complexe de Pontanné, il est à Keranna. Alors oui, là ce n'est pas toujours simple de se comprendre, visiblement entre Guipavasiens et agents de la métropole, puisque pour un même emplacement, les dénominations ne sont pas les mêmes. Alors, toujours est-il que vous m'avez dit, Monsieur le Maire, que la demande a été faite à la métropole. Moi, je peux vous dire que les habitants attendent, depuis que je vous ai envoyé un mail le 21 novembre. Mais j'ai un peu peur que l'attente soit longue. Elle leur paraît longue, en tout cas. Et en effet, les habitants à qui on dit souvent, c'est la métropole, ne comprennent pas l'inertie et le manque de réactivité. D'un autre côté, si effectivement la métropole décide, c'est aussi parce que vous la laissez faire, que vous acceptez et que vous vous complaisez, en fait, dans ce fonctionnement, entre

elle et vous. Depuis bientôt 8 ans que vous êtes maire, vous fonctionnez ainsi et vous y trouvez votre compte, mais les Guipavasiens, pas forcément. Page 265 de ce rapport, on lit ainsi que l'aire de jeu de l'espace de Kerafur sera supprimée et végétalisée. Et qu'au square de Kerafur, un jardin sera réaménagé et une aire de jeu créée. Alors c'est surprenant et les habitants ont été étonnés les premiers, qu'un tel projet n'ait jamais été évoqué en assemblée de quartier du centre, les riverains aussi, auraient aimé être associés et informés. Plusieurs rubriques dans ce rapport riche amènent un certain nombre de remarques. D'abord, sur l'accessibilité et l'inclusion. On lit que le taux d'accessibilité de la ligne 16 est de 87 %. Ce qui veut dire, peut mieux faire, il reste un delta de 13 %. Le rapport précise une réflexion débutée en 2023, pour l'accessibilité de la plage du Moulin Blanc et le label Handiplage. Alors des aménagements ont été faits à l'été 2024, pour lesquels on ne peut que se féliciter. Bien évidemment, on est là en plein sur un sujet métropolitain de par la situation de la plage et ses abords. Obtenir le label Handiplage, c'est un objectif que je partage pleinement. Mais encore faudrait-il une cohérence et que la ville du Relecq-Kerhuon ne supprime pas, à l'avenir, les places de parking, comme cela a pu être évoqué du fait de la construction d'une résidence de standing sur le site de la cantine. Guipavas, en tant que Ville, doit donc veiller à ce que la plage du Moulin Blanc, majoritairement implantée sur ses terres ou sur son sable reste accessible avec des stationnements suffisamment proches et nombreux pour les personnes à mobilité réduite. Alors, passons justement aux mobilités. En 2023, on lit dans le rapport que 6,3 kilomètres d'itinéraires cyclables ont été créés, améliorés ou renouvelés. Malheureusement, nous n'avons pas le chiffre par commune, c'eût été intéressant pour Guipavas de l'avoir. Là aussi, les aménagements sont parfois très surprenants, en termes de sécurité. Sur la ligne de bus, pas grand-chose à dire pour 2023, mais je profite pour signaler que 2024, mais on ne le verra que dans un an, aura été une année catastrophique, avec des départs de bus qui ne sont pas effectués, des bus en retard, des bus qui sont bloqués par des voitures mal garées rue Branda, à Brest. Effectivement, il y a des travaux à Brest, mais les retentissements sur la qualité du service de la ligne 16 ne sont pas sans poser problème à certaines familles. Enfin, dans ce volet « Mobilités » figure le stationnement payant par voirie, dont les recettes en 2023 ont progressé de quasiment 11 %. 10,9 %. Alors si Guipavas n'en a pas, les Guipavasiens qui se rendent à Brest doivent mettre la main au portefeuille et autant dire que ce n'est pas donné. Les Guipavasiens trinquent donc à l'horodateur et les hausses de tarifs de stationnement, contribuent avec les travaux, à faire crever les commerces du centre-ville de Brest, commerces où sont aussi employés certains Guipavasiens. Sur les fiches RA, Guipavas est plutôt une bonne élève, on ne peut que s'en réjouir, s'agissant des signalements. Mais le taux de clôture des fiches n'est pour notre Ville que de 80 %, quand il est de 91 % pour la ville de Gouesnou. Quelle est votre explication sur les 20 % de fiches non clôturées ? Sur le volet « propreté déchets », on observe que le tonnage des ordures ménagères diminue année après année, de même pour la collecte sélective des papiers et emballages. Alors, ne faut-il pas penser au vu des collectes en porte à porte qui diminuent, que l'efficacité du tri par les administrés va en pâtir ? Et cette démarche est-elle faite avec un objectif à moyen terme de supprimer les collectes individuelles ? Ce sujet est-il déjà à l'ordre du jour à la métropole ? La présentation qui nous a été faite, je veux parler de la petite présentation qui nous a été transmise et que vous venez de présenter, fait la part belle au développement économique. C'est une expression « fourre-tout », qui est très entendue en politique, notamment quand on ne sait pas que dire d'autre pour justifier l'artificialisation des sols. Mais pour être honnête, quand on présente un bilan de développement économique, on devrait aussi parler des externalités négatives, et du coup, sociales.

C'est regrettable, parce que le bilan rendu du développement économique, il s'en trouve biaisé, du fait qu'on omet certains volets qui sont intrinsèques à la notion et tous les économistes vous le diraient. Je dois remarquer tout de même dans cette présentation « développement économique », une ligne qui parle du dispositif d'aide aux commerces impactés par les travaux de « Mon réseau grandit ». Alors je vais revenir sur une question qui a déjà été évoquée. Si la métropole met en place un tel dispositif pour des travaux qui n'impactent que les commerçants brestois, pourquoi les commerçants guipavasiens, dans le cadre du réaménagement du centre-ville ne pourraient pas bénéficier d'un dispositif équivalent ? Alors merci pour cette présentation succincte du rapport d'activité, mais nous avons le loisir de parcourir les presque 500 pages et merci par avance pour les réponses à mes questions. »

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des questions ou d'autres interventions ? Je vais passer la parole à Valérie DAVID pour les réponses. »

Madame Valérie DAVID : « Alors peut-être, mais je pense qu'il y a des choses de différents registres. S'agissant du sujet proprement dit des déchets, de la propreté, en matière de tonnage, il y a une tendance structurelle à la baisse des apports, tout simplement parce que les politiques nationales menées et les manières de produire évoluent. C'est pour nous un sujet majeur qui fait que nous

sommes très investis dans le travail sur la planification des outils de traitement des déchets. Pourquoi ? Parce que si nous avons à la fois une baisse globale des tonnages sur la région, mais partout en France, et que nous avons une augmentation des outils, nous aurions un problème de performance économique de sous-travail. Donc notre premier travail et je peux vous assurer que... et Monsieur JACOB le sait bien, mon premier travail est de veiller à défendre les intérêts, notamment du Nord Finistère, et toute l'organisation et les outils pour que le développement des outils futurs soit cohérent avec ces évolutions-là. Et donc nous avons un vrai sujet autour de ça. C'est un sujet sur lequel aujourd'hui nous sommes entendus par la région, ce qui n'était pas vrai, il y a deux ans, il y a un vrai progrès dans la concertation et c'est là notre principal sujet, s'agissant des OMR. Nous avons un deuxième sujet qui est la diversification de tout ce qu'il en est des filières de tri. Avec un sujet qui vient complexifier l'organisation, les biodéchets et je considère que c'est légitime, il n'y a pas de difficulté bien sûr. Mais c'est ce qui nous implique des évolutions de service majeures et qui font qu'à effectif constant, on demande de plus en plus de travail aux collègues. Donc c'est vrai qu'ils ne chôment pas. Ça ne se voit peut-être pas, parce que ce n'est pas votre quotidien. Mais pour moi, pour savoir ce que je leur demande, et voir l'action qu'ils font, c'est un vrai sujet. Donc la diversification des filières pour avoir plus de recyclage est un vrai sujet avec, s'agissant des recettes associées, par contre, des variations qui sont fonction, c'est ce que je vous disais tout à l'heure, du marché. Là, tout à l'heure, je recevais juste aujourd'hui, à midi, une information de CITEO qui nous indiquait qu'il y aurait une baisse du prix du verre et donc ils vont faire économiquement, avec globalement une baisse structurelle et des variations importantes dont on ne dépend pas, puisque grosso modo, c'est la Chine qui fait dépendre les variations de prix matières. Après, il y a un troisième sujet qui est celui de la qualité du tri. Nous devons impérativement progresser dans la qualité du tri et j'en reparlais en direction générale ce matin. Quelles animations fait-on pour avoir un retour là encore d'efficacité pour arriver à valoriser au mieux et pour que tout ce que l'on fasse produise ses effets. Et après, il y a évidemment tout ce qui est l'organisation quotidienne et concrète. Vous avez évoqué tout à l'heure une difficulté, s'agissant d'un container. Je ne connais pas ce cas précis. Mais si je prends la procédure pour les biodéchets et les 700 bacs, plus de 700 bacs que l'on va positionner, indépendamment des 1 200 composteurs supplémentaires, qui sont en cours, je le rappelle, à effectif constant. Nous avons un processus de travail qui fait que... c'est quoi le processus de travail ? On est venu, dans toutes les mairies, toutes les mairies de quartiers présenter le dispositif. Le comité de pilotage avait décidé des orientations. Il y a eu un travail technique qui a été fait avec la direction de la mobilité, la voirie, etc. pour voir quels pourraient être les emplacements possibles. Il y a une discussion avec les mairies, en ayant pour objectif que tout doit être fait d'ici moins d'un an. Donc c'est vraiment à marche forcée. On a la précaution quand c'est nécessaire, d'aller du côté des Architectes des Bâtiments de France, parce que nous avons aussi des contraintes très importantes. Ce qui fait qu'actuellement on a plus de 150 procédures, rien que pour des dépôts d'Abri-bacs rien que pour les biodéchets. Il y a un avantage à ce sujet-là et si vous avez une difficulté sur les Abri-bacs, c'est que ça se met et ça se défait très facilement. Donc on sait que si on prend un risque, éventuellement d'avoir quelque chose qui n'est pas totalement satisfaisant, dont on voit qu'à l'usage, ça pose problème, on pourra les déplacer. S'agissant éventuellement de containers enterrés, je ne sais pas... voilà. Alors il me semble, si j'ai bien entendu votre propos tout à l'heure, c'est que c'est un container de délestage pour les biodéchets, pour le tri.

Pour le tri. Donc là, il faudra qu'on revoie s'il y a un sujet. L'idée c'est de se dire, « *si par hasard, il y a un passage qui n'est pas fait pour telle ou telle raison qu'on ne maîtrise pas, il y a une solution de repli pour que les usagers s'y retrouvent* ». Donc, il y a peut-être quelque chose à revoir. Ça, je n'en sais rien. Mais dans tous les cas, on regardera ça de près. Sachant qu'il y a parfois des complexités techniques qui ne sont pas forcément connues. Par exemple, j'ai vu parfois des demandes très fortes pour mettre près de carrefour. C'est strictement impossible, pour des raisons qui sont soit de réseaux, soit de visibilité, etc. C'est-à-dire qu'il y a une complexité technique, mais on essaye de rendre le sujet simple, quand il y a des questions où il y a quelques complexités techniques. S'il y a quelque chose à regarder, on regardera, tout simplement. Mais sachez que les collègues ne font pas semblant quand ils travaillent sur ces sujets-là. Et donc, nous avons effectivement aujourd'hui un travail très important puisqu'y est corrélée une évolution des collectes sur certains territoires et que donc nous avons refondu toutes les collectes. Et je le redis tout à effectif constant. Voilà pour la partie déchets. Après, il y aurait beaucoup de choses à dire. »

Monsieur le Maire : « Très bien merci, Oui Madame BALEM. »

Madame Isabelle BALEM : « Alors, je vais vous dire très succinctement. Donc, ce sont deux bacs qui ont été positionnés de part et d'autre, d'un bac collecteur pour le verre qui était là depuis un certain temps. Sauf qu'il se trouve que c'est sur un trottoir. Et que pour des raisons de sécurité, ça paraît assez

inconcevable de les maintenir à cet endroit-là, puisque c'est à côté d'un chemin piétonnier qui est très emprunté, notamment par de jeunes enfants et du fait des bacs, quand on arrive en voiture, et bien, on a plus la visibilité sur le chemin. Et donc, je pense qu'avant qu'un accident arrive, il serait souhaitable de veiller à prendre les dispositions. Donc, puisque vous êtes maintenant au courant, je vous remercie de veiller à ce que la situation évolue rapidement. »

Monsieur le Maire : « Pour ce qui concerne ce bac, je vous ai déjà expliqué que nous avons demandé de l'enlever et de le repositionner ailleurs. Donc ce sera fait. Tout ne peut pas être fait du jour au lendemain, mais ce sera fait. Et les demandes sont faites depuis quelques semaines ou quelques jours. Sur l'inertie, le manque de réactivité, enfin écoutez, vous ne travaillez pas tous les jours avec la métropole, nous, on travaille tous les jours avec la métropole et je peux vous garantir qu'on est écouté et entendu et que de nombreux sujets avancent et se passent relativement bien. Sur le jardin de Kerapur, le square de Kerapur, eh bien oui, ils ont fait des plans pour réaménager. C'est un espace qui appartient à la métropole, je le rappelle. Cet espace-là appartient à la métropole. Donc ils ont fait des plans que l'on avait validés. Il y a eu quelques sujets avec des riverains que l'on a rencontrés et ils ont fait évoluer le projet. Parce qu'il y avait notamment, je crois que ce sont des paniers de basket qui devaient être mis et qui inquiétaient sérieusement les riverains. D'ailleurs, on a eu des riverains nous contacter récemment, pour nous dire qu'ils ne comprenaient pas qu'il n'y ait pas de paniers de basket. Donc, vous voyez, ce n'est pas forcément simple de contenter tout le monde. Donc, les riverains sont associés et écoutés et consultés, lorsqu'il y a des sujets. Il n'y a pas que vous qu'ils vont voir. Sur le taux d'accessibilité sur la plage du Moulin Blanc, oui, il y a un gros travail qui a été fait. Alors quand il y a des chantiers, effectivement, il y a des « bases vie » qui sont obligatoirement à positionner. C'était comme les travaux d'assainissement d'eau potable dans le centre-ville. Ils avaient fait une base vie, ici, devant la Mairie. C'est le temps des travaux. Les cheminements cyclables qui sont parfois surprenants, eh bien écoutez, les plus de 6 kilomètres de cheminements cyclables qui ont été faits, je n'ai pas le détail sous les yeux, mais en tout cas, sur Guipavas, je ne sais pas si vous avez vu, si vous avez emprunté la rue de Tourbian qui vient d'être rouverte. Eh bien, ils ont fait des cheminements cyclables, puisque les places de stationnement ne servaient pas ou très peu. Ou du moins à des gens, enfin des riverains essentiellement, qui avaient la place chez eux. Et des cheminements qui ont été sécurisés. Je prends l'exemple de l'axe Charcot – de Gaulle – Laennec qui a été réalisé également. Alors, c'est cette année. On verra ça dans le bilan de l'an prochain. On fait avec les contraintes des rues. Je prends l'exemple de la rue Laennec pour la connaître très bien. On aurait pu supprimer tous les stationnements, mais les gens qui habitent la rue de Brest notamment, se stationnent dans cette rue-là. Donc, il était hors de question de supprimer les stationnements. Alors, c'est une voie partagée, certes. En tout cas, ça a l'avantage d'avoir cassé la vitesse, parce que ça fonctionne plutôt bien. Avant, il y avait des gens qui se dépassaient, systématiquement quand vous étiez à 50 km/h, il y avait des dépassements dans cette rue. Eh bien, il n'y en a plus. Donc, voilà, c'est une voie partagée. Et on continuera comme ça, chaque fois qu'il y aura des chantiers ou chaque fois qu'il y aura des rues à requalifier, par exemple, comme la rue de Tourbian. Sur les bus, oui, on fait les frais des travaux, notamment sur « Mon Réseau grandit » à Brest. Il est vrai que ce n'est pas forcément simple. Les rues et les routes barrées évoluent tous les jours.

C'est un mal pour un bien demain, comme la première ligne de tram. C'est une décision qui a été prise de faire cette ligne, donc ça devrait être bien avancé pour 2025. Et ils ont été obligés de refaire des rues, pour pouvoir faire passer les bus et les dévier, justement. Refaire les réseaux, en dessous, parce que les réseaux étaient fragiles et vieillissants. Donc ils ont été obligés de refaire certains réseaux sous les rues, pour pouvoir faire dévier les bus dans ces rues-là. C'est un exemple. Sur le stationnement, sur Brest, oui, c'est un sujet brestois. Moi, j'étais le premier à m'élever contre le stationnement, mais il faut savoir qu'il y a du stationnement à supprimer sur Brest. On est obligé d'enlever 5 mètres de part et d'autre de chaque passage piéton, normalement. Ce qui n'est pas fait partout, pour pouvoir avoir la visibilité pour les passages piétons. Au niveau de la gare et dans certains quartiers brestois, c'est très compliqué, je le sais. Il y a des parkings en ouvrage qui sont prévus. Il y a un parking en ouvrage qui sera fait rue Duquesne, et puis il y a des avantages sur les parkings en ouvrage. Par exemple vous payez 2 heures, la troisième est offerte. Le stationnement paye le stationnement. Sur les fiches RA, 20 % de fiches RA de moins que Gouesnou, qui ont été clôturés. Eh bien, ça dépend, je dirais, ça dépend des sujets. Si c'est un sujet structurant ou de voirie à requalifier ou des gros travaux, eh bien on a une ville qui est beaucoup plus étendue que celle de Gouesnou. Et donc à effectif constant, ce n'est pas forcément réalisable du jour au lendemain. Je ne dis pas ça pour défendre la métropole, parce que parfois on est obligé de taper du poing sur la table. Mais ce n'est pas un concours. Je peux vous garantir qu'il y a beaucoup plus de fiches RA sur Guipavas aussi, d'ailleurs. Donc voilà, les équipes n'ont pas que Guipavas à traiter. Bon. Sur les ordures ménagères, Valérie DAVID a répondu. Il est vrai

qu'il y a, comment dire, une étude régionale et on se bat pour ça, pour ne pas créer de nouveaux outils. Par exemple tous ceux qui ont les outils à rénover avec des coûts très lourds, ben ne le fassent pas, pour dévier des tonnes sur Brest, par exemple. Parce que je le rappelle, il y a le chauffage urbain derrière et la production d'électricité également. Sur le tri sélectif, c'est pareil. Il y a une sinistralité en France, importante, sur ce type d'usines, de centres de tri. Nous, on a la chance d'être très bien équipé, l'outil est neuf. On a mis, on met en place beaucoup d'outils, parce qu'on n'arrivait pas à être assurés, par exemple, compte tenu de la sinistralité en France. Donc, là, c'est pareil, on a contractualisé avec le pays de Châteaulin - Porzay, pour récupérer des tonnes, parce qu'ils n'ont plus d'outils et ils avaient des traitements beaucoup plus coûteux ailleurs. Donc voilà, ça tourne à plein régime et ça permet de faire des réductions aux clients, entre guillemets, et les Communautés de Communes et la métropole, lorsque cet outil tourne à plein régime. Sur les développements économiques, l'artificialisation des sols, eh bien il y a aussi beaucoup de reconstructions sur l'existant, mais effectivement, on a la chance d'avoir une métropole qui est très dynamique. Beaucoup de demandes entreprises. Moi, il n'y a pas une semaine, où on ne me demande pas s'il n'y a pas des terrains pour s'installer sur Guipavas, par exemple. Mais ailleurs sur la métropole. Également sur le Technopole. Sur le Technopole où ça fonctionne très bien, aussi. Il y a beaucoup de demandes là-bas sur notamment la recherche et le développement. Est-ce qu'on laisse partir les entreprises ailleurs ? Sur Rennes ? Sur le bassin rennais, sur le bassin nantais ? Je crois que tout le monde a besoin d'emplois sur son territoire et garder nos jeunes sur place. Donc voilà. Les zones ont évolué. Les nouvelles zones que l'on construit ne sont plus les zones comme Kergaradec, autrefois, où tout était bétonné et bitumé. Aujourd'hui, on a quand même des zones aérées, avec beaucoup d'espaces verts. Alors, on utilise plus d'hectares, parce qu'on doit laisser plus d'espaces verts et plus de perméabilisation des sols. Mais les entreprises, elles se mettent et on doit les mettre là où les axes, les accès sont plus faciles. Notamment le long des 4 voies. Je prends l'exemple d'une entreprise qui vient de s'installer à Guipavas, qui était sur Plouzané, enfin sur Saint-Pierre ou Plouzané, en tout cas de ce côté-là, du côté des quartiers ouest. Eh bien, rien qu'à construire sur Guipavas, rien que les coûts de gas-oil et d'empreinte carbone qu'ils avaient à faire, parce que beaucoup de chantiers sont de ce côté-ci de la métropole, eh bien, ils remboursaient les emprunts de leur bâtiment, rien qu'avec ces coûts-là, de trajet à traverser la métropole, dans un sens pour aller au travail et dans l'autre sens, pour accéder à leurs chantiers. Donc tout ça, c'est un travail qu'on mène, bien entendu, avec la métropole, qui est nécessaire à l'économie de notre territoire. Sur les aides aux commerces, « Mon réseau grandit », alors c'est très encadré par la loi. On ne peut pas décider de nous-mêmes de dire « *eh bien tel commerce aura tant d'aide* ». Il faut qu'ils soient sur le trajet du tram déjà, et qu'ils envoient leurs chiffres d'affaires et leurs résultats des trois dernières années, pour pouvoir bénéficier de certaines aides. Sur Guipavas, on n'a jamais dit qu'il n'y en aurait pas. On a dit qu'on allait étudier, lorsque le chantier sera attribué. Parce que, moi aujourd'hui, je ne peux pas vous dire quelle entreprise sera retenue. Quelle entreprise va répondre déjà et quelle entreprise sera retenue. Et ça dépendra du phasage des travaux. Donc, à partir du moment où les commerces sont accessibles, normalement, on n'a pas forcément d'aide à avoir, à donner du moins, si les commerces sont facilement accessibles.

Ensuite, on verra, selon ce qu'il est juridiquement possible de faire et selon l'impact que ça aura véritablement sur les commerces. On a connu des travaux de préparation, avant les travaux du centre-ville. On a connu des travaux de préparation avec Eau du Ponant. C'est vrai qu'il y a eu beaucoup d'inquiétudes, beaucoup de levées de boucliers, au départ. Et finalement, enfin, en tout cas, moi j'ai rencontré quelques commerçants qui disent qu'ils avaient moins subi que ce qu'ils pensaient, de ces travaux qui étaient importants. Parce que là, il y avait carrément des routes barrées pendant plusieurs semaines. Donc, ça s'est plutôt bien passé, les commerces étant restés accessibles et en ayant fait de la publicité pour ces derniers, et pour beaucoup continuer à se rendre dans ces commerces. Donc, bien sûr qu'on y veille. Et je dis toujours, la requalification du centre-ville, c'est aussi, et surtout pour les commerçants, pour qu'ils aient plus de clients demain et que leurs clients puissent se garer et arriver plus facilement dans leurs commerces. Et qu'on ait envie de s'arrêter dans ce centre-ville qui, aujourd'hui, ne fait pas forcément l'unanimité. Parce qu'on ne sait pas comment rentrer sur les parkings, c'est très gris, ça doit donner... ça ne donnait pas forcément envie à tout le monde de s'y arrêter. Voilà un petit peu ce que je pouvais répondre à vos interrogations sur le sujet. »

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Oui Claire LE ROY. »

Madame Claire LE ROY : « Oui, merci, Monsieur le Maire. Moi, j'avais deux remarques. Enfin une question, une remarque. Donc ça, c'est un rapport d'activité sur 2023. Si on se penche, enfin si on se tourne un peu vers l'avenir, on a parlé de mobilité, de tram, de « Mon Réseau grandit », donc ça, c'est à horizon 2026. L'arrivée de la deuxième ligne de tram, du BHNS, aura donc des conséquences sur

l'ensemble du réseau qui va être revu. Je sais que c'est le moment, là, pour porter auprès de la métropole des demandes, justement sur la réarticulation du réseau vers Guipavas. Donc je voulais savoir ce que vous avez porté comme demandes auprès de la métropole, sur le futur réseau de bus à horizon 2026. Et puis, je voulais rappeler aussi que, en ce moment, sur Internet, il y a une concertation et on peut s'exprimer sur ce qu'on souhaite comme métropole à l'horizon 2040. Et je voulais le rappeler ici, parce que c'est un outil très important dont il faut se saisir à mon sens. Moi j'incite les gens que je rencontre, à participer parce que là on peut s'exprimer et dire quelle métropole on veut pour 2040, quel cadre de vie, quelle solidarité, etc. Donc, je trouve que c'est important de le rappeler. Merci. »

Monsieur le Maire : « Tout à fait. Pour ce qui est du réseau de bus, nous devons rencontrer le service dédié à Brest métropole, pour nos desiderata et probablement faire des enquêtes publiques sur ce que souhaite la population, pour améliorer le circuit et, notamment, au moins les cadences. Parce que, entre Brest et Guipavas, de toute façon, il n'y a qu'un seul axe. Donc il n'y aura pas de grande révolution, en tout cas de cette partie-là. Maintenant, sur la desserte du centre-ville et d'autres quartiers, on a du travail à faire justement et peut-être rapatrier tout sur le centre. Enfin, on doit revoir la métropole pour ça, mais en tout cas, là ce n'est pas figé encore pour la partie Guipavas. Ils ont commencé à voir les communes, mais ils n'ont pas vu tout le monde encore. Voilà. Oui. Claude SEGALEN. »

Monsieur Claude SEGALEN : « Une information complémentaire pour Bibus. Cette semaine, Bibus est venu sur la zone de Lanvian, avec un bus articulé. Le projet est pour 2025. Qu'il y ait un bus et qu'il alimente toute la zone de Lanvian, pour les salariés qui travaillent dans les serres. Ceci permettra d'éviter d'avoir des trottinettes sur la route départementale, qui sont extrêmement dangereuses. Ça évitera d'avoir des piétons qui circulent entre le bourg de Guipavas, à un arrêt de bus, au niveau de la carrière, jusqu'à l'hôtel l'Évasion. Et donc, c'est plutôt une bonne chose. Donc, les essais ont été faits cette semaine. On nous a dit, concluants. Et a priori, ça devrait prendre effet, le service, en février prochain. »

Monsieur le Maire : « Merci de l'information, il est vrai qu'il y a eu une demande forte des serristes, parce qu'il y a des centaines d'employés qui prennent le bus et qui n'ont pas de solution après le rond-point de Kergompez. Et on travaille aussi sur l'aménagement de la départementale pour une voie douce, jusqu'à Lanvian, justement. Le département a fait des relevés topographiques, dernièrement, pour regarder la possibilité de le faire ou pas. Et c'est vrai que ces entreprises-là payent le versement « Transports », aussi. Donc comme ça a été fait à Plougastel, une ligne pour les serristes a été dédiée. Donc c'est plutôt intéressant. Très bien. Eh bien écoutez, s'il n'y a pas d'autre question, je vous propose de prendre acte de ce rapport. Et je vous remercie, Valérie, pour votre intervention et bon retour sur Brest. Bien, le point suivant est la construction d'un stade de football dans le secteur du Frouvien. »

Le Conseil municipal prend acte du rapport d'activité 2023 de Brest métropole.

CONSTRUCTION D'UN STADE DE FOOTBALL DANS LE SECTEUR DU FROUTVEN
AVIS DE LA COMMUNE SUR LA DEMANDE DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
D'ENCEINTE SPORTIVE DU PROJET « ARKEA PARK »

En application de l'article 28 de la loi 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation de services touristiques, la société Holdisports SAS a déposé, auprès du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la vie associative, une demande d'intérêt général d'enceinte sportive pour le projet « Arkéa Park » envisagé sur le secteur du Frouvien à Guipavas.

Conformément à l'instruction ministérielle n° 09-110 en date du 01/09/2009, la Préfecture du Finistère sollicite l'avis des conseils municipaux des communes riveraines dans un délai de deux mois à compter de la réception du dossier.

Le projet « Arkéa Park » se structure autour d'un complexe sportif et de loisir sur un ensemble immobilier de 33 000 m² avec les équipements sportifs suivants :

- Une enceinte sportive principalement dédiée au Stade Brestois 29 comprenant un stade de football de 15 000 places incluant 4 tribunes, un espace de travail pour les salariés du club, des espaces de restauration pour les spectateurs, des espaces de réception à destination des partenaires ;

- Un club multisports dédié au sport adapté avec des salles de sport : danse, dojo, multisports et des espaces de convivialité et de réception.

À ceux-ci s'ajoutent des activités et services à destination du grand public et des entreprises avec notamment des espaces de loisirs indoor, une offre de restauration diversifiée, une boutique du Stade Brestois 29 et le musée du club, une crèche, un espace entreprise (auditorium et centre d'affaires).

Ce nouveau stade répondra aux normes actuelles fixées par la Ligue Professionnelle de Football et l'UEFA et permettra d'accueillir :

- Des matchs de niveau ligue 1, ligue 2 et de niveau européen ;
- D'autres compétitions sportives nationales et internationales (coupe Gambardella, matchs internationaux des équipes de France jeunes masculines et féminines) ;
- Des compétitions régionales et nationales de sport adapté.

Ce nouvel équipement confortera le positionnement du Stade Brestois 29 comme club professionnel d'envergure nationale et participera au rayonnement du territoire en complémentarité avec les autres équipements métropolitains.

À l'échelle nationale, le projet s'inscrit par ailleurs dans la démarche d'amélioration et de modernisation de l'offre de grandes enceintes sportives du territoire français.

Ce projet répond ainsi à un caractère d'intérêt général tant sur le plan sportif que socio-économique.

Couplé à une offre importante de loisirs ouverts à tous et toute l'année, cet équipement sera également un lieu de vie et de lien social. Si le sport est reconnu pour ses vertus en termes de développement personnel et d'intégration sociale, il se révèle également être un puissant moteur économique, créateur de richesses et d'emplois.

Au regard des activités accueillies, l'équipement générera des retombées économiques pour la métropole et créera une dynamique économique génératrice d'emplois.

Au niveau de la politique sportive, ce nouveau stade confortera le sport professionnel et de haut niveau sur le territoire en mettant à disposition du Stade Brestois 29 un équipement sécurisé de qualité, lui permettant de développer les synergies avec le centre d'entraînement ainsi que ses partenariats, contribuant à son excellence sportive.

Par ailleurs, l'intégration d'un espace dédié au sport adapté constitue un atout majeur du projet sportif qui devrait favoriser le développement de ces pratiques inclusives sur le territoire brestois et métropolitain. Le projet prévoit en effet la création d'un club multisports dédié au sport adapté accueillant des sportifs de 6 à 21 ans en situation de handicap psychique (activité danses, sport de combat, multisports collectif).

Enfin, la présence, au sein de l'Arkéa Park, d'une diversité d'activités tertiaires est facteur d'attractivité économique pour le territoire (création d'emplois, dynamisme entrepreneurial).

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ÉMETTRE un avis favorable sur le dossier de demande de déclaration d'intérêt général d'enceinte sportive du projet Arkéa Park.

Avis de la commission plénière : favorable

Monsieur le Maire : « Ce projet a été présenté en commission plénière. Est-ce qu'il y a des questions ? Des interventions ? Oui Emmanuel MORUCCI. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Contrairement à ce que l'on peut lire dans les médias sur les réseaux sociaux, et je crois qu'en ce moment, on est abreuvé d'informations tout à fait diverses et contradictoires. La délibération que vous nous proposez n'a pas pour objet de se prononcer pour ou contre la construction d'un complexe sportif et de loisirs, avec un stade à Maner Coz au Frouven. Ce que l'on appelle aussi désormais, puisque je l'ai lu à plusieurs reprises, le quartier métropolitain. On s'interrogera sur la dénomination. Ça laisse penser que... on n'est même plus à Guipavas. Ce n'est pas la question du stade qui est importante. Chacun sait que, désormais, il existera ce stade. D'ailleurs,

la décision a été prise ailleurs qu'ici. Il suffit de lire le média footballistique, Foot 11 aujourd'hui, qui annonce à grand renfort que « *Oui, ça y'est, c'est décidé, le stade existera* ». Alors, il s'agit, en fait, pour notre Conseil et restons modestes, de donner au Préfet un avis, afin que ce dernier décide, si oui ou non, le projet est de nature et d'intérêt général. Pas plus. Ce qui n'élude, Monsieur le Maire, en aucun cas, les questions centrales qui se posent et qui restent, en matière de circulation, de stationnement, de sécurité, de coûts, de subventions publiques, pour un projet qui nous était annoncé au départ, comme étant totalement privé. Mais, chaque chose en son temps. Il y aura peut-être d'autres discussions sur le sujet. Toutefois, la délibération ne peut être acceptée sans une interrogation en profondeur. Je pense qu'on ne peut pas se satisfaire d'une simple évidence et de se regorger de la dénomination d'intérêt général, ou se dire que cela va avoir des avantages économiques, pour Brest, et peut-être pour Guipavas. Signalons, parce que c'est important d'avoir des définitions, que la notion d'intérêt général fait référence à une somme de plusieurs intérêts particuliers. Ce qui amène plusieurs questions auquel Monsieur le Maire, puisque vous maîtrisez bien le sujet et on le sent, vous l'aimez, en plus, vous allez pouvoir répondre. Vous avez convoqué, il y a quelques jours, une commission plénière au cours de laquelle il nous a été présenté par les porteurs du projet, vous venez de le dire, ce qui pourrait justifier ce statut spécifique attendu par le groupe LE SAINT et la société Holdisports, qui est propriétaire du Stade Brestois, de cette demande auprès des services de l'État. Le journal Le Télégramme, lui-même s'interrogeait, il y a quelques jours, dans un article, intitulé, « *A Brest, le projet de nouveau stade est-il d'intérêt général ?* ». Vous noterez bien que le stade n'est pas sur le territoire de Guipavas, même Le Télégramme dit « à Brest ».

Alors ça, c'est une première remarque, qui, je trouve, est un peu désagréable, après la présentation par la métropole du rapport d'activité. En revanche, le quotidien ne dit rien sur ce qu'est un projet d'intérêt général. Et j'ai eu beau fouiller les articles, on ne développe pas. On dit « Intérêt Général ». Alors, j'imagine que chacun ici, dans notre hémicycle, s'est imprégné du sujet. D'ailleurs, je ne crois pas me souvenir que durant la commission plénière, quelqu'un ait détaillé non plus ce qu'était un projet d'intérêt général. Dans un autre article publié ce matin par Ouest France, vous voyez, je suis équitable, Télégramme, Ouest France, nos deux médias sont cités. La notion même d'Intérêt Général disparaît des propos, puisqu'il s'agissait d'une interview, donc des propos, des frères LE SAINT, Messieurs LE SAINT, au profit d'une inquiétude ressentie quant à l'avenir du projet. Alors, est-ce donc si important ? La définition donnée par la loi de projet d'Intérêt Général est assez claire. C'est un projet d'ouvrage de travaux ou de protection, qui vise à réaliser des opérations d'aménagement ou d'équipement, à assurer le fonctionnement d'un service public, à accueillir et loger des personnes défavorisées, à protéger le patrimoine naturel ou culturel, à prévenir des risques, à mettre en valeur des ressources naturelles ou à préserver des continuités écologiques. Il s'agit donc de constructions d'infrastructures de transports, comme des routes ou des ponts. On y est. Y aura-t-il une passerelle ? Pas de passerelle ? Déviation de la circulation. Améliorer la mobilité d'accès aux services publics. Création de logements sociaux, pour accueillir des personnes défavorisées ou de ressources modestes. Mise en place de projets de protection de l'environnement, tels que des réserves naturelles ou des programmes de prévention de risques naturels. On verra qu'il y a une petite partie qui est proposée dans le projet. Ce qui est certain, et cela peut concerner le futur complexe de sport et de loisirs, c'est que les PIG, les Projets d'Intérêts Généraux, doivent être intégrés dans les plans locaux d'urbanisme, le PLU, ou les schémas de cohérence territoriale et d'autres documents de planification régionale. En résumé, le Projet d'Intérêt Général est un cadre juridique permettant à l'État de garantir la réalisation de projets d'utilité publique, tout en respectant des procédures de planifications et d'opposabilité. Alors, nous sommes habitués à voir ce genre de demandes habituellement, mais elles émanent plutôt d'associations ou de fondations, car cela représente des avantages significatifs en matière de réduction ou d'exonération d'impôts, ou d'accès à des subventions. Alors, c'est bien la question qui nous concerne, et là encore, avoir accès à des subventions spécifiques entre celles qui ont été annoncées ou bien des exonérations d'impôts. Ça, ça n'a pas été abordé du tout, pendant cette commission plénière. D'ailleurs, peut-être même qu'en attribuant ce statut, notre collectivité va se priver aussi de retombées fiscales qui auraient pu nous intéresser. Nous verrons bien. Mais vous nous répondrez, Monsieur le Maire. Par ailleurs, la loi PACTE du 22 mai 2019, permet à une société, donc privée, de se mettre au service de l'intérêt général, en se dotant d'une raison d'être et de suivre des objectifs sociaux et environnementaux. De sorte que les sociétés, qui ont ce statut, se rapprochent des associations. Alors ici, c'est bien écrit, et c'est spécifique, qui sont par nature, essentiellement tournées vers des associations vers l'existence d'activités d'intérêt général. Cela peut faire l'objet de contrepartie à l'allègement des charges pour les entreprises, prévu par le pacte de responsabilités, et pose une question de fond, mais aussi une question de droit. Outre le rayonnement apporté par le succès du Stade Brestois, dont nous nous réjouissons tous. Outre l'intérêt d'un territoire de se doter d'un équipement de haute valeur ajoutée, eh bien cette demande va obliger une modification du PLU, voire du stade. On peut donc le regretter, mais la Commission plénière

n'a pas apporté d'autre réponse, que commerciale, ou économique. Quelles sont les contreparties ? Question que je vous pose, Monsieur le Maire. Une première en tout cas et certainement ce que le statut permet de sécuriser comme un montage financier de ce projet privé, par des financeurs publics. Peut-être pourrez-vous nous dire si les 500 000 € qui sont annoncés comme subvention versée par la Ville de Guipavas au projet global, font partie de ce montage et si le statut permet, justement, ce versement. Puis on pourra en reparler pendant la présentation du Document d'Orientations Budgétaires, tout à l'heure. J'ai bien noté et je me réjouis que les distances d'un club multisports dédié aux sports adaptés, alors c'est-à-dire, l'ensemble des activités physiques et sportives pour des personnes présentant une déficience intellectuelle, ou un trouble psychique, ça a été annoncé pendant la commission. Je l'ai moi-même souligné. Et remarquez, c'est plutôt une bonne chose. Mais cela ne suffit pas à déposer une demande d'intérêt général. D'autant plus que lorsque j'ai demandé si les associations guipavasiennes pourraient avoir une activité dans ce complexe, vous-même, Monsieur le Maire, vous m'avez répondu que non. Et c'est au rapport de la commission. Je vous cite, « *Ce sont des privés qui vont gérer les activités de sport et de loisirs* », y compris la crèche, puisque je posais aussi cette question. C'est dommage, car je m'imaginais déjà que les écoles du quartier pourraient y avoir des activités. Une autre personne, après vous, a d'ailleurs précisé, qu'il y aurait une association loi 1901, pour gérer le sport adapté. Donc deux informations ici, contradictoires. Je vois également qu'il est prévu une continuité, là, en tout cas, on ne peut que s'en satisfaire, une continuité écologique entre le Vallon du Costour et le Vallon du Stang-Alar. Et il est annoncé la protection d'une zone naturelle. Alors là, la question, c'est laquelle ? Et qu'en dit l'association du Costour ? Et puis, il était dit et annoncé, qu'une partie du reboisement pourrait se faire, quelque part sur le Finistère. J'avais souhaité, moi, que ce soit sur la commune de Guipavas. Est-ce que nous sommes sur les mêmes éléments ? Alors au bout du compte, il faut se positionner sur ce sujet. Il reste, toutefois, quelques questions. Le texte réglementaire précise que le statut permettra aussi, et ça, c'est une question importante, et on ne l'a pas abordée, mais vous allez nous dire, si c'est juste ou pas, des expropriations pour des réalisations annexes à l'équipement sportif et de loisirs, s'il y avait plus tard, une extension possible. Alors, qu'en est-il ? Par ailleurs, quelles sont les retombées fiscales escomptées pour notre commune en fonction de l'obtention ou pas du statut ? J'imagine que vous avez fait ici une étude prospective avec les deux situations possibles. Et comme je le disais tout à l'heure, le statut peut permettre à la réduction, l'exonération de certains impôts. Quid aussi ? Parce qu'il faut se poser la question. Moi, je n'ai toujours pas la réponse. Vous nous avez dit qu'il n'y aurait pas, par exemple, de passerelle pour permettre la circulation des spectateurs piétons. Quid des équipements assurant la sécurité des spectateurs sur la voie publique ? Pour moi, ça reste encore quelque chose d'un peu abscons. La passerelle, au coût de près de 14 millions d'euros. C'est bien ça ? Ou un peu moins, pourrait-elle bénéficier de subventions spécifiques, compte tenu de l'obtention de ce statut ? Alors, pour finir, moi, je pense que le vote de ce Conseil n'a que peu d'importance sur le sujet, tant on a le sentiment que les décisions sont prises ailleurs et par d'autres. Dans la balance, il faut mettre les apports et les inconvénients. C'est un peu ce que j'ai essayé de faire à titre personnel, mais au bout du compte, la décision de mon vote pourrait être la suivante : je ne souhaite pas, en ce qui me concerne, priver notre territoire d'un apport possible de subventions. Si les finances publiques le permettent et ça, on le saura dans quelques jours, j'imagine, j'espère, et dans les trois années à venir... puisque le statut a une validité de trois années. Eh bien, si les circonstances le permettent, sans vouloir priver notre territoire, notre Collectivité, notre métropole de subventions possibles. Eh bien, je voterai pour. »

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Claire LE ROY : « Oui, merci, Monsieur le Maire. Donc, effectivement notre Conseil municipal est sollicité, sur la demande de Déclaration d'Intérêt Général, d'une enceinte sportive qu'on nomme déjà Arkéa Park, donc qui est présentée par une Holdisports SAS, le porteur de projet. Ce projet est plus qu'un complexe sportif, puisque c'est un ensemble immobilier en fait de 33 000 m² avec une enceinte sportive, un stade de foot de 15 000 places, des espaces de travail, notamment pour les salariés du club, des espaces de réception. Ce nouveau stade, qui répondra aux normes fixées par la Ligue nationale de football professionnel et par l'U.E.F.A. Ça évitera à notre équipe de devoir aller jouer un peu plus loin pour certains matchs. Je rappelle aussi que ce projet comprend un club multisports, dédié aux sports adaptés, des espaces de restauration, une crèche, etc. L'objectif, en fait, des porteurs de projets, est que ce lieu soit occupé non pas 17 jours par an, mais l'objectif affiché, c'est une occupation, une animation 365 jours dans l'année. Un équipement qui sera créateur d'emplois, qui générera des retombées économiques et fiscales pour notre Ville, pour notre métropole et, plus largement, pour notre pointe bretonne. Je voudrais dire aussi que toute initiative économique est accompagnée par des dépenses publiques. Les entreprises de la zone de Prat Pip, par exemple, ne pourraient pas se développer sans les aménagements qui sont mis en place par la collectivité. Pour moi, j'estime que ce projet porté par des entrepreneurs locaux est, en fait, à

appréhender comme un projet économique qui, je le souligne au passage, créera 300 emplois pérennes. Ce n'est pas négligeable. À l'heure où, donc, par un contexte de crise des finances publiques, l'avenir du budget des collectivités territoriales est incertain. À l'heure aussi où, dans un contexte de crise sociale qui appauvrit encore les plus précaires, mais aussi les classes moyennes, la priorité des collectivités doit aller vers les solidarités. À l'heure où dans un contexte de crise climatique et environnementale, les grands aménagements doivent être interrogés sur leur nécessité, sur leur empreinte écologique. Il nous est donc demandé d'émettre un avis sur l'intérêt général de ce projet de stade. Dans de nombreuses villes, les stades de foot continuent à jouer un rôle structurant pour le territoire. Ils sont vecteurs de cohésion sociale. Les stades participent à la construction de l'histoire et de l'identité des villes. Et créer des souvenirs familiaux ou amicaux, ils sont des lieux d'émotions et d'expression collective de leurs supporters. Ces enceintes sportives emblématiques permettent de brasser de larges pans de la population. A contrario, ils sont aussi souvent décriés pour leur impact écologique et leur nuisance pour le voisinage. Pourtant, les stades n'en restent pas moins essentiels à la respiration des territoires. Alors c'est vrai, il ne faut pas se le cacher, construire un stade à Maner Coz, viendra artificialiser une parcelle qui est aujourd'hui classée « à urbaniser » au PLU depuis très longtemps. Et c'est aussi pour ça, parce qu'il y a un équipement qui est fléché là, qu'elle est en connexion directe au réseau de tramway. Ce n'est pas pour rien qu'on a fait venir le tramway jusque-là. Donc sur ce point, sur l'empreinte environnementale, nous notons que le projet a sensiblement évolué depuis la première esquisse qu'on nous avait présentée, dans le but de réduire l'impact environnemental avec la préservation de la zone humide, du hêtre centenaire.

Le taux d'imperméabilisation de la parcelle a aussi fortement baissé avec la réduction de l'emprise au sol du bâtiment. Nous notons aussi que la construction d'un stade neuf offre de meilleures garanties pour la prise en compte des normes d'accessibilité, les plus récentes, sans parler de ce qu'il sera proposé au point de vue inclusion et handisport. Je n'y reviens pas. Alors, pour conclure, nous, à « Initiative citoyenne pour Guipavas », nous sommes pragmatiques, ancrés dans la réalité. L'hypothèse d'une rénovation du stade Francis-Le Blé ne tient pas aujourd'hui. L'hypothèse d'un équipement financé entièrement par le privé, même, si c'est ce qui avait été prévu au tout départ, ne tient plus aujourd'hui non plus. Il reste donc une version hybride, qui a le mérite d'exister à Guipavas. Que deviendrait la parcelle si le stade ne se faisait pas là ? Elle ne resterait pas en l'état, c'est certain. Un point, toutefois, pour terminer, sur lequel nous émettons des réserves et nous serons particulièrement vigilants. C'est celui de la préservation de la qualité de vie des habitants de ce quartier, parce qu'il y a des habitants de part et d'autre du boulevard François Mitterrand. Et il ne s'agirait pas de déplacer les soucis qu'on trouve autour du stade Francis-Le Blé, des soucis de circulation intensifiée, des problématiques de stationnements, des nuisances sonores, etc. Il ne s'agirait pas de les déplacer ici. Donc nous souhaitons qu'une attention particulière soit portée à ce point et que les riverains soient régulièrement informés et associés dès que possible. Merci. »

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Isabelle BALEM : « Merci, Monsieur le Maire. Alors, nous sommes donc appelés à voter pour un avis, un simple avis du Conseil municipal à rendre au Préfet. En la matière, vous avez, Monsieur le Maire, tout de l'attitude pour décider de soumettre la question au Conseil ou pas, et donc de rendre l'avis ou pas. Alors cette fois-ci, vous avez choisi de nous consulter. En 2021, une enquête publique en vue de l'extension des Recycleurs Bretons à Saint Thudon a eu lieu, à la demande du Préfet et l'avis du Conseil municipal sollicité. Vous n'avez pas souhaité nous demander notre avis. Le rapport d'enquête précise qu'à Guipavas, il a été annoncé à l'enquêteur que l'avis du Conseil municipal ne serait pas demandé et transmis. Le projet étant réalisé et ne soulevant pas de problèmes. Vous n'avez donc pas souhaité, à cette occasion-là, informer le Conseil municipal et émettre un avis sur un sujet pourtant important et sur lequel le représentant de la CLCV de Brest avait fait des observations. Notamment sur la nécessité, du fait de maisons toutes proches du site, d'évaluer les risques sanitaires engendrés par des substances cancérogènes, notamment en cas d'incendie. Le Conseil municipal de Gouesnou, lui, pourtant un petit peu plus éloigné de la structure, s'était bel et bien prononcé. Alors cette fois, on nous consulte, le Conseil municipal est sollicité pour une Déclaration d'Intérêt Général. Lors de la commission plénière, la question a été posée de savoir ce que cette déclaration d'intérêt général apporterait à Guipavas. Je parle bien d'une Déclaration d'Intérêt Général, pas de la construction du stade. On n'en est plus à se demander si le stade doit se faire ou pas. Tout est acté et nous n'avons pas eu notre mot à dire là-dessus. Donc les propos à ce sujet sont quelque peu hors sujet par rapport à la délibération du jour. La réponse à la question n'a pas été apportée, parce qu'il a été répondu en parlant des retombées possibles pour la Ville. L'intérêt général, c'est autre chose. Et d'ailleurs la définition même de l'intérêt général que vient de nous énoncer Emmanuel tout à l'heure, ne nous a pas été présentée à cette occasion-là, et pourtant, il eût été pertinent de le faire. On a bien compris, cependant que cette déclaration d'intérêt général était indispensable pour justifier que cet

équipement puisse recevoir et utiliser de l'argent public, sécuriser les subventions. C'est ce qui est écrit dans le dossier. Mais alors une question se pose. S'agit-il de subventions pour les aménagements extérieurs qui seront faits par la collectivité, ou bien est-ce pour justifier les plus de 30 millions de subventions de la collectivité dans le projet, ou bien peut-on imaginer que ce serait pour d'autres constructions en proximité immédiate qui, étant positionnées à côté d'un équipement d'intérêt général pourraient, à leur tour, bénéficier de subventions publiques ? Ce projet d'envergure accueillera le Stade Brestois, mais pas que. Et par exemple des manifestations culturelles de type concert, s'y tiendront. Pour autant, l'intérêt général sera essentiellement sportif, avec notamment le volet sport adapté, pour lequel les frères LE SAINT œuvrent déjà beaucoup et c'est très bien. Il sera évidemment économique, mais l'appellation « intérêt général sportif » aurait paru plus exacte et ce, d'autant plus qu'il est précisé que c'est le Ministre chargé des sports qui l'inscrira par arrêté dans la liste des enceintes reconnues d'intérêt général. Alors même si ce n'est pas l'objet de la délibération, difficile de ne pas rappeler, ici ; à Guipavas, les inquiétudes des riverains déjà exposés plusieurs fois. La parution dans la presse d'articles suite à la même délibération sur l'intérêt général au Conseil municipal de Brest a fait remonter les angoisses légitimes des riverains qui ont du mal à voir un intérêt général. Ainsi, l'absence de passerelle et la fermeture à la circulation du boulevard attenante au stade sont de réelles sources d'inquiétude. J'étais intervenue en commission plénière à la métropole lorsque nous y avons été invités. J'étais intervenue pour alerter là-dessus. Et il m'avait été répondu que ce serait trois fois dans l'année. Réponse que je n'avais pas à relever, tellement c'était stupide de me répondre *« la gêne pour les riverains, ce sera trois fois dans l'année »*. Il suffit de regarder un calendrier de Ligue 1 ou de Ligue 2, il n'y a pas trois matchs dans l'année. Donc cette fermeture du boulevard, pour... voilà... et puis si on y ajoute la coupe de France et peut-être même d'autres coupes, on va dire, la fermeture pour une vingtaine de matchs a minima sera lourde de conséquences pour les habitants du quartier, pour les commerces et pour la circulation de manière plus globale sur Guipavas. Et je ne dis pas uniquement sur cette zone-là de Guipavas. Je dis sur Guipavas. Donc il faut bien voir que de bien des côtés, dans ce quartier, les habitants subissent déjà des nuisances. Et je vais vous prendre un exemple, qui je pense parlera à beaucoup d'entre nous. Dans la continuité des enseignes de vêtements sur le boulevard de Coataudon, il a été construit un hôtel et des immeubles. Et bien encore une fois, le stationnement pose problème puisque les véhicules des résidents des immeubles sont stationnés sur le trottoir, ce qui oblige les piétons à aller sur la route. Alors, on le voit quand on passe et très souvent... et encore tout à l'heure, lorsque je passais là-bas un peu avant midi, et bien, c'étaient deux jeunes enfants, seuls, qui venaient de descendre du bus, donc des enfants, notamment qui passent là pour faire leurs allers-retours maison – arrêt de bus. On en voit très souvent. Et pourtant, on ne fait que passer. Alors, imaginez pour ceux qui le subissent au quotidien, c'est autre chose. Et il en sera de même pour les riverains de l'Arkéa Park. Donc, il faut prendre en considération ces inquiétudes des futurs voisins du stade, mais aussi de manière plus globale des habitants du quartier, qui, effectivement, ont du mal à voir l'intérêt général. Et puis, n'ayant pas été, je dirais, décideurs depuis le début sur ce projet, ici, on nous demande de nous prononcer sur un intérêt général. En définitive, j'ai envie de dire que chacun est libre, d'y voir ou pas l'intérêt qu'il veut et que ce vote pour émettre un avis, il est plutôt symbolique et j'oserais même le dire, presque sans intérêt. Pas général, mais sans intérêt. »

Monsieur le Maire : « Bien. On parle... Donc c'est une délibération sur l'intérêt général. Ah pardon, Monsieur CAM, je n'avais pas vu. Allez-y ! »

Monsieur Jean Yves CAM : « Oui, je vous remercie, Monsieur le Maire. Je vais être assez rapide. Je suis déjà intervenu en commission plénière et je ne vais donc pas redire ce que j'ai déjà dit, que mes collègues ont rappelé ici, sur les inquiétudes des gens de l'Ouest Guipavas. Ceci dit, je ne partage... et revenons au sujet qui nous intéresse, c'est-à-dire le Projet d'Intérêt Général. Je ne partage pas du tout cette qualification d'intérêt général dans un contexte économique et social extrêmement difficile, avec des finances extrêmement dégradées, là où je dirais, les besoins sont autres. Ils sont sociaux. C'est le logement, l'éducation, la sécurité. Je ne vais pas développer plus. Pour ma part, donc, et sur uniquement cette demande de Projet d'Intérêt Général, je me prononcerai contre. Je vous remercie. »

Monsieur le Maire : « Très bien. Merci. On est bien sur une délibération sur une proposition d'intérêt général. Alors, il y a, pour répondre à Emmanuel. Tout ce qui a pu être lu et dit dans les médias, je ne contrôle pas les médias et il y a peut-être beaucoup d'interprétations de la part des gens qui sont peut-être interviewés. Franchement, si le stade est déjà construit, en tout cas le permis n'a toujours pas été signé et il est toujours en instruction dans les services de l'État. Il y a beaucoup de points à travailler. C'est ce qui est demandé dans la structure du permis, notamment la circulation, la sécurité et tout ce qui a pu être dit, le stationnement également. Donc tout ça, des propositions seront faites. Le projet

évoluera, puisqu'il y a des conventions à signer. Il y a des partenaires à trouver pour, notamment, le stationnement. Voilà. Ça, ce sont les porteurs de projets et l'équipe de projets qui s'en occupent. Les 500 000 € demandés à la commune de Guipavas. Je rappelle, ça n'a pas été acté. Je n'ai pas eu la demande écrite. Ça a été mis dans le budget... ça a été proposé dans le budget. Je n'ai jamais donné mon accord, puisque ça doit passer dans cette instance avant tout. On a demandé, il y a une cellule de la DGFIP qui va travailler, à notre demande, sur les retombées fiscales pour la métropole, pour le Département et bien sûr pour la commune de Guipavas. Moi, je ne vais pas donner 500 000 €, sans avoir une visibilité sur les retombées fiscales qui sont derrière, et notamment, la taxe d'aménagement qui va tomber derrière. Donc moi, je ne proposerai pas ici cette participation, tant qu'on n'aura pas les recettes en face. Il est clair. Par contre, cette demande de 500 000 €, si c'est pour permettre de débloquer un financement d'une enceinte tel que l'Arkéa Park, eh bien je pense que pour une ville comme Guipavas, il ne faut pas s'en priver. Parce que c'est un équipement métropolitain. Alors on parle peut-être de Brest. On parle de quartiers métropolitains. C'est fléché, comme l'a dit Claire LE ROY depuis plus de 20 ans, voire 30 ans, un équipement à rayonnement métropolitain. Je rappelle que certains râlaient, parce que l'Arena n'était pas fait là, et l'Aréna aurait dû être fait là. Je pense que les contraintes auraient été pires, parce que ce n'est pas 17 matchs qu'il y a dans l'année à l'Arena, c'est bien plus que ça et bien plus de concerts. Donc voilà, c'est un choix de Brest métropole et des porteurs de projets de faire ce stade à cet endroit. C'est un rayonnement régional, voire national, le stade brestois. Donc les retombées financières, bien sûr, il y en aura. Mais ce n'est pas que ce sujet-là. Et des associations loi 1901, comme pour faire du handisport, par exemple, pourront louer les salles et les... comment dire... les équipements mis à disposition. Les écoles du quartier, elles ne peuvent pas aller jusqu'à Kerlaurent déjà. Donc jusqu'au stade, c'est compromis. Il ne faut pas tout mélanger. C'est un stade qui vivra 365 jours dans l'année normalement. Quand vous allez dans une région et que vous voulez visiter un stade, les stades se visitent aujourd'hui. Il y a une clientèle pour, et ça permet aussi de développer le tourisme, l'offre touristique du territoire. Qu'est-ce qui a été dit ? Également l'expropriation, alors l'expropriation, normalement, il n'y a pas d'expropriation à avoir, puisque tous les terrains ont été achetés à l'amiable autour. Voilà. Les associations ont été reçues par les porteurs de projets, par la métropole concernant, je pense notamment « Eaux et rivières » ou « Bretagne vivante », par exemple. L'association du Costour c'est bien d'en parler, Monsieur MORUCCI, puisque, à maintes reprises, j'ai demandé un rendez-vous avec eux et avec les porteurs de projets. Ils n'ont jamais daigné être reçus et avoir une présentation du projet par les porteurs de projets. Donc si on se base... si on peut avoir un avis uniquement par les... ce qui est annoncé dans la presse ou sur des magazines spécialisés sportifs, comme « Le 11 » apparemment, ou... voilà. Je ne lis pas cette revue, mais vous avez une culture footballistique probablement plus importante que la mienne. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI intervient : « Comme quoi ? »

Monsieur le Maire : « Comme quoi ? Des idées reçues. Voilà, c'est dommage. Il y a eu de gros efforts, comme l'a dit Claire LE ROY, il y a eu de gros efforts par rapport au début, au tout début du projet, et au projet proposé aujourd'hui, notamment sur les espaces verts, parce qu'il ne faut pas oublier que tout autour du stade, il y aura des espaces boisés, des espaces de compensation et des espaces sportifs ludiques, entre les arbres et dans les périmètres autour du stade. Donc tout ça, ça va bénéficier à la Ville de Guipavas, évidemment, et à ses habitants, mais pas que ; à tous les gens qui voudront bien s'y promener. Pour la passerelle, eh bien pour la passerelle, il y a eu des contraintes, vous l'avez vu. Elle était estimée à près de 20 millions, je crois. En fait, ce n'est pas une simple passerelle pour accéder au Stade. Les services de sécurité demandent qu'elle soit beaucoup plus large que ce qui était prévu au départ, pour pouvoir servir d'évacuation. Donc aujourd'hui, côté sécurité, il est préférable de fermer le boulevard. Alors, la zone économique pour l'histoire des Recycleurs Bretons, pour répondre à Madame BALEM, je ne vois pas ce que ça vient faire là. C'est une zone économique qui a déjà eu des enquêtes publiques pour mettre des entreprises de transports ou de type industriel. Donc, Gouesnou fait peut-être mieux que nous. Je ne comprends pas que vous ne soyez pas à Gouesnou encore, mais bon. Il y aura peut-être une place à se libérer pour les prochaines élections, on ne sait jamais. Il y aura un côté culturel sur le stade, oui. Alors les concerts, il a été évoqué de pouvoir faire des concerts dans cette enceinte sportive. Mais uniquement lorsqu'il y aura la réfection du terrain, c'est-à-dire au mois de juin, éventuellement, il y aura possibilité hors saison sportive de, peut-être, faire des concerts. Mais tout ça, c'est une prévision. Voilà, ce n'est pas arrêté. Donc, bien sûr, c'est un dossier économique pour la commune et pour la métropole. Et c'est bien le Ministère chargé des Sports qui acceptera le Projet d'Intérêt Général ou pas. Les inquiétudes des riverains, eh bien nous les entendons aussi, et c'est pour ça que le projet est loin d'être finalisé, puisqu'il reste encore, a minima, 6 - 7 mois d'instruction sur le

dossier. Et donc il y aura des réunions en Préfecture et en Sous-Préfecture, concernant ces sujets de stationnement. Voilà ce que je pouvais répondre.

Écoutez, s'il n'y a pas d'autres interventions, je vous propose de voter cette délibération concernant la construction de ce stade de football dans le secteur du Frouvten et donc de donner l'avis du Conseil municipal de Guipavas sur la demande de déclaration d'intérêt général d'enceinte sportive du projet Arkéa Park. »

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

Abstentions : Madame Régine SAINT JAL et Monsieur Pierre BODART

Contre : Monsieur Jean-Yves CAM

CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN RURAL AU LIEU-DIT Kerdilichant

La réglementation applicable en matière de cession d'immeubles expose que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du Conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles.

Il est proposé de céder aux propriétaires riverains de chemins ruraux intéressés les parties des chemins attenantes à leurs propriétés dans la mesure où ces chemins ne desservent aucune autre propriété.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2241-1 ;

Vu la délibération 2023-12-74 du Conseil municipal du 13 décembre 2023 ;

Vu l'article L.161-1 du Code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'estimation du service des domaines en date du 19 septembre 2024 qui estime la valeur vénale du bien à 600 € ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER la cession d'une portion de chemin rural tel que présenté en annexe ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PJ :

- Estimation du service des domaines en date du 19 septembre 2024 ;
- Photographie aérienne présentant l'emprise cédée.

Avis des commissions :

Urbanisme, Vie Économique, Déplacement, Agriculture, Travaux, Environnement, Associations Patriotiques, Patrimoine : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

**CESSION D'UNE PARCELLE COMMUNALE G2736 OMISE LORS DE LA CESSION
DES PARCELLES ADJACENTES EN 2014**

Le 29 avril 2014, la commune de Guipavas a cédé un chemin communal au lieu-dit Kerlaurent. Cette parcelle était cadastrée G2735, et représentait 359 m². Cette cession était au profit de la SCCV Frouvten Kerlaurent.

L'association EPAL, en cours d'acquisition des parcelles jouxtant la parcelle dont il est question (cadastrées à la section G, sous les numéros 2628, 3059, 3060, 3062, 3064 et 3065), souhaiterait la cession à son profit de la parcelle G2736.



Vu l'article L.161-1 du Code rural et de la pêche maritime ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER la cession d'une portion de chemin rural tel que présenté en annexe ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- Lettre d'évaluation domaniale
- Plan cadastral.

Avis des commissions :
Urbanisme, Vie Économique, Déplacement, Agriculture, Travaux, Environnement, Associations
Patriotiques, Patrimoine : favorable
Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations
internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – MARINS MERS EL KEBIR

Afin de pouvoir honorer dignement la mémoire des victimes, l'association des Anciens Marins de Mers el-Kébir souhaite ériger un monument à leur mémoire à la pointe du Finistère, non loin d'un autre lieu

de mémoire dédié aux marins. À l'échelle locale, la ville de Brest a d'ores et déjà accordé un terrain sur la corniche de Sainte-Anne du Portzic pour y construire un monument.

Dans le cadre de la recherche de financements nécessaires à ce projet, estimé à 150 000 €, l'association sollicite, entre autres, l'attribution d'un montant de subvention par victime auprès des communes dont les marins étaient originaires. Un seul marin était originaire de Guipavas.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ATTRIBUER une subvention de 500 € à l'association des anciens marins de Mers el-Kébir.

Avis des commissions :

Urbanisme, Vie Économique, Déplacement, Agriculture, Travaux, Environnement, Associations Patriotiques, Patrimoine : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

SUBVENTIONS SCOLAIRES 2025

Pour assurer le bon fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires publiques, la Ville de Guipavas met à disposition des équipes pédagogiques des crédits et des subventions de fonctionnement.

Par ailleurs, le Code de l'Éducation dispose que les dépenses de fonctionnement des classes de l'enseignement privé sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public. Ce texte fait obligation aux communes de verser aux écoles privées une contribution calculée par parité avec les moyens qu'elles accordent aux écoles publiques.

Il convient donc de fixer les subventions scolaires pour l'année 2025 comme suit :

1 - ENSEIGNEMENT PUBLIC

Fournitures scolaires pour le 1 ^{er} degré/par élève et par an	16,82 €
Fournitures pédagogiques (manuels, jeux...) pour le 1 ^{er} degré (par élève et par an)	20,29 €
Projets pédagogiques pour le 1 ^{er} degré/par classe (sur présentation de justificatifs)	maximum 456,30 €
Dotation spécifique pour le renouvellement des fonds de bibliothèques : (par an et par groupe scolaire)	315,23 €

2 - ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Participation aux frais de fonctionnement : (forfait par élève et par an)	930,13 €
--	----------

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ATTRIBUER, à compter du 1^{er} janvier 2025, les subventions scolaires telles que proposées.

Avis des commissions :

Affaires scolaires, enfance, jeunesse, affaires sociales, solidarités, handicap : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des questions ? Des interventions ? Oui Jean-Yves CAM. »

Monsieur Jean-Yves CAM : « Merci, Monsieur le Maire. Bon ! Eh bien, comme tous les ans, je trouve que c'est insuffisant 2 % dans le contexte présent, voilà. Bon, alors on ne va pas épiloguer encore, mais c'est pitoyable. »

Monsieur le Maire : « OK, on ne va pas épiloguer. »

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

Abstention : Monsieur Jean-Yves CAM

ADHÉSION AU PROGRAMME CHIFOUMI DU CAUE DU FINISTÈRE

Le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement), de plus en plus sollicité sur la qualification des cours d'école, a souhaité, au travers du programme CHIFOUMI, accompagner les prises de conscience de plus en plus fortes au sein des collectivités et des équipes enseignantes.

CHIFOUMI est un dispositif instauré par le CAUE pour la transformation ludique des cours d'école et une évolution des pratiques. L'ambition est de fédérer l'ensemble des acteurs (élèves, enseignants, élus, agents de la collectivité, concepteur...) et de les associer à la transformation de leur espace du quotidien.

Lieu de vie et d'apprentissage, la cour de récréation mérite qu'on lui porte une attention particulière. Support d'imaginaire et de pédagogie, espace partagé, espace sportif et ludique, jardin ou terre d'aventure, elle doit offrir des situations favorables au bien-être et au développement de l'enfant. Ainsi abordée sous l'angle des usages, du confort d'été, de la désimperméabilisation, de la végétalisation, de la biodiversité, la nécessité de la transformation des cours d'école est de plus en plus partagée.

Le programme CHIFOUMI a donc pour but de tester la réalisation de projets sur-mesure et abordables, économes et durables, pensés avec les usagers et conçus avec les gestionnaires.

Suite à l'appel à projets du CAUE pour l'année 2025, la ville de Guipavas a été retenue pour un travail sur l'école élémentaire Jacques PRÉVERT.

Le CAUE, n'ayant pas vocation à exercer la maîtrise d'œuvre, accompagne les porteurs de projets dans la définition d'un programme coconstruit et dans la conduite du projet. De plus, faisant le constat de l'inadéquation des modalités classiques de marché public de maîtrise d'œuvre sur ces microsujets complexes à l'économie limitée, le CAUE initie une consultation groupée et expérimentale pour faire émerger des exemples locaux de cours d'école réjouissantes.

De son côté, la collectivité inscrit une enveloppe financière fixée à 50 000 € HT afin de réaliser un réaménagement de la cour de l'école élémentaire Jacques Prévert. Cette somme inscrite au budget 2025 comprend la maîtrise d'œuvre et les travaux.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ADHÉRER au programme CHIFOUMI du CAUE pour l'année 2025,
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents.

Avis des commissions :

Affaires scolaires, enfance, jeunesse, affaires sociales, solidarités, handicap : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION LES BLOUSES ROSES

Les membres du Conseil municipal Jeunes ont souhaité soutenir l'association les Blouses Roses qui intervient principalement auprès des enfants hospitalisés et des personnes âgées en EHPAD. Les bénévoles écoutent, réconfortent, distraient les malades et apportent de la joie dans un quotidien de solitude ou de soins.

Afin de récolter des fonds, les jeunes ont confectionné des objets décoratifs pour les fêtes de fin d'année. Ces objets ont été proposés à la vente lors du marché de Noël organisé les 7 et 8 décembre 2024.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER le versement des recettes de l'opération par l'attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association les Blouses Roses pour la somme de 508 €.

Avis des commissions :

Affaires scolaires, enfance, jeunesse, affaires sociales, solidarités, handicap : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

RAPATRIEMENT DES ENFANTS LORS DU SÉJOUR DE JUILLET 2024 **REMBOURSEMENT DES FRAIS KILOMÉTRIQUES**

Le service Enfance Jeunesse a organisé un séjour du 8 au 12 juillet 2024 au camping municipal Ernest Renan à Louannec (22).

Le mercredi 10 juillet, suite à une épidémie de gastro-entérite et sur demande des pompiers, le camp a dû être interrompu. Les familles sont donc venues récupérer leurs enfants en soirée sur le lieu du séjour.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre en charge les frais de déplacement des familles sur la base d'une indemnité kilométrique correspondant à la distance entre le lieu du séjour et la mairie de Guipavas soit 190 kilomètres aller-retour.

Le montant des indemnités kilométriques est proposé comme suit (sur justificatif) :

Catégorie (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 km
Véhicule de 5 CV et moins	0,32 €
Véhicule de 6 et 7 CV	0,41 €
Véhicule de 8 CV et plus	0,45 €

Source Centre de Gestion du Finistère

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER les modalités de prise en charge des frais kilométriques.

Avis des commissions :

Affaires scolaires, enfance, jeunesse, affaires sociales, solidarités, handicap : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

**SUBVENTION DE LA RÉGION DANS LE CADRE D'UNE CLASSE DE MER
VERSEMENT À L'ÉCOLE MAURICE HÉNENSAL**

Du 27 au 31 mai 2024, 27 élèves de CM2 de l'école Maurice Hénensal ont participé à un séjour de classe de mer au centre de Postofort à Crozon.

Ils ont ainsi étudié le milieu marin, pratiqué la pêche à pied, mais aussi découvert la presqu'île de Crozon.

Au programme : une visite de Camaret pour comprendre le rôle et le fonctionnement d'un port, une visite de quelques fortifications afin de s'interroger sur la place stratégique de la presqu'île pour défendre la rade de Brest. Les enfants se sont également initiés au catamaran et au kayak dans la baie de Morgat, l'occasion de découvrir les grottes le long des falaises.

Ce séjour à Crozon, en partie financé par l'école, a bénéficié du soutien de la ville de Guipavas pour un accompagnement pour les demandes de subventions.

Les écoles publiques n'ayant pas l'autonomie juridique et la possibilité de recevoir en direct une subvention, elles doivent impérativement faire porter leur demande par la commune.

Ainsi, la collectivité a répondu à l'appel à projets « pass classes mer » initié par la Région qui a octroyé une aide de 1 620 € (12 € par/enfant et par jour) pour ce séjour.

Afin que la collectivité puisse reverser cette subvention à l'école, une délibération doit être prise en ce sens.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER le versement de la subvention de 1 620 € reçue de la part de la Région à l'école Maurice Hénensal.

Avis des commissions :

Affaires scolaires, enfance, jeunesse, affaires sociales, solidarités, handicap : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

CONVENTION RELATIVE À L'INTERVENTION D'ACCOMPAGNANTS D'ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP (A.E.S.H.) SUR LE TEMPS DE PAUSE MÉRIDienne DANS LE PREMIER DEGRÉ.

La loi n° 2024-475 du 27 mai 2024 visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne modifie l'article L917-1 du Code de l'Éducation et prévoit dorénavant que les AESH sont rémunérés par l'État durant le temps scolaire et le temps de pause méridienne.

Ces agents jouent un rôle essentiel auprès des élèves concernés en leur fournissant une aide humaine et en favorisant leur autonomie.

Ainsi, la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) notifie des temps d'accompagnement humain réalisé par les AESH. Les AESH sont salariés de l'Éducation nationale. Leur intervention peut se poursuivre sur le temps de pause méridienne sur notification de la CDAPH.

Ce temps de pause méridienne étant de la responsabilité de la ville de Guipavas, il convient de donner un cadre contractuel entre la ville et l'Éducation nationale pour l'intervention des AESH lors de la pause méridienne.

La convention relative à l'intervention des AESH sur le temps de pause méridienne a pour objet de préciser les modalités opérationnelles de sa mise en œuvre.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER la convention relative à l'intervention des AESH sur le temps de pause méridienne ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir.

Avis de la commission :

Affaires scolaires, enfance, jeunesse, affaires sociales, solidarités, handicap : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée l'unanimité.

DEMANDES DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES

Mesdames Ingrid MORVAN et Régine SAINT JAL et Monsieur Jean-Yvon BOUCHEVARO, étant concernés par l'affaire, quittent la salle du Conseil municipal.

Il est proposé au Conseil municipal de verser aux associations guipavasiennes citées ci-dessous, une subvention exceptionnelle, sous réserve de la production de justificatifs :

- À l'association ALC pétanque, la somme de 343,13 € correspondant aux frais engagés par l'association pour aménager le boulodrome extérieur de l'espace Yves Kerjean ;
- À l'association GDR basket, la somme de 400 € pour participer aux frais engagés par l'association pour la finale de la coupe de Bretagne le 1^{er} juin à Yffiniac ;
- À l'association GDR tennis de table, la somme de 350 € pour participer aux frais engagés par l'association afin de permettre à un compétiteur de participer au Championnat du monde vétéran à Rome du 6 au 14 juillet ;
- À l'association Les Amis de Poul ar Vilin, la somme de 240 € pour participer aux frais engagés par l'association pour l'évacuation d'une épave dans l'Elorn en vue de son recyclage ;
- À l'association GDR football, la somme de 2 000 € pour participer aux frais engagés par l'association pour remplacer leur tunnel d'accès au terrain détruit lors de la tempête Ciaran en novembre 2023 ;
- À l'association La Chasse Guipavasienne, la somme de 513,84 € pour participer aux frais engagés par l'association pour acheter du matériel permettant de lutter contre la prolifération des sangliers sur la commune ;
- À une Guipavasienne, membre de l'équipe de France de para surf, la somme de 500 € pour sa participation au Championnat du monde de para surf en Californie en novembre 2024.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, décide :

- D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle aux associations et personnes mentionnées sous la réserve de production de justificatifs.

Avis des commissions :

Sport, vie associative, culture, animation : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée l'unanimité.

Mesdames Ingrid MORVAN et Régine SAINT JAL et Monsieur Jean-Yvon BOUCHEVARO rejoignent la salle du Conseil municipal.

DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – COMITÉ DE JUMELAGE

Mesdames et Messieurs Joël TRANVOUEZ, Céline SENECHAL, Catherine ANDRIEUX, Éliane PICART, Pierre BODART et Emmanuel MORUCCI, étant concernés par l'affaire, quittent la salle du Conseil municipal.

Il est proposé au Conseil municipal de verser à l'association du Comité de jumelage, la somme de 545,58 € correspondant aux frais de transport de deux membres de la délégation guipavasienne pour la commémoration du 50^{ème} anniversaire de l'union des communes de Barsbüttel, Stelau, Stenwarde et Willinghussen, sous réserve de la production de justificatifs.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, décide :

- D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle de 545,58 € au comité de jumelage.

Avis des commissions :

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée l'unanimité.

Mesdames et Messieurs Joël TRANVOUEZ, Céline SENECHAL, Catherine ANDRIEUX, Éliane PICART, Pierre BODART et Emmanuel MORUCCI rejoignent la salle du Conseil municipal.

MEGALIS BRETAGNE - RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION

Depuis 2015, la ville de Guipavas est adhérente au bouquet de services numériques proposé par le syndicat mixte Mégalis Bretagne.

Le bouquet de services numériques comprend l'accès aux services suivants :

- La salle régionale des marchés publics : utilisable de la création de la consultation jusqu'à l'exécution administrative des contrats
- La télétransmission des flux Actes et PES, pour l'envoi des flux en préfecture et en trésorerie.
- Un parapheur électronique
- Le service régional d'archivage électronique
- Une solution de partage sécurisé de fichiers
- Une solution permettant la convocation électronique des élus
- Une solution de gestion électronique de documents
- Un accompagnement spécifique des collectivités dans la cybersécurité
- Un accompagnement spécifique dans la publication des données (Open Data)

S'y ajoutent deux services complémentaires : Breizh Cyber et une centrale d'achat pour la fourniture de certificats électroniques ; centrale à laquelle la ville de Guipavas est adhérente.

Brest métropole ayant conventionné avec le Syndicat mixte Mégalis, la contribution forfaitisée et mutualisée est supportée par la métropole. Ainsi, aucune facturation n'est adressée à la ville de Guipavas sur le périmètre du bouquet de services.

La convention, établie pour une durée de 5 ans, arrive à échéance le 31 décembre 2024. Il convient donc de prévoir le renouvellement de l'adhésion pour la période 2025-2029.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER le renouvellement de l'adhésion au bouquet de services numériques proposé par Mégalis Bretagne ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PJ : Charte d'utilisation des services de Mégalis Bretagne

Avis des commissions :

Sport, vie associative, culture, animation : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée l'unanimité.

TARIFS PUBLICS 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-29,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2023-12-89 en date du 13 décembre 2023 relative aux tarifs communaux 2024,

Vu le budget communal,

Considérant qu'il convient de réévaluer les tarifs à appliquer pour l'année 2025,

Il est proposé au Conseil municipal de fixer les tarifs publics comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2025 :

I. Tarifs des cimetières

CIMETIÈRE BOURG		
Concessions pleine terre (tarif au m ² , prix fixé pour 2 m ² minimum)	15 ans	200 €
	30 ans	300 €
	50 ans	600 €
Concessions columbarium (prix pour 1 case)	8 ans	250 €
	15 ans	400 €
	30 ans	800 €

CIMETIÈRE LAVALLOT		
Concessions pleine terre (tarif au m ² , prix fixé pour 2 m ² minimum)	15 ans	200 €
	30 ans	300 €
	50 ans	600 €
Mini-concessions (1 m ²)	15 ans	200 €
	30 ans	300 €
	50 ans	600 €
Concessions columbarium (prix pour 1 case)	8 ans	250 €

	15 ans	400 €
	30 ans	800 €

II. Tarifs administration générale

Photocopies Mairie	* document administratif A4	0,15 €
	* document administratif A3	0,40 €

III. Tarifs des droits de place

Droits de place		
	Le ml par jour	0,50 €
Véhicules stationnant sur le domaine public pour la vente alimentaire, la publicité, la vente, les réclames et démonstrations.		< 10 ml = 36 € > 10 ml = 71 €
Droits pour installation de cirques	Par m² et par jour	0,90 €
	Caravane par jour	1,10 €

IV. Tarifs des services enfance et jeunesse

A. Enfance jeunesse

Chaque famille doit avoir créé un compte sur www.espace-citoyens.net/guipavas pour procéder aux inscriptions en ligne aux services périscolaires et extrascolaires.

Tous les ans, en juin, le dossier administratif devra être mis à jour par les familles.
En cas de retard ou de non-production des documents nécessaires au QF, le tarif plein sera appliqué.

	Guipavasiens QF 0 à 700				Guipavasiens QF supérieur à 701				Autres Communes
	Tarif minimum Inférieur QF 250	Taux d'effort %	Tarif maximum	Forfait	Tarif minimum	Taux d'effort %	Tarif maximum Supérieur QF 1100	Forfait	
ALSH									
demi-journée	1,20 €	0,48%	3,37 €		4,21 €	0,60%	6,59 €		7,25 €
supplément sortie ou intervenants extérieurs	0,20 €	0,08%	0,56 €		0,70 €	0,10%	1,10 €		1,21 €
ESPACE JEUNES									
adhésion annuelle MDJ activité libre				10,30 €				15,45 €	20,60 €
demi-journée avec prestataires	1,40 €	0,56%	3,93 €		4,91 €	0,70%	7,69 €		8,47 €
RESTAURATION									
repas	0,80 €	0,32%	2,24 €		2,80 €	0,40%	4,40 €		5,06 €
SEJOURS									
	Guipavasiens QF 0 à 700				Guipavasiens QF supérieur à 701				Autres Communes
une journée en camp (acompte 30% à l'inscription)	7,20 €	2,88%	20,19 €		25,24 €	3,60%	39,64 €		43,61 €
une journée en camp voile (acompte 30% à l'inscription)	8,43 €	3,37%	23,61 €		29,51 €	4,21%	46,26 €		50,88 €
une journée en séjour culturel incluant les matinées de préparation (acompte 30% à l'inscription)	10,73 €	4,29%	30,06 €		37,57 €	5,36%	58,96 €		65,16 €
EVEIL SPORTIF et MERCREDI DU SPORT									
	Guipavasiens QF 0 à 700				Guipavasiens QF supérieur à 701				Autres Communes
adhésion annuelle				51,51 €				61,81 €	66,96 €

En cas de non-présentation de l'enfant inscrit, justifiée par des circonstances exceptionnelles, les journées d'absence à l'ALSH seront décomptées sur présentation d'un justificatif dans les 48 heures.

B. Enfance scolarisée

RESTAURATION SCOLAIRE	Guipavasiens QF 0 à 700			Guipavasiens QF supérieur à 701			Autres Communes
	Tarif minimum	Taux d'effort %	Tarif maximum	Tarif minimum	Taux d'effort %	Tarif maximum	
L'unité/repas réservé enfant	0,80 €	0,32 %	2,24 €	2,80 €	0,40 %	4,40 €	5,06 €
Majoration en cas de non-réservation	1 €						+ 1 €
L'unité repas adulte	5,74 €						
GARDERIE PÉRISCOLAIRE	Guipavasiens QF 0 à 700			Guipavasiens QF supérieur à 701			Autres Communes
	Tarif minimum	Taux d'effort %	Tarif maximum	Tarif minimum	Taux d'effort %	Tarif maximum	
Garderie du matin							
Garderie matin réservée	0,38 €	0,15 %	1,06 €	1,33 €	0,19 %	2,11 €	2,43 €
Majoration en cas de non-réservation	0,50 €						0,50 €
Garderie du soir							
Garderie réservée jusqu'à 17 h 30	0,33 €	0,13 %	0,92 €	1,09 €	0,16 %	1,71 €	1,95 €
Garderie réservée de 17 h 30 à 18 h 00	0,10 €	0,04 %	0,28 €	0,36 €	0,05 %	0,57 €	0,66 €
Garderie réservée de 18 h 00 à 18 h 30	0,10 €	0,04 %	0,28 €	0,36 €	0,05 %	0,57 €	0,66 €
Garderie réservée de 18 h 30 à 19 h 00	0,10 €	0,04 %	0,28 €	0,36 €	0,05 %	0,57 €	0,66 €
Majoration en cas de non-réservation	0,50 €						0,50 €

Les enfants astreints à un régime alimentaire (Projet d'Accueil Individualisé) et apportant leur panier-repas pour le repas de midi et/ou le goûter bénéficieront d'un demi-tarif sur le repas : « ALSH », « restauration scolaire » et sur le goûter en « garderie soir réservée jusqu'à 18 heures » (calculé en fonction du dispositif adopté ci-dessus).

C. Transport scolaire

1,32 € par jour et par enfant.

D. Maison de l'enfance

La participation financière des parents est calculée en fonction des ressources et de la composition de la famille, par référence au barème établi par la Caisse d'Allocations Familiales sur la base d'un taux d'effort.

Un plancher et un plafond de ressources fixent le cadre d'application du taux d'effort transmis annuellement par la Caisse d'Allocations Familiales.

La tarification se calcule en pourcentage (taux d'effort) du revenu mensuel du foyer et devient dégressive selon le nombre d'enfants à charge (au sens des prestations familiales).

D.1. Crèche

La participation financière est fixée sur la base d'un forfait horaire mensuel réparti sur les 12 mois de l'année, calculé comme suit :

$$\frac{\text{Ressources annuelles}}{12} \times \text{Taux d'effort horaire} \times \frac{\text{Heures hebdomadaires} \times \text{Nombre de semaines réservées}}{12}$$

D.2 Halte-garderie

Tarif horaire pour une présence minimum de deux heures.

Le tarif horaire est calculé lors de l'admission de l'enfant, à partir des justificatifs exigibles (avis d'imposition, livret de famille...) et révisé sur présentation de documents à jour.

À défaut de produire les justificatifs, la participation financière sera calculée sur la base du prix plafond, jusqu'à réception des documents, sans effet rétroactif.

V. Tarifs du centre culturel l'Alizé

Il est proposé au Conseil municipal de fixer les tarifs du centre culturel l'Alizé à compter du 1^{er} janvier 2025, comme suit :

A. Location

LOCATION AVEC UTILISATION DE LA SCÈNE, SERVICE DE REPRÉSENTATION						
Catégories	Conditions d'utilisation	Jauge maximum (assis/debout)	Associations, écoles primaires et collèges de la commune (1, 2)	Associations extérieures, organismes publics, organismes extérieurs, entreprises, CE	Entreprises de spectacle	Caution
Salle A + scène	Présence obligatoire d'un régisseur habilité par la Ville	350/1 000	300 €	800 €	800 €	2 000 €
Salle A + B + scène		750/1 850	400 €	1 200 €	1 200 €	
Salle A + B + C + scène		1 040/2 000	500 €	1 600 €	1 600 €	
Gradins			Inclus	Inclus	Inclus	
Kit son/salle A		350	300 €	750 €	750 €	X
Kit son/Salles A et B		750	400 €	1 000 €	1 000 €	
Kit son/Salles A, B et C		1 040	500 €	1 250 €	1 250 €	
Kit lumière professionnel **			300 €	500 €	500 €	
Kit son et lumière simple */Salle A		350	Inclus	X	X	
Kit Full vidéo HD			100 €	200 €	200 €	
Technicien salle			165 €	330 €	Inclus la régie générale	
Si besoin d'un second technicien			330 €	330 €	330 €	
Loge 1 artiste Équipée	Dans le cadre d'un spectacle		X	100 €	Inclus	X
Loge 2 artistes Équipée	Dans le cadre d'un spectacle		X	100 €	Inclus	X
Salle 3 (loge, réunion)			Inclus	50 €	Inclus	100 €
Salle 4 (loge, réunion)			Inclus	50 €	Inclus	100 €
Espace Catering			X	150 €	Inclus	200 €
Option forfait ménage			300 €	300 €	300 €	

(*) Kit lumière simple : 6 PC 2 kW/10 PC 1 000 kW/10 pare-LED

(**) Kit lumière professionnel : se référer à la fiche technique de la salle

Le choix des techniciens et leur nombre nécessaire à la bonne tenue du spectacle seront déterminés en fonction des fiches techniques et en accord avec le régisseur de la salle.

Le matériel de sonorisation disponible à l'Alizé ne permet pas de répondre aux exigences techniques d'un spectacle en configuration du public debout. La consultation du régisseur de la salle est obligatoire.

(1) Le principe de la gratuité (salle, technicien salle, agents de sécurité) s'applique aux écoles primaires et collèges de Guipavas pour la 1^{ère} utilisation annuelle (une journée) ou pour les spectacles de fin d'année.

(2) Le principe de la gratuité de la salle pour les associations guipavasiennes s'applique pour la 1^{ère} utilisation annuelle (une journée) hors technicien salle, agent(s) de sécurité et location de matériel technique.

Des arrhes à hauteur de 30 % seront demandées à la réservation via l'émission d'un titre de recettes.

B. Pack location

PACK LOCATION				
<i>Catégories</i>	<i>Jauge maximum (assis)</i>	<i>Associations, écoles primaires et collèges de la commune</i>	<i>Associations extérieures, organismes publics, organismes extérieurs, entreprises, CE</i>	<i>Caution</i>
Pack Thé dansant (salles A et B) (avant-scène, tables, chaises, kit son simple)	400	500 €	1 000 €	1 000 €
Pack conférence/Salle A (avant-scène, gradins, kit son et lumière simple, pupitre, 2 micros HF)	350	600 €	1 200 €	1 000 €
Salle B		120 €	200 €	1 000 €
Salle C		120 €	200 €	1 000 €
Salles B et C		240 €	400 €	1 000 €
Office ***		50 €	100 €	500 €

Des arrhes à hauteur de 30 % seront demandées à la réservation via l'émission d'un titre de recettes.
 (***) Équipement à disposition : lave-vaisselle, chambres froides, vaisselle. La location du four reste à charge.

C. Agents de sécurité et de prévention

Tarif horaire des prestations des agents de sécurité intervenant au centre culturel l'Alizé						
Type prestation	Taux horaire Jour HT	Taux horaire Nuit HT de 21 h 00 à 6 h 00	Taux horaire Jour dimanche HT	Taux horaire Nuit dimanche HT de 21 h 00 à 6 h 00	Taux horaire Jour férié HT	Taux horaire Nuit férié HT de 21 h 00 à 6 h 00
Agent de sécurité	24	26,40	26,40	29,04	48	52,80
SSIAP	26	28,60	28,60	31,46	52	57,20
Maître-chien	28	30,80	30,80	33,88	56	61,60
Type prestation	Taux horaire Jour TTC	Taux horaire Nuit TTC	Taux horaire Jour dimanche TTC	Taux horaire Nuit dimanche TTC	Taux horaire Jour férié TTC	Taux horaire Nuit férié TTC
Agent de sécurité	28,80	31,68	31,68	34,85	57,60	63,36
SSIAP	31,20	34,32	34,32	37,75	62,40	68,64
Maître-chien	33,60	36,96	36,96	40,65	67,20	73,92

VI. Tarifs de la Médiathèque Awena

A. Adhésions (abonnement d'un an à compter de la date d'inscription) :

	Habitants de la commune	Habitants hors commune
Moins de 25 ans	Gratuit	10 €
Adultes	15 €	25 €
Professionnels de l'enfance exerçant sur la commune	Gratuit	-
EHPAD et structures dont l'utilité est reconnue dans les domaines de l'éducation, du social ou de la santé	Gratuit	-

Sont exonérés du paiement de cet abonnement, sur présentation d'une pièce justificative :

- Les enfants et les jeunes jusqu'à 24 ans révolus domiciliés ou scolarisés sur la commune ;
- Les étudiants, les demandeurs d'emploi quel que soit leur lieu de résidence ;
- Les personnes à faibles revenus, quel que soit leur lieu de résidence :
 - Justifiant d'un quotient familial mensuel inférieur ou égal à 510 € (calcul effectué par la Caisse d'Allocations Familiales),
 - Ou titulaires de la Complémentaire santé solidaire,
 - Ou percevant l'une des allocations suivantes : revenu de solidarité active (RSA), allocation pour adulte handicapé (AAH), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA), allocation de solidarité spécifique (ASS), allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), allocation temporaire d'attente (ATA), allocation pour les demandeurs d'asile (ADA).
- Le personnel de la médiathèque au titre de sa mission de conseil aux usagers.

B. Tarifs complémentaires

DÉSIGNATION	PRIX
DVD et Blu-ray	Remboursement au prix réel*
Livres, CD, vinyles, jeux vidéo, jeux de société...	Remplacement à l'identique ou remboursement au prix réel
Revue	Remplacement ou remboursement si numéros trop anciens
Autres matériels en prêt (liseuse, consoles de jeux vidéo, manettes, platines...)	Remplacement à l'identique ou remboursement au prix réel
Carte perdue	2 €
Ventes d'ouvrages déclassés	1 € – 2 € – 5 € – 10 € – 20 € – 30 € – 40 € - 50 € en fonction du type et de l'état de l'ouvrage

Le remplacement ou remboursement des documents s'entend en cas de perte, de vol ou de détérioration d'un document.

Tout autre matériel dégradé (mobilier...) fera l'objet d'une demande de remboursement (prix réel).

(*) Coût du renouvellement

C. Auditorium

Un nettoyage pourra être facturé selon le nombre d'heures nécessaire.

	Auditorium	Caution
Associations de la commune	Gratuit	500 €
Comités d'entreprise commune	315 €	500 €
Entreprises de la commune	315 €	500 €
Associations extérieures	350 €	500 €
Comités d'entreprises extérieures	350 €	500 €
Entreprises ou organismes extérieurs	350 €	500 €
Concours, examens	350 €	500 €

D. Abonnement à la carte réseau étendue des bibliothèques

Origine géographique	Abonnement un an
Habitants des communes de Brest, Guilers, Guipavas, Gouesnou, Plouzané et Le Relecq-Kerhuon ayant plus de 25 ans	18 €
Habitants extérieurs à ces six communes, ayant plus de 25 ans	28 €
Enfants et jeunes jusqu'à 24 ans révolus, extérieurs à ces six communes	10 €

Sont exonérés du paiement de cet abonnement, sur présentation d'une pièce justificative :

- Les enfants et les jeunes jusqu'à 24 ans révolus, domiciliés ou scolarisés dans l'une des six communes ;
- Les étudiants, quel que soit leur lieu de résidence ;
- Les demandeurs d'emploi, quel que soit leur lieu de résidence ;
- Les personnes à faibles revenus, quel que soit leur lieu de résidence :
 - Justifiant d'un quotient familial mensuel inférieur ou égal à 510 € (calcul effectué par la Caisse d'Allocations Familiales) ;
 - Ou titulaires de la Complémentaire santé solidaire ;
 - Ou percevant l'une des allocations suivantes : revenu de solidarité active (RSA), allocation pour adulte handicapé (AAH), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA), allocation de solidarité spécifique (ASS), allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), allocation temporaire d'attente (ATA), allocation pour les demandeurs d'asile (ADA).
- Le personnel des médiathèques des six communes partenaires, au titre de sa mission de conseil aux usagers.

Il ne peut pas se cumuler avec l'un des abonnements locaux en vigueur dans les six communes partenaires. Les usagers doivent choisir entre un abonnement local à l'une des six bibliothèques, ou l'abonnement réseau.

E. Tarifs complémentaires de la carte Pass'Média

DÉSIGNATION	PRIX
DVD et Blu-ray	Remboursement au prix réel*
Livres, CD, vinyles, jeux vidéo, jeux de société...	Remplacement à l'identique ou remboursement au prix réel
Revue	Remplacement ou remboursement si numéros trop anciens*
Autres matériels en prêt (liseuse, consoles de jeux vidéo, manettes, platines...)	Remplacement à l'identique ou remboursement au prix réel*
Carte perdue Pass'média	2 €

Le remplacement ou remboursement des documents s'entend en cas de perte, de vol ou de détérioration d'un document.

La valeur inclut la facturation de la procédure de rappel et le coût du document.

(*) Coût du renouvellement.

VII. Tarifs du service sport et vie associative

A. Gestion des accès

Badge	
Remplacement du badge d'accès aux salles + gestion	12,00 €

Clé sécurisée ATH 8	
Remplacement de la clé	80,00 €

B. Intervention de la société de gestion des alarmes

Assist Sécurité Privée	
Intervention Assist sur alarme + gestion	71,00 €

C. Intervention des services municipaux

Main-d'œuvre communale		
Tarif horaire main-d'œuvre communale	Manutention	36,00 €
	Spécialisée	41,00 €

D. Location de verres

Verre	
Verre réutilisable non rendu + gestion	1,00 €

E. Location des équipements communaux

Ces montants serviront de base pour le calcul de la valorisation des mises à disposition gratuites aux associations guipavasiennes.

Mobiliers et matériels		
Type de matériel		Caution hors association guipavasienne
Table à l'unité (1)	6,00 €	
Chaise à l'unité (1)	1,25 €	
Forfait vaisselle-repas à l'unité (2)	1,50 €	
Barrière type Vauban à l'unité (1)	8,00 €	
Grilles et panneaux d'exposition à l'unité	8,00 €	
Sonorisation (1)	150,00 €	
Praticable type Samia à l'unité (3)	50,00 €	
Branchement électrique (5)	100,00 €	
Remorque podium à la journée (4)	500,00 €	1 500 €
Remorque de base à la journée	70,00 €	
Remorque fourgon équipée à la journée	500,00 €	
Fourgon : le kilomètre	0,50 €	
Minibus : le kilomètre	0,50 €	

(1) matériel(s) et mobilier(s) livrés sur remorque à l'entrée de la salle ou du site, mise en place, retrait et rangement à l'identique de la livraison à la charge de l'utilisateur.

(2) forfait comprenant les éléments nécessaires au repas : assiettes, couverts, verres, carafes, percolateurs... à disposition dans l'espace utilisé. Mise en place, lavage et rangement à l'identique de la livraison à la charge de l'utilisateur.

(3) praticables Samia : livraison et mise en place par les agents municipaux, selon un plan fourni par l'utilisateur.

Manipulation interdite par l'utilisateur.

(4) remorque podium : livraison et positionnement par les services municipaux. Déplacement interdit par l'utilisateur.

(5) branchement électrique comprenant la consommation. Branchement effectué par les services municipaux. Ce branchement s'impose pour les appareils énergivores : percolateurs, crêpières, friteuses...

F. Location des salles communales

Des arrhes à hauteur de 30 % seront demandées à la réservation via l'émission d'un titre de recettes. En cas d'annulation, les arrhes seront remboursées uniquement en cas de force majeure ou si l'annulation intervient avant les 30 jours précédents l'événement.

Les tarifs s'entendent pour une location de 8 heures à 1 heure du matin. Toute journée supplémentaire totale ou partielle bénéficiera d'une réduction de 50 %.

Un nettoyage pourra être facturé selon le nombre d'heures nécessaire.

Un tarif unique de caution d'un montant de 500 € sera appliqué pour l'ensemble des salles y compris pour les associations guipavasiennes.

La location des salles sera gratuite pour les associations guipavasiennes. Elles resteront redevables pour les autres prestations.

La location des salles est gratuite pour les réunions publiques des candidats ou groupes politiques durant la période de campagne officielle électorale.

Un tarif horaire de 15 € sera appliqué pour les activités sportives des comités d'entreprises.
 Un tarif horaire de 25 € pour les activités d'éducation physique et sportive des établissements d'enseignement supérieur de niveau 3.

Salle Jean Monnet (capacité maximale 400 personnes)	
Comités d'entreprises guipavasiennes	610,00 €
Entreprises guipavasiennes	610,00 €
Associations extérieures	680,00 €
Comités d'entreprises extérieures	680,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	680,00 €

Salle du Douvez	
Comités d'entreprises guipavasiennes	180,00 €
Entreprises guipavasiennes	180,00 €
Associations extérieures	204,00 €
Comités d'entreprises extérieures	204,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	204,00 €
Particuliers guipavasiens	180,00 €
Particuliers non guipavasiens	204,00 €

Salle Polyvalente de Kerlaurent	
Comités d'entreprises guipavasiennes	535,00 €
Entreprises guipavasiennes	535,00 €
Associations extérieures	595,00 €
Comités d'entreprises extérieures	595,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	595,00 €
Espace Simone Veil	
Comités d'entreprises guipavasiennes	68,00 €
Entreprises guipavasiennes	68,00 €
Associations extérieures	75,00 €
Comités d'entreprises extérieures	75,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	75,00 €

Maison de quartier de Coataudon	
Grande Salle	
Comités d'entreprises guipavasiennes	324,00 €
Entreprises guipavasiennes	324,00 €
Associations extérieures	360,00 €
Comités d'entreprises extérieures	360,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	360,00 €
Concours, examens	360,00 €
Salon commercial, entreprise de spectacles	1 355,00 €

Salle de réunion	
Comités d'entreprises guipavasiennes	54,00 €
Entreprises guipavasiennes	54,00 €
Associations extérieures	60,00 €
Comités d'entreprises extérieures	60,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	60,00 €
Concours, examens	60,00 €
Salon commercial, entreprise de spectacles	300,00 €

Espace Sportif Europe	
Salle mutualisée	
Comités d'entreprises guipavasiennes	99,00 €
Entreprises guipavasiennes	99,00 €
Associations extérieures	110,00 €
Comités d'entreprises extérieures	110,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	110,00 €

Halle du Moulin Neuf	
Grande salle	
Comités d'entreprises guipavasiennes	1 485,00 €
Entreprises guipavasiennes	1 485,00 €
Associations extérieures	1 650,00 €
Comités d'entreprises extérieures	1 650,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	1 650,00 €
Salle de réunion	
Comités d'entreprises guipavasiennes	108,00 €
Entreprises guipavasiennes	108,00 €
Associations extérieures	120,00 €
Comités d'entreprises extérieures	120,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	120,00 €
Particuliers guipavasiens	108,00 €
Particuliers non guipavasiens	120,00 €

Salles de sport	
Salle omnisports (1)	
Comités d'entreprises guipavasiennes	630,00 €
Entreprises guipavasiennes	630,00 €
Associations extérieures	700,00 €
Comités d'entreprises extérieures	700,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	700,00 €

Autres salles de sport (2)	
Comités d'entreprises guipavasiennes	450,00 €
Entreprises guipavasiennes	450,00 €
Associations extérieures	500,00 €
Comités d'entreprises extérieures	500,00 €
Entreprises ou organismes extérieurs	500,00 €

(1) Salles de Kerlaurent, Jean Kergoat, Salle n° 2, Salle n° 3, Keranna, Charcot

(2) Salles de sports de combat, Barsbüttel, boulodrome

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER les tarifs publics 2025 tels que présentés.

Avis des commissions :

Affaires scolaires, enfance, jeunesse, affaires sociales, solidarités, handicap : favorable

Sport, vie associative, culture, animation : favorable

Finances, Administration Générale, Personnel, Communication, Démocratie, Citoyenneté, Relations internationales : favorable

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des questions, des interventions ? Oui Isabelle BALEM. »

Madame Isabelle BALEM : « Merci, Monsieur le Maire. Juste pour préciser que comme toutes les années précédentes et pour la même raison, le groupe Guipavas Passionnément s'abstiendra. »

Monsieur le Maire : « OK, très bien. Oui, Claire LE ROY. »

Madame Claire LE ROY : « Oui, une remarque sur les tarifs de l'Alizé. Vous avez évoqué donc les tarifs qui s'appliqueront courant 2025. Est-ce qu'on peut avoir... C'est sans doute au lancement de la saison, en septembre 2025, sans doute. On est toujours sur cet objectif-là de reprise de la salle à la rentrée. »

Monsieur le Maire : « Oui, après les travaux, à la rentrée.

Décision du Conseil municipal : Adoptée l'unanimité.

Absentions : Mesdames Isabelle BALEM, Régine SAINT JAL et Monsieur Jean Yves CAM.

DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL POUR L'ANNÉE 2025

Vu le Code du travail et notamment les articles L.3132-25-4, L.3132-26, L.3132-27 et R.3132-21, prévoyant que dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du Maire prise après avis du Conseil municipal dans la limite de douze dimanches par année civile. Lorsque le nombre de dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI.

Dans les communes de Brest métropole, en application de l'article R3132-21 du Code du travail, une consultation des organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressés s'est tenue le 19 septembre 2024 et a permis d'aboutir à la proposition de permettre aux commerçants d'employer leurs salariés, dans la limite de trois dimanches parmi les 6 proposés :

- Le dimanche 28 septembre 2025 de la foire Saint Michel,
- Le dimanche 30 novembre 2025 suivant le « Black Friday »,
- Les dimanches 7, 14, 21 et 28 décembre 2025.

Vu l'avis émis par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressées dans le cadre de la consultation préalable engagée en application de l'article L.3132-26 susvisé,

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-27 à L.2122-29, L.2131-1 et L.2131-2 et R.2122-7,

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 1975 relatif à la fermeture dominicale des magasins d'ameublement sur l'ensemble du département du Finistère,

Vu l'avis conforme du Bureau de la métropole en date du 18 octobre 2024, par la délibération n° B 2024-10-228,

Considérant que les branches commerciales dont il s'agit n'auront pas épuisé au titre de l'année 2025 le contingent annuel de douze dimanches fixé par l'article L.3132-26 précité,

Considérant que la liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre pour l'année suivante,

Considérant l'engagement des représentants des enseignes du commerce de détail à ne pas ouvrir plus de trois dimanches parmi les six proposés, pris lors de la réunion de concertation du 19 septembre 2024,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER la dérogation au repos dominical pour l'année 2025.

PJ : Compte rendu de la concertation

Avis de la commission :

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des questions, des interventions ? Oui Claire LE ROY. »

Madame Claire LE ROY : « Comme tous les ans, petite intervention sur cette délibération avec laquelle on n'est toujours pas à l'aise. On comprend qu'il y a des intérêts divers, derrière ça. Il y a les intérêts, des commerçants qui souhaitent effectivement travailler les dimanches, notamment autour des fêtes. Je suis moins favorable au dimanche du Black Friday. Après, il y a aussi, du point de vue salariés, il y a des salariés qui peuvent vouloir augmenter un petit peu leurs revenus par ce biais-là. D'autres qui ont besoin de repos. Voilà. Donc tout ça, est un peu compliqué. Donc on va s'abstenir là-dessus. »

Monsieur le Maire : « OK très bien. Il y a des commerçants qui veulent ouvrir, mais il y a des clients qui veulent y aller aussi, surtout. Et Internet, lors des Black Friday ou des fêtes de fin d'année, enfin à l'approche de Noël en tout cas, c'est pour pallier les phénomènes Internet aussi. Enfin, c'est ce qui est demandé, en tout cas, par les commerçants. »

Madame Claire LE ROY : « Oui, c'est pour ça qu'on est bien d'accord. Il y a intérêt... enfin un certain intérêt en tout cas à ouvrir le dimanche. Voilà. Il faut qu'on préserve aussi l'intérêt des salariés, qui peut être divers aussi. »

Monsieur le Maire : « Oui, complètement. Mais, enfin il y a des règles. »

Madame Claire LE ROY : « Oui, je sais bien que c'est encadré. C'est plus une question de pratique. Merci. »

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

Abstentions : Mesdames et Messieurs Claire LE ROY, Pierre BODART, Catherine GUYADER, Alain LAMOUR et Emmanuel MORUCCI

AUTORISATION POUR L'ENGAGEMENT DES DÉPENSES EN SECTION D'INVESTISSEMENT
AVANT LE VOTE DU BUDGET

Selon l'article L 1612-1 du Code général des collectivités territoriales, dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Chap.	Compte	Crédits ouverts en 2024 (BP + RC + DM)	Montant autorisé avant le vote du BP 2025
<u>20 - Immobilisations incorporelles</u>			
	2031 – Frais d'études	54 260,00	13 565,00
	2051 - Concessions et droits similaires	71 120,00	17 780,00
<u>204 - Subventions d'équipement versées</u>			
	204182 - Subv.org.publics divers - Bâtiments et installations	40 000,00	10 000,00
	2046 - Attributions de compensation d'investissement	93 403,50	23 350,88
<u>21 - Immobilisations corporelles</u>			
	2111 - Terrains nus	350 000,00	87 500,00
	21828 - Autres matériels de transport	84 612,00	21 153,00
	21831 - Matériel informatique scolaire	63 190,00	15 797,50
	21838 - Autre matériel informatique	20 600,00	5 150,00
	21841 - Matériel de bureau et mobilier scolaires	29 000,00	7 250,00
	21848 - Autres matériels de bureau et mobiliers	54 120,63	13 530,16
	2185 - Matériel de téléphonie	2 000,00	500,00
	2188 - Autres immobilisations corporelles	241 790,60	60 447,65
<u>23 - Immobilisations en cours</u>			
	2312 - Agencements et aménagements de terrains (en cours)	282 198,50	70 549,63
	2313 - Constructions (en cours)	153 958,54	38 489,64
	231301 - Travaux à la mairie	89 444,00	22 361,00
	231303 - Travaux ateliers municipaux	30 000,00	7 500,00
	2313030 - Travaux nouveaux ateliers municipaux	15 000,00	3 750,00

231304 - Travaux Alsh Saint-Thudon	4 000,00	1 000,00
2313101 - Nouveau groupe scolaire Pergaud primaire et maternelle	4 640 071,12	1 160 017,78
231311 - Travaux école pergaud élémentaire	139 000,00	34 750,00
231312 - Travaux école maternelle Prévert	25 635,75	6 408,94
231313 - Travaux école primaire Prévert	267 613,84	66 903,46
231315 - Travaux groupe scolaire Maurice Hénensal	50 020,00	12 505,00
231316 - Travaux école de Kérafloch	15 000,00	3 750,00
231318 - Travaux cuisine centrale	70 958,16	17 739,54
231336 - Travaux maison des jeunes	65 000,00	16 250,00
231342 - Travaux salle polyvalente de Kerlaurent	39 689,23	9 922,31
231344 - Travaux salle socioculturelle Alizé	965 000,00	241 250,00
231345 - Travaux Maison de quartier de Coataudon	22 000,00	5 500,00
231346 - Travaux Maison de l'enfance les Petits Princes	91 038,65	22 759,66
231348 - Travaux médiathèque Awena	330 000,00	82 500,00
231350 - Travaux salle n° 1 Jean Kergoat	13 745,47	3 436,37
231351 - Travaux complexes Kercoco	300 000,00	75 000,00
231356 - Travaux salle omnisports Keranna	15 000,00	3 750,00
231357 - Travaux salle Charcot	130 000,00	32 500,00
231363 - Travaux vestiaires de Pontanné	38 000,00	9 500,00
2313650 - Travaux Espace Yves Kerjean	359 097,93	89 774,48
231370 - Travaux église Saint-Pierre et Saint-Paul	335 000,00	83 750,00
231373 - Travaux église Saint-Yves	5 000,00	1 250,00
231379 - Nouveau bâtiment sportif - Coataudon	65 740,00	16 435,00

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements (hors remboursement de la dette) dans la limite des montants déterminés ci-avant jusqu'à l'adoption du Budget Primitif 2025.

Avis de la commission :

Finances, Administration Générale, Personnel, Communication, Démocratie, Citoyenneté, Relations Internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

Abstentions : Mesdames et Messieurs Isabelle BALEM, Régine SAINT JAL, Jean-Yves CAM et Emmanuel MORUCCI.

Monsieur le Maire invite l'ensemble des élus à faire une pause de 15 minutes. Reprise de la séance à 16h00.

Monsieur Simon DE MEYER prend place en salle du Conseil municipal à 16 h 10.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

L'article L. 5217-10-4 du Code général des collectivités territoriales prévoit que, dans les communes de 3 500 habitants et plus ayant adopté le référentiel M57, le débat sur les orientations budgétaires doit se tenir dans les dix semaines précédant l'examen du budget.

Ce débat doit s'appuyer sur un rapport présenté par l'autorité territoriale qui précise :

- L'évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes ;
- Les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement ;
- L'endettement ;
- L'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne.

Par ailleurs, l'article D. 2312-3 du CGCT précise que pour les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit comporter les informations relatives à l'état des effectifs, aux dépenses de personnel et au temps de travail.

Vu l'article L2312-1 du Code général des Collectivités Territoriales modifié par l'article 107 de la loi NOTRe,

Vu le rapport sur les orientations budgétaires pour 2025.

P.J. : Rapport

Avis de la commission :

Finances, Administration Générale, Personnel, Communication, Démocratie, Citoyenneté, Relations Internationales : favorable

Monsieur Joël TRANVOUEZ prend la parole : « Madame, Monsieur, avant de vous faire lecture de la délibération et d'une synthèse de ce rapport d'orientations budgétaires, je tenais à remercier vivement le service « finances » et tout particulièrement Mme Anne QUENTEL, Directrice du pôle, pour le travail d'analyse et de synthèse produit dans ce rapport.

Ce document de 27 pages s'articule ainsi :

- Un préambule rappelant les obligations légales, le contexte international et national ;
 - Une analyse financière rétrospective pour les années 2021 à 2024 ;
 - Un plan de nos orientations et actions pour l'exercice à venir ;
- Une analyse financière prospective pour les années 2025 à 2028, ainsi que le plan pluriannuel d'investissement (PPI) ;
- Un focus sur les ressources humaines de la Collectivité.

1 – En note liminaire à ce document, je ne rappellerai pas ici les obligations précisées en page 4 de ce rapport ainsi que celles évoquées dans le corps de la délibération.

Au moment de la rédaction du rapport, bien qu'en cours de discussion au Parlement, nous nous sommes appuyés sur les dispositions prévues dans le PLF 2025 présentées par le Gouvernement BARNIER. Nous avons à ce titre souligné la fragilité des projections réalisées. Depuis la transmission du document, le recours à l'article 49.3 a entraîné la censure du Gouvernement en place et rendu, de fait, caduc le PLF 2025.

Le nouveau Premier ministre a également souligné la dette conséquente de la France. Des efforts seront certainement demandés à tous et les collectivités territoriales devront elles aussi contribuer au redressement des comptes publics.

Alors que le PLF 2025 ne sera pas voté avant le 31 décembre 2024, cette préparation budgétaire 2025 s'inscrit dans un environnement plus complexe et d'une grande instabilité.

C'est ainsi que, pour ces raisons, certaines collectivités ont souhaité différer la présentation de leur rapport d'orientations budgétaires et la remettre en tout début 2025. Nous avons, pour notre part, tenu à respecter le calendrier habituel.

Au niveau international tout d'abord, la sortie de l'inflation impacte négativement la croissance. Celle-ci devrait se stabiliser en 2025 à 3,2 %. La poursuite de l'assouplissement des politiques monétaires parallèlement au recul de l'inflation soutiendrait l'investissement privé en 2025. Par ailleurs, la diminution de l'inflation donnerait un élan supplémentaire à la croissance des revenus réels et tirerait vers le haut la consommation privée dans de nombreuses économies.

Au niveau national ensuite, au printemps 2024, l'économie française a continué de croître sur un rythme modéré (+0,2 %), portée par le commerce extérieur et les dépenses publiques. Parallèlement, l'investissement privé se replie et la consommation peine à redémarrer, malgré les gains de pouvoir d'achat permis par la désinflation.

En 2025, la hausse du PIB se maintiendrait à un rythme similaire en moyenne annuelle, avec une progression de la consommation des ménages, les gains de pouvoir d'achat étant davantage soutenus par les salaires réels et étant alors progressivement moins épargnés.

Ce faisant, les incertitudes, voire les craintes, qui pèsent sur les perspectives économiques nationales pour 2025, rendent les exercices de prévision très aléatoires : il en est ainsi du projet de budget de la ville de Guipavas pour 2025, projet qui **est**, par nature, une **prévision susceptible** de modifications en cours d'exercice et de mandat.

2 – Analyse financière rétrospective : pages 7 à 11

Je rappelle qu'à ce stade, les états 2024 ont été arrêtés au 30 octobre 2024, mais avec, pour autant, une projection jusqu'au 31 décembre 2024.

En point 1 : Évolution des recettes : Page 7

Ce premier tableau fait état de l'évolution des recettes de fonctionnement de la Collectivité, de 2021 à 2024.

On constate ainsi une progression de nos recettes de fonctionnement attendue en 2024 de l'ordre de 4,80 % soit en valeurs + 767 k€.

Au poste 70, les produits d'exploitation issus de la facturation des services évoluent de +2,7 %, et ressortent à 1 247 k€.

Au poste 73, S'agissant des impôts et taxes, suite à une modification de périmètre intervenue en 2024, les droits de mutation à titres onéreux sont désormais comptabilisés dans le chapitre 731, fiscalité locale.

Les recettes du chapitre 73 incluent le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) ainsi que la dotation de solidarité communautaire. Elles sont conformes aux prévisions et n'appellent pas d'observation.

Les produits de fiscalité locale représentent désormais 70 % des recettes totales de la collectivité.

À taux d'imposition constant, les produits de fiscalité directe communale devraient générer + 286 k€ de recettes supplémentaires comparés à l'exercice 2023. En effet, les bases d'imposition augmentent sous l'effet conjugué de :

- L'évolution physique des bases : les bases nettes des locaux d'habitation évoluent de +1,3 %, en revanche, celles de locaux industriels et commerciaux reculent de -2,2 % compte tenu de la démolition de l'ancienne aérogare.
- La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives s'élève à 3,9 % (contre 7,1 % en 2023) en raison de la baisse progressive de l'inflation.

Les droits de mutation sont stables à 520 k€. Les taux de crédits encore élevés en 2024 et la rareté des biens rendent moins dynamique le marché immobilier.

La taxe sur l'électricité, assise sur les consommations d'électricité du territoire évolue favorablement. La hausse observée provient de régularisations sur exercices antérieurs.

Au poste 74 : S'agissant des dotations et participations, les recettes du chapitre devraient atteindre 2 633 k€. Pour la 2^{ème} année consécutive, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) a été abondée, au niveau national, de +320 M€ par l'État.

La DGF perçue, par la Commune, est de 876 k€ conformément aux prévisions.

Les compensations fiscales diminuent significativement en raison de la démolition de l'aérogare en 2023 et donc de la sortie des bases d'imposition.

Aux postes 75 – 77 et 013, Les autres produits de gestion courante atteignent 725 k€. On observe une augmentation de +411 k€ expliquée par :

- La perception d'un don de contrats d'assurance vie de 388 k€
- La location en année pleine du local situé rue Andrée Chedid

Les atténuations de produits regroupent la part salariale des titres-restaurants ainsi que les remboursements de l'assurance statutaire pour les absences en longue maladie ou longue durée. Les recettes sont stables.

En point 2 : Évolution des dépenses : Page 8

Le second tableau, en page 8, fait état de l'évolution de nos dépenses de fonctionnement sur la même période 2021-2024. Ces charges, hors charges d'intérêts de la dette, devraient enregistrer une augmentation de 6,20 %, après une évolution déjà de plus de 8,20 % sur l'exercice précédent, soit un total de 13 811 k€ contre 13 006 k€ sur 2023.

Au chapitre 011 : Les charges à caractère général devraient enregistrer une hausse de +246 k€ compte tenu de :

- L'effet en année pleine de la mise en service de nouveaux équipements municipaux : espace Yves Kerjean et cuisine centrale,
- La hausse des prix des denrées alimentaires et la constitution d'un stock de 15 jours à la cuisine centrale,
- Les travaux de remise en état des bâtiments et sites suite à la tempête Ciaran,
- La participation de la collectivité aux activités de voile pour les élèves de cycle 3 des écoles publiques,
- Les revalorisations contractuelles des marchés en cours.

Au chapitre 012 : S'agissant des charges de personnel, les dépenses s'élèvent à près de 7 M€. La hausse observée s'explique par les effets suivants :

- L'effet en année pleine de la revalorisation du point d'indice de +1,5 % au 1^{er} juillet 2023,
- L'attribution de 5 points d'indice majoré pour tous les agents publics à compter du 1^{er} janvier 2024,
- La revalorisation du CIA passant de 1 008 euros à 1 200 euros bruts annuels pour un agent à temps complet,
- La revalorisation de la cotisation patronale CNRACL de +1 %,
- Les revalorisations du SMIC,
- Le Glissement-Vieillesse, Technicité (GVT),
- L'augmentation de la demande de chèques déjeuners de la part des contractuels,
- La tenue des élections législatives,
- La revalorisation de l'assurance statutaire,
- Le versement d'un capital décès.

Compte 65 : La revalorisation de la participation de la ville aux frais de fonctionnement pour les élèves de l'enseignement privé (délibération n° 2023-12-77) entraîne une hausse des autres charges de gestion courante au même titre que le versement en 2024 du 4^{ème} trimestre 2023 de la participation versée à Crech & Do pour l'achat de places multi-accueil.

Compte 014 : Les atténuations de produits progressent de +70 k€. En effet, contrairement à l'exercice 2023, aucune dépense n'est venue en déduction du prélèvement de l'article 55 de la loi SRU en 2024. L'attribution de compensation demeure stable.

Compte 68 : Par ailleurs, les difficultés financières rencontrées par le SIVU des Rives de l'Elorn ne lui permettront pas de rembourser, en 2025, une annuité de l'emprunt souscrit pour financer la construction de l'EHPAD Jacques BREL. La ville étant cautionnaire à hauteur de 50 % au même titre que le Conseil départemental du Finistère, une provision pour risque et charges d'un montant de 100 k€ est constituée

Évolution de la chaîne de l'épargne : Page 9

Le troisième tableau retrace la chaîne de l'épargne sur les mêmes années 2021 – 2024.

On constate ainsi :

- Une progression de nos recettes de fonctionnement, entre 2021 et 2024, de +16 %
- Une augmentation de nos dépenses, pour la même période, de +27,27 %,

Ce qui entraîne une détérioration de notre épargne brute de 700 k€.

Au terme de l'exercice 2024, la commune devrait dégager une épargne nette de près de 1,40 M€. Ce résultat est conforme aux prévisions budgétaires 2024 si on exclut les 388 k€ de don d'assurances vie perçu à titre exceptionnel.

Cette épargne va permettre de financer près de 95 % des investissements récurrents 2025

En point 3 : État de nos dépenses d'investissement : Page 9-10

Près de 6,30 M€ de dépenses d'investissement sont attendus au titre de l'exercice 2024 sous réserve de la réception des situations de travaux et des factures avant la mi-décembre.

L'année 2024 a été marquée par le démarrage de deux opérations d'investissements structurants : la construction de l'école maternelle Louis Pergaud (2,80 M€) et la restructuration de l'Alizé (496 k€).

Par ailleurs, l'exercice 2024 a vu la réalisation de plusieurs chantiers :

- Première tranche des travaux d'installation de la vidéoprotection de l'espace public (143 k€)
- Travaux d'aménagement du sous-sol de l'Awena (273 k€)
- Démarrage des travaux de rénovation de la toiture de la salle de sport de combat de Kercoco (82 k€).

Les dernières situations financières des chantiers réceptionnés en 2023 (espace Yves Kerjean, extension école élémentaire Prévert et cuisine centrale) ont été mandatées pour un total de 586 k€.

Les investissements dédiés à l'entretien et au renouvellement du patrimoine communal existant sont estimés à près de 1,40 M€ (dont la réfection du sol sportif de la salle Charcot, achat d'un véhicule de livraison pour la cuisine centrale, acquisition d'une tondeuse frontale, renouvellement du fonds documentaire de l'Awena, travaux de réfection des sols et faux plafonds de l'école Jacques Prévert, etc.).

Enfin, conformément au Pacte Fiscal et Financier de Solidarité, la ville a versé une attribution de compensation d'investissement de 93 340 € à la métropole.

En point 4 : Financement des investissements – Évolution de la dette.

Le stock de la dette devrait s'établir au 31 décembre 2024 à près de 10 348 k€.

La ville n'a pas souscrit d'emprunt sur l'exercice 2024 et dispose d'une ligne de trésorerie de 1 M€ qui n'a pas été utilisée.

La capacité de désendettement ressortirait ainsi à 4,1 années, alors même que le budget primitif l'estimait à 6,5 années.

Les pages 12 et 13 précisent nos orientations et actions pour l'année 2024 au travers des thèmes suivants :

- Participation citoyenne
- Bien vivre ensemble
- Patrimoine communal

- Ressources humaines
- Finances

Vous avez, sans aucun doute, pris connaissance de ce document, je m'abstiendrai donc de vous en faire une lecture.

La partie suivante de ce rapport d'orientations budgétaires, pages 14 à 23, concerne « l'analyse financière prospective » pour la période 2025 – 2028.

Les perspectives qui sont présentées ci-après ont été établies sur la base des réalisations des exercices précédents et en tenant compte des éléments connus à fin octobre 2024. Elles sont à la fois pragmatiques, prudentes et incertaines.

Néanmoins, il est important de préciser que ces perspectives sont amenées à évoluer et à être actualisées a minima tous les ans en fonction des paramètres dont la collectivité n'a pas la maîtrise : évolution de la conjoncture économique, évolution de l'inflation, évolution des projets de lois de finances des années futures, mesures nationales en matière d'évolution de carrière, évolution des droits de mutation, etc.

Je rappelle, en outre, qu'au moment de la rédaction de ce rapport d'orientations budgétaires, le Projet de Loi de Finances pour l'année 2025 n'était pas encore adopté par le Parlement. On connaît la suite depuis.

Point 1 : Évolution des recettes de fonctionnement : Page 12 à 16

Ce tableau retrace l'évolution prudente des recettes de fonctionnement de la Collectivité. On constate ainsi un % d'évolution du total de recettes mesuré qui progresse entre 2024 et 2028 entre +0,7 % et +2,1 %.

Chapitre 70 : Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation regroupent les recettes issues de la facturation des services (cantine, garderie, ALSH, crèche, cimetière...).

Une baisse de ces recettes est attendue en 2025 en raison des travaux de restructuration de l'Alizé qui ne permettront pas d'accueillir notamment le Festival de magie. Pour les exercices suivants une revalorisation de +2 % a été appliquée.

Chapitre 73 : Impôts et taxes

Ce chapitre intègre la dotation de solidarité communautaire ainsi que les recettes issues du Fonds de Péréquation et Intercommunal et Communal (FPIC).

Les recettes sont stables malgré un écrêtement du FPIC attendu sur la période 2025-2028 (-2,6 %).

Chapitre 731 – Fiscalité locale :

Les recettes de fiscalité prévoient le maintien des taux d'imposition communaux (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et taxe sur le foncier non bâti).

L'évolution observée des recettes fiscales s'explique principalement par la revalorisation annuelle des valeurs locatives cadastrales. Cette revalorisation est, pour rappel, calculée à partir de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), entre novembre N-1 et novembre N-2.

Les perspectives ont été établies sur les bases suivantes :

- ↳ Actualisation des indices fiscaux à 1,80 %
- ↳ Évolution physique des bases d'imposition pour les habitations de 1,2 % à 1,6 %, celle des locaux industriels et commerciaux de 1,5 %.

On retiendra, également, une hypothèse prudente de 550 k€ de recettes de droits de mutation au regard du ralentissement observé des transactions immobilières en 2024 et de la forte dépendance aux marchés financiers.

Chapitre 74 : Dotations et Participations

Selon la première mouture du PLF 2025, après deux années de hausse, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), versée par l'État aux collectivités, devrait rester stable à hauteur de 27,2 milliards d'euros. Compte tenu de l'inflation, ce concours financier serait en baisse à euros constants.

Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2025 prévoit néanmoins dans son article 61 une augmentation de plusieurs composantes de la DGF :

- DSU : + 140 M€
- DSR : + 150 M€

Sommes auxquelles il convient de rajouter le financement de la croissance démographique de la population DGF (+ 32 M€) et de la croissance de la dotation intercommunalité (+ 90 M€).

Ainsi, 412 M€ devront être financés à l'interne de la DGF : 60 % par le prélèvement de la Dotation forfaitaire (DF) des communes et 40 % par le prélèvement de la dotation de compensations des EPCI.

La ville de Guipavas va donc participer à la péréquation. Aussi, les perspectives prévoient une perte annuelle de 60 k€ de dotation forfaitaire.

Par ailleurs, comme évoqué lors des derniers rapports d'orientations budgétaires, le décret n° 2022-1008 est venu modifier le calcul des indicateurs financiers utilisés pour la répartition des dotations et de la péréquation.

Pour mémoire, par indicateurs financiers s'entendent :

- Le potentiel fiscal : indicateur de la richesse fiscale de la commune.
- Le potentiel financier : il s'agit du potentiel fiscal, majoré du montant de la dotation forfaitaire perçu en n-1.
- L'effort fiscal : permet d'évaluer la pression fiscale exercée sur les contribuables de la commune.

Les conséquences se feront ressentir à compter de l'exercice 2025 au niveau de la Dotation nationale de Péréquation (DNP).

Les communes éligibles sont celles qui remplissent certaines conditions liées au niveau de leur potentiel financier par habitant (critère de richesse) et d'effort fiscal (critère de pression fiscale) au regard de la strate d'appartenance.

La ville de Guipavas voit ainsi :

- Son potentiel financier par habitant se rapprocher et à terme dépasser le potentiel moyen de la strate
- L'effort fiscal diminuer et s'éloigner de celui de la strate.

Elle est donc considérée comme plus riche avec pour conséquence la perte de son éligibilité à la DNP. Un système de garantie permet de lisser cette perte en revanche, à horizon 2028, la ville ne percevra plus de DNP.

Les dotations de l'État qui seront perçues sont donc attendues à la baisse, comme le démontre le tableau page 16, avec une DGF qui ressort à 819 k€ en 2025 pour atteindre 592 k€ en 2028, soit une perte de 70 k€ pour 2026-2027 et 100 k€ en 2028.

Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante

Les autres produits de gestion courante regroupent les recettes issues des locations des salles et bâtiments communaux.

L'année 2025 prévoit le reversement de l'excédent de fonctionnement du budget annexe du lotissement du Menhir qui sera clôturé.

Chapitre 013 : Atténuation de charges

Les atténuations de charge incluent la part salariale des chèques-déjeuners ainsi que les remboursements de l'assurance statutaire.

Ces recettes sont estimées à un produit annuel de 115 et 120 k€

Chapitre 78 : Reprise sur provision

La provision de 100 k€ constituée en 2024 sera reprise sur l'exercice 2025. L'effort budgétaire de la ville s'agissant du remboursement de la moitié de l'annuité d'emprunt du SIVU des Rives de l'Elorn sera ainsi supporté en totalité sur l'exercice 2024.

Point 2 : Évolution des dépenses de fonctionnement : Page 17 à 19

Il est prévu une évolution défavorable de nos dépenses de fonctionnement qui pourraient passer ainsi de 13 811 k€ en 2024 à 14 946 k€ en 2028.

Chapitre 011 : Charges à caractère général

Une augmentation des charges à caractère général est attendue en 2025. Elles devraient atteindre 4,02 M€.

Les perspectives tiennent compte de :

- Hausse des dépenses de nettoyage des bâtiments communaux dans le cadre du nouveau marché qui prendra effet au 1^{er} janvier 2025 (+150 k€),
- Maintenance du nouveau système de vidéoprotection de l'espace public (20 k€),
- Dépenses inhérentes à la mise en œuvre du programme Chifoumi (20 k€),
- Location d'un local afin de reloger les agents des services techniques pendant les travaux de restructuration du CTM (54 k€).

En parallèle, les nouveaux marchés passés dans le cadre du groupement de commandes permanent de Brest métropole couplés à la baisse constatée des coûts de l'énergie permettent de réduire de façon conséquente les dépenses en électricité et gaz (-180 k€).

De plus, la fermeture de l'Alizé au 1^{er} semestre 2025 entraînera une baisse de dépenses estimée à -60 k€ (festival de magie, dépenses d'entretien, location de matériel de sonorisation).

À compter de l'exercice 2026, les charges à caractère général incluent les dépenses liées à la mise en service de la nouvelle école maternelle Louis Pergaud et un retour à une activité normale de l'Alizé.

Sur les exercices 2026, 2027 et 2028, une augmentation moyenne de +2 % des charges à caractère général est projetée.

Chapitre 012 : Charges de personnel

Les frais de personnel inscrits pour l'exercice 2025 devraient atteindre les 7,20 M€ soit une évolution de +3 % par rapport aux estimations 2024.

Cette progression s'explique notamment par la hausse de la cotisation employeur à la CNRACL (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales). En effet, le projet de loi de financement pour la Sécurité sociale 2025 (PLFSS) prévoit une hausse de 4 points par an pendant 3 ans. Le taux actuel de 31,65 % atteindrait donc 43,65 %.

Pour mémoire, en 2012, ce taux était de 27,3 % soit une augmentation d'environ 4 points en 12 ans (dernière hausse en 2023). La hausse 2025 équivaldrait en une année autant que l'augmentation des 12 dernières années.

À l'échelle de la ville de Guipavas, la hausse de 4 points est égale à +110 k€ de dépenses supplémentaires par année soit +330 k€ en cumulé sur 3 ans.

Cependant, en clôture du congrès des Maires 2024, le Premier ministre a annoncé que la hausse de 12 % de la cotisation CNRACL serait étalée sur 4 ans. On devrait passer de trois augmentations successives de +4 % à 4 augmentations de successives de +3 %.

L'impact du lissage, intégré dans les prospectives, prévoit ainsi une augmentation cumulée de + 825 000 €, en total, entre 2025 et 2028.

Par ailleurs, après une baisse exceptionnelle d'un point du taux de cotisation URSSAF maladie, fixé uniquement pour l'année 2024 par le décret n° 2021-49 du 30 janvier 2024, le taux de cotisation 2025 sera de 9,88 %. Un point de cotisation URSSAF équivaut à +28 k€ de cotisations supplémentaires pour la ville.

À ces mesures réglementaires viennent s'ajouter les évolutions suivantes :

- Mise en place au 1^{er} janvier 2025 de la participation employeur à hauteur de 50 % de la cotisation mensuelle des agents adhérant au contrat groupe dans la limite de 50 €.
- Rémunération liée à la création du poste de directeur de pôle culture sport et vie associative,
- Le Glissement-Vieillesse-Technicité (GVT)

En 2026, les prospectives intègrent la participation employeur à la complémentaire santé.

Chapitre 65 : Autres charges courantes

Ce chapitre regroupe notamment les indemnités des élus, les subventions versées aux associations, au CCAS, aux écoles privées dans le cadre du contrat d'association.

S'agissant de la subvention versée au CCAS, elle sera abondée de 25 k€ afin de permettre le remplacement de la chaudière de la Maison des solidarités.

Par ailleurs, comme évoqué précédemment, les prospectives intègrent le paiement de la moitié de l'annuité d'emprunt du SIVU des Rives de l'Elorn.

Pour les années suivantes, l'évolution des dépenses est de +1,7 % par année.

Chapitre 014 : Atténuation de produits

Outre l'attribution versée à Brest métropole (1 556 k€), les atténuations de produits intègrent depuis 2023 le prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU.

Les hypothèses prévoient des dépenses déductibles sur les exercices 2026 et 2027 qui viendront en déduction de la totalité de ce prélèvement : versement de la subvention à BMH pour la construction de logements sociaux rue de la vallée et la moins-value réalisée sur l'échange de foncier rue de Kerivoas.

La ville de Guipavas est désormais considérée comme étant plus riche que les autres communes de la strate suite à la réforme des indicateurs financiers évoquée précédemment.

Outre la baisse attendue des dotations de l'État, la ville va, à compter de l'exercice 2026, devenir contributrice au Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal. Pour mémoire, ce fonds vise à réduire les disparités de ressources entre collectivités au regard des charges auxquelles elles doivent faire face. La contribution ira en augmentant de 5 k€ en 2026 à 35 k€ en 2028.

Chapitre 67 et 022 : Charges spécifiques et dépenses imprévues

Les charges spécifiques sont exclusivement composées de possibles annulations de titre sur exercices antérieurs.

Une enveloppe annuelle de 10 k€ est provisionnée.

Par ailleurs, une enveloppe pour dépenses imprévues est créée à hauteur de 20 k€.

Chaîne de l'épargne : Page 19

Compte tenu des recettes et dépenses prévisionnelles, le niveau de l'épargne de gestion baisserait de 400 k€ pour 2025, avec une épargne nette qui tomberait en dessous du million d'euros.

Point 3 : Dépenses d'investissement

La programmation pluriannuelle des investissements présentée en page 21 est un prévisionnel qui sera amené à évoluer en fonction des aléas techniques ou administratifs et selon le résultat des

consultations lancées pour les marchés de travaux. Elle prévoit plus de 24 M€ sur la période 2025 – 2028 détaillée comme suit :

- Pôle Scolaire – Enfance – Jeunesse pour un total de 6 120 millions d'euros ;
- Pôle Sport pour 6 460 millions d'euros ;
- Pôle Culture – Patrimoine pour 2 865 millions d'euros ;
- Divers pour 8 640 millions d'euros.

S'ajoute également aux dépenses d'investissement l'attribution de compensation investissement de 93 340 € versée à Brest métropole dans le cadre du pacte financier et fiscal de solidarité de la métropole.

Point 4 : Financements des investissements – évolution de la dette

Le Projet de Loi de Finances 2025 prévoit plusieurs mesures qui impacteront le financement des investissements.

1- FCTVA

Le PLF 2025 prévoyait, avant la censure, dans son article 30, la baisse du taux de FCTVA de 16 404 % à 14,85 % pour les dépenses éligibles et pour tous les versements effectués à compter du 1^{er} janvier 2025. Cette disposition s'applique ainsi aux dépenses 2024 donnant lieu à versement du FCTVA en 2025.

Cette mesure devait permettre de réduire de près de 800 millions d'euros le montant du FCTVA par rapport à sa dynamique anticipée. Il s'élèverait à 6,85 milliards d'euros soit une baisse de 258 M€ au regard du montant inscrit au PLF 2024.

Pour la ville de Guipavas, la perte estimée serait de 347 k€ sur la période 2025-2028.

2- Fonds vert

Mis en œuvre en 2023, le Fonds vert est un dispositif visant à accélérer la transition écologique dans les territoires. Il est destiné à financer des projets présentés par les collectivités territoriales dans trois domaines : performance environnementale, adaptation du territoire au changement climatique et amélioration du cadre de vie.

Doté d'une enveloppe de 2,5 milliards d'euros en 2024, les crédits alloués au Fonds vert 2025 seront abaissés à 1 milliard d'euros.

Pour mémoire, la ville a bénéficié d'une subvention fonds vert pour les travaux de rénovation de la toiture de la salle de combat de Kercoco pour 60 k€.

3- Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) et Dotation de Soutien à l'investissement Local (DSIL)

S'agissant des principales dotations d'investissement, DETR et DSIL, le PLF prévoit un maintien des enveloppes à leur niveau de 2024 : 1,456 milliards de DETR et 570 M€ de DSIL.

Lors du Congrès des Maires, le Premier ministre a annoncé la fusion de la DETR et de la DSIL en un seul « Fonds territoire » afin de simplifier l'instruction des dossiers.

Au regard des différentes dispositions du PLF 2025 et de leurs conséquences pour la ville de Guipavas, le recours à l'emprunt sera nécessaire à hauteur de 64 % pour réaliser les différents programmes inscrits dans la PPI.

La capacité de désendettement de la ville va donc mécaniquement se dégrader comme déjà annoncé dans les deux précédents rapports d'orientations budgétaires.

Exprimée en nombre d'années, la capacité de désendettement permet de déterminer le nombre d'années théoriques nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la Ville y consacre la totalité de son épargne brute.

Cependant, ce seul indicateur n'est pas suffisant pour estimer la situation financière d'une collectivité. La durée des emprunts est également importante. En effet, une collectivité peut avoir une bonne capacité de désendettement, mais une maturité moyenne de ses emprunts trop faible. Cela signifie que la durée entre l'émission des emprunts et la date à laquelle ils doivent être remboursés est courte.

Les prospectives ont été réalisées :

- En veillant à mettre en corrélation la durée des emprunts estimés avec la durée de vie de l'équipement. Ainsi, elles intègrent des durées d'emprunt allant de 25 à 30 années.
- En intégrant une baisse des taux d'intérêt ; après avoir atteint un pic fin novembre 2023, les différents index poursuivent leur baisse. Les anticipés de l'Euribor 3m prévoient un atterrissage de l'Euribor à 2 % en septembre 2025.

En l'état, la capacité de désendettement serait de 8,3 années en 2025.

Conclusion

Au moment de la rédaction de ce rapport, les dispositions précises du PLF 2025, qui pourraient apporter de nouveaux ajustements vis-à-vis de la refonte des indicateurs et des concours financiers aux collectivités territoriales, ne sont précisément pas connues.

Néanmoins, les projections de réalisations des comptes de la ville pour 2024, à ce stade, permettent d'envisager, encore pour une année, d'importants investissements dont la ville a tant besoin, afin de poursuivre le rattrapage du retard accumulé dans de trop nombreux équipements.

Ainsi, en 2025, la ville s'attachera de façon volontariste à réaliser les investissements prévus à la Programmation Pluriannuelle des Investissements, à poursuivre le développement des services publics offerts à la population, à protéger, toujours plus, les plus fragiles et faire jouer, à plein, la solidarité en tout point de notre territoire.

Ce rapport se termine par un focus sur les ressources humaines (Pages 25 à 27) :

- Sur les effectifs de la Collectivité
- Sur l'évolution des dépenses de personnel
- Sur le temps de travail.

Merci pour votre attention. »

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des questions, des interventions ? Oui Claire LE ROY. »

Madame Claire : « Oui, merci. Je voudrais effectivement commencer par des remerciements. Remerciements au service d'abord, à Madame QUENTEL et son équipe pour tout le travail réalisé dans ce contexte si particulier. Merci aussi à Joël TRANVOUEZ, parce que nous avons effectivement reçu le document en amont du Conseil, cette année. Et c'est vrai que les années passées, c'était très désagréable pour nous de voir les conseillers de la majorité disposer du document et nous, d'être... sans rien. Donc merci pour cet effort cette année. Alors, au-delà de ça, que dire sur ces orientations budgétaires. En regardant les documents, je me suis dit, je vais me retrouver à dire à peu près la même chose que les années passées. C'est-à-dire que vous êtes sur une vision très prudente de cette politique budgétaire. Alors pour autant, aujourd'hui, je vais modérer mon propos, parce que je reconnais que faire un exercice comme ça dans ces conditions, n'est pas chose aisée cette année. D'ailleurs vous aviez la possibilité de décaler ce Débat d'Orientations Budgétaires, parce que la loi autorise ce décalage. On avait jusqu'à mi-février pour tenir ce débat. Bon voilà. Vous avez fait un autre choix. Puisque nous sommes là, discutons-en. Je voulais rappeler donc le contexte. Un contexte international avec une croissance mondiale qui est très ralentie, une inflation en baisse. En France, on a effectivement une inflation qui est maîtrisée, mais au prix d'une augmentation du coût de la dette. Des finances publiques qui sont en tension, c'est un faible mot, avec un déficit public conséquent, avec une contribution des collectivités locales à ce déficit public qui est faible. Enfin, contrairement à ce que l'on entend un peu partout, les collectivités locales ne sont pas responsables de l'immensité du déficit public. J'ai trouvé un chiffre : En 2024, les collectivités locales représentaient 0,7 point de PIB sur un déficit qui est à plus de 6. Donc, voilà. Je pense qu'il faut aussi quand même, des fois, remettre un peu les choses en perspective. Alors, un projet Loi de Finances 2025, qui n'existe plus à l'heure d'aujourd'hui. Il prévoyait, dans l'état où il était, au moment de la censure, il prévoyait une diminution de l'épargne

communale. Il prévoyait, enfin il menaçait aussi le financement des investissements. Il y avait plein de choses qui étaient prévues dans ce projet de loi de finances, l'augmentation du taux de cotisation à la CNRACL par exemple, la suppression du FCTVA au fonctionnement, la diminution du Fonds vert. Voilà, il y avait plusieurs choses comme ça qui venaient menacer les finances locales. Alors, aujourd'hui, tout cela est rebattu avec la censure de gouvernement BARNIER. L'actuel locataire de Maignon n'a pas encore trop précisé son... ses objectifs. Alors je note qu'il est également Maire. Ah ! Je n'ouvre pas le débat sur le cumul des mandats, mais peut-être que, comme il a ce... cette expérience, peut-être aura-t-il une attention particulière pour les collectivités ou pas. Alors, au vu de toutes ces incertitudes, bon, je reviens... focus sur Guipavas. Donc on note que les recettes augmentent de près de 5 %, de façon régulière, depuis maintenant plusieurs années. Pour autant dans votre prospective, vous ne les anticipez qu'à hauteur de 2 %. Prudence, on a dit. Nous notons aussi que Guipavas avec des droits de mutation stables, comme vous l'indiquez, échappe à la forte baisse connue par certaines collectivités. Je crois qu'il faut s'estimer plutôt heureux d'avoir des droits de mutation qui soient stables et pas en baisse. Alors, face à cette prudence et un programme d'investissement que vous nous présentez aujourd'hui, n'y aurait-il pas quand même un paradoxe ? On se demande si vous pourrez tenir cette PPI. En fait, aujourd'hui, on ne le sait pas. Et puis, il y a un autre paramètre d'incertitude que vous ne semblez pas avoir pris en compte, quand même, c'est que, en 2026, il y a des élections municipales et que là encore, les cartes pourraient être, seront, j'ose dire, rebattues. Alors, avec tout ça, difficile d'en dire plus, aujourd'hui, on attendra le projet de budget que vous nous présenterez dans quelques mois, pour parler sur des éléments précis.

Quelques questions, toutefois, sur des points que nous avons relevés. Dans votre programmation des investissements, vous notez donc des terrains synthétiques au pluriel. On a bien noté le pluriel. Est-ce que vous pouvez nous confirmer que vous envisagez bien de revoir les deux terrains, celui du centre et celui de Coataudon ? On avait déjà posé la question sur l'extension de l'école Hénensal. Quels sont les besoins, là, identifiés ? Pareil, on aimerait disposer de l'étude de besoins pour la future salle de sport à Kervillerm. Et puis, je note aussi que vous nous annoncez la reprise de l'assemblée de quartier du Douvez, puisque dans la partie participation citoyenne, il est bien noté que la vie des assemblées de quartiers vous tient à cœur. »

Monsieur le Maire : « Merci. Pour répondre sur le paradoxe pour tenir le PPI, eh bien écoutez, 2026, oui il y a des élections, mais en tout cas on voit les perspectives au-delà de 2026 sur la capacité d'investissement. Après c'est l'équipe de 2026 qui en aura les clés, de continuer ou de poursuivre ou pas cette certaine perspective que l'on avait. On espère tenir ce PPI, vous dites qu'on est prudents et après vous posez la question de savoir si on va tenir ce PPI. Alors là aussi, il y a un paradoxe. Surtout que depuis le début du mandat, on nous dit qu'on est frileux. Et après, qu'on se pose la question de savoir si on va tenir un PPI. Pour la programmation sur les terrains synthétiques, oui ce sont bien deux terrains synthétiques qui sont à refaire sur la commune. Il y a celui de Kerlaurent en premier, et celui du centre en second. On va essayer de négocier deux terrains. On ne les fera peut-être pas en même temps, mais on verra qui va répondre ou pas. Et voilà, c'est la salle de sport de Kervillerm. Oui, Hénensal il y a toujours les études en cours, puisqu'il y a de gros programmes. Il reste deux classes de disponibles, mais il y a des programmes d'habitat qui sont décalés dans le temps. Donc là aussi, ça nous laisse du temps pour voir venir, sachant qu'il reste deux classes de disponibles à l'heure d'aujourd'hui. D'autres interventions ? Oui, Isabelle BALEM. »

Madame Isabelle BALEM : « Merci, Monsieur le Maire. Alors ce rapport d'orientations budgétaires, c'est une étape incontournable dans le cycle budgétaire et à ce titre, il vous est propre. Ce sont vos choix politiques qui conduisent. Tout d'abord, nous tenons à remercier Madame QUENTEL et le service « Finances » de la collectivité pour son travail. Joël, pour sa présentation et la transmission hier du document. Et cette année, nous nous devons d'honorer la mémoire de Madame Jeannine JESTIN, bienfaitrice pour notre Ville par le legs de son assurance vie, d'un montant de 388 000 €, qui aura mis du beurre dans les épinards municipaux. Alors évidemment, évoquant des finances, il ne peut être fait abstraction des inconnues politiques nationales et de la situation ubuesque dans laquelle se trouve notre pays. On entend souvent parler d'économie, en matière de dépenses publiques, d'efforts de redressement. Le discours n'est pas nouveau. Certes, l'État le premier devrait montrer l'exemple. Mais les collectivités locales aussi doivent y contribuer. Alors, au vu de ce contexte national, exit le PLF. Quand le PLF 2025 sera effectivement adopté, il faudra revoir un certain nombre de points et revenir donc vers le Conseil municipal pour affiner certaines lignes. La lecture de ce document amène, cependant, toujours des remarques et des questions. Alors une fois n'est pas coutume, je commencerai par votre conclusion, qui se veut optimiste. Et vous avez raison de l'être. Tout en tirant à boulets rouges, alors, sur vous-même peut-être, depuis bientôt 8 ans, vous êtes majorité municipale ; sur vos

prédécesseurs plus vraisemblablement. Alors je lis : « Les projections de réalisation des comptes de la Ville pour 2024 permettent d'envisager encore une année d'importants investissements dont la Ville a tant besoin, afin de poursuivre le rattrapage du retard accumulé dans de trop nombreux équipements ». Alors la comparaison de ce rapport avec les précédents, montre bien que du retard dans les travaux de certains équipements municipaux vous est directement imputable. Dès 2017, dès votre accession au poste de Maire, vous saviez que des travaux urgents étaient à faire sur l'église. Dans votre Rapport d'Orientations Budgétaires 2018, présenté fin 2017, la ligne apparaît bien. Et, année après année, elle a été décalée, reculée. Aujourd'hui, il pleut dans l'église. Certains bancs doivent être condamnés. Et en levant la tête, on voit bien que les infiltrations occasionnent des dégâts dans les boiseries, notamment. Sur les travaux de l'église, lors de la dernière commission « Finances », vous avez dit que vos prédécesseurs n'avaient rien fait. Alors, juste avant vous, le Maire est resté un petit peu moins de trois ans en place. Son prédécesseur a fait un mandat de six ans. Vous êtes Maire depuis bientôt huit ans, Monsieur le Maire, soit quasiment la durée de mandats cumulés de vos deux prédécesseurs. Et vous n'avez pas fait plus qu'eux. Les travaux réalisés par votre majorité sont le fruit de vos choix politiques, comme ceux de vos prédécesseurs étaient le résultat de leurs choix. Dans la partie, analyse rétrospective, il apparaît que les dépenses d'investissement ont diminué de 25 % entre 2023 et 2024. Ce n'est pas rien.

On apprend dans les dépenses de fonctionnement que la Ville va devoir rembourser, en 2025, la moitié de l'annuité de l'emprunt souscrit par le SIVU, pour financer la construction de l'EHPAD Jacques Brel, une provision de 100 000 € est constituée à cet effet. Alors cette somme couvrira-t-elle la totalité de moitié de l'annuité ou est une provision qui correspond seulement à une partie du montant que Guipavas va rembourser en tant que caution ? Dans le compte 011, il est inscrit que parmi les raisons de la hausse de ce compte, il y a lieu de tenir compte des travaux de remise en état des sites et bâtiments, suite à la tempête Ciarán. La Ville va... sans doute ou va-t-elle bien percevoir des indemnités de remboursement par son assurance pour ses dépenses ? S'agissant des orientations à venir, il s'agit parfois de fadaïes. On lit notamment dans le volet « participation citoyenne » : « Mieux informés et consultés, les habitants peuvent s'impliquer dans les projets menés par la Ville ». Alors, comment ne pas sourire, tant la phrase ne correspond pas à ce que les Guipavasiens ressentent ? Pour être informé, il faudrait déjà recevoir le magazine municipal. Eh bien, excusez-moi, vous n'avez pas à souffler comme ça, Mesdames et Messieurs les élus. Monsieur le Maire, vous êtes responsable de la police de l'Assemblée. Vous ne comprenez pas, Monsieur GRANDJEAN, s'il vous plaît. Vous ne comprenez pas que les élus sont là pour représenter tout... »

Monsieur le Maire : « Allez-y, continuez. »

Madame Isabelle BALEM : « Merci, Monsieur le Maire. Vous ne comprenez pas que les propos que l'on vous tient, ce que l'on vous fait remonter, ce sont les propos qui nous sont tenus par les Guipavasiens. Donc il faut accepter. La première qualité, je pense, d'un élu, c'est la tolérance. Excusez-moi d'avoir à vous le dire, mais oui, c'est la tolérance et l'écoute des administrés. Donc il me semble que j'ai la parole, alors Monsieur le Maire, si je continue mon propos, je le continue, mais pas dans un brouhaha. Ici, on n'est pas au souk. Donc, soit vous faites taire, vos élus, soit je m'arrête. Donc je compte sur vous pour faire respecter le silence. Merci, Monsieur le Maire. Donc j'en étais à dire que pour être informé, il faut déjà recevoir le magazine municipal. Donc j'espère sincèrement que la modification de distribution par la Poste sera efficace, mais je sais pouvoir compter sur la vigilance de Frédéric au service de la communication. Pour ce qui est de la consultation des habitants, et vous le faites comme vous l'entendez, mais les habitants n'y trouvent pas leur compte. Dans l'évolution des dépenses de fonctionnement, vous inscrivez 20 000 € pour Chifoumi. Or la délibération que nous venons de passer tout à l'heure sur Chifoumi stipule que la collectivité inscrit une enveloppe financière de 50 000 €. Donc pourquoi, seuls 20 000 € figurent dans ce prévisionnel ? Vous faites état de la location d'un local pour reloger les agents des Services Techniques durant les travaux de restructuration du Centre Technique Municipal pour une somme de 54 000 €. Peut-on savoir où seront relogés les agents ? Comment ne pas penser au local MARIN acheté pour accueillir les fameux Services Techniques, mais inadaptés ? Des locaux qui sont désormais loués à une entreprise. La Ville se retrouvant maintenant obligée d'aller payer une location ailleurs. D'ailleurs, à titre de comparaison, pourriez-vous nous rappeler le loyer perçu chez MARIN ? Les charges de personnel seront impactées, est-il écrit, par la création d'un poste de directeur du Pôle culture. Nous souhaiterions bien savoir si ce poste est déjà pourvu. S'agissant du plan pluriannuel d'investissement, une ligne saute directement aux yeux : Réserve foncière : 700 000 € en 2025. Quand on voit ce montant qui est le double du montant des années passées, on se dit que vous êtes sans doute déjà sur une acquisition. Peut-on, dès lors, en savoir plus ? Les travaux d'agrandissement de l'école Hénansal programmés sur 2026 sont

finalément retardés à 2028. En fin 2023, vous programmez des terrains synthétiques, travaux prévus en 2026 pour 680 000 €. Et un an plus tard, eh bien il est indiqué : Rénovation de terrains synthétiques : En 2025 : 680 000 €. Donc un an plus tôt que ce qui était prévu, puisque ça devait être fait en 2026. Ça le sera en 2025. Et 500 000 € en 2026. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi ces travaux sont avancés et pourquoi le montant desdits travaux est doublé ? Le montant des travaux de l'église sur 2025 paraît quand même maigre. Espérons qu'ils ne soient pas encore une fois reportés aux calendes grecques. Un projet apparaît : la piste d'athlétisme pour 650 000 €. Et là, c'est fabuleux parce que, depuis le temps, j'imagine que vous allez faire beaucoup d'heureux. Enfin, l'équipement sportif de Coataudon fait l'objet d'une ligne à 100 000 € en 2025 sur un total estimé à 4 350 000 sur la période 2025-2028 avec le gros des travaux sur l'année 2028. Depuis plusieurs mois, je réclame, sur ce sujet, l'étude de faisabilité réalisée, avant de choisir l'emplacement de Kervillerm, mais que vous ne m'avez toujours pas transmise. Vous nous avez adressé, cependant, le 28 novembre, une étude de faisabilité préprogrammation très intéressante qui permet de voir que deux scénarii ont été envisagés. Le premier pour un coût total d'opération de 7 338 000 € TTC ; 6 115 000 hors taxes, dont les travaux à hauteur de 4 743 000 €. Et le deuxième pour un coût de 4 004 000 TTC, soit 3 337 000 hors taxes, dont des travaux à hauteur de 2 615 000. Alors, quand on compare les deux scénarii, on voit que la salle en elle-même, elle est de même proportion : 26,3 m de long - 48,2 m... non 26,3 de large, pardon ; 48,2 m de long et une hauteur à 11 m. Ce qui n'est pas rien. D'autant que même si on n'a pas l'échelle sur le dessin d'implantation fourni, on peut estimer la distance entre la salle et les talus des voisins à environ 15 m, seulement. Les surfaces varient entre les deux projets sur les locaux d'accompagnement, ou encore le nombre de places de gradins qui va du simple ou double. Mais une chose paraît surprenante, dans le deuxième scénario, ce sont les coûts des espaces extérieurs d'accès VRD et traitements des abords qui ne sont pas inclus. Ne figurent, en réalité, que le parvis et le parking vélos. Alors, en soi, vous me direz, ce n'est pas si illogique, parce que le problème de l'accès en voiture, là-bas, il reste entier. Et il est d'ailleurs sujet à polémique. Pourtant, on voit en pointillé, une ligne qui matérialise un accès noté « Tous VL », donc véhicules légers et techniques. Alors, pourquoi envisager un coût de l'équipement sans le parking de voitures, les emplacements « dépose bus » les VRD et abords. Et pouvez-vous nous dire, dans votre PPI, quel scénario a été retenu ? Enfin, figure une ligne intitulée « Réaménagement du centre bourg » avec le chiffre 0. Les travaux devraient commencer en avril prochain et durer 10 mois, selon l'information donnée en assemblée de quartier du centre-ville lundi dernier. La métropole finance, mais la Ville de Guipavas ne participe-t-elle pas financièrement au projet, ou bien le montant n'est-il, à ce jour, pas connu ? Si cependant, vous avez une approximation de celui-ci, merci de nous donner une idée de cette participation. Je vous remercie par avance, Monsieur le Maire, pour vos réponses. »

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Oui, merci, Monsieur le Maire. Pas facile de passer le dernier. Une fois que les collègues des deux autres groupes minoritaires ont pu s'exprimer. Il est intéressant de noter que j'ai parfois les mêmes visions que mes collègues et ce qui nous distingue, certainement, de minorité et majorité. Je vais, toutefois, essayer de dire quelque chose, sans m'étendre. Mais peut-être en posant peut-être des questions plus directes. Je voudrais m'associer aux remerciements pour Madame QUENTEL et le Service, pour le travail remarquable, il faut le reconnaître, c'est un travail qui est lourd et qui nous est présenté tous les ans. Merci à Joël, parce que j'ai écouté son rapport, comme on peut écouter un livre audio. C'est un peu long, ce n'est pas facile, mais il y avait les éléments. Comme tout le monde, je note que la situation nationale est particulièrement compliquée et, notamment, par des situations internationales, surtout l'absence de gouvernement dans notre pays et le rejet du budget, ne met pas en place les conditions nécessaires à une vision claire de ce que pourrait être notre propre budget. Alors, comme Claire, je voudrais dire que d'autres villes, qui sont confrontées à la même situation, ont choisi de reporter au début d'année prochaine l'étude du Document d'Orientations Budgétaires. Je pense qu'on aurait pu faire la même chose, d'autant que la présentation du Compte Administratif est également reportée au mois de février. On sent, dans ce budget, mais je ne voudrais pas répéter ce que j'ai tendance à dire les années passées, mais c'est un peu la même chose, sauf que cette fois-ci, il y a un risque important d'incertitude, j'insiste sur le mot incertitude et nous savons tous combien un budget s'accommode mal de l'incertitude. Ce qui fait que les montants attendus découlent de projections réalisées sur la base, d'une part d'une loi de Finances, mais aussi d'éléments que vous avez souhaité engager et poursuivre. Mais ça nous donne des hypothèses potentiellement fragiles. Comme ça ne peut pas être un débat, puisque ça n'est jamais un Débat d'Orientations Budgétaires. Il est établi, bon, on le reçoit. Je vais essayer de poser quelques questions ou donner quelques exemples. D'abord, quelques exemples : « Orientations – Réactions » : Sur ce paragraphe, moi je constate dans la participation citoyenne qu'il y a finalement eu assez peu de réunions des assemblées de quartier. Une cette semaine, pour le centre-ville, avec une présentation

par la métropole des travaux à venir. Bon ! On a reçu ces éléments-là et on verra. La précédente avait eu lieu en mars. C'est quand même finalement assez lointain. Je constate aussi, parce que les gens nous en parlent, comme le disait, Madame BALEM tout à l'heure. Les gens nous disent qu'il y a assez peu de prise en compte des remarques des habitants. En ce qui concerne les jeunes, vous avez une petite annotation. Je voudrais avoir quelques précisions concernant le Service National Universel, que vous dites vouloir amplifier. En matière de culture, il y a une phrase un peu sibylline. Que signifie concrètement : « Des investissements qui favorisent le lien social et la vie de quartier ». Quels sont les montants alloués pour cet item ? Plus loin, en ce qui concerne les acquisitions foncières, quelques éléments que j'ai relevés. Ce ne sont que des exemples. On ne peut pas parler de tout. Vous budgétisez et dites vouloir poursuivre des acquisitions foncières, en prévision des besoins futurs de la commune. Alors j'aimerais savoir lesquels.

En 2025, vous nous dites qu'il y aurait une progression importante de près de 10 millions d'euros, en cohérence, dites-vous, avec la Programmation Pluriannuelle d'Investissement, le PPI, et cette montée en puissance de l'investissement va se traduire, à terme, sans doute, par une légère augmentation de l'endettement. Alors, c'est la légère augmentation de l'endettement qui m'inquiète un petit peu. Et ça m'inquiète d'autant plus, qu'il n'y a pas si longtemps, vous vous refusiez à tout endettement. Alors, je me suis demandé si vous aviez changé de logiciel. D'ailleurs, vous dites vouloir contracter de nouveaux emprunts. Votre objectif est-il, de fait, de réduire par le morcellement, le coût total et la durée de l'endettement ? Voilà une question précise. À ce sujet, vous annoncez mettre en place une politique de recherche de financement, pour réduire le recours à l'emprunt. Bon ! Ça va ensemble, j'imagine. Mais pouvez-vous préciser ce que vous souhaitez, concrètement, mettre en œuvre ? On constate une évolution progressive. Je crois que Claire l'a dit tout à l'heure, des recettes de fonctionnement. Vous prévoyez le maintien des taux d'imposition. Moi, je considère aussi que c'est plutôt une bonne nouvelle. On pourrait parler de la dotation globale de fonctionnement. Mais quelques questions complémentaires. Alors, on parlait du stade tout à l'heure. Mais bon, vous avez déjà répondu. Il y avait cette programmation d'une subvention de 500 000 € qui a été évoquée, qui est instruite dans un rapport de la métropole. Je n'ai pas été... Ce n'est pas tombé, comme ça, du ciel cette information. On sait aussi que si ce n'est pas pour cette année 25, ce sera peut-être pour l'année 26. Mais, comme Claire l'a particulièrement souligné, il y a des élections municipales. Donc, quid ? Quid de ce stade par rapport à notre budget ? Quelles sont vos prévisions, votre programmation en ce qui concerne cela ? J'avais noté par ailleurs qu'il y a le transfert des EHPAD. Bon, j'ai regretté sur des dossiers comme ceux-là, ces deux-là notamment, que l'ensemble des composantes de ce Conseil ne soit pas associé pour une discussion, parce que ça implique la totalité des habitants de notre Ville et ça me paraît assez logique. En tout cas, il y a une garantie de 100 000 €. Alors, je vais écrire sur mon papier : « Dans quel but ? » même si cela a déjà été, en partie, répondu par Joël. Mais ça souligne aussi une inquiétude ou des inquiétudes. Alors, quelles sont ces inquiétudes par rapport à ce transfert des EHPAD ? Est-ce que vous pouvez, par ailleurs, développer cette assertion ? « *L'évolution de l'épargne permettra de financer près de 95 % des investissements récurrents en 2025* ? ». Pour en savoir un petit peu plus, j'aurais été content aussi d'avoir plus d'informations ou connaître l'évolution plutôt que de l'information, l'évolution prévue pour l'école Pergaud. Comme Madame GUERIN l'a souligné, j'ai relevé la location d'un local pour héberger le personnel. Donc, oui, les Établissements MARIN que vous avez acquis. Bon ! J'ai noté également les deux terrains synthétiques. Est-ce une priorité au moment où nous avons aussi des économies à opérer ? En ce qui concerne le patrimoine, et j'en ai bientôt fini, et notamment notre patrimoine historique. Donc je repense à l'église, puisque nous n'avons pas, sur la commune, un nombre important d'éléments classés. Alors, si on regarde votre prévisionnel avec les précédents, on constate que les réparations de l'église ont été programmées à plusieurs reprises. On vous a dit, tout à l'heure, depuis près de 8 ans, si j'ai bien entendu, mais toujours repoussés. Alors, ça, ce sont des choix politiques. Je me rappelle d'une parole de votre collègue de Plougastel, qui, réparant son clocher il y a quelques mois, disait : « Réparer une Église, c'est un choix politique ». J'ai entendu son message et je ne peux pas m'empêcher de le redire. D'autant plus que si on avait réalisé certains de ces travaux un peu à l'avance, eh bien ils auraient coûté, sans doute, bien moins cher. Et c'est vrai qu'il pleut dans l'église sur les bancs. Alors, j'espère que ce soir, là, on nous annonce une météo un peu catastrophique. Et, au moment où il va y avoir un concert avec toutes les places vendues, donc beaucoup de monde, j'espère qu'il n'y aura pas trop d'eau à tomber sur les spectateurs, la chanteuse ou les Petits Chanteurs à la Croix de Bois. En ce qui concerne l'église, pour être plus sérieux, maintenant, quelle programmation pluriannuelle proposez-vous pour ce dossier qui, selon votre annonce, l'autre jour en assemblée de quartier, s'élève à près de deux millions quatre. Alors que sur le DOB, il est programmé une somme de 83 750 € pour 2025. Donc on a encore de la marge et il va falloir du temps. Voilà. Merci beaucoup pour vos réponses, Monsieur le Maire. »

Monsieur le Maire : « Bien. Merci. Joël, tu as des points à répondre, oui ou non ? Je commence. Alors, le rattrapage des retards accumulés. Et je vais revenir sur l'église tout de suite. Parce que c'est un équipement qui méritait beaucoup de travaux. Et on savait que plus personne ne voulait monter sur le toit, compte tenu des reprises de couverture qui ont déjà eu lieu. Alors, il ne faut pas oublier que c'est un bâtiment historique, que l'on ne fait pas ce qu'on veut. Oui, il est historique et il est inscrit et en partie classé. Il y a eu de nombreuses études et sondages. Il a fallu trouver un architecte du patrimoine disponible. Ce qui ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, croyez-moi. De nombreuses réunions, enfin de nombreuses analyses où les personnes se sont faufilées entre la charpente et la volige, enfin sous la volige, sous le toit, dans tous les recoins de l'église. On a fait évacuer du bois qui était déjà attaqué par des insectes xylophages. Pas de la mérule, mais des insectes, ce qui est souvent le cas dans les églises, puisque ça reste humide et ça n'est pas chauffé ou c'est très peu chauffé. Le clocher, personne n'avait parlé du clocher. Eh bien aujourd'hui, on a pris attache avec les personnes compétentes. La priorité sera le clocher. Parce que le clocher est creux. L'intérieur du clocher, le béton s'écaille suite, aux ferrailles qui travaillent. Le clocher est en béton, et le béton s'effrite par rapport à la ferraille qui travaille à l'intérieur. Donc, si on ne veut pas que le clocher tombe, il va falloir commencer par ça. Il y a la chambre des cloches, ou les supports de cloches et dont on ne le savait pas non plus, auparavant, qui sont à changer. Donc les cloches à descendre. Ensuite viendra la couverture. La couverture, il va falloir trouver une entreprise pour pouvoir faire ça sur de nombreux mois. Il va falloir couvrir d'un échafaudage et d'une bâche, le toit de l'église. Sur le matériel, il y a entre un an et un an et demi de délai sur la fourniture, rien que la fourniture des ardoises. Donc on va commencer l'année prochaine par le clocher. Et on va, en parallèle, commander les ardoises, bien sûr, pour anticiper. Il va falloir trouver les entreprises derrière. Déjà, les consulter. Et toutes ces études et tous ces groupes, enfin parce qu'il y a un groupe de travail qui est constitué également du Curé de la commune, de la paroisse. Il est bien au courant de tout ça. Alors, il est vrai que depuis peu, il pleut à l'intérieur. Personne ne veut monter sur le toit. Aujourd'hui, on met des seaux ou on fait comme on peut. Les bancs ne sont pas attaqués. Les chaises, ce sont les chaises en paille. On nous a déconseillé les chaises en paille, d'ailleurs, dans les églises, parce qu'il n'y a rien de tel que les chaises en paille pour garder les insectes. Tout ça, ça a été signalé, bien sûr à Monsieur le Curé. Moi, demain, si l'Église, si on considère que ça fait trop dans l'Église, eh bien on va la consigner, et puis les paroissiens, ils iront dans la chapelle le temps des travaux, mais ça peut durer quelques années. Alors oui, c'est un choix politique, et non, on n'a pas perdu de temps, parce qu'il fallait trouver les personnes adéquates et les bureaux d'études adéquats, pour pouvoir faire ce type de travail. Si ça avait été fait avant, croyez-moi, on n'en serait pas là. Enfin, la couverture, pour moi, aurait dû être remplacée avant. Puisque depuis longtemps, on sait que personne ne peut monter sur le toit, et on ne peut pas trouver d'ardoises de ce type-là, des ardoises de Sizun, on n'en trouve plus. Donc on va passer à l'ardoise de Galice, ou des choses comme ça ; des grandes ardoises rectangulaires noires. On a travaillé aussi sur le fait de mettre, côté sud, des panneaux solaires. L'Architecte des Bâtiments de France m'a 4 ou 5 fois dit non. Alors, on nous bassine, d'un côté pour faire de l'énergie verte, et de mettre du panneau solaire, d'investir, évidemment sans beaucoup d'aide, comme le reste. Et lorsqu'on a un édifice qui peut recevoir, et en plus c'est le côté qui n'est pas en vue de la rue, eh bien on nous le refuse. Donc, moi, je ne trouve pas ça très logique. Mais j'ai encore posé la question à la dernière réunion à l'Architecte des Bâtiments de France, la semaine dernière, qui reste sur sa position. Donc oui, ça fait presque 8 ans qu'on est élus, mais ça fait presque 8 ans qu'on est sur ce dossier. Alors, dire que les investissements ont baissé. Il n'y a jamais eu tant d'investissements à Guipavas. Je rappelle qu'on est passé sur des travaux récurrents. Pour les bâtiments existants, on est passé de 700 000 € en début de mandat, à 1,4 millions d'euros. Ce n'est pas rien. Tout a été doublé. Alors, cette année, enfin sur 2024, il y a peut-être une baisse des investissements, ça ne serait pas sur une année, quand je prends l'exemple de l'école Pergaud, par exemple. Tout ne sera pas réglé sur cette année. Vous voyez bien également que sur l'année prochaine, il y en aura plus. Puisqu'il y a des factures qui vont tomber l'année prochaine. Quand on fait un chantier, ou quand on rénove une maison, c'est pareil. Si vous commencez en fin d'année, ou au milieu d'année, si ce n'est pas terminé, vous avez des factures à payer sur l'année suivante. Ça me paraît logique. Sur le SIVU, on est cautionnaire des prêts avec le département. C'était rédigé comme ça, à l'époque. Donc il y a une facture de 200 000 € annuel de remboursement de prêt. On a la moitié pour nous, la moitié pour le département. Donc c'est pour ça qu'on a mis les 100 000 €. Sur l'implication des habitants, alors... je ne reviendrai pas sur l'histoire du magazine, parce qu'on en a parlé maintes fois et on vous demande de le signaler. Alors, on change de prestataire, vous en avez été informés. On peut l'avoir aussi en dématérialisation, sur la tablette ou sur l'ordinateur. Moi, je le reçois en dématérialisé tout le temps, et je le reçois aussi dans ma boîte aux lettres, pourtant. Mais voilà, il peut y avoir un loupé, de temps en temps. Mais, voilà, l'information est là. Sur l'implication des habitants, il n'y a jamais eu non plus autant de concertation depuis qu'on est là. On a fait le budget participatif. On

a fait des réunions avec des assemblées de quartiers, que ce soit sur le projet Rody, Kervillerm sur l'étude commerces, bien avant, les travaux sur le centre-ville. On l'a fait sur le centre-ville. Combien de réunions il y a eu sur le centre-ville ? Il y en a eu beaucoup, avec les commerçants, avec les habitants, avec des déambulations de jour, de nuit. Voilà. Ne dites pas qu'on ne fait pas de concertation. Ce n'est pas possible. C'est votre vision des choses. La location du local pour les services techniques. Alors, on a fait une analyse d'empoussièrisme d'amiante sur les Services Techniques, parce qu'on avait des doutes. L'analyse a démontré qu'il n'y avait pas de sujet particulier, mais que c'était quand même vieillissant, qu'il fallait s'en tenir. Enfin qu'il fallait s'en tenir à préparer des travaux. On avait acheté MARIN pour faire les Services Techniques. Et j'en ai déjà parlé ici. Avec tout ce qui nous tombe sur la figure en termes de frais de fonctionnement supplémentaires. Eh bien, il a fallu arbitrer et décaler les investissements. On a toujours dit, on a toujours été transparents là-dessus. La rénovation de MARIN pour faire les Services Techniques adéquats, les bureaux et tout ça, on en avait pour plusieurs millions d'euros. Aujourd'hui, on a pris la décision de rénover, enfin de désamianter les services techniques et de refaire les vestiaires, parce qu'on a du personnel féminin aujourd'hui et ce n'est pas adapté pour le personnel féminin. Donc, on va investir sur une rénovation à minima des Services Techniques. Donc, on enlève tout l'amiante et on veut réorganiser certaines choses. Dans quelques années, on aura peut-être les moyens de rénover MARIN. Je répète, ce n'est pas une mauvaise affaire. Aujourd'hui, on loue 7 000 € hors taxe par mois, soit 8 400 TTC par mois. Ça rapporte 100 800 € TTC annuel. C'est un bâtiment qui se paye tout seul. Et c'est une réserve foncière très importante pour la Ville. Si demain, mon remplaçant ou ma remplaçante, exige, enfin estime... pardon ? »

Monsieur Emmanuel MORUCCI intervient : « Successeur(e). »

Monsieur le Maire : « Oui, si vous voulez. Eh bien s'il faut le vendre, c'est un bâtiment qui sera vendu beaucoup plus cher que ce qu'on l'a acheté, déjà. Donc c'est aussi une réserve foncière pour la Ville. Et le locataire actuel a pris à ses frais, à sa charge, toute la rénovation de la partie bureaux. Parce qu'il voulait le louer pour, au départ, un an, et finalement il a demandé une prolongation. Ce que j'ai accepté et, en contrepartie, on a juste remplacé les moteurs des portes sectionnelles. Tout le reste, la mise aux normes de l'électricité et la rénovation des bureaux ont été faites à la charge de l'entreprise. Donc, vous voyez que ce n'est pas une mauvaise affaire. Et donc, on va louer. Alors, c'est une estimation, les 54 000 € pour déplacer les Services Techniques dans un local. Comme le chantier n'est pas encore planifié au mois près, eh bien, c'est une estimation. On a regardé avec les agents immobiliers d'entreprises, voir par rapport à la surface qu'on avait besoin, voir ce que ça pouvait engendrer comme coûts supplémentaires pour ce projet-là. Bien sûr, on a contractualisé, avec aucun propriétaire, puisqu'on ne va pas louer avant que les travaux ne commencent, si on peut faire comme ça. Donc on recherchera un local. Et c'est sur du court terme et ce n'est que sur quelques mois. Pour le Directeur des Services des Sports Culture et Vie associative, donc la personne a été recrutée et on a rendez-vous avec elle, en début d'année. Elle devrait arriver, fin février ou début mars. Oui, fin février. Donc la personne a été recrutée. Pour les terrains synthétiques, ils ont été avancés, oui, est-ce urgent, comme dit Emmanuel ? Oui, c'est urgent, puisqu'aujourd'hui, on a un corps arbitral qui menace de ne plus laisser jouer dessus parce qu'ils sont tellement usés, la durée de vie d'un terrain synthétique, c'est 10 ans. Celui de Coataudon a 14 ans, et à suivre celui du centre qui avait été fait, comment dire, un peu au rabais. Il sera à refaire ensuite. Pourquoi on reste à 2028 sur le PPI ? Eh bien, c'est une projection jusqu'à 2028. Ça permet de voir l'évolution de la dette, et voir ce qu'on peut intégrer ou pas, en terme de prévisionnel. Le centre-ville, il est financé par Brest métropole. Alors demain, on aura peut-être certaines choses à ajouter. On est en train de travailler sur un jalonnement des parkings extérieurs, d'ailleurs, sur des totems, pour pouvoir indiquer aux gens tous les parkings qui sont à moins de 5 minutes à pieds, du centre-ville, par exemple. Les scénarios de la salle de sport. J'ai dit à maintes reprises : il n'y a rien d'arrêté pour la salle de sport. On a bloqué un terrain pour lequel on n'a pas signé qu'on n'a pas encore acheté. On a des associations à rencontrer. On a rencontré les porte-paroles des riverains pour leur expliquer le projet lors d'une assemblée de quartier. Rien n'est arrêté. Quand je peux lire que Madame BALEM préconise de faire la salle de sport à l'emplacement de l'Asie d'Or ! Eh bien merci pour les riverains qui sont à côté, d'avoir une salle de 12 ou 14 mètres à côté. Et sans stationnement, en plus. Donc... »

Monsieur Jacques GOSSELIN intervient : « Yves Kerjean ? »

Monsieur le Maire : « Yves Kerjean fait 7 mètres, par exemple. Donc, vous voyez, une salle de sport, ça fait quasiment le double. Alors, mettre ça en bord de route, je ne comprends pas qu'on puisse penser à ça. Il y aura un travail qui sera fait. Les 700 000 € qui sont prévus en achat de terrains, eh bien on a

des prévisions d'acquisition de terrains, évidemment, pour l'avenir de Guipavas et pour des projets guipavasiens, mais tant que rien n'est fait, je ne peux pas dire publiquement lesquels sont ces terrains. Refuser l'endettement, Emmanuel MORUCCI me dit qu'on a refusé l'endettement. On n'a jamais refusé l'endettement, au contraire. On n'a jamais investi autant sur Guipavas. On emprunte, oui, lorsque c'est nécessaire. Sur 2024, on n'a pas eu besoin d'emprunter. C'est une chance. On a une ligne de trésorerie d'un million d'euros qu'on n'a pas actionnée. Sur 2024, on sait qu'on aura à faire face à des coûts et que l'on sera obligé de mobiliser l'emprunt pour payer la... En 2025, pardon, on sera obligé de mobiliser l'emprunt pour payer l'école Pergaud, par exemple. Les 500 000 € du Stade Brestois 29. Alors Emmanuel, je l'ai dit à maintes reprises, ce sera voté ici, ça dépendra des... des ressources que l'on mettra en face. Il est présenté dans de potentiels financements du Stade, c'est vrai. Mais il n'y a rien d'acté. Il n'y a rien de décidé, et il n'y a rien de voté, surtout. Ça sera voté dans cette enceinte. Alors par moi, ou par mes successeurs. Et si mes successeurs ne veulent pas, si c'est en 2026 qu'ils veulent le voter, eh bien vous le ferez. Alors, ce qu'on va dégager en épargne nette en 2024, on a dit, on parlait d'un million quatre. On a parlé aussi de nos travaux récurrents qui sont à un million quatre. Alors on va financer 95 % de nos travaux récurrents en 2024, avec cette épargne, cette épargne nette. CQFD. Les synthétiques, bon les synthétiques, j'ai répondu. Et le transfert du SIVU, le transfert du SIVU eh bien écoutez, on vous a quand même informés des démarches que l'on avait en cours. Pour moi, on a été assez transparents. Maintenant, on va travailler sur l'année 2025. D'ailleurs, Claire fait partie du Comité syndical du SIVU et on ne peut pas être plus transparents que ce qu'on ne l'est aujourd'hui. Sur Chifoumi, on a 20 000 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement. C'est pour ça qu'il y a 20 000 d'un côté et 30 000 d'annoncés en global dans la délibération de tout à l'heure. J'espère que j'ai répondu à toutes vos interrogations. En tout cas, je pense que la majorité des points... Oui, Claude SEGALEN. »

Monsieur Claude SEGALEN : « Oui, merci. Je voudrais quand même repréciser un certain nombre de choses. La majorité en place l'est effectivement depuis 2017, jusqu'à aujourd'hui, et jusqu'en 2026. Il y a eu deux élections. Un premier mandat de trois ans et un second mandat de six ans. J'ai un trou de mémoire. Les trois premières années, c'était qui, la première adjointe ? C'est trop facile de dire que la majorité n'a pas fait son boulot, mais Madame BALEM, vous étiez présente dans cette majorité. Donc, ce n'est pas... C'est trop facile de dire que ce qui a été fait pendant ces trois années, enfin ces 8 années, pardon, c'est négatif. Alors que vous avez cautionné pendant trois ans, le travail qui a été effectué. Ah non, c'est vrai, vous avez démissionné au mois de novembre et donc vous êtes restée deux ans et huit mois. Donc, vous avez cautionné pendant deux ans et huit mois. Je vous remercie. »

Monsieur le Maire : « Très bien. Oui, Madame BALEM. »

Madame Isabelle BALEM : « Merci, Monsieur le Maire. Alors Monsieur SEGALEN, effectivement, j'entends ce que vous dites. Mais moi, je vais avoir l'honnêteté de vous dire que je n'ai pas cautionné pendant tout... que je n'ai pas cautionné et que, de toute façon, et d'ailleurs vous en êtes l'image dans votre majorité, personne ne pose de question au Conseil municipal. Personne ne vote différemment des autres élus. Ça donne une idée et, pour en avoir fait partie, Régine en a fait partie aussi, on connaît quand même suffisamment la chose. Quand on est adjoint, on est un petit peu plus investi que lorsque l'on est Conseiller, Monsieur SEGALEN, permettez-moi de vous le dire. Donc je pense avoir fait le tour de la question et, s'agissant des choix des travaux, ce n'est pas cert... ce n'est certainement pas moi qui arbitrais ces choix-là. »

Monsieur le Maire : « Oui, Claude SEGALEN. Je rappelle qu'il y a un bureau municipal quand même, qui arbitre aussi et qui fait les PPI. Et il y a déjà eu des votes différents de l'entière majorité pour certains cas. Alors, très peu, certes, mais aussi on les prépare ensemble et on les arbitre ensemble. Donc voilà pourquoi. Vas-y. »

Monsieur Claude SEGALEN : « Oui, je vais repréciser. Pendant trois ans, nous avons eu une façon de travailler dans notre groupe majoritaire. Depuis 5 ans, on travaille différemment, Madame BALEM. Et je peux vous dire que vous vous interrogez, parce que la majorité ne pose pas de questions au Conseil. Mais pourquoi ? Je vais vous donner la réponse. La réponse c'est qu'on se voit trois semaines avant le Conseil. Et pendant trois semaines, nous débattons entre nous. Et on pose des questions. Chose qu'avant, on ne le faisait pas de la même façon. Et je peux vous dire que c'est bien plus constructif de la façon dont on travaille aujourd'hui, que les critiques que vous formulez à l'encontre de la majorité. »

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Pierre BODART : « Oui, j'ai juste un point, qui n'est pas un point de détail, c'est un point important. Parce que je me félicite que... à titre personnel, je n'engage

pas le groupe ni personne d'autre, que la piste d'athlétisme est enfin inscrite à un PPI, même si je regrette qu'elle ne soit pas plus à gauche que ça sur le tableau. »

Monsieur le Maire : « Ton micro, Pierre. »

Monsieur Pierre BODART : « Non, mais voilà, c'était tout. C'était juste une remarque. »

Monsieur Fabrice JACOB : « Alors là, c'est typiquement le type d'arbitrage qu'on doit faire. Moi, comme je dis dans les associations, tout ce qu'on me demande, tous les travaux, toutes les adaptations, tous les aménagements qu'on nous demande de faire, moi j'aimerais bien pouvoir y répondre... eh bien en 6 ans de pouvoir faire tout. C'est certain. Déjà, alors les services derrière ne pourraient pas suivre, ou alors il faudrait multiplier le nombre d'agents. Les finances derrière, c'est pareil, les finances ne suivraient pas. Donc aujourd'hui pourquoi la piste d'athlétisme a été décalée ? Eh bien parce que la piste d'athlétisme est utilisable aujourd'hui, même si ce n'est pas... non, mais, elle a été retravaillée pour enlever les flaques d'eau. Elle a été rénovée. Faire du sport en extérieur comme celui-là, on peut le faire aussi ailleurs que sur une piste d'athlétisme, enfin voilà. On a fait plein de chemins de randonnées dans toutes les zones économiques, par exemple, avec du « terre/pierres ». C'est quand même confortable aussi. Mais je ne cherche pas d'excuses, c'est vrai que j'aurais souhaité pouvoir le faire plus rapidement. Et on l'a fait estimer. C'est 680 000 €, je crois, de mémoire. Ce n'est pas rien. Mais franchement, on aimerait bien faire tout. Je pense à Bernard CALVEZ, l'anneau cyclable, il n'a jamais été aux normes. Du jour où on va toucher quelque chose, dès qu'on va recommencer à refaire une main courante, par exemple ; ou dès qu'on va toucher à la piste, il faudra refaire l'ensemble. Là, il y a pour des millions d'euros. Alors, moi, je veux bien tout entendre, je veux bien tout faire. Mais on ne peut pas tout faire en claquant des doigts et, malheureusement, ça prend du temps. Vous voyez le temps long qu'il y a pour l'église, par exemple. C'est pareil. Ce n'est pas... Ce ne sont pas des dossiers privés où on choisit son fournisseur, on se débrouille, on va voir les entreprises directement et on négocie les prix. Non, ça ne marche pas comme ça. L'école Pergaud, ça fait 6 ans qu'on est dessus, avant le démarrage. Le centre-bourg, c'est pareil, ça fait un moment. Mais tout ça, c'est très long dans le temps, et on n'a pas le choix, on ne peut pas faire autrement. Le souci est là et moi, le premier, j'ai râlé après certains prédécesseurs, pour dire que ça n'allait pas assez vite, mais c'est vrai que quand on est aux affaires, on voit la lourdeur de mener tel ou tel dossier. Alors, je ne dis pas que ce n'est pas bien, parce qu'il y a certainement eu des abus ou des malfaçons, des choses avant. Mais en tout cas on est encadré, on est obligé d'être encadré et on est contraint par toutes ces méthodes. Voilà ce que je voulais dire. Oui, Nicolas CANN. »

Monsieur Nicolas CANN : « Oui, juste un petit mot, moi je voudrais dire que si on regarde quand même dans le rétro et tout ce qui a été fait quand même depuis quelques années qu'on est aux manettes, eh bien je pense qu'il y a de quoi être fier de tout ce qui a été fait, dans les écoles, au niveau culturel. Enfin, l'entretien oui, récurrent et c'est vrai qu'il y avait du retard. Et puis quand on nous dit : eh bien, ce sont vos choix politiques. Oui, ce sont nos choix politiques. Ça ne peut pas en être autrement, puisque c'est nous qui avons été élus. Donc ce sont nos choix politiques. Et puis le jour où il y aura quelqu'un d'autre à la barre, eh bien ils auront d'autres choix politiques et tant mieux. C'est comme ça. C'est ça la démocratie. Après, Madame BALEM, venir nous donner des leçons de démocratie... moi, j'ai quand même un souvenir qui me revient en tête. À un bureau municipal, je vous ai entendu dire une fois : « C'est ma délégation, je n'ai pas d'avis à demander ». Alors quand on a entendu ça, et aujourd'hui avoir des leçons depuis des années, en Conseil municipal, c'est gonflé et c'est plus que gonflé. Et moi, je pense que c'est limite à se moquer de nous. »

Monsieur le Maire : « Très bien. Eh bien écoutez, s'il n'y a pas d'autres interventions, je vous propose de prendre acte de ce rapport. »

Le Conseil municipal prend acte du Débat d'Orientations Budgétaires 2025.

ADMISSIONS EN NON-VALEUR

Malgré la mise en œuvre de toutes les procédures, le Service de Gestion Comptable de Brest n'a pas pu recouvrer les créances suivantes :

Année	Créances éteintes (compte 6542)	Créances irrécouvrables (compte 6541)
2018	538,60 €	0,00 €
2019	0,00 €	823,22 €
2020	0,00 €	3,46 €
2021	243,37 €	1 306,58 €
2022	0,00 €	1 017,07 €
2023	234,87 €	205,34 €
2024	0,00 €	19,20 €
TOTAL	1 016,84 €	3 374,87 €

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable,

Vu la présentation de demandes en non-valeur déposée par le Comptable public du Service de Gestion Comptable de Brest,

Considérant que toutes les opérations visant à recouvrer ces créances ont été diligentées,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ADMETTRE en non-valeur les créances pour un montant total de 4 391,71 €,
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes les opérations d'écritures pour l'exécution de la présente délibération.

Avis de la commission :

Finances, Administration Générale, Personnel, Communication, Démocratie, Citoyenneté, Relations Internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

BUDGET PRINCIPAL 2024 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 5

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1612-11,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n° 2024-02-17 du 7 février 2024 relative à l'adoption du budget primitif pour l'exercice 2024,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la ville,

Vu la décision n° 2024-04-46 du 10 avril 2024 autorisant le virement de crédits n° 1,

Vu la décision n° 2024-07-69 du 5 juillet 2024 autorisant le virement de crédits n° 2,

Vu la délibération n° 2024-09-72 du 25 septembre 2024 relative à l'adoption de la décision modificative n° 3,

Vu la décision n° 2024-10-95 du 11 octobre 2024 autorisant le virement de crédits n° 4,

Considérant la nécessité de procéder à des modifications telles que figurant dans le tableau pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables du budget général,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER la décision modification n° 5 du budget principal 2024

PJ : Décision modificative n° 5

Avis de la commission :

Finances, Administration Générale, Personnel, Communication, Démocratie, Citoyenneté, Relations Internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

Abstentions : Mesdames et Messieurs Claire LE ROY, Pierre BODART, Catherine GUYADER, Alain LAMOUR, Isabelle BALEM, Régine SAINT JAL, Jean-Yves CAM et Emmanuel MORUCCI

**MISE EN PLACE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE (CFU) POUR L'EXERCICE 2024 ET
MODIFICATION DU RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui généralise le Compte Financier Unique (CFU) au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026,

Considérant que le CFU répond à trois objectifs principaux :

- Une information financière plus simple et lisible : un seul document au lieu de deux partiellement redondants, et souvent trop volumineux ;
- Une information enrichie grâce au rapprochement de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné ;
- Le levier d'un travail collaboratif simplifié entre les services de la collectivité et ceux du comptable public (dans le respect de leurs prérogatives respectives) pour établir ce document commun. Cela contribuera à la fiabilisation de la qualité des comptes.

Considérant que la Collectivité a délibéré le 14 décembre 2022 en faveur de l'adoption de la nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2023 et effectue la dématérialisation des documents budgétaires au format XML. L'ensemble des conditions requises sont réunies pour la mise en œuvre du CFU,

Considérant que l'élaboration commune du CFU par l'ordonnateur et le comptable ne permet pas de respecter le calendrier du cycle budgétaire comme prévu dans le Règlement Budgétaire et Financier de la ville,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER la mise en place du Compte Financier Unique pour le budget principal et le budget annexe à compter de 2025 pour les comptes de l'exercice 2024 en lieu et place des deux documents respectifs de l'ordonnateur et du comptable public, le compte administratif et le compte de gestion,
- D'APPROUVER la modification du Règlement Budgétaire et Financier de la ville,
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PJ : Règlement Budgétaire et Financier

Avis de la commission :

Finances, Administration Générale, Personnel, Communication, Démocratie, Citoyenneté, Relations Internationales : favorable

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des questions, des interventions ? Oui Claire LE ROY. »

Madame Claire LE ROY : « Oui, juste remarque. Ça va décaler en fait le calendrier budgétaire. C'est bien ça ? C'est-à-dire qu'on va se retrouver à voter un budget, avant d'avoir lu le compte administratif. Donc voilà, c'est un peu contre nature, parce que dans le budget, on a des chiffres qui émanent du compte administratif, puisque c'est reporté dans le budget. Donc du coup, voilà. On va se retrouver à voter les comptes 2023... après le budget de 2020. Non, je me suis trompée d'année. Le budget de la N+1 avant le compte administratif de la N-1. Voilà. C'est un peu bizarre comme exercice. »

Monsieur Joël TRANVOUEZ : « Concernant justement, donc le Budget Primitif, la date butoir est automatiquement dans les deux mois qui suivent le Débat d'Orientations Budgétaires. Donc on est obligé effectivement de respecter ce calendrier du 15 février. Et alors qu'habituellement, effectivement, on avait le compte administratif et le budget qui étaient votés dans la même journée, aujourd'hui, le fait de travailler différemment avec le comptable public sur l'arrêté des comptes administratifs, on se retrouve donc avec... des navettes qui sont... et on l'a expliqué l'autre jour en commission, des navettes qui se font entre les services Finances de la Ville et le comptable public, et pour simplification. En fin de compte, ça n'en est pas vraiment une, puisque, effectivement, on sera obligé de décaler le compte administratif pour le prochain Conseil municipal du mois d'avril. »

Monsieur le Maire : « Alors, pour compléter, dans de nombreuses communes, c'est déjà comme ça. À la métropole, par exemple, c'est comme ça aussi. On était une des rares communes à faire, le même jour, le budget et le compte administratif. Mais effectivement, ce n'est pas une simplification pour nous ni pour les services. »

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

**ADHÉSION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION « PRÉVOYANCE » PROPOSÉE PAR LE
CENTRE DE GESTION DU FINISTÈRE ET MISE EN PLACE DE LA PARTICIPATION
EMPLOYEUR**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code des assurances, de la mutualité et de la Sécurité sociale,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25 alinéa 6,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 instaurant une participation ne pouvant être inférieure à 20 % du montant de référence fixé à 35 €, soit 7 €.

Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juin 2024 décidant de se joindre à la procédure de mise en concurrence engagée par le Centre de Gestion du Finistère,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion du Finistère en date du 10 octobre 2024 portant choix de la convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire,

Vu la convention de participation prévoyance signée entre le Centre de Gestion du Finistère et TERRITORIA MUTUELLE/ALTERNATIVE COURTAGE signée pour une durée de 6 ans à compter du 1er janvier 2025,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 2 décembre 2024, relatif à la participation financière de la collectivité pour chaque agent adhérent au contrat groupe proposé par le Centre de Gestion du Finistère,

Considérant que la collectivité souhaite proposer une offre de protection sociale complémentaire prévoyance dans le but de garantir les ressources de ses agents en cas de maladie ou d'invalidité,

Considérant que le Centre de Gestion du Finistère propose une offre mutualisée par le biais d'une convention de participation,

I. Caractéristiques contrat groupe « prévoyance – maintien de rémunération » :

La convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire, volet Prévoyance, prend effet le 1er janvier 2025.

Peuvent être admis à la souscription du contrat :

- Les fonctionnaires titulaires ou stagiaires et agents contractuels de droit public et de droit privé (y compris les contrats emplois aidés, les assistants maternels et familiaux,...), inscrits à l'effectif de la Collectivité.
- Les fonctionnaires accueillis en détachement par la Collectivité,
- Les agents de la Collectivité mis à disposition auprès d'une autre Collectivité.

Le contrat propose une formule répondant à l'obligation des employeurs territoriaux de participer financièrement au contrat dont les garanties minimales, précisées par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, sont les suivantes :

- La garantie « incapacité de travail » à hauteur de 90 % du traitement indiciaire net,
- La garantie « Invalidité » à hauteur de 90 % du traitement indiciaire net,
- La garantie « Maintien du régime indemnitaire » à hauteur de 40 % du régime indemnitaire net pendant la période de demi-traitement, pouvant aller jusqu'à 90 % en matière de congé longue maladie, longue durée ou grave maladie.

De plus, trois options sont proposées au choix de l'agent :

- Minoration de retraite
- Décès/PTIA
- Rente éducation

II. Les taux de cotisation sont les suivants :

	Taux cotisation
Garanties de base	
Incapacité temporaire de travail	2.70 %
Invalidité permanente	
Options	
Décès/PTIA toutes causes	0,34 %
Perte de retraite consécutive à une invalidité	0,20 %
Rente éducation	0,17 %

Les taux de cotisation proposés sont maintenus les trois premières années puis, en cas de majoration éventuelle, l'augmentation est plafonnée à 15 % par an.

Il revient à chaque agent de décider d'adhérer à titre individuel au contrat groupe « prévoyance » sans questionnaire médical et suivant les conditions contractuelles.

Afin d'inciter les agents à s'assurer contre le risque de perte de salaire, la Collectivité a décidé de proposer une participation à hauteur de 50 %, plafonnée à 50 €, de la cotisation de base pour chaque agent. Cette participation sera effective pour les agents titulaires, stagiaires, CDI, et agents contractuels de droit public et de droit privé.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'AUTORISER la collectivité à adhérer à la convention de participation telle que mise en œuvre par le Centre de Gestion du Finistère, à compter du 1er janvier 2025, pour une durée de 6 ans et prend acte des conditions d'adhésion fixées par celle-ci.
- DE PARTICIPER, à compter du 1er janvier 2025, au financement des cotisations des agents adhérant au contrat pour le volet prévoyance et de fixer le montant de la participation par agent et par mois à hauteur de 50 %, dans la limite de 50 €, de la cotisation de base, agents titulaires, stagiaires, CDI, et agents contractuels de droit public et de droit privé.
- DE PRÉCISER que cette participation sera accordée exclusivement au contrat référencé par le Centre de gestion du Finistère pour son caractère solidaire et responsable.
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'ensemble des actes et décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération y compris les éventuels avenants à venir.
- D'INSCRIRE les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

Avis du Comité Social Territorial : favorable

Avis de la commission :

Finances, Administration Générale, Personnel, Communication, Démocratie, Citoyenneté, Relations Internationales : favorable

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des questions ? Des interventions ? Oui Alain LAMOUR. »

Monsieur Alain LAMOUR : « Dès lors, le Conseil municipal est invité à adhérer... Dans quelle mesure le Conseil municipal adhère ? »

Monsieur le Maire : « C'est la commune qui adhère, mais... »

Monsieur Alain LAMOUR : « Oui, c'est ça. »

Monsieur le Maire : « Qui invite à ce que la commune adhère. Mais le Conseil municipal est invité à permettre... »

Monsieur Alain LAMOUR : « Parce que moi, je n'ai pas envie d'adhérer. »

Monsieur le Maire : « Non, bien sûr. »

Monsieur Alain LAMOUR : « Pas pour l'instant. »

Monsieur le Maire : « Non. Pas de problème. »

Monsieur Alain LAMOUR : « Tout à fait. »

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

MISE EN PLACE DE L'INDEMNITÉ SPÉCIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT DES AGENTS DE LA FILIÈRE POLICE MUNICIPALE

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 94-731 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Vu le décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 2 décembre 2024,

Considérant que conformément à l'article 1 du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer l'indemnité de fonction et d'engagement composée d'une part fixe et d'une part variable pour les agents de la filière police municipale relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, des chefs de service de police municipale, des agents de police municipale et des gardes champêtres,

Considérant que l'indemnité de fonction et d'engagement instaurée par le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 remplace le précédent régime indemnitaire applicable aux fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des gardes champêtres qui conformément à l'article 8 du décret précité sera abrogé à compter du 1^{er} janvier 2025,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer le cadre général de l'instauration de ce nouveau régime indemnitaire, dans les conditions et les limites prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Le Conseil municipal est invité à déterminer les modalités d'application du régime indemnitaire ci-dessus mentionné comme suit :

ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRES

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) peut être versée aux agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction dans la Collectivité et relevant des cadres d'emplois suivants :

- Directeur de police municipale ;
- Chef de service de police municipale ;
- Agent de police municipale ;
- Garde champêtre.

ARTICLE 2 : TAUX, PLAFOND ET PÉRIODICITÉ DE VERSEMENT DE L'ISFE

L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées selon les conditions suivantes :

1. PART FIXE de l'ISFE :

La part fixe de l'ISFE est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant, qui est le suivant :

- 22 % (30 % *maximum*) pour le cadre d'emplois des agents de police municipale.

La part fixe de l'ISFE est versée mensuellement.

2. PART VARIABLE DE L'ISFE :

La part variable de l'ISFE tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, comme suit :

- De l'investissement personnel de l'agent dans l'exercice de ses fonctions ;
- De son sens du service public ;
- De sa capacité à travailler en équipe et de sa contribution au collectif de travail ;
- De la connaissance de son domaine d'intervention ;
- De sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec des partenaires internes ou externes comme de son implication dans les projets du service ou sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel.

Le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est fixé à :

- 5 000 € bruts par an (5 000 € *maximum*) pour le cadre d'emplois des agents de police municipale.

Les montants précités correspondent au montant pour un agent à temps complet. La part variable de l'ISFE sera proratisée pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

La part variable de l'ISFE sera versée mensuellement, dans la limite de 50 % du plafond défini.

En complément de cette part variable mensuelle, les agents bénéficieront toujours du CIA sous forme de versement annuel comme prévu dans la délibération n° 2021-12-102 du 15 décembre 2021.

La somme de ces versements, mensuels et annuels, ne dépassera pas le plafond cité.

ARTICLE 3 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION

L'attribution de l'ISFE fera l'objet d'un arrêté individuel pour la part fixe et d'un arrêté individuel pour la part variable dans le respect des conditions fixées dans la présente délibération.

L'ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- Des indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002.
- Des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001.

Les primes seront maintenues, et suivront le sort du traitement, pour les congés de maladie ordinaire, de longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maternité, paternité, accident de service, maladie professionnelle, hospitalisation.

ARTICLE 4 : DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er janvier 2025.

ARTICLE 5 : CRÉDITS

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget au chapitre 012.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ACCEPTER d'instituer le régime indemnitaire de la filière police municipale et garde champêtre dans les conditions énoncées ci-dessus ;
- DE DÉCIDER de verser l'ISFE selon les périodicités indiquées ci-dessus pour chacune des deux parts (fixe et variable) à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à fixer un montant individuel pour chacune des parts aux agents bénéficiaires dans les conditions et limites énoncées ci-dessus par le biais d'un arrêté individuel ;
- D'INSCRIRE les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

Avis du Comité Social Territorial : favorable

Avis de la commission :

Finances, Administration Générale, Personnel, Communication, Démocratie, Citoyenneté, Relations Internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2023

Le rapport social unique (RSU) est une obligation de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, créé par l'article 5 de la loi du 6 août 2019 stipulant que : « Les administrations publiques élaborent chaque année un rapport social unique rassemblant les éléments et données à partir desquels sont établies les lignes directrices de gestion... ».

Depuis 2021, l'employeur a l'obligation de présenter le RSU (rapport annuel qui remplace le bilan social).

Le rapport social unique s'articule autour de 10 thématiques (l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels, la formation, les rémunérations, la santé et la sécurité au travail, l'organisation du travail et amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie au travail, l'action et la protection sociale, le dialogue social, la discipline). La liste des informations devant figurer dans ce rapport est fixée par décret.

Au-delà de l'obligation légale, le RSU permet de disposer de données chiffrées, d'offrir une photographie de l'emploi territorial et de disposer d'informations pouvant faciliter les différentes actions de gestion des ressources humaines, quel que soit le nombre d'agents appartenant à la collectivité.

Le rapport social unique indique les principales caractéristiques des agents de la collectivité, de son organisation et ses pratiques. Il s'intéresse notamment aux évolutions en termes de statut, de formation professionnelle, d'absentéisme ou encore de rémunération.

Le RSU a fait l'objet d'une présentation en comité social territorial du 2 décembre 2024.

Enfin, ce rapport sera rendu public par l'autorité territoriale sur le site Internet de la collectivité.

Dès lors, il est proposé au Conseil municipal, après avis des commissions, de prendre acte du rapport social unique présenté en comité social territorial du 2 décembre 2024.

P.J. : Rapport social unique 2023.

Avis du Comité Social Territorial : prend acte

Avis de la commission :

Finances, Administration Générale, Personnel, Communication, Démocratie, Citoyenneté, Relations Internationales : prend acte

Le Conseil municipal prend acte du RSU 2023.

MOTION RELATIVE À LA PROTECTION DES ÉLUS LOCAUX DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS

Il est proposé au Conseil municipal de soutenir la motion ci-dessous, adressée aux collectivités par l'Association des Maires de France 29 :

« Considérant que les élus locaux constituent un maillon essentiel de l'action publique, et qu'ils doivent être protégés dans l'exercice de leurs fonctions ;

Considérant que la législation de 2013 sur les conflits d'intérêts, et son interprétation fluctuante par la jurisprudence, font peser un climat d'incertitude qui entrave l'exercice serein de nos mandats, dès lors que des élus peuvent être condamnés pour des raisons de pure forme, sans rechercher si l'intérêt général ou le devoir de probité ont été lésés ;

Considérant que les lois de 2021 et 2022, qui ont cherché à corriger certains effets néfastes de la loi de 2013 n'y sont pas complètement parvenues ;

Demande aux parlementaires de prendre l'initiative d'une nouvelle proposition de loi clarifiant et simplifiant les règles régissant les conflits d'intérêts des élus locaux dans l'exercice de leurs fonctions ;

Demande que cette loi établisse, aussi précisément et concrètement que possible, la notion de conflit d'intérêts, pour permettre aux élus d'appréhender les situations à risque, et pour éviter les interprétations floues et divergentes ;

Demande que cette loi pose comme principe l'absence de conflit d'intérêts dans tous les cas où l'élu siège dans une structure qui poursuit des missions d'intérêt général, pour le compte de la collectivité dont il est élu ;

Demande que les sanctions soient proportionnées, pour garantir l'équilibre entre les faits reprochés et les peines encourues, et que les élus locaux puissent faire prévaloir leur « droit à l'erreur » pour tous les cas où un magistrat aura établi que l'intérêt général et la probité n'auront pas été lésés ;

Confie au Conseil départemental du Finistère, à l'Association des maires du Finistère, et à l'Association des maires ruraux du Finistère, en lien avec les parlementaires du Finistère, le soin de transmettre cette motion avec celles des communes et des EPCI du Finistère, au Président du Sénat ainsi qu'à la Présidente de l'Assemblée nationale ».

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ADOPTER la motion relative à la protection des élus locaux dans l'exercice de leurs fonctions.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

MOTION DE SOUTIEN À LA FDSEA ET AUX JEUNES AGRICULTEURS CONTRE L'ACCORD UE-MERCOSUR

Il est proposé au Conseil municipal de soutenir la motion ci-dessous, adressée aux collectivités par la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles et les Jeunes Agriculteurs du Finistère :

« Notre réseau syndical FNSEA/JA majoritaire, FDSEA et JA 29 est vent debout contre la reprise des négociations et la signature imminente de l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay et Bolivie). Ce traité menace gravement notre souveraineté alimentaire et le modèle agricole que nous avons construit avec exigence depuis plusieurs générations. Nous nous y opposons fermement et demandons votre soutien !

Pourquoi nous ne pouvons l'accepter ? Parce que ce projet, qui offrirait des volumes d'importation sans aucune réciprocité avec nos normes de production, mettrait dramatiquement en péril la sécurité alimentaire, la santé des consommateurs et la compétitivité de nos exploitations. Ne sacrifions pas nos fermes pour des produits qui ne respectent pas nos standards !

En permettant l'entrée massive de produits agricoles issus des pays du Mercosur – 99 000 tonnes de viandes bovines, 180 000 tonnes de viandes de volaille, 3,4 millions de tonnes de maïs et autres produits – l'accord Mercosur ouvrirait notre marché à des productions soumises aux normes environnementales et sanitaires bien moins strictes que les nôtres : utilisation d'antibiotiques activateurs de croissance, absence de traçabilité, substances phytosanitaires interdites en Europe, absence de droits sociaux, déforestation...

Ces concessions inacceptables mettent en péril la pérennité de nos exploitations, de nos emplois agricoles, de l'économie de nos territoires, dont vous êtes l'un des acteurs politiques majeurs.

La Commission européenne prônait récemment un « dialogue stratégique » sur l'avenir de l'agriculture ! Elle semble avoir déjà oublié les mobilisations massives de janvier dernier et fait fi de l'opposition des agriculteurs européens et de la société civile. Pire, elle envisagerait en plus de la ratification, la création d'un fonds d'indemnisation des agriculteurs affectés par l'accord, ce qui n'est rien de moins qu'une provocation !

Nous, Jeunes Agriculteurs et FDSEA du Finistère, comme l'ensemble de notre réseau, refusons catégoriquement de voir nos fermes, notre agriculture durable et notre souveraineté alimentaire bradées. Il est urgent que vous, responsables politiques, quel que soit votre mandat de responsabilité (Maires, Présidents d'EPCI, Conseillers départementaux, Députés, Sénateurs...), adoptiez des mesures claires et fermes pour défendre l'agriculture européenne et Française.

Il en va de la souveraineté alimentaire de la France, de la survie de nos exploitations, et du respect des normes qui protègent les consommateurs et l'environnement. Ne bradons pas l'agriculture française et européenne pour des accords à courte vue.

Unissons-nous pour protéger l'avenir de notre agriculture, l'économie de nos territoires, notre souveraineté alimentaire et notre indépendance. Ensemble, refusons les accords Mercosur ! »

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ADOPTER la motion de soutien à la FDSEA et aux jeunes agriculteurs contre l'accord UE-MERCOSUR.

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des questions, des interventions ? Oui Emmanuel MORUCCI. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Non, je vous laisse lire la motion. Simplement, pour bien connaître le dossier, je peux dire qu'il est écrit sur cette motion des choses qui ne sont pas réelles. Je comprends, bien sûr, l'inquiétude du monde agricole. On peut suivre un certain nombre de choses, mais on ne peut pas tout accepter, lorsque les informations ne sont pas véridiques. Par ailleurs, il n'est pas dit que l'accord sur le Mercosur a été signé. Ce qui a été validé, c'est simplement la fin des négociations. Maintenant, il va falloir que ce soit discuté. Et notamment par les États membres et par les parlements nationaux. Donc ça va revenir devant notre Assemblée Nationale et devant notre gouvernement si tant est qu'on en ait un, un jour et les décisions seront reprises, remonteront vers le siège de Bruxelles et les négociations pourront reprendre et être affinées. Donc j'ai lu le document. Je l'entends, je comprends les inquiétudes. Mais il y a des choses qui sont tout à fait fausses. Sur la question des 90 000 tonnes, par exemple. Ce n'est pas une inondation du marché. Au pire, ça représenterait, par an et par personne, l'équivalent d'un steak. Au pire. Donc ce n'est pas non plus une inondation. En

revanche, ce qui n'est pas dit ici, c'est que d'autres agriculteurs trouvent parfaitement bénéfique l'accord. Et je pense à tous les producteurs de vin, tous les producteurs d'alcool, les producteurs de fromage, et d'autres, qui eux, ne s'associent pas à ça. Donc c'est un peu compliqué d'avoir une motion qui soit directement construite sur cette teneur-là, alors qu'elle aurait pu être un peu modérée. Voilà, donc c'est ce que je voulais dire. Mais il ne faut pas dire qu'il y a des hormones. Il y a des réglementations qui sont des réglementations européennes. L'Union Européenne n'a pas vocation à nous emmerder, nous, citoyens européens, au contraire, à nous protéger par des normes. Donc il faut que ce soit aussi dit dans ce sens-là. Ça, ça me paraît être important. Alors, en ce qui me concerne, et pour expliquer, vous le comprendrez aisément, je ne peux pas voter pour la motion. Je ne veux pas voter contre, parce que je comprends aussi les inquiétudes. Donc je m'abstiendrai. »

Monsieur le Maire : « OK. Je n'ai pas lu la motion, mais Claude SEGALEN voulait intervenir. »

Monsieur Claude SEGALEN : « Oui. Je vais répondre. Moi, je n'ai pas lu la motion non plus. Mais je suis... choqué... Je suis choqué d'entendre ce que je viens d'entendre. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Ah bon ? »

Monsieur Claude SEGALEN : « Choqué, oui ! »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Mais lis la motion ! »

Monsieur Claude SEGALEN : « Non. Je vais répondre à tes propos, Emmanuel. La motion, je ne l'ai pas lue, j'avoue. Je vais répondre à tes propos. Tu es à l'heure de dire que manger de la viande argentine qui est bourrée d'hormones, ce n'est pas grave ? »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « C'est qui ? Qui a dit que c'était bourré d'hormones ? »

Monsieur Claude SEGALEN : « C'est bourré d'hormones. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Mais non. Là tu inventes. »

Monsieur Claude SEGALEN : « Mais non, je n'invente pas. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Mais si. »

Monsieur Claude SEGALEN : « Je n'invente pas. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « On ne va pas discuter là-dessus pour une motion. Mais je suis tout à fait prêt à prendre rendez-vous avec toi pour qu'on en discute. »

Monsieur Claude SEGALEN : « Eh bien, on en parlera. »

Monsieur Fabrice JACOB : « Eh bien, c'est très bien. Vous aurez l'occasion d'en discuter. Alors les normes, Emmanuel, les normes, j'entends bien. Les normes européennes ou les normes dans chaque pays. Mais quand on voit aujourd'hui les façons de travailler, quand je vois les cochons, la viande chevaline, les cochons faits en Espagne, même au sein de l'Europe. Les tomates traitées et tout ce qui rentre sur le pays, dans le pays, sous l'appellation « bio » pour certains produits, ça me fait doucement sourire. Alors, ils n'ont pas les mêmes normes à respecter. Ils ont le droit d'utiliser des produits que nous n'avons pas le droit d'utiliser. Eh bien, je trouve ça très grave. Et tout ça, sous couvert de normes, justement, et de choses comme ça. Moi, pour avoir vu un reportage sur les viticulteurs, certains sont d'accord avec ça, parce que ça les protège aussi. Alors, peut-être pas tous. Mais en tout cas, nos producteurs bretons de viandes, de fromages, de légumes et de fruits, eh bien je peux vous garantir qu'on est peut-être une plaque tournante de la... enfin le poumon de la production régionale. Je pense que c'est très important et ils ne nous proposent pas une motion de soutien pour se faire plaisir. Mais on pourra en rediscuter, c'est certain. Mais il y a des viandes avec des antibiotiques, des viandes avec des hormones qui rentrent chez nous et personne ne dit rien. Même si ça équivaut à un steak par personne, mais tout le monde ne mange pas de la viande. Donc il y a quelques steaks. Mais voilà, il y a de tout. Et on laisse rentrer dans notre pays, il y a des choses complètement abominables sous couvert de l'Europe. Oui, Emmanuel. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Oui, parce qu'on ne va pas faire un débat à cette heure-ci sur le sujet. Il est vaste, mais intéressant. En revanche, je suis assez d'accord avec ce que vous venez de dire, sur le fait qu'il est nécessaire qu'il y ait d'une véritable information sur ce qui se fait au niveau de l'Union Européenne, au niveau de notre État, au niveau de notre Région. Quand on parle de l'Espagne, OK ! D'accord ! Mais ce ne sont pas les normes européennes qui sont différentes entre les pays. Ce sont les normes que la France impose en plus aux normes européennes. Non, il faut être aussi juste, connaître son sujet. Parce que sur la question européenne, je fiche mon billet, qu'il n'y a pas grand monde à en savoir un rayon. Et donc, faisons de l'information. Organisons même, s'il le faut, quelque chose. Moi, je crois que ça passe par cette communication, de façon à ce que les choses soient claires dans les esprits des gens. Que les gens se sentent aussi d'ailleurs un peu plus européens que ce qu'ils ne le sont aujourd'hui. Ça passera par j'allais dire « éducation » entre guillemets à la question européenne, mais à l'information. J'allais dire autre chose, mais ça m'échappe. Donc, je me tais. »

Monsieur le Maire : « Alain voulait intervenir. »

Monsieur Alain LAMOUR : « Oui, eh bien, en fait, je voulais aller dans le sens ce que vient de dire Emmanuel. Effectivement, pour avoir travaillé avec Claude, pendant pas mal de temps à la chambre d'agriculture, ce dont on s'est aperçus finalement... Non, ce ne sont pas les normes européennes qui nous posent problème. Ce sont les fourches caudines françaises. Le Ministère de l'Environnement, entre autres, le Ministère de l'Agriculture. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, on est face à des gens qui ont une vision très stéréotypée de l'agriculture, qui n'y connaissent rien d'ailleurs, et qui mettent des normes à tout va. Je pourrais vous donner deux cas où on a fait des voyages d'études avec des agricultrices et des agriculteurs en Italie et en Espagne. Et ce dont on sait aperçu, finalement, c'est que l'acquisition de matériel par les agriculteurs italiens et espagnols était aisée, grâce à l'Europe, au fonds européen, aux aides européens, pardon. Et ce qui n'était pas le cas en France.

L'Europe n'avait rien à voir. Alors, la deuxième chose que je voulais dire également, c'est que, effectivement, bon, moi j'approuve cette motion. Alors, effectivement, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que notre territoire breton, est quand même une des plus grandes, sinon la plus grande région agricole d'Europe, de par les volumes qui sont produits en lait, en fromage, en porc, bien évidemment. Donc c'est-à-dire que peut-être qu'on aurait dû faire une focale plutôt sur l'agriculture bretonne, ou les deux syndicats des jeunes agriculteurs et de la FDSEA, plutôt bretonne. Alors c'est vrai que c'est au niveau... au niveau national que c'est prôné. Et puis, une troisième chose, c'est ce que je dis souvent aussi, c'est que chaque consommateur que nous sommes, sommes en capacité de juger de la capacité à acheter un produit ou ne pas l'acheter. Et puis ce que je voudrais dire aussi, ce n'est pas parce qu'un produit est bio qu'il sera meilleur qu'un produit qui est produit par une agriculture conventionnelle. Je pense qu'il faut se défaire de cela, tout simplement. Mais nous sommes libres, nous, de notre choix d'achat. Et je vous engage, tout simplement, à prendre un peu de temps, parfois, à regarder la composition, la provenance déjà de vos produits, de la viande. Et puis voilà, vous verrez que, parfois, on achète des produits, parfois la provenance est écrite en tellement petit qu'on ne l'achète pas. Mais bon. Je le redis, je n'ai rien contre « les bios », mais vous savez, il n'y a pas plus « des bios » qui sont « des faux bios ». Il y a autant de gens qui travaillent mal en bio, qu'en agriculture conventionnelle. Tout simplement. Alors, après, on peut trouver beaucoup de définitions à tout ça. Merci, Monsieur le Maire. »

Monsieur le Maire : « Oui, non, mais je suis entièrement d'accord. Mais voilà, on n'a pas les mêmes normes. Mais c'est aussi pour protéger la population de certaines choses qui peuvent arriver de l'extérieur. Mais par contre, on laisse rentrer beaucoup de choses de l'extérieur, sans trop contrôler. Mais les agriculteurs s'en chargent, d'ailleurs, au niveau des frontières, certains. Et pour répondre aussi à Alain, c'est bien la FDSEA 29 et les jeunes agriculteurs du Finistère qui ont proposé la motion. Sur la motion qui est jointe. Mais on pourra le rajouter sur l'en-tête de la motion, éventuellement. Je vais vous la lire :

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

Absentions : Mesdames et Messieurs Monique BRONEC, Pierre BODART, Régine SAINT JAL, Jean-Yves CAM et Emmanuel MORUCCI

QUESTIONS DIVERSES

De : Isabelle BALEM <isabelleguerin2015@gmail.com>

Envoyé : lundi 16 décembre 2024 11:25

À : JACOB Fabrice (08 SG) <fabrice.jacob@mairie-guipavas.fr> ; SECRÉTARIAT GÉNÉRAL GUIPAVAS
<secretariat-general@mairie-guipavas.fr>

Cc : BALEM Isabelle <isabelle.balem@mairie-guipavas.fr>

Objet : questions orales CM 18/12/24

1- Lors du conseil de métropole du 18/10/2024, le bilan de la concertation préalable sur le projet de modification n° 9 du PLU de Brest métropole a été débattu. Pouvez-vous nous indiquer en détail les éventuels points concernant Guipavas dans le bilan présenté ?

Concernant la commune de Guipavas, les sujets abordés sont :

- L'ouverture à l'urbanisation de Kervillerm, pour la réalisation du gymnase : ce point est évoqué dans 16 contributions sur les 19 contributions recueillies dans le cadre de la concertation, concernant les sujets intégrés dans la modification n° 9 □ ces éléments sont précisés à la page 6 de la délibération, ainsi qu'à la page 7 de la délibération (sur le sujet de la temporalité de la concertation sur la modification n° 9 par rapport à l'avancement dans la conception du projet)
- La mise en place d'une servitude de localisation destinée à pouvoir mettre en œuvre un principe de liaison entre le boulevard de Coataudon et la rue François Villon : ce point est évoqué dans 2 contributions sur les 19 contributions recueillies dans le cadre de la concertation, concernant les sujets intégrés dans la modification n° 9 □ ces éléments sont précisés à la fin de la page 6 et au début de la page 7 de la délibération

5 autres contributions, sur des sujets sans rapport avec la modification n° 9 du PLU, ont été faites lors de la concertation, dont certaines portent sur la commune de Guipavas (3 contributions sur l'opposition au projet de Saint-Thudon 2, qui n'est pas abordé dans la modification n° 9, et 1 contribution sur la demande d'ouverture à l'urbanisation de terrains situés à Pen Ar Creach à Guipavas, ce qui n'était pas prévu dans le dossier de concertation et donc pas intégrable dans la modification n° 9). Ces éléments sont explicités à la page 8 de la délibération.

Et en annexe de la délibération se trouvent toutes les contributions recueillies dans le cadre de la concertation préalable. Sur le sujet de la parcelle BA 5, 3 sont de la même personne et 2 de votre part. Vous préconisez d'ailleurs de construire la salle en lieu et place de l'ex magasin Asie d'Or. Une salle de 12 ou 14 m en plein quartier quasiment sans possibilité de stationnement... les riverains vont sûrement apprécier. Pour ces terrains privés, la collectivité n'aurait sûrement pas les moyens de les acquérir au prix du marché des terrains constructibles dans le secteur.

Lors du conseil de métropole du 18/10, Tifenn QUIGUER a présenté ce bilan de concertation et il y a eu simplement une intervention sur le fait que la concertation préalable pouvait générer des questions des habitants et une certaine frustration de leur part sur le fait que les projets ne soient pas suffisamment détaillés dans cette concertation, qui porte uniquement sur le PLU.

Nous le comprenons, et, comme évoqué avec les représentants des riverains invités à la dernière assemblée de quartier, nous n'avons aucun plan figé et j'ai promis de revenir vers eux lorsque le projet aura avancé. Vous faites également circuler de fausses informations sur un permis que je devrais déposer rapidement. Il n'en est rien, je travaille sur la maîtrise foncière du reste de la zone et un appel à maîtrise d'œuvre sera la première étape du projet, voilà ce que j'ai annoncé.

Madame Claire LE ROY intervient : « Est-ce que je peux réagir ? Parce que l'intervention dont on parle en Conseil de métropole c'est la mienne. Effectivement lorsque l'on a voté le bilan de la concertation là-dessus à la métropole, je suis intervenue pour dire qu'une concertation en amont comme ça d'un projet c'est bien, nous on est toujours favorable à un maximum de concertation. En revanche, ça crée auprès des habitants une certaine frustration parce que les éléments ne sont pas tous encore disponibles. Et du coup citons mon intervention jusqu'à la fin et dans son entièreté, j'ai rajouté que je souhaitais que soit prises en compte dans le futur projet, les remarques qui étaient faites dans cette concertation. Merci. »

2- Pouvez-vous nous indiquer les montants des aménagements publics de voirie, stationnement, réseaux, cheminements piétons et cyclables du « quartier métropolitain du Frouitven » et nous

indiquer précisément la zone géographique incluse dans cette appellation de « quartier métropolitain » avec les projets qui y sont attendus ?

Le plan de financement prévisionnel de ces aménagements est le suivant (délibération du conseil de métropole du 18 octobre 2024)

Dépenses en HT		Recettes en HT	
Voiries et réseaux	3,2 M€	Subvention du Fonds National d'Aménagement et de Développement du territoire (FNADT) de l'État	2 M€
Aménagement Bd Mitterrand et du giratoire Keradrien	2,3 M€	Fonds propres de Brest métropole	9,5 M€
Avant-gare de tramway	3.5 M€		
Parking public	1.9 M€		
Compensations environnementales	0.6 M€		
TOTAL	11.5 M€		11.5 M€

La notion de « quartier métropolitain » est issue du plan guide de 2011 et intègre un secteur de 90 ha allant du carrefour de Kerlaurent (bâtiment Naval Group) au giratoire de Quelarnou (voir PJ).



Les enjeux identifiés en 2011 étaient :

1/Développer l'attractivité de l'agglomération brestoise par l'aménagement d'un quartier mixte à vocation métropolitaine, intégrant activités économiques, campus de formation, grands équipements et secteurs d'habitat,

2/Assurer une urbanisation respectueuse de l'environnement, en maîtrisant la consommation des emprises foncières, les nuisances et l'impact sur le voisinage, notamment par le maintien et la protection des hameaux existants et la mise en valeur des espaces naturels,

3/Assurer une accessibilité tous modes du site, en particulier par le tramway et les modes doux, dans une logique de développement durable,

4/Aménager l'entrée d'agglomération grâce à des projets immobiliers et paysagers présentant une grande qualité urbaine.

J'en profite pour rappeler ici que l'aménagement de la VC 14 en double sens et circulation douce piétons/vélos est une des premières demandes que j'ai faites à Brest métropole dès 2017. Ceci afin de désengorger les sorties des zones de Kergaradec et le carrefour à feu de Kerlaurent près de la salle de sport. Ceci bien avant que le projet de Stade soit annoncé. Ces aménagements n'ont donc rien à voir avec le projet Arkéa Park.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Oui une simple question, je m'interroge sur le sens profond que cela a d'appeler ça « quartier métropolitain ». Les autres quartiers seraient communaux si l'on fait un comparatif. Et je trouve que ça va dans le sens d'une déshumanisation de nos communes, de nos collectivités. C'était aussi l'époque où la métropole commençait à changer le nom des quartiers, je ne sais pas si vous vous souvenez, il y avait plusieurs noms et puis tout d'un coup on a l'exemple du Frotven alors que ce n'est pas forcément cela. Voilà, je trouve qu'il faut reposer la question et que ce soit autrement dénommé parce que je pense que ça n'a pas véritablement de sens d'appeler ça un « quartier métropolitain », qu'il y ait dedans Arkéa Park ou pas, ou Naval Group, c'est non. Il y a des lieux dits, ça correspond à une histoire, ça correspond à un passé, il faut respecter ça le plus possible, même si la délimitation a une destination spécifique d'un point de vue économique par exemple mais pas appeler ça « quartier métropolitain ». Vous imaginez ce que ça peut donner sur les panneaux de circulation. »

Monsieur le Maire : « Oui tout à fait. Alors ça date de 2011 ces « quartiers métropolitains » parce qu'il y avait un équipement d'envergure métropolitaine dans ce quartier. Oui Jean-Yves CAM. »

Monsieur Jean-Yves CAM : « Oui merci Monsieur le Maire, pour rebondir sur ce que disait notre collègue, dernièrement est paru dans Le Télégramme un article sur les logements à Brest et le quartier circonscrit à la ville de Brest, le Frotven était dans cet article. »

Monsieur le Maire : « Si Le Télégramme le dit c'est que ça doit être vrai. »

Monsieur Jean-Yves CAM : « Deuxième chose, est-ce vous pouvez revenir sur le tableau qu'il y avait juste un peu plus haut. »

Monsieur le Maire : « Les questions diverses ne sont pas un débat normalement. »

Madame Isabelle BALEM : « Si si. Ah si. »

Monsieur Jean-Yves CAM : « L'avant-gare de Tramway et le parking public sont liés au stade ? »

Monsieur le Maire : « Oui tout à fait, le parking public pas que pour le stade parce qu'il doit servir également au stationnement pour l'IFAC et le CESI qui va arriver demain. Allez-y Madame BALEM pour la suite de vos questions. »

Madame Isabelle BALEM : « Merci Monsieur le Maire. Alors pour votre parfaite information, dans un jugement du 12 mars 1997, le Tribunal Administratif de Rennes a considéré que prohiber tout débat

sur les questions orales était contraire et que l'inscrire dans un règlement intérieur serait contraire à la Loi. »

3- Pouvez-vous nous présenter, en le détaillant, le calendrier du projet de salle de sport à Kervillerm en nous indiquant ce qui est déjà validé (scénario, voie de desserte notamment) et les consultations des riverains à venir ?

Monsieur le Maire répond à la question puis Madame Isabelle BALEM intervient : « Merci Monsieur le Maire mais vous venez de répondre à ma question 4 alors que j'ai lu la 3. »

Monsieur le Maire : « Excusez-moi j'ai zappé la 3, bon bah écoutez elle n'est pas dessus, c'est surprenant. Vous pouvez répéter la question ? »

Madame Isabelle BALEM répète la question numéro 3.

Monsieur le Maire : « J'ai déjà répondu dans le Débat d'Orientations Budgétaires. Je vous ai dit que la maîtrise foncière on ne l'avait pas complètement, qu'il y avait aujourd'hui un terrain que nous avons bloqué, c'est le fameux BA5 pour lequel vous êtes intervenu dans la concertation publique du PLU. Les porte-paroles des riverains, je les ai rencontrés lors de l'assemblée de quartier pour leur faire état de ce que je vous ai dit et ce que j'avais déjà annoncé c'est-à-dire qu'il n'y a rien de figé, il n'y a pas d'emplacement de la salle de sport à 15 mètres des maisons comme vous avez pu dire tout à l'heure. On n'a pas encore choisi l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour pouvoir qualifier cet équipement au mètre près et j'ai promis aux riverains de revenir vers eux quand on aura avancé sur le sujet. »

4- Qu'en est-il de la réflexion menée en ateliers en vue du réaménagement du bd de Coataudon et des aménagements du quartier, le dernier atelier de concertation métropole- élus- associations remontant à plusieurs mois ? Une synthèse peut-elle nous être présentée ?

Le projet de plan guide Kermeur-Coataudon sera présenté en commission urbanisme en janvier prochain. Il s'agit d'un plan guide, vous n'êtes pas sans savoir que plusieurs plans ont été réalisés depuis les années 1990. Des préconisations y seront présentées et des actions à court, moyen et long terme. Cette actualisation ou plutôt ces actualisations tiennent compte des nouvelles réglementations en termes d'habitat, d'environnement ou encore de circulation. Il est évident que des crédits seront à trouver et à mettre en face de ces travaux s'ils doivent être un jour réalisés. Ce sont vraiment des documents d'orientations et qu'il ne faut pas prendre pour argent comptant dès leur présentation. Vous comprendrez que si nous devons par exemple requalifier un boulevard tel que celui de Coataudon, cela ne se fera pas du jour au lendemain.

De : LE ROY Claire (08 SG) <claire.le-roy@mairie-guipavas.fr>

Envoyé : lundi 16 décembre 2024 16:44

À : JACOB Fabrice (08 SG) <fabrice.jacob@mairie-guipavas.fr>

Cc : GUYADER Catherine <catherine.guyader@mairie-guipavas.fr>; BODART Pierre <pierre.bodart@mairie-guipavas.fr>; LAMOUR Alain <alain.lamour@mairie-guipavas.fr>

Objet : Questions diverses

1- Les travaux de la salle Charcot ont pris beaucoup de retard. Quelles perspectives pour les associations utilisatrices ainsi que le collège ? Pourront-ils retrouver l'usage de la salle très prochainement ?

Avant le lancement de ce chantier, nous avons fait intervenir une entreprise pour traiter les fuites de la toiture. Après la dernière tempête, il s'est avéré que d'autres fuites sont apparues. Le chantier de pose de résine ne pouvant se faire sur sol humide, il a fallu attendre la seconde opération sur le toit. La première couche de résine a été posée la semaine dernière. L'entreprise travaille encore toute cette semaine, fin prévue vendredi (ou samedi).
Le traçage des lignes interviendra pendant les vacances et la réouverture devrait se faire au 6 janvier.

C'est à la demande des associations que nous avons pris la décision de traiter ce sol sportif en amont d'une rénovation plus lourde de la salle dans les années à venir selon les budgets de la collectivité.

2- Envisagez-vous une réfection du parking derrière la salle Jean Kergoat ? Ce dernier devient dangereux pour les utilisateurs du complexe de Kercoco.

J'ai effectivement demandé aux services techniques de dégager du temps pour combler les nids-de-poule sur ce parking. Ce qui a normalement été fait en début de semaine.

Une somme sera mise au prochain budget pour trouver une solution plus pérenne sur ce site. À mon avis nous n'aurons pas d'autre choix que de bitumer une grande partie de ce parking du moins dans les zones de manœuvres des véhicules.

Monsieur Jacques GOSSELIN intervient : « Je vais amener une petite précision, on avait prêté ce parking lorsque la rue a été bitumée devant et les camions ont cassé le bicouche. Sur le coup on ne s'en est pas aperçu. On va faire un travail de fond sur ce parking. »

Monsieur le Maire : « Je vais redemander aux personnes qui sont intervenus aujourd'hui, avec des longues interventions, de les transmettre au secrétariat général pour aider à la rédaction du procès-verbal.

J'ai eu un mail de Brest métropole pendant le Conseil en disant que les bacs à ordures allaient être enlevés début janvier au plus tard, notre demande a été entendue, vous voyez comme quoi ils nous entendent. Le prochain Conseil municipal se tiendra le 12 février 2025 à 9 heures pour le budget. Les festivités de Noël au centre-ville auront lieu le dimanche 22 décembre avec un feu d'artifice et la présence des Jeunes Agriculteurs du Finistère. Je vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année à toutes et tous. Merci. »

Fin de séance à 18h32

Le Maire,
Fabrice JACOB



La secrétaire de séance,
Danièle LE CALVEZ



Prise en compte de la qualité de vie

Les niveaux sonores ambiants prévisionnels calculés au niveau des riverains les plus proches (Nord et Ouest) pendant un match sont de l'ordre de 53.5 à 58 dB(A).

Au niveau des riverains les plus exposés au Nord, les émergences sont de l'ordre de 9 dB(A) en après-midi et de l'ordre de 19 dB(A) en soirée.

A noter que ces émergences sont bien moins élevées que celles engendrées actuellement par le Stade Francis le Blé (émergence en journée de 26 dB(A) suivant notre diagnostic acoustique réalisé en 2018, voir commentaires ci-après).

Il est précisé que les solutions de réduction du bruit de type merlon et écran seront inefficaces, au vu de la grande distance entre le stade et les riverains

SOURCE : SB29, 2025

Néanmoins des mesures ont été prises pour lutter contre la pollution sonore :

- **Conception acoustique optimisée** : Utilisation de matériaux absorbants et de structures pour limiter la propagation du son vers l'extérieur. Les toits partiellement fermés et les murs insonorisant aident à contenir le bruit.
- **Gestion des niveaux sonores** : Définition d'un volume sonore maximum des systèmes de sonorisation lors des matchs. Possibilité d'adapter cette limite en fonction de l'horaire du match.
- **Programmes de sensibilisation** : Communication auprès des riverains lors de chaque programmation de matchs, permettant, si besoin, d'adapter leurs activités en fonction du jour et de l'horaire du match.

SOURCE : SB29, 2025

2.3 Création d'un programme « Riverains »

Pour permettre un échange privilégié avec les riverains du stade, il sera créé un Programme Riverains. Ce programme permettra aux riverains de dialoguer de manière simplifiée et constante avec la société exploitante pour évoquer les potentiels nuisances sonores et lumineuses liées à l'exploitation de l'enceinte. A ce titre, une adresse électronique dédiée a été créée (riverains@arkéapark.com) pour permettre ces échanges. Des réunions d'échanges pourront être mises en place pour évoquer les sujets de nuisances et les axes d'amélioration.

D'ailleurs, depuis le début du projet, une commission « riverains » a déjà été mise en place avec 3 réunions déjà organisées pour présenter le projet et entendre les attentes et inquiétudes sur la phase chantier puis l'exploitation de l'Arkéa Park.

Contribution 1764 Web1

Rénover l'existant, conforter la culture locale et le sentiment d'appartenance des brestois à leur ville

S'il est un élément d'équilibre, de différenciation et « d'attractivité » territoriales, c'est bien l'actuel stade François Le Blé.

Stade en ville, stade à l'anglaise, stade populaire, stade avec vue mer, etc. l'image singulière de cette ville du bout de la terre s'est notamment construite autour de symboles identitaires forts : le port, la rade, les rue de Siam et Jaures, le pont de Recouvrance, le Stade François Le Blé et son penalty bar...

Ce serait donc un bout de l'identité de chaque brestois qui disparaîtrait tant par la démolition de Le Blé, que par la construction d'un stade stéréotypé, du nom d'une banque, en périphérie d'une zone commerciale elle-même périphérique.

Faire usage raisonné des finances locales

François Cuillandre engageait sa campagne victorieuse pour les municipales 2020 par la promesse de n'engager aucun fonds public local (Ville ou Métropole) dans le financement d'un nouveau stade.

A la fin, le financement public direct se porte à 30 millions d'euros. Auquel s'ajoute une garantie d'emprunt de 19,5 millions d'euros et la prise en charge d'aménagements annexes évalués autour de 25 millions d'euros.

Parallèlement, le Stade Brestois connaissait une brusque remontée de ses résultats sportifs, lui permettant de générer un niveau exceptionnel de recettes (50 M€ pour la seule campagne de Ligue des Champions), de surcroît décorrélé de ses charges fixes et variables. En d'autres termes, le Stade Brestois est un club qui connaît aujourd'hui une santé financière florissante.

Dès lors, dans un contexte d'assèchement des finances publiques locales, comment justifier un tel niveau d'investissement public, par ailleurs porté au mépris des engagements pris auprès des citoyens brestois ?

Considérer la réalité climatique et environnementale

L'avis de l'autorité environnementale rendue sur ce projet éclaire sur le gouffre qui le sépare d'une prise en compte pragmatique des enjeux de biodiversité et de réduction des gaz à effet de serre. L'érection d'une cathédrale de béton sur un site non artificialisé, gorgé de vie et constitutif d'équilibres écologiques précieux, ne s'apparente pas véritablement à l'idée communément admise d'un développement durable du territoire.

D'autres aspects contestables de ce projet mériteraient certainement d'être développées. On peut notamment penser à la mise en place du système d'enrichissement d'entrepreneurs locaux sur fonds publics, des problématiques d'accessibilité et de mobilité liées au choix du site, des choix faits en matière de priorisation des classes sociales supérieures dans l'usage du stage vis-à-vis des classes populaires, à la dévitalisation d'un cœur de ville par le retrait d'un équipement structurant, ou bien encore de l'opacité de la démarche et du peu d'espace laissé à la concertation préalable.

Mais il me semble, qu'en soit, ces trois premiers arguments suffisent à démontrer que ce projet ne se fonde sur aucune justification d'intérêt général. Il revient par conséquent aux autorités publiques en responsabilité de s'en désengager et, il me semble, à la commission d'enquête de prononcer un avis défavorable à la suite du projet.

Ti'zef

ENQUÊTE PUBLIQUE

relative au projet Arkéa Park à Guipavas et à la mise en compatibilité
du plan local d'urbanisme intercommunal de Brest métropole

28 mars 2025 – 13 mai 2025

Contribution de Monsieur Stéphane Roudaut

Maire de Gouesnou
Premier vice-président de Brest métropole
Conseiller régional de Bretagne

Table des matières

Introduction : une chance pour le Nord-Finistère et ses habitants	3
1. Un grand stade existe depuis plus de 20 ans dans les documents d'urbanisme de Brest métropole	4
2. La rénovation du stade Francis-Le Blé n'est pas une option crédible et doit être écartée	5
3. Le risque réel d'une perte d'homologation du stade Francis-Le Blé.....	7
4. Le Stade Brestois 29 et l'Arkéa Park, moteurs de l'économie locale et créateurs de lien social.....	8
5. Au cœur de l'Arkéa Park, les personnes porteuses de handicap et leurs familles	10
6. Une sobriété environnementale incontestable	11
Conclusion	12

« Ce projet de stade est sans doute le plus intelligent de ces douze dernières années en France. »

Jérémy Moulard, docteur en management du sport, chercheur à l'université de Lausanne.

Auteur d'une thèse sur : « Nouvelle ressource et évolution du business model : une équation à plusieurs inconnues : Le cas des nouveaux stades du football français »

« [Une] approche guidée par la raison et le bon sens. Cela montre que les leçons en la matière commencent à être tirées. »

Jean-Pascal Gayant, professeur de sciences économiques à l'université, spécialiste de l'économie du sport.

(Extraits de l'article « *Au nouveau stade brestois, pas de place pour la folie des grandeurs* » paru le 1^{er} juillet 2022 dans la Gazette des Communes)

Il apparaît important en introduction de donner crédit à la parole de spécialistes en la matière, qui se sont exprimés sur le projet de l'Arkéa Park.

La construction d'un nouveau stade sur le site du Frotven n'est pas un caprice du Stade Brestois 29 et de ses supporters. Elle n'illustre pas non plus le manque de sérieux des porteurs du projet et de tous leurs partenaires, ni un mépris des enjeux environnementaux actuels. Au contraire, c'est une chance pour le Nord-Finistère et ses habitants.

Les efforts réalisés pour faire sortir de terre ce nouvel équipement, bien plus qu'un stade de football, démontrent une analyse objective et une réponse raisonnée aux besoins vitaux du club et, au-delà, de la Métropole et tout l'Ouest breton. Ainsi qu'un remarquable attachement à notre territoire et à ses habitants.

Faire obstacle à ce projet aurait des conséquences économiques et sociales majeures pour notre territoire, auxquelles viendrait s'ajouter à la mise en péril du Stade Brestois 29 et de son développement. Les deux dernières saisons comme l'expérience de la Ligue des Champions viennent en témoigner, s'il en était besoin.

1. Un grand stade existe depuis plus de 20 ans dans les documents d'urbanisme de Brest métropole

Depuis de nombreuses années, tous les décideurs locaux comme les experts en sport savent que la construction d'une nouvelle enceinte est indispensable. La preuve : les terrains nécessaires, dans la zone du Froustven, sont précisément identifiés depuis plus de 20 ans dans les documents d'urbanisme approuvés par Brest métropole.

Le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) en vigueur, approuvé en janvier 2014, a confirmé l'emplacement réservé dédié à cet équipement inscrit dans les précédents documents d'urbanisme. Depuis lors, 8 modifications ont été approuvées par la majorité des élus métropolitains – dont des opposants aujourd'hui – pour prendre en compte le développement du territoire, l'évolution de ses besoins et les enjeux qui s'impose à tous.

Si le projet de construction de ce nouvel équipement, pertinent il y a 20 ans, ne l'était plus aujourd'hui, il aurait fallu inscrire cette question à l'agenda de Brest métropole. Cela n'a pas été le cas.

Certes, depuis 20 ans, le monde a changé et les enjeux environnementaux sont plus cruciaux que jamais. Quant aux capacités financières des acteurs publics à accompagner un tel projet privé, elles n'ont jamais été aussi contraintes.

Toutefois, depuis 20 ans, les habitants de notre territoire ont confirmé certains besoins et en ont exprimés de nouveau : des emplois locaux et pérennes, davantage de solidarité entre tous les acteurs de la société, le rattrapage du retard pris dans l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Grâce à la réalisation de l'Arkéa Park, des réponses concrètes et pérennes seront apportées aux attentes des habitants de la Métropole et au-delà, sans nuire à l'environnement ni obérer le budget des acteurs publics.

Acteur économique et social majeur de notre territoire, le Stade Brestois 29 ne pourra poursuivre ses activités, bien plus entendues que celles d'une simple équipe masculine de footballeurs professionnels, qu'à la condition que ce nouvel équipement soit construit, projet portant de surcroît une ambition unique en France en termes d'inclusion et d'attention aux personnes en situation de handicap et de leurs familles.

2. La rénovation du stade Francis-Le Blé n'est pas une option crédible et doit être écartée

Les instances du football, alertent tous les ans le club sur le non-respect des règlements en matière d'accueil et de sécurité des spectateurs, des joueurs, des journalistes, etc.

Depuis des années, des dérogations sont accordées au club pour qu'il puisse utiliser son stade historique, dérogations obtenues uniquement grâce à l'existence du projet de création d'une nouvelle enceinte. Si ce projet devait être remis en question, le stade Francis Le Blé pourrait perdre son homologation.

Malgré l'attachement de tous les supporters pour Francis-Le Blé – dont moi-même – penser que le club puisse continuer d'y jouer est illusoire. Pire, imaginer qu'il puisse faire l'objet d'une rénovation est une chimère.

Le montant de l'opération, estimé à 60 M€ HT en 2023, interroge en premier lieu. S'agissant d'un équipement municipal, son coût serait alors intégralement supporté par la Ville de Brest, moyennant d'autres participations publiques mais insuffisantes dans le contexte. Un investissement lourd à porter et qui déprioriserait inéluctablement d'autres projets structurants.

Par voie de conséquence, qui peut raisonnablement envisager qu'une collectivité publique, dans le contexte de contrainte budgétaire que nous connaissons tous, puisse s'engager sur un projet réellement qualitatif, améliorant sensiblement et durablement les performances environnementales et énergétiques de l'enceinte, comme les standards d'accueil, de sécurité et d'expérience usager ?

Rappelons la vétusté de cette enceinte datant de 1922 qui, bien que rénovée à deux reprises en 1982 et 2010, comporte du béton centenaire, du plomb centenaire, de l'amiante, et diverses matières polluantes centenaires elles aussi.

À titre de comparaison, le stade de la Meinau à Strasbourg achèvera en 2026 sa rénovation et l'extension de sa capacité de 26 000 à 32 000 places. D'un coût initial de 100 M€ HT, l'opération coûtera au final 160 M€ HT, dont 95 % portés par les acteurs publics... À bon entendeur.

Au surplus, dans un environnement urbain aussi contraint, aucun architecte ne pourrait concevoir un projet respectant tous les critères imposés aux enceintes sportives modernes.

Acquérir l'assise foncière nécessaire nécessitera négociations avec les copropriétés voisines et l'établissement Charles de Foucault et potentiellement des décisions d'expropriation. Qui peut l'imaginer ?

Le temps administratif est par définition un temps long. Mais en l'espèce, il apparaît illusoire d'envisager une réalisation à court ou moyen terme.

Et quid de l'attention portée par les tenants d'une rénovation du stade aux habitants du quartier qui doivent s'accommoder, tous les quinze jours, des contraintes liées à l'organisation des matches ?

3. Le risque réel d'une perte d'homologation du stade Francis-Le Blé

Quant à l'hypothèse d'une délocalisation des matches à la suite de la perte d'homologation de Francis Le Blé, elle aurait toutes les allures du scénario catastrophe.

Que dire déjà des centaines de tonnes de CO₂ qui ont été émises lors de chaque match de Ligue des Champions joués à Guingamp cette saison ? Et quel club, quelle ville serait prête à partager son enceinte pour l'accueil d'une vingtaine de matches dans la saison ?

À tous les niveaux, un tel scénario signifierait, à terme, la mort du club et de graves conséquences pour notre territoire :

- Les supporters, malgré leur fidélité et leur ferveur, ne pourront pas durablement soutenir leur équipe loin de chez eux, l'investissement en argent et en temps étant trop important pour beaucoup ;
- Jouer tous les matches « à l'extérieur » nuira inévitablement aux performances de l'équipe ;
- Les sponsors et les partenaires publics seront immanquablement incités à reporter leur soutien sur des clubs restés ancrés sur le territoire ;
- Le lien avec les quelques 250 clubs amateurs que le Stade Brestois a tissé depuis des années sera fatalement rompu ;
- La quasi-totalité des 150 emplois permanents du club et de son association seront gravement menacés.

4. Le Stade Brestois 29 et l'Arkéa Park, moteurs de l'économie locale et créateurs de lien social

Le Stade Brestois 29 est un des emblèmes de notre territoire. Grâce à ses récents exploits sportifs aux niveaux national et européen, il a renforcé la notoriété du territoire et son attractivité. Il fait la fierté de tous, fans de football ou non, et cimente les liens qui nous unissent.

Il représente également un atout majeur pour l'économie locale, confortée par le projet de création de l'Arkéa Park.

Remettre en question sa construction reviendrait non seulement à mettre en péril les emplois existants grâce au Stade Brestois (150 emplois permanents + 700 emplois les jours de match), mais également à renoncer à la création de milliers d'emplois nouveaux :

- Grâce au chantier, 1 000 emplois seront créés ou préservés dans le secteur du BTP, en crise depuis 2 ans ;
- La création de la galerie commerciale et des activités de restauration et de loisirs générera 300 à 400 emplois nouveaux ;
- Les jours de matches, 300 nouveaux emplois seront nécessaires pour assurer l'accueil et la sécurité du public ;
- L'activité que le nouvel équipement générera stimulera l'économie et l'emploi dans tout le Nord-Finistère.
-

À l'heure où nous peinons à proposer à nos jeunes des emplois locaux et éviter leur départ vers d'autres territoires, il serait irresponsable d'entraver la réalisation de ce projet majeur d'un point de vue économique et social. Le présenter comme une menace pour le commerce de centre-ville est totalement faux, hors-sujet.

L'Arkéa Park, nouvel atout du territoire, sera donc un nouveau pôle d'attractivité pour les touristes ou les professionnels, mais également pour les habitants de la Métropole et tous les Finistériens.

Alors que la majorité des stades en France ne fonctionne qu'une vingtaine de jours par an, l'Arkéa Park sera ouvert toute l'année et proposera au public des nouveaux services qui renforceront encore les liens entre habitants et territoire : offres de restauration et de loisirs inédites, création de nouveaux espaces cultures, ouverture de places de crèches.

Le projet est incontestablement et très profondément ancré dans notre territoire et destiné à répondre aux besoins de ses habitants. Il démontre aussi et surtout une connaissance approfondie des leurs attentes et une réelle volonté de contribuer à améliorer la vie quotidienne dans le bassin de vie brestois.

5. Au cœur de l'Arkéa Park, les personnes porteuses de handicap et leurs familles

Il mérite d'autant plus notre soutien que les personnes porteuses de handicap sont placées au cœur de l'Arkéa Park.

Il s'agit d'une initiative unique en France, aussi inédite que remarquable.

Jamais un grand équipement de ce type n'avait été imaginé de façon à permettre à ces publics, et à leurs familles, de profiter pleinement des spectacles et des prestations proposées. Au sein de l'Arkéa Park, l'accessibilité et l'inclusion seront garantis pour tous. Une attention toute particulière sera portée aux familles, souvent orphelines de soutien dans le cadre de leur rôle de proche aidant.

De plus, l'Arkéa Park ne sera pas uniquement connu comme l'ancre des Pirates. Il accueillera également le premier club multisports adapté du Finistère (sports collectifs, arts martiaux, etc.) et favorisera l'épanouissement et l'autonomie par le sport, horizons aujourd'hui inaccessibles aux personnes en situation de handicap.

6. Une sobriété environnementale incontestable

S'agissant des impacts environnementaux du projet, il convient en premier lieu de souligner la sobriété du projet (jauge limitée à 15 000 places) et l'utilisation maximale des infrastructures et services existants (voies, stationnements, transports en commun, mobilités douces) afin de faciliter plus largement l'accès aux spectateurs venant de tout l'ouest breton.

Ce faisant, la stratégie des porteurs du projet de l'Arkéa Park est identique à celle ayant prévalu pour les Jeux Olympiques de Paris 2024, unanimement considérés comme exemplaires en matière de durabilité et de réduction des émissions de CO₂.

En outre, la réalisation du projet permettra de sanctuariser 4 hectares de zone naturelle et l'intégralité de la zone humide existante, gage de préservation de la faune et de la flore. L'artificialisation des sols sera réduite au maximum : par exemple, seuls les stationnements dédiés aux personnes à mobilité réduite seront imperméables. Les aménagements prévus prennent en compte les haies et talus existants. Et toutes les mesures compensatoires seront concrétisées sur site, garantissant la préservation du caractère bocager et la prospérité des espèces endogènes.

Exemplaire en matière de gestion de l'eau (récupération des eaux de pluie), de production d'électricité (11 000 m² de panneaux photovoltaïques) et de gestion des déchets, l'Arkéa Park privilégiera en outre les circuits courts et les producteurs locaux en matière de restauration.

Conclusion

Contrairement aux messages entendus, le projet d'Arkéa Park n'est ni une aberration environnementale, ni une menace pour les finances publiques.

En effet, son plan de financement repose majoritairement sur les fonds apportés par les porteurs du projet et leur partenaire bancaire. L'implication particulièrement forte de ce dernier, acteur majeur de l'économie locale, témoigne de la robustesse du projet.

La participation des acteurs publics est, quant à elle, conforme aux standards relatifs aux grands projets structurants de ce type. Elle ne présente pas de risque spécifique et n'obère pas la capacité des entités concernées à mettre en œuvre les autres projets nécessaires à leurs administrés.

Grâce la création de l'Arkéa Park, le Stade Brestois 29, aujourd'hui acteur reconnu du sport français, pourra le rester et, ce faisant, continuer d'irriguer la vie économique et sociale de tout l'ouest breton.

Ainsi, les Finistériens et une bonne partie des Bretons pourront, grâce à cet équipement, trouver des réponses à des attentes aujourd'hui non satisfaites, en termes d'emploi et de loisirs, notamment les personnes qui, aujourd'hui, en raison d'un handicap, sont tenus à l'écart.

Stéphane Roudaut

Maire de Gouesnou

1^{er} vice-président de Brest métropole

Conseiller régional de Bretagne



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

Droit national en vigueur - Codes

Droit national en vigueur

- › Constitution
 - › Constitution du 4 octobre 1958
 - › Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789
 - › Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946
 - › Charte de l'environnement
- › Codes
- › Textes consolidés
- › Jurisprudence
- › Circulaires et instructions
- › Accords collectifs

[LOI constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005 relative à la Charte de l'environnement \(JORF n°0051 du 2 mars 2005 page 3697\)](#)

Le peuple français,

Considérant :

Que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ;

Que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;

Que l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains ;

Que l'homme exerce une influence croissante sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;

Que la diversité biologique, l'épanouissement de la personne et le progrès des sociétés humaines sont affectés par certains modes de consommation ou de production et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;

Que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;

Qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins,

PROCLAME :

Article 1er. Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

Article 2. Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Article 3. Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.

Article 4. Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.

Article 5. Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.

Article 6. Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

Article 7. Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.

Article 8. L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte.

Article 9. La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

Article 10. La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France.

Contribution de SaveStangAlar sur le projet de nouveau stade

SaveStangAlar est une association loi de 1901, reconnue d'intérêt général concourant à la défense de l'environnement naturel :

Elle a été créée le 4 décembre 2016. Ses statuts indiquent qu'elle a pour but :

- **De préserver le cadre de vie** et la qualité de l'espace public des quartiers de Brest et de Guipavas limitrophes du vallon du Stang Alar ;
- **De préserver la biodiversité** et donc protéger la flore et les animaux, agir pour le maintien des corridors écologiques entre le vallon du Stang Alar et la vallée du Costour, préserver les haies, les zones humides, la qualité des sols, lutter contre l'excès d'éclairage nocturne.

L'an passé notre Assemblée Générale n'avait pas pu définir une position majoritaire sur le projet de nouveau stade. Depuis lors, de nouvelles informations provenant de sources diverses nous ont permis de prendre position lors de notre dernière AG (voir le [compte-rendu](#)).

SaveStangAlar s'est prononcée contre le projet de nouveau stade.

La question du financement

En 2018, le nouveau stade brestois était présenté comme un projet financé à 100% par des fonds privés. Cette idée reste présente dans l'esprit de beaucoup d'habitants. Pourtant aujourd'hui, le montant des subventions publiques s'élève à plus de 30 millions d'euros, soit près de 27% du coût total de construction du stade. Si on ajoute les coûts annexes qui seront financés à 100% par les fonds publics (aménagement d'espaces, création de l'avant-gare de tramway, parkings, etc...), c'est plus de 47 millions d'euros d'argent public qui seront consacrés au projet soit 38% du coût total, estimé en 2024 à 123 millions d'euros.

Alors que l'inflation et les aléas de chantier vont inévitablement faire croître cette somme, les promoteurs privés du projet ont déclaré qu'ils ne mettront pas plus 10 millions supplémentaires laissant craindre une dépense publique encore plus importante.

La MEL (la Métropole Européenne de Lille) en a fait l'amère expérience lors de la construction du nouveau stade Pierre Mauroy réalisé aussi en partenariat public-privé. Le coût final a été de 45% supérieur au montant initial et la métropole a dû déboursier 28 millions d'euros supplémentaires.

Cette dépense publique est-elle nécessaire et acceptable à l'heure où l'Etat déclare insupportable le niveau de la dette publique et a engagé des réductions de dotations aux régions, départements et collectivités territoriales ?

En France, les clubs de foot professionnels traversent une crise économique avec l'effondrement des droits de diffusion dont ils dépendent beaucoup pour leur survie. L'intégration dans le projet du nouveau stade d'un complexe de loisirs et de commerces est peut-être la solution retenue à une équation financière incertaine. Mais la Métropole de Brest a-t-elle vocation à subventionner ainsi l'installation de commerces dans des secteurs très concurrentiels comme la restauration ?

Que se passera-t-il si la rentabilité de l'ensemble du projet n'est pas au rendez-vous et que le groupe Le Saint se désengage ? Cette nouvelle structure ne deviendra-t-elle pas un fardeau financier pour Brest Métropole qui s'est portée garante à 50% d'un prêt bancaire de 39 millions d'euros ?

La relégation en divisions inférieures des équipes de Bordeaux et du Mans ont confronté les métropoles à une charge annuelle supplémentaire de plusieurs millions d'euros quelques années seulement après la livraison de stades flambants neufs. Quelles seraient alors les conséquences d'un tel scénario pour les contribuables de la métropole brestoise ?

Alternative : rénover Francis Le Blé

Il existe une alternative moins coûteuse et certainement moins risquée : la rénovation du stade Francis Le Blé. Une étude de faisabilité a été réalisée. Le coût serait 3 fois moins élevé. Mais qui a pu en apprécier les détails ?

Au vu du contexte économique, ne serait-il pas raisonnable de se pencher réellement sur cette option plutôt que de l'écarter d'un revers de manche ?

La réalisation ne serait certes pas aussi clinquante et démesurée que le projet du nouveau stade, ni à la hauteur des rêves des dirigeants. Mais elle serait plus à l'image du tempérament des gens d'ici qui ont « les pieds sur terre ».

La rénovation du stade Francis Le Blé aurait l'immense avantage de conserver l'ancrage historique et populaire du club dans le cœur de la ville. Il est en effet aberrant de constater que, dans le projet du nouveau stade, le nombre de places « populaires » diminue (moins 4000) au profit de places VIP (plus 2600).

Si sous couvert de rentabilité, les conditions d'accès au stade sont catégorisées, c'est tout l'aspect de cohésion démocratique d'une métropole et de ses habitants autour de leur club de foot qui risque de s'effondrer.

Problèmes de stationnement

Il est légitime de faire remarquer que la fermeture du haut de la rue de Quimper et le stationnement « sauvage » dans les quartiers voisins engendrent des nuisances. Mais qu'en sera-t-il de ces mêmes nuisances autour du nouveau stade ?

Il est évident que la fermeture du boulevard François Mitterrand, due à l'absence de passerelle piétonne dans le projet final, va considérablement perturber la circulation à une échelle bien plus grande. Ce ne sont pas seulement les déplacements des riverains des quartiers de Botspern, de Coataudon et du Froutven qui seront impactés. C'est toute la circulation à l'est de Brest qui sera perturbée.

Le nombre réduit de places de parkings dédiées au public non VIP du stade et la concurrence avec la clientèle des magasins de la zone commerçante du Froutven font craindre le même phénomène de stationnement « sauvage » dans tout le secteur. Et si les promoteurs du nouveau stade promettent des navettes depuis des parkings déportés pour réduire les nuisances, alors cette solution peut aussi être envisagée pour réduire les nuisances autour du stade Francis Le Blé.

Enfin et surtout, ce projet n'est pas neutre d'un point de vue environnemental.

Selon le rapport de la MRAe, « le projet s'inscrit sur un ensemble de plus de 20 ha de terres agricoles préservées qui constitue un corridor écologique potentiel entre la vallée du Stang Alar et celle du Costour, toutes deux identifiées comme réservoirs de biodiversité à conforter à l'échelle locale ».

De plus, le projet s'installe, au niveau de la source du Costour, en tête de bassin versant. Ce ruisseau a déjà une morphologie (nombreuses canalisations), une hydrologie et une qualité des eaux fortement impactées par l'urbanisation du secteur. Comme pour le Stang Alar en amont du parc public, l'artificialisation autour du ruisseau du Costour en amont de son passage sous le Boulevard de Coataudon sera bientôt totale, laissant subsister un minuscule 0,8 hectare autour de la source, et une bande de 20 à 30 mètres de chaque côté du lit du ruisseau.

Doit-on prendre le risque de dégrader irrémédiablement un cours d'eau dans lequel 15% de l'eau potable de Brest Métropole est prélevée ? ÉVITONS de dégrader et détruire la Nature PLUTÔT QUE de RÉDUIRE et COMPENSER les dégâts occasionnés !

Tous ces enjeux méritent un débat dont les citoyens ont été privés, débat où **les deux options seraient présentées en face à face avec le même niveau de détails**. Il faut **REPRENDRE L'ÉTUDE DE CE DOSSIER**, et présenter aux citoyens les deux alternatives de manière claire, car ce dossier les engage toutes et tous pour longtemps.

SaveStangAlar,

Brest, le 9 mai 2025



🕒 9 heures restantes

Projet de construction de l'Arkéa Park à Guipavas et mise en compatibilité du PLU de Brest métropole



[Enquête publique](#)



Urbanisme

« On s'attend à un minimum de civisme » : à Brest, les places adaptées régulièrement squattées par d

Jean-Luc Padellec

Article réservé aux abonnés



Gratuites, les places de stationnement adaptées (PMR) aux Ateliers des Capucins, à Brest, sont régulièrement occupées par des valides qui rechignent à se garer dans le parking souterrain payant tout proche.



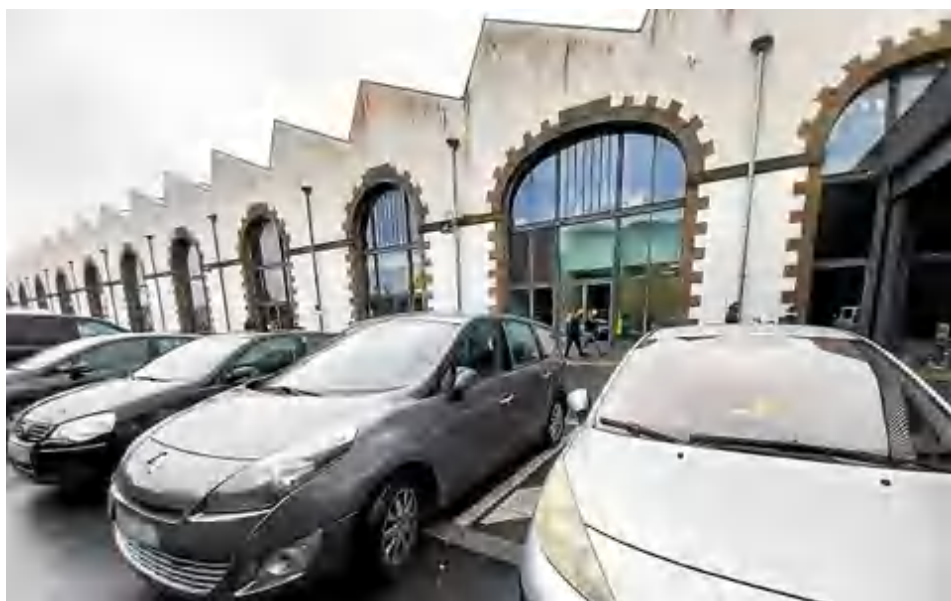
À plusieurs reprises ces derniers mois, Tudwal Prigent a constaté que les places de stationnement adaptées étaient occupées par des véhicules qui n'affichaient pas le badge PMR. (Photo Le Télégramme/Jean-Luc Padellec)

En avril 2023, une Brestoise en situation de handicap [avait déploré dans Le Télégramme](#) le fait que les sept places de stationnement adaptées devant les Ateliers des Capucins étaient régulièrement occupées par des voitures n'arborant pas le macaron. « Ils doivent penser que les pauvres handicapés ne sortent pas le soir », se désolait-elle.

Huit mois plus tard, la situation n'a guère évolué, comme en témoigne Tudwal Prigent, 40 ans. Tétraplégique depuis un accident survenu il y a vingt ans, cet habitant de Saint-Urbain se déplace en fauteuil roulant. Prestataire pour Arkéa au Relecq-Kerhuon, il a son abonnement cinéma chez Pathé, et a pris ses habitudes aux Capucins, surtout depuis que le chantier de la deuxième ligne de tramway aux abords du complexe Liberté complexifie l'accès du bâtiment aux personnes à mobilité réduite.

Jusqu'à cinq véhicules hors la loi sur sept, parfois

Souvent, Tudwal Prigent constate que les places réservées et gratuites, face aux Ateliers, sont occupées par des valides. « C'est surtout vrai les soirs de grandes affluences. Je suis venu coup sur coup un vendredi et un samedi soir, plusieurs véhicules n'avaient pas le macaron ». Une réalité que nous avons nous-mêmes pu constater le dimanche 5 janvier, dans l'après-midi : sur les sept places réservées, deux étaient occupées par des véhicules n'affichant pas le badge sur leur pare-brise.



Dans l'après-midi du dimanche 5 janvier, sur les sept emplacements réservés, deux étaient occupés par des véhicules n'arborant pas le macaron. (Photo Le Télégramme/Jean-Luc Padellec)

« Fin novembre, sur sept véhicules, cinq étaient hors la loi ! J'ai appelé la police, qui m'a dit être parfaitement au courant de l'anarchie, mais qui n'avait pas de patrouille disponible », regrette le Saint-Urbannais. Il lui arrive de stationner rue du Carpont, quand il trouve une place, mais cela n'est pas sans poser des problèmes de sécurité. « Quand je dois manœuvrer pour sortir de mon véhicule, je me retrouve sur la route avec mon fauteuil. C'est dangereux ».

Malgré l'amende à 135 €

Aux Ateliers des Capucins, on admet qu'il y a un vrai sujet. « J'ai moi-même constaté des cartes PMR dans certains véhicules avec des personnes qui ne semblaient pas avoir de handicap, mais je n'ai aucune autorité pour juger. Nous faisons très régulièrement appel aux fonctionnaires de la voie publique pour venir constater et verbaliser », rappelle le directeur technique et sécurité du site, dans un échange récent de courriels avec Tudwal Prigent.

Face à ce phénomène qui n'est pas acceptable, c'est tolérance zéro !



Newsletter Les immanquables à Brest

Le récap de l'actualité brestoise, du lundi au vendredi dès 12h

« On ne peut pas mettre des agents de surveillance de la voie publique (ASVP) ou de la brigade de tranquillité urbaine (BTU) tous les jours à cet endroit, car ils ont toutes les voies publiques de la ville à gérer. Ils passent en moyenne deux fois par semaine et, à chaque fois, ils alignent des contrevenants. Face à ce phénomène qui n'est pas acceptable, c'est tolérance zéro, et cela continuera », prévient la Ville. À 135 € l'amende, sans compter l'enlèvement du véhicule, ça fait cher la place de cinéma, alors que le parking souterrain payant, juste à côté, est rarement complet. Pour Tudwal Prigent, au-delà de cette nécessaire répression, pour accentuer l'aspect dissuasif, il serait opportun de peindre en bleu ces emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite (PMR).

CONSEIL MUNICIPAL
PROCÈS-VERBAL
SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-huit décembre, à quatorze heures, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Fabrice JACOB, Maire.

Date de convocation : 12 décembre 2024

Date d'affichage : 12 décembre 2024

En exercice : 33
Présents : 30
Votants : 33

Étaient présents : Fabrice JACOB, Christian PETITFRERE, Anne DELAROCHE, Jacques GOSSELIN, Monique BRONEC, Joël TRANVOUEZ, Ingrid MORVAN, Philippe JAFFRES, Céline SENECHAL, Nicolas CANN, Pierre GRANDJEAN, Danièle LE CALVEZ, Catherine ANDRIEUX, Yannick CADIOU, Maire Françoise VOXEUR, Claude SEGALIN, Gisèle LE DALL, Patrice SIDOINE, Eliane PICART, Simon DE MEYER, Marie FOURN, Daniel LE ROUX, Jean-Yvon BOUCHEVARO, Claire LE ROY, Pierre BODART, Alain LAMOUR, Isabelle BALEM, Régine SAINT JAL, Jean-Yves CAM, Emmanuel MORUCCI conseillers municipaux.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Procurations :

Morgane LOAEC à Ingrid MORVAN
Aurélien MESLET à Anne DELAROCHE
Catherine GUYADER à Claire LE ROY
Simon DE MEYER à Monique BRONEC (provisoire jusqu'à 16h10)
Jean-Yves CAM à Isabelle BALEM (provisoire jusqu'à 14h15)

Madame Danièle LE CALVEZ a été nommée secrétaire de séance.

SOMMAIRE

N° délibération	Objet
DEL 2024-12-74	Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 25 septembre 2024
DEL 2024-12-75	Décisions du maire en vertu de la délégation générale du Conseil municipal – information au conseil
DEL 2024-12-76	Brest métropole – rapport d'activité 2023
DEL 2024-12-77	Construction d'un stade de football dans le secteur du Froustven - Avis de la commune sur la demande de déclaration d'intérêt général d'enceinte sportive du projet « Arkéa Park »
DEL 2024-12-78	Cession d'une portion de chemin rural au lieu-dit Kerdilichant
DEL 2024-12-79	Cession d'une parcelle communale G2736 omise lors de la cession des parcelles adjacentes en 2014
DEL 2024-12-80	Demande de subvention exceptionnelle – Marins Mers El Kebir

l'ensemble du réseau qui va être revu. Je sais que c'est le moment, là, pour porter auprès de la métropole des demandes, justement sur la réarticulation du réseau vers Guipavas. Donc je voulais savoir ce que vous avez porté comme demandes auprès de la métropole, sur le futur réseau de bus à horizon 2026. Et puis, je voulais rappeler aussi que, en ce moment, sur Internet, il y a une concertation et on peut s'exprimer sur ce qu'on souhaite comme métropole à l'horizon 2040. Et je voulais le rappeler ici, parce que c'est un outil très important dont il faut se saisir à mon sens. Moi j'incite les gens que je rencontre, à participer parce que là on peut s'exprimer et dire quelle métropole on veut pour 2040, quel cadre de vie, quelle solidarité, etc. Donc, je trouve que c'est important de le rappeler. Merci. »

Monsieur le Maire : « Tout à fait. Pour ce qui est du réseau de bus, nous devons rencontrer le service dédié à Brest métropole, pour nos desiderata et probablement faire des enquêtes publiques sur ce que souhaite la population, pour améliorer le circuit et, notamment, au moins les cadences. Parce que, entre Brest et Guipavas, de toute façon, il n'y a qu'un seul axe. Donc il n'y aura pas de grande révolution, en tout cas de cette partie-là. Maintenant, sur la desserte du centre-ville et d'autres quartiers, on a du travail à faire justement et peut-être rapatrier tout sur le centre. Enfin, on doit revoir la métropole pour ça, mais en tout cas, là ce n'est pas figé encore pour la partie Guipavas. Ils ont commencé à voir les communes, mais ils n'ont pas vu tout le monde encore. Voilà. Oui. Claude SEGALEN. »

Monsieur Claude SEGALEN : « Une information complémentaire pour Bibus. Cette semaine, Bibus est venu sur la zone de Lanvian, avec un bus articulé. Le projet est pour 2025. Qu'il y ait un bus et qu'il alimente toute la zone de Lanvian, pour les salariés qui travaillent dans les serres. Ceci permettra d'éviter d'avoir des trottinettes sur la route départementale, qui sont extrêmement dangereuses. Ça évitera d'avoir des piétons qui circulent entre le bourg de Guipavas, à un arrêt de bus, au niveau de la carrière, jusqu'à l'hôtel l'Évasion. Et donc, c'est plutôt une bonne chose. Donc, les essais ont été faits cette semaine. On nous a dit, concluants. Et a priori, ça devrait prendre effet, le service, en février prochain. »

Monsieur le Maire : « Merci de l'information, il est vrai qu'il y a eu une demande forte des serristes, parce qu'il y a des centaines d'employés qui prennent le bus et qui n'ont pas de solution après le rond-point de Kergompez. Et on travaille aussi sur l'aménagement de la départementale pour une voie douce, jusqu'à Lanvian, justement. Le département a fait des relevés topographiques, dernièrement, pour regarder la possibilité de le faire ou pas. Et c'est vrai que ces entreprises-là payent le versement « Transports », aussi. Donc comme ça a été fait à Plougastel, une ligne pour les serristes a été dédiée. Donc c'est plutôt intéressant. Très bien. Eh bien écoutez, s'il n'y a pas d'autre question, je vous propose de prendre acte de ce rapport. Et je vous remercie, Valérie, pour votre intervention et bon retour sur Brest. Bien, le point suivant est la construction d'un stade de football dans le secteur du Frouvien. »

Le Conseil municipal prend acte du rapport d'activité 2023 de Brest métropole.

CONSTRUCTION D'UN STADE DE FOOTBALL DANS LE SECTEUR DU FROUTVEN
AVIS DE LA COMMUNE SUR LA DEMANDE DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
D'ENCEINTE SPORTIVE DU PROJET « ARKEA PARK »

En application de l'article 28 de la loi 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation de services touristiques, la société Holdisports SAS a déposé, auprès du Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la vie associative, une demande d'intérêt général d'enceinte sportive pour le projet « Arkéa Park » envisagé sur le secteur du Frouvien à Guipavas.

Conformément à l'instruction ministérielle n° 09-110 en date du 01/09/2009, la Préfecture du Finistère sollicite l'avis des conseils municipaux des communes riveraines dans un délai de deux mois à compter de la réception du dossier.

Le projet « Arkéa Park » se structure autour d'un complexe sportif et de loisir sur un ensemble immobilier de 33 000 m² avec les équipements sportifs suivants :

- Une enceinte sportive principalement dédiée au Stade Brestois 29 comprenant un stade de football de 15 000 places incluant 4 tribunes, un espace de travail pour les salariés du club, des espaces de restauration pour les spectateurs, des espaces de réception à destination des partenaires ;

- Un club multisports dédié au sport adapté avec des salles de sport : danse, dojo, multisports et des espaces de convivialité et de réception.

À ceux-ci s'ajoutent des activités et services à destination du grand public et des entreprises avec notamment des espaces de loisirs indoor, une offre de restauration diversifiée, une boutique du Stade Brestois 29 et le musée du club, une crèche, un espace entreprise (auditorium et centre d'affaires).

Ce nouveau stade répondra aux normes actuelles fixées par la Ligue Professionnelle de Football et l'UEFA et permettra d'accueillir :

- Des matchs de niveau ligue 1, ligue 2 et de niveau européen ;
- D'autres compétitions sportives nationales et internationales (coupe Gambardella, matchs internationaux des équipes de France jeunes masculines et féminines) ;
- Des compétitions régionales et nationales de sport adapté.

Ce nouvel équipement confortera le positionnement du Stade Brestois 29 comme club professionnel d'envergure nationale et participera au rayonnement du territoire en complémentarité avec les autres équipements métropolitains.

À l'échelle nationale, le projet s'inscrit par ailleurs dans la démarche d'amélioration et de modernisation de l'offre de grandes enceintes sportives du territoire français.

Ce projet répond ainsi à un caractère d'intérêt général tant sur le plan sportif que socio-économique.

Couplé à une offre importante de loisirs ouverts à tous et toute l'année, cet équipement sera également un lieu de vie et de lien social. Si le sport est reconnu pour ses vertus en termes de développement personnel et d'intégration sociale, il se révèle également être un puissant moteur économique, créateur de richesses et d'emplois.

Au regard des activités accueillies, l'équipement générera des retombées économiques pour la métropole et créera une dynamique économique génératrice d'emplois.

Au niveau de la politique sportive, ce nouveau stade confortera le sport professionnel et de haut niveau sur le territoire en mettant à disposition du Stade Brestois 29 un équipement sécurisé de qualité, lui permettant de développer les synergies avec le centre d'entraînement ainsi que ses partenariats, contribuant à son excellence sportive.

Par ailleurs, l'intégration d'un espace dédié au sport adapté constitue un atout majeur du projet sportif qui devrait favoriser le développement de ces pratiques inclusives sur le territoire brestois et métropolitain. Le projet prévoit en effet la création d'un club multisports dédié au sport adapté accueillant des sportifs de 6 à 21 ans en situation de handicap psychique (activité danses, sport de combat, multisports collectif).

Enfin, la présence, au sein de l'Arkéa Park, d'une diversité d'activités tertiaires est facteur d'attractivité économique pour le territoire (création d'emplois, dynamisme entrepreneurial).

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'ÉMETTRE un avis favorable sur le dossier de demande de déclaration d'intérêt général d'enceinte sportive du projet Arkéa Park.

Avis de la commission plénière : favorable

Monsieur le Maire : « Ce projet a été présenté en commission plénière. Est-ce qu'il y a des questions ? Des interventions ? Oui Emmanuel MORUCCI. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI : « Contrairement à ce que l'on peut lire dans les médias sur les réseaux sociaux, et je crois qu'en ce moment, on est abreuvé d'informations tout à fait diverses et contradictoires. La délibération que vous nous proposez n'a pas pour objet de se prononcer pour ou contre la construction d'un complexe sportif et de loisirs, avec un stade à Maner Coz au Frouven. Ce que l'on appelle aussi désormais, puisque je l'ai lu à plusieurs reprises, le quartier métropolitain. On s'interrogera sur la dénomination. Ça laisse penser que... on n'est même plus à Guipavas. Ce n'est pas la question du stade qui est importante. Chacun sait que, désormais, il existera ce stade. D'ailleurs,

la décision a été prise ailleurs qu'ici. Il suffit de lire le média footballistique, Foot 11 aujourd'hui, qui annonce à grand renfort que « *Oui, ça y'est, c'est décidé, le stade existera* ». Alors, il s'agit, en fait, pour notre Conseil et restons modestes, de donner au Préfet un avis, afin que ce dernier décide, si oui ou non, le projet est de nature et d'intérêt général. Pas plus. Ce qui n'élude, Monsieur le Maire, en aucun cas, les questions centrales qui se posent et qui restent, en matière de circulation, de stationnement, de sécurité, de coûts, de subventions publiques, pour un projet qui nous était annoncé au départ, comme étant totalement privé. Mais, chaque chose en son temps. Il y aura peut-être d'autres discussions sur le sujet. Toutefois, la délibération ne peut être acceptée sans une interrogation en profondeur. Je pense qu'on ne peut pas se satisfaire d'une simple évidence et de se regorger de la dénomination d'intérêt général, ou se dire que cela va avoir des avantages économiques, pour Brest, et peut-être pour Guipavas. Signalons, parce que c'est important d'avoir des définitions, que la notion d'intérêt général fait référence à une somme de plusieurs intérêts particuliers. Ce qui amène plusieurs questions auquel Monsieur le Maire, puisque vous maîtrisez bien le sujet et on le sent, vous l'aimez, en plus, vous allez pouvoir répondre. Vous avez convoqué, il y a quelques jours, une commission plénière au cours de laquelle il nous a été présenté par les porteurs du projet, vous venez de le dire, ce qui pourrait justifier ce statut spécifique attendu par le groupe LE SAINT et la société Holdisports, qui est propriétaire du Stade Brestois, de cette demande auprès des services de l'État. Le journal Le Télégramme, lui-même s'interrogeait, il y a quelques jours, dans un article, intitulé, « *A Brest, le projet de nouveau stade est-il d'intérêt général ?* ». Vous noterez bien que le stade n'est pas sur le territoire de Guipavas, même Le Télégramme dit « à Brest ».

Alors ça, c'est une première remarque, qui, je trouve, est un peu désagréable, après la présentation par la métropole du rapport d'activité. En revanche, le quotidien ne dit rien sur ce qu'est un projet d'intérêt général. Et j'ai eu beau fouiller les articles, on ne développe pas. On dit « Intérêt Général ». Alors, j'imagine que chacun ici, dans notre hémicycle, s'est imprégné du sujet. D'ailleurs, je ne crois pas me souvenir que durant la commission plénière, quelqu'un ait détaillé non plus ce qu'était un projet d'intérêt général. Dans un autre article publié ce matin par Ouest France, vous voyez, je suis équitable, Télégramme, Ouest France, nos deux médias sont cités. La notion même d'Intérêt Général disparaît des propos, puisqu'il s'agissait d'une interview, donc des propos, des frères LE SAINT, Messieurs LE SAINT, au profit d'une inquiétude ressentie quant à l'avenir du projet. Alors, est-ce donc si important ? La définition donnée par la loi de projet d'Intérêt Général est assez claire. C'est un projet d'ouvrage de travaux ou de protection, qui vise à réaliser des opérations d'aménagement ou d'équipement, à assurer le fonctionnement d'un service public, à accueillir et loger des personnes défavorisées, à protéger le patrimoine naturel ou culturel, à prévenir des risques, à mettre en valeur des ressources naturelles ou à préserver des continuités écologiques. Il s'agit donc de constructions d'infrastructures de transports, comme des routes ou des ponts. On y est. Y aura-t-il une passerelle ? Pas de passerelle ? Déviation de la circulation. Améliorer la mobilité d'accès aux services publics. Création de logements sociaux, pour accueillir des personnes défavorisées ou de ressources modestes. Mise en place de projets de protection de l'environnement, tels que des réserves naturelles ou des programmes de prévention de risques naturels. On verra qu'il y a une petite partie qui est proposée dans le projet. Ce qui est certain, et cela peut concerner le futur complexe de sport et de loisirs, c'est que les PIG, les Projets d'Intérêts Généraux, doivent être intégrés dans les plans locaux d'urbanisme, le PLU, ou les schémas de cohérence territoriale et d'autres documents de planification régionale. En résumé, le Projet d'Intérêt Général est un cadre juridique permettant à l'État de garantir la réalisation de projets d'utilité publique, tout en respectant des procédures de planifications et d'opposabilité. Alors, nous sommes habitués à voir ce genre de demandes habituellement, mais elles émanent plutôt d'associations ou de fondations, car cela représente des avantages significatifs en matière de réduction ou d'exonération d'impôts, ou d'accès à des subventions. Alors, c'est bien la question qui nous concerne, et là encore, avoir accès à des subventions spécifiques entre celles qui ont été annoncées ou bien des exonérations d'impôts. Ça, ça n'a pas été abordé du tout, pendant cette commission plénière. D'ailleurs, peut-être même qu'en attribuant ce statut, notre collectivité va se priver aussi de retombées fiscales qui auraient pu nous intéresser. Nous verrons bien. Mais vous nous répondrez, Monsieur le Maire. Par ailleurs, la loi PACTE du 22 mai 2019, permet à une société, donc privée, de se mettre au service de l'intérêt général, en se dotant d'une raison d'être et de suivre des objectifs sociaux et environnementaux. De sorte que les sociétés, qui ont ce statut, se rapprochent des associations. Alors ici, c'est bien écrit, et c'est spécifique, qui sont par nature, essentiellement tournées vers des associations vers l'existence d'activités d'intérêt général. Cela peut faire l'objet de contrepartie à l'allègement des charges pour les entreprises, prévu par le pacte de responsabilités, et pose une question de fond, mais aussi une question de droit. Outre le rayonnement apporté par le succès du Stade Brestois, dont nous nous réjouissons tous. Outre l'intérêt d'un territoire de se doter d'un équipement de haute valeur ajoutée, eh bien cette demande va obliger une modification du PLU, voire du stade. On peut donc le regretter, mais la Commission plénière

n'a pas apporté d'autre réponse, que commerciale, ou économique. Quelles sont les contreparties ? Question que je vous pose, Monsieur le Maire. Une première en tout cas et certainement ce que le statut permet de sécuriser comme un montage financier de ce projet privé, par des financeurs publics. Peut-être pourrez-vous nous dire si les 500 000 € qui sont annoncés comme subvention versée par la Ville de Guipavas au projet global, font partie de ce montage et si le statut permet, justement, ce versement. Puis on pourra en reparler pendant la présentation du Document d'Orientations Budgétaires, tout à l'heure. J'ai bien noté et je me réjouis que les distances d'un club multisports dédié aux sports adaptés, alors c'est-à-dire, l'ensemble des activités physiques et sportives pour des personnes présentant une déficience intellectuelle, ou un trouble psychique, ça a été annoncé pendant la commission. Je l'ai moi-même souligné. Et remarquez, c'est plutôt une bonne chose. Mais cela ne suffit pas à déposer une demande d'intérêt général. D'autant plus que lorsque j'ai demandé si les associations guipavasiennes pourraient avoir une activité dans ce complexe, vous-même, Monsieur le Maire, vous m'avez répondu que non. Et c'est au rapport de la commission. Je vous cite, « *Ce sont des privés qui vont gérer les activités de sport et de loisirs* », y compris la crèche, puisque je posais aussi cette question. C'est dommage, car je m'imaginais déjà que les écoles du quartier pourraient y avoir des activités. Une autre personne, après vous, a d'ailleurs précisé, qu'il y aurait une association loi 1901, pour gérer le sport adapté. Donc deux informations ici, contradictoires. Je vois également qu'il est prévu une continuité, là, en tout cas, on ne peut que s'en satisfaire, une continuité écologique entre le Vallon du Costour et le Vallon du Stang-Alar. Et il est annoncé la protection d'une zone naturelle. Alors là, la question, c'est laquelle ? Et qu'en dit l'association du Costour ? Et puis, il était dit et annoncé, qu'une partie du reboisement pourrait se faire, quelque part sur le Finistère. J'avais souhaité, moi, que ce soit sur la commune de Guipavas. Est-ce que nous sommes sur les mêmes éléments ? Alors au bout du compte, il faut se positionner sur ce sujet. Il reste, toutefois, quelques questions. Le texte réglementaire précise que le statut permettra aussi, et ça, c'est une question importante, et on ne l'a pas abordée, mais vous allez nous dire, si c'est juste ou pas, des expropriations pour des réalisations annexes à l'équipement sportif et de loisirs, s'il y avait plus tard, une extension possible. Alors, qu'en est-il ? Par ailleurs, quelles sont les retombées fiscales escomptées pour notre commune en fonction de l'obtention ou pas du statut ? J'imagine que vous avez fait ici une étude prospective avec les deux situations possibles. Et comme je le disais tout à l'heure, le statut peut permettre à la réduction, l'exonération de certains impôts. Quid aussi ? Parce qu'il faut se poser la question. Moi, je n'ai toujours pas la réponse. Vous nous avez dit qu'il n'y aurait pas, par exemple, de passerelle pour permettre la circulation des spectateurs piétons. Quid des équipements assurant la sécurité des spectateurs sur la voie publique ? Pour moi, ça reste encore quelque chose d'un peu abscons. La passerelle, au coût de près de 14 millions d'euros. C'est bien ça ? Ou un peu moins, pourrait-elle bénéficier de subventions spécifiques, compte tenu de l'obtention de ce statut ? Alors, pour finir, moi, je pense que le vote de ce Conseil n'a que peu d'importance sur le sujet, tant on a le sentiment que les décisions sont prises ailleurs et par d'autres. Dans la balance, il faut mettre les apports et les inconvénients. C'est un peu ce que j'ai essayé de faire à titre personnel, mais au bout du compte, la décision de mon vote pourrait être la suivante : je ne souhaite pas, en ce qui me concerne, priver notre territoire d'un apport possible de subventions. Si les finances publiques le permettent et ça, on le saura dans quelques jours, j'imagine, j'espère, et dans les trois années à venir... puisque le statut a une validité de trois années. Eh bien, si les circonstances le permettent, sans vouloir priver notre territoire, notre Collectivité, notre métropole de subventions possibles. Eh bien, je voterai pour. »

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Claire LE ROY : « Oui, merci, Monsieur le Maire. Donc, effectivement notre Conseil municipal est sollicité, sur la demande de Déclaration d'Intérêt Général, d'une enceinte sportive qu'on nomme déjà Arkéa Park, donc qui est présentée par une Holdisports SAS, le porteur de projet. Ce projet est plus qu'un complexe sportif, puisque c'est un ensemble immobilier en fait de 33 000 m² avec une enceinte sportive, un stade de foot de 15 000 places, des espaces de travail, notamment pour les salariés du club, des espaces de réception. Ce nouveau stade, qui répondra aux normes fixées par la Ligue nationale de football professionnel et par l'U.E.F.A. Ça évitera à notre équipe de devoir aller jouer un peu plus loin pour certains matchs. Je rappelle aussi que ce projet comprend un club multisports, dédié aux sports adaptés, des espaces de restauration, une crèche, etc. L'objectif, en fait, des porteurs de projets, est que ce lieu soit occupé non pas 17 jours par an, mais l'objectif affiché, c'est une occupation, une animation 365 jours dans l'année. Un équipement qui sera créateur d'emplois, qui générera des retombées économiques et fiscales pour notre Ville, pour notre métropole et, plus largement, pour notre pointe bretonne. Je voudrais dire aussi que toute initiative économique est accompagnée par des dépenses publiques. Les entreprises de la zone de Prat Pip, par exemple, ne pourraient pas se développer sans les aménagements qui sont mis en place par la collectivité. Pour moi, j'estime que ce projet porté par des entrepreneurs locaux est, en fait, à

appréhender comme un projet économique qui, je le souligne au passage, créera 300 emplois pérennes. Ce n'est pas négligeable. À l'heure où, donc, par un contexte de crise des finances publiques, l'avenir du budget des collectivités territoriales est incertain. À l'heure aussi où, dans un contexte de crise sociale qui appauvrit encore les plus précaires, mais aussi les classes moyennes, la priorité des collectivités doit aller vers les solidarités. À l'heure où dans un contexte de crise climatique et environnementale, les grands aménagements doivent être interrogés sur leur nécessité, sur leur empreinte écologique. Il nous est donc demandé d'émettre un avis sur l'intérêt général de ce projet de stade. Dans de nombreuses villes, les stades de foot continuent à jouer un rôle structurant pour le territoire. Ils sont vecteurs de cohésion sociale. Les stades participent à la construction de l'histoire et de l'identité des villes. Et créer des souvenirs familiaux ou amicaux, ils sont des lieux d'émotions et d'expression collective de leurs supporters. Ces enceintes sportives emblématiques permettent de brasser de larges pans de la population. A contrario, ils sont aussi souvent décriés pour leur impact écologique et leur nuisance pour le voisinage. Pourtant, les stades n'en restent pas moins essentiels à la respiration des territoires. Alors c'est vrai, il ne faut pas se le cacher, construire un stade à Maner Coz, viendra artificialiser une parcelle qui est aujourd'hui classée « à urbaniser » au PLU depuis très longtemps. Et c'est aussi pour ça, parce qu'il y a un équipement qui est fléché là, qu'elle est en connexion directe au réseau de tramway. Ce n'est pas pour rien qu'on a fait venir le tramway jusque-là. Donc sur ce point, sur l'empreinte environnementale, nous notons que le projet a sensiblement évolué depuis la première esquisse qu'on nous avait présentée, dans le but de réduire l'impact environnemental avec la préservation de la zone humide, du hêtre centenaire.

Le taux d'imperméabilisation de la parcelle a aussi fortement baissé avec la réduction de l'emprise au sol du bâtiment. Nous notons aussi que la construction d'un stade neuf offre de meilleures garanties pour la prise en compte des normes d'accessibilité, les plus récentes, sans parler de ce qu'il sera proposé au point de vue inclusion et handisport. Je n'y reviens pas. Alors, pour conclure, nous, à « Initiative citoyenne pour Guipavas », nous sommes pragmatiques, ancrés dans la réalité. L'hypothèse d'une rénovation du stade Francis-Le Blé ne tient pas aujourd'hui. L'hypothèse d'un équipement financé entièrement par le privé, même, si c'est ce qui avait été prévu au tout départ, ne tient plus aujourd'hui non plus. Il reste donc une version hybride, qui a le mérite d'exister à Guipavas. Que deviendrait la parcelle si le stade ne se faisait pas là ? Elle ne resterait pas en l'état, c'est certain. Un point, toutefois, pour terminer, sur lequel nous émettons des réserves et nous serons particulièrement vigilants. C'est celui de la préservation de la qualité de vie des habitants de ce quartier, parce qu'il y a des habitants de part et d'autre du boulevard François Mitterrand. Et il ne s'agirait pas de déplacer les soucis qu'on trouve autour du stade Francis-Le Blé, des soucis de circulation intensifiée, des problématiques de stationnements, des nuisances sonores, etc. Il ne s'agirait pas de les déplacer ici. Donc nous souhaitons qu'une attention particulière soit portée à ce point et que les riverains soient régulièrement informés et associés dès que possible. Merci. »

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Isabelle BALEM : « Merci, Monsieur le Maire. Alors, nous sommes donc appelés à voter pour un avis, un simple avis du Conseil municipal à rendre au Préfet. En la matière, vous avez, Monsieur le Maire, tout de l'attitude pour décider de soumettre la question au Conseil ou pas, et donc de rendre l'avis ou pas. Alors cette fois-ci, vous avez choisi de nous consulter. En 2021, une enquête publique en vue de l'extension des Recycleurs Bretons à Saint Thudon a eu lieu, à la demande du Préfet et l'avis du Conseil municipal sollicité. Vous n'avez pas souhaité nous demander notre avis. Le rapport d'enquête précise qu'à Guipavas, il a été annoncé à l'enquêteur que l'avis du Conseil municipal ne serait pas demandé et transmis. Le projet étant réalisé et ne soulevant pas de problèmes. Vous n'avez donc pas souhaité, à cette occasion-là, informer le Conseil municipal et émettre un avis sur un sujet pourtant important et sur lequel le représentant de la CLCV de Brest avait fait des observations. Notamment sur la nécessité, du fait de maisons toutes proches du site, d'évaluer les risques sanitaires engendrés par des substances cancérigènes, notamment en cas d'incendie. Le Conseil municipal de Gouesnou, lui, pourtant un petit peu plus éloigné de la structure, s'était bel et bien prononcé. Alors cette fois, on nous consulte, le Conseil municipal est sollicité pour une Déclaration d'Intérêt Général. Lors de la commission plénière, la question a été posée de savoir ce que cette déclaration d'intérêt général apporterait à Guipavas. Je parle bien d'une Déclaration d'Intérêt Général, pas de la construction du stade. On n'en est plus à se demander si le stade doit se faire ou pas. Tout est acté et nous n'avons pas eu notre mot à dire là-dessus. Donc les propos à ce sujet sont quelque peu hors sujet par rapport à la délibération du jour. La réponse à la question n'a pas été apportée, parce qu'il a été répondu en parlant des retombées possibles pour la Ville. L'intérêt général, c'est autre chose. Et d'ailleurs la définition même de l'intérêt général que vient de nous énoncer Emmanuel tout à l'heure, ne nous a pas été présentée à cette occasion-là, et pourtant, il eût été pertinent de le faire. On a bien compris, cependant que cette déclaration d'intérêt général était indispensable pour justifier que cet

équipement puisse recevoir et utiliser de l'argent public, sécuriser les subventions. C'est ce qui est écrit dans le dossier. Mais alors une question se pose. S'agit-il de subventions pour les aménagements extérieurs qui seront faits par la collectivité, ou bien est-ce pour justifier les plus de 30 millions de subventions de la collectivité dans le projet, ou bien peut-on imaginer que ce serait pour d'autres constructions en proximité immédiate qui, étant positionnées à côté d'un équipement d'intérêt général pourraient, à leur tour, bénéficier de subventions publiques ? Ce projet d'envergure accueillera le Stade Brestois, mais pas que. Et par exemple des manifestations culturelles de type concert, s'y tiendront. Pour autant, l'intérêt général sera essentiellement sportif, avec notamment le volet sport adapté, pour lequel les frères LE SAINT œuvrent déjà beaucoup et c'est très bien. Il sera évidemment économique, mais l'appellation « intérêt général sportif » aurait paru plus exacte et ce, d'autant plus qu'il est précisé que c'est le Ministre chargé des sports qui l'inscrira par arrêté dans la liste des enceintes reconnues d'intérêt général. Alors même si ce n'est pas l'objet de la délibération, difficile de ne pas rappeler, ici ; à Guipavas, les inquiétudes des riverains déjà exposés plusieurs fois. La parution dans la presse d'articles suite à la même délibération sur l'intérêt général au Conseil municipal de Brest a fait remonter les angoisses légitimes des riverains qui ont du mal à voir un intérêt général. Ainsi, l'absence de passerelle et la fermeture à la circulation du boulevard attenante au stade sont de réelles sources d'inquiétude. J'étais intervenue en commission plénière à la métropole lorsque nous y avons été invités. J'étais intervenue pour alerter là-dessus. Et il m'avait été répondu que ce serait trois fois dans l'année. Réponse que je n'avais pas à relever, tellement c'était stupide de me répondre *« la gêne pour les riverains, ce sera trois fois dans l'année »*. Il suffit de regarder un calendrier de Ligue 1 ou de Ligue 2, il n'y a pas trois matchs dans l'année. Donc cette fermeture du boulevard, pour... voilà... et puis si on y ajoute la coupe de France et peut-être même d'autres coupes, on va dire, la fermeture pour une vingtaine de matchs a minima sera lourde de conséquences pour les habitants du quartier, pour les commerces et pour la circulation de manière plus globale sur Guipavas. Et je ne dis pas uniquement sur cette zone-là de Guipavas. Je dis sur Guipavas. Donc il faut bien voir que de bien des côtés, dans ce quartier, les habitants subissent déjà des nuisances. Et je vais vous prendre un exemple, qui je pense parlera à beaucoup d'entre nous. Dans la continuité des enseignes de vêtements sur le boulevard de Coataudon, il a été construit un hôtel et des immeubles. Et bien encore une fois, le stationnement pose problème puisque les véhicules des résidents des immeubles sont stationnés sur le trottoir, ce qui oblige les piétons à aller sur la route. Alors, on le voit quand on passe et très souvent... et encore tout à l'heure, lorsque je passais là-bas un peu avant midi, et bien, c'étaient deux jeunes enfants, seuls, qui venaient de descendre du bus, donc des enfants, notamment qui passent là pour faire leurs allers-retours maison – arrêt de bus. On en voit très souvent. Et pourtant, on ne fait que passer. Alors, imaginez pour ceux qui le subissent au quotidien, c'est autre chose. Et il en sera de même pour les riverains de l'Arkéa Park. Donc, il faut prendre en considération ces inquiétudes des futurs voisins du stade, mais aussi de manière plus globale des habitants du quartier, qui, effectivement, ont du mal à voir l'intérêt général. Et puis, n'ayant pas été, je dirais, décideurs depuis le début sur ce projet, ici, on nous demande de nous prononcer sur un intérêt général. En définitive, j'ai envie de dire que chacun est libre, d'y voir ou pas l'intérêt qu'il veut et que ce vote pour émettre un avis, il est plutôt symbolique et j'oserais même le dire, presque sans intérêt. Pas général, mais sans intérêt. »

Monsieur le Maire : « Bien. On parle... Donc c'est une délibération sur l'intérêt général. Ah pardon, Monsieur CAM, je n'avais pas vu. Allez-y ! »

Monsieur Jean Yves CAM : « Oui, je vous remercie, Monsieur le Maire. Je vais être assez rapide. Je suis déjà intervenu en commission plénière et je ne vais donc pas redire ce que j'ai déjà dit, que mes collègues ont rappelé ici, sur les inquiétudes des gens de l'Ouest Guipavas. Ceci dit, je ne partage... et revenons au sujet qui nous intéresse, c'est-à-dire le Projet d'Intérêt Général. Je ne partage pas du tout cette qualification d'intérêt général dans un contexte économique et social extrêmement difficile, avec des finances extrêmement dégradées, là où je dirais, les besoins sont autres. Ils sont sociaux. C'est le logement, l'éducation, la sécurité. Je ne vais pas développer plus. Pour ma part, donc, et sur uniquement cette demande de Projet d'Intérêt Général, je me prononcerai contre. Je vous remercie. »

Monsieur le Maire : « Très bien. Merci. On est bien sur une délibération sur une proposition d'intérêt général. Alors, il y a, pour répondre à Emmanuel. Tout ce qui a pu être lu et dit dans les médias, je ne contrôle pas les médias et il y a peut-être beaucoup d'interprétations de la part des gens qui sont peut-être interviewés. Franchement, si le stade est déjà construit, en tout cas le permis n'a toujours pas été signé et il est toujours en instruction dans les services de l'État. Il y a beaucoup de points à travailler. C'est ce qui est demandé dans la structure du permis, notamment la circulation, la sécurité et tout ce qui a pu être dit, le stationnement également. Donc tout ça, des propositions seront faites. Le projet

évoluera, puisqu'il y a des conventions à signer. Il y a des partenaires à trouver pour, notamment, le stationnement. Voilà. Ça, ce sont les porteurs de projets et l'équipe de projets qui s'en occupent. Les 500 000 € demandés à la commune de Guipavas. Je rappelle, ça n'a pas été acté. Je n'ai pas eu la demande écrite. Ça a été mis dans le budget... ça a été proposé dans le budget. Je n'ai jamais donné mon accord, puisque ça doit passer dans cette instance avant tout. On a demandé, il y a une cellule de la DGFIP qui va travailler, à notre demande, sur les retombées fiscales pour la métropole, pour le Département et bien sûr pour la commune de Guipavas. Moi, je ne vais pas donner 500 000 €, sans avoir une visibilité sur les retombées fiscales qui sont derrière, et notamment, la taxe d'aménagement qui va tomber derrière. Donc moi, je ne proposerai pas ici cette participation, tant qu'on n'aura pas les recettes en face. Il est clair. Par contre, cette demande de 500 000 €, si c'est pour permettre de débloquer un financement d'une enceinte tel que l'Arkéa Park, eh bien je pense que pour une ville comme Guipavas, il ne faut pas s'en priver. Parce que c'est un équipement métropolitain. Alors on parle peut-être de Brest. On parle de quartiers métropolitains. C'est fléché, comme l'a dit Claire LE ROY depuis plus de 20 ans, voire 30 ans, un équipement à rayonnement métropolitain. Je rappelle que certains râlaient, parce que l'Arena n'était pas fait là, et l'Aréna aurait dû être fait là.

Je pense que les contraintes auraient été pires, parce que ce n'est pas 17 matchs qu'il y a dans l'année à l'Arena, c'est bien plus que ça et bien plus de concerts. Donc voilà, c'est un choix de Brest métropole et des porteurs de projets de faire ce stade à cet endroit. C'est un rayonnement régional, voire national, le stade brestois. Donc les retombées financières, bien sûr, il y en aura. Mais ce n'est pas que ce sujet-là. Et des associations loi 1901, comme pour faire du handisport, par exemple, pourront louer les salles et les... comment dire... les équipements mis à disposition. Les écoles du quartier, elles ne peuvent pas aller jusqu'à Kerlaurent déjà. Donc jusqu'au stade, c'est compromis. Il ne faut pas tout mélanger. C'est un stade qui vivra 365 jours dans l'année normalement. Quand vous allez dans une région et que vous voulez visiter un stade, les stades se visitent aujourd'hui. Il y a une clientèle pour, et ça permet aussi de développer le tourisme, l'offre touristique du territoire. Qu'est-ce qui a été dit ? Également l'expropriation, alors l'expropriation, normalement, il n'y a pas d'expropriation à avoir, puisque tous les terrains ont été achetés à l'amiable autour. Voilà. Les associations ont été reçues par les porteurs de projets, par la métropole concernant, je pense notamment « Eaux et rivières » ou « Bretagne vivante », par exemple. L'association du Costour c'est bien d'en parler, Monsieur MORUCCI, puisque, à maintes reprises, j'ai demandé un rendez-vous avec eux et avec les porteurs de projets. Ils n'ont jamais daigné être reçus et avoir une présentation du projet par les porteurs de projets. Donc si on se base... si on peut avoir un avis uniquement par les... ce qui est annoncé dans la presse ou sur des magazines spécialisés sportifs, comme « Le 11 » apparemment, ou... voilà. Je ne lis pas cette revue, mais vous avez une culture footballistique probablement plus importante que la mienne. »

Monsieur Emmanuel MORUCCI intervient : « Comme quoi ? »

Monsieur le Maire : « Comme quoi ? Des idées reçues. Voilà, c'est dommage. Il y a eu de gros efforts, comme l'a dit Claire LE ROY, il y a eu de gros efforts par rapport au début, au tout début du projet, et au projet proposé aujourd'hui, notamment sur les espaces verts, parce qu'il ne faut pas oublier que tout autour du stade, il y aura des espaces boisés, des espaces de compensation et des espaces sportifs ludiques, entre les arbres et dans les périmètres autour du stade. Donc tout ça, ça va bénéficier à la Ville de Guipavas, évidemment, et à ses habitants, mais pas que ; à tous les gens qui voudront bien s'y promener. Pour la passerelle, eh bien pour la passerelle, il y a eu des contraintes, vous l'avez vu. Elle était estimée à près de 20 millions, je crois. En fait, ce n'est pas une simple passerelle pour accéder au Stade. Les services de sécurité demandent qu'elle soit beaucoup plus large que ce qui était prévu au départ, pour pouvoir servir d'évacuation. Donc aujourd'hui, côté sécurité, il est préférable de fermer le boulevard. Alors, la zone économique pour l'histoire des Recycleurs Bretons, pour répondre à Madame BALEM, je ne vois pas ce que ça vient faire là. C'est une zone économique qui a déjà eu des enquêtes publiques pour mettre des entreprises de transports ou de type industriel. Donc, Gouesnou fait peut-être mieux que nous. Je ne comprends pas que vous ne soyez pas à Gouesnou encore, mais bon. Il y aura peut-être une place à se libérer pour les prochaines élections, on ne sait jamais. Il y aura un côté culturel sur le stade, oui. Alors les concerts, il a été évoqué de pouvoir faire des concerts dans cette enceinte sportive. Mais uniquement lorsqu'il y aura la réfection du terrain, c'est-à-dire au mois de juin, éventuellement, il y aura possibilité hors saison sportive de, peut-être, faire des concerts. Mais tout ça, c'est une prévision. Voilà, ce n'est pas arrêté. Donc, bien sûr, c'est un dossier économique pour la commune et pour la métropole. Et c'est bien le Ministère chargé des Sports qui acceptera le Projet d'Intérêt Général ou pas. Les inquiétudes des riverains, eh bien nous les entendons aussi, et c'est pour ça que le projet est loin d'être finalisé, puisqu'il reste encore, a minima, 6 - 7 mois d'instruction sur le

dossier. Et donc il y aura des réunions en Préfecture et en Sous-Préfecture, concernant ces sujets de stationnement. Voilà ce que je pouvais répondre.

Écoutez, s'il n'y a pas d'autres interventions, je vous propose de voter cette délibération concernant la construction de ce stade de football dans le secteur du Froulven et donc de donner l'avis du Conseil municipal de Guipavas sur la demande de déclaration d'intérêt général d'enceinte sportive du projet Arkéa Park. »

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

Abstentions : Madame Régine SAINT JAL et Monsieur Pierre BODART

Contre : Monsieur Jean-Yves CAM

CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN RURAL AU LIEU-DIT Kerdilichant

La réglementation applicable en matière de cession d'immeubles expose que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du Conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles.

Il est proposé de céder aux propriétaires riverains de chemins ruraux intéressés les parties des chemins attenantes à leurs propriétés dans la mesure où ces chemins ne desservent aucune autre propriété.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2241-1 ;

Vu la délibération 2023-12-74 du Conseil municipal du 13 décembre 2023 ;

Vu l'article L.161-1 du Code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'estimation du service des domaines en date du 19 septembre 2024 qui estime la valeur vénale du bien à 600 € ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER la cession d'une portion de chemin rural tel que présenté en annexe ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PJ :

- Estimation du service des domaines en date du 19 septembre 2024 ;
- Photographie aérienne présentant l'emprise cédée.

Avis des commissions :

Urbanisme, Vie Économique, Déplacement, Agriculture, Travaux, Environnement, Associations Patriotiques, Patrimoine : favorable

Finances, administration générale, personnel, communication, démocratie, citoyenneté, relations internationales : favorable

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

**CESSION D'UNE PARCELLE COMMUNALE G2736 OMISE LORS DE LA CESSION
DES PARCELLES ADJACENTES EN 2014**

Le 29 avril 2014, la commune de Guipavas a cédé un chemin communal au lieu-dit Kerlaurent. Cette parcelle était cadastrée G2735, et représentait 359 m². Cette cession était au profit de la SCCV Froulven Kerlaurent.



CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MARDI 10 DECEMBRE 2024

charge des sports de l'hexagone et d'Outres Mer, ayant reçu délégation de leur Conseil Municipal. L'ANDES est un vecteur d'échanges privilégiés sur les politiques sportives des villes et permet d'accompagner au quotidien les élus locaux grâce à ses réseaux d'experts et ses relais de terrain. Avec 8 000 communes et groupements de communes en réseau dont 150 en Outre Mers, l'ANDES est devenue un acteur incontournable auprès de l'Etat, du mouvement sportif et du monde économique. Elle représente les intérêts des collectivités locales, premiers financeurs publics du sport avec 9,3 milliards d'euros par an et propriétaire à 80 % du parc sportif français. Nous avons la chance d'avoir des contacts privilégiés de proximité avec le président de l'ANDES, Patrick Appéré, Adjoint au Maire chargé des sports de la Ville de Brest.

235 – D89 – 24 : ARKEA PARK – AVIS DES COMMUNES RIVERAINES : DECLARATION D'INTERET GENERAL

Résumé :

Construction d'un stade de football dans le secteur du Froutvén : avis de la commune sur la demande de déclaration d'intérêt général d'enceinte sportive du projet « Arkéa Park »

En application de l'article 28 de la loi 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation de services touristiques, la société Holdisport SAS a déposé, auprès du Ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative, une demande d'intérêt général d'enceinte sportive pour le projet « Arkéa Park » envisagé sur le secteur du Froutvén à Guipavas.

Conformément à l'instruction ministérielle n°09-110 en date du 01/09/2009, la préfecture du Finistère sollicite l'avis des Conseils Municipaux des communes riveraines dans un délai de deux mois à compter de la réception du dossier.

Le projet « Arkéa Park » se structure autour d'un complexe sportif et de loisir sur un ensemble immobilier de 33 000 m² avec les équipements sportifs suivants :

- ⊕ Une enceinte sportive principalement dédiée au Stade Brestois 29 comprenant un stade de football de 15 000 places incluant 4 tribunes, un espace de travail pour les salariés du club, des espaces de restauration pour les spectateurs, des espaces de réception à destination des partenaires,
- ⊕ Un club multisport dédié au sport adapté avec des salles de sport : danse, dojo, multisport et des espaces de convivialité et de réception.

A ceux-ci s'ajoutent des activités et services à destination du grand public et des entreprises avec notamment des espaces de loisirs indoor, une offre de restauration diversifiée, une boutique du Stade Brestois 29 et le musée du club, une crèche, un espace entreprise (auditorium et centre d'affaires).

Ce nouveau stade répondra aux normes actuelles fixées par la Ligue Professionnelle de Football et l'UEFA et permettra d'accueillir :

- ⊕ des matchs de niveau ligue 1, ligue 2 et de niveau européen
- ⊕ d'autres compétitions sportives nationales et internationales (coupe Gambardella, matchs internationaux des équipes de France jeune masculines et féminines)
- ⊕ des compétitions régionales et nationales de sport adapté

Ce nouvel équipement confortera le positionnement du Stade Brestois 29 comme club professionnel d'envergure nationale et participera au rayonnement du territoire en complémentarité avec les autres équipements métropolitains.

A l'échelle nationale, le projet s'inscrit par ailleurs dans la démarche d'amélioration et de modernisation de l'offre de grandes enceintes sportives du territoire français.

Ce projet répond ainsi à un caractère d'intérêt général tant sur le plan sportif que socio-économique. Couplé à une offre importante de loisirs ouverts à tous et toute l'année, cet équipement sera également un lieu de vie et de lien social. Si le sport est reconnu pour ses vertus en termes de développement personnel et d'intégration sociale, il se révèle également être un puissant moteur économique, créateur de richesses et d'emplois.

Au regard des activités accueillies, l'équipement générera des retombées économiques pour la métropole et créera une dynamique économique génératrice d'emplois.

Au niveau de la politique sportive, ce nouveau stade confortera le sport professionnel et de haut niveau sur le territoire en mettant à disposition du Stade Brestois 29 un équipement sécurisé de qualité, lui permettant de développer les synergies avec le centre d'entraînement ainsi que ses partenariats, contribuant à son excellence sportive.

Par ailleurs, l'intégration d'un espace dédié au sport adapté constitue un atout majeur du projet sportif qui devrait favoriser le développement de ces pratiques inclusives sur le territoire brestois et

métropolitain. Le projet prévoit en effet la création d'un club multisport dédié au sport adapté accueillant des sportifs de 6 à 21 ans en situation de handicap psychique (activité danses, sport de combat, multisport collectif).

Enfin, la présence, au sein de l'Arkéa Park, d'une diversité d'activités tertiaires est facteur d'attractivité économique pour le territoire (création d'emplois, dynamisme entrepreneurial).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable au dossier de demande de déclaration d'intérêt général d'enceinte sportive du projet Arkéa Park ci-joint.

○ Avis de la commission Plénière : Favorable à la majorité – 3 voix contre (Mme Quétier, Mme Le Corre et M. Marsollier)

Mise aux voix la présente délibération est adoptée à la majorité - 3 voix contre : Mme Quétier, Mme Le Corre et M. Marsollier

Monsieur le Maire : il nous est proposé de donner un avis sur la déclaration d'intérêt général concernant le projet d'enceinte sportive destiné au football professionnel, qui sera essentiellement porté par l'équipe du Stade Brestois 29, à qui nous souhaitons bonne chance pour leur match de ce soir à Guingamp, faute d'avoir un stade conforme à Brest. Cet ensemble répondra aux normes actuelles et comme je le disais, le Stade Francis Le Blé dans lequel évolue aujourd'hui le Stade Brestois, n'est pas conforme : ils ont un statut dérogatoire, ce stade appartenant aujourd'hui à la Ville de Brest. Pour ces différentes raisons, le projet répond à un caractère d'intérêt général sur le plan sportif et socio-économique. A terme, dans ce stade, il est prévu que 200 personnes y travaillent à la semaine, il sera ouvert 7 jours sur 7, avec des loisirs et des activités autre que du foot. Il faut savoir que sur un match de Ligue 1, (mais je crois que c'est pareil en Ligue 2) ce sont 700 à 800 personnes qui travaillent par soir de match au stade : il est donc aussi un vecteur d'emploi, avec de nombreux partenaires associés. Si ce projet a un caractère d'intérêt général, il vient aussi et surtout, de notre point de vue, sécuriser un plan de financement, avec éventuellement la possibilité d'aller chercher d'autres financements qui pourraient alléger les participations des partenaires actuels. Il nous est demandé d'émettre un avis favorable.

Madame Quétier : vous ne serez pas étonnés d'apprendre que je vais voter contre. Les mots ont un sens, « intérêt général » pour un stade de foot, ça ne colle pas. Je vais reprendre 2 arguments que vous avez utilisé Monsieur le Maire. « Le stade n'est pas conforme à Brest » : en fait c'est volontaire, parce que ce projet existe depuis 25 ou 30 ans, peut-être plus, et il n'y a donc pas eu d'investissements sur le Stade Brestois. Le 2^{ème} point concerne ce qui n'est pas lié au foot : les restaurants, la crèche, les boutiques etc Ils sont arrivés dans un 2nd temps, pour donner un caractère d'acceptabilité au projet. Ce n'est rien d'autre, il ne faut pas se leurrer, c'est fanfreluche.

Monsieur Marsollier : rappelons que le Permis de Construire est déposé, il est actuellement à l'instruction à Brest métropole. Le projet ne fait pas l'unanimité dans la population, ni parmi les élus, que ce soit au sein du Conseil Municipal de Brest ou du Conseil Communautaire : les écologistes sont opposés, les élus communistes sont réticents, voire très critiques sur le volet financier. Ce projet de nouveau stade questionne par l'absence de transparence : alors qu'il s'était pourtant engagé à le faire, Monsieur le Maire de Brest n'a pas rendu public le rapport livré l'été 2023, par l'Atelier Xavier Lauzéral, atelier d'architectes et d'urbanistes, et par le cabinet d'Ingénierie Sportive et Culturelle, qui conclut à la faisabilité du projet sur la parcelle actuelle, c'est-à-dire à Le Blé. Le projet questionne aussi par son impact sur la biodiversité, l'imperméabilisation des sols et le risque accru de pollution des eaux superficielles, et donc de celles prélevées par Eau du Ponant, qui alimentent en eau potable 27 % des brestois. Plusieurs associations environnementales s'inquiètent de ces conséquences. Il questionne encore par son financement qui engage fortement les collectivités directement ou via les SEM et peu le privé en comparaison. En raison de toutes ces interrogations, nous voterons contre la délibération qui concerne un projet que nous jugeons insoutenable en l'état.

Monsieur le Maire : vous allez vite en besogne quand vous dites que l'étude, qui ne vous a pas été restituée, faisait état d'une faisabilité du projet sur le terrain actuel. Si vous n'avez pas eu l'étude, comment savez-vous que c'était faisable ? Je m'interroge. Visiblement vous connaissez le résultat d'une étude, qui en plus est faux, mais vous avez l'air d'avoir lu l'étude ou d'avoir eu des informations, même si vous nous dites également qu'elle n'a pas été rendue publique.

Monsieur Marsollier : malgré la rétention de l'information, il arrive que des informations arrivent à passer. Je répète que cette étude est un document, qui a été payé par les deniers publics. Monsieur le Maire de Brest s'était engagé à la rendre publique et il ne l'a pas fait : on l'attend depuis un an.

Monsieur le Maire : Monsieur L'Eost l'a dit en commission, une commission plénière a eu lieu à la métropole, et tous les élus de la métropole, y compris les élus des Conseils Municipaux ont été invités. Vous étiez donc invité Monsieur Marsollier, avec vos collègues, à participer à cette commission sur la restitution de l'étude et la présentation du projet. Vous aviez donc totalement accès à l'information. Monsieur L'Eost et Monsieur Morvan ont d'ailleurs confirmé qu'ils étaient présents.

Madame Quétier : j'y étais également.

Monsieur le Maire : donc visiblement, Monsieur Marsollier, vous pouviez avoir cette information.

Madame Quétier : je profite d'avoir la parole. Monsieur Thierry Fayret tient un blog très intéressant pour toutes celles et ceux qui veulent avoir des informations sur cette étude. Je vous conseille de le consulter.

Monsieur le Maire : je le répète, Monsieur Marsollier, vous auriez pu poser toutes les questions que vous vouliez dans cette instance, mais vous n'y étiez pas.

Monsieur Marsollier : je rappelle que l'on attend toujours que le document soit rendu public.

Monsieur le Maire : vous ne répondez pas. Je vous dis juste que vous pouviez avoir les informations.

235 – D90 – 24 : MARCHÉ DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET DES SURFACES VITRÉES DES BATIMENTS MUNICIPAUX - AUTORISATION A SIGNER LES MARCHES

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié sur MEGALIS le 1^{er} juillet 2024 et le 4 juillet 2024 sur les autres supports requis, afin de procéder au renouvellement des marchés de nettoyage des locaux et de la vitrerie des bâtiments municipaux. La procédure utilisée est l'appel d'offres ouvert. La durée du marché est de 1 an reconductible 2 fois par décision expresse à compter du 1^{er} janvier 2025. Les marchés se décomposent en 6 lots :

- Lot n°1 : établissements scolaires (Groupe Scolaire Jules Ferry et Ecole Primaire Jean Moulin),
- Lot n°2 : établissements petite enfance (Crèche Pain d'Epices et Halte-garderie Bidourik),
- Lot n°3 : équipements sportifs (Gymnases Charles Théréné, Yves Bourhis, Jean Moulin, de Kermadec et salles des Œuvres Laïques, de tennis couvert, de tennis de table),
- Lot n°4 : autres équipements municipaux (Médiathèque François Mitterrand, Hôtel de ville, Centre Social Jean Jacolot),
- Lot n°5 : sanitaires publics, locaux du marché, vestiaires- sanitaires du complexe sportif et parking souterrain du centre commercial du Vieux Kerhorre.
- Lot n°6 : salle des fêtes de l'Astrolabe, maison du patrimoine, longère de Kerzincuff, salle de réception et locaux du boulodrome.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 21 octobre 2024 pour procéder à l'admission des candidatures.

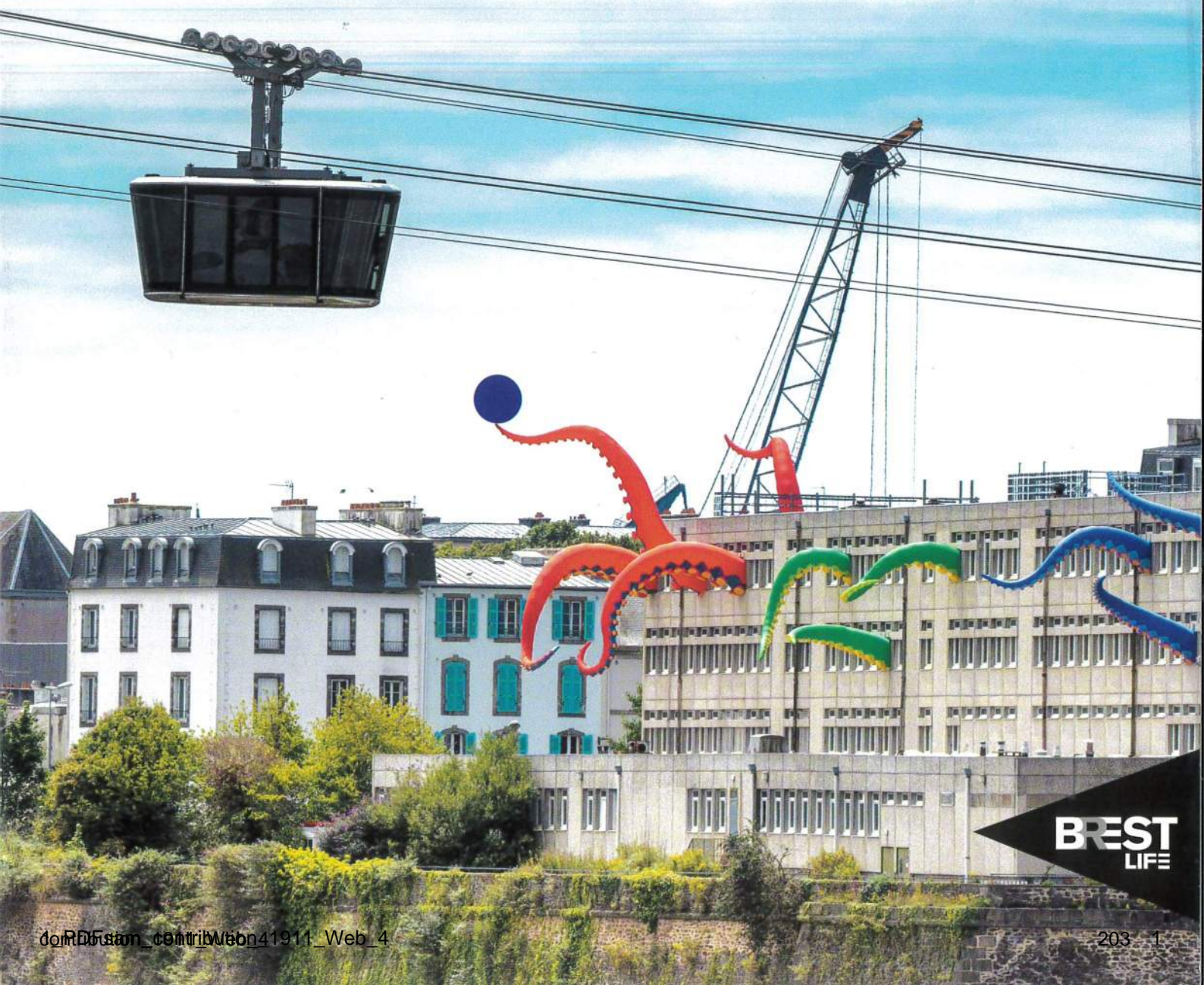
La Commission d'Appel d'Offres, réunie le 4 novembre 2024 pour procéder à l'examen des offres, a décidé de retenir les offres suivantes :

LOT 1 : à	CORSER IROISE - Gouesnou (29)	Pour un montant de	121 219,26 €TTC
LOT 2 : à	ABER PROPRETE - SAS BRET NET – Plabennec (29)	Pour un montant de	24 522,26 €TTC
LOT 3 : à	ABER PROPRETE - SAS BRET NET – Plabennec (29)	Pour un montant de	52 334,72 €TTC
LOT 4 : à	CORSER IROISE - Gouesnou (29)	Pour un montant de	83 119,87 €TTC
LOT 5 : à	SAMISIC - SAS 2 - Guipavas (29)	Pour un montant de	33 966,74 €TTC
LOT 6 : à	ABER PROPRETE - SAS BRET NET – Plabennec (29)	Pour un montant de	17 371,58 €TTC
TOTAL			332 534,43€ TTC

Brest

à portée
de main

Saisissez
l'opportunité
d'investir
à Brest



BREST
LIFE

Démographie



211 000

HABITANTS à Brest
métropole
et 423 000
sur le bassin
d'emploi

Emploi

173 000

EMPLOIS
dans le bassin
d'emploi dont
64 % sur Brest
métropole

4 HABITANTS
SUR
10
ONT MOINS DE 30 ANS

La métropole brestoïse

Brest est métropole.

Un rôle qu'elle assume, à l'ouest de la Bretagne, au service des gens qui y vivent et y travaillent, mais pas seulement. Un peu de la sécurité de l'Europe s'y joue aussi. Toutes les routes mènent ici ou en repartent, c'est selon : par la terre, la mer ou le ciel. Ces flux et reflux, au rythme de l'océan Atlantique, sont la respiration d'un territoire qui bouge et se transforme.

Ici, ça brasse : des gens, des activités, des atouts, des investissements, des opportunités. Il y a la Marine, la faa, les grandes écoles, l'hôpital universitaire...
À Brest, les entreprises ont le vent dans le dos et les entrepreneurs ont les coudées franches.

Services

(SANTÉ, FORMATION, CULTURE, TRANSPORTS, COMMERCE...)

UNE ZONE D'ATTRACTIVITÉ DE

+ D'1 000 000 D'HABITANTS

Accessibilité



1^{er} AÉROPORT
DE BRETAGNE
(14 lignes intérieures
et 16 à l'international),
base Volotea



1^{er} PORT BRETON
intégré au réseau
central du Réseau
Trans-Européen de
Transport (RTE-T)



11 PAR JOUR
dans les
deux sens
LIAISONS TGV
BREST-RENNES-PARIS

LÉGENDE CARTOGRAPHIQUE

- Voie rapide gratuite
- ligne A (tram)
- ligne B (tram)
mise en service en 2026
- ligne C (Téléphérique)
- ligne D (Bus à Haut Niveau
de Service) *mise en service en 2026*
- P+R Parkings relais
- Voie ferrée
- Équipements de congrès
- Sites hospitaliers
- Sites universitaires



Brest n'est pas une « belle endormie ».

En 20 ans, on a vu ce territoire changer littéralement sous nos yeux. Petit à petit, de grands travaux et des projets structurants ont été menés patiemment, avec le souci de respecter l'histoire de cette ville et les souvenirs de ceux qui y ont vécu.

Le visage offert par Brest est devenu celui d'une métropole en mouvement qui ne renie rien de son passé ni de ses cicatrices.

Les transitions prennent du temps, elles demandent des efforts et parfois, d'accepter que ça rgle. On a connu ça avec la 1^{re} ligne de tramway, inaugurée en 2012 et pourtant aujourd'hui, 10 millions de personnes l'empruntent chaque année. Alors on persévère : avec le projet *Mon réseau grandit*, la métropole renforce son réseau de transport urbain. Une 2^e ligne de tramway, une 1^{re} ligne de Bus électrique à haut niveau de service et un redéploiement complet du réseau métropolitain de transports en commun pour se déplacer facilement au quotidien.

Brest tourne aussi une page de son histoire sportive. Bientôt, il faudra quitter le stade Francis Le Blé, l'autre centenaire des pirates du Stade Brestois 29. On se fabriquera de nouveaux souvenirs avec les copains, les gamins, les parents dans les gradins de l'Arkéa Park, une encointe flambant neuve qui devrait sortir de terre d'ici 2028.

Brest de fond en comble



CHIFFRES CLÉS

Ligne A de tramway

- 14,3 km de long
- 28 stations
- 20 rames
- 200 passagers par rame

Mon réseau grandit :
mise en service en février 2026

Ligne B de tramway

- 5,1 km de long
- 11 stations
- 8 rames
- 200 passagers par rame

Ligne D de BHNS

- 4,3 km de long
- 13 stations
- 9 bus électriques
- 120 passagers par bus

De: mick.lagad@laposte.net
Envoyé: vendredi 19 août 2022 12:33
À: CONTACT MAIRIE
Objet: Enlèvement de véhicules au 24,26,28 rue de Douarnenez le 14 Août (Match O.M).

..Bonjour, Monsieur le Maire,

Je souhaite attirer votre attention sur l'intervention de la police ce dimanche 14 Août 2022 dans ce modeste et paisible quartier de la rue de Douarnenez. La police se serait-elle trompée de cible? (Face aux multiples formes de violences qui sévissent en milieu urbain; parfois sans intervention policière.)

Pour ma part une réunion familiale qui vire au cauchemar, soirée passée en navettes entre le commissariat et le dépôt de stockage des véhicules.

Je suis arrivée en fin de matinée et aucun panneau d'interdiction de stationner, je me suis donc garée sur le parking. Du jamais vu pour les administrés du quartier, qui doivent s'effacer à chaque match pour faire place aux visiteurs.

Ce montant de 121€ cela ne représente pas grand chose pour la métropole de Brest, mais pour des personnes qui peinent à boucler leur fin de mois l'impact est tout autre.

Dans l'attente, comptant sur votre compréhension au regard de l'impact de cette somme sur les modestes revenus des personnes concernées.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Michèle Lagadic
1, Rue de Kérangwenn
29700 Pluguffan

BREST METROPOLE OCEANE ET VILLE DE BREST		
Date 19 AOÛT 2022		
N° ASG 4843		
original pour action		
B CORBAT		
COPIE	CAB 6	DSS 6
RECEA H Y NEDDEC Y GUEVEL		

6

De: Erwan Terriet <erwanterriet@gmail.com>
Envoyé: jeudi 1 septembre 2022 19:48
À: CONTACT MAIRIE
Objet: Bloc béton

Bonjour,

La saison de foot est de retour dans notre ville.

Les circonstances font qu'il est obligatoire de fermer les routes autour du stade par des blocs de béton.

Je le comprends.

Par contre j'ai du mal à comprendre que lorsque le match est fini, ces blocs (3 quand même) soient entreposés sur le trottoir, devant l'entrée du 37 rue Léon Harmel. Nous (résidents) devons donc faire le tour de ces blocs pour traverser la route. Pire une place de parking pour handicapé est à proximité et ces blocs empêchent pour tous fauteuils de circuler sur le trottoir.

Ma demande est simple, pourriez-vous ranger ces blocs, soit devant le stade et mieux dans le stade. Après tout ça ne sert que pour eux.

Merci de faire le nécessaire rapidement (Houla la grosse demande et que de changement) pour laisser libre le trottoir aux piétons.

Cordialement
Erwan terriet

DREST METROPOLE OCEANE ET VILLE DE DREST		
Date	02 SEP. 2022	
N°	ASG 4332	
original pour action		
B. Eordak		
COPIE	CAD <input checked="" type="checkbox"/>	DGS <input checked="" type="checkbox"/>
R. Eleag'h M. Guenel Sports		

De: vincent kergoat <vincent-kergoat@live.fr>
Envoyé: vendredi 23 septembre 2022 11:01
À: CONTACT MAIRIE
Objet: Demande de réclamation
Pièces jointes: 0122080350[1207].pdf

Bonjour,

Je vous contacte car le 14/08/2022, mon véhicule a été retiré par la fourrière à mon domicile.
En effet, ce jour là se déroulait le match de football BREST-OM. Votre arrêté municipal stipule bien que les véhicules ne peuvent se garer au droit du numéro 24 de la rue de DOUARNENEZ.
Vous constaterez en PJ que mon véhicule a été retiré au numéro 26. Nous nous sommes retrouvés à une vingtaine de voisins à nous faire retirer notre véhicule de manière abusive et arbitraire. C'est d'ailleurs les remorqueurs qui nous ont chaudement invité à porter une réclamation car nous étions correctement garés (pour info j'habite le quartier depuis 3 ans et je sais très bien où me garer un jour de match).
Nous étions censés recevoir un PV de la part de la police nationale, plus d'un mois plus tard, je l'attends toujours. A croire qu'on s'est rendu compte que le retrait de ma voiture n'était pas légitime?
Je fais appel à votre bon sens pour procéder au remboursement de la somme de 121.27 euros dont j'ai dû m'acquitter afin de pouvoir reprendre possession de ma voiture.
Cela serait dommage que cet incident s'ébruite pour une petite erreur de jugement.
Je vous remercie par avance pour votre retour rapide.
Bien cordialement
Vincent Kergoat

Envoyé à partir de Courrier pour Windows

BREST METROPOLE OCEANE ET VILLE DE BREST		
Date 23 SEP. 2022		
N° ASG 5447		
original pour action		
B CORDAT		
COPIE	CAB 7	DOS 6
R clench Y GUEVEL Y NEDELEC		



GARAGE TANGUY
132 RUE DE BREST
29280 PLOUZANÉ
TEL.: 02 98 05 93 84
garage.tanguy@orange.fr

FACTURE

DATE: 18-08-2022
FACTURE: **0122080350**

INTERVENTION:

DATE: 14-08-2022 18:45 # MISSION: 46220
SERVICE: TANGUY - MISE EN FOURRIERE
VÉHICULE: PEUGEOT 207 SW NOIR
IMM.: CK-410-VC
DATE M.E.C:
LIEU D'INTERV.: 26 RUE DE DOUARNENEZ 29200 BREST
DESTINATION.: FOURRIÈRE ..
LIBELLÉ.: FOURRIÈRE
DÉPANNEUSE: 5 - RENAULT D12
TECHNICIEN: 5

FOURRIERE

COMPTE COMPTABLE : 411000882

CLIENT ASSISTÉ:

MR KERGOAT VINCENT
30 RUE DE DOUARNENEZ
29200 BREST
BRITTANY

COMMANDE:

LIVRAISON: 46220
DATE D'ENTRÉE: 14-08-2022 21:52
DATE DE RESTITUTION: 14-08-2022 21:55
PERSONNE RESTITUTION: MR KERGOAT VINCENT

DÉSIGNATION	TAXES	QUANTITÉ.	PRIX.	MONTANT
TANGUY - MISE EN FOURRIERE	20%	1.00	101.06 €	101.06 €
S-Total				101.06 €
TVA (20%)				20.21 €
Total TTC				121.27 €
DATE D'ÉCHÉANCE: 19-08-2022				

REMARQUE:

Procédure 2022/1567

J'autorise par les présentes, l'exécution des travaux nécessaires au dépannage de mon véhicule. Je vous dégage de toute responsabilité quant aux pertes ou dommages se rapportant au véhicule ou aux objets laissés dans le véhicule, ce qui pourrait survenir lors des opérations de dépannage ou de remorquage, ou lors de l'entreposage de mon véhicule, ou en cas d'incendie, de vol ou pour toute autre cause indépendante de votre volonté. Je reconnais que vous bénéficierez sur le véhicule, d'un privilège et d'un droit de rétention garantissant le prix des travaux et services autorisés ci-dessus, de même que les frais d'entreposage.

NO SIRET : 434 255 980 00014
CODE APE: 4520A
RCS Brest: 434 255 980
TVA INTRACOM: FR43434255980

De: stéphanie LT <fanetony@hotmail.fr>
Envoyé: dimanche 2 avril 2023 17:01
À: CONTACT MAIRIE
Objet: Match du stade bretois

A nouveau je vous renvoie un mail, qui j'espère cette fois ci aura une réponse !!!!!

J'habite rue d'audierne et à chaque jour de match, nous sommes enfermés chez nous, avec impossibilité de prendre notre véhicule, c'est honteux!!!!!! Je vais lancer une pétition!!! Et porter plainte pour nuisance!! Nous devrions avoir une carte de résident pour nous permettre de partir et revenir quand cela nous chante en particulier le dimanche! Ou même le soir pour les personnes qui comme moi travaille tard et qui se retrouve bloqué pour rentrer chez eux à cause d'une équipe de m.... en plus!!!!

Le maire n'a qu'à venir habiter ici et il changera de suite cette connerie et laissera sortir les gens de chez eux! A moins que comme d'habitude il est des pass droit !!!!

Ça ne sert plus à rien de payer ces impôts locaux pour se retrouver en prison le week-end !

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date	03 AVR. 2023	
N°	ASG 9090	
original pour action <i>M. Sergat</i>		
COPIE	CAB <input checked="" type="checkbox"/>	DGS <input checked="" type="checkbox"/>
<i>S. Deteau G. Hovgen A. Boullis</i>		

Objet:

TR: Match du stade brestois

De : faith ... <work75@orange.fr>

Envoyé : dimanche 2 avril 2023 16:51

À : DPRTU <dprtu@brest-metropole.fr>

Objet : Match du stade brestois

Je suis une habitante de la rue d'audierne à Brest, chaque jour de match nous nous retrouvons en prison!!! Interdiction de sortir de chez nous, c'est honteux. Je ne comprends pas pourquoi on est puni à cause du maire, nous payons des impôts comme les autres !!! Qu'il vienne habiter près du stade il va vite arrêter les matchs!!!!

C'est une véritable nuisance!!!!!!!!!!!!!!

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date - 4 AVR. 2023		
N° AS G 2075		
original pour action A. SERGOT		
COPIE	CABX	DGSX
I. VETEAU G. NORVAN A. SOURNIS		

De: fane heyyyy <fane81@live.fr>
Envoyé: mardi 25 juillet 2023 19:16
À: CONTACT MAIRIE
Objet: Match Stade Brestois

Avertissement: ce message provient de l'extérieur. Ne cliquez pas sur les liens internet et n'ouvrez pas les pièces jointes sans vous être préalablement assuré de connaître l'expéditeur et que le contenu est sûr.

Bonjour, j'habite Rue D'Audierne, je viens de recevoir un courrier concernant l'année prochaine. Concernant vos interdictions de stationner, à la limite, bien que l'on se demande pourquoi on paie des impôts alors qu'on nous interdit de stationner devant chez nous ! Je doute que si Cuillandre habitait rue d'Audierne, bien évidemment il aurait un laissez-passer...

Avec mon travail je finis tard certains jours, et je souhaite pouvoir rentrer chez moi comme bon me semble, à moins que vous ne mettiez en place un prestataire voiturier qui renterait nos véhicules une fois les pseudo match terminé !

Bref les habitants autour du stade doivent avoir un laissez-passer, pour le mois d'Aout, si ce n'est pas le cas, je m'engage à faire une pétition avec tous les habitants et venir s'il le faut faire du sitting à chaque jour de match ! Je ferai venir les médias pour dénoncer le problème, du fait que vous interdisiez à vos riverains l'accès à leur garage et donc l'accès à leur logement.

Vous avez fais le choix d'un stade en plein centre, il fallait aussi avoir l'intelligence de prévoir un parking pour !!!!!

Je sais par avance que vous ne répondrez pas, puisque vous ne répondez jamais.
Envoyé à partir de Outlook pour Android

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date	26 JUL. 2023	
N°	ASG 4533	
original pour action M. Sergat		
COPIE	CAB	DGS
J. Déjean G. Howan A. Boullis		

Annie Le Bot

33 Rue de Chimpler

29200 BREST

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date 17 AOUT 2023		
N° ASSG 4807		
original pour action B CORDAT		
COPIE	CAB 6	DGS 6
R clench Y GUEVEL Y NEDELEC A BOORMIS P APPERE		

Brest le 7/08/23

Monsieur Le Maire,

Je vous vois vous, car absente la semaine dernière,
je ne savais pas qu'il y avait un match de foot!
J'habite à côté du "Penalty" (Bar) depuis 10 ans.
Pour la première fois ma voiture a été embourbée
par le foudre. J'ai reçu le calendrier du
Championnat par vos soins, il ne fait pas état de
ce match. N'étant pas sur Brest je n'ai pu enlever
ma voiture.

Je souhaite donc soit un remboursement de l'amende.
Soit des billets de match à la hauteur de l'amende.
Mais un geste de votre part. Il m'était impossible
d'avoir l'information pour enlever ma voiture.

Cordialement



ALLO ASSISTANCE AUTO

GUERMEUR A.

RCS : 418 456 562 - TVA : FR 63 418 456 562

1, rue Pierre Martin - 29200 BREST

Tél. 02 98 80 14 03 ou 0820 821 830

Le 06/08/23

BON DE REMORQUAGE/DÉPANNAGE/FOURRIÈRE N° 8866

MARQUE : VW TYPE : POLO

IMMATRICULATION : FM 011 AH

HEURE début intervention : Fin intervention :

LIEU D'ENLÈVEMENT :

LIEU DE LIVRAISON :

Nature de la panne :

km Départ : km Parcourus :

km Arrivée :

Fourrière N° 1193 Enlèvement 127,27 € TTC Expertise € TTC

Jour de garde : 2 x 6,42 € TTC soit € TTC

AUTRES PRESTATIONS : € TTC

LIEU Relivraison : € TTC

TOTAL HT : TVA 20% TTC 134,17 €

PROPRIÉTAIRE - Nom : LE BOY Adresse : 33 Rue de

Quimper 29200 BREST 06.61.45.37.33

MOYEN DE PAIEMENT

- ☐ CHQ
☐ ESP
☐ CARTE

À FACTURER

GARAGE :

ADRESSE :

NOM DU CHAUFFEUR :

Imprimerie les Genêts d'Or - Plabennec - 02 98 40 44 49

De: morgan.briand@free.fr
Envoyé: samedi 26 août 2023 10:11
À: CONTACT MAIRIE
Objet: Réclamation fourrière
Pièces jointes: Fourrière.jpg

M. Briand Morgan
42 rue du Guilvinec
29200 Brest
tel : 06.38.31.25.50
morgan.briand@free.fr

Bonjour,

Madame, Monsieur, je me permets de porter à votre connaissance les faits suivants :

Le dimanche 20 août 2023, ma voiture Peugeot 206 immatriculée ER 116 NF a été enlevée par votre service de fourrière rue du Guilvinec.

La facture pour le retrait de mon véhicule s'élève à 134,11 euros.

La raison de ce retrait est le match de football joué par Concarneau sur la pelouse du stade Brestois.

Habituellement, un courrier précisant les dates et heures d'interdiction de stationner est toujours envoyé aux résidents en début de saison lorsque le stade Brestois joue à domicile.

Aucune information d'interdiction de stationner n'a été délivrée quant aux matchs de Concarneau.

De plus, ne suivant pas particulièrement le football, je n'étais pas au courant de la venue de Concarneau à Brest.

Habitant depuis plus de 10 ans à cette adresse, ce cas de figure ne s'est jamais produit.

Au vu de ces informations, je considère que l'enlèvement de mon véhicule est totalement abusif. En conséquence, je vous demande le remboursement de la somme de 134,11 euros.

Dois-je doubler ce mail par une lettre recommandée ?

Dans l'attente d'une réponse favorable, recevez Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date 28 AOUT 2023		
N° ASG 4898		
original pour action B CORDAT		
COPIE	CAB x	DGS b
R. CLERH Y. GUEVEL Y. NEDELEC A. BOUJNIS P. APPENÉ		

ALLO ASSISTANCE AUTO

GUERMEUR A.

RCS 418 456 562 TVA FR 63 418 456 562

1, rue Pierre Martin - 29200 BREST

Tél. 02 98 80 14 03 ou 0820 821 830

Le 20/08/23

BON DE REMORQUAGE/DÉPANNAGE FOURRIÈRE N° 8883

MARQUE : PEUGEOT TYPE : 206

IMMATRICULATION : ER-116-NF

HEURE début intervention : Fin intervention :

LIEU D'ENLÈVEMENT :

LIEU DE LIVRAISON :

Nature de la panne :

km Départ : km Parcourus :

km Arrivée :

Fourrière N° 1216 Enlèvement 121,27 € TTC Expertise € TTC

Jour de garde : 2 x 6,42 € TTC soit 12,84 € TTC

AUTRES PRESTATIONS : € TTC

LIEU Relivraison : € TTC

TOTAL HT : TVA 20% TTC 13,4 € TTC

PROPRIÉTAIRE - Nom : BRIAND Adresse : 42 Rue

GUILVINEC BREST

MOYEN DE PAIEMENT

☐ CHQ

☐ ESP

☒ CARTE

À FACTURER

GARAGE :

ADRESSE :

NOM DU CHAUFFEUR :

Imprimerie les Ganais d'Or - Ploënnec - 02 98 40 44 49

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES
RESIDENCE COQ HARDI
2-4-6 RUE DE L'AUBERLACH
29200 BREST

MAIRIE DE BREST
SERVICE DE LA VOIRIE

Monsieur,

Nous vous adressons ce courrier pour vous faire part de notre mécontentement concernant le stationnement dans notre rue et notamment les jours de match de football, d'autant plus que le Stade Brestois est une équipe performante cette année.

En effet, toutes les rues situées aux alentours sont interdites au stationnement mais pas la nôtre ce qui implique un afflux de voitures malgré les panneaux indiquant une propriété privée.

Il y a des véhicules qui parfois sont garés sur les pelouses privées (qui sont entretenues à nos frais) et il est même arrivé que des résidents ne puissent pas se garer à proximité de leur immeuble faute de place.

Nous demandons aux services de la voirie de faire le nécessaire afin que ces nuisances cessent.

Il serait souhaitable soit d'interdire la circulation dans la rue, soit de mettre des panneaux indiquant un stationnement uniquement d'un côté de la rue qui est étroite. Mettre la rue en sens unique serait un plus.

Si vous le souhaitez vous pouvez vous mettre en contact avec notre syndic
BREST AVENIR IMMOBILIER 2 Quai de la Douane Brest

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à cette demande et vous prions d'agréer,
Monsieur, nos sincères salutations.

FAIT A BREST LE 21 MAI 2024

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date 23 MAI 2024		
N° ASG 3191		
original pour action Voie R.1		
COPIE	CAB	DGS
	x	6
7 V DAVID P OGON G HORVAN JH LE LORC'H		

De: LE POLLES Morgane
Envoyé: lundi 19 août 2024 17:42
À: AFFAIRES-GÉNÉRALES VDB
Objet: TR: Petit Paris - Difficultés de circulation

De : Ronan Berthou <berthouaronan.br@gmail.com>
Envoyé : dimanche 18 août 2024 12:25
À : LE POLLES Morgane <morgane.le-polles@mairie-brest.fr>
Objet : Petit Paris - Difficultés de circulation

Bonjour Mme MARTINEL,

Dans le cadre de la reprise de la saison de football au stade Francis le Blé, je souhaiterais attirer l'attention de la mairie sur le stockage plus ou moins permanent des barrières métalliques (et des plots béton bien entendu). Vous trouverez ci-dessous deux illustrations caractéristiques du problème.

Sur le plan pratique, le trottoir n'étant pas une zone de stockage, merci d'orienter le personnel pour que celles-ci ne soient pas en plus une entrave à la circulation piétonne.

Sur le plan légal, en plus de contrevenir à la législation, il n'y a pas d'arrêté autorisant le stockage de ces barrières en dehors des jours de matchs. D'après le cadastre, il me semble qu'une partie de ces barrières est d'ailleurs stockée dans l'enceinte de la copropriété.

Sur le plan de la sécurité, je rappelle que le quartier est fréquenté par des personnes vulnérables (personnes âgées, écoliers, handicapés), qui ne devraient pas avoir à contourner ces éléments.

En somme, afin de respecter les riverains, j'enjoins la mairie à solutionner ce sujet.

Quelques pistes d'améliorations applicables sans délai:

- Amener les barrières et plots au dernier moment, les retirer dès que possible. Pour un match le 17/08, les barrières sont amenées le 13/08 soit 5 jours avant. Elles sont ensuite rarement retirées entre deux matchs.
- Mise en place d'un arrêté municipal pour stocker les éléments sur les places de stationnement juste à côté. Mieux vaut gêner 4 voitures que tous les piétons.

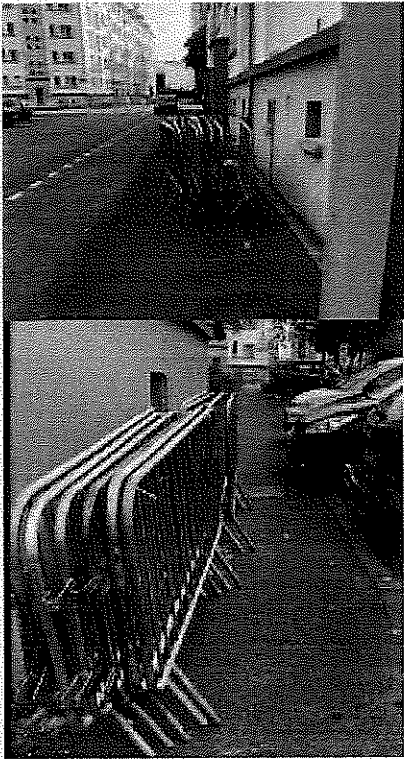
Dans l'attente de votre retour,

Cordialement,

Ps: Nous avons également une problématique de stationnement sauvage sur les trottoirs qui mériterait d'être étudiée. La mise en œuvre de mobilier urbain (bancs en béton par exemple) permettrait de limiter ce phénomène, de réduire le nombre de barrières lors des matchs et donnerait une opportunité aux riverains de s'approprier cet espace.

Deux illustrations:

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date 20 AOÛT 2024		
N° ASG 4988		
original pour action H SERGOT		
COPIE	CAB	DGS
	2	6
I VETEAU G MORVAN B CORDAT		



--
Ronan BERTHOU
Tel: 0637712072
E-mail: berthouronan.br@gmail.com



Sans virus, www.avast.com

De: LE POLLES Morgane
Envoyé: mardi 20 août 2024 10:07
À: AFFAIRES-GÉNÉRALES VDB
Objet: TR: Rangement Barrières suite aux matchs à Francis Le Blé

De : 5 rue de Loctudy Brest Syndic <5rueloctudybrest@gmail.com>
Envoyé : lundi 19 août 2024 15:31
À : ADP-SAINT-MARC <adp-saint-marc@mairie-brest.fr>
Cc : annick.abherve@numericable.fr; BAI Soraya Perhirin <s.perhirin@baim.fr>; berthouaronan.br@gmail.com
Objet : Rangement Barrières suite aux matchs à Francis Le Blé

Bonjour,

A la suite de la rencontre de championnat de France Ligue 1 de ce week-end, nous constatons à nouveau des désordres qui ne devraient pas exister :

- A savoir que des barrières empêchent un accès libre à une place PMR.
- A savoir que des barrières sont stationnées sur des pelouses privatives de l'espace du Petit Paris Armoricaïne
- A savoir que des barrières entravent la libre circulation des piétons sur plusieurs trottoirs

Je vous demande expressément de mettre fin à ces désordres dans les meilleurs délais.

Des effectifs en congés ne sont pas une excuse pour retarder le rangement de ces barrières dans des espaces adéquats dans les meilleurs délais.

En effet, un rangement CORRECT des barrières à l'issue des rencontres se déroulant à Francis Le Blé devrait être la norme et non des relances systématiques.

Au besoin, je suis disponible pour échanger, évidemment sur place, concernant le rangement de ces barrières.

Cordialement.

Jean-Claude TALOC
Syndic Non Professionnel
5 rue de Loctudy - 29200 Brest
5rueloctudybrest@gmail.com
Tél 06 31 33 03 47

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date 20 AOÛT 2024		
N° ASG 4997		
original pour action		
M SERGOT		
COPIE	CAB 8	DGS 6
6 I VETEAU G MORVAN B CORDAT		

De: JEANNES Patrice
Envoyé: lundi 3 février 2025 10:32
À: AFFAIRES-GÉNÉRALES BREST METROPO
Cc: PELLEN Christine; LE POLLÈS Morgane
Objet: signalement citoyen RA 249693

Bonjour,

Je vous remercie d'enregistrer ce signalement du samedi 1 Février 2025 :

Bonjour,

A chaque match du stade brestois 29, les rues aux alentours du stade sont envahies de véhicules en stationnement gênants ou très gênants, sur trottoirs, bandes cyclables, en contre sens etc .

Cette nuisance empêche les riverains de circuler (poussettes, PMR) ou d'utiliser les aménagements qui leur sont réservés (bandes cyclables) et les oblige à marcher sur la chaussée quand ils le peuvent et les mettant ainsi en danger.

Il s'agit de plusieurs centaines d'automobilistes qui ne font aucun effort alors que des solutions alternatives existent (parking océanopolis, transport en commun, etc).

Des aménagements récents en faveur de la mobilité durable sont neutralisés dans l'impunité totale.

Quand la municipalité se décidera-t-elle à faire cesser l'impunité totale qui s'applique à ces incivilités routières qui nous mettent tous en danger ?

Quand des amendes seront enfin distribuées ?

J'ai coché la case pour avoir une réponse.

Merci

Cordialement.

Patrice JEANNES

Agent de Proximité - Mairie de quartier de Saint-Marc

patrice.jeannes@mairie-brest.fr

02 98 00 85 84

Brest métropole / Ville de Brest

www.brest.fr

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date: 03 FEV. 2025		
N° ASG 679		
original pour action		
H SERGOT		
COPIE	CAB 6	DGS 6
I VETEAU G MORVAN		



lundi 03 février

HTRA302 - Incident domaine public - Résultats de recherche

Créer

Rechercher

A propos

[Retour à la recherche](#)

[Incident domaine public](#)

1 enregistrements trouvés.

N° Ident.	Date Enreg.	Clos	Description	Usager	Suivi par	Rédigé par	Modéré par	Analyse technique
0249693	01/02/2025	N	Bonjour, A chaque match du stade brestois 29, les rues aux alentours du stade sont envahies de véhicules en stationnement gênants ou très gênants, sur trottoirs, bandes cyclables, en contre sens etc. Cette nuisance empêche les riverains de circuler (poussettes, PMR) ou d'utiliser les aménagements qui leur sont réservés (bandes cyclables) et les oblige à marcher sur la chaussée quand ils le peuvent et les mettant ainsi en danger. Il s'agit de plusieurs centaines d'automobilistes qui ne font aucun effort alors que des solutions alternatives existent (parking océanopolis, transport en commun, etc). Des aménagements récents en faveur de la mobilité durable sont neutralisés dans l'impunité totale. Quand la municipalité se décidera-t-elle à faire cesser l'impunité totale qui s'applique à ces incivilités routières qui nous mettent tous en danger ? Quand des amendes seront enfin distribuées ? J'ai coché la case pour avoir une réponse. Merci	guillaume.hajdouch@free.fr	JEANNES Patrice (01 MQSMA)	JEANNES Patrice (01 MQSMA)	JEANNES Patrice (01 MQSMA)	

De: Gerard Breton <gerton29@gmail.com>
Envoyé: mardi 11 mars 2025 19:03
À: CONTACT MAIRIE
Objet: dégradation des trottoirs rue du Guilvinec
Pièces jointes: Photos trottoir guilvinec.odt; lettre mairie de Brest.odt

ATTENTION : Ce message provient d'une organisation externe.

Vérifiez l'expéditeur avant de cliquer sur un lien ou d'ouvrir une pièce jointe !

Adresse de l'expéditeur : gerton29@gmail.com

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date	12 MARS 2025	
N°	ASG 1470	
original pour action J. Estard		
COPIE	CAB	DGS
R. Eleach Y. Guével - A. Bouckis G. Hovan - B. Dagon		

Monsieur le Maire, Président

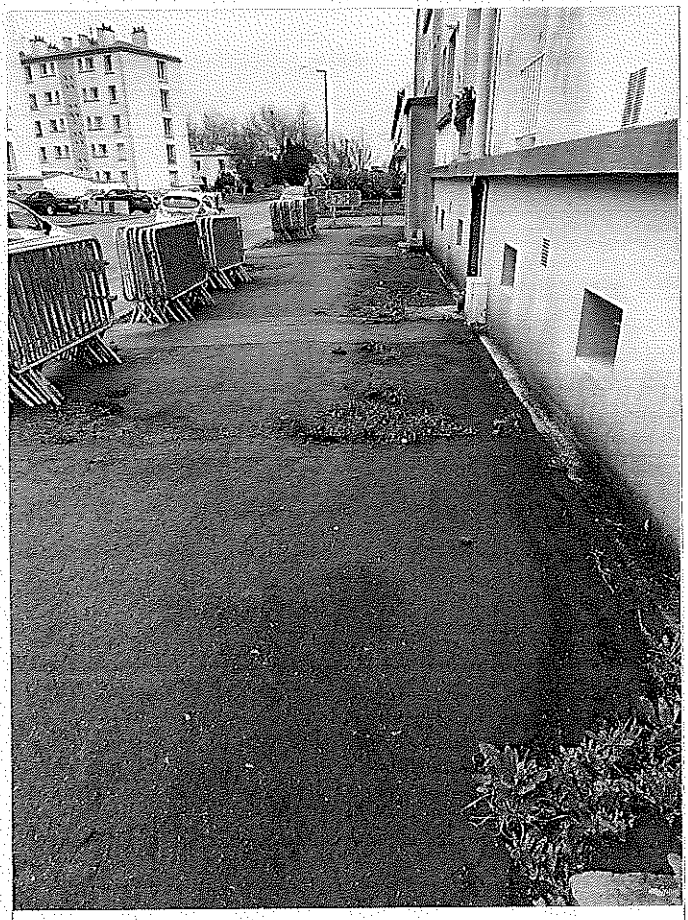
Nous demeurons au 42 rue du Guilvinec à Brest, chaque semaine lors des matchs du Stade Brestois 29 au stade Francis Le Blé nous constatons un état de détérioration de nos trottoirs causés par les manipulations de barrières de sécurité par les engins élévateurs munis de fourches, celles ci à chaque passages arrachent les plaques de bitume laissant des trous qui s'avèrent dangereux pour les riverains du quartier. A chaque match l'état de détérioration s'aggrave.

Je passe tous les autres désagréments, tel-que d' être barricadé devant chez soi à chaque match ou les difficultés de rejoindre notre domicile ,empêché par des agents de sécurité qui ne veulent pas comprendre qu'on habite dans le périmètre, malgré la présentation de notre carte d'identité , et j'en passe.

Nous avons déjà signalé ces désagréments à plusieurs reprises auprès de la mairie de quartier de Saint Marc sans réaction de leur part.

Je vous remercie par avance à l'attention que vous porterez à notre requête et nous nous tenons à votre disposition pour en discuter de vive voix

Veuillez agréer Monsieur le Maire ,Président, l'expression de mes sentiments respectueux.



Gérard et Monique BRETON
42 Rue du Guilvinec
29200 Brest
Tel : 0648105833
Email : gerton29@gmail.com

Brest le 11 Mars 2025

Monsieur le Maire
Président de B.M.O

Monsieur le Maire, Président;

Nous demeurons au 42 rue du Guilvinec à Brest, chaque semaine lors des matchs du Stade Brestois 29 au stade Francis Le Blé nous constatons un état de détérioration de nos trottoirs causés par les manipulations de barrières de sécurité par les engins élévateurs munis de fourches, celles ci à chaque passages arrachent les plaques de bitume laissant des trous qui s'avèrent dangereux pour les riverains du quartier. A chaque match l'état de détérioration s'aggrave.

Je passe tous les autres désagréments, tel-que d' être barricadé devant chez soi à chaque match ou les difficultés de rejoindre notre domicile ,empêché par des agents de sécurité qui ne veulent pas comprendre qu'on habite dans le périmètre, malgré la présentation de notre carte d'identité , et j'en passe. Nous avons déjà signalé ces désagréments à plusieurs reprises auprès de la mairie de quartier de Saint Marc sans réaction de leur part.

Je vous remercie par avance à l'attention que vous porterez à notre requête et nous nous tenons à votre disposition pour en discuter de vive voix

Veuillez agréer Monsieur le Maire ,Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Gérard et Monique BRETON

De: LE POLLES Morgane
Envoyé: lundi 17 mars 2025 11:35
À: AFFAIRES-GÉNÉRALES VDB
Objet: TR: [NEWSLETTER] Webform submission from: Contacter nos services

Importance: Haute

De : Brest mÃ@tropole <webmaster@brest-metropole.fr> **De la part de** Brest métropole

Envoyé : dimanche 16 mars 2025 15:12

À : CONTACT MAIRIE <contact@mairie-brest.fr>

Cc : WEBMASTER Brest.fr <webmaster@brest-metropole.fr>

Objet : [NEWSLETTER] Webform submission from: Contacter nos services

Adresse de l'expéditeur : bounces-191296750-581501297@bn.d.mailin.fr

Envoyé le dim 16/03/2025 - 15:12

Envoyé par : Anonymous

Les valeurs soumises sont :

Vous connaître

Civilité

Madame

Nom

Le tirant

Prénom

Stéphanie

Adresse

1 rue d'audiern

Brest. 29200

France

Téléphone

+33624269086

Courriel (exemple : nom@domaine.com)

S.letirant@outlook.fr

Données personnelles

Oui

BREST METROPOLE ET VILLE DE BREST		
Date 17 MARS 2025		
N° ASG 1584		
original pour action M SERGOT		
COPIE	CAB 6	DGS 6
1 VETEAU G MORVAN A BOURMIS		

6

Votre demande

Objet

Ras le bol du foot

Votre demande

J'en ai marre des matchs de foot, vous prenez les riverains en otage les jours de match!!!! Comment on fait pour rentrer chez nous quand on finit tard ou que l'on veut partir se balader le dimanche!!! Nous payons nos impôts comme les autres, si le maire habitait dans la rue, lui aurait droit de circuler comme bon lui semble!!! Donnez nous des badges ou des laissez passer, et ne dites pas que c'est ingérable c'est juste que vous n'êtes pas assez compétent !

ARKEA PARK

3

Un projet pour le territoire, avec les acteurs du territoire : Arkéa Park s'inscrit dans une démarche participative afin de prendre en compte les besoins et les attentes du tissu local. Riverains, entreprises, associations, grand public ont été impliqués et continueront à être sollicités à différentes étapes du projet.

« Cette démarche participative est essentielle pour nous, elle va de pair avec notre volonté de créer un équipement utile au territoire. Elle va se poursuivre à travers différentes initiatives, et notamment des appels à projets thématiques pour mobiliser des talents locaux (écoles, entreprises, start-ups) dans la résolution d'une problématique ou la conception d'un projet innovant en lien avec Arkéa Park »

Gérard Le Saint, co-porteur du projet Arkéa Park

ARKEA PARK, UN PROJET PARTICIPATIF

Une concertation préalable

Sans que la loi ne les y oblige, les porteurs de projet ont pris l'initiative d'organiser une concertation préalable, qui s'est tenue du 10 octobre au 20 novembre 2022 :

- **4 temps de rencontres** : 1 réunion publique, 1 balade sur site, 1 atelier « usagers activités restauration / loisirs » et 1 atelier « supporters du SB29 »
- **184 participants**
- **385 contributions recueillies** : 221 sur la plateforme participative, 164 lors des différentes rencontres.



Des propositions issues de cette concertation vont être reprises dans le projet Arkéa Park : la création d'un musée du Stade Brestois 29, des retransmissions de matchs de football dans l'enceinte, la location de salles pour les particuliers (anniversaires, etc), une crèche...

Des commissions thématiques

7 commissions composées d'associations, de professionnels ont été créées pour renforcer le projet d'Arkéa Park sur des dimensions spécifiques :

- **« Commission Environnement »** : elle intervient sur la conception et l'exploitation, et est chargée d'optimiser les solutions de mobilité les jours de match et hors jours de match.
- **« Commission Handicap »** : elle intervient sur les questions d'accessibilité et d'inclusion. Elle rassemble notamment le Comité Départemental Sport Adapté du Finistère, le Fonds Le Saint, l'APF France Handicap...
- **« Commission Patrimoine Culturel Breton »** : elle travaille sur la prise en compte de la culture et de la langue bretonnes.
- **« Commissions Riverains (particuliers) »** : elle prend en charge les questions relatives à la mobilité et à l'impact du projet sur les riverains.
- **« Commissions Riverains (acteurs économiques) »** : elle prend en charge les questions relatives à la mobilité et à l'impact pour les entreprises riveraines.
- **« Commissions Supporters du SB29 »** : elle est chargée de réfléchir à l'optimisation de l'expérience supporter et à la mise en lumière du club.
- **« Commission Partenaires du SB29 »** : elle est consultée sur l'aménagement des loges et des espaces entreprises.

GHI

L'association de loi 1901 Guipavas Habitants Impliqués (GHI) a pour objet la protection et la défense de la qualité de vie à Guipavas impliquant notamment :

EXTRAIT DE SES STATUTS

La lutte contre les nuisances sonores, la pollution lumineuse ;

La préservation du patrimoine historique local ;

La lutte contre l'insécurité ;

La préservation et promotion de la sécurité routière et de la fluidité des déplacements ;

Afin d'enrayer les causes des dérèglements climatiques et de préserver une ville vivable, la protection de la nature, de la biodiversité et des terres agricoles à Guipavas en :

- *luttant contre l'artificialisation des sols et la destruction des zones agricoles et naturelles ;*
- *protégeant les espèces animales et végétales, leurs milieux et habitats naturels tels que les ruisseaux et les zones humides ;*
- *luttant contre les pollutions et les nuisances ;*
- *faisant promotion d'un urbanisme respectueux des habitants et de l'environnement ;*

La préservation de l'accès à une eau potable de qualité ;

La promotion d'un usage des fonds publics au service des populations ;

L'élaboration de propositions alternatives pour la commune de Guipavas et la métropole brestoise, en promouvant :

- *Un urbanisme respectueux des habitant(e)s et du vivant qui répond aux enjeux climatiques à court, moyen et long terme, en adaptant la ville aux dérèglements climatiques ;*
- *La remise en culture des terres agricoles pour nourrir localement le plus de personnes possibles dans le respect des écosystèmes et des humains ;*

La consultation et participation des habitants aux décisions relatives aux évolutions de leur quartier ;

FIN DE L'EXTRAIT DES STATUTS

Après lecture attentive des différents documents mis à disposition, il ressort que le projet du nouveau stade comporte des risques importants sur plusieurs points :

- Un financement en partie par des fonds publics pour un projet privé constitué d'un stade de foot mais aussi de commerces et loisirs, les bénéfices de cette structure revenant uniquement au privé et en raison du statut d'Intérêt Général acquis, combiné à des montages financiers laissés à la discrétion des seuls dirigeants, bénéficier de réductions fiscales importantes.
- Un manque de transparence sur le projet avec la non-communication de l'étude de rénovation du stade actuel Francis Le Blé, ce rapport datant de juin 2023, avec une publication pourtant promise pour mars 2025 par le maire de Brest, impliquant d'office une dynamique d'entonnoir et débouchant sur une seule mais fausse-bonne solution
- La destruction de 18 hectares de zone agricole ou espaces naturels,

- Impact sur la zone humide, la source du Costour et son ruisseau, qui alimente une partie de la ville de Brest en eau potable et un risque accru de la pollution des eaux superficielles et souterraines, ainsi que le risque d'un moindre apport d'infiltration
- Une augmentation significative du trafic dans le secteur, et une aberration de fermer le bd F. Mitterrand pendant les matchs, coupant l'accès direct au CHU où chaque minute compte pour les urgences. A ce problème, il est plus que probable que la passerelle devienne une obligation lors de la prochaine mandature et sera à la charge de la collectivité (20M€),
- Une augmentation significative des problèmes de stationnement avec un projet privilégiant la voiture et un constat reconnu du risque de stationnement sauvage dans tout le quartier de Coataudon,
- Augmentation des nuisances sonores, de la pollution lumineuse et des incivilités pour l'ensemble des riverains des quartiers environnants,
- Une prétendue minimisation des conséquences sur la biodiversité, et pour les espèces protégées impactées, une demande de dérogation et de compensation,
- La solution de chauffage et climatisation retenue est la plus émettrice de CO2 parmi les 4 propositions, le critère de choix étant : la solution la plus pertinente pour l'opération en terme d'investissement et coût global
- Une minimisation de l'état initial et donc des préjudices envers les riverains qui, contrairement à ce qui peut être affirmé par les porteurs du projet, n'ont pas été consultés.
- Les continuités écologiques ne sont pas garanties par la destruction d'environ 30% des talus et haies anciennes, en particulier de la zone de refuge d'attente et de biodiversité autour des ruines de Maner C'hoz. Ces éléments ne sont pas compensables sur la zone dite « naturelle » ce qui ne signifie aucunement qu'elle n'aurait pas été remaniée pour, entre autres, créer des bassins de rétention-infiltration.
- Continuités écologiques également rendues difficiles voire impossibles par la clôture périphérique du parc.

Les impacts du projet sont fortement minorés : émission de CO2 pendant la construction et en exploitation, chauffage et climatisation, perte de la biodiversité, imperméabilisation des sols... Nous devons tous collectivement réduire notre empreinte carbone, réduire nos déchets, changer nos habitudes de vie pour le bien commun de la planète. Et là, nous avons un projet qui considère ces enjeux comme secondaires face à la « nécessité absolue » de construire un nouveau stade. Quel avenir climatique allons-nous laisser à nos enfants et aux générations suivantes ?

L'association GHI rappelle cet extrait de la Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005 relative à la **charte de l'environnement** :

*« **Article 7.** Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement. »*

L'association GHI rappelle ces extraits de l'article L101-2 du **code de l'urbanisme** :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :
....

*« **6°** La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;*

6° bis *La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ; »*

L'avenir n'est pas à l'urbanisation massive mais à la création de projet prenant véritablement en compte les enjeux climatiques et environnementaux, la préservation des ressources en eau et de la biodiversité...

L'association GHI se prononce contre le projet du stade Arkea Park au Froutven devant l'absence de débat démocratique et pour la rénovation du stade actuel qui est possible malgré les dénégations.

L'association GHI demande l'ajout au dossier du rapport d'expertise de rénovation du stade Francis Le Blé réalisé par l'Atelier d'architectures urbanistes Lauzeral (AXL) et le cabinet d'ingénierie sportive et culturelle (ISC). Ceci dans un souci de totale transparence démocratique auprès de la population brestoise.

Article L101-2

Modifié par LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 192

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

Droit national en vigueur - Codes

Droit national en vigueur

- › Constitution
 - › Constitution du 4 octobre 1958
 - › Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789
 - › Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946
 - › Charte de l'environnement
- › Codes
- › Textes consolidés
- › Jurisprudence
- › Circulaires et instructions
- › Accords collectifs

[LOI constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005](#) relative à la Charte de l'environnement (JORF n°0051 du 2 mars 2005 page 3697)

Le peuple français,

Considérant :

Que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ;

Que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;

Que l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains ;

Que l'homme exerce une influence croissante sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;

Que la diversité biologique, l'épanouissement de la personne et le progrès des sociétés humaines sont affectés par certains modes de consommation ou de production et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;

Que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;

Qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins,

PROCLAME :

Article 1er. Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

Article 2. Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Article 3. Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.

Article 4. Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.

Article 5. Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.

Article 6. Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

Article 7. Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.

Article 8. L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte.

Article 9. La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

Article 10. La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France.

BREST

CONSTRUCTION DE L'ESPACE FROUTVEN

ETUDE APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE

PHASE APD

Mise à jour V4 du 21/06/2024

Document non joint à l'Appel d'Offres Entreprises Générales

Maître d'ouvrage

SAS HOLDISPORT
CHEZ ETS LE SAINT
160, RUE ROBERTO CABANAS
29490 GUIPAVAS

Maîtrise d'œuvre

Architecte

SARL François de Laserre
Architecte DPLG
2, rue François Neveux
ZAC de Trenque – 47550 BOE
Tel : 05.53.48.14.22

Bureau d'Études

Egis Bâtiments Centre-Ouest
3, rue Louis Braille – TSA 50851
35208 Rennes cedex 2
T. 02 99 85 70 30 - egis.batiments-rennes@egis.fr



Rédacteur : Gaël Coquil
Chef de Projet : François Anguis

Juin 2024
BAOI038-EGI-APD4-14-EAE-
NTE.docx

SOMMAIRE

1	OBJET	5
2	SOLUTIONS ETUDIEES.....	5
3	DESCRIPTION TECHNIQUE DES SOLUTIONS.....	6
3.1	SOLUTION DE BASE – CHAUFFERIE GAZ + POMPES A CHALEUR REVERSIBLES TYPE DRV.....	6
3.2	VARIANTE 1 – POMPE A CHALEUR GEOTHERMIQUE REVERSIBLE.....	7
3.3	VARIANTE 2 – POMPE A CHALEUR AIR/EAU REVERSIBLE.....	7
3.4	VARIANTE 3 – CHAUDIERE BOIS+ POMPES A CHALEUR REVERSIBLES TYPE DRV	8
4	COMPARATIF DES SOLUTIONS	9
4.1	COUT D'INVESTISSEMENT	9
4.2	CONSOMMATIONS ENERGETIQUES EN ENERGIE PRIMAIRE	10
4.3	COUT DE CONSOMMATION ENERGETIQUE (P1).....	10
4.4	COUT D'ENTRETIEN MAINTENANCE (P2+P3)	11
4.5	EMISSIONS C02.....	11
4.6	EMISSION S02.....	12
4.7	PRODUCTION DECHETS NUCLEAIRES	12
4.8	ANALYSE DES SOLUTIONS.....	12
5	CONCLUSION	13

1 OBJET

Le maître d'ouvrage d'une opération de surface œuvre nette supérieure à 1000m² doit réaliser avant le dépôt du permis de construire, une étude de faisabilité technique et économique des diverses solutions d'approvisionnement en énergie de la construction.

Cette mesure est destinée à favoriser les recours aux énergies renouvelables et aux systèmes les plus performants. Le maître d'ouvrage a la liberté de choisir la ou les sources d'énergie de la construction, guidé par les conclusions de cette étude qui visent notamment à raisonner selon des indicateurs énergétiques, environnementaux et économiques.

Les modalités d'application de ces études de faisabilité sont définies par le décret n°2007-63 du 19 mars 2007 et l'arrêté du 18 décembre 2007

Cette étude permet d'approcher au mieux la production de chaleur qui serait la plus adaptée pour le projet, en comparant les paramètres suivants :

- Consommation d'énergie primaire,
- Emission de GES en tonnes équivalent CO₂,
- Coût global sur 30 ans, comprenant :
 - Coût d'investissement,
 - Coût d'exploitation maintenance,
 - Coût d'énergie,
 - Coût de remplacement des installations.

Cette étude a pour but de guider le choix de la production de chaleur, et d'échanger avec la maîtrise d'ouvrage pour aboutir sur la solution la plus adaptée au projet.

Le comparatif de ces solutions suivant les critères ci-dessus, est réalisé à partir des résultats donnés dans la note d'approche des consommations pour les usages réglementaires :

- Chauffage,
- Climatisation,
- ECS,
- Ventilation,
- Eclairage

2 SOLUTIONS ETUDIEES

Les solutions suivantes sont étudiées dans le cadre du projet :

- Solution de base : Production Chauffage et ECS centralisée partir d'une chaufferie gaz + Pompes à chaleur type DRV réversible pour les locaux rafraichis,
- Variante 1 : Production Chauffage et ECS par pompe à chaleur sur géothermie + Appoint chaudières gaz pour l'ECS,
- Variante 2 : Production Chauffage et climatisation par pompe à chaleur aérothermique + Appoint chaudières gaz pour l'ECS
- Variante 3 : Production Chauffage et ECS par chaudières bois + Pompes à chaleur type DRV réversible pour les locaux rafraichis,

Solutions non étudiées :

- Réseau urbain : Pas de réseau de chaleur urbain de disponible à proximité du site.
- Solaire thermique : Besoins ECS irréguliers et plus important hors période estivale lorsque le potentiel est le plus intéressant

3 DESCRIPTION TECHNIQUE DES SOLUTIONS

3.1 SOLUTION DE BASE – CHAUFFERIE GAZ + POMPES A CHALEUR REVERSIBLES TYPE DRV

Mise en place de 2 chaudières gaz à condensation (2x150 kW) pour les besoins ECS des douches, ainsi que le chauffage de la partie vestiaires et annexes sportives.

En parallèle, il sera mis en place une solution par pompes à chaleur type décentralisée DRV pour le chauffage et la climatisation des autres locaux (loges, salons, hall, etc...).

Chaudière gaz à condensation fonctionne de la manière suivante :

La vapeur d'eau est alors utilisée pour chauffer l'eau de retour - plus froide – des émetteurs qui arrive dans la chaudière permettant ainsi de limiter la sollicitation directe de la chaudière. La vapeur d'eau qui a transmis sa chaleur se refroidit et se condense; elle est ensuite évacuée via le circuit des eaux usées.

Les chaudières à condensation atteignent leur meilleure performance si elles sont associées à des émetteurs basse températures de type radiateurs basse température.

La solution de chauffage/climatisation décentralisée par système DRV, permet d'avoir une solution adaptée aux besoins des différents avec de bonnes performances (COP et EER >3). De plus cela permet d'avoir un système réversible sans plus-value significative par rapport à un système en chauffage seul.

Le chauffage des locaux climatisé est donc assuré par le système DRV.



CHAUDIERE A CONDENSATION ET UNITE EXTERIEURE DRV

- Avantages :
 - Coûts d'entretien et investissement,
 - Fiabilité de fonctionnement,
 - Rendement globalement performant,
 - Grande plage de fonctionnement de la cascade de 2 chaudières qui couvre 10 à 100% des besoins.
 - Facilité de l'installation type DRV par rapports un une installation 4 tubes à eau,
- Inconvénients :
 - Emission de gaz à effet de serre (CO2 et NOx) importants,
 - Coût de l'énergie fluctuant et difficile à prévoir,
 - Convient de bien appréhender dans la conception les conditions de livraison du bois et la gestion de l'évacuation des cendres.
 - Impact architectural (conduits d'évacuation des fumées, unités extérieures),
 - Solution DRV moins-flexible en termes d'évolutivité qu'une solution à eau,
 - Pas de réversibilité possible, installation d'un système de climatisation en parallèle,

3.2 VARIANTE 1 – POMPE A CHALEUR GEOTHERMIQUE REVERSIBLE

Dans cette variante, mise en place d'une pompe à chaleur sur puit géothermique pour les besoins calorifiques et climatisation du projet.

Les pompes à chaleur sur géothermie (eau/eau) présentent des performances intéressantes lorsque le potentiel géothermique est suffisant (point à confirmer). Celle-ci utilise les calories naturellement présentes dans le sol pour réchauffer l'eau nécessaire aux besoins calorifique du bâtiment.

Ces pompes à chaleurs disposent d'un coefficient de performance (COP) compris entre 4 et 5 dans les conditions optimales. Elle peut ainsi restituer jusqu'à 5 kilowattheures de chaleur pour 1 kilowattheures électrique consommé.

Dans le cas de notre projet, avec un pic de consommation ECS, il est conseillé d'associer la géothermie à une chaudière gaz en parallèle. Cela permet de ne pas surdimensionner la PAC pour les pointes et d'éviter l'installation d'un modèle haute température plus onéreux. De plus cela permet de l'utiliser en mode froid l'été si l'ECS est produit par un autre moyen et par l'occasion régénérer le sol en inversant le cycle l'été (injection de calories).



POMPE A CHALEUR EAU/EAU

- Avantages :
 - Installation en intérieur (peut être installée en chaufferie),
 - Consommation énergétique faible liée au rendement,
 - Impact CO2 faible du au recourt à l'énergie électrique,
 - Réversibilité (chaud/froid) possible,
- Inconvénients :
 - Coût d'installation élevé,
 - Nécessite de plus gros émetteurs de chauffage du au régime d'eau plus faible
 - Version haute température pour l'ECS plus coûteuse et avec un COP plus faible,
 - Dépend du potentiel géothermique du site,
 - Nécessité de places pour l'intégration des sondes géothermiques verticales,

3.3 VARIANTE 2 – POMPE A CHALEUR AIR/EAU REVERSIBLE

Dans cette variante, les besoins en eau chaude chauffage et climatisation pour le bâtiment sont assurés par une pompe à chaleur réversible sur air extrait prélevant les calories présentes dans l'air extérieur. La pompe à chaleur est positionnée à l'extérieur du bâtiment.

Les pompes à chaleur présentent des performances intéressantes, puisque, pour un kilowattheure d'énergie électrique consommé, elle restitue 3 kilowattheures de chaleur dans des conditions extérieures optimales de 7°C et une température d'eau de 45°C environ.

Une bonne partie du chauffage peut donc être assurée par une énergie gratuite, renouvelable et non polluante prélevée dans l'air.

Comme pour la géothermie, cette solution peut nécessiter l'installation d'une chaudière gaz en parallèle pour assurer les pointes de consommation et pour produire l'ECS. Cela permet de ne pas surdimensionner la PAC

pour les pointes et éviter l'installation d'un modèle haute température plus onéreux et de pouvoir l'utiliser en mode froid l'été (l'ECS étant chauffée par la chaudière).



POMPE A CHALEUR AIR/EAU

- Avantages :
 - Ensemble monobloc installé en terrasse en extérieur ne nécessitant pas de local technique,
 - Consommation énergétique faible liée au rendement,
 - Impact CO2 faible du au recourt à l'énergie électrique,
 - Réversibilité (chaud/froid) possible,
- Inconvénients :
 - Coût d'installation élevé,
 - Rendement médiocre en période de grand froid,
 - Intégration extérieure à prévoir (acoustique et architecturale)
 - Nécessite de plus gros émetteurs de chauffage du au régime d'eau plus faible
 - Version haute température pour l'ECS plus coûteuse et avec un COP plus faible,

3.4 VARIANTE 3 – CHAUDIERE BOIS+ POMPES A CHALEUR REVERSIBLES TYPE DRV

Dans cette variante, mise en en place d'une chaudière bois pour les besoins ECS des douches, ainsi que le chauffage de la partie vestiaires et annexes sportives.

Comme pour la solution de base, il sera mis en place en parallèle une solution par pompes à chaleur type décentralisée DRV pour le chauffage et la climatisation des autres locaux (loges, salons, hall, etc...).

La chaudière bois est associée aux équipements suivants :

- Transfert silo-foyer : Le combustible est extrait du silo à l'aide d'un dessileur, son transfert vers la chaudière est assuré par une vis sans fin ;
- Type de silo : Silo enterré de section carrée avec une trappe de remplissage centrale pour un remplissage maximum et ne réduisant pas l'autonomie ;
- Décendrage : Système comprenant un collecteur de cendres, avec vis de décendrage automatique pour l'acheminement vers un container ;
- Automatismes, régulation : Le système d'introduction du combustible dans le foyer est commandé par le régulateur de charge de la chaudière. Régulation automatique en fonction des conditions atmosphériques. Tableau de base et module relié par câble bus, avec sondes de température.



CHAUDIERE BOIS ET UNITE EXTERIEURE DRV

- **Avantage :**
 - Emission de gaz à effet de serre (combustion de biomasse s'inscrit dans le cycle naturel du carbone),
 - Energies renouvelables,
 - Possibilité d'utiliser d'une filière locale d'approvisionnement du bois,
 - Coût de l'énergie intéressant,
- **Inconvénients :**
 - Coûts d'investissement et de maintenance élevé,
 - Intégration du silo à prévoir,
 - Plage de modulation plus faible,
 - Impact architectural (conduits d'évacuation des fumées et unités extérieures),
 - Solution DRV moins-flexible en termes d'évolutivité qu'une solution à eau,
 - Pas de réversibilité possible, installation d'un système de climatisation en parallèle,

4 COMPARATIF DES SOLUTIONS

4.1 COÛT D'INVESTISSEMENT

Le tableau suivant indique les coûts d'investissement estimés de chaque solution :

COÛT D'INVESTISSEMENT	Solution de Base Chauffage : Chaudière gaz Froid : DRV réversible ECS : Chaudière gaz	Variante 1 Chauffage : PAC géothermie Froid : PAC géothermie ECS : Chaudière gaz	Variante 2 Chauffage : PAC sur air Froid : PAC sur air ECS : Chaudière gaz	Variante 3 Chauffage : Chaudière bois Froid : DRV réversible ECS : Chaudière bois
Coût d'investissement				
Chaudière Gaz à condensation	150 000	80 000	80 000	
Chaudière Bois + Silo				350 000
Pompe à chaleur réversible air/eau			250 000	
Pompes à chaleur réversible type DRV	940 000			940 000
Pompe à chaleur réversible sur sondes géothermiques		1 530 000		
Réseaux hydrauliques EC/EG + Emetteurs		1 100 000	1 100 000	
Total (€ HT)	1 090 000	2 710 000	1 430 000	1 290 000

Nota : Le coût des réseaux hydraulique est le surcoût par rapport à la solution de base en DRV où les liaisons en tubes frigorifiques et les émetteurs sont compris dans le coût des pompes à chaleur.

4.2 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES EN ENERGIE PRIMAIRE

Les tableaux suivants indiquent les consommations énergétiques en énergie primaire estimés de chaque solution :

CONSOMMATIONS ENERGIE PRIMAIRE	<u>Solution de Base</u> Chauffage : Chaudière gaz Froid : DRV réversible ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 1</u> Chauffage : PAC géothermie Froid : PAC géothermie ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 2</u> Chauffage : PAC sur air Froid : PAC sur air ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 3</u> Chauffage : Chaudière bois Froid : DRV réversible ECS : Chaudière bois
Consommations énergétiques en énergie primaire				
Chauffage (kWhEP/an)	1 059 068	873 975	1 165 300	1 194 568
Climatisation (kWhEP/an)	160 820	150 769	201 025	160 820
ECS (kWhEP/an)	441 000	441 000	441 000	551 250
Eclairage (kWhEP/an)	1 511 880	1 511 880	1 511 880	1 511 880
Auxiliaires de ventilation (kWhEP/an)	619 667	619 667	619 667	619 667
Total (kWhEP/an)	3 792 435	3 597 291	3 938 872	4 038 185

4.3 COUT DE CONSOMMATION ENERGETIQUE (P1)

Pour l'évaluation du coût des énergies, nous sommes partis sur les coûts suivants :

- Electricité : 0,156 €/kWh EF,
- Gaz : 0,115 €/kWh EF,
- Bois : 0,0353 €/kWh EF.

Les tableaux suivants indiquent les coûts de consommation énergétique de chaque solution :

CONSOMMATIONS ENERGETIQUES (P1)	<u>Solution de Base</u> Chauffage : Chaudière gaz Froid : DRV réversible ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 1</u> Chauffage : PAC géothermie Froid : PAC géothermie ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 2</u> Chauffage : PAC sur air Froid : PAC sur air ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 3</u> Chauffage : Chaudière bois Froid : DRV réversible ECS : Chaudière bois
Estimations des coûts des consommations énergétiques (P1)				
Energie Bois :				
Consommation finale bois (kWhEF/an)				984 850
Coût unitaire bois (€/kWhEF)				0,0353
Consommation bois (€/an)				34 765
Evolution annuelle coût énergie				5,0%
Energie Gaz :				
Consommation finale gaz (kWhEF/an)	766 200	441 000	441 000	
Coût unitaire gaz propane (€/kWhEF)	0,115	0,115	0,115	
Consommation gaz (€/an)	88 036	50 671	50 671	
Evolution annuelle coût énergie	3,0%	3,0%	3,0%	
Energie Electrique :				
Consom. finale élec(kWhEF/an)	1 141 448	1 223 369	1 355 764	1 141 448
Coût unitaire élec (€/kWhEF)	0,156	0,156	0,156	0,156
Consommation élec (€/an)	177 495	190 234	210 821	177 495
Evolution annuelle coût énergie	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
Total (€ HT/an)	265 531	240 905	261 492	212 260
Total sur 30 ans (€ HT/an)	12 632 771	11 461 141	12 440 603	10 754 164

4.4 COUT D'ENTRETIEN MAINTENANCE (P2+P3)

Les tableaux suivants indiquent les coûts d'entretien maintenance de chaque solution. Les coûts d'entretien ont été établis à partir des fréquences de maintenance usuelles sur les équipements de ce type.

Les coûts liés au remplacement du matériel sont basés sur les durées de vie moyennes des équipements.

COÛTS ENTRETIEN MAINTENANCE (P2+P3)	Solution de Base Chauffage : Chaudière gaz Froid : DRV réversible ECS : Chaudière gaz	Variante 1 Chauffage : PAC géothermie Froid : PAC géothermie ECS : Chaudière gaz	Variante 2 Chauffage : PAC sur air Froid : PAC sur air ECS : Chaudière gaz	Variante 3 Chauffage : Chaudière bois Froid : DRV réversible ECS : Chaudière bois
Estimation des coûts d'entretien maintenance (P2+P3)				
<u>Entretien annuel</u>				
Chaufferie Gaz	5 880	5 880	5 880	-
Chaufferie Bois	-	-	-	23 520
PAC sur air	-	-	8 820	-
PAC sur sondes	-	5 880	-	-
DRV	8 820	-	-	8 820
<u>Remplacement gros matériel</u>				
Chaudière Gaz - durée de vie 25 ans	6 000	3 200	3 200	-
Chaudière Bois - durée de vie 25 ans	-	-	-	14 000
DRV - durée de vie 15 ans	15 667	-	-	15 667
PAC sur air - durée de vie 15 ans	-	-	16 667	-
PAC sur sondes - durée de vie 15 ans	-	16 000	-	-
Chaufferie Mixte bois/Gaz	-	-	-	-
Panneaux solaire thermiques - durée de vie	-	-	-	-
Total (€ HT/an)	36 367	30 960	34 567	62 007
Evolution annuelle coût maintenance	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%
Total sur 30 ans (€ HT/an)	2 416 159	2 056 947	2 296 569	4 119 651

4.5 EMISSIONS CO2

Les tableaux suivants indiquent les émissions de CO2 de chaque solution.

EMISSIONS DE CO2	Solution de Base Chauffage : Chaudière gaz Froid : DRV réversible ECS : Chaudière gaz	Variante 1 Chauffage : PAC géothermie Froid : PAC géothermie ECS : Chaudière gaz	Variante 2 Chauffage : PAC sur air Froid : PAC sur air ECS : Chaudière gaz	Variante 3 Chauffage : Chaudière bois Froid : DRV réversible ECS : Chaudière bois
Emission de CO2				
Bois :				
Consommation EF (kWhEF/an)	-	-	-	984 850
CO2 (kg/kWhEF)	0,024	0,024	0,024	0,024
Emission CO2 (kg/an)	-	-	-	23 636
Fioul :				
Consommation EF (kWhEF/an)	-	-	-	-
CO2 (kg/kWhEF)	0,300	0,300	0,300	0,300
Emission CO2 (kg/an)	-	-	-	-
Gaz :				
Consommation EF (kWhEF/an)	766 200	441 000	441 000	-
CO2 (kg/kWhEF)	0,272	0,272	0,272	0,272
Emission CO2 (kg/an)	208 406	119 952	119 952	-
Electricité :				
Consommation EF (kWhEF/an)	1 141 448	1 223 369	1 355 764	1 141 448
CO2 (kg/kWhEF)	0,079	0,079	0,079	0,079
Emission CO2 (kg/an)	90 174	96 646	107 105	90 174
Total (kg CO2/an)	298 581	216 598	227 057	113 811

4.6 EMISSION SO2

Les tableaux suivants indiquent les émissions de SO2 de chaque solution.

EMISSIONS DE SO2	<u>Solution de Base</u> Chauffage : Chaudière gaz Froid : DRV réversible ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 1</u> Chauffage : PAC géothermie Froid : PAC géothermie ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 2</u> Chauffage : PAC sur air Froid : PAC sur air ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 3</u> Chauffage : Chaudière bois Froid : DRV réversible ECS : Chaudière bois
Emission de SO2				
Bois :				
Consommation EF (kWhEF/an)	-	-	-	984 850
SO2 (g/kWhEF)	0,220	0,220	0,220	0,220
Emission SO2 (g/an)	-	-	-	216 667
Gaz :				
Consommation EF (kWhEF/an)	766 200	441 000	441 000	-
SO2 (g/kWhEF)	0,120	0,120	0,120	0,120
Emission SO2 (g/an)	91 944	52 920	52 920	-
Electrique :				
Consommation EF (kWhEF/an)	1 141 448	1 223 369	1 355 764	1 141 448
SO2 (g/kWhEF)	1,220	1,220	1,220	1,220
Emission SO2 (g/an)	1 392 566	1 492 510	1 654 032	1 392 566
Total (g SO2/an)	1 484 510	1 545 430	1 706 952	1 609 233

4.7 PRODUCTION DÉCHETS NUCLÉAIRES

Les tableaux suivants indiquent les productions de déchets nucléaires de chaque solution.

DECHETS NUCLEAIRES	<u>Solution de Base</u> Chauffage : Chaudière gaz Froid : DRV réversible ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 1</u> Chauffage : PAC géothermie Froid : PAC géothermie ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 2</u> Chauffage : PAC sur air Froid : PAC sur air ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 3</u> Chauffage : Chaudière bois Froid : DRV réversible ECS : Chaudière bois
Déchets nucléaires				
Consommation électrique :				
Consommation EF (kWhEF/an)	1 141 448	1 223 369	1 355 764	1 141 448
Déchets nucléaires (durées faibles et moyennes) (g/kWh EF)	0,050	0,050	0,050	0,050
Déchets nucléaires (durées fortes et très fortes) (g/kWh EF)	0,010	0,010	0,010	0,010
Déchets nucléaires (durées faibles et moyennes) (g/an)	57 072	61 168	67 788	57 072
Déchets nucléaires (durées fortes et très fortes) (g/an)	11 414	12 234	13 558	11 414
Total déchets nucléaires (durées de vie faible et moyenne) (g /an)	57 072	61 168	67 788	57 072
Total déchets nucléaires (durées de vie fortes et très fortes) (g /an)	11 414	12 234	13 558	11 414

4.8 ANALYSE DES SOLUTIONS

Le tableau suivant présente la synthèse des classements de chaque solution en fonction des critères des tableaux précédents (sans pondération de ces critères).

CLASSEMENT DES SOLUTIONS	<u>Solution de Base</u> Chauffage : Chaudière gaz Froid : DRV réversible ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 1</u> Chauffage : PAC géothermie Froid : PAC géothermie ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 2</u> Chauffage : PAC sur air Froid : PAC sur air ECS : Chaudière gaz	<u>Variante 3</u> Chauffage : Chaudière bois Froid : DRV réversible ECS : Chaudière bois
Classement des solutions				
Investissement	1	4	3	2
Coût global sur 30 ans (€ HT)	1	4	3	2
Consommations énergétiques en énergie primaire	2	1	3	4
Emission de CO2	4	2	3	1
Emission de SO2	1	2	4	3
Déchets nucléaires - durées de vie faibles et moyennes	1	3	4	1
Déchets nucléaires - durées de vie fortes et très fortes	1	3	4	1
TOTAL CLASSEMENT SANS COEFFICIENT	11	19	24	14

La solution de base est celle qui sort en premier de ce classement notamment grâce à un coût d'investissement et global sur 30 ans plus faible que les autres solutions. Elle est cependant pénalisée au niveau des émissions CO2 car elle est la solution qui a le plus recours au gaz.

La variante 1 est pénalisée à cause de l'investissement nécessaire pour la mise en place des sondes géothermiques notamment. En revanche elle est celle qui présente la consommation énergétique la plus faible de part les performances élevées des PAC eau/eau.

La variante 2 est pénalisée au niveau des émissions SO2 et déchets nucléaires car c'est celle avec la consommation d'énergie électrique la plus élevée.

La variante 3 est celle dont la consommation énergétique est la plus élevée de part le rendement de la chaudière bois qui est inférieur à une chaufferie gaz, elle est également pénalisée par le coût de maintenance qui est important. Elle présente cependant l'emprunte carbone la plus faible de part le recours à la biomasse.

5 CONCLUSION

En conclusion, nous proposons de retenir la solution de base qui paraît la plus pertinente pour l'opération en terme d'investissement et coût global.



LES STADES DE FOOTBALL EN MOUVEMENT

INTÉGRATION SOCIALE ET URBAINE

Sommaire

INTRODUCTION	4
PARTIE 1 : AU CROISEMENT D'ENJEUX ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX.	9
1. La gouvernance et gestion des stades : une singularité française, le rôle majeur des collectivités	9
2. L'occupation des stades et la présence d'usages complémentaires	11
3. La volonté d'adaptation aux enjeux climatiques	16
4. Le rayonnement économique	18
5. Des clubs insérés dans la vie locale	20
PARTIE 2 : UN LIEU SYMBOLIQUE ET VECTEUR D'IDENTITÉ LOCALE	22
1. L'attachement aux lieux et aux histoires personnelles	22
2. Un rapport affectif au lieu et au club.	24
3. Une population inégalement représentée ?	25
PARTIE 3 : UNE INTÉGRATION POLYMORPHE DANS LA VILLE	27
1. Des alternatives au tout voiture	27
2. L'ouverture sur la ville et l'offre de services	32
3. Le positionnement des stades dans la ville	35
CONCLUSION	42
ANNEXES	43



INTRODUCTION

Un équipement majeur

Le stade de football est un équipement majeur d'une ville et d'un territoire.

Il est bien sûr, au premier abord, un simple équipement sportif et de « loisirs ». Mais par son empreinte foncière et les flux qu'il génère, il se situe au carrefour des enjeux urbains (espaces publics, mobilité, rapport centre/périphérie...) de la ville. Il est également un marqueur identitaire et un facteur d'attractivité de la ville et territoire.

Ces enjeux justifient que les agences d'urbanisme s'y intéressent pour comprendre leurs interrelations et leurs retombées sur les territoires. D'autant plus que les stades de football de ligue 1 et de ligue 2 sont situés dans les principales agglomérations de France à l'instar des 50 agences d'urbanisme de la FNAU. Plus de la moitié des agences comptent sur leur territoire un stade aux normes nationales demandées par la Fédération française de football.

Le présent document est le fruit d'un premier travail des agences d'urbanisme sur ce sujet. Six agences du réseau de la FNAU y ont participé : Lens-Béthune, Brest, Dunkerque, Lille, Lorient et Strasbourg. D'autres agences comme Grenoble et Saint-Étienne n'ont pu être intégrées à cette étape d'exploration mais pourraient l'être dans le cadre d'une poursuite des travaux

Un équipement particulier et des impacts variables selon les territoires

Bien que similaire à certains grands équipements en matière de fonctionnement et d'accessibilité, les stades disposent d'une particularité forte : celle d'héberger un club sportif professionnel en leur sein. Un club est un véritable marqueur du territoire avec une vocation sociale forte auprès de ses habitants. Ainsi, le stade ne peut pas être traité comme un équipement standard car il est indissociable du club de football résident, pour certains d'entre eux.

Les impacts d'un stade de football sur une ville sont multiples et différents selon la taille de celle-ci, la capacité du stade, la ferveur autour du club...

Afin d'étudier les impacts de la manière la plus exhaustive possible, l'analyse a été décomposée **en différentes thématiques allant de l'insertion urbaine, la prise en compte des enjeux environnementaux, la mixité et la cohésion sociale, le management de l'équipement ainsi que les retombées en matière d'économie et de rayonnement sur le territoire.**

Cette analyse a porté sur six stades :

- Brest : le **stade Francis le Blé** et le futur **Arkéa Park** ;
- Dunkerque : le **stade Marcel Tribut** ;
- Lens : le **stade Bollaert-Delelis** ;
- Métropole Européenne de Lille (MEL) : la **Decathlon Arena - stade Pierre Mauroy** ;
- Lorient : le **stade du Moustoir** (nom officiel mais peu utilisé : Yves Allainmat) ;
- Strasbourg : le **stade de la Meinau**.

Nom du stade	Capacité stade (Places assises)	Ouverture	EPCI	Nombre d'habitants EPCI (INSEE 2021)	Commune d'implantation du Stade	Nombre d'habitants commune (INSEE 2021)	Agence
Decathlon Arena - stade Pierre- Mauroy	50 187	2012	Métropole Européenne de Lille	1 187 907	Villeneuve d'Ascq	62 067	ADULM
Stade Bollaert- Delelis	38 223	1933	Communauté d'Agglomération Lens Liévin	242 587	Lens	32 618	AULA
Stade de la Meinau	26 109 (avant travaux d'agrandissement)	1906 (extension 1921, 1930, 1951, 1984)	Eurométropole de Strasbourg	514 651	Strasbourg	291 313	Adeus
Stade du Moustoir	16 787	1956 (extension 2010)	Lorient Agglomération	206 555	Lorient	57 846	AUDELOR
Stade Francis le Blé	15 220	1922 (extension 1982, 2010)	Brest Métropole	211 920	Brest	139 619	ADEUPa
Arkéa Park (PROJET)	15 000	2028	Brest Métropole	211 920	Guipavas	15 460	ADEUPa
Stade Marcel Tribut	4 933	1931 (extension 2018, 2022)	Communauté Urbaine de Dunkerque	192 554	Dunkerque	86 788	AGUR

Source : ADULM

Malgré la prégnance d'un stade dans la ville, il n'est pas aisé de trouver des données en libre accès sur son identité et ses particularités. Cela vient principalement des enjeux financiers pour les clubs et les différents acteurs impliqués dans la gestion de ces équipements (club, associations, ville, métropole, transporteur...). Nous avons pu consulter toutefois différentes données telles que les comptes de la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) de la ligue de football professionnel et les résultats financiers des clubs. Ont également été utilisées les données disponibles sur les sites des clubs et des sociétés de transport urbain notamment pour quantifier l'accessibilité aux stades. Enfin, l'étude « Géographie des supporters français¹ », qui met en lumière les zones d'influence nationales et les emprises régionales des clubs français, a permis d'analyser l'attractivité géographique des clubs, notamment lorsque qu'il n'était pas possible de rencontrer les personnes des clubs.

L'étude s'appuie aussi sur la documentation fournie par chaque agence d'urbanisme, des visites de sites et des entretiens avec les gestionnaires de stade et les villes (voir l'annexe). Ces entretiens ont été essentiels pour comprendre et comparer les responsabilités, enjeux et dispositifs propres à chaque territoire.

1. Géographie des supporters français - Les Cahiers du football || magazine de foot et d'eau fraîche

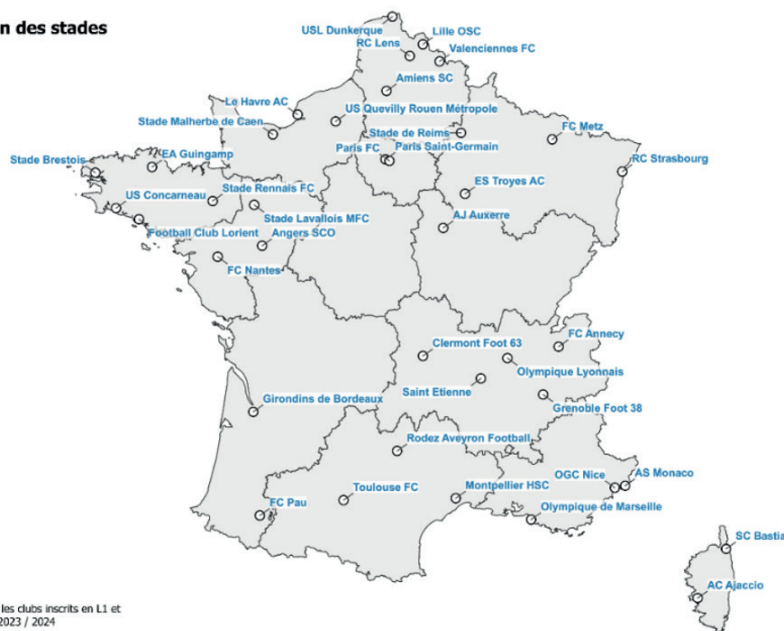
Une présence marquée dans toutes agglomérations

Avant d'apporter le regard proposé des agences sur les six stades, il est intéressant de les resituer dans un contexte national.

En 2023/2024, 38 stades accueillent une équipe de football de ligue 1 ou ligue 2 (37 villes sont concernées car il y a deux stades à Paris : l'un pour le Paris Saint-Germain et l'autre pour le Paris FC).

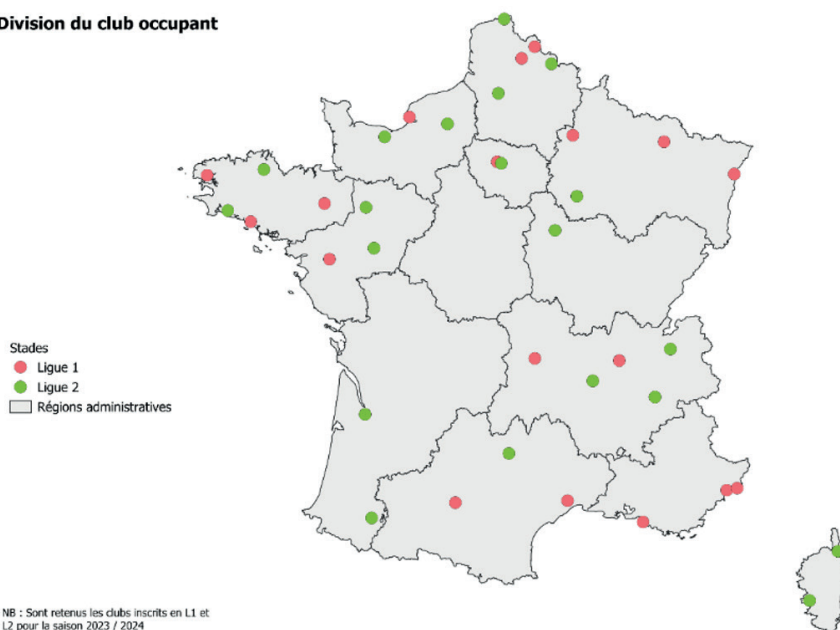
38 stades en ligue 1 et ligue 2 en 2023/2024

Localisation des stades



NB : en 2024/2025, on ne compte plus que 36 clubs en ligues 1 et 2. En effet, la ligue 2 ne compte désormais plus que 18 clubs comme la ligue 1. Quatre clubs ont quitté la liste : Concarneau, Valenciennes, Bordeaux et Rouen-Quevilly en descendant en Nationale (3^e division). Deux clubs l'ont rejointe en montant en ligue 2 : le Red Star (Saint-Ouen) et Martigues. Par ailleurs, six clubs ont changé de niveau : montée de ligue 2 à ligue 1 pour Auxerre, Angers et Saint-Étienne et trois descendant en ligue 2 : Clermont, Lorient et Metz.

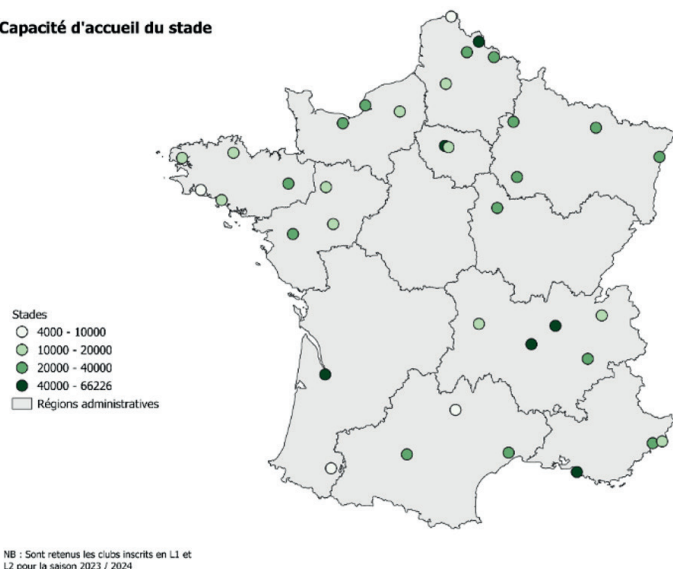
Division du club occupant



Les régions comptant le plus grand nombre de clubs en 2023/2024 sont les Hauts-de-France, la Bretagne et Auvergne-Rhône-Alpes (cinq clubs) puis la région Grand Est (quatre clubs). Ces quatre régions cumulées représentent la moitié des clubs de ligue 1/ligue 2.

22 stades d'au moins 20 000 places

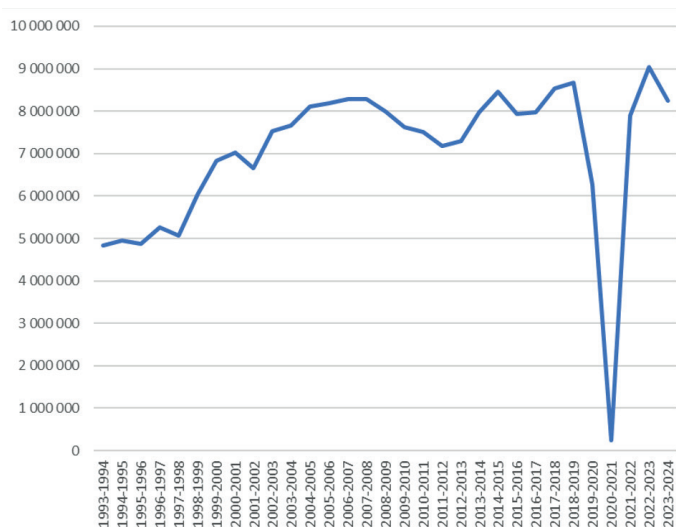
Capacité d'accueil du stade



Dans plus de la moitié des stades (22/38), on compte au moins 20 000 places. Les six plus grands (au moins 40 000 places) sont situés à Marseille, Lyon, Paris, Lille, Bordeaux et Saint-Étienne.

Une fréquentation en forte hausse (+ 71 % en 30 ans)

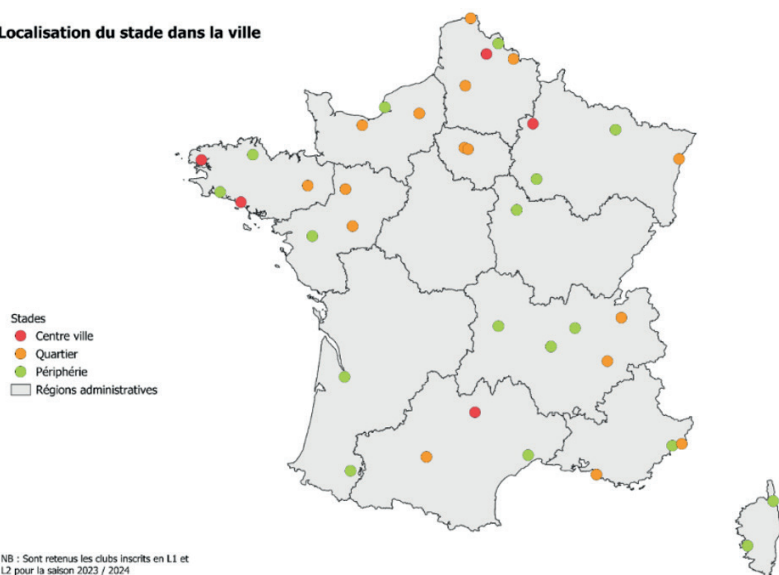
FRÉQUENTATION DES STADES DE LIGUE 1 DE 1993 À 2023 - Source : LFP et deux-zero.com



En France, le public attiré par les stades est de plus en plus nombreux (si on exclut l'année 2020/2021 marquée par le Covid). En 1993/1994 en ligue 1, on comptait environ 5 millions de spectateurs dans les stades sur l'ensemble de la saison (380 matchs). En 2023/2024 soit 30 ans plus tard, on en compte 3,2 millions de plus soit +71 %. Et ce malgré 74 matchs en moins (réduction du nombre d'équipes en ligue 1). Le nombre de spectateurs moyen par match est passé de 12 000 à 27 000 en 30 ans.

21 stades sont situés en centre-ville ou dans les quartiers

Localisation du stade dans la ville



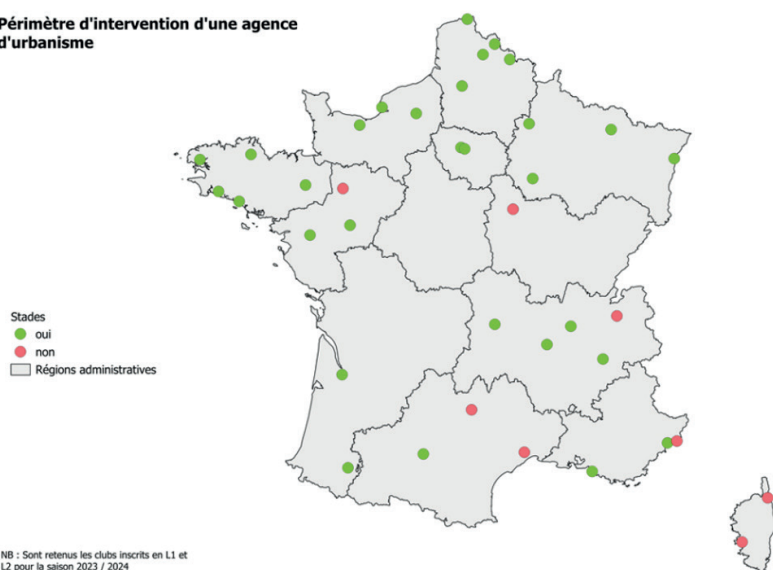
Plus de la moitié des stades (21/38) sont localisés en centralités dans le tissu urbain. Certes, seulement une minorité (cinq stades) est située en centre-ville. C'est le cas de Lorient, Lens, Brest, Reims et Rodez. Pour Lens et Reims, la capacité du stade dépasse 20 000 places. Mais 16 autres sont situés dans le tissu urbain au sein des quartiers ou en péricentre. C'est notamment le cas de deux des plus grands stades français : le Vélodrome à Marseille et le Parc des Princes à Paris.

Enfin, 17 stades sont localisés en périphérie soit 45 % des stades. Cette tendance s'est accélérée depuis les années 80. Pour ceux construits avant 1980, 32 % sont en périphérie contre 59 % de ceux construits après. C'est le cas notamment des stades de Nantes, Bordeaux, Lille ou Lyon.

Des projets de déplacement en périphérie sont évoqués ou en cours dans différentes villes : Rennes, Paris ou Brest.

35 stades sur 38 dans le périmètre des agences d'urbanisme

Périmètre d'intervention d'une agence d'urbanisme



La très grande majorité (80 %) des stades de ligue 1 et ligue 2 sont situés dans le périmètre d'une des 50 agences d'urbanisme. Seulement huit stades ne sont pas dans ce cas : Ajaccio, Bastia, Auxerre, Monaco, Montpellier, Laval, Rodez et Annecy. Dans le sens inverse, 60 % des agences d'urbanisme ont dans leur périmètre un stade de ligue 1 ou de ligue 2.

PARTIE 1 : AU CROISEMENT D'ENJEUX ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

Cette première partie porte sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux des stades. Elle repose sur cinq points principaux :

- la gouvernance et la gestion des stades ;
- l'occupation des stades et la présence d'usages complémentaires ;
- l'adaptation aux enjeux climatiques ;
- le rayonnement économique ;
- l'ancrage des clubs dans la communauté.

1. LA GOUVERNANCE ET GESTION DES STADES : UNE SINGULARITÉ FRANÇAISE, LE RÔLE MAJEUR DES COLLECTIVITÉS

En adéquation avec la forte tradition française de gestion publique des infrastructures sportives, la majorité des stades français appartient au secteur public. Ce n'est pas le cas dans les autres pays européens. Par ailleurs, les clubs français disposent généralement de moins de moyens financiers que leurs homologues anglais, allemands ou italiens. Ces derniers sont souvent des entités commerciales plus puissantes, capables d'attirer des investissements privés importants pour la construction et la gestion de leurs stades.

Au sein des six stades étudiés, la majorité est ainsi détenue par une ville ou un EPCI. Seuls deux stades font figures d'exception : la **Decathlon Arena - stade Pierre-Mauroy** de la MEL à Villeneuve d'Ascq et l'**Arkéa Park**, futur stade du Stade Brestois 29.

1.1. LA GESTION DES STADES PUBLICS

L'exploitation par un club de football d'un stade détenu par une entité publique peut se faire sous deux modalités : le bail emphytéotique administratif (BEA) et la convention d'occupation du domaine public (CODP). Le BEA est un contrat longue durée qui confère au preneur un droit réel immobilier, permettant d'effectuer des travaux et de valoriser le bien. Bien que toujours détenu par le public, l'emphytéote est responsable de la gestion, de la maintenance et de l'exploitation du bien pendant la durée du bail. A contrario, la CODP confère un droit d'usage au bénéficiaire mais pas de réel droit immobilier, sa durée est généralement inférieure au BEA et surtout, cela signifie un désengagement moindre de la collectivité dans la gestion du stade. Pour illustrer ce point, nous allons prendre le cas de la ville de Lorient qui accueille tous les ans le Festival interceltique de Lorient, en août, avec plusieurs concerts du festival au sein du **stade du Moustoir**. Afin de garder la main sur le stade et en confier la gestion au festival durant le mois d'août, la ville de Lorient a ainsi opté pour une convention d'occupation du domaine public.

À noter que le montant de la redevance que le club verse à la collectivité n'est pas lié au type de contrat. Dans le cadre des stades publics étudiés, le montant varie de 200 000 € par an à 3,5 M€ par an. Cette différence majeure réside surtout dans la capacité du stade à permettre au club résident de réaliser des recettes. Ainsi, si l'outil public qu'est le stade permet au club de générer de fortes rentrées d'argent, le montant de la redevance sera plus conséquent.

La conservation d'un stade en gestion publique entraîne une conséquence forte lors de création ou de rénovation d'un stade. En effet, la majorité du coût de ces travaux sera supportée par les collectivités. C'est par exemple le cas de la rénovation du **stade Marcel Tribut** qui coûta 25 M€ à la Communauté urbaine de Dunkerque. Mais c'est encore plus frappant en prenant le **stade de la Meinau** à Strasbourg, actuellement en pleine rénovation. Celle-ci coûte 160 M€, 9,1 M€ sont pris en charge par le Racing Club Strasbourg Alsace (RCSA) et les 150,9 M€ restants sont pris en charge par les collectivités territoriales. Dans le détail, 50 % du coût est supporté par l'Eurométropole de Strasbourg, soit un peu plus de 75 M€. La Région apporte une subvention de 25 % du montant, soit 37,5 M€. Enfin, la ville de Strasbourg et la Communauté européenne d'Alsace payent chacune 12,5 % du coût du projet, soit 18,75 M€ chacune. Ces coûts représentent uniquement la rénovation du stade, auxquels s'ajoutent les coûts des travaux d'amélioration aux abords du stade. Ceux-ci sont à la charge de la ville de Strasbourg pour un coût total de 10 M€. D'autres travaux concernant les espaces « hospitalités », dédiés au modèle d'affaires du RCSA, seront entièrement pris en charge par le RCSA pour une somme de 23 M€.

En somme, le coût final de ces aménagements s'élève à 193 M€ supportés à hauteur de 32 M€ par le Racing et 161 M€ par les collectivités territoriales. Ainsi, conserver un stade dans le domaine public représente un coût important pour les collectivités. C'est d'ailleurs la raison qui a amené la métropole de Brest à adopter un modèle hybride pour son nouveau stade.

1.2. LA RECHERCHE D'UNE MIXITÉ DE GESTION PUBLIC-PRIVÉ

La particularité du **Decathlon Arena - stade Pierre-Mauroy** de la MEL situé à Villeneuve d'Ascq réside dans son financement en partenariat public-privé (PPP). En 2006, et à la suite de l'annulation du projet d'extension du stade Grimonprez-Jooris de Lille, Lille Métropole Communauté urbaine de Lille (aujourd'hui la MEL) décide la construction d'une enceinte multifonctionnelle à Villeneuve-d'Ascq sur le site de la Borne-de-l'Espoir. C'est la proposition de la société Eiffage qui est retenue en 2008, avec un projet à 314 M€ lors de la signature. La MEL finance la construction de l'équipement avec un partenariat public privé : la conception et la construction du stade sont confiées à la société de projet Elisa, filiale privée d'Eiffage. La MEL paye une redevance annuelle et deviendra propriétaire du stade, à l'issue du contrat, en 2043, une fois les fonds remboursés. Le coût de construction du **stade Pierre-Mauroy** est estimé à 324 M€, dont 282 M€ pour le stade et les parkings et 42 M€ pour les équipements annexes (hôtellerie, commerce, restauration, services, etc.). La première pierre du stade Pierre-Mauroy est posée symboliquement le 27 septembre 2010 et les travaux sont achevés en 2012. Le match inaugural qui oppose l'équipe du LOSC à celle de l'AS Nancy-Lorraine a lieu le 17 août 2012.

En 2022, via un contrat de « naming » de 6 M€ sur cinq ans, le principal stade de la MEL est rebaptisé **Decathlon Arena - stade Pierre-Mauroy**. L'« appellation d'usage » reste le **stade Pierre-Mauroy** et le contrat prévoit « l'obligation » de maintien du nom de « Pierre Mauroy ». Lors de certains grands événements comme la Coupe du monde de rugby ou les Jeux olympiques, la marque nordiste Décathlon devra s'effacer et le stade sera uniquement appelé « Stade Pierre Mauroy ».

Ce modèle des PPP a permis une sortie de terre rapide de l'équipement sans pour autant en payer directement le coût de construction. Toutefois un remboursement des frais de construction sera effectué sans bénéfice des recettes de l'exploitation du stade. Ainsi, ce montage représente un coût de portage significatif pour la collectivité.

En ce qui concerne le mode de financement de **l'Arkéa Park**, le futur stade de Brest, il est assez innovant car il repose sur un modèle hybride. Concrètement, le stade sera propriété d'une société de projet, détenu à hauteur de 70 % par les propriétaires du Stade Brestois 29 (deux hommes d'affaires originaires du Finistère), 20 % seront détenus par trois sociétés d'économie mixte du territoire brestois et 10 % par la Banque des territoires et la Chambre de commerce et d'industrie. Le coût total des travaux est estimé à 106,5 M€. 20 M€ seront à la charge de la société de projet qui devra également emprunter à hauteur de 39 M€ qu'elle remboursera ensuite grâce à l'exploitation du futur stade. Le Stade Brestois 29 participe également via un droit d'entrée pour jouer dans le stade à hauteur de 15 M€. Un financement participatif sera également mis en place afin que les supporters puissent participer en achetant un arbre sur la forêt présente au sein du site du nouveau stade. L'objectif de ce financement participatif est de récolter 1,5 M€. Le reste du financement, soit environ 31 M€, sera pris en charge par les collectivités territoriales.

Ce financement original permettra à la métropole de Brest de devenir propriétaire au terme d'un délai de 60 ans, d'un équipement métropolitain compétitif tout en réduisant les coûts de construction sans avoir à assumer les risques financiers liés aux aléas sportifs. De plus, l'entretien du stade ne sera plus à sa charge. Ainsi, ce mode de financement semble réduire grandement le coût du stade pour la collectivité.

2. L'OCCUPATION DES STADES ET LA PRÉSENCE D'USAGES COMPLÉMENTAIRES

La question de mixité d'usage est récurrente lorsque l'on parle de stade de football. En effet, les stades de football qui hébergent des équipes professionnelles sont conçus pour accueillir des milliers de personnes. Ce qui représente une clientèle avec de belles opportunités commerciales. **Mais, que faire de cet équipement alors que des matchs s'y déroulent uniquement toutes les deux semaines et pour une durée de trois heures ?** C'est LA question qui se pose pour faire vivre un stade aussi bien économiquement que socialement hors des jours de matchs. En matière de mixité d'usage, l'idée qui émerge spontanément avec un tel équipement est l'adaptation du stade en salle d'événements comme pour les stades nord-américains. Cela apparaît cohérent étant donné la capacité du stade à accueillir et gérer les flux de milliers de spectateurs. Mais cela suppose d'y avoir pensé dès la construction et de permettre des modulations du stade en salle de concert par exemple. Il faut surtout avoir un bassin de vie conséquent pour être sûr d'atteindre un seuil de remplissage rentable. Un stade moyen d'équipe de ligue 1 a une capacité d'un peu plus de 30 000 places, il n'est alors pas aisé de trouver des spectacles capables d'attirer autant de monde de manière régulière au cours de l'année.



CONCERT AU STADE PIERRE MAUROY
Source : lavoixdunord.fr

C'est d'ailleurs ce qui a été fait pour la **Decathlon Arena - stade Pierre-Mauroy** de la MEL sortie de terre en 2012. Le stade est né de la volonté de créer un équipement hybride et multifonctionnel. L'enceinte sportive possède la particularité d'avoir cinq configurations possibles.

CONFIGURATIONS DECATHLON ARENA - STADE PIERRE MAUROY - Source : ADULM

Type d'événements	Nombre de places - jauge réduite / pleine jauge
Stade Football / Rugby	50 000 avec 76 loges, 5 233 sièges affaires / 7 300 VIP
Stade Concert	51 000 à 65 000
Arena Concert	10 000 à 25 000
Arena Sport	19 000 à 30 000
Autres configurations	10 000 à 50 000

Elle permet donc l'organisation des plus grands événements sportifs et culturels, mais elle a également été conçue pour accueillir séminaires et conventions. Sur près de 10 000 m², des espaces spécialement adaptés ont été conçus notamment un auditorium de 200 places et de nombreuses salles de réunions ou salons. Le stade Pierre Mauroy accueille plus de 150 manifestations de tout type par an (rencontres sportives, concerts, séminaires, salons, colloques, etc.). Il vient ainsi compléter l'offre des grands équipements sportifs et de spectacles de la métropole lilloise qui forme avec ses voisins belges transfrontaliers ainsi qu'avec les villes de l'ancien Bassin Minier (de Béthune à Valenciennes) une aire métropolitaine de plus de 3,5 M d'habitants.

Le stade a une programmation sportive et culturelle de premier ordre. Le LOSC, club de football professionnel évoluant en ligue 1, en est le club résident et dispute au sein du stade entre 20 et 25 matchs par saison. Les plus grands événements sportifs s'y succèdent également ; on peut notamment mentionner : la Coupe Davis en 2014, 2017 et 2018, l'arrivée d'étape du Tour de France en 2014, l'Euro Basket en 2015, l'UEFA Euro 2016 de football, les Championnats du monde masculin de handball en 2017, la Volleyball Nations League en 2018, les Championnats du monde de rugby en 2023, la finale de la coupe de France de football et les Jeux olympiques en 2024. La partie spectacle et concerts n'est pas en reste. Le stade s'inscrit désormais aussi à l'agenda d'artistes de renommée internationale ; 2025 verra notamment Bruce Springsteen, Ed Sheeran et Imagine Dragons, dans la configuration en stade entier soit entre 50 000 et 65 000 spectateurs à chaque fois. Le **stade Pierre Mauroy** est aujourd'hui la 2^e salle de spectacles de France quant à sa capacité. Il rayonne sur un territoire bien plus grand que la métropole de Lille.

Un autre exemple de mixité d'usage est le **stade du Moustoir** à Lorient. Nous avons évoqué l'accueil du Festival interceltique de Lorient qui constitue déjà en soi une mixité d'usage. Mais la municipalité a prévu d'aller encore plus loin dans cette démarche car le stade va subir des rénovations qui le doteront d'une salle polyvalente et d'un gymnase au sein d'une de ses tribunes. Aujourd'hui, les besoins d'accueil liés au festival contraignent la ville de Lorient à garder la main sur le stade pour bénéficier de la localisation stratégique du stade en plein centre-ville et également pour répondre aux besoins en salles. Ceux-ci se faisaient pressants à Lorient pour le festival comme pour le lycée situé à proximité du stade. Ces aménagements sont pertinents dans la mesure où le positionnement du stade est en cœur de ville et que le foncier nécessaire est disponible pour incorporer une salle polyvalente et un salle de sport au stade.

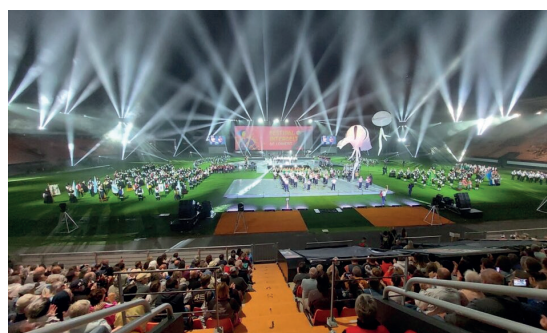
L'une des principales contraintes des stades en centre-ville est généralement la difficulté de construire des extensions compte tenu de l'indisponibilité de foncier. De ce point de vue, Lorient bénéficie d'une belle opportunité et le choix a été fait de favoriser une mixité d'usage public afin de répondre au cœur de la centralité aux besoins de la population.

S'agissant du **stade Bollaert-Delelis** à Lens, quelques complémentarités d'usages existent depuis de nombreuses années. Il s'agit notamment de maximiser l'occupation des espaces « salons VIP », avec l'accueil de salons interprofessionnels, colloques et séminaires ainsi que le Salon international des métiers d'art (SIMA) rassemblant chaque année près de 20 000 visiteurs et 200 exposants sur trois jours à la mi-novembre.

2.1. DES DIFFICULTÉS À SURMONTER

Le club de football résident au sein du stade est peut-être réticent à cette mixité des usages qui complexifie la tâche des acteurs du football professionnel et la gestion logistique.

Pour le cas lillois, le LOSC verse une redevance annuelle de 6,5 M€. Le club dispose du droit d'entrée dans le stade la veille de chaque match et doit le libérer le lendemain - cela implique de devoir emménager et déménager chaque jour de match et représente des coûts de déplacements et de logistique. Le



FIL AU MOUSTOIR - Source : actu.fr

« domaine de Luchin », domaine de 43 ha qui abrite le siège du LOSC depuis 2007 (le club de football professionnel de Lille, son centre d'entraînement et son centre de formation) n'est cependant situé qu'à 11 km du stade sur la commune de Camphin-en-Pévèle. Les usages multiples du stade peuvent causer quelques dysfonctionnements. L'état de la pelouse en est un, et c'est un point de discussion entre le LOSC, la MEL et Elisa la société d'exploitation du stade depuis son ouverture. Pour éviter les

désagréments, Elisa, la filiale d'Eiffage qui gère l'édifice, s'appuie depuis 2022 sur un système « Lay & Play », qui mêle gazon naturel et support synthétique. La pelouse a par exemple été changée après les Jeux olympiques, le stade étant passé en version Arena de juin jusqu'à la mi-août 2024 pour accueillir les matchs de basket et de handball. La nouvelle pelouse a été semée au domaine de Luchin. Dès la fin de Jeux, les rouleaux de pelouse de 750 kg chacun ont été acheminés au stade pour être posés par tranches de 10 m de long sur 1,20 m de large. L'opération a duré trois jours et a eu un coût compris entre 800 000 € et 1 M€.

Le cas du Festival interceltique de Lorient représente également quelques contraintes pour le Football Club de Lorient, l'obligeant chaque année à jouer sa première journée de championnat à l'extérieur. L'état de la pelouse après le festival a plusieurs fois été une réelle problématique pour le FCL (délocalisation de deux matchs en 2018, report d'un match et placage en 2022). Les équipes de la ville, du club et du festival collaborent afin de minimiser les risques de détérioration. La mixité d'usage au sein du stade est possible, mais demande une organisation collective et une coopération afin que tous les acteurs « puissent y trouver leur compte ».

Un autre type de mixité d'usage existant est l'implantation de commerces en pied de tribunes, allant d'une boutique de club à des buvettes, restaurants ou autres services tels que prévus à Lorient ou dans le futur **Arkéa Park** en périphérie de Brest. Les travaux de rénovation du **stade de la Meinau** vont encore plus loin dans ce sens avec l'implantation d'une fan zone devant la tribune Est du stade. Elle sera composée de buvettes, d'espaces de restauration, d'un musée et des services de billetterie, et ouvrira ses portes dès l'après-midi les soirs de matchs. Hors temps de match, l'espace sera ouvert sur le quartier et les publics pourront y circuler librement. La mise en place de commerces ou services en pied de tribunes permet de faire vivre le site du stade à d'autres moments que les matchs, encore faut-il que l'implantation du stade soit dans un lieu suffisamment attractif et intégré pour que les usagers s'y rendent hors jours de match.

L'implantation d'une zone à vocation commerciale supplémentaire au sein de la ville peut toutefois faire concurrence aux autres zones commerciales et aux commerces de quartier. Ce constat est particulièrement vrai pour les villes de taille moyenne où les commerces de centre-ville sont souvent fragilisés.

FANZONE DE LA MEINAU APRÈS RÉNOVATION - Source : cabinet d'architectes POPULOUS.



L'usage multifonctionnel des stades de hockey sur glace au Canada : un autre regard sur l'optimisation du foncier et de cohabitation avec des événements autres que sportifs

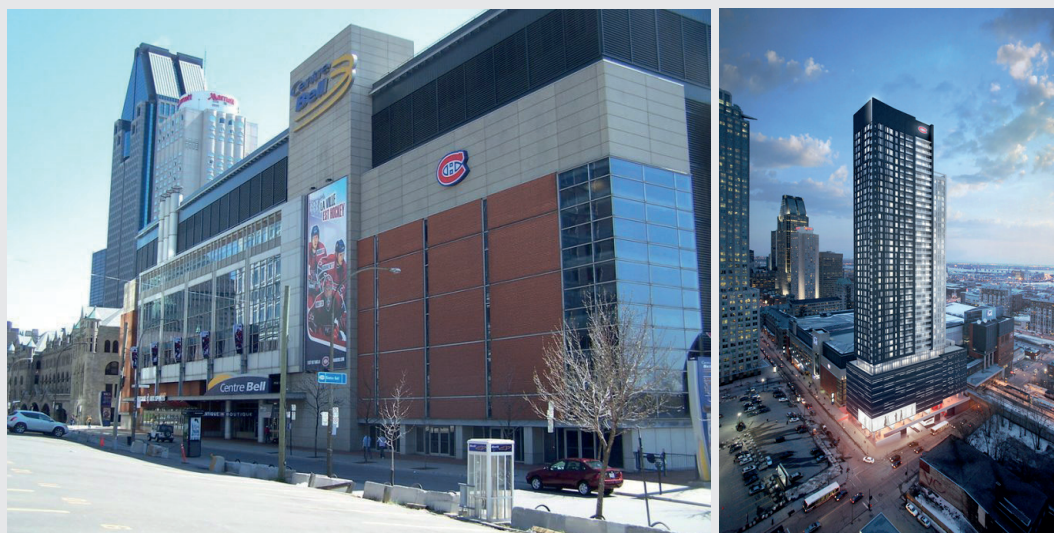
Une grande partie des stades (Aréna) des clubs de hockey nord-américains se sont transformés au fil des années de manière à optimiser leur foncier ou à trouver de nouveaux sites de développement immobilier pour accompagner leurs équipements. Il est courant de trouver, en centre-ville comme en périphérie, des complexes sportifs adossés à des projets immobiliers commerciaux et d'habitat.

À ce titre, le club de hockey des Canadiens de Montréal a suivi cette trajectoire pour déménager son siège mythique en 1996 sur un site à fort potentiel de développement au centre-ville de Montréal. Le centre Bell a coûté environ 230 M\$ payé par des investissements privés, soit 130 M\$ pour le bâtiment, 50 M\$ pour le terrain et 50 M\$ pour l'aménagement de la gare de train avoisinante.

En plus d'une patinoire de hockey d'une capacité de plus de 21 000 places, s'est ajouté un programme immobilier d'envergure et une palette d'activités complémentaires qui s'insère dans un calendrier annuel d'environ 45 matchs de hockey à domicile.

LE CENTRE BELL : COMPLEXE SPORTIF MULTIFONCTIONNEL À MONTRÉAL

Sources : Microsoft bing, Propos Montréal



En 2015, une tour de 48 étages a fait son apparition aux coins des rues De la Montagne et de l'Avenue des Canadiens-de-Montréal. L'immeuble, majoritairement d'appartements, a été financé par le club de hockey des Canadiens de Montréal, des groupes immobiliers Cadillac-Fairview, Canderel et le fond immobilier d'épargne FTQ.

Les événements au Centre Bell de Montréal sont gérés par le Groupe Evenko, une filiale du Groupe Canadiens de Montréal. Evenko organise et supervise une grande variété d'événements, allant des concerts aux spectacles sportifs, événements culturels et congrès. Evenko est le plus important promoteur, producteur et diffuseur indépendant au Canada.

Adeus

Un appel à manifestation d'intérêt pour la transformation multifonctionnelle du stade Tondreau à Mons en Belgique

Le projet du RAEC Mons et la volonté de la ville de Mons visent à donner un nouveau souffle au quartier du stade Tondreau. En janvier 2023, le collège communal lançait un appel à manifestation d'intérêt pour permettre la reconversion des tribunes 3 et 4. C'est la société familiale wallonne LIXON qui a remporté l'appel à manifestation d'intérêt parmi plusieurs offres qualitatives soumises au jury, dont certaines en provenance d'investisseurs wallons et d'autres venant de Flandres et d'ailleurs.

LE NOUVEAU STADE TONDREAU SE DÉVOILE : SPORT, LOGEMENTS, COMMERCE ET SALLE DES FÊTES SONT PRÉVUS - ©Lixon



Le pari était risqué mais s'est avéré payant : en recourant à l'appel à manifestation d'intérêt, la ville permet la «reconstruction» du stade sans faire peser le coût de l'investissement sur les épaules du contribuable montois mais bien sur le privé. En l'occurrence, ici, LIXON, pour qui le projet représente un budget de quelques 40 M€.

L'objectif sportif est aussi de franchir une étape supplémentaire avec de nouvelles installations pour l'école des jeunes du RAEC Mons. Très concrètement, le projet prévoit une mixité d'activités déjà présente ou non sur le site, et ce en poursuivant les objectifs suivants :

- une meilleure intégration architecturale de l'équipement sportif dans le quartier ;
- la reconstruction des tribunes couvertes, avec environ 2 000 places supplémentaires pour un total de 10 000 places, 200 « kots » étudiants et une vingtaine de logements en penthouse, des bureaux notamment dédiés à la médecine sportive mais également une salle des fêtes pour les étudiants de l'Université de Mons ;
- du parking supplémentaire ;
- le respect d'un objectif constructif bas carbone (PEB A +) pour les logements.

Pour la ville de Mons et la régie communale autonome (RCA), ce projet est extrêmement complexe sur le plan administratif. Le stade profitera bientôt non seulement aux sportifs, mais à tout un quartier, et notamment à la communauté étudiante. Il faudra compter plus de deux ans de travaux.

AULA

3. LA VOLONTÉ D'ADAPTATION AUX ENJEUX CLIMATIQUES

Tout comme le reste de la ville, les stades s'adaptent en partie aux enjeux climatiques. Les rénovations de ces dernières années ont vu l'ajout, de manière quasi systématique, de panneaux solaires, de systèmes de récupération des eaux de pluie ou encore la mise en place d'éclairages LED moins consommateurs en énergie. Seuls les stades les plus anciens ne sont pas dotés de ce genre de système ; c'est notamment le cas du **stade Francis le Blé** de Brest qui sera bientôt remplacé par l'**Arkéa Park**. Ce dernier tire d'ailleurs profit de son emplacement venteux afin d'ajouter des systèmes de productions d'énergie éoliens.

Le **stade Marcel Tribut** de Dunkerque fonctionne en autoconsommation énergétique grâce à une centrale photovoltaïque installée en toiture. Cette approche durable est renforcée par le raccordement au réseau de chaleur fatale de la ville.

Sur l'exemplarité environnementale, le **stade du Moustoir** apparaît comme un précurseur en la matière. Il y a 24 ans, la ville de Lorient a fait le choix d'une mutualisation du réseau de chaleur et d'électricité entre les quatre équipements municipaux sur site, à savoir, le stade, le centre aquatique, l'Hôtel de ville ainsi que le théâtre de Lorient. À l'époque, cela a permis de réduire par sept la consommation d'énergie du stade. Le stadium manager de la ville de Lorient a mentionné, lors d'un entretien, que lorsque la ligue de football professionnel lui avait demandé les chiffres de consommation énergétique du stade dans le cadre d'un audit annuel, l'évaluateur lui avait retourné les documents, pensant qu'il manquait un zéro au chiffre de consommation annuel !

SITE DU MOUSTOIR : LE CENTRE AQUATIQUE, LE THÉÂTRE AINSI QUE L'HÔTEL DE VILLE SONT À L'EST DU STADE - Source : aplusrpayssages.com



Concernant le **stade de la Meinau**, son projet de rénovation est non seulement un projet de quartier mais aussi un projet qui s'inscrit dans l'adaptation environnementale. Un réaménagement profond des abords et des conditions d'accès au stade a été engagé, ainsi qu'un accroissement du recours aux mobilités actives. Le projet vise ainsi enfin à renforcer l'intégration paysagère du site par :

- une désimperméabilisation des sols ;
- une continuité paysagère renforcée et la plantation d'environ 650 arbres ;
- la qualification des cheminements piétons et cyclistes,

Quant à la rénovation du stade, l'accent a été mis sur l'économie circulaire avec notamment l'utilisation d'anciens fuselages d'Airbus A340 comme brise soleil. 900 m² de panneaux photovoltaïques seront installés et l'eau de pluie sera captée et réutilisée pour alimenter les sanitaires et l'arrosage de la pelouse.



Source : Racing Club de Strasbourg, cabinet d'architectes POPULOUS.

Concernant la **Decathlon Arena - Stade Pierre Mauroy** de la MEL, dès sa construction en 2010, des mesures de réduction de son impact environnemental ont été prises :

- les sanitaires sont alimentés à 100 % par les eaux de pluies ;
- le stade est doté de panneaux photovoltaïques ;
- la gestion technique du bâtiment permet une optimisation des consommations en électricité, gaz et eau ;
- des mesures ont été prises pour la faune locale notamment en installant des nids pour une espèce de chauve-souris ;
- le stade est doté de locaux de tri avec table de tri et compacteur.

Tous les déchets alimentaires sont compostés afin d'être valorisés. En 2023, en collaboration avec l'entreprise Citeo, 135 poubelles de tri ont été installées aux abords et à l'intérieur du stade, et une signalétique pédagogique a été établie à l'égard du public. La gestion des déchets a permis 20 tonnes de déchets en moins et la revalorisation de plus de 15 % des déchets.

En 2019, la **Decathlon Arena - stade Pierre-Mauroy** a signé la charte écoresponsable des grands équipements sportifs et sites d'accueil. Les axes prioritaires des engagements de cette charte concernent l'alimentation, les achats responsables, le recyclage des déchets, la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie, la mobilité durable, la préservation de la biodiversité mais aussi l'accessibilité et la promotion de l'égalité femme/homme dans les postes à responsabilités. En 2020, le stade s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre sur les dix prochaines années (maîtrise des consommations, choix des fournisseurs d'énergie...). En 2023, un grand programme de réduction de l'énergie a été engagé. Les travaux se sont poursuivis, et, début 2025, les 8 000 points lumineux du stade auront été changés pour des leds, pour une baisse de consommation espérée de 20 %. En 2024, le stade devient partenaire engagé auprès de la MEL dans le label « destination innovante et durable » : un label de destination touristique écoresponsable, associant les professionnels du tourisme et du secteur culturel et événementiel. Le stade sélectionne l'ensemble de ses fournisseurs en portant une attention particulière à leurs engagements RSE.

Malgré les dispositifs d'adaptation importants mentionnés ci-dessus, il reste encore quelques défis à relever. Les stades sont à la source d'une production importante de déchets et tous ne sont pas recyclables et recyclés aujourd'hui. Les pelouses sont souvent chauffées afin de respecter les normes imposées par la ligue de football professionnel. Ceci est particulièrement vrai dans les régions de la partie nord de la France.

Ce sont donc davantage les pratiques liées à l'activité du stade qui restent génératrices de pollution plutôt que le bâti lui-même.

4. LE RAYONNEMENT ÉCONOMIQUE

Une entreprise de football professionnel génère une activité économique importante. Les clubs français ne dérogent pas à la règle et leurs stades sont des éléments importants de l'économie locale et nationale. Les stades sont des outils qui permettent aux clubs de générer des revenus. A contrario, un club professionnel est un marqueur fort pour un territoire et lui assure de la visibilité en marketing territorial et en retombées économiques. Nous avons déjà évoqué certains des coûts de construction des stades dans les chapitres précédents. Le fichier « base de données : capacité, remplissage et billetterie² » visualise l'ensemble des stades étudiés avec des compléments et des chiffres économiques.

Ces équipements sont créateurs d'emploi. Les clubs ont des salariés se décomposant en deux catégories avec le personnel sportif et non-sportif. Le personnel sportif concerne tout ce qui est autour de l'effectif professionnel donc les joueurs, le staff, le centre de formation...

Le personnel non-sportif gère les aspects commerciaux, juridiques, de recrutement, etc. Aujourd'hui, le Racing Club Strasbourg Alsace emploie environ 200 personnes, dont 50 salariés consacrés au non-sportif. À titre de comparaison, le FC Lorient compte 140 salariés. Le LOSC, club de Lille, qui est le plus grand club concerné par l'étude, emploie 100 personnes uniquement sur le non-sportif soit le double du RCSA. Ces chiffres nous donnent une idée du nombre de salariés travaillant quotidiennement pour un club de foot.



EFFECTIF PROFESSIONNEL RCSA 2023-24 -Source : rcstrasbourgal.sace.fr

Il y a également beaucoup d'emplois courts qui sont créés en jour de match, que ce soit pour la sécurité, la billetterie ou la restauration avec des contrats de quelques heures. Le nombre de personnes mobilisées pour la tenue d'un match varie énormément en fonction de la capacité du stade et de l'attrait généré par le match, mais également en fonction du positionnement du stade. Un stade en cœur de ville ayant beaucoup d'accès possibles demandera la mise en place d'un plus gros dispositif de sécurité qu'un stade en périphérie avec un seul accès identifié. Ainsi, l'USL Dunkerque n'emploie que quelques dizaines de personnes pour la tenue d'un match. Ce chiffre monte à 500 pour Lorient, 900 à Strasbourg (une fois les travaux de rénovation terminés), entre 1 500 et 2 000 pour le LOSC à la Decathlon Arena - stade Pierre Mauroy. Le stade nécessitant le plus de personnes lors de jour de match est « Francis le Blé » à Brest où près de 3 000 personnes sont mobilisées, dont la majorité sont des agents de sécurité. Ce chiffre élevé s'explique principalement par le positionnement du stade au cœur d'un quartier.

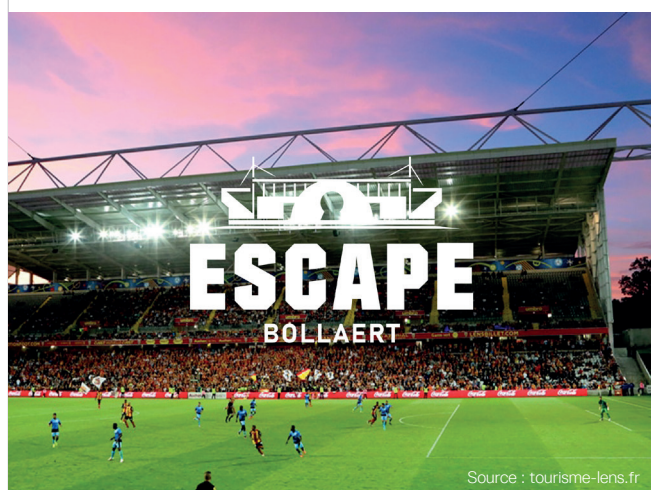
À chaque match du Stade Brestois 29, le bouclage d'un périmètre large autour du stade est nécessaire afin d'assurer la sécurité. Autre exemple, la rénovation du stade de la Meinau requiert la présence de 250 travailleurs par jour au plus fort du chantier, dont la majorité sont des emplois locaux. Une fois les travaux de rénovation terminés, le Racing Club de Strasbourg Alsace espère percevoir entre 35 et 40 M€ par an grâce aux nouveaux aménagements du stade (+6 000 places ainsi que la création de loges supplémentaires) contre 25 M€ par an avant rénovation.

2. Voir fichier Excel de l'Adeus en annexe



CHANTIER D'AGRANDISSEMENT DU STADE LA MEINAU À STRASBOURG EN NOVEMBRE 2024

Source : Adeus



Source : tourisme-lens.fr

La présence d'un club de football génère également de l'activité économique, que ce soit par la consommation en ville des supporters venus assister au match, les nuitées des supporters visiteurs ayant fait le déplacement, etc. Tout cela génère des flux entrants et sortants au sein du territoire. AudéLor, l'agence d'urbanisme de Lorient, a quantifié³ l'impact économique du FC Lorient sur le territoire lorientais. Ainsi, sur la saison 2016-2017, en faisant la différence entre flux entrants et sortants de la saison 2016-2017, l'agence a estimé un apport économique de 4,95 M€ sur une saison à l'agglomération lorientaise.

Les retombées économiques « primaires » viennent principalement des salaires des joueurs (même si on ne connaît pas exactement la part des salaires dépensée sur place). Elles sont équivalentes à celles du Festival interceltique.

Il y a également d'autres moyens pour valoriser la présence d'un club sur son territoire. Par exemple, la ville de Lens a fait le choix d'autoriser seulement les commerçants dont l'activité est basée à Lens à installer des comptoirs de restauration devant le **stade Bollaert-Delelis**. Le stade est aussi inclus dans les parcours proposés par l'office de tourisme de Lens. Il s'agit de moyens pertinents pour tirer profit de l'institution qu'est le RC Lens afin de valoriser son économie locale.

Par ailleurs, le Club 100 rassemble une communauté de passionnés de football issus du monde économique local et régional. C'est un réseau actif de partenaires engagés au-delà du simple divertissement sportif. Le Club 100 est un réseau exclusif de décideurs formant ainsi une communauté dynamique et influente de professionnels, unis par leur ferveur pour le sport et leur engagement envers le monde des affaires. Ce réseau est composé de dirigeants, entrepreneurs, cadres supérieurs et experts de divers secteurs d'activités qui croient en la puissance des liens forts et des relations personnelles pour stimuler la croissance professionnelle et permettant des connexions solides et durables.



Source : RCL

3. L'étude Audélor et du cabinet Gece

5. DES CLUBS INSÉRÉS DANS LA VIE LOCALE

5.1. DES DÉMARCHES RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) DES CLUBS

En lien avec les stades, les clubs de football disposent d'une popularité difficilement égalable au sein de leur territoire d'implantation. Les clubs de football sont de ce fait des acteurs sociaux de premier plan à mobiliser afin de toucher un public très large.

Aujourd'hui, la majorité des clubs s'investissent au sein de leur territoire. Tout d'abord, il est courant d'avoir une convention établie entre le club et la collectivité afin que le club participe à des actions sociales menées sur le territoire. Ces conventions peuvent aller de pair avec le contrat signé par le club pour occuper le stade municipal ou se faire en échange de l'achat de place VIP ou de visibilité sur le maillot du club ou les panneaux publicitaires du stade. Ensuite, la ligue de football professionnel (LFP) dispose également d'un dispositif d'incitation sociale sur les clubs au travers de la « Licence Club ». Cette « Licence Club » est une grille de critères à atteindre qui concerne autant la qualité de la pelouse, la bonne gestion du club, les infrastructures mais aussi la responsabilité sociétale et environnementale (RSE) des clubs de football. En cas de non-respect du seuil minimal de critères fixé par la LFP, un club ne percevra pas l'intégralité de ses droits télévisuels. Les droits télévisuels représentent des millions d'euros et une part prépondérante du budget des clubs. Les clubs ont donc tout intérêt à respecter ces critères sous peine de voir leur santé financière se détériorer drastiquement. L'inclusion de la démarche RSE au sein de la « Licence Club » est très récente et se renforcera dans les prochaines années. Elle constitue d'ores et déjà un levier fort afin d'inciter les clubs à s'investir au sein d'actions d'intérêt général. Enfin, beaucoup de dirigeants de club sont conscients de la place de celui-ci au sein du territoire et ont une réelle volonté de s'impliquer dans la vie sociale, environnementale et associative de leur ville.

Certains clubs choisissent un objectif principal en axant leurs actions sur une thématique. C'est par exemple le cas du LOSC qui au travers de son fond de dotation agit sur le thème de l'enfance. Le FC Lorient agit quant à lui sur le sport amateur au travers de « l'Armada », un dispositif qui soutient 226 clubs amateurs et mène des actions auprès des jeunes licenciés de ces clubs.

Le stade peut également être incorporé au sein de ces dispositifs. C'est le cas à Lens où le **stade Bollaert-Delelis** est utilisé dans l'action « Notre sang est or », référence au surnom des joueurs lensois « les sangs et or ». Cette action consiste à mener des campagnes de don du sang au stade Bollaert-Delelis, les donateurs pouvant ensuite visiter le stade gratuitement, ce qui constitue une belle incitation au don du sang.

Le Racing Club de Lens et le Louvre-Lens ont également établi une collaboration pour partager la passion du foot et de l'art. Mécène et partenaire historique et voisin emblématique du musée, le RC Lens participe à l'éveil au sport des plus jeunes supporters grâce à des entraînements ouverts à toutes et tous ainsi que du cécifoot. Des ateliers graff avec l'association des Red Tigers complètent ce programme durant chaque été, mais aussi le reste de l'année.

À Lorient, un partenariat est établi entre le FC Lorient et le grand Théâtre de Lorient situé à proximité immédiate du stade.

À Strasbourg, l'effectif professionnel peut également être mobilisé au travers de visites d'hôpitaux, de maisons d'arrêt ou à travers des interventions afin de sensibiliser au tri des déchets ou à la nutrition. Les clubs peuvent également faire le choix d'une grille de tarifs préférentiels pour permettre à certains publics de se rendre au stade à prix réduit. Il est courant de pratiquer des tarifs réduits pour les femmes, les seniors ou les étudiants afin qu'ils puissent se rendre au stade à bas coût.

5.2. LE PLUS SOUVENT, UNE BONNE ACCEPTABILITÉ DES NUISANCES PAR LE VOISINAGE

Les nuances générées par les activités du stade peuvent apparaître facilement identifiées à première vue mais la réalité est un peu plus complexe. Au sein des stades étudiés, le **stade Francis le Blé** à Brest semble être celui qui génère le plus de nuisances. En effet, le dispositif de sécurité mis en place est plus important qu'ailleurs et de nombreuses rues à proximité du stade sont bouclées totalement durant plusieurs heures à chaque match. L'absence de foncier disponible a pour conséquence que le Stade Brestois 29 mobilise le parking d'une copropriété adjacente pour gérer le stationnement des bus des supporters visiteurs.

Les travaux d'aménagement du **stade de la Meinau** ont également soulevé quelques inquiétudes de la part des riverains, notamment quant à la suppression d'une rue utilisée quotidiennement par les riverains afin de rentrer chez eux. Les services de la collectivité ont tenté de les rassurer avec le projet d'extension du parc de l'Extenwoerthfeld qui offrira un espace vert de qualité à proximité immédiate de ces habitations. La suppression de cette rue devrait aussi éliminer des flux de circulations devant les habitations. Des réunions entre riverains et services de proximité du quartier de la Meinau ont également lieu tous les six mois, lors du déroulement des travaux, afin de répondre aux interrogations de ceux-ci.

STADE LA MEINAU EN 1938 : MATCH DE STRASBOURG CONTRE SOCHAUX

Source : Archive de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg



Globalement, il y a une certaine tolérance vis-à-vis du **stade de la Meinau**. Il est en effet implanté depuis longtemps et fait partie intégrante de la vie du quartier même s'il attire des milliers de personnes. **Il s'agit d'un paramètre important dans l'acceptabilité des nuisances générées par les stades, à savoir, leur institutionnalisation au sein du territoire.**

C'est un fait majeur car que ce soit à Strasbourg, à Lens ou à Lorient, les perturbations clairement identifiées par la présence du stade ne soulèvent finalement pas d'inquiétudes ou alors de manière très marginale.

Pourtant, le centre-ville de Lorient est saturé lors des matchs du FC Lorient et le constat est encore plus évident à Lens où l'intégralité de la ville se retrouve en quelques heures assaillie de voitures. Il y a du stationnement sauvage allant du centre-ville jusqu'au **stade Bollaert-Delelis** et même les forces de l'ordre font preuve d'une extrême tolérance sur le stationnement à chaque match du RC Lens. Le directeur général des services de la ville de Lens confiait qu'il était de notoriété publique qu'il ne fallait pas se rendre à Lens quand il y a un match au stade, car il est impossible de trouver une place de stationnement. Cela illustre bien la notion d'acceptabilité des perturbations liées aux stades historiques. Ces équipements sont de réelles institutions et des marqueurs forts pour chaque territoire.

PARTIE 2 : UN LIEU SYMBOLIQUE ET VECTEUR D'IDENTITÉ LOCALE

Cette partie de l'analyse est consacrée aux facteurs d'intégration sociale et de l'importance de la charge immatérielle liée aux stades et aux équipes résidentes. Nous nous intéresserons ainsi à l'attachement qu'ont les supporters à leur stade et à leur équipe, puis, nous nous intéresserons à la fonction représentative et identitaire au sein des territoires. Enfin, nous étudierons les limites qu'ont les clubs et les stades de football en matière d'inclusion des différentes franges de la population.

Ludovic Lestrelin mentionne à la page 49 de son ouvrage « Sociologie des supporters »⁴ que « *dans de nombreuses villes, les stades de football sont devenus des lieux centraux autour desquels s'inventent des traditions. Une question classique des études urbaines est de comprendre comment un espace où se déploient des interactions et des rencontres acquiert le statut de lieu dans le sens où il fait l'objet d'appropriations et se dote d'une charge sentimentale voire identitaire marquée par les spécificités d'un groupe social* ».

1. L'ATTACHEMENT AUX LIEUX ET AUX HISTOIRES PERSONNELLES

Il existe pour les supporters un fort attachement à leur stade. Cela est logique : en ligue 1, un stade attire en moyenne plus de 25 000 supporters chaque match. C'est autant d'histoires personnelles pouvant se créer dans ce lieu où les supporters se rendent depuis de nombreuses années. C'est d'ailleurs pour cela que les changements de stade des clubs soulèvent généralement des levées de boucliers des supporters désireux de rester dans l'enceinte d'origine du club. Un abonné du Stade Brestois 29 interrogé confiait d'ailleurs ne pas être sûr de se réabonner pour suivre les matchs une fois que le club quittera Francis le Blé au profit de l'Arkéa Park. Ces préoccupations ne sont pas économiques ni liées à l'accessibilité mais simplement d'ordre affectif auprès d'un lieu fréquenté tous les mois depuis des années.



SUPPORTEURS DU SB29 À FRANCIS LE BLÉ

Source : sb29.bzh

Le directeur général adjoint du Racing Club Strasbourg Alsace confiait également que lorsque le RCSA était désireux d'obtenir un stade plus moderne, l'hypothèse de créer un nouveau stade a rapidement été écartée. Selon lui, « à Strasbourg, le foot c'est à la Meinau ».

L'attachement au lieu se comprend également pour les clubs de supporters les plus fanatiques des clubs. Il y a quelques années, les Merlus Ultras, club de supporters du FC Lorient, se plaignaient de l'aspect terne de la coursive de la tribune Sud du **Moustoir**. Ainsi, les Ultras ont décoré bénévolement les coursives avec des fresques murales (deux semaines en août avec des journées de 8h à 20h), le club et la ville ayant pris en charge l'achat de peinture. Cette action illustre parfaitement l'attachement des supporters à « leur » stade.

4. LESTRELIN Ludovic, Sociologie des supporters, Edition La découverte, collection Repères, octobre 2022, 128p.

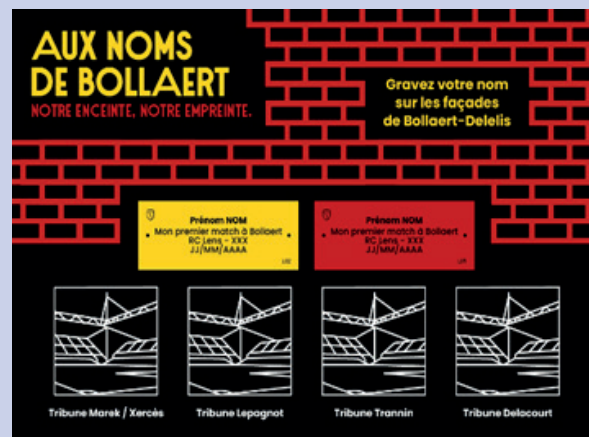


Source : Audelot

À l'occasion du 90^e anniversaire du **stade Bollaert-Delelis** en 2023, le club a lancé un projet authentique et populaire qui permet au « peuple Sang et Or » d'apposer son nom sur les façades de son antre mythique. Une présence physique pour incarner une passion pour les uns, un art de vivre pour les autres. C'est une thématique qui revenait de manière récurrente dans les consultations menées auprès des supporters Sang et Or, celle de matérialiser son appartenance au Racing. Après plusieurs mois d'étude et d'échanges, le club a profité de ce symbolique 90^e anniversaire de son enceinte pour dévoiler le dispositif « Aux noms de Bollaert » qui vise à recouvrir les grilles de son stade des noms de ceux qui font la puissance et la singularité du Racing. Le tout formant une immense vague Sang et Or.

SUR LA TRIBUNE DE SON CHOIX, AVEC UN MESSAGE ET UNE DATE PERSONNALISABLES

Concrètement, chaque personne physique (les personnes morales/entreprises sont exclues du dispositif) a la possibilité de commander une plaque sur la tribune à laquelle il est attaché (Lepagnot, Marek-Xercès, Delacourt, Trannin), dans la limite des quantités disponibles. Les plaques seront positionnées sur les grilles de telle manière que chacune pourra être lue, permettant, le temps d'un instant, de partager une immersion dans des souvenirs éminemment personnels.



POUR DIX ANS OU À VIE

Indifféremment « sang » ou « or » de manière à donner les couleurs du Racing à son stade, la plaque pourra être commandée pour dix ans (90 €) ou à vie (190,6 €), avec des facilités de paiement (quatre fois). Conçues dans un matériau ultra-résistant, les plaques seront classées dans l'ordre des commandes, derrière l'empreinte numéro 1 (Félix Bollaert) et celle numéro 2 (André Delelis). Fidèle à ses valeurs, la plaque numéro 12 ne sera pas disponible et fera l'objet d'un message du club adressé à son 12^e homme. Et puisqu'à Lens le collectif est une notion absolue, aucune autre plaque que celles de Messieurs Bollaert et Delelis ne sera offerte ou réservée, l'idée étant qu'un joueur/dirigeant d'hier ou d'aujourd'hui puisse se retrouver aux côtés d'un supporter, réunis par le seul dénominateur commun qu'est le Racing.

2. UN RAPPORT AFFECTIF AU LIEU ET AU CLUB

Au-delà de sa ville d'implantation, un club de football professionnel représente généralement tout un territoire s'identifiant à celui-ci. Le RC Lens est un bon exemple en la matière, son **stade Bollaert-Delelis** dispose d'une capacité de 38 000 places soit 6 000 de plus que le nombre d'habitants de la ville de Lens. Cela n'empêche pas le stade d'être à guichets fermés à l'intégralité des matchs du RC Lens. On dit souvent d'ailleurs que le RC Lens est le club du bassin minier et ces chiffres sur l'affluence au stade tendent à le confirmer. Le même phénomène peut être observé pour le Racing Club Strasbourg Alsace en étudiant la provenance des supporters. En effet, 12 % des spectateurs du RCSA proviennent de Strasbourg tandis que 71 % proviennent de l'extérieur de l'Eurométropole de Strasbourg⁵.

Il existe également différents types de supporterisme aux yeux des supporters des clubs de football. Le supporterisme par passion envers sa ville de cœur comportant une réelle attache sentimentale et un autre plus opportuniste envers les clubs à succès du moment.

Le président des Merlus Ultras, principal groupe de supporters du FC Lorient, se montrait assez critique envers ces supporters « opportunistes ». Il était d'ailleurs critique envers les jeunes supporters arborant des maillots du Paris Saint-Germain, le club français ayant le plus de succès sur la dernière décennie. Lui qui est animateur en centre de loisirs ne manque pas de faire une remarque aux jeunes supporters du PSG. Pour lui, c'est une chance qu'une ville comme Lorient dispose d'un club de football de haut-niveau comme le FC Lorient et il est naturel que les suiveurs de football de la ville soient fiers qu'un club de cette dimension soit installé à Lorient, ils n'ont pas à s'identifier au club de la capitale car celui-ci n'a rien à voir avec les lorientais. D'ailleurs, il se définit lui-même comme un amoureux de la ville de Lorient avant le club de football. Globalement, le football est l'objet d'un supporterisme très marqué territorialement avec de nombreuses rivalités entre clubs rivaux voire entre villes.

À ce titre, les Ultras de Lorient ont réalisé « Lorient en trois temps » : une recherche historique sur Lorient et réalisation d'expositions, d'un documentaire et de trois tifos XXL déployés lors de trois matchs par les ultras eux-mêmes.

Ce phénomène de territorialité est encore plus marqué chez les Ultras, les supporters les plus fanatiques des clubs. En effet, les Ultras se déplacent souvent pour suivre les matchs de leur club à l'extérieur, des déplacements qui peuvent être source de tensions entre les différents groupes d'Ultras. Le président des Merlus Ultras expliquait d'ailleurs qu'à l'occasion de la rencontre entre le FC Lorient et le Clermont Foot 63 de Clermont-Ferrand, le président des Ultras clermontois avait envoyé un message afin de demander l'autorisation au président des Merlus Ultras de pouvoir attendre le coup d'envoi du match dans le centre-ville de Lorient pour éviter toutes frictions. Ainsi, ces exemples montrent à quel point le rapport au football est territorialisé pour beaucoup de supporters de clubs.



AFFRONTEMENT ENTRE ULTRAS DU FC LORIENT ET DU STADE BRESTOIS 29 - Source : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/>

Les clubs de football sont également porteurs de l'histoire et des valeurs de leur territoire. Selon un supporter du Stade Brestois 29, « *La mentalité de l'équipe colle pas mal à celle de la ville, plutôt taiseuse, humble. Le mariage se fait bien.* » Ainsi, les habitants peuvent s'identifier plus aisément à leur équipe perpétuant ainsi l'engouement populaire généré par le football. Le cas de Lens est sans doute le plus évident. Le RC Lens représente encore aujourd'hui le passé minier de la ville. Le **stade Bollaert-Delelis** est construit sur une ancienne fosse de mine et le stade a été créé sous l'impulsion de l'ancien directeur de la Compagnie des Mines de Lens, Felix Bollaert, qui donnera ensuite son nom au stade.

5. Voir annexe : le document « données sur les supporters du Racing Club Strasbourg Alsace » p.48



CÉLÉBRATION DE LA SAINTE-BARBE AU STADE BOLLAERT-DELELIS - Source : facebook.com/mairiedelens

La ville de Lens est imprégnée des valeurs minières et ouvrières. Olivier Marlière, un fan inconditionnel du RC Lens, confiait que les habitants avaient connu tour à tour la guerre, les destructions, les fermetures des mines, les crises économiques. Il disait « *la résilience ici, ça ne s'appelle pas résilience mais ça a toujours existé* ». Aujourd'hui, au travers d'actions comme « Notre sang est or » ou lors des célébrations au stade lors de la Sainte-Barbe, la fête des mineurs, le club a le devoir de perpétuer cet héritage si particulier. Le **stade Bollaert-Delelis** est à guichets fermés pratiquement lors de tous les matchs. Certains habitants se privent de vacances afin d'acheter leur abonnement au RC Lens, ce qui crée un devoir du club envers ces supporters si assidus. Cet héritage si particulier fait que le rapport des lensois au RC Lens va au-delà d'un simple supporterisme. Le RC Lens est une institution pour les habitants qui voient dans le club un symbole de fierté et un représentant de ce passé identitaire minier.

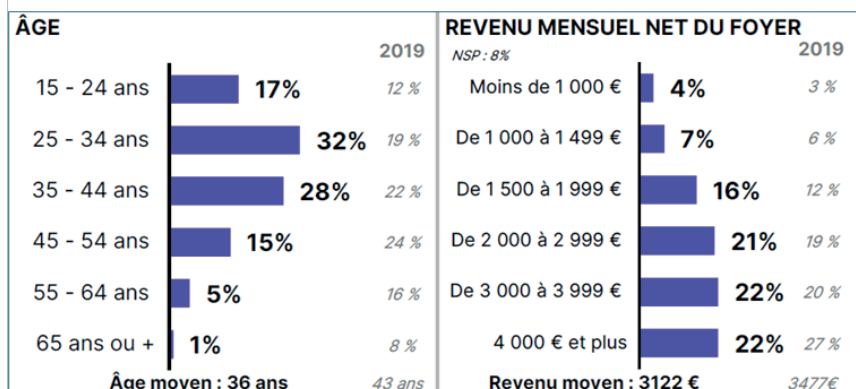
3. UNE POPULATION INÉGALEMENT REPRÉSENTÉE ?

Il est cependant important de nuancer cette fonction représentative des clubs de football, car le football ne représente pas toute la population d'un territoire.

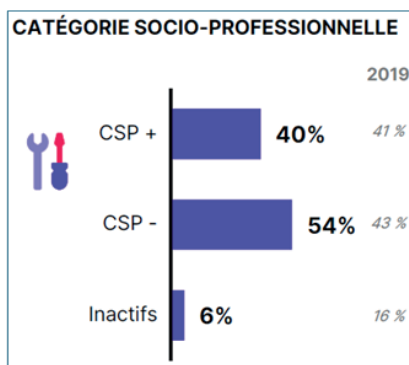
Il est, par exemple, intéressant de constater la **faible féminisation** des stades de football. Sur la saison 2022-2023, en ligue 1, seuls 17 % des spectateurs des matchs étaient des femmes. Cela conteste grandement la fonction représentative d'un club lorsque d'emblée la moitié de la population risque de ne pas pouvoir s'identifier à celui-ci. Malgré la constante hausse de taux sur les dernières années, il est clair que celui-ci reste nettement insuffisant afin de qualifier les stades d'inclusifs à l'ensemble de la population.

Les inactifs constituent une autre frange de la population qui tend à être exclue des stades de football. Le taux d'inactifs se rendant au stade tend à se réduire drastiquement sur les dernières années ; on observe au niveau national une baisse de six points de pourcentage du nombre d'inactifs se rendant au stade, passant de 19 à 13 %.

Le cas strasbourgeois est particulièrement intéressant à analyser d'un point de vue économique. Les graphiques ci-après nous donnent des indicateurs afin d'analyser le profil des supporters.



Le revenu mensuel net moyen du foyer d'un spectateur est de 3 122 €, ce qui est en nette baisse par rapport à la précédente étude (datant de 2019), où le revenu moyen était lui de 3 477 €/mois. Cette baisse du revenu moyen s'explique essentiellement par le rajeunissement du public strasbourgeois. En effet, en quatre ans, la moyenne d'âge est passée de 43 ans à 36 ans en 2023. Malgré la baisse du revenu moyen, celui-ci demeure bien supérieur à la moyenne française qui est de 2 600 €, ce qui va à contre-courant de l'image très populaire généralement associée au football. Cette tendance est confirmée par les données concernant l'ensemble des clubs de ligue 1 où le revenu moyen est lui de 3 314 €. Il est particulièrement intéressant de croiser ces données avec la part des inactifs⁶ se rendant au **stade de la Meinau** dans le graphique ci-contre. Si les critères d'appartenance aux CSP+ et CSP- ne sont pas explicités au sein de l'étude et ne se révèlent ainsi pas d'une grande utilité, la part des inactifs demeure très pertinente, car en net recul par rapport à la même étude menée en 2019. En effet, la part des inactifs se rendant au stade baisse de dix points de pourcentage, passant de 16 % à 6 % en quatre ans. Cette tendance se confirme à l'échelle nationale, où sur la même période la part d'inactifs est passée de 19 % à 13 %. Ce constat est sûrement à corrélérer avec le contexte économique global en France, mais cette évolution demeure frappante.



Assisterions-nous à une gentrification du football ? Il serait sans doute prématuré de le dire, mais cela vient encore une fois rompre avec l'image très populaire associée au football.

La dernière limite identifiée dans cette fonction inclusive des clubs est le **faible renouvellement des usagers se rendant au stade**. Toujours en s'appuyant sur les données transmises par le Racing Club Strasbourg Alsace, nous pouvons constater qu'un abonné du RCSA se rend en moyenne à 16,3 matchs par saison. Lorsque l'on sait qu'une saison de ligue 1 compte de 17 matchs à domicile, nous pouvons dire que les abonnés se rendent presque à l'intégralité des matchs du RCSA. Ce constat n'est pas partagé au sujet des non-abonnés, qui se rendent généralement à 5,9 matchs par saison. Cela en fait un public plus occasionnel, même s'ils se rendent à plus d'un tiers des matchs du RCSA. Afin d'analyser efficacement ces chiffres, il convient de préciser la part que représentent les abonnés dans la capacité totale du stade. Ainsi, lors de l'année écoulée et sur une capacité totale avoisinant les 26 000 spectateurs, 19 000 étaient abonnés au RCSA ce qui laisse environ 7 000 places lors de chaque match pour les spectateurs occasionnels. Cela illustre un renouvellement plutôt faible à chaque match des usagers du **stade de la Meinau**. Ainsi, cet équipement métropolitain est utilisé à 73 % par les usagers récurrents que sont les abonnés, laissant ainsi 27 % de places disponibles pour les autres habitants du territoire.

6. Parmi les actifs au sens INSEE, il y a les femmes au foyer. C'est peut-être un lien à vérifier avec la faible part des femmes spectatrices.

PARTIE 3 : UNE INTÉGRATION POLYMORPHE DANS LA VILLE

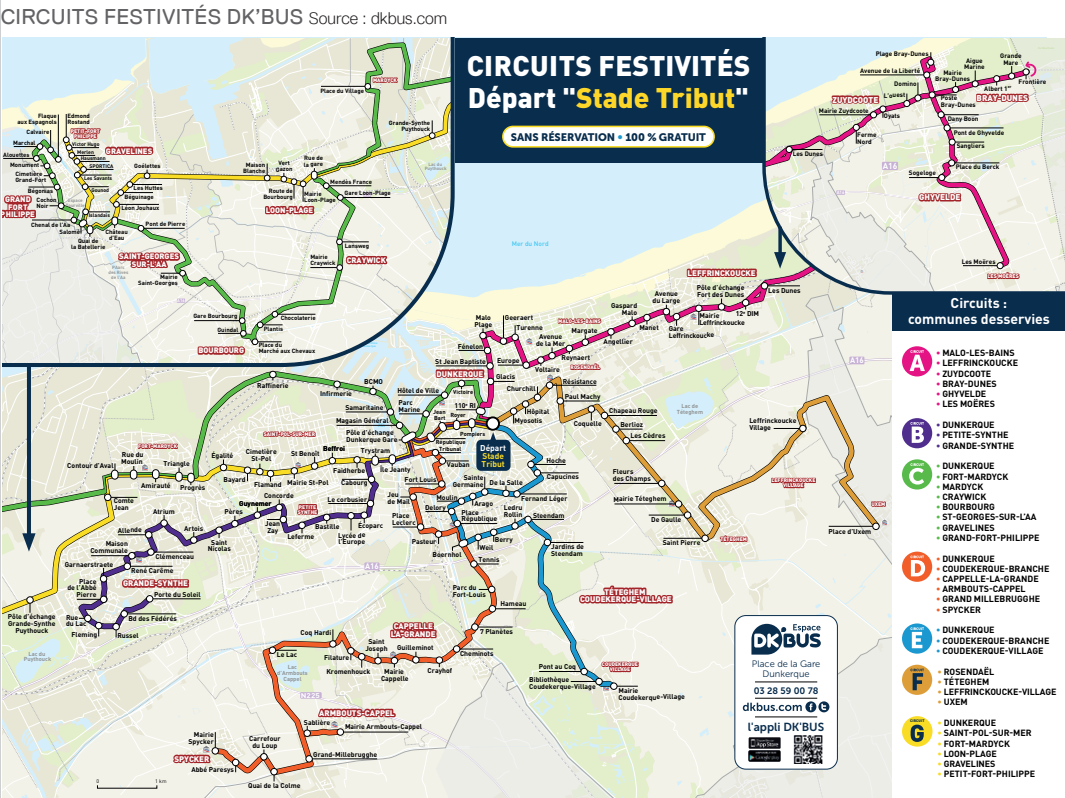
Les entretiens avec les acteurs locaux ont permis de comprendre les territoires, de visiter des stades aux caractéristiques bien distinctes et d'appréhender la ferveur du club dans chaque ville. Cette partie du rapport donne une première identification des facteurs qui permettent l'intégration d'un stade au sein de son territoire. Nous nous intéresserons aux questions d'accessibilité des stades, au positionnement de ceux-ci au sein de leur aire urbaine et aux aménagements autour des stades participant à leur insertion urbaine.

1. DES ALTERNATIVES AU TOUT VOITURE

Un volet essentiel de l'insertion d'un stade dans la ville concerne son accessibilité tous modes. Divers éléments permettent de mesurer cette accessibilité, telle qu'une bonne desserte par le réseau de transport en commun, la mise en place de parkings relais, la facilité d'accès et de stationnement pour les mobilités décarbonées.

Le **stade Marcel Tribut** de Dunkerque semble remplir beaucoup de ces critères. Tout d'abord, bien que les abords du stade ne soient pas dotés de beaucoup de places de stationnement dédiées aux activités du stade et compte tenu de la faible capacité de Marcel Tribut (4 933 places), l'offre de stationnement est liée au stationnement à deux ou trois rues autour du stade et à la présence du P+R Tribut de 250 places à proximité.

De plus, la communauté urbaine de Dunkerque dispose d'un réseau de transport en commun gratuit pour tous qui dessert très efficacement le stade.



Situé à cinq minutes en bus du centre-ville et notamment de la gare, qui est le cœur du réseau de bus dunkerquois, le stade est inséré dans le réseau. Ainsi, lors d'un jour de match, le réseau de bus est totalement capable d'absorber les flux de supporters se rendant au stade. DK'Bus, le transporteur de l'agglomération dunkerquoise, dispose également d'un réseau de transport en commun « évènement spécial » prévu lors des manifestations réunissant plus de 2 000 personnes. Ce second réseau est constitué d'un point de départ, à savoir le lieu de la manifestation, et de lignes de bus allant de A à G permettant de desservir l'ensemble de la communauté urbaine de Dunkerque. Ces mesures ont un pouvoir incitatif très fort afin de se rendre au stade en transport en commun mais ne sont pas suivies de mesures qui contraignent l'usage de la voiture. Enfin, l'autoroute A16/E40 accessible en cinq minutes de voiture (3 km) lui confère un rayonnement sur tout le littoral du Nord Pas de Calais. Enfin, le stade est aisément accessible à vélo via le réseau de pistes et bandes cyclables du dunkerquois et notamment par la Vélomaritime qui emprunte la berge du canal exutoire.

Le **stade de la Meinau** à Strasbourg dispose également d'un fort réseau de transport en commun. Situé à un emplacement assez stratégique, car à proximité immédiate de l'avenue de Colmar reliant Strasbourg à Illkirch-Graffenstaden, le stade est desservi par les lignes A, C et E. La station Krimmeri des lignes de tramway A et E est située à 550 m des portiques d'entrée. L'accès au stade peut aussi s'effectuer par la ligne C à l'arrêt Gravière – Stade de la Meinau situé à 700 m du côté Est.

De plus, lors des jours de match, la ligne B du réseau de tramway reliant Hœnheim et Lingolsheim est modifiée afin que son terminus ne se situe plus à Lingolsheim mais à l'arrêt « Gravière – Stade de la Meinau ».

Concrètement, ce sont les villes de Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Schiltigheim et les quartiers de Hautepierre, Cronembourg, Neuhoof, Esplanade, Robertsau et de la gare qui sont desservis par le tramway tous les jours de match, les déplacements étant en grande partie supportés par le fonctionnement quotidien. Les travaux d'aménagement autour du stade prévoient également le stockage de rame de tramway à proximité immédiate du stade et de l'avenue de Colmar, afin de favoriser le retour des supporters à la fin des matchs.



ACCESSIBILITÉ TRAMWAY DU STADE DE LA MEINAU
Source : rcstrasbourgsace.fr

MODES DE DÉPLACEMENT DES SUPPORTEURS - Source : Etude Spectateurs & Captifs Key facts – cabinet Nielsen

Avec votre voiture personnelle ou celle d'une personne avec qui vous allez voir le match	68 %
En transport en commun	23 %
En voiture jusqu'à un parc relais puis en navette jusqu'au stade	19 %
En covoiturage avec une tierce personne	16 %
À pied	8 %
En vélo	7 %
Avec votre deux-roues motorisé (moto, scooter...)	1 %

Ces dispositifs apparaissent efficaces. En effet, 23 % des usagers indiquent se rendre au stade en transports en commun. En prenant en compte l'aire d'attraction du stade, nous pouvons conclure que ces chiffres sont plutôt bons, notamment en les comparant à la part d'utilisateurs provenant de l'Eurométropole de Strasbourg, qui est de 29 %. Nous pouvons ainsi spéculer qu'au sein de ces 29 % d'utilisateurs provenant de l'Eurométropole, la plupart se rendent au stade en transport en commun.

Provenance des abonnés	Abonnés 23/24	Non-abonnés	Total
Strasbourg	10,80 %	15,70 %	12,12 %
Eurométropole (hors Strasbourg)	17,70 %	14,10 %	16,73 %
Bas-Rhin (hors Eurométropole et Strasbourg)	59,00 %	29,60 %	51,08 %
Haut-Rhin	7,20 %	14,70 %	9,22 %
Autre (France)	4,10 %	20,80 %	8,60 %
Autre (étranger dont principalement Allemagne)	1,20 %	5,10 %	2,25 %

Source : Etude Spectateurs & Captifs Key facts – cabinet Nielsen

Un autre point majeur à évoquer est la présence de la gare « Krimmeri – Stade de la Meinau » située à 500 m de l’entrée du stade. Des tentatives de billets groupés train/match ont été effectuées l’année dernière, sans grand succès. Ce dispositif est toutefois voué à se renforcer dans les années à venir afin d’offrir un accès direct au stade depuis Mulhouse ainsi que du Nord de l’Alsace.

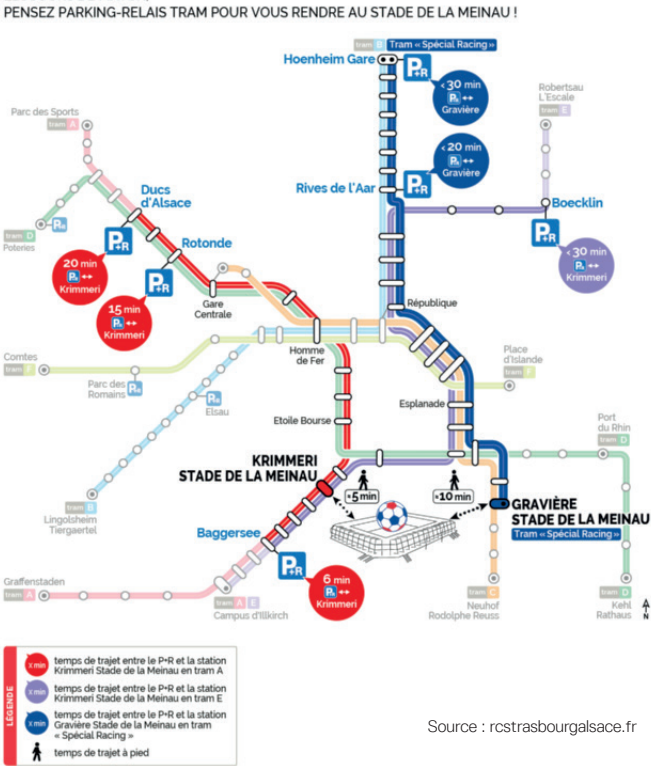
Le **stade de la Meinau** est également accessible via six parkings relais disséminés le long des lignes de tramway se rendant au stade en jour de match. Ceux-ci sont plutôt efficaces avec presque un usager sur cinq qui dit se servir de ces parkings relais pour se rendre au stade.

L’accessibilité du stade à vélo est performante, avec sa connexion immédiate à la Vélostras, qui en fait un lieu facile d’accès pour les cyclistes. Tous les accès au stade sont dotés de pistes cyclables. L’avenue de Colmar va être l’objet de travaux afin de lui conférer une piste cyclable à double sens renforçant davantage l’accessibilité à vélo du stade. Aujourd’hui, il est cependant complexe de trouver des arceaux pour vélo à proximité immédiate du stade. Cette situation évoluera bientôt avec les travaux de rénovation qui permettront l’ajout de 3 000 emplacements vélo supplémentaires.

Enfin, il reste encore à trouver une solution au stationnement sauvage dans les quartiers de le Meinau et du Sud du Neudorf en jour de match. Les travaux d’aménagement ne prévoient pas d’ajout de places de stationnement supplémentaires à proximité du stade. Il sera ainsi intéressant de constater si les incitations à venir à vélo, en transport en commun et en train auront un impact sur ce stationnement sauvage dans les années à venir.

La conjonction de ces atouts permet de développer une accessibilité plus vertueuse au stade de la Meinau, en privilégiant les modes de déplacements actifs, et de limiter la place de la voiture à ses abords.

Le **stade Francis le Blé** à Brest dispose également d’une bonne insertion au sein du réseau de transport en commun. Il est en effet accessible en tramway via l’arrêt Place de Strasbourg situé à 500 m du stade, mais également via l’arrêt de bus situé à 100 m du stade desservi par trois lignes. Il existe également un système de navettes gratuites se rendant au stade depuis l’Ouest et le Sud de Brest.



Cependant, malgré ces dispositifs, les abords du stade sont en proie à énormément de stationnement sauvage lors de matchs du Stade Brestois 29. Il ne devrait pas avoir d'évolutions de la desserte du stade dans les prochaines années, le Stade Brestois 29 ayant prévu de déménager au sein du futur Arkéa Park en 2028.

Le **stade du Moustoir** à Lorient est desservi par l'arrêt de bus « Sécurité sociale » situé à 500 m. Il n'existe pas de parking relais afin de se rendre au stade lors d'un match. Les travaux de rénovation prévoient l'ajout de 145 emplacements vélo. La particularité de Lorient est de pouvoir aussi se rendre au stade en bateau bus pour les supporters habitant rive gauche/autre rade. En effet, il existe à Lorient des lignes de bateau incluses dans le réseau de transports en commun de l'agglomération. Il suffit de traverser la rade de Lorient afin d'arriver en centre-ville à 1,4km du stade du Moustoir.

MODES DE DÉPLACEMENT DES SUPPORTEURS - Source : Etude Spectateurs & Captifs Key facts – cabinet Nielsen

Avec votre voiture personnelle ou celle d'une personne avec qui vous allez voir le match	80 %
À pied	16 %
En transport en commun	8 %
En covoiturage avec une tierce personne	8 %
En vélo	3 %
En voiture jusqu'à un parc relais puis en navette jusqu'au stade	1 %
Avec votre deux-roues motorisé (moto, scooter...)	1 %

L'utilisation des transports en commun est toutefois très limitée avec seulement 8 % des supporters se rendant au stade en bus ou en bateau. Une partie peut s'expliquer par la taille relativement réduite de Lorient, ce qui incite d'ailleurs 16 % des individus à favoriser la marche à pied pour se rendre au stade.

Le tableau ci-dessous nous montre que ce n'est pas la seule raison. En effet, 72 % des abonnés du FC Lorient proviennent de l'agglomération lorientaise. Cette faible part des supporters qui se rendent au stade en transport en commun s'explique peut-être par la faible efficacité du réseau de transport en bus et le peu de contrainte sur l'usage de la voiture en ville. En effet, les premiers parkings extérieurs payants viennent tout juste de faire leur apparition et l'ensemble des acteurs interrogé à Lorient est formel : les lorientais sont attachés à l'usage de leur voiture, y compris en ville. Les abords du stade sont toutefois en proie à énormément de stationnement sauvage lors des matchs.

Provenance des abonnés	Abonnés 23/24
Lorient	21,22 %
Lorient Agglomération	71,96 %
Morbihan	84,17 %
Finistère	13,55 %
Autre (France)	2,14 %
Autre (étranger dont principalement Allemagne)	1,20 %

Une mesure incitative pourrait être de renommer l'arrêt de bus « Sécurité sociale » en y ajoutant **stade du Moustoir** comme cela a été fait à Strasbourg. Lorient pourrait aussi trouver des solutions dans le modèle dunkerquois. En effet, les deux villes disposent d'un certain nombre de similarités. Ce sont toutes les deux des villes « moyennes », Lorient comptant 58 000 habitants contre 86 000 habitants à Dunkerque. Les deux villes disposent d'un stade en centre-ville mais la communauté urbaine de Dunkerque se démarque dans la mise en place, il y a maintenant six ans, de la gratuité de ses transports en commun, ce qui en a fait doubler la fréquentation depuis. Le réseau mis en place à Dunkerque semble également transposable à l'agglomération lorientaise. Sans contraindre brutalement l'usage de la voiture, le réseau de transport dunkerquois semble être une piste de réflexion pertinente afin d'inciter les lorientais à utiliser davantage les transports en commun. Cela pourrait permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre des voitures, mais également de résoudre la saturation du centre-ville par les voitures lors des jours de match.



ACCESSIBILITÉ TRAMWAY DU STADE DE LA MEINAU - Source : rcstrasbourgsalsace.fr

Le **stade Bollaert-Delelis** est situé à 300 m de divers arrêts de bus, avec six lignes de bus qui passent à proximité du stade. Il existe également un système de navettes les jours de match, partant de l'Arène de Liévin, à l'Est, et de l'aérodrome Lens-Bénifontaine, au Nord. En moyenne, ce sont 1 100 supporters qui sont transportés via ce dispositif à chaque match. Beaucoup de Lensois se rendent également au stade à pied grâce à sa proximité du centre-ville. Le RC Lens est un club d'une rare popularité qui rayonne sur l'intégralité du bassin minier et plus encore. Ainsi, l'afflux de voitures est massif lors de chaque match. Le stationnement sauvage est omniprésent dans une grande partie de la ville mais cela semble être accepté par les habitants. La vie lensoise est rythmée par les matchs au stade Bollaert depuis des décennies.

Les cas de la **Decathlon Arena - Stade Pierre Mauroy** de la MEL situé à Villeneuve d'Ascq et le futur **Arkéa Park** situé à Guipavas semblent être relativement similaires à des échelles différentes. Tous deux sont situés près d'une ligne de transports en commun, la ligne de métro pour **Pierre Mauroy** et le tramway pour l'**Arkéa Park**. Ils disposent également d'un certain nombre de places de parkings sur site : 4 000 pour **Pierre Mauroy** et 1 300 pour l'**Arkéa Park**, et d'autres encore liés à la présence d'une zone commerciale adjacente. Enfin, ils sont situés à proximité de voies rapides. Pour l'**Arkéa Park**, les RN12 et 165 relient Brest à Morlaix et Quimper, tandis que la **Decathlon Arena - Stade Pierre Mauroy** est adjacente à l'autoroute E17 reliée au réseau autoroutier de tout le Nord de la France. Ces équipements sont ainsi moins ouverts sur le réseau de transports en commun de leur agglomération que les autres exemples cités précédemment, mais sont plus accessibles pour un public provenant d'au-delà de la métropole lilloise ou brestoise. À noter, malgré cela, la présence de 1 000 emplacements vélos au **stade Pierre Mauroy**. Toutefois, nous ne connaissons pas le taux d'utilisation de ceux-ci.

La **Decathlon Arena - Stade Pierre Mauroy** peut également être desservie par la ligne 2 du métro depuis la station « Les Près », pourvue d'un parking relais, grâce à des navettes et bus gratuits qui sont en activité uniquement en cas d'événement au stade. Deux lignes régulières de bus desservent également le stade.

Il est à noter que l'accès à certaines rues et parkings de quelques quartiers de Villeneuve d'Ascq et de Lezennes est filtré les soirs d'événements au stade par un système de badge ou de macaron « Résident » afin de privilégier l'accès au domicile et le stationnement des riverains. Le dispositif est mis en place deux heures (trois heures pour certaines manifestations) avant l'événement et se termine peu après le début de celui-ci.

2. L'OUVERTURE SUR LA VILLE ET L'OFFRE DE SERVICES

Les aménagements aux abords du stade participent grandement à son insertion au sein de la ville. Un stade hermétique à son environnement proche ne sera pas intégré dans celui-ci, a contrario d'un stade ouvert sur son quartier et appropriable par ses habitants. Les **stades de la Meinau** à Strasbourg et **du Moustoir** à Lorient sont grandement similaires. Les travaux de rénovation entrepris se rejoignent sur un but : ouvrir l'équipement sur le quartier. Tous deux seront dotés d'un parc adjacent au stade et des services seront proposés aux habitants en dehors des jours de match. À Lorient, le parc sera doté d'un parcours de glisse pour répondre aux besoins exprimés des associations de skateurs d'avoir un lieu dédié à leurs activités en centre-ville. Le stade sera également doté d'une salle de sport et d'une salle polyvalente afin de répondre aux besoins d'équipements abrités en centre-ville.

FUTURS ABORDS DU STADE DU MOUSTOIR ET STADE ACTUEL - Sources : Vize et A+R Paysages et Nicolas Créach



À Strasbourg, la « fanzone » constitue un aménagement majeur. Cet espace pourra accueillir 5 000 personnes lors d'une dizaine de manifestations par an (cinq pour les activités du RCSA, cinq pour les collectivités qui financent le projet). Cette « fanzone » sera composée de buvettes, d'espaces de restauration, d'un musée et des services de billetterie. Elle ouvrira ses portes dès l'après-midi des soirs de matchs. Hors temps de match, l'espace sera ouvert sur le quartier et les publics pourront y circuler librement. De plus, la nouvelle tribune Sud verra un restaurant s'implanter en son sein.

Le **stade Bollaert-Delelis** est un cas atypique car bien qu'implanté dans une ville de 30 000 habitants, le stade dispose d'un rayonnement national. Mais en 2012, un autre équipement à la portée nationale est venu s'implanter à 350 m du stade : le Louvre-Lens. Dès les années 2005-2010, une grande réflexion a été entreprise sur l'aménagement des espaces publics autour du Louvre-Lens englobant les abords du stade ainsi que la transformation urbaine en connexion avec les centres-villes de Lens et de Liévin, et le quartier de la gare de Lens, dans un vaste projet urbain permettant la création de 40 000 à 50 000 m² de surfaces de plancher - SDP (ZAC centralité) à horizon 2028.

Ainsi, l'enjeu pour la ville de Lens a été de capitaliser sur ces équipements afin de les intégrer pleinement au tissu urbain. Dans le cadre de la ZAC Centralité, divers aménagements ont été effectués en ce sens comme la restructuration du parc Chochoy, créant un îlot de fraîcheur entre le centre-ville et le **stade Bollaert-Delelis** et facilitant les déambulations à pied depuis le centre-ville et la gare de Lens. Le parc remplit alors la fonction de passerelle entre les deux pôles lensois-liévinois. Le récent centre nautique Aqualens doté d'une piscine olympique a ouvert ses portes en 2023, et un cinéma d'art et d'essai sera également construit à proximité du stade et de la piscine. Cette logique d'implantation d'équipements sportifs et culturels répond également à la volonté d'embellir le quartier sans y ajouter de commerces pouvant concurrencer le centre-ville lensois. Les cheminements piétons ont également été travaillés aux abords du stade. L'allée Marc-Vivien Foé longe la tribune Nord du stade Bollaert et mène au Louvre-Lens et à l'îlot Parmentier, une cité minière en cours de réhabilitation. Ainsi, le quartier Bollaert est en pleine restructuration autour de ces deux équipements ; il dispose désormais de cheminements piétons très verts offrant un maillage cohérent entre les principaux équipements structurants de la ville de Lens et au cœur de l'agglomération.



PARC CHOCHOY À LENS - Source : Florian Brassart

Le **stade Pierre Mauroy** apparaît de prime abord plutôt fermé sur son environnement. Hormis la boutique du LOSC implantée au rez-de-chaussée du stade, il n'existe pas de lien entre le stade et ses abords. Implanté sur une dalle de béton, il apparaît être au cœur d'un nœud routier. Son interface à la ville se fait par son parvis et par sa façade principale, une façade multimédia qui notamment lors d'événements se transforme en écran géant. Il est pourtant en plein centre-ville et offre dans ses abords immédiats deux hôtels, une résidence-services, un centre sport et santé, des commerces de loisirs et de nombreux restaurants. La **Decathlon Arena - stade Pierre-Mauroy** se situe à Villeneuve d'Ascq dans le quartier « Hôtel de ville » qui doit son nom à l'hôtel de ville de Villeneuve-d'Ascq qui s'y trouve. Avec 63 000 habitants sur 2 750 hectares, Villeneuve d'Ascq a une morphologie urbaine particulière. Issue de la fusion en 1970 de trois communes : Flers-lez-Lille, Annappes et Ascq, elle a fait partie des neuf villes nouvelles décidées par le gouvernement en France (de 1970 à 1983 où, le travail étant achevé, elle perd son statut de ville nouvelle). Le quartier « Hôtel de ville », qui est le centre-ville, est paradoxalement situé au Sud-Ouest de Villeneuve d'Ascq. C'est un quartier habité et très fréquenté, notamment en raison de la présence des centres commerciaux V2 et Heron Parc, mais également du théâtre « La rose des vents », du « Forum départemental des sciences », d'un complexe de cinémas, d'autres équipements socio-culturels ainsi que de la proximité des sites universitaires. Le stade est d'ailleurs connecté au campus « Cité scientifique » de l'Université de Lille grâce à une passerelle piétonne qui surplombe le boulevard du Breucq. De nombreux projets urbains vont encore se développer aux abords du stade, incluant commerces, services, activités tertiaires, logements et hébergement hôtelier.

Le **stade Francis le Blé** à Brest est, lui aussi, assez fermé. Le stade ne dispose d'aucune ouverture sur l'extérieur. La forte densité du bâti contraint grandement le stade qui est encerclé par un lycée, une copropriété et deux rues. Symbole de cette contrainte foncière, les services « d'hospitalité », de séminaires que propose l'intégralité des clubs de ligue 1 ne sont pas à l'intérieur du stade, mais à 100 m à l'Ouest, le long de la rue de Quimper. Le stade est même obligé de déborder sur le lycée et la copropriété en jour de match afin d'accueillir en leurs seins les installations dédiées à la presse, le centre de premier secours ainsi que les bus des supporters visiteurs. Le stade ne disposant pas du foncier nécessaire pour remplir les fonctions dédiées au football professionnel, il est alors difficile de bénéficier d'aménagements lui permettant de s'ouvrir sur le quartier. Le stade sera bientôt détruit une fois l'**Arkéa Park** achevé et, pour l'heure, le scénario le plus probable est que des logements et d'autres usages viennent s'implanter sur le site une fois la démolition du stade achevée.

Contrairement à son prédécesseur, l'**Arkéa Park** devrait être ouvert sur son environnement proche. Le site prévoit l'accueil d'autres activités telles que des « escape games », des jeux de tyroliennes ainsi qu'une boutique du club. L'emprise au sol du stade est plutôt réduite par rapport à l'ensemble du site de l'ordre de 20 %. Le site est également censé accueillir une forêt. Le stade sera au sein d'un complexe plus large qu'est la zone d'activité du Frouven qui comporte de grandes enseignes telles qu'Arkéa ou Leroy Merlin, avec de larges emplacements de stationnement. Nous pouvons imaginer que si le site conserve cette dimension verte et aérée telle que proposée dans le projet actuel, l'**Arkéa Park** pourrait jouer un rôle de poumon vert au sein d'une zone très minérale. Cette hypothèse est néanmoins souhaitable, voire requise, étant donné les protestations fortes que peut susciter l'artificialisation de ce terrain de 18 hectares.

Enfin, le **stade Marcel Tribut** est implanté au sein d'un site à vocation sportive. Le **stade Marcel Tribut** est adjacent au Stade de Flandres, antre du Dunkerque Handball Grand Littoral, club de première division de handball français. Il accueille également le BCM Gravelines-Dunkerque, club de première division de basket français, depuis l'incendie ayant détruit leur salle située à Gravelines le 25 décembre 2023. En plus d'accueillir deux clubs de première division française, le stade de Flandres accueille de nombreuses activités sportives à destination des dunkerquois de tous âges. Le site est également doté de courts de tennis, d'un terrain de football synthétique ainsi que de la direction des sports de la communauté urbaine de Dunkerque.

Ainsi, malgré l'absence de porosité entre le stade et l'extérieur, le stade joue un rôle unificateur dans le quartier, redonnant une cohérence à un ensemble d'architectures hétéroclites ; la vocation d'événements sportifs et culturels en fait un pôle d'attraction important pour les dunkerquois.



STADE MARCEL TRIBUT - Source : prepare.paris2024.org

3. LE POSITIONNEMENT DES STADES DANS LA VILLE

Le positionnement du stade au sein de son agglomération est un facteur d'insertion important. Une localisation en centre-ville sous-tend une meilleure cohésion du stade et de ses activités avec la ville.

Le **stade du Moustoir** à Lorient est le seul situé en cœur de ville dans le quartier éponyme, le Moustoir, ce qui le rend facilement accessible pour les résidents et les visiteurs. Le quartier du Moustoir est principalement résidentiel avec des immeubles de logements et des commerces de proximité. Les bâtiments sont souvent de taille moyenne, avec des façades plutôt banales en pierre ou en brique, typiques de l'architecture bretonne. Le paysage bâti et végétal n'est pas très homogène et peu d'ouvertures sont dirigées vers le stade. On retrouve à moins de 500 m au Sud-Est du stade, le parc Jules-Ferry qui offre des zones de pique-nique, des jeux pour enfants, et accueille divers événements comme la fête foraine et le Festival interceltique en complément du stade.



Source : Microsoft Bing

Le stade bénéficie de la présence de foncier disponible à proximité, même si celui-ci est localisé au centre. Cela permet à la ville de mettre en place plus facilement des travaux de rénovation du stade et d'aménagements extérieurs des abords. La proximité de trois autres équipements municipaux a permis de mutualiser la chaufferie afin de réduire de manière importante les coûts énergétiques. Le potentiel de son positionnement dans la ville pourrait être mieux valorisé avec un réseau de transport en commun plus performant.

Le **stade Marcel Tribut** de Dunkerque est situé dans le quartier de la Rosendaël à moins d'un kilomètre du centre et reste accessible à pied. Il est également situé à 1,5 km de la gare, cœur du réseau de transport en commun et desservi par un réseau dense de pistes et bandes cyclables, à proximité immédiate de la Vélomaritime.

La rénovation/extension récente du stade a introduit une enveloppe en bois, conférant à l'équipement un statut particulier dans la ville. Cette vêtue en bois massif permet au stade de s'intégrer harmonieusement dans le tissu urbain tout en marquant l'entrée de la ville. Les soirs de match, l'éclairage du stade anime les alentours, créant une ambiance vivante et accueillante. Un nouveau parvis a été créé en continuité avec l'accès au stade. Cet espace public ouvert est conçu pour accueillir les spectateurs et les habitants, offrant un lieu de rencontre et de convivialité.

Le **stade Marcel Tribut** est partie prenante d'un îlot de forme triangulaire entièrement dévolu aux infrastructures et superstructures sportives et événementielles (à l'exception d'un immeuble d'habitation). Situé sur la berge Est du canal exutoire (émissaire majeur de rejet des eaux à la mer) entre les ponts Emmery et de Rosendaël, il fait face au centre-ville de Dunkerque établi entre ce canal et le bassin du commerce (port historique). Le projet de restructuration/extension a permis d'engendrer une façade urbaine à la forte identité architecturale sur la pointe du triangle tournée vers le centre-ville (avenue du Stade, boulevard Sainte Barbe prolongé par l'avenue de Rosendaël). Une fresque en partie basse du bâti, rappelle l'histoire du club.



Source : Microsoft Bing

Le stade occupe une position centrale dans l'agglomération dunkerquoise, à l'articulation du centre-ville de Dunkerque, du quartier balnéaire de Malo-les-Bains et du quartier résidentiel de Rosendaël.

La plage de Malo-les-Bains se trouve à moins de 2 km, directement accessible à pied et à vélo depuis la berge du canal exutoire, en cours de réaménagement dans le cadre du projet d'écoquartier des Glacis.

Le **stade Francis le Blé** de Brest est situé dans le quartier de Saint-Marc, à l'Est du centre-ville de Brest, dans un environnement urbain dense et composite avec une variété de logements allant des maisons individuelles aux immeubles de logement social. Il bénéficie d'un emplacement plutôt stratégique, à 2 km du centre-ville, sans discontinuité avec le tissu urbain. Cependant, le stade est très à l'étroit dans son espace serti par des immeubles de logements. L'exiguïté du site est telle que le stade est replié dans son écrin et peut difficilement être ouvert sur le quartier.



ABORDS DU STADE FRANCIS LE BLÉ - Source : ostaticum.com

Les principaux parcs et espaces verts de proximité sont les jardins du Brajen et Yves Jaouen et on retrouve à environ un kilomètre du stade, l'espace naturel et sauvage du Vallon du Stang Alar et le jardin du conservatoire botanique national.

Bien qu'apprécié par les supporters pour sa situation en ville, le stade ne permet plus de répondre aux besoins de son club résident. L'enceinte est jugée vétuste voire dangereuse par la ligue de football professionnel qui accorde malgré tout une dérogation au « Stade Brestois 29 » afin qu'il puisse y jouer, mais ces dérogations sont accordées car le club s'est engagé à disposer d'un nouveau stade dans les années à venir. En effet, le **stade Francis le Blé** bénéficie d'un positionnement pertinent pour la pratique d'un football populaire, mais les exigences du football professionnel moderne l'ont rattrapé et auront finalement raison de lui avec l'avènement de l'**Arkéa Park**. Le fait que l'UEFA n'a pas permis que le club joue la ligue des champions 2024/2025 dans son stade est également une belle illustration de la problématique.

Le **stade Bollaert-Delelis** situé à 500 m du centre-ville et de la gare de Lens est aisément accessible à pied. Il jouit d'un emplacement tout à fait stratégique pour la ville de Lens et l'agglomération de Lens-Liévin, entre le cœur de ville et le Louvre Lens. Le stade est situé dans un environnement urbain dense et diversifié, reflétant l'histoire industrielle et la modernisation de Lens avec ce grand projet urbain aujourd'hui, Lens centralité.



Source : Microsoft Bing

LES GRANDS OBJECTIFS DE « LENS CENTRALITE » et LIENS « PARC CENTRALITE » / Chaîne des Parcs

**RENFORCER LES
FONCTIONS
MÉTROPOLITAINES –
LES ÉQUIPEMENTS
STRUCTURANTS**

**ÉTENDRE LE CENTRE-
VILLE ET SON
ANIMATION**

**CRÉER UNE POLARITÉ
TERTIAIRE SUR LE
QUARTIER DES GARES**

**DEVELOPPER
UNE OFFRE
RÉSIDENTIELLE
ATTRACTIVE**

**DEVELOPPER
LA NATURE EN V
ET LA BIODIVER
URBAINE**



Source : AULA

Ainsi, Lens a décroché en 2013 le Grand prix national des villes grâce à ce projet d'aménagement d'espaces publics ambitieux conçu par Michel Desvignes, paysagiste, et Christian de Portzamparc, architecte urbaniste.

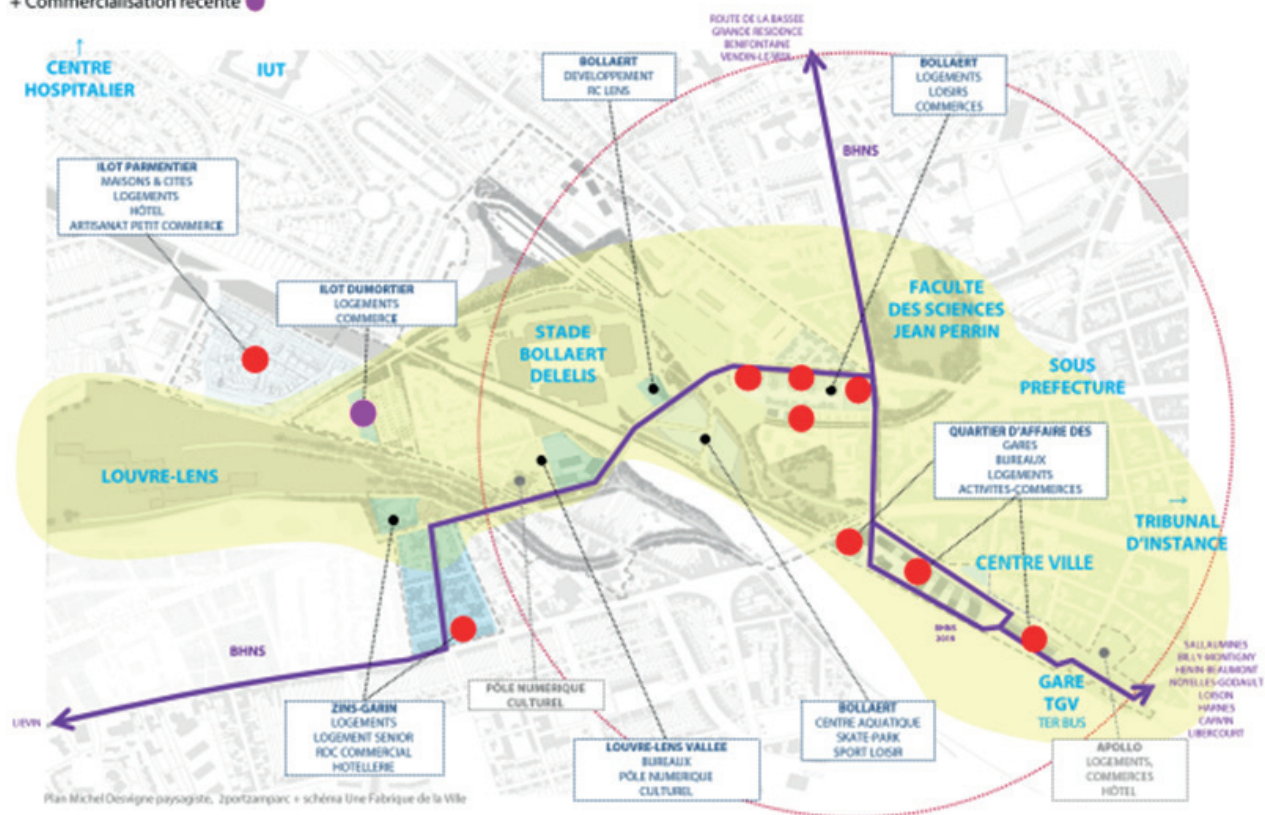
L'objectif du programme était d'assurer l'insertion urbaine du Louvre-Lens et de tirer profit de la dynamique engagée pour favoriser le réaménagement du centre-ville sur le parcours du musée à la gare TGV. Ainsi, le projet « Lens Centralité », opération d'aménagement et de développement urbain d'échelle d'agglomération, a été lancé sur une partie des parkings du stade Bollaert-Delelis en favorisant les déplacements en transports en commun (avec la mise en service du BHNS) et les modes doux, puis avec la création plus récemment de services et équipements majeurs dont le centre nautique Aqualens, un cinéma, des logements et activités tertiaires.

Par leur conception, ces vastes espaces plantés participent du projet paysager d'ensemble inscrit dans un projet plus vaste d'agglomération : « La Chaîne des parcs » (création et connexion de 11 parcs), avec 4 km de voies dédiées à la promenade offertes au public dans le Parc Centralité, intégrant le parc du Musée du Louvre-Lens, permettant l'accès au musée et au stade aujourd'hui, depuis Lens et depuis Liévin, par des modes de déplacement doux. Plus de 6 000 arbres ont été plantés le long des voies d'accès au musée et sur les parkings. Les « cavaliers », anciennes voies ferrées transportant le charbon extrait des fosses, ont été mis en valeur, et leur continuité rétablie par la création de deux passerelles contemporaines dessinées par Christian de Portzamparc. Les espaces publics réaménagés ont été enrichis par la création des « cordons boisés » conçus par Michel Desvignes. Ajoutés à la réalisation de « cordons boisés » et d'un mobilier urbain conçu pour le projet, tous ces éléments créent une trame urbaine et paysagère sobre et innovante en cœur d'agglomération et de ville.

ZAC CENTRALITÉ

Le programme général et ses vocations

- + Les chantiers en cours ou sur le point de démarrer ●
- + Commercialisation récente ●



LOUVRE-LENS - Source : lelouvre.fr

Ainsi, l'implantation du Louvre-Lens dans le secteur du stade donne de nouvelles opportunités d'évolution et permet avec le stade de compléter l'histoire de la ville en patrimoine immatériel. Inauguré en décembre 2012, le musée est un exemple remarquable de reconversion urbaine d'un ancien site minier et d'intégration dans le tissu urbain. Cette reconversion symbolise la transition de la région d'un passé industriel à un avenir culturel et touristique.

De fait, le quartier Bollaert est aujourd'hui en pleine restructuration comme pôle événementiel avec le stade en son cœur. Il est bordé par la voie ferrée au Sud, contrainte lors des travaux de rénovation du stade pour le Championnat d'Europe des Nations de 2016, mais sa proximité immédiate avec la voie ferrée lui confère une certaine aura comme entrée de ville lorsque l'on arrive par le train à Lens. La contrainte de l'emprise ferroviaire ouvre le champ visuel vers le stade et lui donne du recul. De plus, le site du stade n'est pas ceinturé de bâti, ce qui renforce l'aspect architectural et symbolique du stade déjà omniprésent dans le discours des lensois. L'allée Marc-Vivien Foé longeant le Nord du stade et le parc Chochoy à 400 m à l'Est de celui-ci offrent une nouvelle expérience d'espaces verts de qualité aux abords du stade, ce qui est un plus lorsque l'on voit la position centrale qu'occupe le stade dans la ville de Lens. L'environnement immédiat du stade est aussi en pleine mutation avec des projets d'aménagement incluant la création de nouveaux parkings et la plantation de nombreux arbres et arbustes pour améliorer la qualité des espaces publics. À proximité, d'autres espaces verts comme le Parc des Cytises ou le Parc des Glissoires offrent des zones de détente et de loisirs pour les résidents et les visiteurs. Ces espaces seront à l'avenir renforcés par la réalisation de la « Chaine des parcs » à l'échelle de l'agglomération : 11 parcs aménagés sur des anciennes emprises minières ou industrielles pour la plupart, avec pour objectif de connecter ses espaces entre eux.

Le **stade de la Meinau** est situé à 3 km au Sud du centre-ville strasbourgeois dans le quartier de la Meinau, au cœur de la ceinture verte de la ville. Bien qu'assez éloigné du cœur de ville, le stade bénéficie de son emplacement le long de l'avenue reliant Strasbourg à Illkirch-Graffenstaden, 3^e ville de l'Eurométropole de Strasbourg. Principalement résidentiel, on retrouve à moins d'un kilomètre du stade, la Bibliothèque éducation et enseignement de Strasbourg, l'usine Carambar & Co (Suchard), l'IES International School de Strasbourg, des plaines de jeux et de sports ainsi que la piscine couverte de la Kibitzenau.



Source : Microsoft Bing

Inscrit dans la trame verte et bleue, le site du **stade de la Meinau** est un lieu dédié à la promenade et aux loisirs, depuis plus d'un siècle. Le stade est implanté dans le corridor écologique du cours d'eau du Rhin Tortu avec les arbres qui le bordent et par les espaces verts adjacents, dont le Parc Schulmeister, créé en 1807, qui offre des zones de détente et de loisirs pour les résidents et les visiteurs.

On y retrouve :

- la présence de la nature : parc et espaces arborés, berges végétalisées du Rhin Tortu, jardins familiaux ;
- le parc public de l'Extenwoerth, qui propose des jeux, des promenades, un espace de détente et de loisirs ;
- des équipements qui affirment la vocation sportive et de loisirs du secteur, tels que : un city stade, des parcours sportifs, le centre de formation et d'entraînement du Racing Club, une salle sportive polyvalente, le nouveau Basket Center et la piscine de la Kibitzenau.

La localisation du **stade de la Meinau** lui permet de profiter d'une très bonne accessibilité tous modes, au sein d'un périmètre idéal pour la pratique du sport de haut niveau.

Les stades **Pierre Mauroy** et **Arkéa Park** disposent d'un positionnement plutôt similaire, chacun à leur échelle.

Le **stade Pierre Mauroy** est situé à Villeneuve-d'Ascq à 6 km du centre-ville et de la gare de Lille, à proximité immédiate de l'autoroute E17. Le stade est situé à proximité immédiate de la Cité scientifique de l'Université de Lille ainsi que des zones commerciales V2 et Héron Parc. Un vaste parvis facilite la circulation des piétons entre le stade et les différentes annexes (deux hôtels, une résidence-services, un centre sport et santé, des commerces de loisirs et de nombreux restaurants).

L'**Arkéa Park** est, lui, situé à Guipavas à côté du terminus Porte de Guipavas de la ligne A du tramway, à 5 km du centre-ville et de la gare de Brest. Le stade est implanté au carrefour de la RN12 (Morlaix) et RN 165 (Quimper) et sera situé à côté de terres agricoles et près de la vallée du Costour, l'un des poumons verts de la Métropole.

Le positionnement des deux stades en périphérie de la ville centre confère à chacun une bonne accessibilité pour leurs aires d'attraction respectives, les Hauts-de-France pour **Pierre Mauroy** et le Finistère pour l'**Arkéa Park**.

Les deux stades sont des objets autonomes et n'interagissent pas directement avec les activités et le tissu urbain constitué de leurs deux centres.



STADE PIERRE MAUROY - Source : Microsoft Bing et stade-pierre-mauroy.com



ARKÉA PARK - Source : Microsoft Bing et cabinet d'architecture François de la Serre

Les stades à l'heure du ZAN ou comment mutualiser les usages et les fonctions ?

Le multi-usage des stades se développe progressivement entre utilisation événementielle et partage de l'espace avec d'autres sports. Il n'en reste pas moins que le stade mobilise encore un **foncier peu utilisé à l'échelle d'une année**, que ce soit pour le terrain lui-même, les tribunes et surtout les grandes nappes de stationnement qui les entourent. Il s'agit encore d'un phénomène très ancré en France et qui prolonge un aménagement du territoire pensé sous l'angle de l'unicité de fonction (la ville en silo) et de la périphérisation pour motifs de praticité.

Des débuts de réflexions mutualisées existent. À Rennes, par exemple, avec l'utilisation du parking du centre commercial voisin du stade pour le stationnement. Mais à l'heure du ZAN, il s'agira d'aller encore plus loin, à l'image de l'exemple canadien ou à l'image de l'opération autour du mythique stade Marcel Saupin à Nantes, qui abrite l'équipe 2 du FC Nantes Atlantique. Une résidence hôtelière, une résidence étudiante et du logement sont venus s'intégrer le long du terrain. Une brasserie en pied de tribune donnant sur un espace public tourné vers l'Erdre vient compléter l'opération.



Source : Le Télégramme – Stade Marcel Saupin à Nantes et Arsenal FC – Emirates Stadium

En Angleterre ou en Espagne, les stades s'intègrent ainsi de plus en plus dans la ville

à la fois pour des raisons de limitations foncières (le modèle du Center First anglais – une sorte de ZAN amélioré) et des raisons d'équilibre financier d'opérations portées exclusivement par des opérateurs privés. Ainsi l'Emirates Stadium, antre du club d'Arsenal, constitue le cœur d'une opération urbaine avec du logement et des bureaux.

La recherche de la **verticalité** est ainsi présente. Et si, demain, nous imaginions des tribunes de stades coiffées de plots d'immeubles pour travailler une densification audacieuse ? Des stades dans la ville comme Chaban Delmas à Bordeaux, comme Mayol à Toulon pourraient se prêter à ce type d'expérimentation. Des expérimentations qui permettraient à l'heure du ZAN de penser **multifonctionnalité et réversibilité accrue**. Elles limiteraient également le **glissement périphérique des équipements** qui pèse sur les finances publiques au regard des besoins toujours croissants d'extension des lignes de transport en commun qu'il induit !

Contribution de David Lestoux, Consultant Lestoux et associés

CONCLUSION

Un équipement spécifique, un regard original sur des questions générales

Le football professionnel a souvent mauvaise presse. Il est largement critiqué pour ses excès financiers, les salaires des joueurs, l'ambiance dans les stades, les débordements des supporters... Et pourtant, le football reste de loin le sport le plus pratiqué en France ; les matchs constituent les plus fortes audiences télé et les stades n'ont jamais été aussi remplis depuis au moins 30 ans...

La popularité des clubs au sein de leur territoire en fait des acteurs sociaux à mobiliser. Les usages complémentaires associés au stade représentent un enjeu majeur pour faire vivre économiquement et socialement ces équipements hors de la tenue de matchs. Cette mixité fonctionnelle permet d'offrir des services à la population et participe à l'intégration urbaine des stades. La mixité d'usage dépend de nombreux facteurs tels que la gouvernance de celui-ci, la taille du bassin de population au sein duquel est implanté le stade mais également du choix des bénéficiaires de ces usages complémentaires.

Dans les études urbaines et territoriales, la question de la place et du rôle des stades de football est un angle mort. Nos six agences d'urbanisme ont souhaité aborder ce sujet car le stade est à nos yeux un équipement majeur marqueur du territoire et porteur d'appropriation collective et d'identité.

Le présent document ne constitue pas une analyse exhaustive des questionnements autour du stade dans la ville. Mais en portant un regard sur les stades dans six territoires, il permet de mettre en évidence une nouvelle vision de questions plus générales souvent abordées dans les réflexions urbaines et territoriales :

- ➔ La répartition entre public et privé dans la gestion des équipements.
- ➔ L'usage tout au long de l'année d'équipements spécifiques et les possibilités de mutualisation.
- ➔ Les possibilités de densification et de verticalisation des grandes emprises foncières.
- ➔ Les alternatives au « tout voiture ».
- ➔ La transition climatique.
- ➔ Les retombées économiques des événements.
- ➔ L'appropriation des espaces et équipements publics par la population.
- ➔ La mixité sociale et genrée des publics.
- ➔ Le développement de la participation du public dans la gestion des équipements.
- ➔ Le rôle des équipements structurants dans le renforcement des pôles de centralité.
- ➔ Les risques et avantages des glissements vers la périphérie des équipements.

Du Grand Est (Strasbourg) à la Bretagne (Brest et Lorient) en passant par les Hauts de France (Dunkerque, Lens et Lille), des analyses ont été effectuées et des témoignages recueillis auprès des agences, des collectivités locales, des clubs de football et des supporters. Ils illustrent la diversité des réponses apportées selon les territoires et mettent en évidence les innovations portées localement.

Cette dynamique enclenchée par nos agences ne demande qu'à se poursuivre en approfondissant les sujets traités, en élargissant les territoires couverts ou en abordant d'autres équipements majeurs.

On espère que cette 1^{re} mi-temps sera suivie d'une 2^e tout aussi enrichissante !

ANNEXES :

LA CARTE D'IDENTITÉ DES STADES

Annexes : la carte d'identité des stades

Stade Francis le Blé | Brest

CONTEXTE ET SITUATION DU STADE

Ville : **Brest et Brest Métropole**

Population : **140 000 et 210 000**

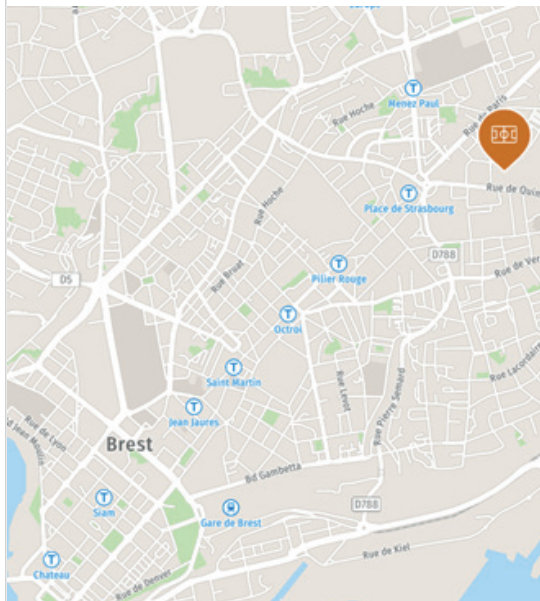
Accessibilité : **station de tramway - Place de Strasbourg à 500 m du stade**

Arrêt de bus : **ligne 17-19-39 à 100 m du stade**

Distance centre-ville : **2 km**

Distance gare : **2,5 km**

Stationnement voiture : **0 pour les supporters**



Source : fr.mappy.com



Source : stadiumdb.com

CARTE D'IDENTITÉ DU STADE

Club résident : **Stade Brestois 29**

Année de construction : **1922**

Capacité actuelle : **15 220**

Nombre de places pour 100 habitants : **10,9**

Taux de remplissage 2023-24 : **95,2**

Projet nouveau stade : **le stade sera remplacé par l'Arkéa Park (consulter fiche dédiée)**

Environnement : **rien à signaler. Le stade est vétuste, la prise en compte des enjeux environnementaux n'est donc pas intégrée.**

EXPLOITATION DU STADE

Exploitant : **Stade Brestois 29**

Propriétaire : **ville de Brest**

Bail : **CODP**

Loyer : **200 000 €/an**

INTÉGRATION DANS LE TISSU LOCAL

Nombre d'emplois : **2 900 employés en jour de match**

Actions d'utilités générales : **redistribution des denrées non-consommées en jour de match à la banque alimentaire, visites de joueurs auprès d'enfants hospitalisés, partenariat avec l'Établissement français du sang**

Actions environnementales : **déplacement du groupe professionnel en train ou en bus si les trajets sont de moins de cinq heures**

Annexes : la carte d'identité des stades

Arkéa Park | Guivapas

CONTEXTE ET SITUATION DU STADE

Ville : Guivapas et Brest Métropole

Population : 15 500 et 212 000

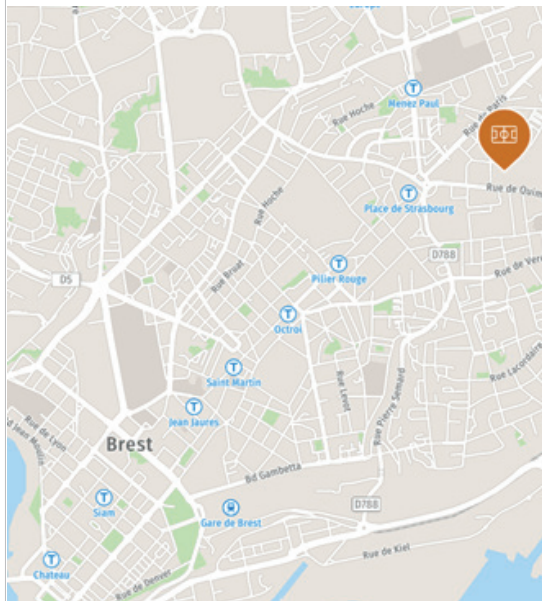
Accessibilité : station de tramway : porte de Guivapas à 300 m du futur stade

Distance centre-ville : 4,7 km

Distance gare : 5 km

Stationnement voiture : 1 300 sur le site du stade, la zone commerciale sur laquelle sera implanté le stade dispose également de centaines de places de stationnement

Mode de déplacement : estimation à 83 % d'usagers se rendant au stade en voiture



Source : fr.mappy.com

CARTE D'IDENTITÉ DU STADE

Club résident : Stade Brestois 29

Année de construction : 2027

Capacité théorique : 15 000

Nombre de places pour 100 habitants : 10,9

Environnement : compensation financière légale, installation de panneaux solaires et ombrières, système de récupération d'eaux de pluie. Accords industriels possibles pour le rachat de l'électricité produite sur site



Source : cabinet d'architecture François de la Serre

EXPLOITATION DU STADE

Exploitant : Stade Brestois 29

Propriétaire : société de projet détenue à 70 % par les propriétaires du club, 20 % par trois SEM et 10 % par la Banque des territoires et la CCI

Mixité d'usage : boutique SB29, e-games & e-sports, visites guidées, escape game, activité accro-mâts avec tyrolienne, halle gourmande

INTÉGRATION DANS LE TISSU LOCAL

Actions d'utilités générales : redistribution des denrées non-consommées en jour de match à la banque alimentaire, visites de joueurs auprès d'enfants hospitalisés, partenariat avec l'Établissement français du sang

Actions environnementales : déplacement du groupe professionnel en train ou en bus si les trajets sont de moins de cinq heures

Annexes : la carte d'identité des stades

Stade Marcel Tribut | Dunkerque

CONTEXTE ET SITUATION DU STADE

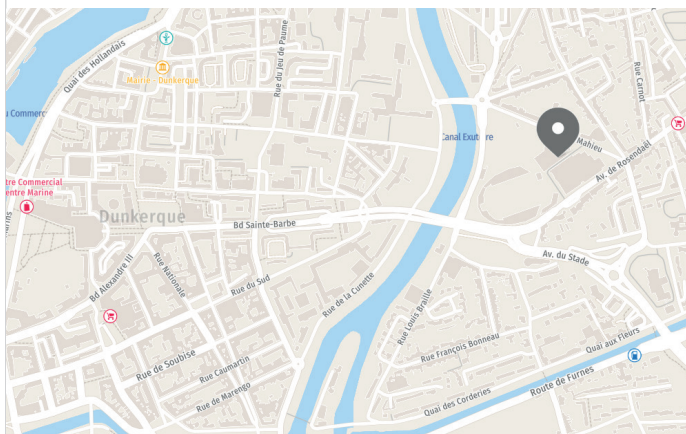
Ville : **Dunkerque et Communauté urbaine de Dunkerque**

Population : **86 788 et 192 554**

Accessibilité : **arrêt de bus « Stade Tribut » à 100 m**

Distance centre-ville : **850 m**

Distance gare : **1,5 km**



Source : fr.mappy.com



Source : communaute-urbaine-dunkerque.fr

CARTE D'IDENTITÉ DU STADE

Club résident : **Union sportive du littoral de Dunkerque**

Année de construction : **1933**

Capacité actuelle : **4 933**

Nombre de places pour 100 habitants : **5,7**

Taux de remplissage 2023-24 : **74,2 %**

Typologie du stade : **environnement - cuve pour récupérer au de drainage, panneaux photovoltaïques**

EXPLOITATION DU STADE

Exploitant : **Union sportive du littoral de Dunkerque**

Propriétaire : **Communauté urbaine de Dunkerque**

Bail : **CODP**

Loyer : **250 000 €/an**

Mixité d'usage : **non**

INTÉGRATION DANS LE TISSU LOCAL

Actions d'utilités générales : **le club va dans les écoles, propose des actions de sensibilisation à des causes nationales (lutte contre le cancer, don du sang, etc.)**

Annexes : la carte d'identité des stades

Stade Bollaert-Delelis | Lens

CONTEXTE ET SITUATION DU STADE

Ville : **Lens et Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin**

Population : **32 500 et 242 000**

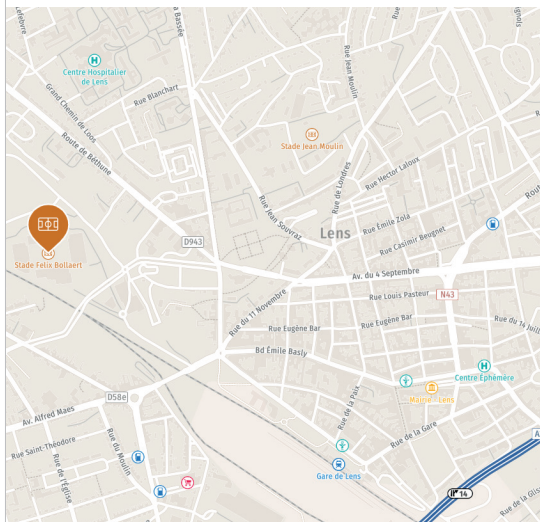
Accessibilité : **arrêts de bus B1-B3-L18-L18E-L19-L22 à 300 m du stade**

Distance centre-ville : **1,2 km**

Distance gare : **1 km**

Stationnement voiture : **1 000 places**

Mode de déplacement : **1 100 personnes utilisent le réseau de bus pour se rendre au stade à chaque match**



Source : fr.mappy.com

CARTE D'IDENTITÉ DU STADE

Club résident : **RC Lens**

Année de construction : **1933**

Capacité actuelle : **38 223**

Nombre de places pour 100 habitants : **118**

Taux de remplissage 2023-24 : **99,1**



Photo Bocquet

EXPLOITATION DU STADE

Exploitant : **RC Lens**

Propriétaire : **ville de Lens**

Bail : **bail emphytéotique administratif**

Loyer : **631 000 €/an**

Mixité d'usage : **non hormis de rares concerts de temps à autre**

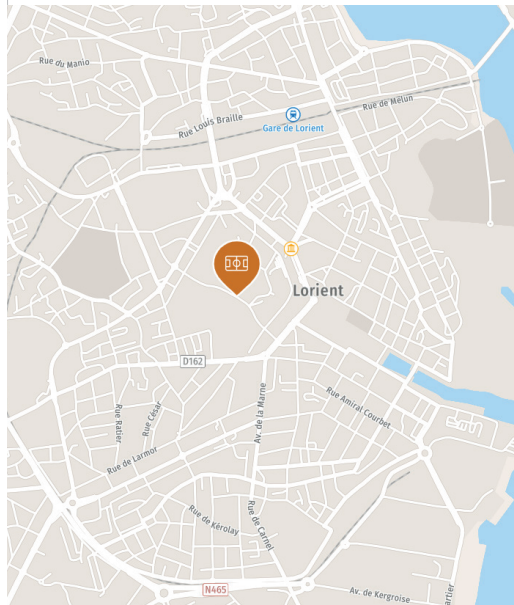
INTÉGRATION DANS LE TISSU LOCAL

Actions d'utilités générales : **don du sang au stade Bollaert (= "Notre sang est or") puis visite du stade, accompagnement des clubs amateurs, sensibilisation à la nutrition et l'hygiène**

Liens avec la ville : **intrication historique forte entre les services municipaux et le RC Lens, l'ancien maire Andrée Delelis établissait la composition d'équipe du RC Lens en conseil municipal**

Annexes : la carte d'identité des stades

Stade du Moustoir | Lorient



Source : fr.mappy.com



Photo Nicolas Créach

CONTEXTE ET SITUATION DU STADE

Ville : **Lorient et Communauté d'agglomération de Lorient**

Population : **58 000 et 206 000**

Accessibilité : **arrêt de bus « Sécurité sociale » à 500 m**

Distance centre-ville : **plein centre-ville**

Stationnement voiture : **aucun pour les supporters, 700 places VIP, presse et PMR**

Stationnement vélo : **145 emplacements vélos**

Mode de déplacement :

Avec votre voiture personnelle ou celle d'une personne avec qui vous allez voir le match	80 %
À pied	16 %
En transport en commun	8 %
En covoiturage avec une tierce personne	8 %
En vélo	3 %
En voiture jusqu'à un parc relais puis en navette jusqu'au stade	1 %
Avec votre deux-roues motorisé (moto, scooter...)	1 %

CARTE D'IDENTITÉ DU STADE

Club résident : **FC Lorient (ligue 2)**

Année de construction : **1959**

Capacité actuelle : **16 787**

Nombre de places pour 100 habitants : **29**

Taux de remplissage 2023-24 : **92,8 %**

Projet d'extension : **reconstruction de la tribune Sud datant de 1959, création d'un gymnase et d'une salle polyvalente à l'intérieur, ouverture de l'angle Nord-Ouest du stade avec une buvettes et des sanitaires accessible hors-match, aménagement d'un parc à proximité avec parcours de glisse**

Environnement : **mutualisation du réseau de chaleur et d'électricité entre les quatre équipements municipaux sur site, récupération d'eau de pluie à hauteur de 100 000 litres d'eau actuellement puis 400 000 après rénovation, 640 m² de panneaux solaires actuellement puis 2 640 m² après rénovation, passage en éclairage LED après rénovation**

EXPLOITATION DU STADE

Exploitant : **FC Lorient, Festival Interceltique de Lorient (deux semaines en août)**

Propriétaire : **ville de Lorient**

Bail : **CODP**

Loyer : **entre 300 000 et 400 000 €/an, souhait de la ville de monter à 1,2 M€ grâce à la rénovation du stade**

Mixité d'usage : **accueil du Festival interceltique de Lorient durant deux semaines en août, siège d'associations, gymnase et salle polyvalente après rénovation**

Recettes autres activités : **12 M€/an générés pour les commerces locaux par le Festival interceltique de Lorient**

INTÉGRATION DANS LE TISSU LOCAL

Nombre d'emplois : **140 employés du club à l'année, 500 employés lors des jours de match**

Actions d'utilités générales : **actions auprès de l'hôpital de la région, forte promotion du football amateur via l'Armada du FCL qui a établi des partenariats avec 226 clubs amateurs du territoire lorientais**

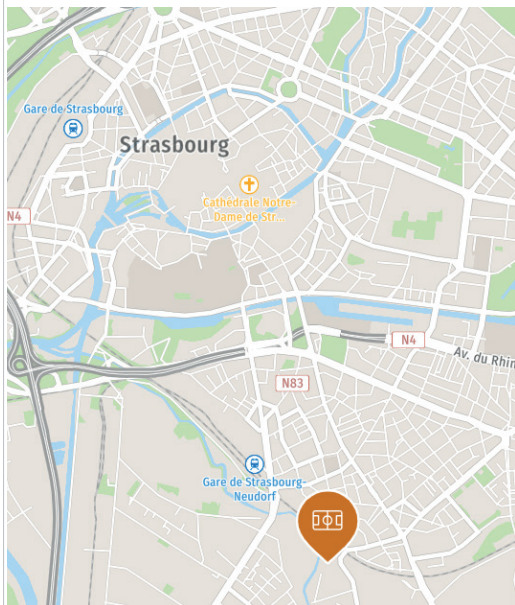
Genre des supporters : **20 % de femmes, 80 % d'hommes**

CSP des supporters : **CSP+ : 41 % ; CSP- : 42 % ; inactifs : 17 %**

Liens supporters : **réfèrent supporters au FC Lorient depuis 2016 qui a permis d'apaiser grandement les relations avec les ultras**

Annexes : la carte d'identité des stades

Stade de la Meinau | Strasbourg



Source : fr.mappy.com



Source : cabinet d'architectes POPULOUS.

CONTEXTE ET SITUATION DU STADE

Ville : **Strasbourg**

Population : **298 361**

Accessibilité :

- Arrêt « Gravière – Stade de la Meinau » à 700 m
- Arrêt « Krimmeri – Stade de la Meinau » à 550 m

Distance centre-ville : **2,7 km**

Positionnement : **périphérie**

Stationnement voiture : **1 000 places**

Stationnement vélo : **3 000 emplacements (après rénovation)**

Mode de déplacement :

Avec votre voiture personnelle ou celle d'une personne avec qui vous allez voir le match	68 %
En transport en commun	23 %
En voiture jusqu'à un parc relais puis en navette jusqu'au stade	19 %
En covoiturage avec une tierce personne	16 %
À pied	8 %
En vélo	7 %
Avec votre deux-roues motorisé (moto, scooter...)	1 %

CARTE D'IDENTITÉ DU STADE

Club résident : **Racing Club Strasbourg Alsace (ligue 1)**

Année de construction : **1906**

Capacité avant travaux d'agrandissement : **26 109**

Nombre de places pour 100 habitants : **8,75**

Taux de remplissage 2023-24 : **97,1 %**

Extension en cours : **+ 6 000 places, (capacité portée progressivement à 32 000 places - avril 2026), création d'une fan-zone de 5 000 places avec commerces et services ouverts hors match, extension du parc de l'Extenwoerthfeld, création d'un parvis ouvert sur la ville au niveau de la tribune Sud**

Environnement : **860 m² de panneaux photovoltaïques ; captage des eaux de pluie ; raccordement du site à un réseau de chaleur alimenté par des énergies renouvelables ; système d'éclairage LED**

EXPLOITATION DU STADE

Exploitant : **Racing Club Strasbourg Alsace**

Propriétaire : **Eurométropole de Strasbourg**

Bail : **CODP concernant le bol (stade + gradins) ; BEA pour pavillon de la fan-zone ainsi que le restaurant implanté en tribune sud**

Loyer : **400 000 € actuellement ; 3 à 4 M€ dans le nouveau stade**

Recette club : **25 M€/an avec le stade actuel ; 40 M€/an dans le futur stade**

Mixité d'usage : **non hormis match de l'équipe de France de football ou rugby de manière très occasionnel**

INTÉGRATION DANS LE TISSU LOCAL

Nombre d'emplois : **200 employés du club à l'année ; 700 en jours de match et 900 lorsque le prochain stade sera livré**

Actions d'utilités générales : **promotion sport amateur, football féminin, cécifoot ; actions menées en maison d'arrêt, maison d'adolescents**

Actions environnementales : **sensibilisation des spectateurs et des jeunes de l'académie, stationnements vélos en jours de match, expérimentation accès au stade en TER**

Genre des supporters : **26 % de femmes, 74 % d'hommes ; 1^{er} taux de féminisation parmi les clubs de ligue 1**

CSP des supporters : **CSP+ : 40 % ; CSP- : 54 % ; inactifs : 6 %**

Lien avec quartier : **organisation de réunions avec riverains de la Meinau lors de toute la phase de rénovation du stade**

Annexes : la carte d'identité des stades

Stade Décathlon Pierre Mauroy | Villeneuve d'Ascq

CONTEXTE ET SITUATION DU STADE

Ville : Villeneuve d'Ascq et Métropole européenne de Lille

Population : 62 000 et 1 188 000

Accessibilité :

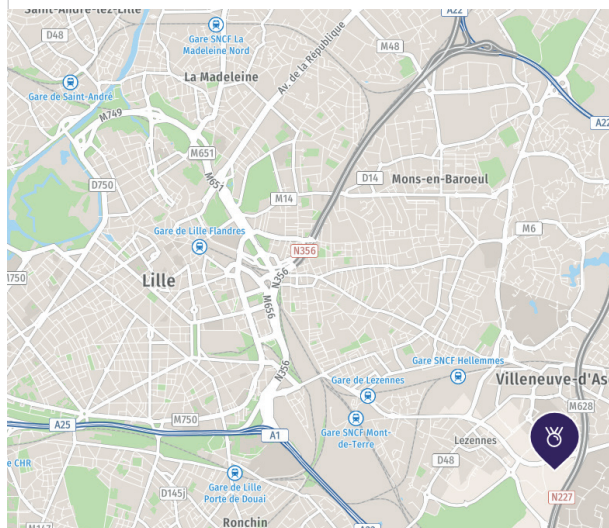
- Station de métro « 4 Cantons » à 900 m du stade
- Station de métro « Cité scientifique » à 1,1 km du stade

Distance centre-ville : 6 km

Distance gare : 5,7 km

Stationnement voiture : 4 000 places pour "public privilégié" + parkings gérés par la MEL

Stationnement vélo : 1 000 emplacements vélo



Source : fr.mappy.com



Source : DR

CARTE D'IDENTITÉ DU STADE

Club résident : Lille Olympique Sporting Club

Année de construction : 2012

Capacité actuelle : 50 186

Nombre de places pour 100 habitants : Lille : 21,2 ; Villeneuve d'Ascq : 80,6

Taux de remplissage 2023-24 : 76,8 %

Environnement : 100 % des sanitaires alimentés par les eaux de pluie, panneaux photovoltaïques, construction de locaux de tri avec table de tri et compacteur, 80 % des achats d'origine France

EXPLOITATION DU STADE

Exploitant : Elisa (filiale du groupe Eiffage)

Propriétaire : MEL

Bail : convention de mise à disposition

Loyer : autour de 6,5 M€/an

Mixité d'usage : mixité totale, le stade a été conçu afin d'accueillir des événements sportifs et culturels en tout genre faisant du stade la 2^e salle de spectacle de France en matière de capacité

INTÉGRATION DANS LE TISSU LOCAL

Nombre d'emplois : une centaine de personnes hors effectif professionnel, 1 500/2 000 en jour de match

Actions d'utilités générales : actions menées auprès de l'enfance avec le centre de lutte contre les cancers pédiatriques ainsi qu'auprès d'enfants en difficulté

Actions environnementales : réduire et compenser les consommations d'énergie, recycler, collecter, redistribuer les denrées alimentaires...

LES THÉMATIQUES INITIALES IDENTIFIÉES POUR LES ANALYSES

Etude des impacts d'un stade sur la ville



Thématiques	Sous-Thèmes	Questions soulevées	Indicateurs à approfondir
Positionnement du stade	Intégration urbaine	Le stade et ses abords peuvent-ils être appropriés aisément ?	Distance au centre-ville (réelle et perçue) Cohérence avec la forme urbaine urbaine environnante Places et espaces publics environnants
	Mobilités	Le stade est-il aisément accessible notamment pour les mobilités décarbonées et actives ? Est-ce que l'offre de transport est adaptée au rythme de fonctionnement du stade ? Est-ce que l'offre d'avant et d'après match contribue à favoriser la fluidité des spectateurs ? Quels impacts connus de la circulation les jours de match ?	Plan de transport en commun adapté lors des jours de match Accessibilité en transport en commun Réseaux de pistes cyclables et stationnements Plan d'accès piétons au stade Plan de déplacement de supporters (dispositifs visant à diffuser le flux de supporters) Accessibilité et lisibilité des circuits voiture pour se rendre au stade Nombre de places de stationnement mises à disposition par le club ou la ville, répercussions sur le/les quartiers environnants Aménagements particuliers des voiries en lien avec la présence du stade Part/pourcentage d'usagers pour chaque mode de transport Plan d'évacuation d'urgence, accès/sorties/cheminements identifiés vers les quartiers
	Impact environnemental	Quels dispositifs afin de réduire la consommation énergétique et la production de déchets ?	Nombre de déchets produits, plan de gestion de ceux-ci, efficacité du système de tri Adaptation du stade à la réduction de la consommation énergétique et de l'eau Points d'amélioration identifiés
		Quelle mobilisation du foncier autour du stade ? Quel part du végétal ?	Contraintes environnementales présentes (zones inondables, ressources en eau, végétal, biodiversité) Protection, gestion des ressources existantes Usage des sols, propriétaires fonciers, statut juridique de l'assiette foncière
	Espaces publics et services	Le stade/le club est-il attractif pour ses supporters ? Est-ce que le stade est un élément d'attraction pour le quartier et la ville ?	Activités commerciales, services et équipements publics Provenance des supporters Ouverture des équipements/espaces du stade sur le quartier Affluence moyenne Groupe de supporters et nombre d'adhérents
		Le stade peut-il faire vivre la ville au-delà des matchs ? Si oui, de quelle manière ?	Programmes communautaires mis en place par le club, autour du stade Sollicitations des partenaires sociaux ou collectivités Aménagements sportifs à proximité du stade Nombre d'événements au stade hors match
Mixité et cohésion sociale	Contraintes sur la vie des riverains du stade	Quel niveau de perturbation pour le voisinage et d'acceptabilité de ces perturbations ?	Avis des riverains sur le fait de vivre à côté d'un stade Présence d'aménagements particuliers
	Adaptation du stade et de ses activités	La vie autour d'un stade peut-elle être inclusive pour ses supporters et l'ensemble de la population ?	CSP des supporters Aménagements PMR Prise en considération du genre Offres tarifaires adaptées personnes âgées, femmes, familles Stratégie de fidélisation des abonnés Actions pour développer la pratique sportive pour tous Partenariats avec le bailleur pour l'organisation de tournois dans les quartiers Autres partenariats existants avec le club (ex. foot/théâtre à Lorient, foot/lecture) Activités para-match et sociales avec la ville
Management de l'équipement	Construction / Rénovation	Quelle articulation entre la gestion du stade et celle de l'équipe ? Y a-t-il des incitations à des missions d'intérêt général ?	Financement construction/rénovation des stades Qui est propriétaire et exploitant Coût de fonctionnement annuel Nombre d'abonnés Implication des collectivités Loyer Lien avec les services de proximité de la ville Consultation/association des groupes de supporters aux décisions d'évolution de l'équipement (rénovation Meinau) Participation citoyenne lors de l'aménagement, construction
	Fonctionnement / Exploitation		
	Place du citoyen dans les activités de l'équipe et l'aménagement du site		
Retombées économiques et commerciales	Impact économique et commercial les jours de match	Quel est l'impact économique et commercial du stade les jours de match ?	Augmentation de l'activité commerciale Services aux supporters avant et après les matchs Revenus liés à la billetterie Recettes perçues grâce à l'exploitation du stade
	Revenus liés à la mixité d'usage	Le stade peut-il être générateur de revenus au-delà des jours de match ?	Mixité d'usages du stade (restauration, salle de sport, boutique, concert, autres activités) Programmation d'autres activités que les matchs Montant des recettes perçues grâce à la mixité d'usages du stade
	Emplois directs liés au stade	Combien d'emplois liés à l'activité du stade ? (fonctionnement + création/rénovation)	Nombre d'emplois liés au stade : personnel pour l'entretien, la sécurité, la billetterie, la restauration Nombre d'emplois dans le BTP à la création/rénovation (Meinau, Brest...)
	Prospection	Quel impact sur l'affluence aurait une relégation ou une promotion du club résident ?	Stratégie d'adaptation à une montée et une descente
Impacts sur l'image du territoire	Contribution au rayonnement local	A quelle échelle rayonne le stade ? Quel rôle joue-t-il pour les populations locales ? Est-ce que la signature architecturale, son "aura"/ambiance ou son environnement sont attractifs pour la ville ?	Aire d'influence / Nombre de supporters au-delà de la ville de résidence du club Nombre de supporters transfrontaliers (flux de population Lille, Strasbourg) Réputation du stade/ des supporters (entretien avec supporters ou managers d'autres villes) Provenance des abonnés : ville (Strasbourg), métropole (Eurométropole), départements (67/68) (hors métropole), région, autres Place du stade parmi les symboles de la ville et de la région Stratégies touristiques ou commerciales avec des partenaires locaux Sentiment de fierté et d'appartenance au club, à la communauté, au territoire... Boutique du club dans la ville (+localisation)

LES PERSONNES RENCONTRÉES LORS DES ENTRETIENS

Brest

ADEUPA : Yves CLEACH – Directeur

Ville de Brest : François CUIILLANDRE – Maire

Brest Métropole : Bertrand UGUEN – Directeur général des services

Brest Métropole : Bertrand RIOUALEN – DGA
Pôle développement culturel, éducatif et sportif

Brest Métropole : Régis GAILLARD – Direction de l'aménagement et des équipements métropolitains.

Supporteur du Stade Brestois : Patrick GRULIER

Dunkerque

AGUR : Patrick COLMANN – Directeur adjoint

AGUR : Nathalie DOMINIQUE – Architecte,
Directrice d'études, Urbaniste Villes et Port

USLD : Laurent HOCHARD, Stadium Manager

Communauté Urbaine de Dunkerque : Julien BILOE – Chef de projet, chargé de la promotion du sport - Direction des sports

Communauté urbaine de Dunkerque : Guillaume MARECHAL – Responsable d'unité Contrat - exploitation et finances - Service développement des politiques de mobilités - Direction espaces publics et mobilités mutualisé

Communauté urbaine de Dunkerque : Patrick VAESKEN – Adjoint au directeur général adjoint du Pôle mutualisé transition écologique des territoires

Lens

AULA : Carole BOGAERT – Directrice

AULA : Vincent FROGER – Directeur adjoint

Ville de Lens : Francis DRAB – Directeur général des services

Pôle métropolitain de l'Artois : Olivier MARLIERE – Responsable animation économique, innovation, attractivité & rayonnement territorial

Strasbourg

RCSA : Alain PLET – Directeur général adjoint

Ville et Eurométropole de Strasbourg : Frédéric THOMMEN – Directeur projets stratégiques

Ville et Eurométropole de Strasbourg : Amandine BOCKEL – Responsable manifestations sportives et haut niveau

Lille

ADULM : Corentin GREUEZ – Responsable du pôle développement et coopérations

LOSC : Romain DUCHAN – Directeur commercial

Lorient

AUDELOR : Gilles POUPARD – Directeur

AUDELOR : Antoine DAUCE – Chef de projet informatique

Merlus Ultras : Florian LE BIHAN – Président

FC Lorient : Benjamin ESCAMA – Stadium Manager

FC Lorient : Samuel LOTHORE – Référent supporteur

Ville de Lorient : Sabrina LECOEUVERE – Directrice des sports, de la jeunesse et de la vie associative

Ville de Lorient : Stéphane LAMEZEC – Stadium Manager

Ville de Lorient : Nicolas ALLAIN – Chargé de mission travaux stade

Ville de Lorient : Yvon GRALL – Responsable du service des sports

LA GRILLE D'ENTRETIEN AVEC LES COLLECTIVITÉS

Management de l'équipement :

Pouvez-vous me parler de la gouvernance du stade et ses alentours ?

- Propriétaire
- Exploitant
- Quelles implications des collectivités et du club dans son fonctionnement
- Coût de fonctionnement
- Loyer
- À quel degré s'implique les collectivités dans la gestion du stade ? (financier ou gestion)

Projet de rénovation ou construction (selon les différents cas)

- Quel est le plan de financement des travaux ?
- Quelle part a pris la ville/métropole dans l'élaboration de ce projet ?
- En plus du stade, quels sont les aménagements prévus à l'extérieur du stade et du site clôturé ?

Emplacement du stade :

- L'emplacement d'un stade est souvent issu d'une histoire riche. Comment jugez-vous la localisation actuelle de votre stade ? (avantages, inconvénients, potentiels...)
- Des travaux sont-ils prévus sur le stade à court et moyen termes ?
- Quel devenir pour le stade à long terme ?

Implication citoyenne :

- Quels liens avec la ville, les services de proximité de la ville ?
- Est-ce que selon vous, il est possible d'associer les supporters ou citoyens à la gestion d'un équipement comme un stade de football ?
- Les supporters ou groupes de supporters ont-ils pris part d'une quelconque manière à l'élaboration de ce projet ? (si rénovation ou construction)

Mobilités :

- Quelle est l'implication de la ville/métropole dans l'organisation des déplacements de supporters lors des jours de match ?
- Le stade est-il aisément accessible notamment pour les mobilités décarbonées et actives ?
- Est-ce que l'offre de transport est adaptée au rythme de fonctionnement du stade ?
- Quels sont les dispositifs permettant de gérer dans le temps et dans l'espace les flux de supporters ?
- Quel est le nombre de places de stationnement mises à disposition des supporters (véhicules légers, vélos), des véhicules des entreprises, des cars... ?
- Quels impacts connus de la circulation et le stationnement les jours de match ?

Impact environnemental :

- Y a-t-il un plan de gestion des déchets produits à chaque match ?
- Quels sont les dispositifs actuels d'économie d'énergie et d'eau ? (rapport consommation captage, service énergie).
- Quels points sont à améliorer d'après vous ?
- Y a-t-il des contraintes environnementales sur le site du stade ? (zones inondables, ressources à préserver)

Retombées économiques et commerciales :

- Y-a-t-il des activités se déroulant au stade autres que les matchs du club résident ?
- Le stade peut-il être générateur de revenus au-delà des jours de match ?
- Combien coûte annuellement le stade à la ville ? (maintenance, entretien, travaux de rénovation)
- Le stade est-il générateur de revenus pour la ville ?
- Connaissez-vous le montant des retombées indirectes sur la ville ?

Mixité et cohésion sociale :

- Le stade peut-il être un lieu de rencontre en dehors des jours de match ?
- Quels sont les retours que vous avez des nuisances des activités du club sur le voisinage ?
Avez-vous mis un dispositif en place pour les réduire ?
- Est-ce que le stade peut être inclusif pour ses supporters et l'ensemble de la population ?
Quels dispositifs sont pris dans cette direction ? (PMR, genre, offre tarifaire)
- Y a-t-il des équipements, services ou activités commerciales rendant le quartier du stade plus attractif ?

Comment le club s'implique dans la vie sociale de la région ?

- Quels sont les dispositifs et à qui s'adressent-ils ?
- Quelles sont les sollicitations des partenaires sociaux locaux ?
- Des incitations de la part des collectivités ?

LA GRILLE D'ENTRETIEN AVEC LES CLUBS

1. Gouvernance du stade

- Quelles implications des collectivités et du club dans la gestion du stade et son fonctionnement ?
 - Propriétaire :
 - Exploitant :
 - Loyer :
 - Statut du foncier/bail :
 - Coût de fonctionnement :

2. Projet de rénovation ou construction (selon les différents cas)

- Quel est le plan de financement des travaux ?
- Quelle part a pris le club dans l'élaboration de ce projet ?
- En plus du stade, quels sont les aménagements prévus à l'extérieur du stade et du site clôturé ?
- L'emplacement d'un stade est souvent issu d'une histoire riche ; comment jugez-vous la localisation actuelle de votre stade ? (avantages, inconvénients, potentiels...)

3. Implication citoyenne

- Quels liens avec la ville, les services de proximité de la ville ?
- Est-ce que selon vous, il est possible d'associer les supporters ou citoyens à la gestion d'un équipement comme un stade de football ?
- Les supporters ou groupes de supporters ont-ils pris part d'une quelconque manière à l'élaboration de ce projet ? (si rénovation ou construction)

4. Services aux supporteurs et abonnés

- Vous avez aujourd'hui environ des milliers d'abonnés. Pouvez-vous nous dire globalement leurs provenances : ville, périphérie, départements alentours... ?
- Tout en respectant l'anonymat des données personnelles, est-il possible d'avoir le genre, l'âge moyen, la provenance de vos abonnés ? Avez-vous également des données concernant la catégorie socio-professionnelle de vos abonnés ? (étude Spectateurs & Captifs Nielsen-LFP)
- Proposez-vous des services aux supporteurs, aux abonnés lors des matchs (avant, pendant, après) et hors des journées de match ?
- Serait-il possible d'obtenir les coordonnées de deux ou trois supporteurs afin de mener des entretiens avec eux ?

5. Mobilité

- Quelle est l'implication du club dans l'organisation des déplacements de supporteurs lors des jours de match ?
- En plus de la compagnie de transport locale et l'EPCI, travaillez-vous avec d'autres transporteurs sur ces questions : Région, SNCF, voyagistes ?
- Quels sont les dispositifs permettant de gérer dans le temps et dans l'espace les flux de supporteurs ?
- Existe-t-il un plan d'urgence pour l'évacuation du site ? Quels sont les accès/sorties/cheminements identifiés vers les quartiers ?
- Quel est le nombre de places de stationnement mises à disposition des supporteurs (véhicules légers, vélos), des véhicules des entreprises, des cars... ?

6. Empreinte environnementale

- Y a-t-il un plan de gestion des déchets produits à chaque match ?
- Quels sont les dispositifs actuels d'économie d'énergie et d'eau ?
- Quels points sont à améliorer d'après vous ?
- Qu'est-il prévu comme ajouts et améliorations pour une meilleure gestion environnementale du stade ?

7. Retombées économiques et commerciales

- Revenus directs :
 - Combien d'entreprises, de salariés travaillent pour le club : hors match et pendant les matchs ?
 - Pouvez-vous nous donner la liste des PME travaillant avec le club les jours de match ?
 - Est-il possible d'avoir le montant des recettes perçues aujourd'hui et envisagées demain avec le nouveau stade ?
 - Est-ce que le stade génère des revenus au-delà des jours de match ?
- Retombées et impact sur le territoire :
 - Avez-vous développé avec les partenaires locaux une stratégie touristique et commerciale ? Quels sont vos partenaires ?
 - Avez-vous une étude identifiant votre aire d'influence sur le territoire ? Connaissez-vous le montant des retombées indirectes sur la ville ?
 - Y-a-t-il des activités se déroulant au stade autres que les activités du club ?
 - Avez-vous une boutique du club en ville et quels sont les enjeux d'avoir ce type de boutique ?

8. Mixité et cohésion sociale

- Comment le club s'implique dans la vie sociale de la région ?
 - Quels sont les dispositifs et à qui s'adressent-ils ?
 - Quelles sont les sollicitations des partenaires sociaux locaux ?
 - Des incitations de la part des collectivités ?
- Quel est le nombre de groupes de supporteurs et d'adhérents de ceux-ci ?
- Quels sont les retours que vous avez des nuisances des activités du club sur le voisinage ? Avez-vous mis un dispositif en place pour les réduire ?
- Est-ce que le stade peut être inclusif pour ses supporteurs et l'ensemble de la population ? Quels dispositifs sont pris dans cette direction : PMR, genre, personnes en difficulté économique, offre tarifaire... ?

BASE DE DONNÉES : CAPACITÉ, REMPLISSAGE ET BILLETTERIE

Stade	Raymond-Kopa	La Beaujoire	Moustoir	des Alpes	Océane	Pierre Mauroy	Bollaert Delelis	La Meinau	Geoffroy Guichard	Francis Le Blé	Stade de la Libération	Marcel Tribut
Ville	Angers	Nantes	Lorient	Grenoble	Le Havre	Lille	Lens	Strasbourg	Saint Etienne	Brest	Boulogne-sur-Mer	Dunkerque
Club	Angers SCO	FC Nantes	Football Club Lorient	Grenoble Foot 38	Le Havre AC	Lille OSC	RC Lens	RC Strasbourg	Saint Etienne	Stade Brestois	Union Sportive Boulogne Côte d'Opale	Union Sportive du Littoral de Dunkerque
Division	Ligue 2	Ligue 1	Ligue 1	Ligue 2	Ligue 1	Ligue 1	Ligue 1	Ligue 1	Ligue 2	Ligue 1	National 2	Ligue 2
Année construction	1912	1984	1959	2008	2012	2012	1933	1906	1931	1922	1952	1931
Catégorie construction	Avant 1950	1980 - 2000	1950-1980	Après 2000	Après 2000	Après 2000	Avant 1950	Avant 1950	Avant 1950	Avant 1950	1950-1980	Avant 1950
Année dernière rénovation	2018	1998	2010				2015	2024	2014	2010	2009	2022
Nombre d'habitants	155 876	320 732	57 412	158 240	165 830	236 234	32 458	290 576	174 082	139 456	40 910	86 788
Capacité stade	19 350	37 463	16 787	20 068	25 178	50 186	38 223	26 109	42 000	15 220	15 004	4 933
Fréquentation moyenne 2023-24	8 450	29 748	15 582	5 780	21 640	38 530	37 868	25 343	21 584	14 497	2 063	3 658
Taux de remplissage	43,7	79,4	92,8	28,8	85,9	76,8	99,1	97,1	51,4	95,2	13,7	74,2
Nombre places/100 habitants	12,4	11,7	29,2	12,7	15,2	21,2	117,8	9,0	24,1	10,9	36,7	5,7
Revenus Billeterie 2022-2023	3,05M*	16,86M	4,02M	1,04M	2,14M**	11,67M	13,58M	8,32M	2,96M	4,33M	?	
Revenu par siège occupé 2022-2023 (en €/match)	16,7*	29,6	16,0	9,7	9,0**	17,0	19,0	17,3	8,9	18,0	?	
Revenu par siège 2022-2023 (en €/match)	8,3*	23,7	14,8	2,7	4,5**	12,2	18,7	16,8	3,7	15,0	?	
Nombre d'abonnés 2023-2024	?	14 000	8 500	?	11 000	25 500	29 000	19 302	12 589	7 500	?	

BASE DE DONNÉES : CONSTRUCTION, RENOVATION ET FINANCEMENT

Stade	Raymond-Kopa	La Beaujoire	Moustoir	des Alpes	Océane	Pierre Mauroy	Bollaert Delis	La Meinau	Geoffroy Guichard	Francis Le Blé	Stade de la Libération	Stade Marcel Tribut
Ville	Angers	Nantes	Lorient	Grenoble	Le Havre	Lille	Lens	Strasbourg	Saint Etienne	Brest	Boulogne-sur-Mer	Dunkerque
Club	Angers SCO	FC Nantes	Football Club Lorient	Grenoble Foot 38	Le Havre AC	Lille OSC	RC Lens	RC Strasbourg	Saint Etienne	Stade Brestois	Union Sportive Boulogne Côte d'Opale	Union Sportive du Littoral de Dunkerque
Division	Ligue 2	Ligue 1	Ligue 1	Ligue 2	Ligue 1	Ligue 1	Ligue 1	Ligue 1	Ligue 2	Ligue 1	National 2	Ligue 2
Année construction	1912	1984	1959	2008	2012	2012	1933	1906	1931	1922	1952	1931
Catégorie construction	Avant 1950	1980 - 2000	1950-1980	Après 2000	Après 2000	Après 2000	Avant 1950	Avant 1950	Avant 1950	Avant 1950	1950-1980	Avant 1950
Capacité stade	19 350	37 463	19 010	20 068	25 178	50 186	38 223	26 109	42 000	15 220	15 004	4 933
Coût de construction	Total			90 000 000	80 000 000	324 000 000						
	Public			90 000 000	80 000 000	0						
	Privé			0	0	324 000 000						
Capacité précédent stade				18 000	16 382	21 650						
Année dernière rénovation	2018	1998	2010				2015	2026	2014	2010	2009	2022
Coût rénovation	Total	32 000 000	13 500 000				70 000 000	160 000 000	70 000 000	6 000 000	17 000 000	25 000 000
	Public	2 000 000	13 500 000				59 000 000	150 900 000	70 000 000	6 000 000		25 000 000
	Privé	30 000 000	0				11 000 000	9 100 000	0	0		0
Impact rénovation sur la capacité (+/-)	2 302		4 500				-3 006	5 891	6 400	4 992	6 304	2000

DONNÉES DIVERSES STADES LIGUES 1 ET 2

Stades	Villes	Clubs	Division	Année construction	Catégorie construction	Dernière renovation	Nb d'habitants	Capacité stade	fréquentation moyenne 2023-24	Nb places/100 hab
Océane	Le Havre	Le Havre AC	1	2012	Après 2000		165 830	25 181		15,2
Auguste Delaune	Reims	Stade de Reims	1	2008	Après 2000		180 318	20 546		11,4
Gabriel Montpied	Clermont	Clermont Foot 63	1	1995	1980 - 2000		147 284	13 576		9,2
Louis 2	Monaco	AS Monaco	1	1985	1980 - 2000		39 050	16 500		42,3
La Beaujoire	Nantes	FC Nantes	1	1984	1980 - 2000		320 732	35 550		11,1
La Mosson	Montpellier	Montpellier HSC	1	1972	1950-1980		299 096	22 200		7,4
Moustoir	Lorient	Football Club Lorient	1	1959	1950-1980		57 412	16 895		29,4
Orange Vélodrome	Marseille	Olympique de Marseille	1	1937	Avant 1950	2014	870 321	66 226		7,6
Stadium	Toulouse	Toulouse FC	1	1937	Avant 1950		498 003	29 740		6,0
Bollaert Delis	Lens	RC Lens	1	1933	Avant 1950	2015	32 458	37 705		116,2
St symphorien	Metz	FC Metz	1	1923	Avant 1950		120 211	20 605		17,1
	Brest	Stade Brestois	1	1922	Avant 1950		139 456	15 150		10,9
Roazhon park	Rennes	Stade Rennais FC	1	1912	Avant 1950		222 485	29 194		13,1
La Meinau	Strasbourg	RC Strasbourg	1	1906	Avant 1950		290 576	26 109		9,0
Parc des Princes	Paris	Paris Saint-Germain	1	1897	Avant 1950		2 145 000	47 929		2,2
Estadi Nouste Camp	Pau	FC Pau	2	2018	Après 2000		75 665	4 144		5,5
Matmut	Bordeaux	Girondins de Bordeaux	2	2015	Après 2000		259 809	42 115		16,2
hainaut	Valenciennes	Valenciennes FC	2	2011	Après 2000		42 738	24 926		58,3
des Alpes	Grenoble	Grenoble Foot 38	2	2008	Après 2000		158 240	20 068		12,7
Stade de la Licorne	Amiens	Amiens SC	2	1999	1980 - 2000		134 167	12 999		9,7
d'ornano	Caen	Stade Malherbe de Caen	2	1993	1980 - 2000		107 250	20 453		19,1
de Roudourou	Guingamp	EA Guingamp	2	1990	1980 - 2000		7 115	19 003		267,1
Guy Piriou	Concarneau	US Concarneau	2	1988	1980 - 2000		20 209	6 500		32,2
Francis Le Basser	Laval	Stade Lavallois MFC	2	1971	1950-1980		49 617	18 607		37,5
	Ajaccio	AC Ajaccio	2	1969	1950-1980		72 647	10 660		14,7
Parc des Sports d'Annecy	Annecy	FC Annecy	2	1964	1950-1980		131 766	15 660		11,9
Paul Lignon	Rodez	Rodez Aveyron Football	2	1946	Avant 1950	2019	24 544	5 996		24,4
Charlety	Paris FC	Paris FC	2	1939	Avant 1950		2 145 000	20 000		0,9
Marcel Tribut	Dunkerque	USL Dunkerque	2	1933	Avant 1950		86 545	4 933		5,7
	Bastia	SC Bastia	2	1932	Avant 1950		48 296	17 000		35,2
Geoffroy Guichard	Saint Etienne	Saint Etienne	2	1931	Avant 1950		174 082	41 965		24,1
de l'Aube	Troyes	ES Troyes AC	2	1924	Avant 1950		62 597	21 877		34,9
abbé deschamps	Auxerre	AJ Auxerre	2	1918	Avant 1950		34 151	23 467		68,7
Robert Diochon	Rouen	US Quevilly Rouen Métropole	2	1917	Avant 1950		144 187	12 018		8,3
	Angers	Angers SCO	2	1912	Avant 1950		155 876	19 000		12,2

DONNÉES SUPPORTEURS RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

Provenance des supporters	Abonnés 23/24	Non-abonnés	Total
Strasbourg	10,80 %	15,70 %	12,12 %
Eurométropole (hors Strasbourg)	17,70 %	14,10 %	16,73 %
Bas-Rhin (hors Eurométropole et Strasbourg)	59,00 %	29,60 %	51,08 %
Haut-Rhin	7,20 %	14,70 %	9,22 %
Autre (France)	4,10 %	20,80 %	8,60 %
Autre (étranger dont principalement Allemagne)	1,20 %	5,10 %	2,25 %

Mode de déplacement des spectateurs	
Avec votre voiture personnelle ou celle d'une personne avec qui vous allez voir le match	68 %
En transport en commun	23 %
En voiture jusqu'à un parc relais puis en navette jusqu'au stade	19 %
En covoiturage avec une tierce personne	16 %
À pied	8 %
En vélo	7 %
Avec votre deux-roues motorisé (moto, scooter...)	1 %

Revenu mensuel net du foyer	Part au sein des spectateurs
Moins de 1 000 €	4 %
De 1 000 à 1 499 €	7 %
De 1 500 à 1 999 €	16 %
De 2 000 à 2 999 €	21 %
De 3 000 à 3 999 €	22 %
4 000 € et plus	22 %
Revenu moyen : 3 122 €	

Âge	Part au sein des spectateurs
15-24	17 %
25-34	32 %
35-44	28 %
45-54	15 %
55-64	5 %
65 ou +	1 %

DONNÉES SUPPORTEURS FC LORIENT

Provenance des abonnés	Abonnés 23/24
Lorient	21,22 %
Lorient Agglomération	71,96 %
Morbihan	84,17 %
Finistère	13,55 %
Autre (France)	1,07 %

Mode de déplacement des spectateurs	
Avec votre voiture personnelle ou celle d'une personne avec qui vous allez voir le match	80 %
À pied	16 %
En transport en commun	8 %
En covoiturage avec une tierce personne	8 %
En vélo	3 %
En voiture jusqu'à un parc relais puis en navette jusqu'au stade	1 %
Avec votre deux-roues motorisé (moto, scooter...)	1 %

Revenu mensuel net du foyer	Part au sein des spectateurs
Moins de 1 000 €	5 %
De 1 000 à 1 499 €	8 %
De 1 500 à 1 999 €	14 %
De 2 000 à 2 999 €	20 %
De 3 000 à 3 999 €	21 %
4 000 € et plus	23 %
Revenu moyen : 3 162 €	

Âge	Part au sein des spectateurs
15-24	20 %
25-34	17 %
35-44	21 %
45-54	21 %
55-64	13 %
65 ou +	8 %

BIBLIOGRAPHIE

AUDELOR, **Quel impact économique des événements culturels et sportifs dans l'agglomération de Lorient ?** Note de l'observatoire territorial de l'AUDELOR, avril 2018, 4 p.

AUDELOR, **Synthèse des études d'impact économique de trois événements de Lorient Agglomération**, mars 2018, 64 p.

AUGUSTIN Jean-Pierre, **À quoi servent les stades en France ?** Editions Rationaliste, 2016, 9 p.

BODIN Dominique, ROBENE Luc et HEAS Stéphane, **Racisme, xénophobie et idéologies politiques dans les stades de football**, Editions presses de Sc Po, 2008, 20 p.

BOUIGUE Richard et RONDEAU Pierre, **Pour une réelle prise en considération des stades et des supporters dans le football**, Fondation Jean-Jaurès, juin 2023, 17 p.

CERTU, **Desserte multimodale des grands équipements sportifs**, parties 1 et 2, Éditions du CERTU, collection Dossiers, novembre 2009, 141 p.

CIRCUT Nicolas, MILLEREUX Vincent, MONTCHAUD Sandra, **La modernisation des stades de football en France, Proposition d'une analyse des logiques d'acteurs à l'œuvre au sein d'un processus de traduction**, Éditions AIRMAP/Gestion et management public (volume 4/n°2), avril 2015, pages 99 à 121.

DESROSIERS Hugo, **Avantage du terrain : l'impact urbain et social comme catalyseur du stade de sport professionnel**, Essai (PROJET) soumis en vue de l'obtention du grade de M. Arch., École d'architecture de l'Université Laval, Faculté d'aménagement, d'architecture, d'art et de design, 25 mai 2018, 50 p.

LESTRELIN Ludovic, BASSON Jean-Charles, HELLEU Boris, **Sur la route du stade. Mobilisations des supporters de football**, Editions presse universitaire de France, 2013, 23p.

LESTRELIN Ludovic, **Sociologie des supporters**, Édition La découverte, collection Repères, octobre 2022, 128p.

LFP, **Bilan statistiques 2023-2024 L1 et L2**, novembre 2023, 62 p.

LFP, **État des lieux des actions sociétales et environnementales du football professionnel**, 7^e édition, 2022-2023, 49 p.

MIGNON Patrick, PETTITI Christophe et GARAPON Antoine, **Le sport et la loi : comment faire régner l'ordre dans les stades ?**, Editions Esprit, 2006, 17 p.

MOULAR Jérém, **Nouvelle ressource et évolution du business model : une équation à plusieurs inconnues : Le cas des nouveaux stades du football français**, HAL OPEN SC, avril 2019, 528 p.

NIELSEN/FC Lorient, **Étude spectateurs & captifs key facts** FC Lorient, janvier 2023, 24 p. (document confidentiel).

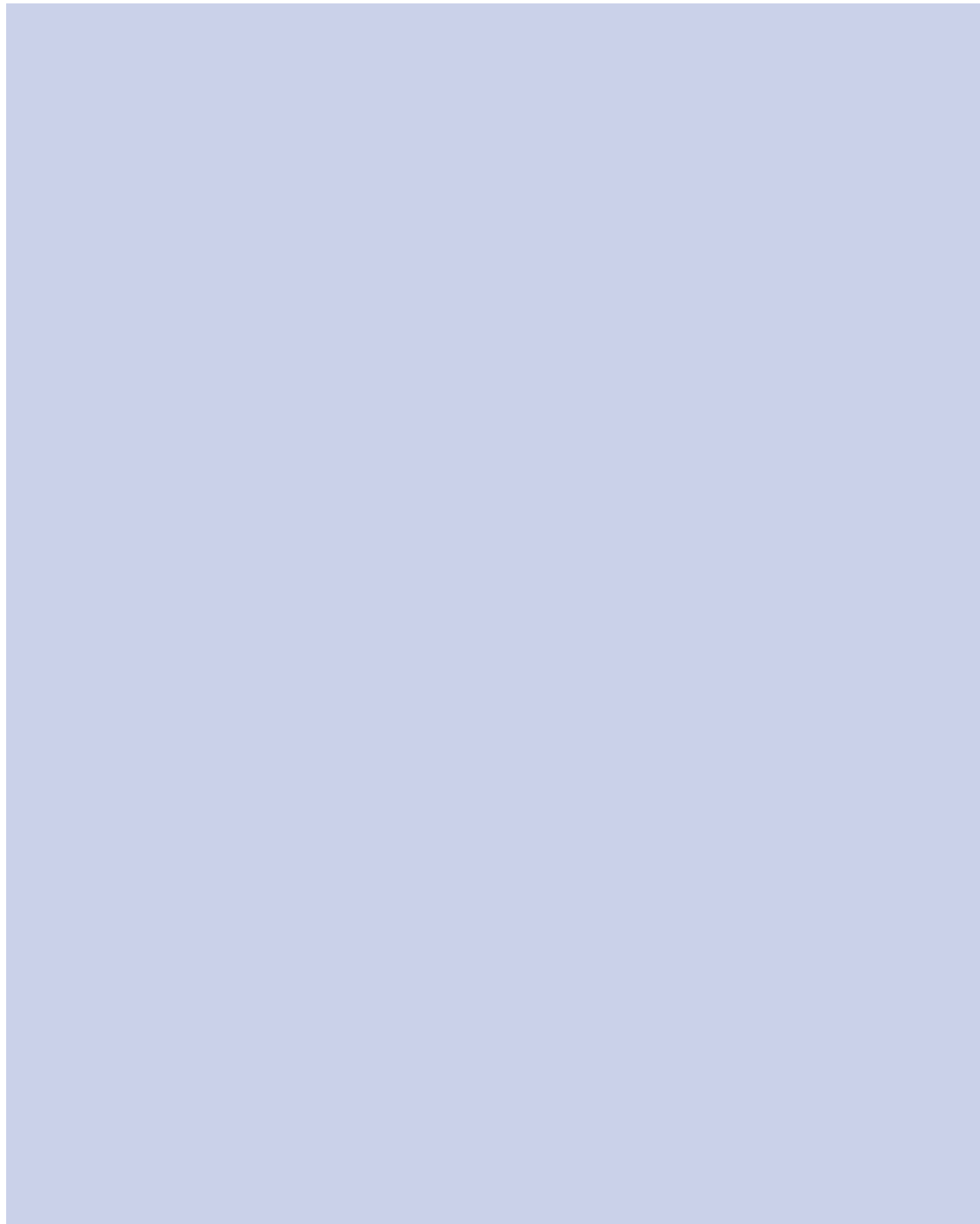
NIELSEN/ligue Uber Eats, **Étude spectateurs & captifs key facts**, ligue Uber Eats, janvier 2023, 21 p.

NIELSEN/RCSA, **Étude spectateurs & captifs key facts** RCSA, janvier 2023, 27 p.

SVP Information décisionnelle/AUDELOR, **Les stades de foot en France : constructions, rénovations, fréquentation**, septembre 2023, 41 p.

Articles Ouest France, mai 2024 :

- Les 100 ans du Moustoir. FIL, Supertramp... Ces événements ont jalonné l'histoire du stade de Lorient
- RÉCIT. Stade du Moustoir : 100 ans d'histoire de l'un des sites emblématiques de la vie lorientaise
- Les 100 ans du Moustoir à Lorient. Jean-Yves Le Drian : « Je me souviens du Parc des sports »



Directeur de publication : **Pierre Laplane, Directeur général**

Responsable éditorial : **Yves Gendron, Directeur général adjoint**

Équipe projet : **Yves Gendron (Chef de projet), Pierre Laplane, Louis Schutt (stagiaire), Luca Chiarizia, Pierre de Cadenet,**

Avec la collaboration : **Agences de Lorient : Gilles Poupard, Antoine Dauce ; Brest : Yves Cleach ; Dunkerque : Frank Merelle, Patrick Coleman ;**

Lille : Didier Decoupigny, Corentin Greuez, Mathilde Ballenghien ; Béthune : Carole Bogaert, Vincent Froger ; David Lestoux (Lestoux et associés).

PP 2024 - N° projet : **3.4.1.6** - Mise en page : **Sophie Monnin** - Photo couverture : **Jean Isenmann**

© Adeus - Numéro ISSN 2109-0149

Notes et actualités de l'urbanisme sont consultables sur le site de l'Adeus www.adeus.org



Brest, le 07 mai 2025

Le Président

**Objet : Contribution de l'Association des maires du Finistère à l'enquête publique –
Projet Arkéa Park**

Madame la Présidente de la Commission d'enquête,

Dans le cadre de l'enquête publique ouverte au sujet du projet Arkéa Park, entant que Président de l'Association des maires et Présidents d'EPCI du Finistère, je souhaite formuler une contribution d'observation en lien avec les enjeux que représente cet équipement pour l'ensemble de notre territoire.

Sans préjuger de la décision finale qui relèvera des autorités compétentes, il convient de souligner que ce projet soulève des enjeux majeurs d'aménagement, de cohésion territoriale, d'attractivité économique et de développement sportif, auxquels les élus locaux du Finistère sont naturellement sensibles.

Le Finistère, territoire à la fois maritime, rural et urbain, est à la pointe géographique de la Bretagne. Il a toujours su conjuguer enracinement local et ouverture au monde. La construction d'un équipement sportif d'envergure métropolitaine, dans l'agglomération brestoise, s'inscrit dans cette logique de rayonnement équilibré du territoire.

Ce type d'infrastructure ne bénéficie pas uniquement à la commune d'accueil ou à la métropole: il irrigue, par ses effets induits, l'ensemble du département, notamment en termes de fréquentation, d'image, d'équipement public et de développement des pratiques sportives.

Le projet Arkéa Park, estimé à environ 106.5 millions d'euros, représente un levier d'entraînement économique significatif. Il mobilisera 1 000 emplois pour sa construction ; 1 000 personnes seront employées les jours de match et entre 300 et 400 emplois seront créés pour l'exploitation de l'enceinte.

Les effets attendus ne se limitent pas à l'emploi ; Les commerces de proximité, la restauration, l'hôtellerie et les services bénéficieront d'un afflux régulier de visiteurs, estimé à 500 000 personnes par an. L'organisation de jusqu'à 200 événements par an (matches, salons, congrès, animations sportives ou culturelles) créera une activité événementielle continue, au service de l'économie locale. Le projet est pensé pour fonctionner toute l'année, avec des espaces ouverts aux entreprises, aux familles, aux enfants (crèche, club multisports, espaces de loisirs), et pas uniquement les jours de match.

AMF 29 53 RUE BRANDA 29200 BREST - TÉL. 02 98 33 88 70
MAIL : AMF29@ORANGE.FR - WWW.AMF29.ASSO.FR

D'autres collectivités comparables en France ont tiré des bénéfices tangibles d'équipements de ce type ; Le Havre a vu une augmentation de 25 % de la fréquentation hôtelière les soirs de match après l'ouverture du Stade Océane. À Dijon, la rénovation du stade a permis d'accueillir plus de 250 000 personnes par an. À Bourgoin-Jallieu, un complexe multisports a permis de créer 35 emplois pérennes et d'attirer des structures de formation nationale.

Dans tous ces cas, les investissements dans des équipements de nouvelle génération ont produit des retombées économiques avérées, tout en contribuant à renforcer l'attractivité des territoires concernés.

Au-delà du football professionnel, Arkéa Park a été conçu comme un équipement multiservices et multidisciplinaire puisque des salles polyvalentes seront mises à disposition pour les pratiques sportives locales et les équipements seront aussi ouverts au grand public.

Ce modèle inclusif est cohérent avec les valeurs de l'accès au sport pour tous, que les communes du Finistère défendent activement. Il est également complémentaire des équipements de proximité portés par les communes rurales et littorales, qui assurent un maillage territorial au plus près des habitants.

L'étude d'impact et les consultations menées indiquent une volonté réelle de concilier urbanisme et écologie. Plus de 30 % des surfaces aménagées sont consacrées à des espaces naturels restaurés (zones humides, haies, prairies). La gestion des eaux pluviales est assurée par cinq bassins en cascade et des surfaces perméables, en cohérence avec les préconisations du SAGE de l'Elorn. L'éclairage sera modéré, orienté vers le bas, et l'usage de LED à teinte chaude est prévu.

Le projet Arkéa Park s'inscrit dans une ambition territoriale partagée, au service du développement équilibré du Finistère. En tant que Président d'une association fédérant l'ensemble des maires et Présidents d'EPCI du département, je veille à ce que les projets d'envergure soient porteurs d'un intérêt général dépassant les frontières communales, dans un souci de cohésion, d'accessibilité et de durabilité.

Je remercie la commission d'enquête pour l'attention portée à cette contribution, qui se veut mesurée, constructive et ouverte au dialogue.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.



Dominique CAP

Maire de Plougastel-Daoulas

Président de l'AMF 29



Brest, le mardi 13 mai 2025

Mesdames, Messieurs les commissaires enquêteurs

J'écris au titre du Groupe National de Surveillance des Arbres (GNSA). La contribution ne peut pas couvrir l'ensemble des sujets tant il y a à dire.

Nous devrions nous réjouir parce que le projet du stade du Froustven est ambitieux, élégant et nous pourrions nous imaginer 50 ans en arrière alors que la sensibilité environnementale était encore très faible puisque les effets de l'homme sur le climat et la biodiversité n'étaient pas encore mesurés.

Le dérèglement climatique

Mais ce n'est plus le cas, ce vendredi 02 mai 2025, un article du Télégramme nous indique qu'il y a un record de température qui a été dépassé le 30 avril 2025 avec 27,3° à Fougères soit une anomalie de +10 °c. J'habite Brest au Stangalard à proximité du projet d'implantation de l'enceinte, j'avais 27 °c ce 30 avril 2025.

L'eau

Ce projet de stade est symptomatique car il montre que beaucoup de personnes et d'élus n'ont pas tout à fait conscience des enjeux. Quelles seront les conséquences possibles de ce projet sur la vie des Brestois et quels seront les impacts environnementaux ?

L'eau du Costour représente entre 17% et 20 % de l'eau consommée par les Brestois et les Kerhorres, habitants du Relecq-Kerhuon. Le stade serait construit à proximité immédiate de la source d'eau du Costour sur son bassin versant. L'artificialisation de 5 hectares de terres, les 1 350 places de parking, les travaux de construction engendreront une modification de l'infiltration de l'eau dans le sol, de son écoulement et conduira à une pollution de l'eau. Nous savons que dans le futur, il y aura des tensions au niveau de l'approvisionnement en eau, c'est ce que déclarait la directrice d'eau du ponant en décembre 2023, et effectivement un accroissement même minime de la population y contribuera.

Actuellement le terrain est en espace naturel ou agricole avec un agriculteur qui cultive en raisonné, l'eau s'infiltre naturellement. Les particules toxiques et les micro-plastiques invisibles en provenance des pneus sont si petits qu'elles échappent à 99,97% des dispositifs de contrôle. Il s'agit d'une menace croissante pour l'environnement et la santé humaine puisqu'elles s'infiltrent dans le sol puis dans l'eau.

Jusqu'à présent aucune étude d'impact n'a été faite pour simuler cet artificialisation.

Le surcoût de l'augmentation de capacité de l'usine de traitement de l'eau au sud de la vallée du Costour a-t-il été pris en compte dans les travaux d'aménagement ?

A moyen terme, le coût de la dépollution de l'eau seront-ils supportables, acceptables pour la population ?

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) met en avant la faiblesse de l'étude d'impact. La MRAE écrit « Enfin, la réflexion relative à la prise en compte des enjeux climatiques et énergétiques et de préservation des ressources naturelles est quasiment absente de l'étude d'impact au-delà de la pose des panneaux photovoltaïques. Les incidences du projet sur ces thématiques ne sont pas quantifiées et l'étude d'impact doit être complétée. »

Le principe de précaution doit s'appliquer. L'ensemble de la classe politique devrait interdire ce projet au nom de de l'intérêt général. Au-delà de l'intérêt général c'est de l'intérêt vital d'avoir de l'eau potable et qui ne nous pollue pas. La préservation de cette zone naturelle est nécessaire pour assurer un avenir le moins rude possible à nos enfants.

La charte de l'environnement

Nous mettons en avant la charte de l'environnement. La charte de l'environnement a valeur constitutionnelle puisqu'elle a été intégrée au "Bloc de constitutionnalité", à la faveur de la révision constitutionnelle du 1er Mars 2005 (voir, les décisions nos 2008-564 DC du 19 juin 2008 et 2014-394 QPC du 7 mai 2014).

- **Article 1er. Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.**
- **Article 2. Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.**
- **Article 3. Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences**

Nous considérons que les porteurs du projet ne respecteront pas notre constitution puisqu'ils seront probablement responsables de la pollution de l'eau. Ils contribueront à enfreindre l'article 1. Ceci conduira, pour le prouver, différentes associations à faire des analyses poussées sur l'eau du Costour avant et après si le projet voit le jour. Qu'est-ce que les porteurs de projet ont prévu au terme de l'article 3 ?

Nous, en tant qu'association environnemental agissons suivant l'article 2.

Prospectives

Nous pouvons analyser ce projet sous de nombreux aspects : environnemental, sociétal, financier. Les donneurs d'ordres d'aujourd'hui ne seront pas là demain, compte tenu de leur âge, et nous hériterons de leur manque de lucidité puisqu'ils ne prennent pas en compte un monde qui change à court terme, quelques années.

Le foot évolue : d'ici quelques années les évolutions technologiques pourront par holographie projetées les matchs dans des lieux différents, rendant la présence physique moins nécessaire donc plus besoin de grande enceinte.

Le format des matchs pourrait se tourner vers le futsal plus dynamique que les matchs actuels ou encore vers le beach soccer comme la coupe du monde qui se déroule au moment où nous écrivons ces lignes.

Nous pouvons aussi imaginer les terrains modulables qui puissent s'adapter aux conditions climatiques, finies les structures énormes tel des paquebots statiques comme le projet du Frouven.

L'étude du cabinet ISC

Le cabinet ISC – Ingénierie Sportive et Culturelle dans une étude en date de juin 2023 a démontré qu'il y a 2 scénarii pour la rénovation du stade Francis Le Blé. Le scénario 1 avec une reconstruction complète est estimé à 59 M€ HT (valeur 12/2022) alors que le scénario 2 dit en « fer à cheval » est estimé à 50 M€ HT.

Nous savons que la dernière estimation de juin 2023 pour une construction au Frouven est de 106, 5 M€ TTC. C'est sensiblement le double d'un scénario de rénovation.

Il manque dans ce chiffrage les provisions pour risques de l'ordre de 10 % du coût et la prise en compte de l'augmentation des prix. Les charpentes métalliques ont augmenté de 41% en 2 ans.

Le cabinet ISC explicite dans les 2 scénarios, un coût à terminaison qui intègre bien les provisions pour risques libellés en « Aléas sur travaux » à hauteur de 10 % (scénario 1 : 4,3 M€ HT, scénario 2 : 3,6 M€ HT) et des aléas liés à la continuité d'exploitation à hauteur de 8 %. (scénario 1 : 3,4 M€ HT, scénario 2 : 2,9 M€ HT)

Quel serait le coût actualisé d'une construction du stade au Frouven ?

Au coût de construction du Frouven et qui n'est pas défini, il faudrait ajouter le coût de la déconstruction et désamiantage évalué à 1, 750 M€ HT en décembre 2022 par le cabinet ISC.

L'intérêt général

L'intérêt général a été prononcé par de nombreuses communes de Brest Métropole. Les dernières élections municipales ont eu lieu le 15 mars 2020 ou le 28 juin 2020 alors que le projet était bâti sur des fonds entièrement

privé. Les élus actuels et les candidats malheureux n'ont pas pu s'exprimer sur ce sujet et la légitimité de certains élus peut être discutée puisqu'il n'y a pas eu de débat sur le sujet du stade.

Depuis juin 2023, le financement du stade est maintenant à moitié public. C'est pourquoi nous demandons qu'un référendum soit organisé et que celui-ci soit rédigé avec des éléments objectifs compréhensibles par l'ensemble de la population.

Pourquoi ce qui est envisagé par le premier ministre Mr Bayrou pour le budget de la nation ne pourrait pas être fait au niveau d'une métropole ?

Ce projet présente un intérêt financier pour les porteurs de projets et leurs soutiens (le maire de Brest, le maire de Guipavas, les promoteurs immobiliers, les entreprises du BTP) et cela flatte certainement leurs égos mais cela ne relève pas de l'intérêt général.

Ce qui de l'intérêt général concerne le plus grand nombre et l'argent public doit servir à un projet public et non un projet privé puisque la gouvernance du futur stade serait assurée sous l'égide de la Holding Le Saint. L'intérêt général c'est donc :

- La rénovation des écoles, des ehpad nous y passons tous dans notre vie
- La rénovation des bâtiments publics, hôpitaux, les locaux associatifs, les gymnases, les maisons de quartier, l'Arena
- La rénovation des routes, la construction de pistes cyclables à condition qu'il n'y ait pas d'atteinte aux arbres

Pour ceux qui ont du mal à finir les mois, comment leur expliquer que l'argent public puisse servir des intérêts privés ?

Les subventions publiques sont autorisées dans le cadre de l'intérêt général, il y a aussi pour les entreprises participantes au projet quelques avantages fiscaux. Nous espérons que cela ne représente pas de conflit d'intérêt mais le domaine est particulièrement ardu pour les non-initiés, il est débattu par le Haut Conseil à la Vie Associative (HCVA).

L'environnement

Le premier constat que nous pouvons faire est que le stade serait bâti sur la base d'autorisation de destruction d'espèces protégées. C'est-à-dire que des dérogations sont accordées pour enfreindre la loi. Il est bien entendu que les principaux intéressés ne sont pas consultés puisqu'il s'agit de grenouilles, couleuvres, escargot de quimper, oiseaux, chevreuil

Le GIEC

Nous ne pouvons plus faire comme s'il ne se passait rien et il est impérieux de prendre en compte les recommandations du GIEC (Groupe International d'Etude du Climat) en terme de préservation de l'environnement et des ressources (terres agricoles, eau, énergie, arbre, faune) si nous voulons limiter l'augmentation de la température. Nous devons tous et surtout les élus prendre conscience de cet état de fait et ne pas reporter le problème à plus tard. En tant que représentant du GNSA (Groupe National de Surveillance des Arbres), notre association rencontre régulièrement les élus de différentes mairies, nous entendons régulièrement en terme environnemental « c'est pire ailleurs ». C'est possible, mais nous au GNSA Brest nous agissons dans notre périmètre d'action et c'est ici que nous pouvons agir.

Artificialisation et trames

Le projet du stade englobe une superficie de 18 hectares et 5 hectares seraient artificialisés. Actuellement, il s'agit pour beaucoup de terres agricoles, de bocage et d'îlots de fraîcheur dont nous avons tant besoin comme l'indique le constat de l'augmentation de température. En octobre 2023, il y avait +3,5 °C sur Guipavas par rapport aux normales de saison.

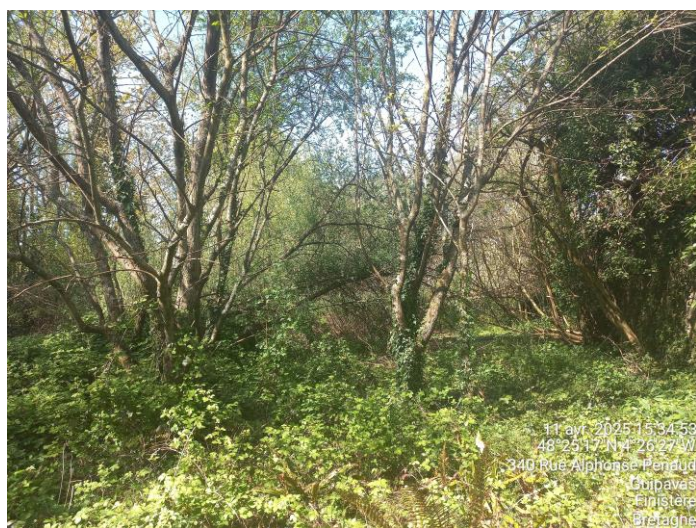
Il est question de corridors écologiques mais l'enceinte du stade sera entourée par un grillage qui empêchera les passages des animaux comme le chevreuil. Les trames vertes et bleues nous ne les voyons préserver que sur le

papier et jamais dans la réalité. Nous devons rappeler ce qui est écrit plus haut à savoir l'article 2 de la charte de l'environnement.

- Article 2. Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Le rapport de la MRAE évoque aussi la trame blanche, c'est celle du silence mais nous pouvons ajouter aussi l'impact sur la trame noire. C'est la nuit que de nombreux oiseaux s'orientent et migrent. Ils ont besoin de ne pas être éblouis par nos lumières. Les nuisances n'ont pas été suffisamment étudiées et surtout mises en avant. Il est écrit dans le rapport de la MRAE « Le dossier ne démontre pas que l'ensemble des situations susceptibles de générer des incidences sur les milieux et pour les riverains a bien été pris en compte (périmètre des aires d'étude, hypothèses de bruit, insertions paysagères, effets de cumul avec le projet de quartier mixte voisin). »

Voici ci-dessous quelques photos prises sur le terrain et ce projet est une nouvelle fois un grignotage des zones naturelles et agricoles. Nous avons tous besoin de manger et de boire de l'eau potable.





Insertion paysagère

Il est difficile d'accepter une insertion paysagère aussi fausse de la plaquette présentant le projet.

Le quartier de Botspern n'existe plus, le quartier en cours de construction de Keradrien n'existe pas et pourtant les arbres ont poussé sur l'enceinte du stade. Cela suppose que l'on soit plusieurs années après la construction.

L'obligation de couvrir la moitié des parkings de plus de 1500 m² par des panneaux solaires n'est pas respecté. La vue d'insertion commerciale comme le dénonce la MRAE et nous aussi est bien plus verte que sera la réalité.



Sur les images ci-dessous extraites du cabinet d'architecte et présentées dans le communiqué de presse du 12 juillet 2023 tenu au Crédit Mutuel Arkéa (Relecq-Kerhuon), le stade semble pratiquement construit à la campagne.



Crédit photos : Cabinet d'architecture François DE LA SERRE

Les limites planétaires

Ce n'est pas que pour les autres. Tout le monde peut agir à son niveau, alors faisons-le

La sauvegarde de l'environnement doit désormais être au cœur des préoccupations, pourquoi ? Parce que 6 des limites planétaires sont déjà dépassées. Qu'est-ce que sont les limites planétaires ? Il s'agit des seuils que l'humanité ne devrait pas dépasser pour ne pas compromettre les conditions favorables dans lesquelles elle a pu se développer et pour pouvoir durablement vivre dans un écosystème sûr, c'est-à-dire en évitant les modifications brutales et difficilement prévisibles de l'environnement planétaire.

Il consiste en neuf limites planétaires, dont huit sont chiffrées par les chercheurs et six sont déjà franchies. Neuf processus sont retenus comme limites, car ensemble ils remettent en cause la stabilité de la biosphère : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore, les changements d'utilisation des sols, l'acidification des océans, l'utilisation mondiale de l'eau, l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'introduction d'entités nouvelles dans l'environnement (pollution chimique) et l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère.

Préservation des terres agricoles

La France importe de plus en plus de nourriture de l'étranger. Ceci signifie que nous ne maîtrisons pas le prix de notre alimentation. C'est donc un intérêt général de préserver les terres agricoles. Les terres d'implantation du stade sont cultivées actuellement et alimentent des vaches qui produisent lait et viande.

Le maintien de la biodiversité est un enjeu majeur. Les pollinisateurs (abeille, guêpe, bourdon) nous permettent d'acheter un kg de pomme entre 2 et 4 €. S'ils disparaissent, la pollinisation sera à faire manuellement, le prix grimpera probablement alors de 20 € à 40 € le kilo.

Les jeux du stade seront alors bien loin dans l'esprit des gens puisque c'est survivre qui sera important.

Sociétal

Un stade F. Le Blé populaire

Le Stade Francis Le Blé est historiquement le stade de cœur de nombreux supporters. Si certains supporters ne voient qu'un nouveau stade, d'autres des ultras sont plus sceptiques en ce qui concerne l'ambiance et regretteront un stade au centre de la ville.

Nous, nous regretterions aussi un stade qui profite au plus grand nombre. En effet, il y a 13 974 places grand public et 1 652 places VIP à Francis Le Blé (source chiffre du cabinet ISC) alors que dans le projet du futur stade de 15 000 places, 4 200 places VIP (source dossier de concertation). C'est à dire qu'il y aurait 2,5 fois plus de place de VIP qu'actuellement. Ce ne sera pas un stade populaire et les supporters les moins fortunés seront bernés car ne nous y trompons pas, le prix des places va augmenter. Terminé l'ambiance.

Le stade est éminemment un projet financier, il est bien loin le temps où le père des frères Le Saint vendait ses invendus le soir pour pas cher.

Le stade F. Le Blé présente l'intérêt majeur d'être accessible à pied pour de nombreux Brestois, ce qui sera impossible avec un stade qui serait construit en périphérie de Brest à Guipavas.

Une petite partie de la route de Quimper est bloquée les soirs de match mais l'impact de la fermeture du boulevard Mitterrand en cas de construction au Frotven conduira à empêcher le passage des automobilistes en transit en provenance du sud par la RN265. La fermeture de la route de Quimper partiel a un impact limité pour les automobilistes de transit puisqu'ils ne passent pas par là.

La nécessité en place de stationnement est multipliée par l'éloignement par la construction d'un stade en dehors des lieux d'habitation de la population. Le nombre de place de parking à 1 350 est inférieur au besoin. Les 500 places de parking d'Ikea ne sont pas encore validées. Le jour où Brest descendra en division 2, alors que les matchs se jouent le samedi, les places de parking ne seront plus accessibles aux supporters puisque sur une zone commercial. Ikea tiendra à maintenir son chiffre d'affaires.

800 places de parking à l'aéroport, bien sûr mais quel impact carbone au moment où il faut réduire nos émissions !

Le transport par tram jusqu'à un terminus limite obligatoirement les capacités de transport alors qu'actuellement les trames viennent de 2 directions.

Les commerçants du centre-ville de Brest

La construction du stade avec sa Halle Gourmande viendrait en concurrence avec les commerçants du centre-ville de Brest. C'est-à-dire que de l'argent public servira à des intérêts privés pour concurrencer des commerçants qui ont déjà du mal à vivre.

Ceci va à l'encontre de la redynamisation du centre-ville de Brest. Le haut de Jean-Jaurès est toujours sinistré et parfois mal fréquenté avec la présence de dealer. La construction du stade viendra donc accroître cette paupérisation du Haut Jaurès. Pourtant il y a des articles dans sillage sur une volonté pour changer cela mais l'équipe en place semble faire l'inverse.

Les 2 000 m2 des halles Saint-Louis sont en rénovation, il faut laisser une chance de redynamiser le centre de la ville et arrêté l'expansion urbaine. Nous n'avons qu'une planète.

Les grands centres commerciaux se vident et nous allons vers des magasins d'alimentation avec une taille raisonnée. Le magasin Géant du phare de l'Europe qui est fermé en est un exemple.

Ne continuez pas vers un système qui montre ces limites.

Financier

Le financement entièrement privé en 2022 est passé en juin 2023 à un financement public-privé. Il n'y a pas eu de débat sur le sujet avec la population de Brest Métropole. Un projet qui engage la communauté et pour un tel montant devrait faire l'objet de grandes discussions.

Le stade de Bordeaux est un gouffre financier pour la ville depuis la descente de leur équipe. Il y a les mêmes difficultés au Mans alors qu'à Strasbourg le stade a été rénové. C'est ce que nous souhaitons pour F. Le Blé au GNSA.

Camenbert de financement

Le camenbert ci-dessous montre la répartition du financement qui est maintenant à moitié public mais la gouvernance du stade sera privée.

Le stade sera rétrocédé à la ville au bout de quelques dizaines d'années c'est-à-dire au moment où des travaux de rénovation seront nécessaires.

C'est la ville de Brest qui se porte garante à 50% pour le remboursement du prêt. Donc si tout va bien l'argent sera encaissé par les porteurs de projet et leurs partenaires mais si cela se passe mal alors ce sera à l'ensemble de la population de payer !



Le coût du stade

Le coût du stade en juin 2023 était de 106,5 M€, en deux ans les prix des matériaux ont grimpé. L'augmentation du prix (source www.ffbatiment.fr) des matériaux en 2 ans

- Ossature et charpentes métalliques : +41,1 %
- Fermeture de baies en aluminium : +31 %
- Menuiserie en acier et serrurerie : +24,3 %
- Couverture et bardage en tôles d'acier nervurées : +27 %

Quel est maintenant le prix réel du stade ? Il n'est pas connu. Les artisans réalisent actuellement des devis valables un mois au maximum.



État des lieux et étude faisabilité Stade Francis Le Blé



**Atelier Xavier Lauzeral
architectes urbanistes**
xavier.lauzeral@lauzeral.fr / www.lauzeral.fr
10, rue des Coches
78100 Saint Germain en Laye
t : 01 30 61 43 17 f : 01 30 61 44 78

ISC – Ingénierie Sportive et Culturelle
4 rue de la Procession
78 100 Saint Germain en Laye
Tél : 01 39 04 02 14
contact@ingesports.com
www.ingesports.com

Juin 2023

SOMMAIRE

I. Contexte	4
II. le diagnostic du site	6
A. Localisation	7
B. Accessibilité	7
1. Transports en commun et mobilité douce	7
2. Stationnement et accès matchs actuels	8
C. Parcelles cadastrales	9
D. Les contraintes d’urbanisme / Réglementaires	9
1. Les contraintes communes	9
2. Les contraintes spécifiques aux différentes zones	13
E. Les contraintes environnementales	18
1. Les risques naturels et technologiques	18
2. Installations industrielles classées (ICPE)	19
3. Séismes	19
4. Radon	20
5. Pollution des sols	20
F. Synthèse	21
III. Diagnostics architecturaux et urbains	22
A. Les reconstructions successives du stade de l’Armoricaine	23
B. Un stade intégré dans un environnement urbain composite	24
C. Un stade compact, sobre en occupation de l’espace	25
D. Un stade aux façades peu urbaines	26
E. Un stade peu qualifiant pour ses voisins directs	27
F. Des rives vouées aux circulations fonctionnelles	28

Brest	
G. Un terrain bordé de tribunes disparates sans identité architecturale	29
H. Des services et hospitalités en deçà des standards actuels	30
I. Des tribunes peu confortables	31
J. Synthèse	34
IV. Diagnostic réglementation FFF et licence club.	35
A. Classement fédéral	36
1. Le terrain :	36
2. Les vestiaires	37
3. Le Parc de stationnement	38
4. Le secteur visiteur	38
B. La licence club	39
C. Synthèse	43
V. Les scénarios d'évolution	44
A. questionnements	46
B. La configuration des tribunes	47
C. Les scénarios	48
VI. Les tableaux de surfaces	50
VII. Les faisabilités	55
A - Scénario 1 : Restructuration complète	56
B - Scénario 2 : « Fer à cheval »	58
VIII. L'estimation des coûts d'investissement	63
IX. Synthèse et conclusion	67
X. Annexes	70

I. CONTEXTE

Brest

Le stade Francis Le Blé est situé dans le quartier brestois de Saint Marc et à proximité du quartier de l'Europe.

Cette enceinte, inaugurée en 1922 sous le nom de stade de l'Armoricaine, compte environ 15 704 places. Son club résident est le Stade brestois 29.

Situé à proximité du centre-ville, il offre de nombreux atouts en terme d'accessibilité mais comme tous les stades en centre-ville pose de nombreuses questions dès lors qu'il s'agit de le moderniser. Le stade ne dispose pas de places de parkings dans le périmètre direct de l'enceinte.

Les propriétaires du club Stade Brestois 29 ont engagé un projet de construction d'un nouveau stade sur le secteur du Froulven à Guipavas, à l'intersection des dessertes vers Morlaix et Quimper et à proximité de la station de tramway « Porte de Guipavas ».

Ce nouveau projet repose sur un programme de 40 000 m² de surface de plancher comprenant tous les services et locaux d'un stade de 15 000 places et un programme d'activités associées dans l'objectif d'un équipement ouvert 365 jours par an.

La présente étude a pour objet d'identifier les potentialités du site actuel et de vérifier la faisabilité d'une rénovation permettant de répondre aux exigences du football professionnel.



Tribunes		actuel
tribune Foucauld		5328
	loges	192
	officiel	36
	honneur	1424
	grand public	3348
	debout	250
	presse écrite	41
	radio	17
	régie TV	17
	panneau led	3
tribune Arkea		6554
tribune plein ciel		2717
	public	2021
	visiteurs	696
tribune Quimper		1105
	public	1105
total places assises		15704

II. LE DIAGNOSTIC DU SITE

A. LOCALISATION

Le stade Francis le Bié positionné au Sud-Est de Brest est un stade urbain. Situé route de quimper à proximité d'une entrée de ville, il est intégré au cœur des quartiers de Saint-Marc et du Petit Paris.

L'environnement du stade regroupe une zone importante d'habitats pavillonnaires et collectifs. La zone est également composée des établissements scolaires et sportifs mitoyens ou en toute proximité du stade, ainsi que des commerces de proximité.

L'une des tribunes du stade a récemment été rénovée (Livraison 2022), elle dispose à ce jour d'une capacité de 1100 places, est adaptée PMR et permet le recul nécessaire pour répondre aux normes fédérales au niveau de la ligne de corner.



B. ACCESSIBILITE

Le stade est bordé par les rues : Rue de Quimper, rue de l'Île de Sein, rue de Douarnenez.

1. TRANSPORTS EN COMMUN ET MOBILITE DOUCE

Le stade Francis le Bié est directement desservi par le réseau de transports urbain bus.

Les lignes de bus 19 et 17 desservent directement le stade. Ce service est complété en rejoignant les arrêts place de Strasbourg desservi par 3 autres lignes de bus (14, 15 et 16), ainsi que la ligne de tram A, et permettant l'accès à deux lignes du réseau BREIZHGO (32 et 33) ainsi qu'aux parkings relais vélo et auto. Le parking relais est ouvert du lundi au samedi et fermé les dimanches et jours fériés. (233 places), le parking relais vélo est quant à lui ouvert 24h/24 et 7j/7.



Le jour de match des poches de parkings sont prévues autour du stade. Les parkings sont réservés aux places à prestations. Pour l'accès PSH-PMR, le stationnement prévu est situé sur la Rue d'Audierne (Rond-point de l'école du petit paris, accès par la route de Paris uniquement)

(Source : <https://www.sb29.bzh/stade-francis-le-ble.php>)

PLAN ACCÈS PARKINGS
STADE FRANCIS-LE BLE - 26, route de Quimper à BREST

Le plan illustre le stade au centre, entouré de plusieurs zones de stationnement désignées par des lettres (P1 à P6) et des couleurs. Des routes principales sont indiquées, telles que la Route de Quimper, la Route de Landerneau, la Route de Brest, la Route de Morlaix, la Route de Nantes, la Route de Landerneau, la Route de Brest, la Route de Morlaix, la Route de Nantes, la Route de Landerneau, la Route de Brest, la Route de Morlaix, la Route de Nantes. Des flèches indiquent les directions de circulation. Des informations supplémentaires sont fournies, telles que 'STADIUM BUS / CARS' et 'Rocade Nord E50 Morlaix - Nantes'.

C. PARCELLES CADASTRALES

N°0048, Feuille 1, Section AX, superficie fiscale 21495,62 m2
N° 0341, Feuille 1, Section AX, superficie fiscale 206,42 m2

La parcelle cadastrale du site est la parcelle 48, cette parcelle regroupe la majorité des installations du stade.

Une partie de la tribune visiteur se situe quant à elle sur une parcelle supplémentaire 0341.

Le stade est bordé à l'ouest par les parcelles cadastrales 123 et 124.

La parcelle 48 est classée UL au regard du PLU, la zone UL est une zone urbaine destinée à accueillir les équipements sportifs ou de loisirs, les terrains de camping/caravaning et les parcs résidentiels de loisir, comprenant toutes les constructions et installations d'accompagnement qui leurs sont liées.



La parcelle 341 qui supporte une partie de la tribune est en zone UC, elle couvre des secteurs de l'agglomération dans lesquels une mixité des fonctions urbaines (habitat, commerce, équipements publics, bureaux...) existe ou est souhaitée. Elle se caractérise par sa proximité aux réseaux structurants de voirie, de transport en commun, de chaleur. La zone UC correspond au périmètre à l'intérieur duquel les conditions de desserte en transports en commun permettent de réduire les obligations demandées en matière de stationnement.

D. LES CONTRAINTES D'URBANISME / REGLEMENTAIRES

1. LES CONTRAINTES COMMUNES

Article 3- Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées

Accès

Les caractéristiques des accès doivent répondre à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble à desservir, permettre de satisfaire aux règles minimales de sécurité, telles que défense contre incendie, protection civile et brancardage. A ce titre, la largeur minimale d'accès est de

3,50 mètres. Dans l'éventualité où une desserte incendie s'avère nécessaire en arrière des immeubles considérés, la hauteur minimum sous porche est de 3,50 mètres.

La disposition du précédent paragraphe n'est pas applicable en cas de réhabilitation ou d'extension d'une construction existante, ni dans le cas d'accès existants qui peuvent avoir une largeur inférieure à 3,50 mètres.

Le nombre des accès sur les voies peut être limité pour des raisons de sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées, sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

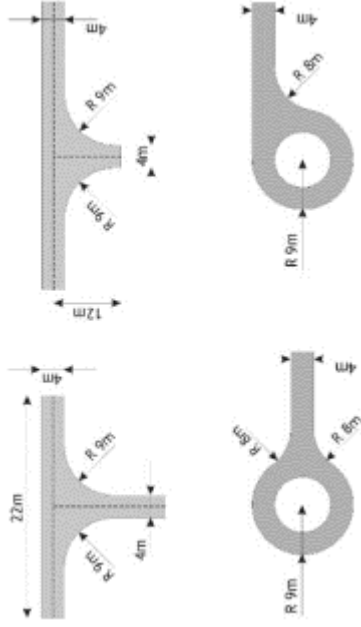
La création de nouvel accès sur voie est interdite : sur les voies présentant des problèmes de visibilité.

Voirie

Les voies doivent répondre à l'importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Elles doivent permettre une circulation aisée, le passage des véhicules de secours et ne doivent pas présenter un risque pour la sécurité des usagers. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Les voies nouvelles à double sens de circulation doivent disposer d'une largeur de chaussée, hors stationnement, d'au moins 5 mètres. Pour les voies à sens unique la largeur minimale est de 3,50 mètres.

Les impasses créées doivent être aménagées pour assurer le retournement aisé des véhicules dès lors qu'elles dépassent 50 mètres et qu'une desserte incendie ou collecte des déchets s'avèrent nécessaires. Cette aire devra s'inscrire dans les gabarits suivants.



Article 4- conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

Eau potable

Toute construction nouvelle desservie par le réseau public, à usage d'habitation ou d'activités, doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Tout rejet, dépôt, dispositifs d'infiltration des eaux usées dans le sol, mares, puits perdus... doivent être distant de 35 mètres minimum d'un captage d'eau destiné à l'alimentation en eaux potables (sous réserve d'autres réglementations spéciales plus contraignantes, imposant des règles de distances plus importantes.)

Assainissement

Eaux usées domestiques

Toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement lorsqu'il existe. Dans les secteurs disposant de réseaux séparatifs, les eaux usées ne doivent pas être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales et inversement.

En cas d'exonération de raccordement ou lorsque les terrains ne sont pas desservis par un réseau d'assainissement collectif, les constructions doivent être équipées d'un système d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur assurant le prétraitement, le traitement et l'évacuation des effluents traités.

Concernant l'évacuation, les eaux usées traitées doivent être infiltrées de manière permanente dans le sol en place sous-jacent ou juxtaposé. Dans un cadre réglementaire d'autres modes d'évacuation pourront être autorisés dans le cas d'un logement existant et d'une impossibilité technique liée à la perméabilité des sols.

Eaux usées non domestiques

Les constructions destinées à un autre usage que l'habitat, doivent être dotées d'un dispositif de traitement et de stockage des effluents autres que domestiques adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel.

L'évacuation des eaux industrielles ou d'origine hospitalière dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un pré traitement conforme aux normes de rejet.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales des constructions et des aménagements doivent être infiltrées sur le terrain support de l'opération. Le projet doit être conçu avec le souci de ne pas augmenter le débit des eaux de ruissellement et de préserver la qualité des milieux naturels.

Afin d'économiser les ressources en eau, les eaux pluviales peuvent être stockées en vue d'une réutilisation pour des usages sur la parcelle. Les volumes stockés pour réutilisation viennent en sus des éventuels volumes mis en œuvre pour la gestion des eaux pluviales.

Toute construction nouvelle, extension ou réhabilitation d'immeuble et tout projet générant une surface imperméabilisée devra infiltrer sur le terrain support de l'opération :

- Le volume d'eau produit par une pluie mensuelle ruisselant sur cette surface lorsque le projet est situé en secteur d'assainissement unitaire ;
- Le volume d'eau produit par une pluie décennale ruisselant sur cette surface lorsque le projet est situé en secteur d'assainissement séparatif.

Toute construction nouvelle, extension ou réhabilitation d'immeuble et tout projet générant une surface imperméabilisée qui ne pourrait infiltrer la totalité ou une partie des eaux sur le terrain support de l'opération, pourra rejeter sous conditions, tout ou partie des eaux pluviales vers le système public. Dans ce cas le débit de fuite autorisé sera limité au débit naturel du bassin versant considéré, sans que celui-ci ne puisse excéder 3l/s/ ha pour une pluie décennale admis par le SDAGE en vigueur.

Dans des cas de forte vulnérabilité hydraulique ou de milieux récepteurs sensibles, une gestion quantitative et/ ou qualitative des eaux pluviales spécifique plus contraignante peut être imposée ceci afin de réduire les nuisances.

Dans les polarités commerciales périphériques délimitées sur le document graphique N°3 les nouvelles implantations commerciales de plus de 1000 m2 de surface de vente, et les extensions portant la surface de vente d'une implantation commerciale existante à 1000 m2 et plus, intègrent un dispositif de récupération, de stockage et d'utilisation des eaux pluviales.

Dans les secteurs soumis au risque de submersion marine, la gestion des eaux pluviales sera réalisée à une côte située au-dessus de la côte du risque de submersion. Le trop-plein des ouvrages devra s'effectuer gravitairement vers un exutoire de surface.

En cas de risque d'inondation du terrain support de l'opération (par les eaux de ruissellement, par débordement, remontée de nappe phréatique), l'implantation de locaux en sous-sol peut être interdite et des mesures constructives adaptées peuvent être imposées.

Pour les rejets d'eaux pluviales qui s'effectuent directement en mer, le débit de fuite n'est pas réglementé. Une gestion qualitative spécifique peut être imposée.

Autres réseaux (électricité, gaz, téléphone, télédistribution, éclairage public)

Dans les zones urbaines et à urbaniser, les installations nouvelles et branchements doivent être réalisés en souterrain ou s'intégrer au bâti, sous réserve de ne pas faire obstacle à la fourniture du service universel pour les réseaux de télécommunication.

Article 15 – obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales

Toute construction neuve supérieure à 1500 m² de surface de plancher doit comporter au moins un dispositif destiné à économiser l'eau et un dispositif de production d'énergie renouvelable (ENR) dont la part dans le bilan énergétique devra respecter les conditions suivantes :
Pour toutes les autres constructions **la part d'ENR devra couvrir au minimum 10% du bilan énergétique (CEp) quelle que soit l'ENR.**

2. LES CONTRAINTES SPECIFIQUES AUX DIFFERENTES ZONES

	Zone UL	Zone UC
6) Implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et aux voies	<p>Les constructions doivent être implantées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit en limite d'emprise publique ou de voie ; - Soit avec un recul supérieur ou égal 3 mètres par rapport aux emprises publiques ou aux voies. <p>L'extension d'une construction existante peut se faire en conservant un recul identique à l'existant, ou en <u>continuité de la construction existante.</u></p>	<p>Les constructions doivent être implantées en fonction des dispositions figurant sur le document graphique N°2.</p> <p>En l'absence de dispositions particulières sur le document graphique N°2, les règles d'implantation sont différentes selon que les constructions à édifier se situent dans une séquence urbaine ou non.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A l'intérieur d'une séquence urbaine, les constructions doivent être implantées : <ul style="list-style-type: none"> - soit en limite des emprises publiques et des voies ; - soit en fonction de l'implantation des constructions existantes du même côté des emprises publiques et des voies de la séquence urbaine. <u>Si les constructions ont un recul uniforme, la nouvelle construction doit être implantée en respectant le recul constaté ; si les constructions ont des reculs différents, la nouvelle construction doit être implantée entre la construction la plus proche et la construction la plus éloignée des emprises publiques et des voies.</u> • En dehors d'une séquence urbaine, les constructions doivent être implantées avec un recul compris entre 0 et 5 mètres par rapport aux emprises publiques et aux voies.

7) Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	<p>Les constructions doivent être implantées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit en limite séparative ; - Soit avec un retrait par rapport aux limites séparatives au supérieur ou égal à la moitié de la hauteur de la construction sans pouvoir être inférieure à 1,50 mètre. <p>L'extension d'une construction existante peut se faire en conservant un retrait identique à l'existant, ou en continuité de la construction existante.</p>	<p>Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif doivent être implantées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en limite séparative ; - soit avec un retrait compris entre 2 et 5 mètres de la limite séparative. <p>(Pour les autres destinations de constructions, les règles d'implantation par rapport aux limites séparatives sont différentes selon que les constructions se situent en bande de constructibilité principale ou secondaire, etc.)</p>
10) Hauteur des constructions	Pour les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, il n'est pas fixé de règles.	<p>Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</p> <p>(Pour les autres destinations de construction, la hauteur maximale est fixée en nombre de niveaux. Le nombre maximal de niveaux autorisé est différent selon que les constructions se situent en bande de constructibilité principale ou secondaire, etc.)</p>
11) Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords	<u>Pas de règles</u>	<p>Travaux de restauration, réhabilitation, transformation</p> <p>Les travaux réalisés sur un bâtiment existant doivent respecter les spécificités architecturales (rythme et proportion des ouvertures, matériaux...) qui constituent son intérêt esthétique et qui participent à la qualité patrimoniale de l'ensemble urbain au sein duquel il s'insère.</p> <p>-Toitures</p> <p>Les toitures doivent présenter une simplicité de volume et une unité de conception.</p> <p>Dans le cas de la réalisation d'une toiture terrasse, la végétalisation de celle-ci est à privilégier.</p> <p>Les éléments de superstructures tels que souches de cheminées, matériels de ventilation et de climatisation, cages d'escaliers et d'ascenseurs, locaux techniques doivent faire l'objet d'une intégration soignée.</p> <p>La pose de châssis de toiture doit être étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade et de la recherche</p>

	<p>d'une intégration dans le plan de la toiture. La multiplicité des dimensions et des implantations est à éviter.</p> <p>-Surélévations Si la surélévation de l'immeuble est autorisée (étage ou attique) conformément aux dispositions de l'article 10, elle doit s'insérer dans la ligne globale formée par les toitures voisines (vélum).</p> <p>-Ravalement Le ravalement des constructions vise à la fois l'état sanitaire de l'immeuble et la qualité esthétique de la façade. La couleur des façades doit prendre en compte les facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La technique de ravalement utilisée au regard de la construction d'origine (peinture ou enduit à la chaux...) ; • Les études chromatiques réalisées dans le cadre des campagnes de ravalement lorsqu'il en existe sur le secteur où s'implante la construction ; • L'environnement direct de l'immeuble ; • La surface des façades (modénatures, appareillages...) et leur impact dans la rue ou le quartier. <p>De ce fait, doivent être employés des matériaux et techniques adaptés à la nature du bâti et des matériaux de construction, au caractère architectural et en rapport avec l'environnement.</p> <p>-Volumétrie La volumétrie, les rythmes d'architecture, les couleurs générales et le choix des matériaux doivent être étudiés au regard de ceux des constructions voisines tout en recourant à un vocabulaire architectural susceptible d'exprimer notre époque. Un soin</p>	
--	---	--

	<p>particulier doit être apporté à la volumétrie de toiture afin qu'elle s'harmonise avec la silhouette urbaine environnante.</p> <p>Le volume et l'aspect extérieur des constructions doivent concourir au confortement d'un paysage bâti structuré.</p> <p>-Les clôtures</p> <p>Clôtures implantées en bordure des emprises publiques et des voies : elles peuvent être constituées d'un muret éventuellement surmonté d'une grille ou d'un dispositif ajouré (par exemple à lames espacées d'un jour apparent vu depuis l'espace public d'au moins 2 cm), et éventuellement accompagné d'une haie. La hauteur maximale est fixée à 1,80 mètre. Lorsqu'il est surmonté d'une grille ou d'un dispositif ajouré, le muret aura une hauteur maximale de 1 mètre.</p> <p>Clôtures implantées en limites séparatives : les éléments végétaux doivent être favorisés sous forme de haies vives, doublées ou non d'un grillage de teinte sombre ou d'un dispositif ajouré noyé dans la haie. Dans ce cas, le grillage ou le dispositif ajouré peut s'appuyer sur un soubassement plein d'une hauteur maximale de 1 mètre en cas de maçonnerie enduite et de 0,50 mètre en cas de plaques de béton lisse préfabriquées.</p> <p>Des dispositifs opaques (murs de pierres ou d'enduit, panneaux bois, ...) sont autorisés, notamment pour assurer l'intimité au niveau des terrasses. Cependant, pour des raisons d'insertion paysagère, le linéaire de ces dispositifs peut-être limité afin d'alterner clôtures rigides et végétation.</p> <p><u>La hauteur maximale des clôtures est fixée à 2 mètres.</u></p>
--	--

12) Obligations imposées en matière de réalisation d'aires de stationnement	<p>Pour les constructions et installations nouvelles, le nombre de places de stationnement des véhicules et des cycles doit répondre aux besoins nouveaux induits par la nature, la fonction, le type d'utilisateurs et la localisation des constructions ou ouvrages réalisés.</p>	<p>Norme pour véhicules automobiles : Le nombre de places de stationnement pour véhicules automobiles et utilitaires doit répondre aux besoins nouveaux induits par la nature, la fonction, le type d'utilisateurs et la localisation des constructions ou ouvrages réalisés.</p> <p><u>Il n'est demandé aucune place de stationnement : en cas de réhabilitation d'une construction existante</u></p> <p>Normes pour cycles : Le nombre de places de stationnement pour cycles (avec les équipements associés) doit répondre aux besoins nouveaux induits par la nature, la fonction, le type d'utilisateurs et la localisation des constructions ou ouvrages réalisés.</p> <p><u>Le nombre de places dédiées aux cycles doit néanmoins représenter au moins 15% des places dédiées au stationnement des véhicules motorisés, porté à 25% pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</u></p> <p><u>Il n'est demandé aucune place de stationnement supplémentaire en cas de réhabilitation et de changement de destination des constructions existantes.</u></p>
13) Espaces libres, aires de jeux, de loisirs et plantations	<p>Les espaces libres non imperméabilisés doivent faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale et représenter au moins 20% du terrains support de l'opération.</p>	<p>Des espaces libres non imperméabilisés doivent être aménagés et représenter au minimum 20% de la superficie du terrain dont la moitié en pleine terre.</p> <p>Dans le cas d'un projet comprenant la réalisation d'aires de stationnement enterrées, il n'est pas fixé de pourcentage en pleine terre.</p> <p>Les terrasses végétalisées, toitures végétalisées et espaces végétalisés au-dessus d'une construction enterrée peuvent être assimilées à des espaces libres non imperméabilisés.</p>

E. LES CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

1. LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

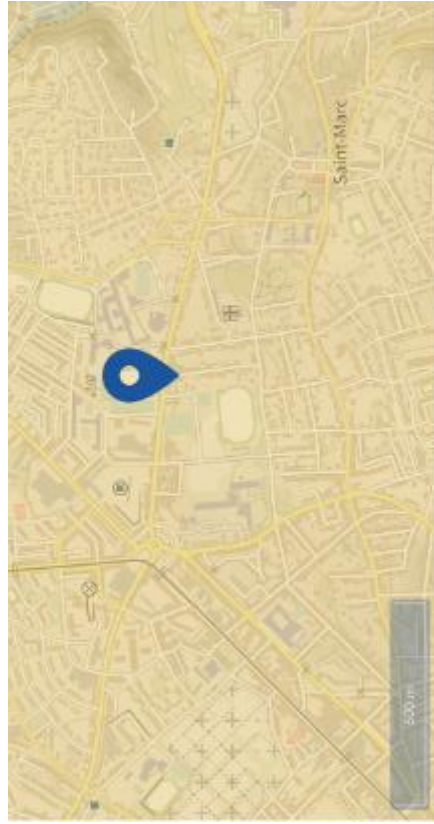
Les risque à l'échelle de la commune et du site sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

Risques	Commune	Site
Risques naturels		
Feu de forêt	NON	NON
Inondation	OUI	(Pas de données carto)
Rupture de barrage	NON	NON
Submersion marine	OUI	NON
Avalanche	NON	NON
Volcanique	NON	NON
Retrait gonflement d'argile	OUI (faible)	NON
Cavités souterraines	OUI	NON
Éboulement, chutes de pierres et de blocs	OUI	NON
Mouvement de terrain	OUI	NON
Sismique	OUI (Modéré)	OUI (Modéré)
Radon	OUI (Important)	OUI (Important)
Risques technologiques		
Transport de marchandises dangereuses	OUI	NON
Activités industrielles	OUI (important)	OUI
Nucléaire	NON	NON
Minier	NON	NON
Pollution des sols	OUI	OUI

Le site se situe à moins d'1,5km d'une entreprise SEVESO seuil haut.

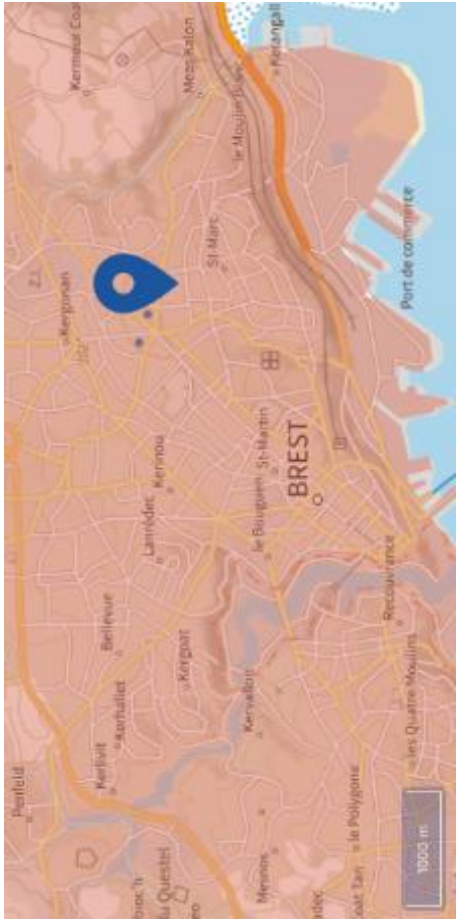
Le site se situe à moins d'1,5km d'une entreprise SEVESO seuil haut.

Le site présente un niveau de risque pour les séismes de niveau modéré.



4. RADON

Le site est concerné par un risque de dégagement de radon important.



5. POLLUTION DES SOLS

15 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m.



F. SYNTHÈSE

En synthèse les points suivants sont à prendre en compte

Contraintes réglementaires

- **Réglementation commune** peu de contraintes particulières mais une attention doit être portée à l'**article 15**- Obligations imposées en matière de performances environnementales.

- **Réglementation spécifique** :

- Article 6 et 7 : Peu de contraintes relatives aux implantations.

- Article 10 : Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

- Article 11 : Réglementation relative aux clôtures en zone UC.

- Article 12 : Pour les constructions et installations nouvelles, le nombre de places de stationnement des véhicules et des cycles doit répondre aux besoins nouveaux induits par la nature, la fonction, le type d'utilisateurs et la localisation des constructions ou ouvrages réalisés + UC « Le nombre de places dédiées aux cycles doit néanmoins représenter au moins 15% des places dédiées au stationnement des véhicules motorisés, porté à 25% pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Il n'est demandé aucune place de stationnement supplémentaire en cas de réhabilitation et de changement de destination des constructions existantes. »

- Article 13 : Les espaces libres non imperméabilisés doivent faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale et représenter au moins 20% du terrains support de l'opération.

Risques naturels et technologiques

Le site est concerné par deux risques environnementaux : radon (niveau important) et séisme (niveau modéré).

Ainsi que deux risques technologiques : Proximité avec une installation industrielle classée et d'anciens sites industriels ou de services à moins de 500m.

III. DIAGNOSTICS ARCHITECTURAUX ET URBAINS

A. LES RECONSTRUCTIONS SUCCESSIVES DU STADE DE L'ARMORICAINE

Le stade a fait l'objet de reconstructions successives au fil de temps comme le montrent les images ce dessous.



Le stade de l'Armoricaine créé en 1923 à l'extrémité de la rue Léon Harmel avant la construction de la route de Quimper



La tribune initiale à l'emplacement de l'actuelle tribune Arkea



L'urbanisation du quartier dans les années 60, avant la construction de la rue de l'île de Sein



Le portique d'entrée dans l'axe de la rue Léon Harmel, années 70



La tribune Foucauld construite en 1982



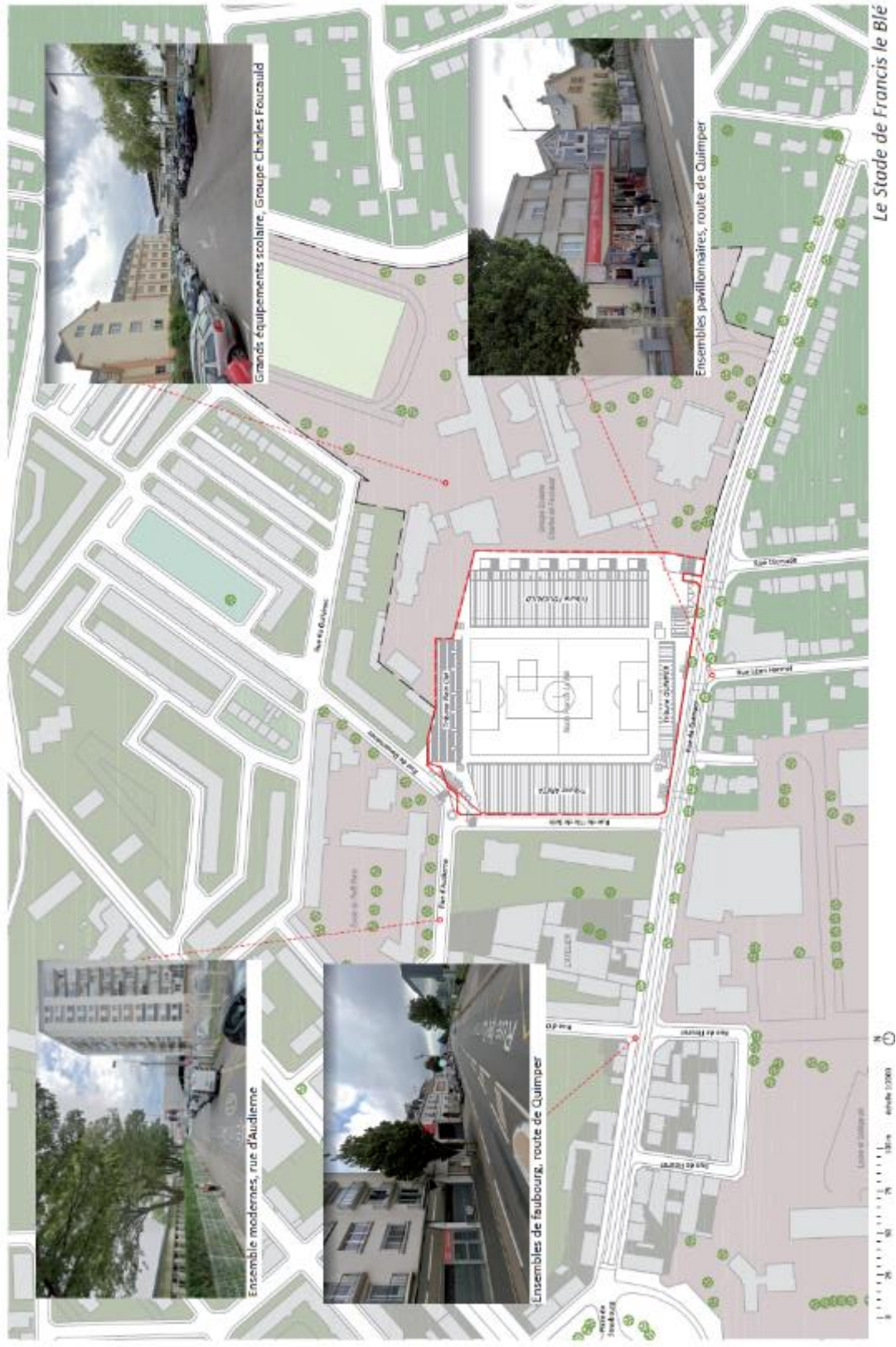
Le portique d'entrée, années 80,



Le Stade de Francis le Blé

B. UN STADE INTEGRE DANS UN ENVIRONNEMENT URBAIN COMPOSITE

Le stade est intégré dans un environnement très composite avec un groupe scolaire, des immeubles, en ensemble pavillonnaire, en ensemble pavillonnaire.



Le Stade de Francis le Blé

Legende :

Occupation permanente :

- foncier spécifique stade = 22000 m²

Occupation temporaire (matchs) :

- sur domaine public = 17500 m²
- sur équipements voisins = 14500 m²

Encence contrôlée stade

périmètre sécurisé matches

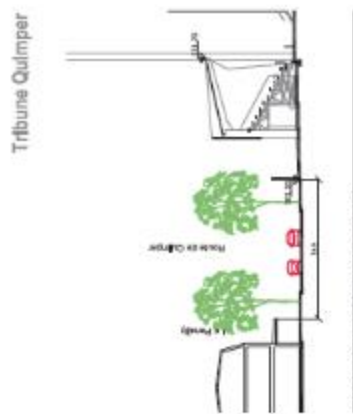
Atelier, espace mutualisable, hors les murs du Stade

D. UN STADE AUX FAÇADES PEU URBAINES

Les façades du sont peu urbaines et peu qualitatives pour un stade en centre ville.



L'angle Nord-Ouest du stade, façades sur domaine public (stockage des panneaux de protection de l'accès visiteurs). Des façades aveugles et sans qualités face aux ensembles résidentiels voisins



Profil sur la rue de l'île de Sein



L'angle de la route de Quimper et de la rue de Sein, une image peu valorisante en arrivant depuis la place de Strasbourg

Le Stade de Francis le Blé

E. UN STADE PEU QUALIFIANT POUR SES VOISINS DIRECTS



La Tribune Plein Ciel implantée en limite séparative, gagne en hauteur vers l'entrée de la résidence (implantation en limite d'espace public pour la partie la plus haute).



La Tribune Plein Ciel depuis la Résidence voisine



Les tribunes Plein Ciel et Foucauld depuis la cour de l'école maternelle Charles de Foucauld



La tribune Foucauld et le mur de clôture du Groupe Scolaire Charles Foucauld, des vues peu valorisantes



Le Stade de Francis le Blé

F.DES RIVES VOUEES AUX CIRCULATIONS FONCTIONNELLES



Contrôles d'accès et tribune Plein Ciel



Accès tribune Plein Ciel



Accès privatif



Accès privatif



Passage sous tribune Arkea



Accès tribune Foucauld



Contrôles d'accès



Accès tribune Quimper



Accès principal



Accès principal

Le Stade de Francis le Blé

G. UN TERRAIN BORDE DE TRIBUNES DISPARATES SANS IDENTITE ARCHITECTURALE



Les tribunes Quimper, Alkea et Plein Ciel, depuis le haut de la tribune Foucauld



Les tribunes Foucauld, Quimper et Alkea, depuis le pied de la tribune Plein Ciel

Le Stade de Francis le Blé

H. DES SERVICES ET HOSPITALITES EN DEÇA DES STANDARDS ACTUELS



Buvettes GP sous la tribune Arkea, adossées à la rue



Loges VIP en pieds de la tribune Foucauld



Salon VIP sous la tribune Foucauld



Buvettes GP sous la tribune Quimper, face au mur de clôture

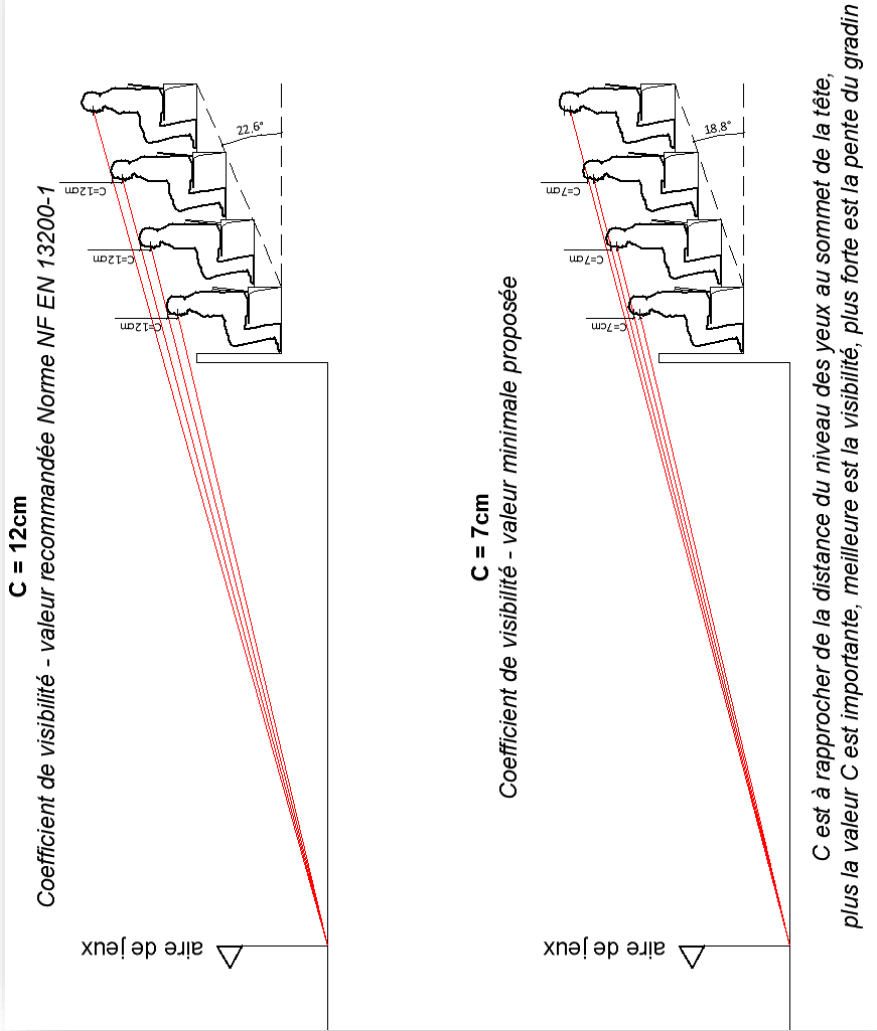
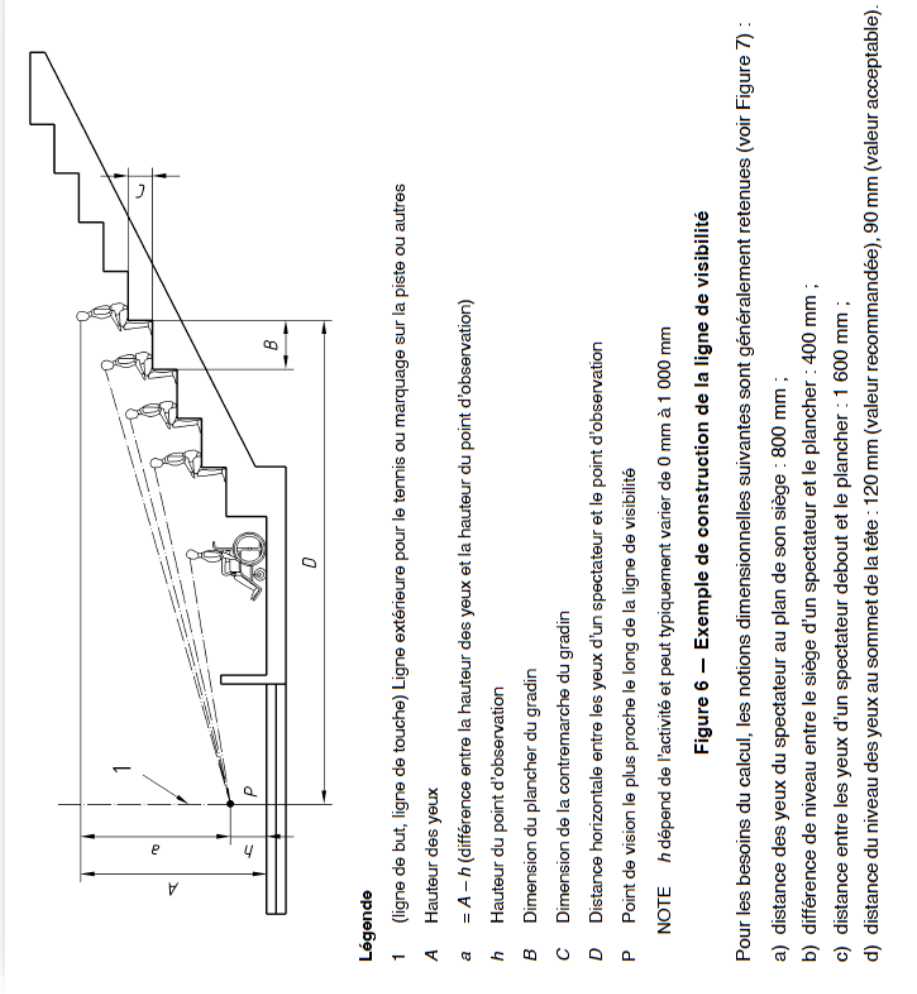


Buvettes GP au niveau 1 de la tribune Foucauld

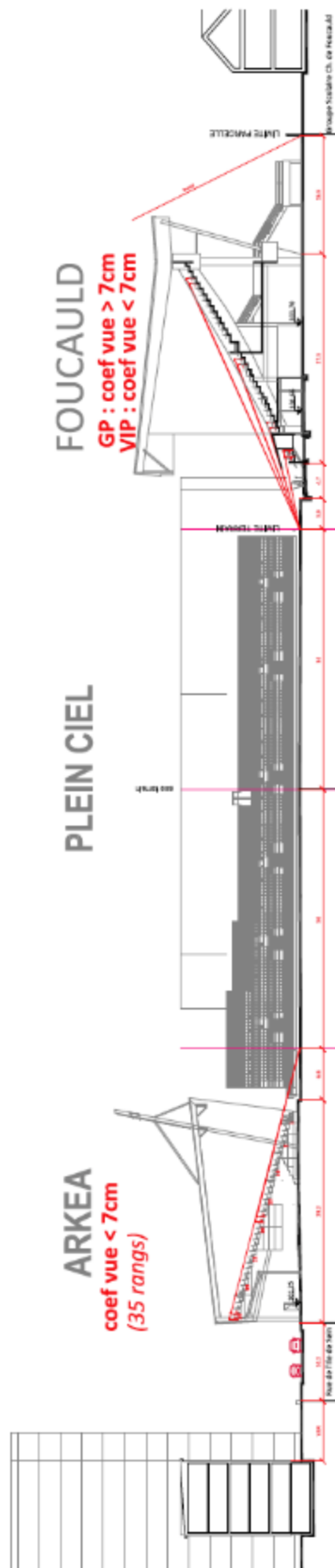
Le Stade de Francis le Blé

I. DES TRIBUNES PEU CONFORTABLES

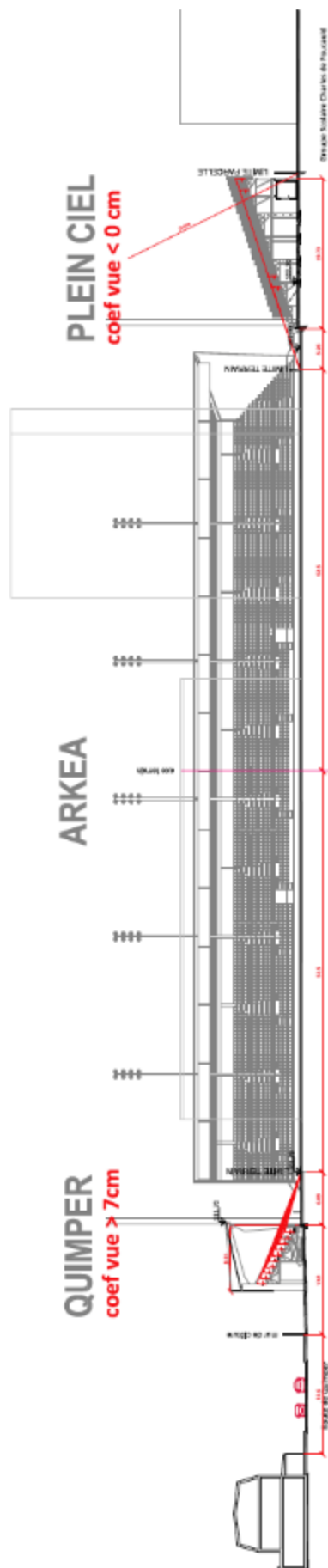
Le confort des spectateurs est évalué selon plusieurs critères précisés par la Norme EN 13200-1 *Critères de dispositions des espaces d'observation pour spectateurs*. Un des principaux critères est le coefficient de visibilité (distance entre le niveau des yeux et le sommet de la tête) dont la valeur doit être au minimum de 7 cm.



En terme de visibilité, les tribunes de Francis Le Blé affichent un coefficient de visibilité < à 7 cm sur la plupart des places

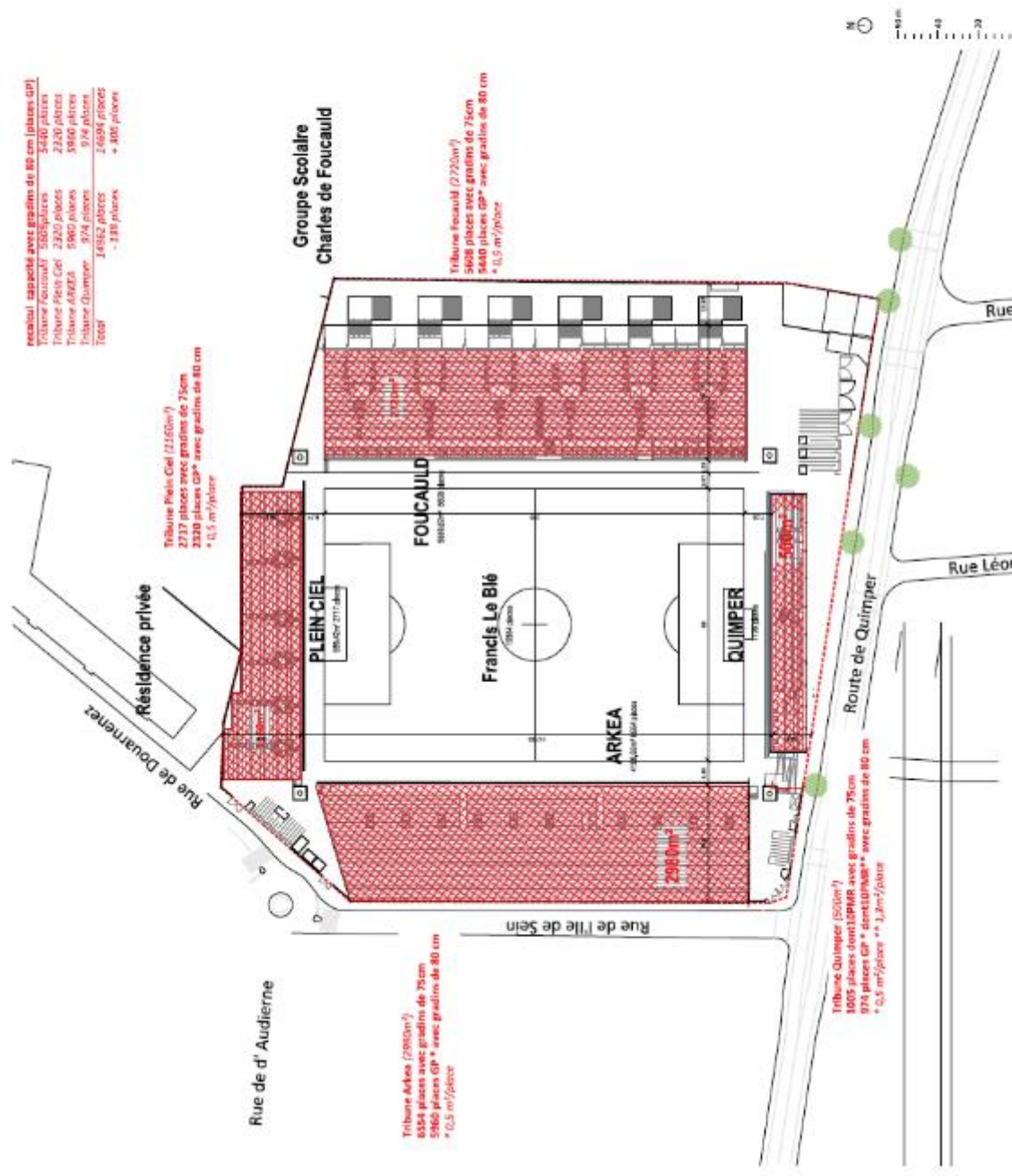


Coupe selon le petit axe du terrain



Coupe selon le grand axe du terrain

En terme de profondeur de gradins, la profondeur est de 75 cm au lieu de 80 cm pour les nouveaux stades



J.SYNTHÈSE

Le diagnostic architectural et urbain met en exergue

- Une construction du stade au fil de temps et sans vision globale, aujourd'hui sans identité architecturale
- Un stade en centre-ville dans un environnement urbain très contraint et composite qui nécessite la mobilisation du foncier du lycée Charles de Foucauld
- Un stade très compact en terme d'implantation
- Un stade aux façades peu urbaines
- Un stade peu qualifiant pour les voisins directs
- Des services au public et des hospitalités en deçà des standards actuels
- Des tribunes peu confortables en terme de visibilité et de d'assise

IV. DIAGNOSTIC REGLEMENTATION FFF ET LICENCE CLUB.

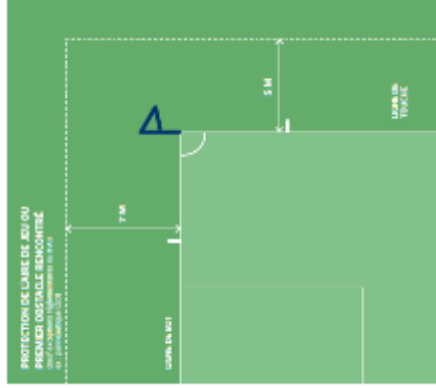
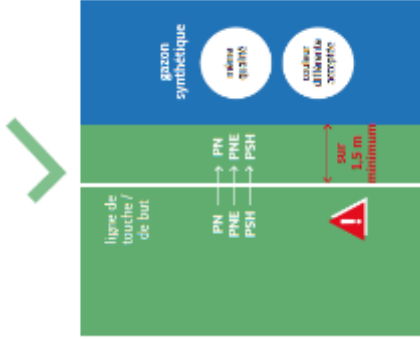
A. CLASSEMENT FEDERAL

Pour évoluer un L1 ou en L2, un stade doit être classé au niveau T1 selon le règlement de la FFF. Le classement est prononcé pour une durée de 5 ans. Le dernier classement a été établi suite à une visite intervenue le 17 juin 2021.

Le document fait état d'un certain nombre de non-conformités

1. LE TERRAIN :

- Art 3-2-5 : Non-conformité mineure / bande de sécurité : largeur insuffisante
 - o Pour les terrains en pelouse (PN, PNE et PSH), la nature du revêtement est identique à celle de l'aire de jeu sur une bande d'au moins 1,50 m autour des lignes de jeu et sur la totalité de l'aire de la cage de but.
 - o Au-delà de cette bande d'1,50 m, la zone de sécurité peut être réalisée avec du gazon synthétique dont les valeurs de qualité correspondront au niveau de classement de l'installation.
- Art 3-4 : **non-conformité majeure les zones de sécurité augmentée** / largeur insuffisante tribune Foucaud, plein ciel, Quimper + objets publicitaires positionnés dans la zone de sécurité
 - o Une surface appelée « zone de sécurité augmentée », en arrière de la ligne de but ou en périphérie de toute l'aire de jeu, est obligatoire selon les conditions énoncées ci-après.
 - o La zone de sécurité augmentée intègre la zone de sécurité et la prolonge éventuellement en fonction du niveau de classement.
 - o En dehors des exceptions prévues dans ce règlement, des autorisations accordées par les lois du jeu de l'IFAB et dans le respect de l'article 3.7 (concerne la panneautique Led) , aucun obstacle, matériel ou équipement ne peut exister dans la zone de sécurité augmentée.



- Art 6-6-1 : non-conformité majeure / Main courante non obstruée
 - o Pour garantir le déroulement du jeu en toute sécurité, le terrain est doté d'un dispositif de protection (séparation physique de protection destinée à limiter l'envahissement du terrain par les spectateurs et respecter les zones de sécurité).
 - o Ce dispositif délimite les espaces réservés au public par rapport à l'aire de jeu. Il est installé de manière permanente.
 - o La main courante (en protection de l'aire de jeu) a une hauteur de 1 m à 1,10 m (mesurée dessus la lisse) et est ancrée dans le sol.
 - o Elle est obstruée ou non jusqu'au sol (dans ce cas la garde au sol est de 10 cm maximum).
 - o La lisse (dessus) de cette main courante ne doit pas avoir une section inférieure à 50 mm.
 - o

2. LES VESTIAIRES

- Art 4-2 : Non-conformité mineure / vestiaires visiteurs non identiques à vestiaire club résident / absence de casiers individuels
 - o Pour des raisons d'équité sportive les équipements et locaux mis à disposition des deux équipes dans le cadre d'une rencontre doivent répondre aux mêmes exigences en termes de surface et de qualité des équipements. Il importe surtout que la qualité des équipements et des aménagements des vestiaires soit à l'identique.

- Art 4-7 : Non-conformité mineure / vestiaires arbitres / absence de siège individuel et de casier.

- Art 4-7-2 : Non-conformité mineure 2^{ème} vestiaire arbitre féminin

- o À défaut de disposer de deux douches en cabine séparées dont l'une, au moins doit disposer d'un espace d'habillage / déshabillage munie d'une porte fermant à clé, un vestiaire supplémentaire d'une surface minimum de 12 m² est nécessaire.

► Focus sur la main courante obstruée



T1.1

Les arbitres doivent disposer d'un vestiaire de 24 m² minimum (hors sanitaires et douche), composé d'une salle de déshabillage et d'une salle de repos.

La vestiaire est équipée :

- ▷ de sièges avec casiers de rangement des effets personnels ;
- ▷ 1 somnette d'appel des joueurs ;
- ▷ 1 réfrigérateur et de sèche cheveux ;
- ▷ 1 table de massage ;
- ▷ 1 téléviseur ;
- ▷ 1 réseau wifi

En accès direct et exclusif au vestiaire :

- ▷ 1 WC ;
- ▷ 1 lavabo avec mélangeur d'eau chaude et froide équipé de miroirs ;
- ▷ 2 douches en cabines séparées dont l'une au moins doit disposer d'un espace d'habillage/déshabillage munie d'une porte fermant à clé.

ou

- ▷ 1 vestiaire supplémentaire de 12 m² minimum (hors sanitaires et douches), équipé de sièges avec porte-manteaux, d'une table et d'une douche.

3. LE PARC DE STATIONNEMENT

- Art 6-4 : non-conformité mineure / le parc de stationnement pour les équipes et les officiels / le stationnement ne permet qu'un seul bus et 6 VL
 - o Afin d'éviter notamment tout risque d'agression des officiels ainsi que des équipes et des dégradations de leurs véhicules respectifs, les installations sportives doivent disposer de parcs de stationnement surveillés, hors d'atteinte du public, avec des accès directs et protégés aux vestiaires (ou à la zone mixte si elle existe).
- 7-1 non-conformité mineure / parc de stationnement secteur visiteur / non respect du ratio d'une place de stationnement de bus pour 50 places
 - o Parc de stationnement obligatoire strictement réservé aux véhicules des supporters de l'équipe visiteuse et surveillé, hors d'atteinte du public, avec un accès direct au secteur réservé aux spectateurs visiteurs.
 - o Ce parc de stationnement doit comporter un nombre de places de stationnement de bus proportionnel au nombre de places du stade réservées aux supporters visiteurs et à son contexte urbain, dans le respect d'un ratio d'1 place de stationnement de bus pour 50 places réservées aux spectateurs visiteurs dans le stade avec un minimum de 4 places de stationnement bus.



4. LE SECTEUR VISITEUR

- 7-5 non-conformité mineure / capacité secteur visiteur inférieure à 5 %
 - o Le secteur de l'installation sportive dédié aux spectateurs visiteurs doit avoir la possibilité de devenir totalement indépendant des autres secteurs (guichet particulier, accès réservé, trajet protégé et indépendant jusqu'au secteur concerné, espace médical et / ou unité de secours...) et disposer des équipements nécessaires (sanitaires, espaces de restauration...) permettant l'accueil des différentes catégories de spectateurs dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité.
 - o Le dispositif peut permettre d'adapter ce secteur à l'affluence des spectateurs visiteurs attendus.
 - o Le secteur visiteurs respecte la législation et la réglementation en vigueur dont notamment celles relatives aux ERP.
 - o Il doit disposer de services et commodités (sanitaires, espaces de restauration, espaces médicaux...) dimensionnés en fonction de l'importance du public accueilli. Il peut être composé de plusieurs sous-secteurs.
 - o La capacité d'accueil de la zone visiteurs est calculée sur la base de 5 % de la capacité d'accueil de l'installation dans la limite maximum de 1 000 places.

B. LA LICENCE CLUB

La « Licence Club » est le titre attribué par la Commission Licence Club. Elle repose sur un ensemble de critères dont certains sur le stade. Selon le tableau envoyé, au 10/08/2022, 7 422 pts sont obtenus par la LIGUE sur un total de 10000 points. 7000 points sont nécessaires pour obtenir le label.

LICENCE CLUB : (7 000 pts à obtenir sur 10 000 pts maxi)					
Famille Critère	N° Critère	Libellé Critère	Nombre de points à obtenir	Nombre de points obtenus	Axes d'améliorations
1 - Valorisation du produit 3 850 pts (Médias : 2 150 pts + Pelouses 1 700 pts)					
Médias	1100	Niveau de classement de l'éclairage	400	0	A revoir envoyé mail à la Ligue 10/06/2022
Médias	1101	Taux de remplissage Face caméra	200	200	OK LIGUE
Médias	1102	Nombre de places équipées dans la zone de travail dédiée aux médias	75	50	OK LIGUE
Médias	1103	Nombre de places de parking sécurisées et réservées exclusivement aux médias	75	75	OK LIGUE
Médias	1104	Existence d'une plateforme caméra principale située au centre de la tribune principale, dans le prolongement de la ligne médiane, et superficie	470	470	OK LIGUE
Médias	1105	Position caméra "base"	200	200	OK LIGUE
Médias	1106	Nombre total de places assises couvertes utilisées par les médias (presse écrite, radio ou internet et positions commentateurs TV) situées dans la tribune principale latérale avec prise électrique	100	100	OK LIGUE
Médias	1107	Nombre de positions réservées aux commentateurs TV	100	50	OK LIGUE
Médias	1108	Existence d'une zone flash interview	130	130	OK LIGUE
Médias	1109	Existence d'une aire régie clairement identifiée au sol située sur un terrain stable et plat, avec un champ dégagé vers le sud, du même côté ou à l'angle de la tribune de la plateforme caméra principale d'une certaine superficie	100	40	OK LIGUE
Médias	1110	Existence d'une puissance énergétique disponible min (en Kva)	75	40	OK LIGUE
Médias	1111	Existence d'une alimentation de secours (groupe électrogène, ... etc)	75	75	OK LIGUE
Médias	1112	Existence d'une salle (ou partie de la zone de travail médias) équipée de plateforme caméra, estrade, lumières, table, boîte de branchement centralisée, sonorisation, chaises et disposant d'un habillage charté L1	100	100	OK LIGUE
Médias	1113	Superficie de la salle de conférence de presse	50	20	OK LIGUE
TOTAL 1 (Médias)			2 150	1 550	
Pelouses	1200	Absence d'une piste ou d'une portion de piste d'athlétisme	50	50	OK LIGUE
Pelouses	1201	Mesure de la dureté de la surface du jeu	100	100	OK LIGUE
Pelouses	12020	Système de monitoring des paramètres climatiques et du sol	100	40	OK LIGUE
Pelouses	12021	Adhésion au dispositif d'épidémo-surveillance	50	0	OK LIGUE
Pelouses	1203	Note obtenue au championnat de France des pelouses	400	400	OK LIGUE
Pelouses	12040	Présence d'une couche drainante continue	20	20	OK LIGUE
Pelouses	12041	Présence d'un dispositif d'atténuation du transfert d'effluents vers le milieu naturel	30	0	OK LIGUE
Pelouses	1205	Sol constitué d'un substrat élaboré ou renforcé	150	150	OK LIGUE
Pelouses	1206	Présence d'un système de régulation thermique fonctionnel	200	0	OK LIGUE
Pelouses	1207	Présence d'une bache de protection climatique	50	0	OK LIGUE
Pelouses	1208	Existence d'un programme de fertilisation annuel raisonné	100	100	OK LIGUE
Pelouses	1209	Tragabilité des intrants (relevé annuel des produits ajoutés)	80	80	OK LIGUE
Pelouses	1210	Présence d'un dispositif d'économie d'eau	20	0	OK LIGUE
Pelouses	1211	Tragabilité des opérations d'entretien (relevé annuel)	50	50	OK LIGUE
Pelouses	1212	Travaux intersaison	100	100	OK LIGUE
Pelouses	1213	Existence d'un dispositif de luminothérapie ou d'éclairage photosynthétique de compensation	200	80	OK LIGUE
TOTAL 2 (Pelouses)			1 700	1 170	
TOTAL 1 + TOTAL 2 (Valorisation du produit : Médias + Pelouses)			3 850	2 720	

LICENCE CLUB : (7 000 pts à obtenir sur 10 000 pts maxi)					
Famille Critère	N° Critère	Libellé Critère	Nombre de points à obtenir	Nombre de points obtenus	Axes d'améliorations
d'entraînements	2100	Existence d'un centre d'entraînement	100	100	OK LIGUE
	2101	Locaux du centre d'entraînement	200	200	
	2102	Existence d'un espace permettant la tenue d'une conférence de presse	100	100	
	2103	Accueil des spectateurs	100	100	
	2104	Terrains du centre d'entraînement	150	150	
	TOTAL 1 (Centre d'entraînements)			650	
	22001	Temps de travail du Référent Supporters	30	20	
	22002	Déplacement du Référent Supporters	20	10	
	22001	Existence d'une compétence financière	50	50	
	22002	Existence d'une compétence administrative et juridique (contrats joueurs et règlements)	50	50	
Structure salariée	22030	Existence d'une compétence sécurité	20	20	OK LIGUE
	220301	Qualification diplômante niveau Bac+4 en lien avec la sécurité	15		
	220302	Délégation de pouvoirs écrite entre la Direction et le DS&S	15		
	22031	Existence d'une compétence organisation	50		
	2204	Existence d'une compétence communication/presse	50	50	
	2205	Existence d'une compétence marketing + commerciale	50	50	
	2206	Existence d'une compétence billetterie	50	50	
	2207	Existence d'une compétence ressources humaines	50	0	
	2208	Existence d'une compétence entretien pelouse	50	50	
	2209	Existence compétences digitales	50	30	
Structure salariée	2210	Taux de présence aux séminaires ou réunions de formations organisés par la LFP au cours de la saison 2021-2022	100	67	OK LIGUE
	2220	Médecins	50	0	
	2221	Kinésithérapeutes	50	50	
	TOTAL 2 (Structure salariée)			497	
	2300	Catégorie du centre de formation : Critères de moyens (catégorie prestige, 1 ou 2)	700	450	
	2301	Efficacité du centre de formation : Critères d'efficacité	300	160	
	TOTAL 3 (Centre de Formation)			630	
	2400	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes arrêtés au 30 juin du dernier exercice clos	100	100	
	2401	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes semestriels au 31 décembre de l'exercice suivant le dernier exercice clos	100	100	
	2402	Absence d'arriérés de paiement envers les clubs de Football	150	150	
UEFA	2403	Absence d'arriérés de paiement envers le personnel et les administrations fiscales et sociales	150	150	OK LIGUE
	TOTAL 4 (Bonne gestion UEFA)			500	
	TOTAL 1 + TOTAL 2 + TOTAL 3 + TOTAL 4 (clubs : Centre d'entraînement + Structure salariée + Centre de formation + Bonne gestion UEFA)			2 900	
				2 277	

LICENCE CLUB : (7 000 pts à obtenir sur 10 000 pts maxi)						
Famille Critère	N° Critère	Libellé Critère	Nombre de points à obtenir	Nombre de points obtenus	Validation	Axes d'améliorations
3 - Expérience spectateurs : 3 250 pts (Marketing : 1 350 pts + Infrastructures : 1 900 pts)						
Marketing	31100	Existence de sièges type bureau et remboursés avec habillage charté Ligue 1	50	50	OK LIGUE	
	31101	Largeur et habillage de la zone d'attente joueurs	60	30	OK LIGUE	
	31102	Existence d'un branding uniformisé dans l'arène	100	0	OK LIGUE	A revoir
Marketing	31103	Connectivité des espaces VIP	100	100	OK LIGUE	Contrôle certification AFNOR
	31104	Connectivité des espaces grand public	100	100	OK LIGUE	Contrôle certification AFNOR
	31105	Existence d'une zone mixte avec habillage charté LI	100	100	OK LIGUE	
Marketing	31106	Existence d'une application mobile	100	85	OK LIGUE	Contrôle certification AFNOR
	31200	Existence d'écrans géants vidéo et utilisation des contenus mis à disposition par la LFP ou de contenus clubs	100	100	OK LIGUE	
	31201	Existence d'une alimentation de secours pour les écrans géants	50	0	OK LIGUE	A revoir
Marketing	31202	Existence d'un dispositif LED	100	60	OK LIGUE	
	31300	Ratio d'espaces de restauration (nombre de mètres linéaires/nombre de caisses ouvertes/1000 spectateurs)	80	80	OK LIGUE	
	31301	Ratio d'un mètre deux moyens de paiement "sans cash"/sans contact	40	0	OK LIGUE	A revoir en accord mail à la Ligue 14/06/2022
Marketing	31302	Temps d'attente à la mi-temps	60	60	OK LIGUE	Contrôle certification AFNOR
	31303	Ratio de places de parking grand public (en fonction de la capacité du stade)	60	0	OK LIGUE	Problème infrastructures Francis le Bis
	31304	Existence d'un dispositif de covotage	50	50	OK LIGUE	
Marketing	31305	Existence d'une offre couplée billets de stade/transports en commun/mobilité douce	50	50	OK LIGUE	
	31306	Existence pour tout personnel d'accueil/sécurité présent en jour de match et accrédité de "signatures d'accueil"	50	0	OK LIGUE	Contrôle certification AFNOR
	31400	Existence de services internet connectés dans une zone dédiée pour permettre aux visiteurs de consulter un contenu ou une image	15	15	OK LIGUE	
Marketing	31401	Existence d'une politique de préférences optiques et cookies uniforme et conforme à la réglementation RGPD	40	40	OK LIGUE	
	31402	Contribuer au catalogue d'outils data/CRM de la LFP	30	30	OK LIGUE	
	31403	Existence équipe d'e-sport (internalisée ou créée via un partenariat avec une structure existante)	15	0	OK LIGUE	
TOTAL 1 (Marketing)			1350	950		
Infrastructures	32100	Surface du vestiaire visiteur	50	35	OK LIGUE	
	32101	Existence de tribunes	50	50	OK LIGUE	
	32102	Absence de tribunes tubulaires	50	0	OK LIGUE	Problème infrastructures Francis le Bis
Infrastructures	32103	Ratio de sanitaires (en fonction de la capacité du stade)	80	80	OK LIGUE	
	32104	Présence de papiers toilettes et savons dans les sanitaires grand public	50	50	OK LIGUE	Contrôle certification AFNOR
	32105	Existence d'un contrat de prestation nettoyage pendant le match	50	50	OK LIGUE	
Infrastructures	32106	Existence de tribunes couvertes	50	30	OK LIGUE	
	32107	Existence de sièges individuels avec dossier/tribunes sécurisées	100	90	OK LIGUE	
	32200	Recupération des eaux pluviales pour une utilisation justifiée	20	0	OK LIGUE	Problème infrastructures Francis le Bis
Infrastructures	32201	Mise en place d'un tri sélectif	40	40	OK LIGUE	Contrôle certification AFNOR
	32202	Gobelets réutilisables neutres	40	40	OK LIGUE	Contrôle certification AFNOR
	32203	Zéro bouteille plastique	40	10	OK LIGUE	Contrôle certification AFNOR
Infrastructures	32204	Réalisation d'un bilan carbone pour définir une stratégie bas carbone	80	0	OK LIGUE	Axes d'améliorations
	32300	Existence d'un système de contrôle d'accès pour les billets de match empêchant l'utilisation de faux billets et la surcapacité applicable dans tout le stade	50	50	OK LIGUE	
	32301	Existence d'un système de corps contraignant pour le contrôle des billets allié au contrôle d'accès	100	0	OK LIGUE	
Infrastructures	32302	Validation par la Commission Infrastructures Stades de la LFP au système de vidéoprotection	200	200	OK LIGUE	
	32303	Note obtenue au référentiel sûreté et sécurité	850	750	OK LIGUE	
		TOTAL 2 (Infrastructures)	1900	1475		
TOTAL 1 + TOTAL 2 (Expérience spectateurs: Marketing + Infrastructures)			3 250	2 425		
			10 000	7 422		
		Critère validé par la ligue pour la saison 2021 / 2022				
		Au 10/08/2022 : 7 422 pts obtenus par la ligue				

Le tableau axe d'amélioration transmis par le club fait état des points suivants.

LICENCE CLUB : (7 000 pts à obtenir sur 10 000 pts maxi)						
Famille Critère	N° Critère	Libellé Critère	Nombre de points à obtenir	Nombre de points obtenus saison 2022/2023	Possibilité ou non d'améliorer ces critères	Axes d'amélior ations
Médias	1100	Niveau de classement de l'éclairage	400	0	OUI	En attente mail envoyé à la Mairie le 19/10/2022
Médias	1102	Nombre de places équipées dans la zone de travail dédiée aux médias	75	50	OK UGUE	
Médias	1107	Nombre de positions réservées aux commentateurs TV	100	50	OK UGUE	
Médias	1109	Existence d'une aire régie clairement identifiée au sol située sur un terrain stable et plat, avec un champ dégagé vers le sud, du même côté ou à l'angle de la tribune de la plate-forme caméra principale d'une certaine superficie	100	40	OK UGUE	
Médias	1110	Existence d'une puissance énergétique disponible min (en kva)	75	40	OK UGUE	
Médias	1113	Superficie de la salle de conférence de presse	50	20	OK UGUE	
Peousses	12021	Adhésion au dispositif d'épidémiologie-surveillance	50	0	OUI	Mail envoyé à SPARFEL le 21/10/2022 et eu la LFP le
Peousses	12041	Présence d'un dispositif d'atténuation du transfert d'effluents vers le milieu naturel	30	0	OK UGUE	
Peousses	1206	Présence d'un système de régulation thermique fonctionnel	200	0	NON	
Peousses	1207	Présence d'une bâche de protection climatique	50	0	OUI	Devis demandé le 24/10/2022 avec SPARFEL
Peousses	1210	Présence d'un dispositif d'économie d'eau	20	0	NON	
Structure salariée	22001	Temps de travail du Référent Supporters	30	20	OK UGUE	
Structure salariée	22002	Déplacement du Référent Supporters	20	10	OK UGUE	
Structure salariée	220301	Qualification diplômante niveau Bac+4 en lien avec la sécurité	15			
Structure salariée	220302	Délégation de pouvoirs écrite entre la Direction et le DS&S	15		Fait en attente de la LFP	
Structure salariée	22031	Existence d'une compétence organisation	50		Fait en attente de la LFP	
Structure salariée	2207	Existence d'une compétence ressources humaines	50	0	OUI	A voir avec Isabelle
Structure salariée	2209	Existence compétences digitales	50	30	OK UGUE	
Structure salariée	2210	Taux de présence aux séminaires ou réunions de formations organisés par la LFP au cours de la saison 2021-2022	100	67	NON	Voir pourquoi pas 100 %
Structure salariée	2220	Médecins	50	0	NON	A voir avec Isabelle
Centre de formation	2300	Catégorie du centre de formation : Critères de moyens (catégorie prestige 1 ou 2)	700	450	NON	
Centre de formation	2301	Efficacité du centre de formation : Critères d'efficacité	300	180	NON	
Marketing	31101	Largeur et habillage de la zone d'attente joueurs	60	30	OK UGUE	
Marketing	31102	Existence d'un branding uniformisé dans l'arène	100	0		
Marketing	31106	Existence d'une application mobile	100	85	OK UGUE	Sieges et panneaux partenaires aux mêmes couleurs du
Marketing	31201	Existence d'une alimentation de secours pour les écrans géants	50	0	NON	Vu avec la Marie, coût trop onéreux (mail du 20/10/2022)
Marketing	31202	Existence d'un dispositif LED	100	60	OK UGUE	
Marketing	31301	Existence d'au moins deux moyens de paiement "sans cash"/sans contact	40	0	OK UGUE	
Marketing	31303	Ratio de places de parking grand public (en fonction de la capacité du stade)	60	0	NON	Problème infrastructures Francis le Bié
Marketing	31306	Existence pour tout personnel d'accueil/sécurité présent en jour de match et accrédité de "signatures d'accueil"	50	0	OUI	Vu avec Ingrid le 20/10/2022 (en attente)
Marketing	31403	Existence équipe d'e-sport (internalisée ou créée via un partenariat avec une structure existante)	15	0	OK UGUE	
Infrastructures	32102	Absence de tribunes tubulaires	50	0	NON	Problème infrastructures Francis le Bié
Infrastructures	32107	Existence de sièges individuels avec dossier/tribunes sécurisées	100	90	OK UGUE	
Infrastructures	32200	Récupération des eaux pluviales pour une utilisation justifiée	20	0	NON	Problème infrastructures Francis le Bié
Infrastructures	32203	Zéro bouteille plastique	40	10	OK UGUE	
Infrastructures	32204	Réalisation d'un bilan carbone pour définir une stratégie bas carbone	80	0	OUI	Voir coût du bilan
Infrastructures	32303	Note obtenue au référentiel sûreté et sécurité	850	750	OK UGUE	
TOTAL			4245	1982		

C. SYNTHÈSE

Le stade fonctionne aujourd’hui sur des dérogations synthétisées dans le tableau ci- dessous (à date du 6 janvier 2023)

Objet	Importance	Suite à donner
Distances zone de sécurité pas conformes	majeur	Recul Pas de solution dans l'emprise actuelle. Solutions à long terme sur les tribunes modulaires, mais pas sur la tribune Foucauld. A noter que pour la tribune Quimper le règlement fédéral a évolué après le dépôt du Permis de Construire : passage d'une exigence de 6,50 m à 7 m
Objets publicitaires dans zones de sécurité	majeur	Traité en 2023, la dérogation est écartée
Distance non conforme de la zone VIP et pas complètement close	majeur	Pas de solution dans l'emprise actuelle.
Contrôle éclairage (vertical et alimentation de substitution --> EDF ?) + formation électricien aux opérations de By-pass de l'ondulaeur	majeur	Sujet traité pour la partie contrôle des éclairages. Formation by-pass programmée en septembre 2023
Dégagements en synthétique alors que le règlement 2021 impose 1,5 m avec le même revêtement	mineur	Estimation de l'investissement nécessaire : 150 000 €
Surface 2ème vestiaire arbitre insuffisante (9 m² au lieu de 12 m²)	mineur	Solution si réaménagement des espaces sous tribune Foucauld
PV d'essai de la pelouse	mineur	Réalisé

Récapitulatif des reculs par rapport aux lignes de touche/corner

Fosse pied Foucauld 4,20m au lieu de 5m

Plein Ciel 4m40 au lieu de 7m

Tribune Quimper 6m50 au lieu de 7m

Principaux axes pourvoyeurs de points pour la licence club

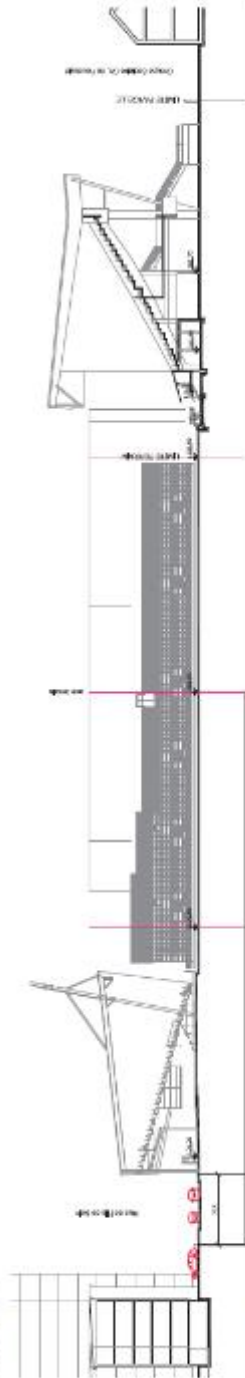
Mise en conformité éclairage	Majeur = 400 points	Travaux sur l'axe des éclairages horizontaux. Estimation 120 K€. En accord avec le club cette opération n'est pas priorisée
Surface des vestiaires visiteurs insuffisante	Mineur (50)	Possible si réaménagement complet des espaces sous la tribune
Espace presse sous la tribune Foucauld (à passer de 25 à 46 places)	Mineur (50)	Optimiser l'espace actuel dans la largeur. Non programmée
Espace presse en haut de Foucauld (enclaves consultants à passer de 2 places à 3 places)	Mineur (50)	Réalisable en régie

V. LES SCENARIOS D'EVOLUTION

La rénovation de Francis Le Blé impose de répondre à tous les points faibles mis en exergue dans le diagnostic, qu'il s'agisse des sujets architecturaux et urbain ou des sujets fonctionnels.



Tribune Arkea



Coupe selon le petit axe du terrain



Tribune Foucauld



Les tribunes Arkea et Foucauld

A. QUESTIONNEMENTS

Un projet de rénovation soulève 2 questionnements majeurs

- Est-ce la rénovation vise à faire du futur Francis le Blé un stade qui fonctionne au quotidien ou qui continue de fonctionner comme aujourd’hui uniquement les jours de match ?
- Est-ce que la rénovation vise à privilégier la jauge ou la qualité des places ?

Fonction privilégiée	Fonctionnement	
	Quotidien	Jour de match
	<div>Qualité des places</div> <div>Un stade avec un traitement architectural urbain des façades urbaines Un fonctionnement quotidien avec des espaces réceptifs pouvant être facilement exploités en lien avec l’espace urbain</div>	<div>Un stade « fermé » sans traitement architectural des façades urbaines privilégiant la qualité des espaces réceptifs avec vue terrain</div>
	<div>Quantité des places</div> <div>Un stade avec un traitement architectural urbain des façades urbaines Un stade privilégiant le nombre de places au dépend de leur qualité avec des espaces réceptifs</div>	<div>Un stade « fermé » privilégiant le nombre de places au dépend de leur qualité</div>

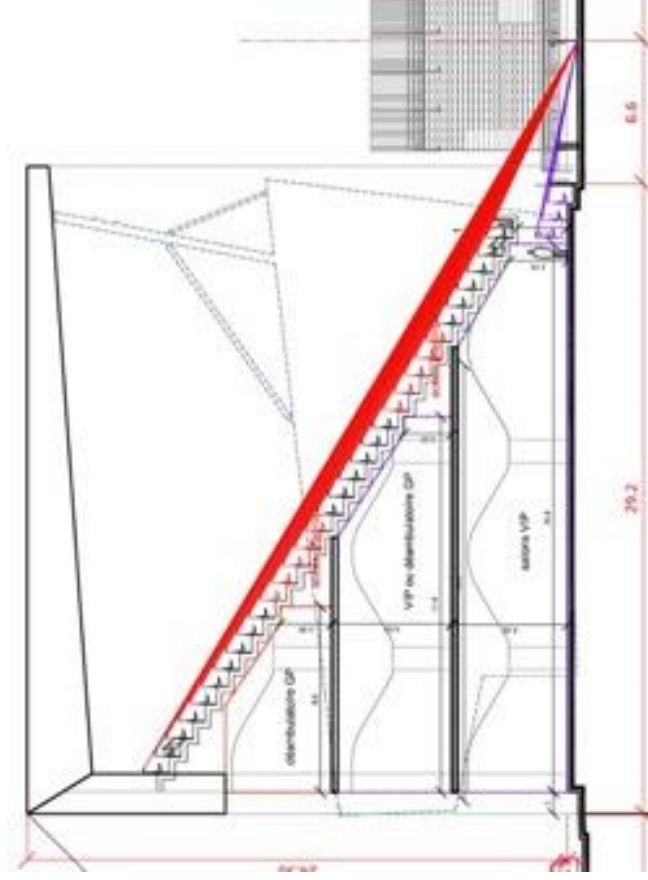
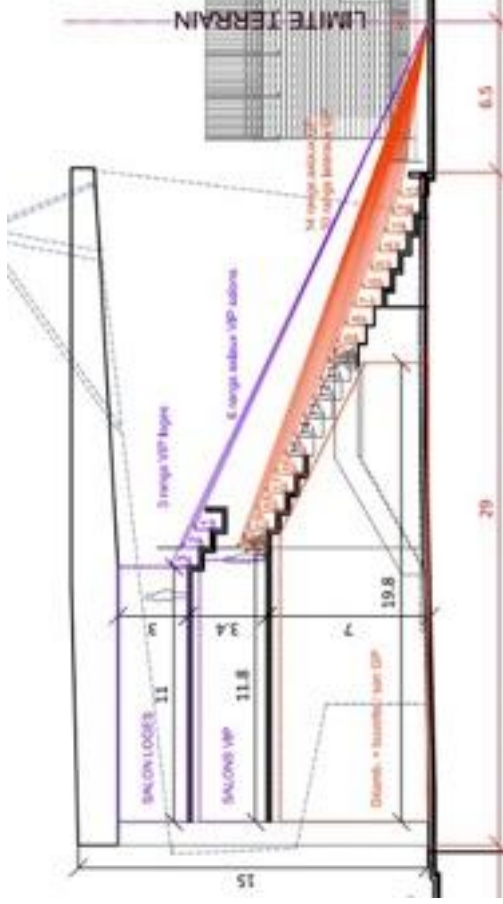
B. LA CONFIGURATION DES TRIBUNES

Selon l'hypothèse retenue

- Privilégier la qualité des espaces réceptifs (vision classique)
- Privilégier la capacité du stade (vision salon RDC)

2 profils de tribunes peuvent être proposés.

- Une conception classique avec salon vue terrain
- Une conception un positionnement des salons permettant de maximiser le nombre de places et le nombre de m2 de salon au détriment de la vue terrain



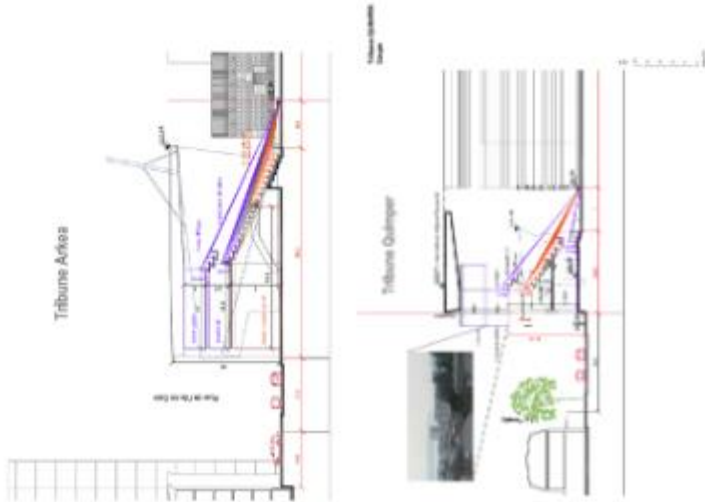
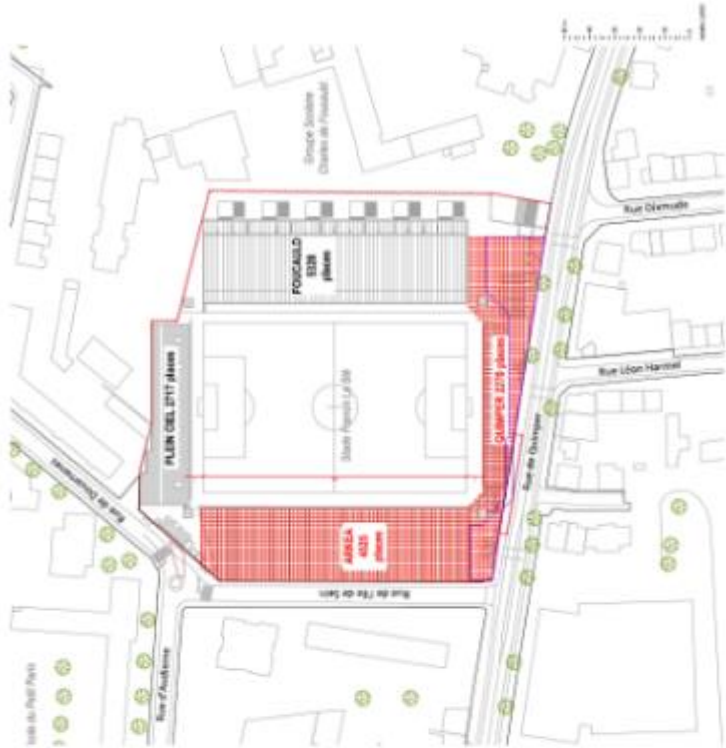
SCENARIO 1 : RESTRUCTURATION COMPLETE

- **Démolition et reconstruction des tribunes Arkéa et Quimper**
- **Rénovation partielle de la tribune Foucauld**
- **Reconstruction de la Tribune Plein Ciel, dans la limite parcellaire, en configuration classique avec secteur visiteurs dans l'angle nord-ouest**



SCENARIO 2 : « FER A CHEVAL »

- Démolition et reconstruction des tribunes Arkéa et Quimper
- Rénovation partielle de la tribune Foucauld
- Maintien de la tribune Plein Ciel en l'état dans l'attente d'une éventuelle mutation du foncier nord



T

VI. LES TABLEAUX DE SURFACES

Unités fonctionnelles		SU (m2) Unitaires	Nb d'unités	SU (m2) Globales	SDO (m2) Globales	SU (m2) Unitaires	Nb d'unités	SU (m2) Globales	SDO (m2) Globales
TRIBUNES									
TRIBUNE ARKEA		tribune Arkea avec VIP en RDC				tribune Arkea avec VIP en RDC			
Tribune		3 rangs du bas + places centrales niveau 1				loges R +2 salon VIP R + 1			
VIP									
PMR		1,04	20	21		1,04	20	21	
Loge officielle		0,48	80	38		0,48	80	38	
Loges		0,48	600	288		0,48	400	192	
salons VIP		0,48	800	384		0,48	500	240	
terrasse			1	0			1	0	
Sous total			1 500	731	914		1 000	491	614
Autres spectateurs									
PMR		1,04	25	26		1,04	25	26	
Grand public		0,40	3 000	1 200		0,40	2 800	1 120	
Sous total			3 025	1 226	1 533		2 825	1 146	1 433
Autres									
Positions caméras		1	6	6		1	6	6	
Sous total				6	6			6	6
TOTAL tribune ARKEA			4 525	1 963	2 453		3 825	1 643	2 053
LES ESPACES DE RÉCEPTION		en RDC + partie centrale R +1							
Salons tribune									
Accueil		150	1	150		150	1	150	
Loge officielle		160	1	160		160	1	160	
Loges		1 200	1	1 200		800	1	800	
Office			x	102			x	72	
Réserve			2	68			2	48	
Sanitaires			2	112			2	72	
salons VIP		1 200	1	1 200		750	1	750	
Office			x	120			x	75	
Réserve			2	60			2	38	
Sanitaires			2	64			2	40	
autres locaux à affecter selon faisa									
Sous total		2 400		3 236	3 883	1 550		2 205	2 425
Sous total espaces de réceptions				3 236	3 883			2 205	2 425

Unités fonctionnelles		SU (m2) Unitaires	Nb d'unités	SU (m2) Globales	SDO (m2) Globales	SU (m2) Unitaires	Nb d'unités	SU (m2) Globales	SDO (m2) Globales
TRIBUNES									
TRIBUNE ARKEA		tribune Arkea avec VIP en RDC				tribune Arkea avec VIP en RDC			
ANNEXES SPECTATEURS									
Annexes spectateurs									
Déambulateur			x	756	908		x	706	848
Sanitaires			x	121			x	113	
Buvettes avec réserve			x	121			x	113	
Poste médical		15	1	15		15	1	15	
Sous-total				1 013	1 216			947	1 137
TOTAL				1 013	1 216			947	1 137
ANNEXES SPORTIVES / match secondaire									
Vestiaires joueurs		45	2	90		45	2	90	
Bureau arbitres		8	1	8		8	1	8	
Vestiaire arbitres		18	2	36		18	2	36	
Sanitaires banalisés		8	2	16		8	2	16	
Sous total				150	195			150	195
ANNEXES D'EXPLOITATION ET LOCAUX TECHNIQUES									
Locaux d'exploitation									
Rangement matériel		20	2	40		20	2	40	
locaux entretien		15	6	90		15	6	90	
Sous-total				130				130	
Locaux techniques									
Chaufferie		35	1	35		35	1	35	
TGBT		10	1	10		10	1	10	
Local électricité		12	1	12		12	1	12	
Sous-total				57				57	
TOTAL				187	187			187	187
TOTAL NOUVELLE TRIBUNE ARKEA				6 549	7 934			5 132	5 996

Brest										
Unités fonctionnelles										
TRIBUNES										
TRIBUNE QUIMPER										
Tribune										
VIP										
PMR										
Loges / salon										
Sous total										
Autres spectateurs										
PMR										
Grand public										
Sous total										
TOTAL tribune Quimper										
LES ESPACES DE RÉCEPTION										
Salons tribune										
Accueil										
salons										
Office										
Réserve										
Sanitaires										
salon R+3										
Sous total										
Sous total espaces de réceptions										
Annexes spectateurs										
Déambulateur										
Sanitaires										
Buvettes avec réserve										
Poste médical										
Sous-total										
TOTAL										
TOTAL NOUVELLE TRIBUNE QUIMPER										

Unités fonctionnelles		SU (m2) Unitaires	Nb d'unités	SU (m2) Globales	SDO (m2) Globales	SU (m2) Unitaires	Nb d'unités	SU (m2) Globales	SDO (m2) Globales
TRIBUNES									
TRIBUNE PLEIN CIEL									
Tribune		configuration classique				En l'état			
Angle niveau R+1					210				
angle au dessus de dépose secteur visiteur				0	210			0	0
Sous total									
Autres spectateurs									
PMR		1,04	10	10					
Grand public		0,40	1 640	656					
Sous total			1 650	666	833		0	0	0
Visiteurs									
PMR		1,04	10	10		1,04		0	
Grand public		0,40	440	176		0,40		0	
Sous total			450	186	233		0	0	0
TOTAL tribune Plein ciel			2 100	666	1 276		0	0	0
Annexes spectateurs									
Déambulatoire			x	167			x	0	0
Sanitaires			x	40			x	40	
Buvettes avec réserve			x	40			x	0	
Poste médical		15	1	15		15	1	15	
Sous-total				262	314				0
Annexes visiteurs									
Déambulatoire			x	47	56		x	0	0
Sanitaires			x	20			x	20	
Buvettes avec réserve			x	20			x	0	
Poste médical		15	1	15		15	1	15	
Sous-total				102	122				0
TOTAL				363	436			0	0
ANNEXES DE SERVICE ET SÉCURITÉ									
Poste de commandement et PC sécurité									
Poste de commandement		50	1	50		50	1	50	
Régies		15	1	15		15	1	15	
Salle de crise		25	1	25		25	1	25	
Sanitaires		5	2	10		5	2	10	
Sous-total				100	120			100	120
TOTAL TRIBUNE PLEIN CIEL					1 832				120
TOTAL BATIMENT STADE					13 986				11 037

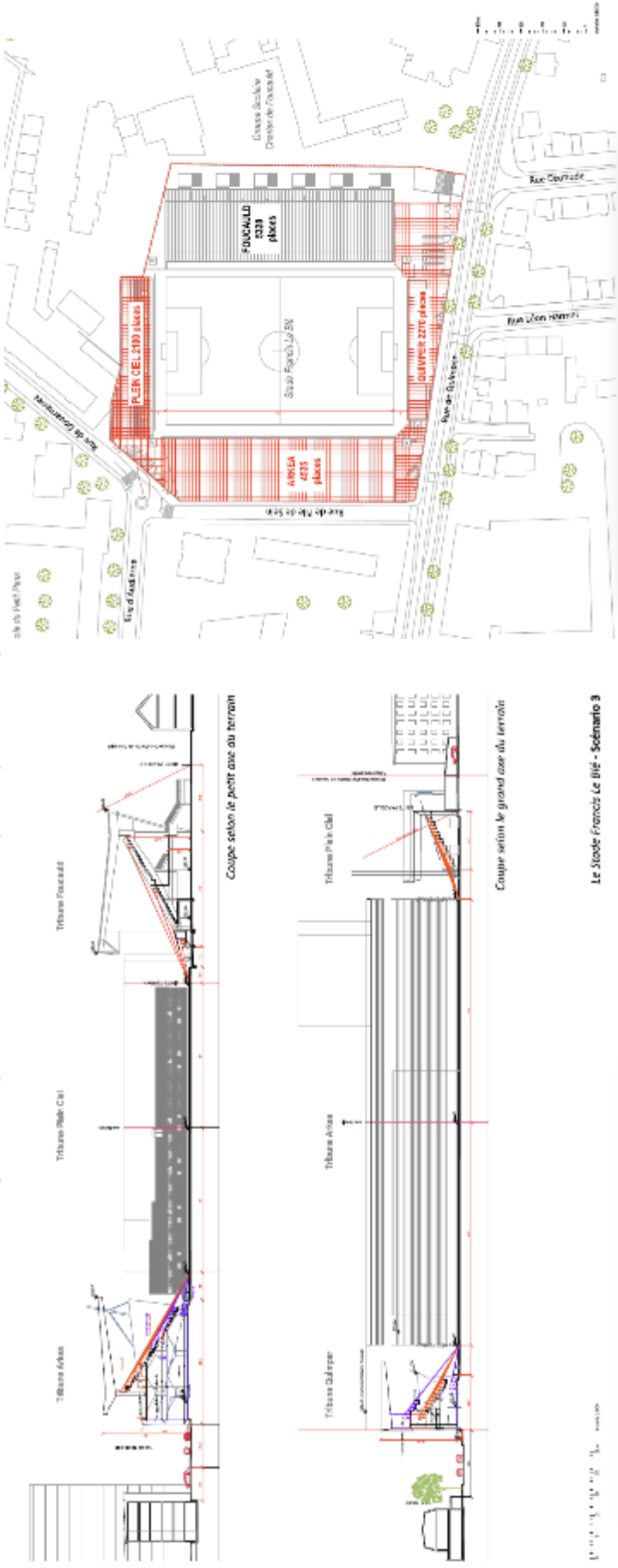
VII. LES FAISABILITES

A - SCENARIO 1 : RESTRUCTURATION COMPLETE

Reconstruction des 3 tribunes

- Reconstruction tribune Arkea sur une configuration optimisant le nombre de places
- Reconstruction de la tribune Quimper avec 2 niveaux de salon
- Reconstruction tribune plein ciel en configuration classique avec secteur visiteurs dans l'angle nord ouest

Ce scénario est complété par une rénovation partielle de la tribune Foucauld pour tenir compte des réaménagements nécessaires au traitement des dernières dérogations (taille vestiaires, espace presse,...)



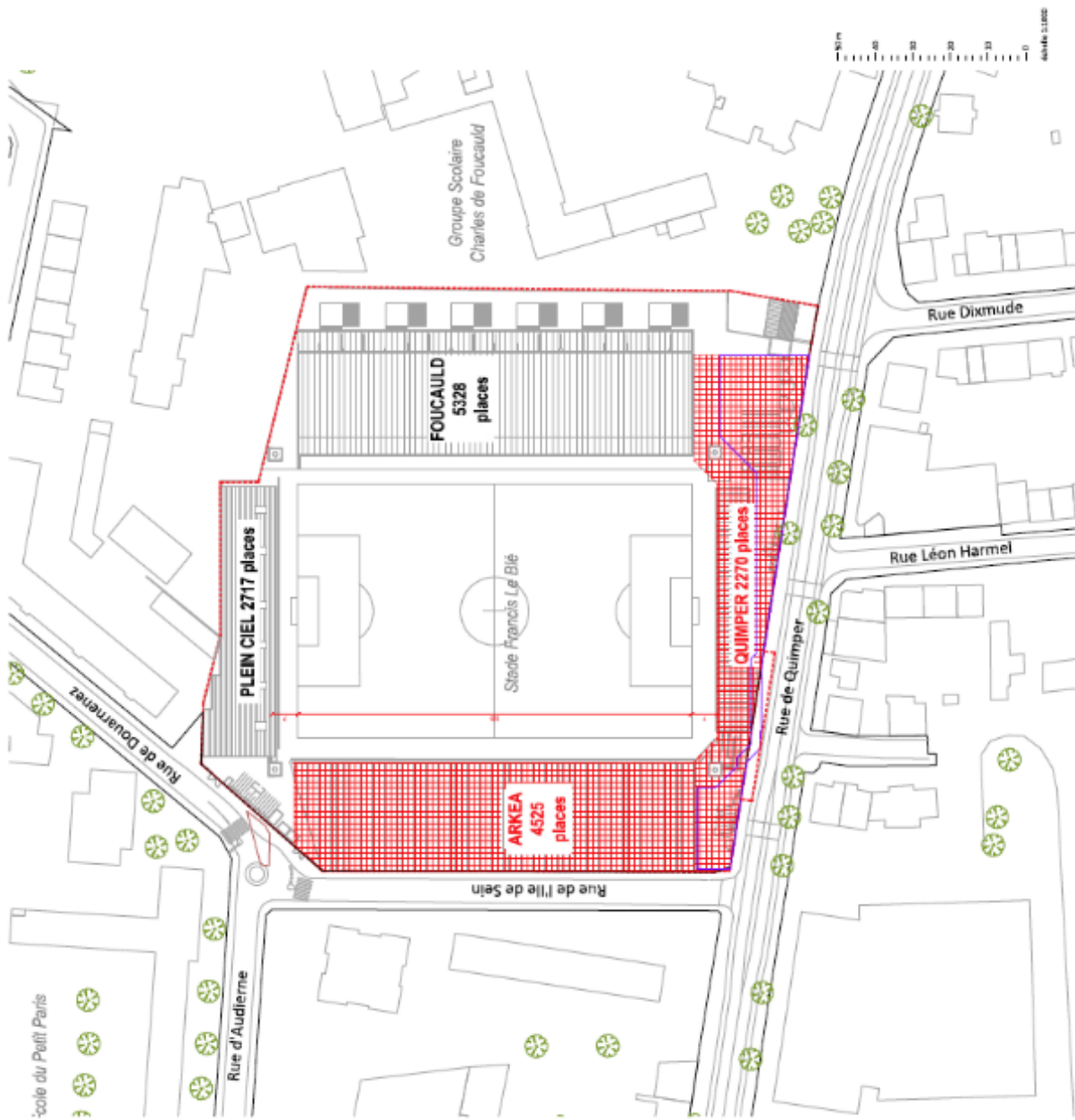


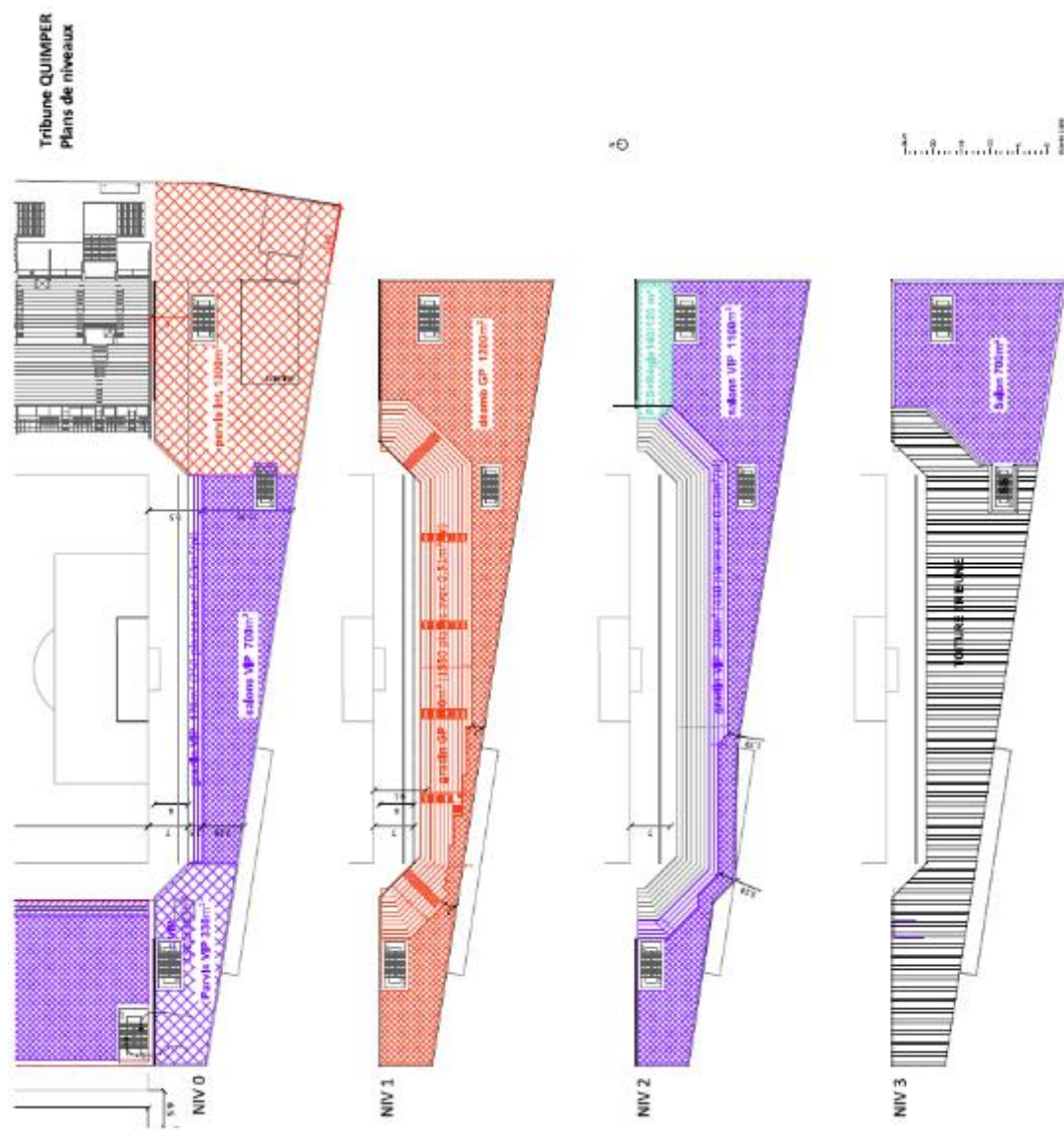
B - SCENARIO 2 : « FER A CHEVAL »

Ce scénario repose sur un U face à la tribune plein ciel. L'objectif est double

- Optimiser la tribune Quimper et en faire une vraie façade urbaine avec une accueil réceptif maximisé
 - Attendre l'évolution du foncier au nord de la tribune plein ciel pour à terme fermer le stade
- 2 tribunes sont reconstruites : Arkéa et Quimper.

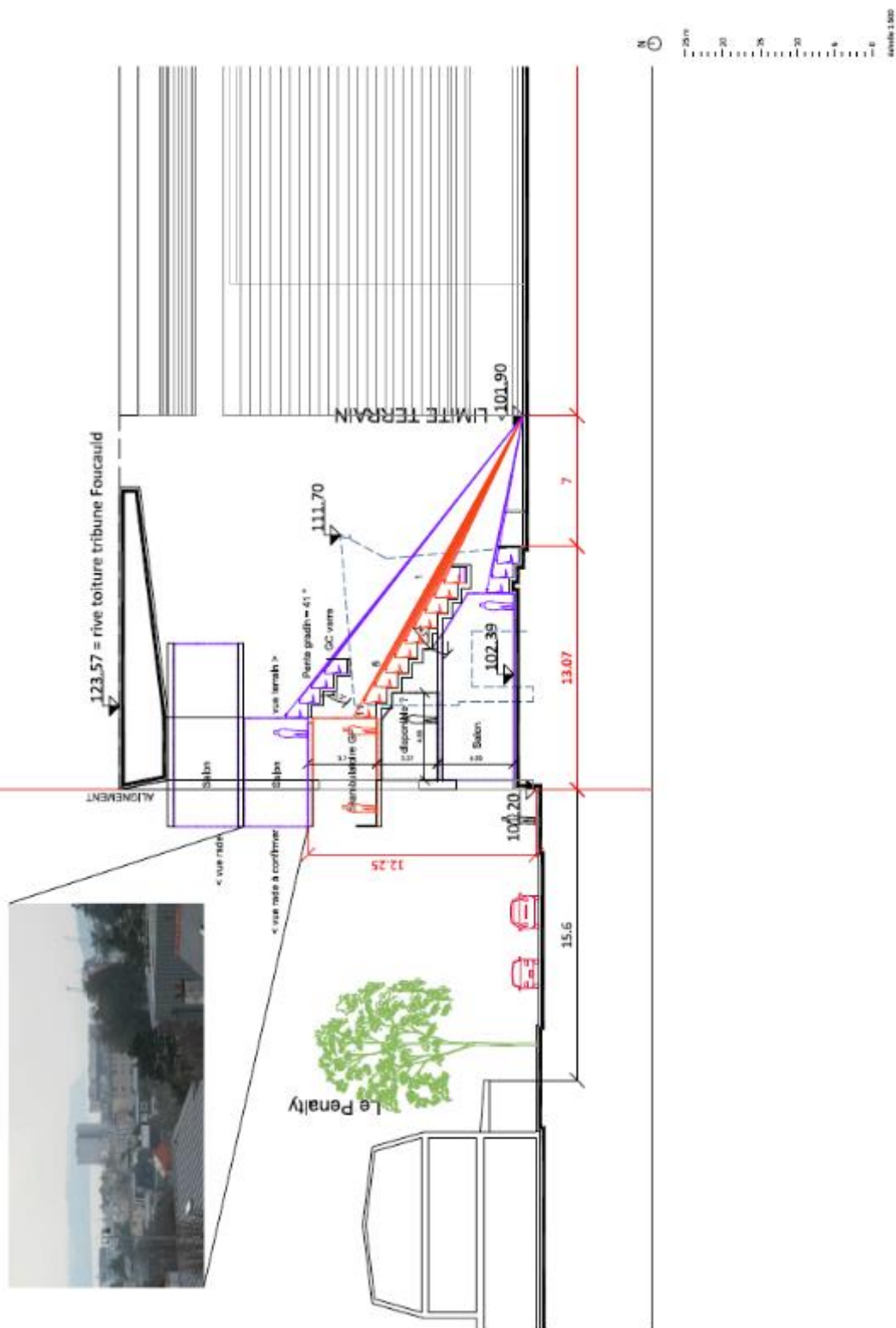
Ce scénario est complété par une rénovation partielle de la tribune Foucauld pour tenir compte des réaménagements nécessaires au traitement des dernières dérogations (taille vestiaires, espace presse,...)





Tribune QUIMPER
Coupe

Tribune Quimper



COMPARAISON DES JAUGES

Tribunes	actuel	Scénario 1	Scénario 2
tribune Foucauld	5328	5328	5328
loges	192	192	192
officiel	36	36	36
honneur	1424	1424	1424
grand public	3348	3348	3348
debout	250	250	250
presse écrite	41	41	41
radio	17	17	17
régie TV	17	17	17
panneau led	3	3	3
tribune Arkea	6554	4 525	3 825
loges		690	490
salons		810	510
grand public	6554	3 025	2 825
tribune plein ciel	2717	2 100	2 717
public	2021	1 650	2 021
visiteurs	696	450	696
tribune Quimper	1105	2 270	2 270
public	1105	1 560	1 560
salons		710	710
total places assises	15704	14 223	14 140
Personnel			
TOTAL	15704	14223	14140

COMPARAISON DES ESPACES RECEPTIFS

Tribunes		actuel	Scénario 1	Scénario 2
total VIP		1 652	3 862	3 362
tribune Foucauld		1652	1652	1652
tribune Arkea			1 500	1 000
tribune Quimper			710	710
total grand public		13 724	10 033	10 450
total pesage		250	250	250
presse		78	78	78
		15 704	14 223	14 140
espaces réceptifs				
tribune Foucauld				
grand salon		780	780	780
loges		162	162	162
salon R+1		120	120	120
tribune Arkea				
loges				1 176
salon				1 275
salon vue terrain et rue			2177	
salon vue rue			1065	
tribune Quimper				
salons vue rue et terrain			1800	1800
salon niveau 3				700
Total m2 de salons		1062	6104	6013

VIII. L'ESTIMATION DES COUTS D'INVESTISSEMENT

Les couts ont été estimés hors diagnostic amiante et plomb sur la base d'un forfait démontage des tribunes et hors études de sols. Le phasage et le mode opératoire des travaux devront être étudiés précisément pour en limiter l'impact et garantir une continuité d'exploitation. A cet effet, une provision pour aléas liés à la continuité d'exploitation est intégrée au montant de l'investissement. Une réalisation d'une tribune par saison sportive peut être envisagée à ce stade d'étude.

	Scénario 1 Restructuration complète		Scénario 2 Fer à Cheval	
	SDO (m2)	Ratio €/m2	SDO (m2)	Ratio €/m2
Montant € HT	Montant € HT		Montant € HT	

BATIMENT					
Restructuration tribune FOUCAULD					
RDC / vestiaires					
R+1					
Provision pour réaménagements divers et structurels	1	forfait	3 000 000 €	1	forfait
Sous total FOUCAULD			3 000 000 €		3 000 000 €
nb places	-			-	

Construction tribune Arkea (hors mobiliers et équipements)					
Gradins couverts	2 453 m2	1 700 €	4 170 000 €	2 053 m2	1 700 €
Annexes sportives	195 m2	2 200 €	430 000 €	195 m2	2 200 €
Annexes VIP	3 883 m2	2 200 €	8 540 000 €	2 425 m2	2 200 €
Annexes spectateurs	1 216 m2	1 800 €	2 190 000 €	1 137 m2	1 800 €
Annexes d'exploitation et locaux techniques	187 m2	1 200 €	220 000 €	187 m2	1 200 €
Sous total ARKEA	7 934 m²	1 960 €	15 550 000 €	5 996 m²	1 921 €
nb places	4 525	3 436 €		3 825	3 012 €

Construction tribune Quimper (hors mobiliers et équipements)					
Gradins couverts	1 221 m2	1 700 €	2 080 000 €	1 221 m2	1 700 €
Annexes VIP	1 800 m2	2 200 €	3 960 000 €	2 500 m2	2 200 €
Annexes spectateurs	1 200 m2	1 800 €	2 160 000 €	1 200 m2	1 800 €
Annexes service et sécurité (PC sécurité)	436 m2	2 000 €	870 000 €	0 m2	2 000 €
Sous total QUIMPER	4 657 m²	1 948 €	9 070 000 €	4 921 m²	1 979 €
nb places	2 270	3 996 €		2 270	4 291 €

Construction tribune PLEIN CIEL					
déambatoire R +1	210 m2	1 000 €	210 000 €	0 m2	1 000 €
Gradins couverts	1 066 m2	1 700 €	1 810 000 €	0 m2	1 700 €
Annexes spectateurs	436 m2	1 800 €	780 000 €	0 m2	1 800 €
Sous total PLEIN CIEL	1 712 m²	1 636 €	2 800 000 €	0 m²	- €
nb places	2 100	1 333 €		-	
TOTAL BATIMENT	14 302 m²	2 127 €	30 420 000 €	10 917 m²	2 222 €
TOTAL AMENAGEMENTS EXTERIEURS					
TOTAL AMENAGEMENTS EXTERIEURS					

AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS					
Parvis	4 570 m2	150 €	685 500 €	4 570 m2	150 €
voirie	3 200 m2	300 €	960 000 €	3 200 m2	300 €
cheminements piétons		40 €	- €		40 €
autres espaces		40 €			40 €
TOTAL AMENAGEMENTS EXTERIEURS	7 770 m²	212 €	1 645 500 €	7 770 m²	212 €

MOBILIERS ET EQUIPEMENTS					
Mobilier locaux (salon, loges, ...)	1	forfait	400 000 €	1	forfait
Equipements des offices	1	forfait	800 000 €	1	forfait
Eclairage aire de jeux	1	forfait	1 400 000 €	1	forfait
Vidéosurveillance et contrôle d'accès	1	forfait	300 000 €	1	forfait
Sonorisation	1	forfait	350 000 €	1	forfait
Ecran géant	1	forfait	300 000 €	1	forfait
Sièges grand public	10 033,00	50 €	500 000 €	10 450,00	50 €
Sièges VIP	3 862	110 €	420 000 €	3 362	110 €
Pupitres presse		200 €	- €		200 €
Ascenseur	6	60 000	360 000 €	6	60 000
TOTAL MOBILIERS ET EQUIPEMENTS			4 830 000 €		5 000 000 €

SUJETIONS SPECIALES					
Démolition tribune	1	forfait	1 200 000 €	1	forfait
Désamiantage (provision en attendant les diagnostics)	1	forfait	550 000 €	1	forfait
Fondations spéciales	14 302	80 €	1 144 182 €	10 917	80 €
Développement énergies renouvelables	1	forfait	3 000 000 €	1	forfait
TOTAL SUJETIONS SPECIALES			5 894 182 €		5 623 372 €

TOTAL TRAVAUX BATIMENT + AMENAGEMENTS EXTÉRIEURS + MOBILIERS + SUJETIONS SPECIALES		2 992 €	42 789 682,40		3 346 €	36 528 872,00
---	--	---------	---------------	--	---------	---------------

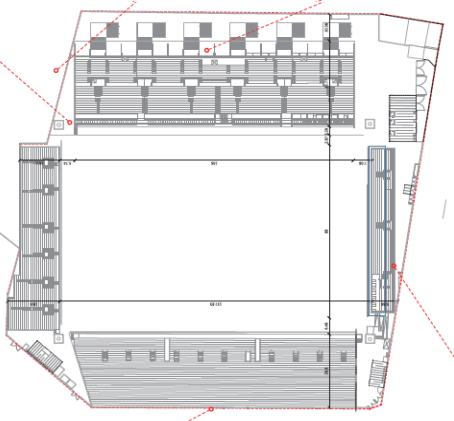
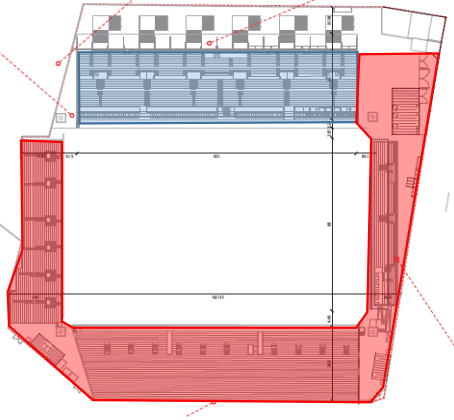
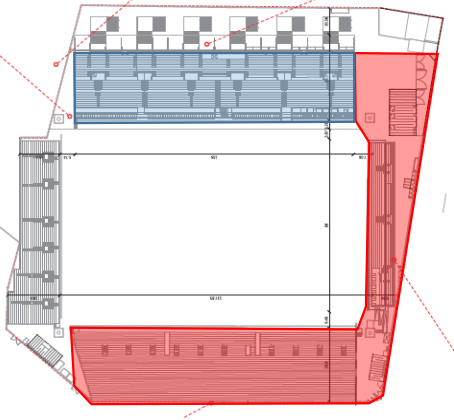
HONORAIRES DIVERS						
Honoraires de maîtrise d'œuvre + SSI + HQE	42 789 682 €	12,5%	5 350 000 €			36 528 872 €
Missions complémentaires (EXE, VISA, OPC...)	42 789 682 €	2,0%	860 000 €			36 528 872 €
Contrôle Technique	42 789 682 €	0,6%	260 000 €			36 528 872 €
Mission SPS	42 789 682 €	0,4%	170 000 €			36 528 872 €
TOTAL HONORAIRES DIVERS		15,5%	6 640 000 €		15,5%	5 670 000 €

FRAIS DE MAITRISE D'OUVRAGE						
MOA déléguée		2,0%	860 000 €		2,0%	730 000 €
AMO programmation		Forfait	300 000 €		Forfait	300 000 €
Indemnités de concours (3 concurrents - niveau esquisse)		Forfait	340 000 €		Forfait	290 000 €
Frais de reprographie et de publicité		Forfait	20 000 €		Forfait	20 000 €
Frais de raccordement		Forfait	30 000 €		Forfait	30 000 €
Mesures acoustiques		Forfait	5 000 €		Forfait	5 000 €
Sondages et relevés		Forfait	30 000 €		Forfait	30 000 €
Assurances		1,5%	640 000 €		1,5%	550 000 €
TOTAL FRAIS DE MAITRISE D'OUVRAGE		5,2%	2 225 000 €		5,4%	1 955 000 €

ALEAS SUR TRAVAUX		10,0%	4 278 968 €		10,0%	3 652 887 €
ALEAS LIES A LA CONTINUITE D'EXPLOITATION		8,0%	3 423 175 €		8,0%	2 922 310 €

Dépense €HT Constant (valeur 12/2022)			59 356 825 €			50 729 069 €
Total Dépense €TTC Constant (valeur 12/2022)			71 228 190 €			60 874 883 €

IX. SYNTHÈSE ET CONCLUSION

ACTUEL		SCENARIO 1 (Restructuration complète)	SCENARIO 2 (Fer à cheval)
			
		Démolition et reconstruction tribunes Arkéa, Quimper et Plein Ciel Rénovation partielle Tribune Foucauld	Démolition et reconstruction tribunes Arkéa et Quimper Rénovation partielle Tribune Foucauld
Jauge (nb places)	15 704	14 223	14 140
Tribune Foucauld	5 328	5 328	5 328
Tribune Arkéa	6 554	4 525	3 825
Tribune Plein Ciel	2 717	2 100	2 717
Tribune Quimper	1 105	2 270	2 270
Espaces réceptifs (m² SU)	1 062	6 104	6 013
Tribune Foucauld	1 062	1 062	1 062
Tribune Arkéa	0	3 242	2 451
Tribune Quimper	0	1 800	2 500
Hauteur tribunes (m)			
Tribune Foucauld	21,70	21,67	21,67
Tribune Arkéa	14,90	24,96	21,67
Tribune Plein Ciel	10,00	10,52	10,00
Tribune Quimper	11,70	18,30	21,67
Estimation prévisionnelle en k€ HT (valeur 2022)		59 360	50 730
Bâtiment		30 420	24 260
Aménagements extérieurs		1 645	1 645
Mobiliers et équipements		4 830	5 000
Sujétions (fondations, ENR)		5 900	5 625
Honoraires et frais MOA		8 865	7 625
Aléas travaux et exploitation		7 700	6 575

Ces premiers éléments d'études confirmeraient la faisabilité d'avoir un équipement conforme aux exigences du football professionnel. Cette faisabilité est néanmoins conditionnée à :

- La nécessaire mobilisation du foncier sur le lycée Charles de Foucauld pour les besoins de services de 1^{er} niveau
- La neutralisation de la rue de Quimper les soirs de match pour sécuriser la gestion des flux dans une logique de parvis extérieur au stade
- L'occupation de l'espace public environnant pour les besoins de stationnement des spectateurs
- Une analyse approfondie sur l'insertion urbaine des nouvelles tribunes Arkéa et Quimper dans un environnement très contraint.

La libération à terme du foncier au nord de l'équipement permettrait de développer une tribune « Plein Ciel » plus confortable et d'en améliorer son accessibilité.

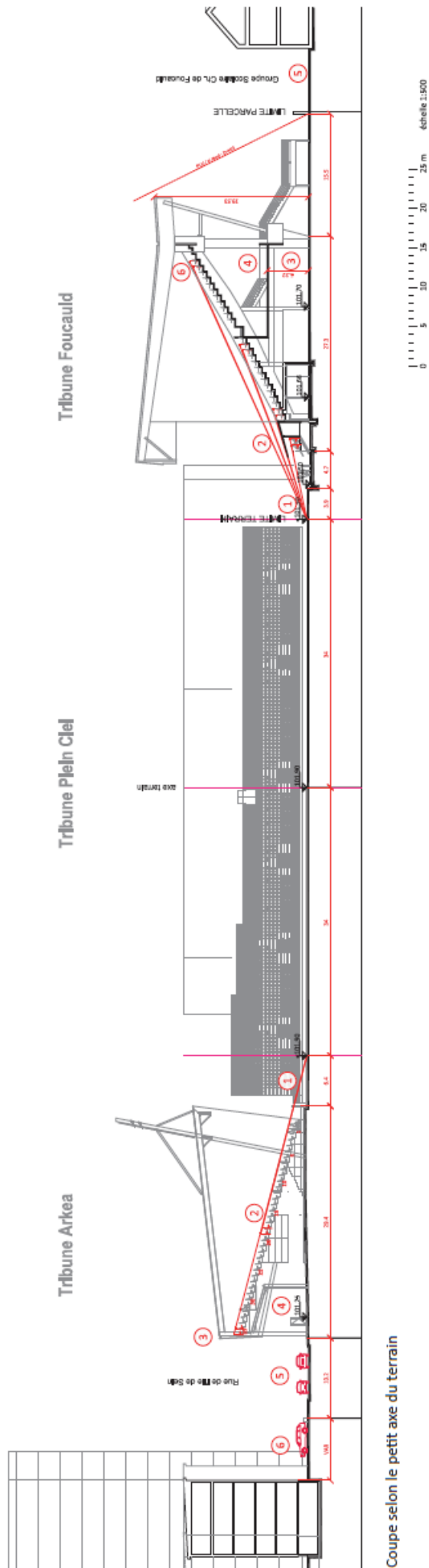
Le **scénario 1 « Restructuration complète »**, estimé à **60 M€ HT**, présente une rénovation complète qui optimise l'offre de places et d'espaces privatifs (3200 m²) sur la tribune Arkéa. La nouvelle tribune Plein Ciel est très contrainte par le foncier et l'intérêt de l'angle Nord-Ouest devra être confirmé lors les études de programmation.

Le **scénario 2 « Fer à Cheval »**, estimé à **50 M€ HT**, préserve la possibilité d'une intervention ultérieure sur la tribune Plein Ciel si le foncier au Nord venait à muter. La tribune Quimper sur 3 niveaux peut répondre aux objectifs d'animation urbaine de la route de Quimper et permet le développement d'espaces privatifs (2 500 m²)

Les deux scénarios sont potentiellement combinables pour les tribunes Quimper et Arkéa.

Tous ces éléments devront être confirmés et complétés par une étude de programmation approfondie.

X. ANNEXES



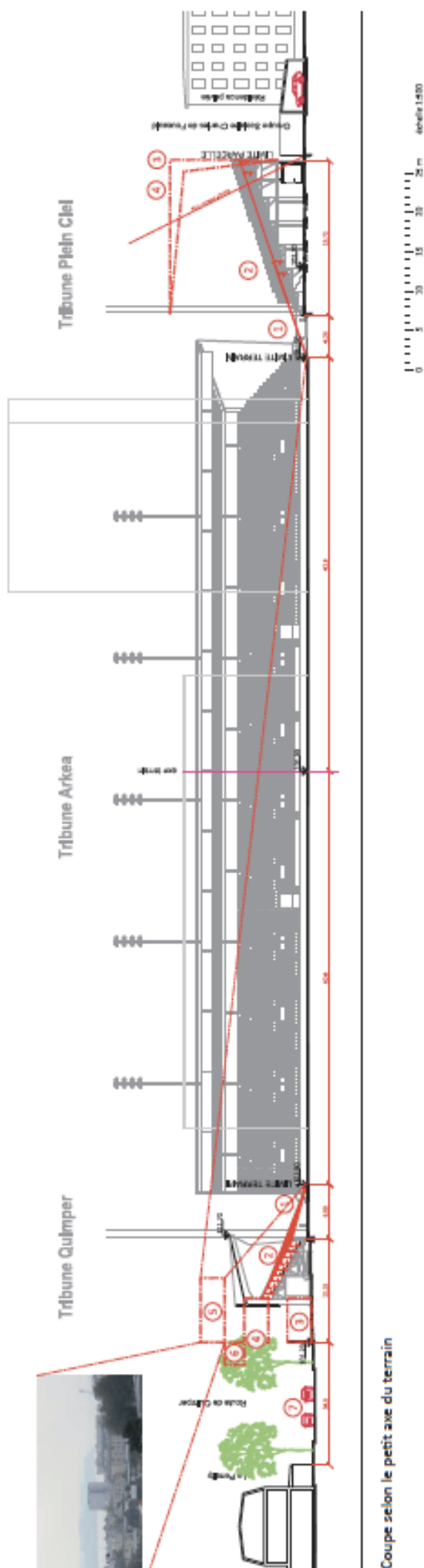
Coupe selon le petit axe du terrain

Tribune Arkea

1. Distance terrain = XX m
2. Coefficient de vision = 0 cm
3. Implantation à l'alignement
4. Programme ouvert sur la rue en RDC : repositionnement du déambulateur côté rue
5. Reconfiguration de l'espace public : parvis + voie en plateau
6. Reconfiguration du parking de la résidence voisine (plantation, ...)

Tribune Foucauld

1. Distance terrain = XX m / Décaissé par rapport au terrain
2. Loges niveau terrain (Coef Vision = 0 cm)
3. Salon VIP en RDC
4. Course grand public
5. Espaces de service et parkings spécifiques sur emprise voisine
6. Vue sur la rade depuis le haut de la tribune

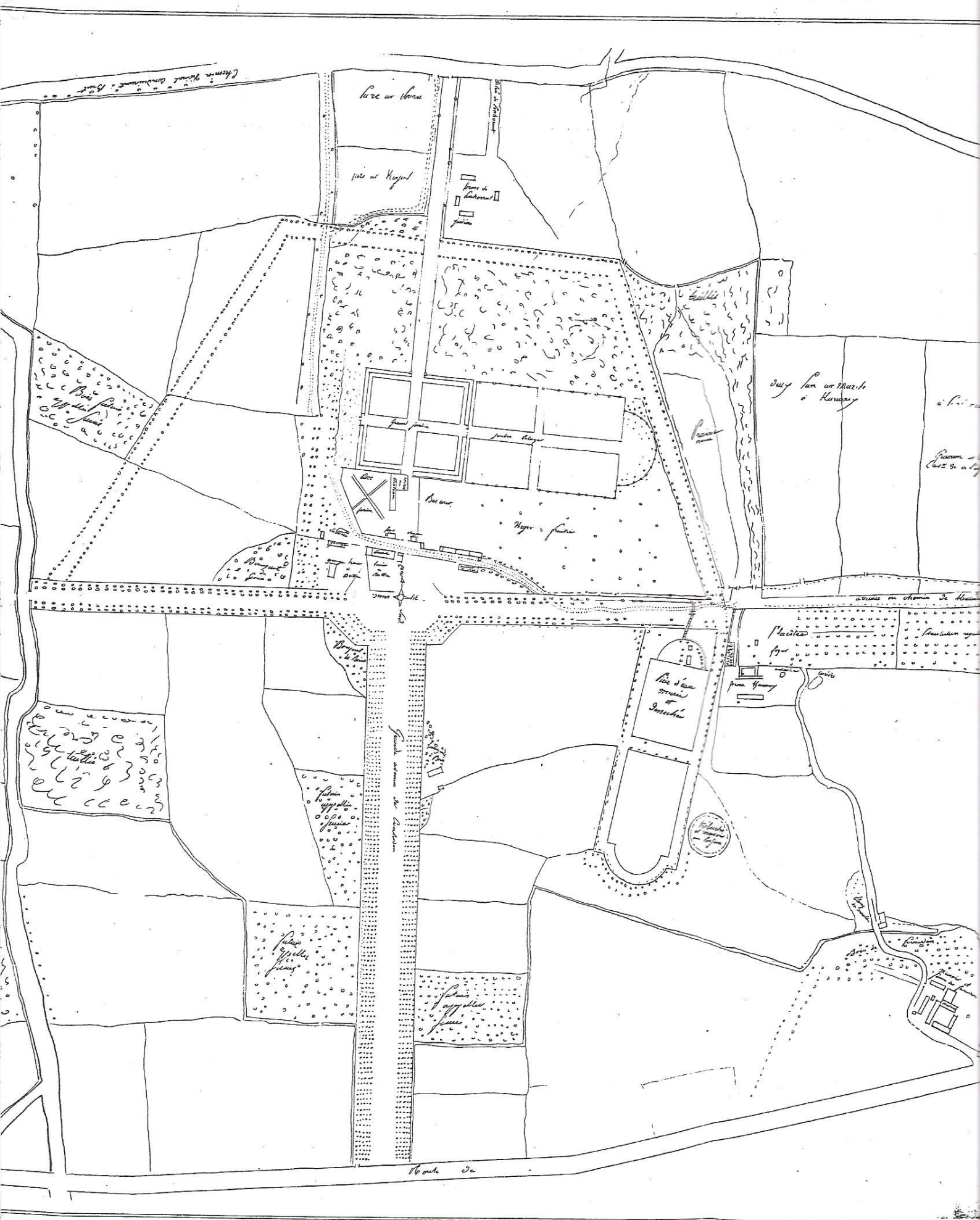


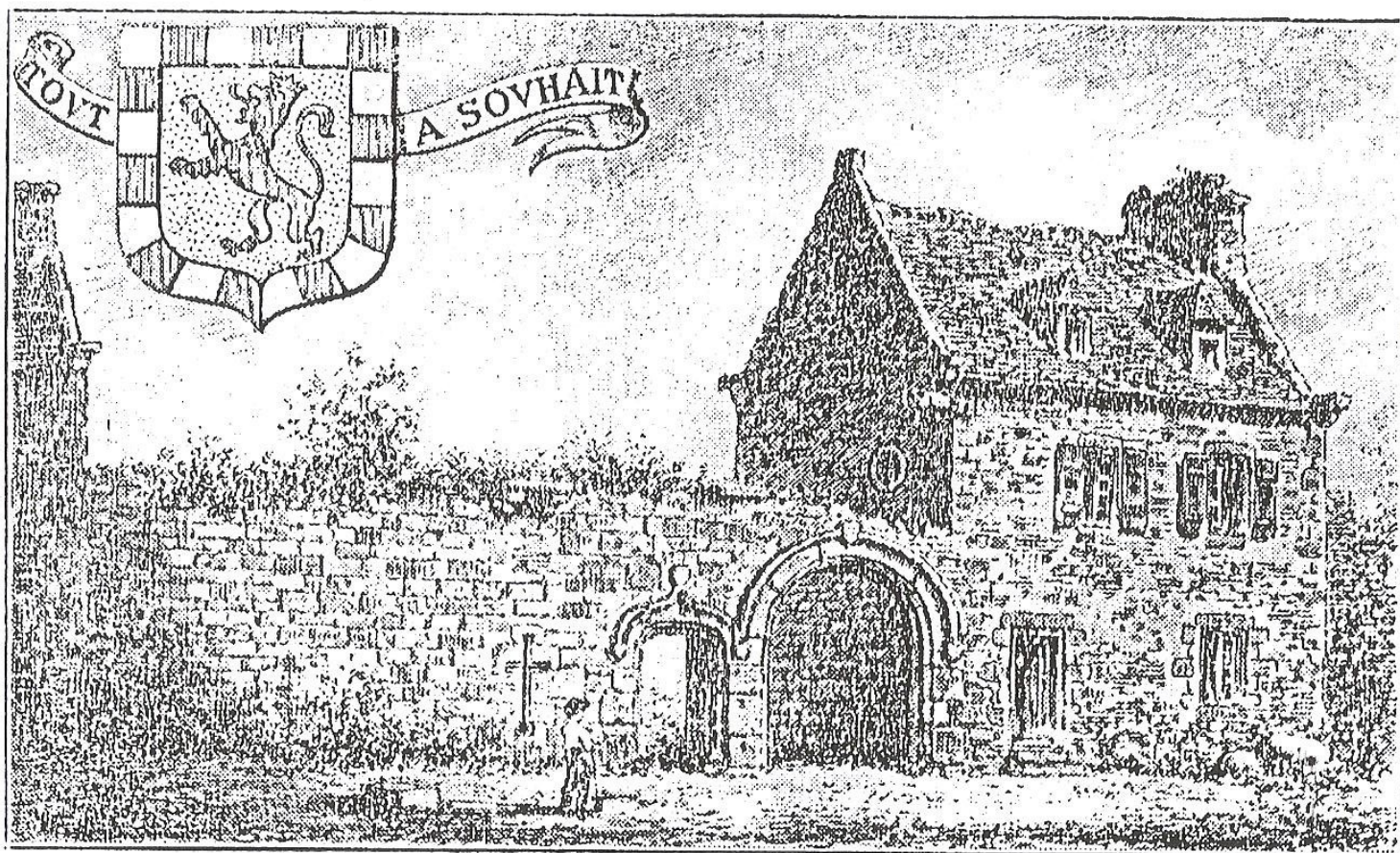
Tribune Quimper

1. Distance du terrain = 7 m
2. Coefficient de vision > 7 cm
3. Programme en façade sur l'avenue, en RDC
4. Déambulateur Grand Public (non clos), en étage
5. Salon avec vue sur le terrain et la rade, en haut de tribune (+ terrasse)
6. Volume éventuel en surplomb sur route de Quimper (largeur de la voie = 15/16m)

Tribune Plein - Ciel

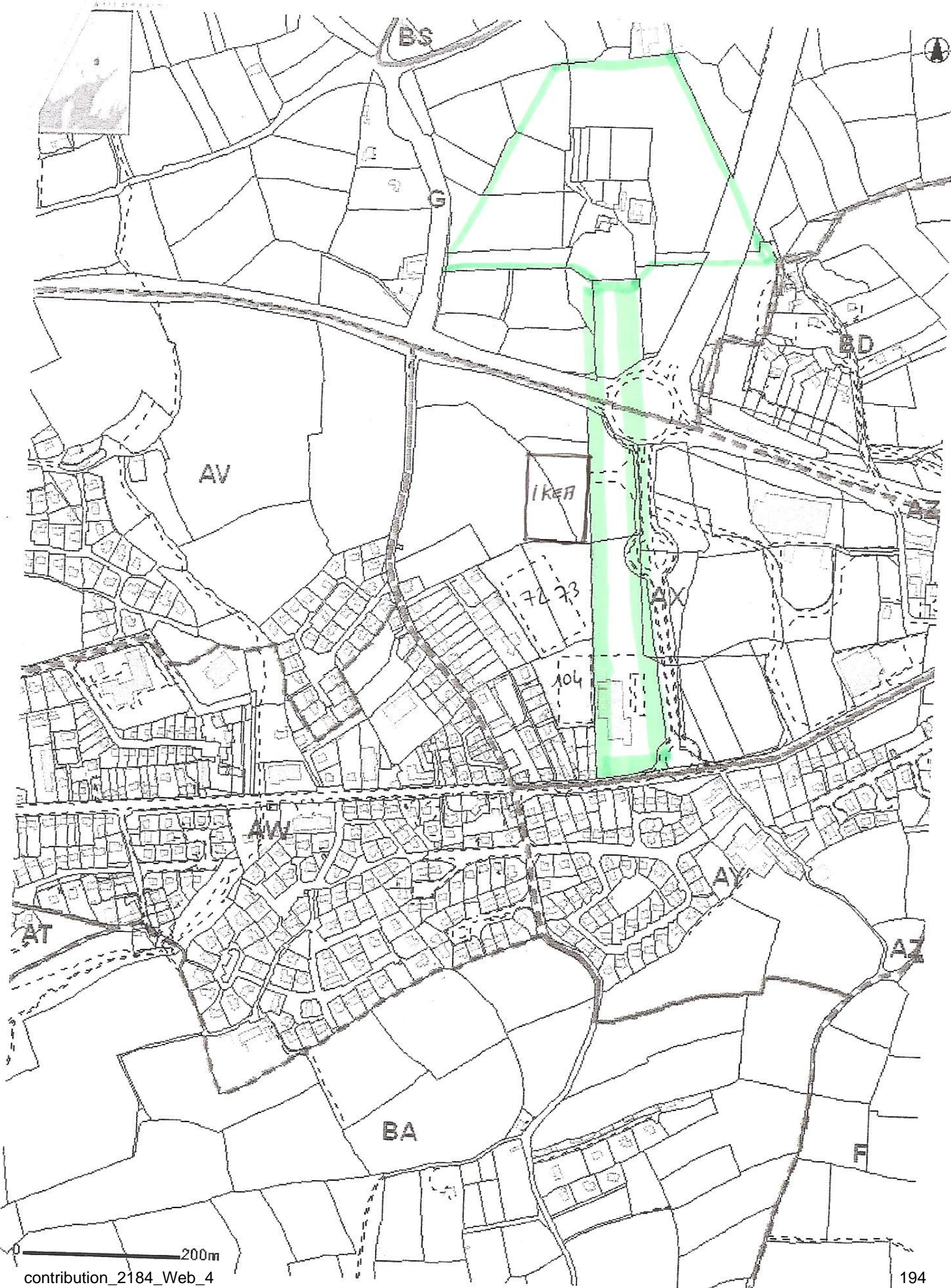
1. Distance du terrain = XX m
2. Coefficient de visibilité = 0 cm
3. Implantation en limite séparative (Hauteur limitée en zone UC)
4. Accès gradins (dont visiteurs) sous tribune
5. Couverture à envisager (Cf PLU + Vue de l'immeuble voisin à prendre en compte)





Les restes du Manoir de Coataudon, en Guipavas

West



Voici la description du manoir de Coataudon d'après Yves Lulzac dans ses

- >> "Chroniques oubliées des manoirs bretons" tome 3, pages 70 et 71 :
- >> "Le manoir consistait alors en un grand corps de logis à 2 étages
- >> construit sur cave et comprenant :
- >> - au rez-de-chaussée une seule mais grande cuisine attestée en 1707 mais
- >> dont la moitié sera plus tard aménagée en salle basse.
- >> - au 1er étage, une grande chambre et son cabinet adjacent, laquelle
- >> entre 1707 et 1753 sera peut-être également divisée en 2.
- >> - au 2nd étage, une autre chambre et son cabinet qui feront place plus
- >> tard à un grenier et des galetas.
- >> La façade principale était protégée par une grande cour close ceinte de
- >> murailles et de bâtiments annexes, dont un pavillon abritant la chapelle
- >> domestique dédiée à Sainte-Anne.
- >> Du côté opposé, une basse cour également limitée par des murs et des
- >> bâtiments divers (écuries, crèches, maison à four ...) donnait accès au
- >> jardin ainsi qu'au verger qui était en partie occupé par un bois
- >> taillis. A proximité, l'un découvrait le colombier seigneurial, un petit
- >> bois de haute futaie et de décoration, ainsi qu'un étang alimenté par
- >> une fontaine et servant de vivier.
- >> Le tout couvrant une superficie d'environ 1 hectare et 1/2".
- >> Suivent la description du moulin à eau, les dépendances, la réserve...
- >> Le manoir fut incendié pendant la Révolution durant l'incarcération de
- >> la famille de Coataudon dans les prisons de Carhaix (sept 1793 à
- >> novembre 1794), après leur libération elle se réfugia au manoir proche
- >> du Frouthven.
- >>
- >> Une gravure du manoir dans la 1ère moitié du XX^e siècle de Louis Le
- >> Guennec se trouve en page 76 : manoir à gauche, double porte d'entrée :
- >> piétonnière et voitures. Le mur de façade est déjà envahi de végétation
- >> et dégradé.
- >>

Au Manoir de Lossulien (accès par la venelle de Kerminihy, suivre fléchage)

Des mots dans l'eau

Dimanche 20 septembre. A 16h

Dans un cadre champêtre, face à la chapelle de Lossulien et autour d'un bassin, prenez place pour découvrir la dernière création de la Compagnie Têtdici Têtdailleurs. Dès 8 ans.

Des Mots dans l'eau,

Sont des mots donnés en partage autour du lavoir pour parler de l'enfance et de la famille. Réveiller au creux de la mémoire les images, les odeurs, les impressions qui s'entrechoquent et créent un patchwork unique et flou dont les contours ne cessent de se mouvoir.

Il y a les jeux d'enfants au bord de l'eau.

Il y a l'odeur de la terre mouillée après la pluie.

Il y a les grandes tablées du dimanche, celles dressées pour les fêtes.

Il y a les départs et les retours dans les maisons vides ou pleines de gens.

Il y a l'amour et l'espoir, ce que nous partageons ici et maintenant et ce que nous construisons.

Et puis, il y a cette petite pierre que nous posons jour après jour pour partager toujours un peu plus nos rêves de liberté.

Avec des textes d'auteurs bretons contemporains : Téréza, Hervé Bellec, Marie-Josée Christien, Hervé Mesdon, Gérard Le Gouic, Paol Keineg.

Mise en scène : Safiya Cotonnec.









Revue d'été
et du tout des mots
qui s'écrit en France
à 10h pour les 12 ans
à 12h pour les 15 ans
Places limitées,
inscriptions sur place

**DES
MOTS
DANS
L'EAU**

**DIMANCHE
20 SEPTEMBRE
16h**

ANCIEN DE LOSSULIEN

Depuis plusieurs décennies, il y a débat à Brest, autour de la construction d'un nouveau stade de football. Il m'avait semblé en 2014, lors de la réalisation du projet de salle Arena, qu'un choix avait été fait de réaliser ce projet d'envergure et multifonctionnel (spectacles sportifs et événementiels), tout en abandonnant le projet de Zenith au Frouvent. Derrière ce choix il y avait des promesses intenable après la crise de 2008 et la nécessité de mobiliser les financements publics sur des projets d'intérêt général. Le stade Francis Le Blé est certes vétuste, mais beaucoup d'argent a déjà été investi pour faire évoluer ce stade centenaire, l'adapter au fil du temps à la pratique sportive. Des études récentes semblent prouver qu'une rénovation lui permettant d'accueillir des matchs de coupe d'Europe serait possible et moins onéreuse pour les finances publiques. Le projet de nouveau stade au Frouvent ne comporterait pas finalement plus de places (15000). Pourquoi changer de cap maintenant ? Même s'il n'est pas « pharaonique », il est anachronique.

Plusieurs arguments sont avancés par les défenseurs du « projet de stade au Frouvent », pré-nommé, avant d'avoir vu le jour, « Arkéa park ». Le premier argument est celui des déplacements des matchs à Guingamp lors de la dernière coupe d'Europe. Nous avons vu qu'il serait donc possible à l'avenir de les accueillir dans un stade Francis Le Blé rénové, stade historique et emblématique du Stade Brestois, en centre-ville ! Oui, les soirs de match sont parfois bruyants pour les riverains. Mais le football amène aussi une économie en centre ville, maintient vivant les commerces de proximités et un football populaire et accessible. C'est justement parce qu'il y a peu de riverains au « Frouvent » que ce projet doit être abandonné : il deviendrait « hors-sol » et voué seulement au « foot-business ». J'ai pu lire dans les contributions que l'espace était « réservé » au PLU depuis 20 ans pour un projet de stade... cette affirmation n'est pas exacte (une salle de spectacle de type Zenith y était donc envisagée, pour laquelle nous n'aurions pas accepté de voir détruire le stade Francis Le Blé!). Mais surtout, depuis toujours, enfin pour être précise, depuis leur déforestation, ces terres ont toujours été agricoles. Un PLU est fait pour évoluer, il peut aussi évoluer pour protéger l'environnement au vu de l'évolution des connaissances scientifiques et de l'urgence actuelle à préserver les espaces naturels.

L'autre argument majeur avancé par les porteurs du projet est celui de poursuivre le développement économique sur la « zone du Frouvent » autour de ce stade (projet immobilier connexe). Un grand nombre de terres agricoles ont d'ors et déjà été artificialisées dans ce secteur. « Frouvent », ar froud wenn, le torrent blanc, une eau pure qui irrigait la vallée du Costour. Les terrains tant convoités sont situés au lieu-dit « maner kozh », le vieux manoir de Coataudon (cf description du manoir par Yves Lulzac), un manoir qui gérait donc des fermes et des terres agricoles dont le corps de logis fut incendié au cours de la Révolution Française. La ruine a par la suite servi de « carrière de pierres » comme il en était coutume, dont quelques beaux « spécimens » se trouvent aujourd'hui près des rives de l'Elorn. (cf photos Journées du Patrimoine 2015). Les dessins de Louis Le Guennec (cf dessin de 1917) nous montrent le porche et la ferme attenante au début du 20ème siècle. Sur des photographies des années 1960, ils sont toujours là. L'étalement urbain et le développement de la zone commerciale auront raison des derniers vestiges de ce domaine autour de l'an 2000. Aujourd'hui il ne reste de ce patrimoine agricole qu'une poignée d'hectares et des pierres éparpillées (cf plans de 1824 et plan rapporté sur le cadastre). Petit à petit, ces terres fertiles ont été englouties par les axes de communications, les zones commerciales et leurs parkings, avec un impact catastrophique sur l'environnement immédiat mais aussi sur la ressource en eau.

Er Maner Kozh était une source,

Er Maner Kozh était un puit,

La légende raconte que les korriganed y dansaient sous la lune protégeant un trésor.

Un autre nom pour nommer les êtres de la nature, dans une langue ancienne liée à une terre, qu'il nous faut aujourd'hui considérer autrement que comme une ressource à exploiter ou à aménager.

Er Maner kozh était une rivière,

Er maner Kozh était une pisciculture,

Le torrent blanc, ar Froud wenn, s'en allait par la vallée du Costour rejoindre la plage du moulin blanc, ar milin wenn. Un torrent vivant et poissonneux, comme la rade de Brest l'était.

Images, souvenirs d'un autre âge, mais souvenirs d'une histoire qui a fait le paysage : celle des

paysans qui de tous temps et par tous les temps ont cultivés les champs. Des pêcheurs qui risquaient leurs vies sur les mers.

Le « Frouvent » deviendra -t-il un simple canal d'évacuation des eaux pluviales lors des pluies diluviennes et un fossé asséché pendant les canicules qui s'annoncent, quand de son souvenir dans les mémoires locales ne restera plus que son nom associé au mot « zone »?

Le Costour est une réserve d'eau pour les brestois qui est déjà menacée par le changement climatique mais de plus par l'artificialisation des terres en amont, qui augmente les risques de pollution. Faut-il continuer ainsi ? Nous nous inquiétons des hectares de forêts engloutis en Amazonie (plusieurs stades de foot chaque jours), mais nous serions incapables de nous arrêter pour réfléchir à l'impact d'un projet controversé sur notre vie locale ?

Le choix de construire ou non un nouveau stade aura des impacts qui ne seront pas des moindres et qui ne doivent pas être minimisés, tant au niveau social, économique qu'écologique. Certains veulent un stade, d'autres s'y opposent fermement, beaucoup n'ont pas d'avis. ils sont comme pétrifiés par la situation actuelle à plus grande échelle. Beaucoup d'argent circulerait autour de ce projet immobilier. Mais la situation sociale de Brest s'en verrait-elle pour autant améliorée ?

Le choix de construire un nouveau stade aurait surtout un impact symbolique majeur. Quel message enverrait cette décision à la jeune génération ? Continuons l'artificialisation au détriment du vivant... Dans un contexte de crise économique, sociale et environnementale, un projet privé porté par des fonds publics serait donc supportable ?

La rénovation de Francis Le Blé enverrait quand à elle un signal fort de prise de conscience face à la perte des surfaces agricoles et à l'étalement urbain. Le Stade Brestois, Ici c'est Brest ! , ferait rayonner la métropole bien au-delà du football. Ville liée à la mer, reliée à l'eau, protectrice des bassins versants et du fond des océans. Brest c'est aussi un pôle de recherches de solutions pour un avenir commun. Francis Le Blé, un nom prédestiné pour la préservation des terres agricoles ! Face aux défis à venir, le monde agricole a besoin de se sentir soutenu et pour cela il faut que le monde urbain puisse prendre conscience de son impact sur les écosystèmes qui l'entoure.

Après ces détours historiques et de sensibilité écologique, un brin philosophique, voici une proposition qui semblera d'un premier abord utopique, sauf que ce lieu unique, il existe ! Ici, c'est ...à Guipavas. Créer un lieu ouvert pour permettre aux enfants et aux adolescents (mais aussi aux parents et ...aux grand-parents) de quitter leurs écrans : sortir « dehors », observer des arbres, rencontrer des animaux qui ne sont pas domestiques et se rencontrer entre humains. Les plans de ce qui existait il y a 200 ans sur ces champs sont inspirants pour créer un PARK . Sur le modèle des « terrains d'aventure » qui se développe dans les villes, pour permettre aux enfants d'investir à nouveau l'espace public et dans un contexte d'alerte maximum sur la santé mentale de tous et des plus jeunes en particulier, lié aux addictions aux écrans notamment. Les terres ont pour une partie été cultivées par une association en agriculture biologique, le cœur du domaine a été conquis par la faune et la flore sauvage, les champs qui l'entourent pourraient se couvrir d'arbres fruitiers et d'un maraîchage en agroforesterie. Ce lieu est accessible par les transport en communs et un tel projet au cœur d'une zone commerciale entourée d'espaces urbains serait novateur.

Il y a 10 se tenait à Paris la COP 21, mettant en avant la nécessité de changer notre regard sur notre modèle de gestion de l'aménagement du territoire et de faire évoluer notre rapport aux écosystèmes. Plus que des « Réserves » isolées dans les campagnes, favoriser partout la biodiversité. Francis Le Blé est un lieu historique, un patrimoine unique pour la ville de Brest. Il ne doit pas être détruit. Maner Kozh est un lieu symbolique et historique pour la préservation des terres agricoles, face à l'étalement urbain de Brest. Ils ne peuvent ni l'un , ni l'autre être livrés à la spéculation immobilière du 21ème siècle qui entoure ce projet de « nouveau stade ». Brest a fêté les 80 ans de la Libération, elle a été détruite puis reconstruite. Elle ne peut continuer à faire table rase de son histoire.

Il y a 10 ans, une pièce fut jouée pour les Journées du Patrimoine à Lossulien au Relecq-Kerhuon portant le titre « des mots dans l'eau » (cf Des mots dans l'eau Compagnie Têtdici têttdailleurs). Je partage ici la description poétique de leur lectures :

« Des Mots dans l'eau, Sont des mots donnés en partage autour du lavoir pour parler de l'enfance et de la

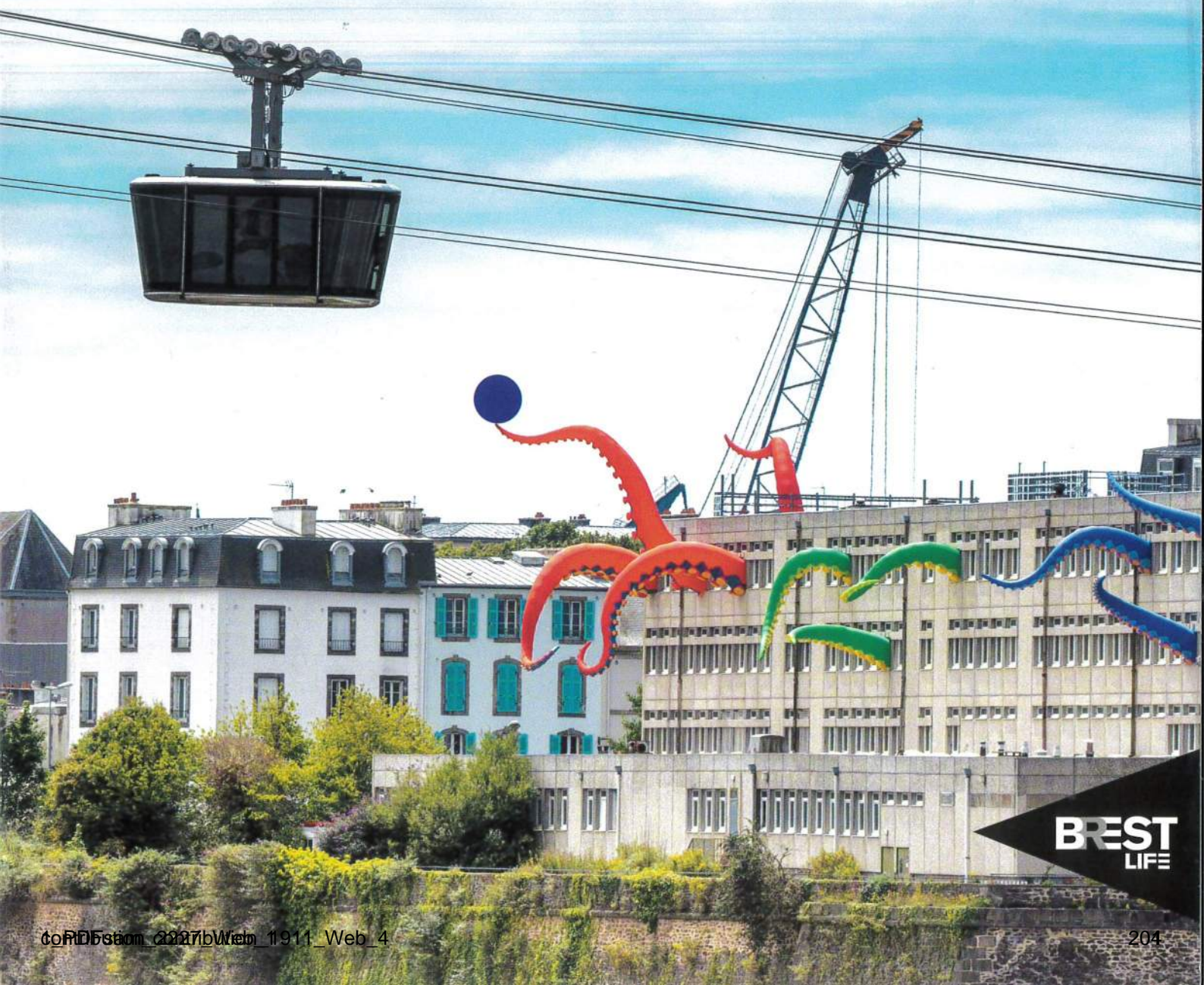
famille. Réveiller au creux de la mémoire les images, les odeurs, les impressions qui s'entrechoquent et créent un patchwork unique et flou dont les contours ne cessent de se mouvoir. Il y a les jeux d'enfants au bord de l'eau. Il y a l'odeur de la terre mouillée après la pluie. Il y a les grandes tablées du dimanche, celles dressées pour les fêtes. Il y a les départs et les retours dans les maisons vides ou pleines de gens. Il y a l'amour et l'espoir, ce que nous partageons ici et maintenant et ce que nous construisons. Et puis, il y a cette petite pierre que nous posons jour après jour pour partager toujours un peu plus nos rêves de liberté »

Des mots pour l'eau.

Brest

à portée
de main

Saisissez
l'opportunité
d'investir
à Brest



BREST
LIFE

Démographie



211 000

HABITANTS à Brest
métropole
et 423 000
sur le bassin
d'emploi

Emploi

173 000

EMPLOIS
dans le bassin
d'emploi dont
64 % sur Brest
métropole

4
HABITANTS
SUR
10
ONT MOINS DE 30 ANS

La métropole brestoise

Brest est métropole.

Un rôle qu'elle assume, à l'ouest de la Bretagne, au service des gens qui y vivent et y travaillent, mais pas seulement. Un peu de la sécurité de l'Europe s'y joue aussi. Toutes les routes mènent ici ou en repartent, c'est selon : par la terre, la mer ou le ciel. Ces flux et reflux, au rythme de l'océan Atlantique, sont la respiration d'un territoire qui bouge et se transforme.

Ici, ça brasse : des gens, des activités, des atouts, des investissements, des opportunités. Il y a la Marine, la faa, les grandes écoles, l'hôpital universitaire... À Brest, les entreprises ont le vent dans le dos et les entrepreneurs ont les coudées franches.

Services

(SANTÉ, FORMATION, CULTURE, TRANSPORTS, COMMERCE...)

UNE ZONE D'ATTRACTIVITÉ DE

+ D'1 000 000
D'HABITANTS

Accessibilité



1^{er}
AÉROPORT
DE BRETAGNE
(14 lignes intérieures
et 16 à l'international),
base Volotea



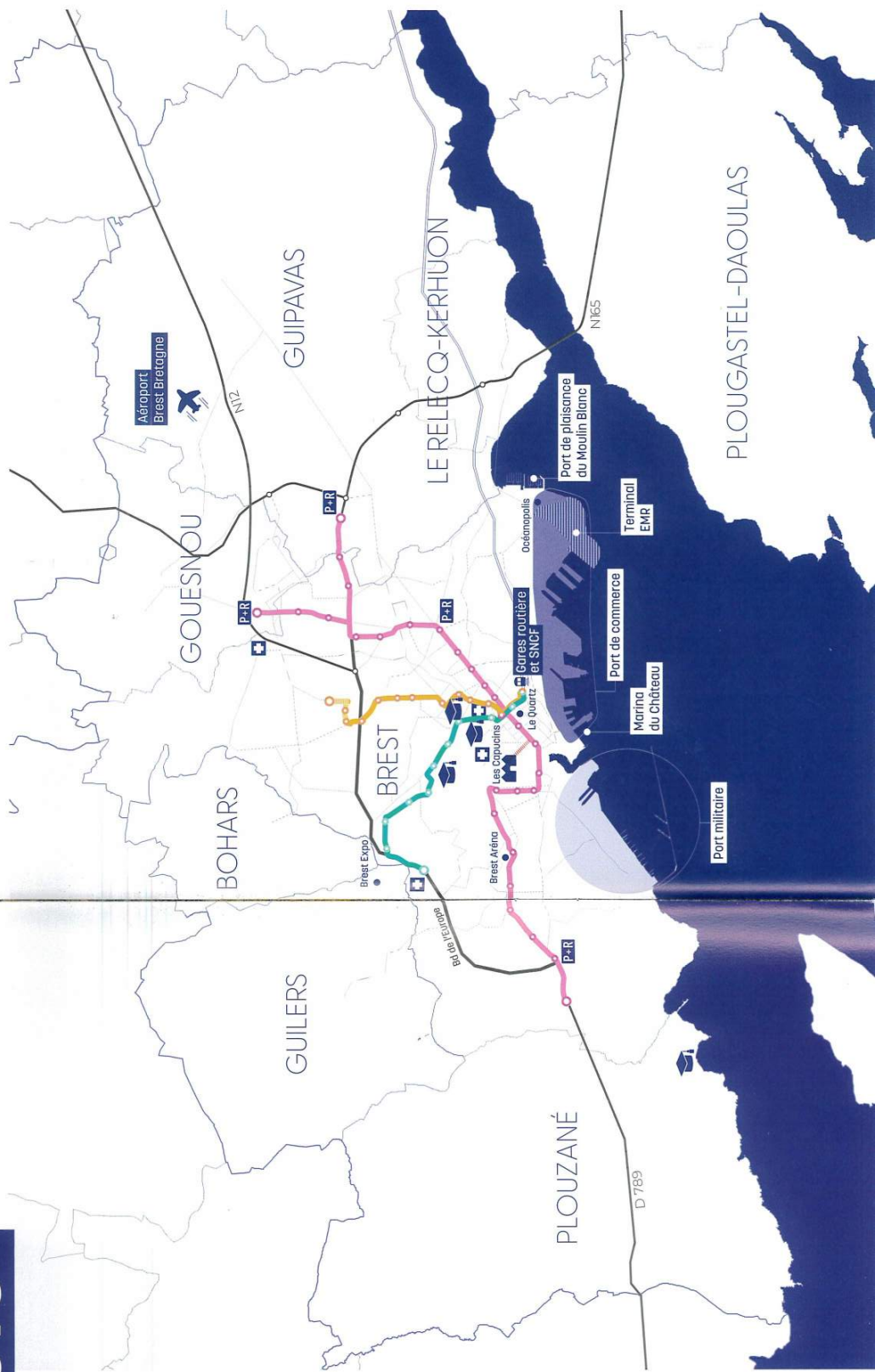
1^{er}
PORT BRETON
intégré au réseau
central du Réseau
Trans-Européen de
Transport (RTE-T)



11
PAR JOUR
dans les
deux sens
LIAISONS TGV
BREST-RENNES-PARIS

LÉGENDE CARTOGRAPHIQUE

- Voie rapide gratuite
- ligne A (tram)
- ligne B (tram)
mise en service en 2026
- ligne C (Téléphérique)
- ligne D (Bus à Haut Niveau
de Service) *mise en service en 2026*
- P+R Parkings relais
- Voie ferrée
- Équipements de congrès
- Sites hospitaliers
- Sites universitaires



Brest n'est pas une « belle endormie ».

En 20 ans, on a vu ce territoire changer littéralement sous nos yeux. Petit à petit, de grands travaux et des projets structurants ont été menés patiemment, avec le souci de respecter l'histoire de cette ville et les souvenirs de ceux qui y ont vécu.

Le visage offert par Brest est devenu celui d'une métropole en mouvement qui ne renie rien de son passé ni de ses cicatrices.

Les transitions prennent du temps, elles demandent des efforts et parfois, d'accepter que ça rgle. On a connu ça avec la 1^{re} ligne de tramway, inaugurée en 2012 et pourtant aujourd'hui, 10 millions de personnes l'empruntent chaque année. Alors on persévère : avec le projet *Mon réseau grandit*, la métropole renforce son réseau de transport urbain. Une 2^e ligne de tramway, une 1^{re} ligne de Bus électrique à haut niveau de service et un redéploiement complet du réseau métropolitain de transports en commun pour se déplacer facilement au quotidien.

Brest tourne aussi une page de son histoire sportive. Bientôt, il faudra quitter le stade Francis Le Blé, l'autre centenaire des pirates du Stade Brestois 29. On se fabriquera de nouveaux souvenirs avec les copains, les gamins, les parents dans les gradins de l'Arkéa Park, une encointe flambant neuve qui devrait sortir de terre d'ici 2028.

Brest de fond en comble



CHIFFRES CLÉS

Ligne A de tramway

- 14,3 km de long
- 28 stations
- 20 rames
- 200 passagers par rame

Mon réseau grandit :
mise en service en février 2026

Ligne B de tramway

- 5,1 km de long
- 11 stations
- 8 rames
- 200 passagers par rame

Ligne D de BHNS

- 4,3 km de long
- 13 stations
- 9 bus électriques
- 120 passagers par bus